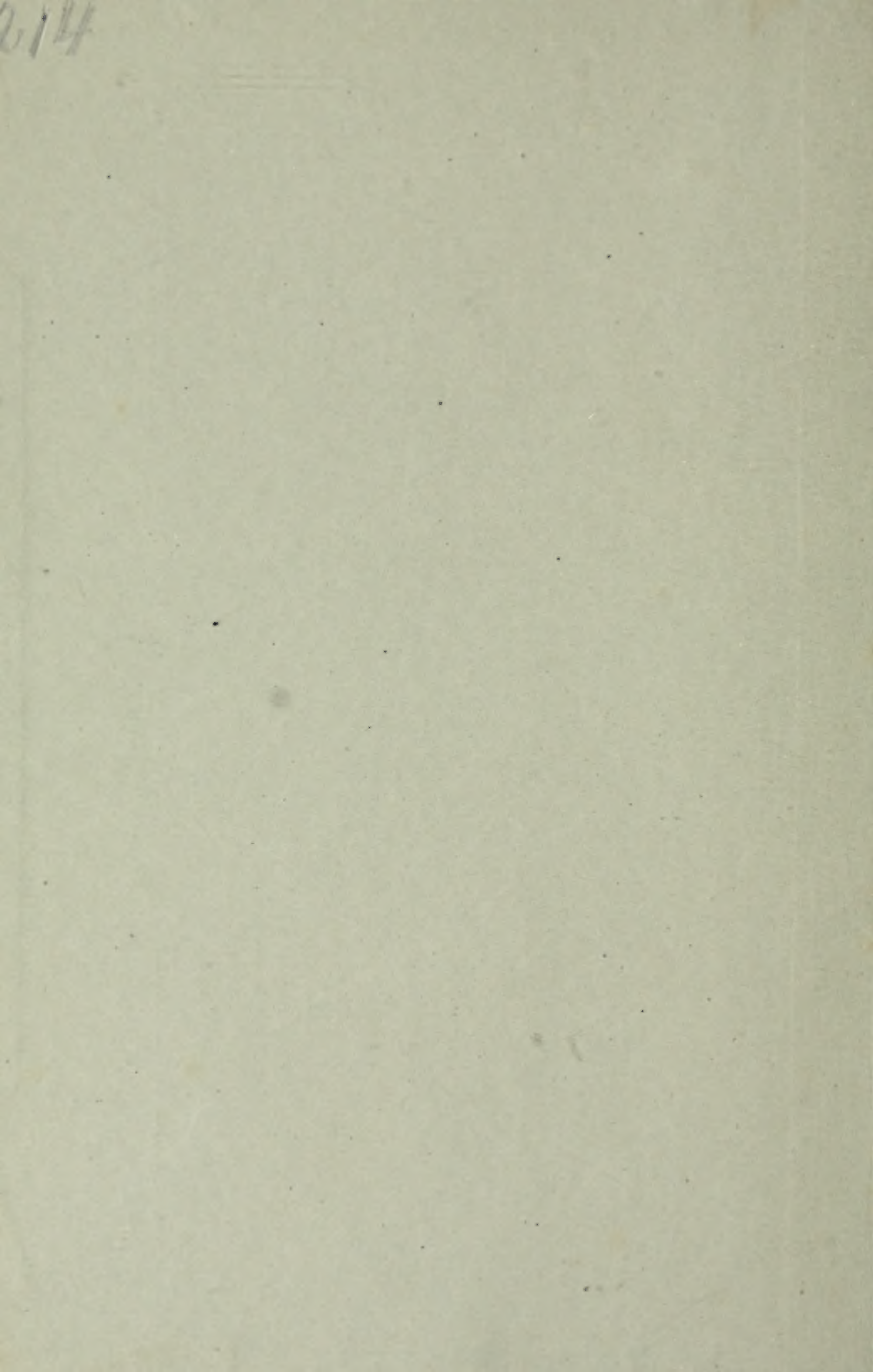
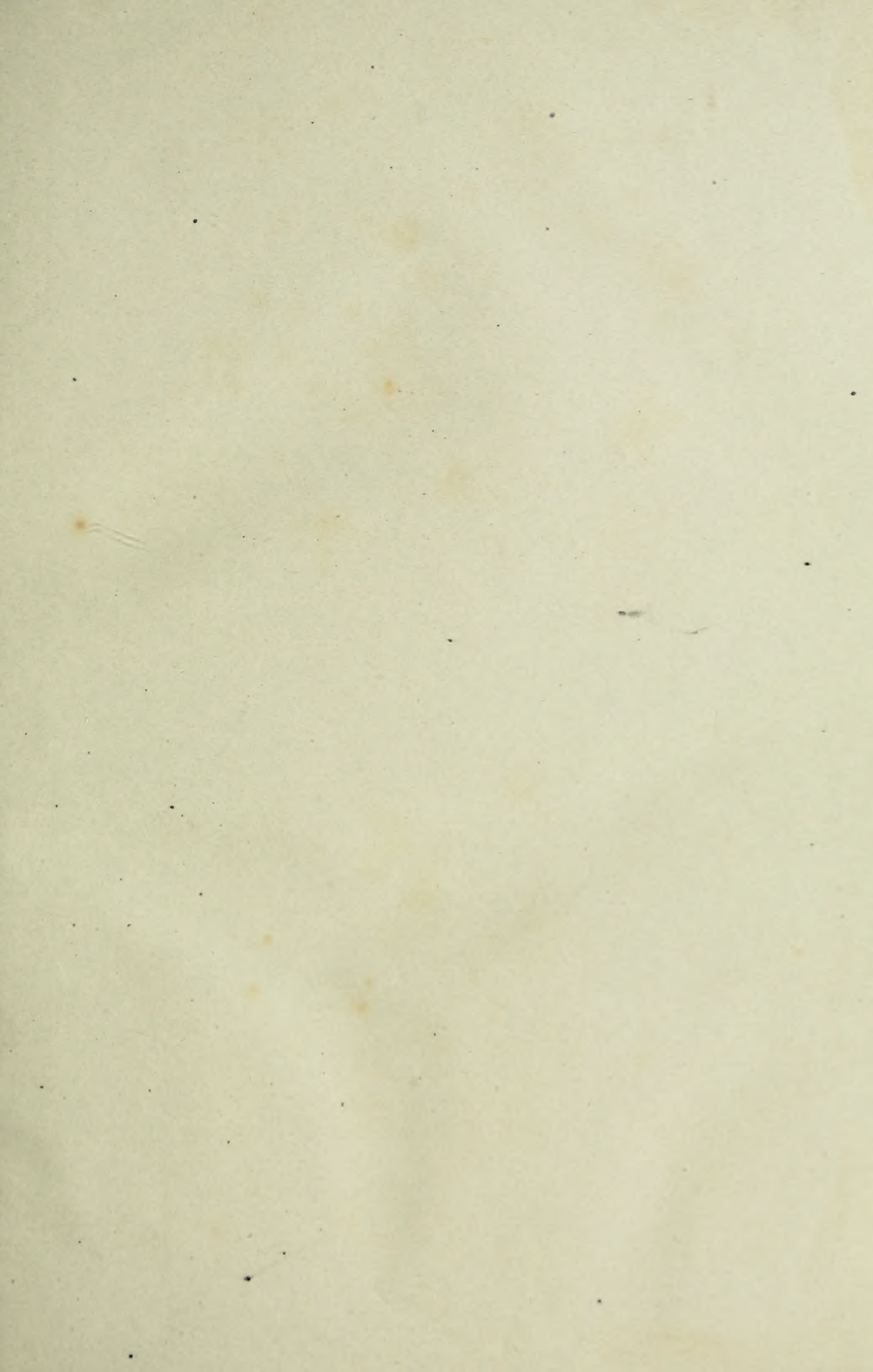










Denkwürdigkeiten

des Staatskanzlers

Fürsten von Hardenberg.

Herausgegeben

von

Leopold von Ranke.

Dritter Band.



Leipzig,
Verlag von Duncker & Humblot.
1877.

Eigenhändige Memoiren

des Staatskanzlers

Fürsten von Hardenberg.

Herausgegeben

von

Leopold von Ranke.

Zweiter Band.





Leipzig,
Verlag von Duncker & Humblot.
1877.

Die geheime Unterhandlung mit Rußland gieng indessen ihren Gang fort.

Den 26. April theilte mir der russische Gesandte von Alopäus die nachstehenden Depeschen mit:

Sa Majesté croyait s'être expliquée suffisamment sur l'ordre de choses qui s'était établi entre la Prusse et la France, lorsqu'au moment du départ du duc de Brunswick, elle apprit que Bonaparte avait demandé de nouvelles complaisances et qu'il s'était assuré de leurs concessions par la prise de possession d'un pays appartenant à Sa Majesté Prussienne. L'Empereur ne voulut cependant modifier en rien les explications dans lesquelles il était entré, et quoique la ratification de l'acte du 15 décembre, sans y admettre les modifications proposées par la Prusse, changeât beaucoup les rapports de cette puissance envers toute l'Europe, il jugea néanmoins devoir donner une nouvelle marque de son désir constant de maintenir son union avec la Prusse pour ne point affaiblir les dernières ressources de l'indépendance des autres États, et sans s'expliquer sur son opinion à l'égard de ce nouvel état de choses, il consentit toujours à ce que le duc de Brunswick ne fût porteur que des premières ouvertures préalables qui lui avaient été faites.

L'Empereur croyait que mesure de sa condescendance pourrait se borner là. Mais semble qu'à Berlin on en ait

jugé autrement, et qu'on y ait conçu une idée toute différente de l'étendue des devoirs que la Russie pourrait s'imposer. Une nouvelle convention a été signée par le comte de Haugwitz, de nouvelles complaisances ont été accordées à la France: et c'est à la Russie que la Prusse demande d'employer ses bons offices pour arrêter les impressions qu'elles pourront produire en Angleterre; quels seraient les titres d'une démarche semblable de notre part? Comment la Russie pourrait-elle concilier tant d'intérêts divers qui se trouvent froissés par la fermeture des débouchés du nord de l'Allemagne? Toutes les puissances commerçantes en souffrent, et cette mesure n'est plus dirigée, comme la prise de possession de l'électorat de Hanovre, contre l'électeur, mais contre la nation britannique même. Le commerce du nord de l'Allemagne était un des objets que Sa Majesté Impériale avait fixés dans sa réponse comme devant rester absolument sur le même pied sur lequel ils avaient existé avant l'occupation française du Hanovre, et alors la Russie rendant un service au Danemark, à la Suède et à l'Angleterre, si elle obtenait ce point du cabinet de Berlin, pouvait en retour leur demander des égards qu'elle ne saurait maintenant exiger ou réclamer de ces différentes puissances.

Vous aurez soin, Monsieur, de faire observer cette différence essentielle au ministère prussien, qui sentira lui-même que, quoiqu'il ne soit pas dans les principes de l'Empereur d'exciter une puissance contre l'autre, il lui serait difficile toutefois de demander à l'Angleterre des complaisances à l'égard du blocus des ports qui seront fermés à son commerce. D'ailleurs la Russie ne pourrait le faire qu'en communiquant au ministère britannique la pièce qui a été adressée à M. de Jacobi, et il paraît que ce ne serait point remplir les intentions du Roi. La Prusse sentira que tout s'oppose à ce que nous nous prononcions vis-à-vis de l'Angleterre dans le sens qu'elle désire, mais il est cependant possible que le ministère britannique songe lui-même à ménager la Prusse, et

la confiance que M. Fox montre à M. de Jacobi nous en donne plus d'espoir que l'idée que nous nous sommes constamment faite de la manière d'agir du cabinet britannique lorsque les intérêts essentiels de l'Angleterre sont lésés.

Au reste, Monsieur, ne connaissant point encore tout ce que M. de Haugwitz a concerté avec la France, l'Empereur s'arrête d'en porter un jugement définitif, et il se réserve de faire connaître son opinion lorsque les communications que vous lui annoncez lui seront parvenues.

Saint-Pétersbourg, 8 avril 1806.

Le prince A. Czartoryski.

Au moment où ce courrier allait partir, j'ai reçu les rapports de Votre Excellence expédiés par estafette le 31 mars, et qui m'ont appris ce que j'avais prévu, c'est que Sa Majesté Suédoise trouvait dans les dispositions militaires mêmes de Sa Majesté Prussienne des motifs pour ne point retirer ses troupes du Lauenbourg. J'avais eu déjà à ce sujet une conversation avec M. le comte de Goltz, dont il aura rendu compte au baron de Hardenberg, et dans laquelle je lui ai témoigné toute la peine que Sa Majesté éprouverait que les choses en vinssent à une rupture entre la Prusse et la Suède. J'ai parlé dans le même sens au baron de Stedingk[1], et persuadé que si l'on agit avec modération, on pourra obtenir plus du Roi que par des démonstrations militaires, nous désirons que la Prusse suspende les siennes, et qu'elle laisse à l'Empereur le soin de disposer Sa Majesté Suédoise à faire évacuer le pays de Lauenbourg. Vous voudrez bien, Monsieur, représenter cet objet au ministère prussien comme un nouveau témoignage du désir de Sa Majesté de maintenir la tranquillité dans le nord de l'Allemagne.

Saint-Pétersburg, 12 avril 1806. Czartoryski.

Den 7. Mai erhielt ich über unsere ersten Gegeneröffnungen, durch einen Courier, welcher einen angeblichen Antrag an die

1) Schwedischer Gesandter in Petersburg.

Großfürstin hatte, in Weimar, wo ich mich damals auf der Durchreise nach Kassel befand, Rückäußerungen, über die ich von Kassel aus, den 11. Mai folgendes an den König berichtete:

Je viens de recevoir en chemin la communication des dépêches du prince Czartoryski du 24 avril au sieur d'Alopaeus sur l'affaire secrète connue à Votre Majesté.

Voici leur contenu: l'Empereur Alexandre adopte le plan de négociation concerté et y apportera toute la confiance et toute la franchise qu'il a constamment mises dans ses relations avec la Prusse; mais le mémoire envoyé par le duc de Brunswick, celui que Votre Majesté a approuvé et qui répond aux propositions secrètes de l'Empereur Alexandre, n'ayant pas encore pu être mis en délibération, et la nouvelle transaction signée à Paris le 15 février pouvant apporter par ses suites des modifications aux vues et aux démarches de la Russie, il est impossible au prince Czartoryski de dire encore rien d'officiel sur les objets de la négociation. Dans peu on entrera dans tous les détails. La fermeture des ports a été très inattendue et celle de Lübeck embarrasse surtout la Russie, qui a l'intérêt de ne pas voir d'escadre anglaise dans la Baltique. Quoique dans une dépêche officielle, qui sans doute aura été communiquée au comte de Haugwitz, on rejette, pour mieux cacher l'intelligence secrète avec la Prusse, l'idée que la Russie puisse engager le ministère britannique à agir avec modération, on s'empresse cependant de recommander aux employés russes à Londres de tâcher d'y disposer le gouvernement anglais. En attendant on s'attend que la Prusse n'aggravera pas le mal par de nouvelles atteintes au commerce britannique. Dès que la négociation secrète aura amené des engagements précis de la part de Votre Majesté, la Russie pourra travailler avec assurance à engager la cour de Londres à se désister des mesures contre la Prusse.

Quant au pays de Hanovre, les difficultés sont grandes. Le cabinet de Pétersbourg se proposait d'employer les

arguments que l'Angleterre devait avant toute chose arracher ce pays à la France et non pas à la Prusse, et qu'elle trouverait son avantage dans une mutation temporaire. parce que son commerce n'en serait point interrompu. Maintenant, où la prise de possession a été déclarée définitive, où les ports sont fermés aux Anglais. ces deux considérations doivent agir dans un sens tout à fait opposé. Lord Gower a déjà réclamé l'assistance de la Russie, en l'invitant, pour l'appuyer, à prendre une attitude imposante envers la Prusse. Afin d'éviter une guerre dont les conséquences seraient beaucoup plus graves pour la Prusse que pour l'Angleterre, le prince Czartoryski propose:

1° Que Votre Majesté ajoute aux assurances renfermées dans le mémoire envoyé par le duc de Brunswick une clause par laquelle elle dirait: que si la France restituait à la paix générale le Hanovre à l'Angleterre. Votre Majesté ne s'y opposerait pas, pourvu qu'on lui rendît aussi ses anciennes possessions.

2° Que la nécessité indispensable de ne pas gêner le commerce de Lübeck soit représentée de votre part à la France, Sire, parce que la mer Baltique, où se trouve le port de Lubeck, est une mer fermée, dont la navigation ne doit dépendre que de la Prusse, de la Russie, de la Suède et du Danemark.

3° Que tout ce qui concerne la négociation secrète soit lu à M. Fox pour sa seule connaissance et pour n'en faire jamais usage envers qui que ce soit, en abandonnant à la Russie le soin de terminer cette affaire. Alors M. Fox verrait le bien général, les égards dus à la propriété de son souverain, et l'intérêt commercial de son pays réunis.

Si ces idées sont goûtées, le sieur Alopaeus est autorisé à envoyer sans perte de temps le tout au sieur de Strogonoff à Londres, pour faire la communication.

4° Mais à quoi le Roi de Prusse se décidera-t-il, ajoute le prince Czartoryski, si Napoléon, lui représentant les démarches de l'Angleterre ou les mesures qu'elle prendra encore comme attentatoires aux droits des nations, s'il menace d'aller fermer le Sund et les ports de la mer du Nord appartenant au Danemark, ceux du Mecklenbourg, de la Poméranie suédoise etc., à moins que la Prusse ne se charge elle-même de cette besogne? Le Roi s'opposera-t-il à toute demande péremptoire qui lui sera faite dans ce sens par la France, et la conviction qu'il sera impossible à la Russie de laisser toucher au Danemark, à la Poméranie suédoise et au Mecklenbourg, sera-t-elle assez puissante pour faire préférer au Roi de secouer le joug qui lui est imposé à faire naître des sujets de contestation avec la Russie?

Le sieur d'Alopaeus obtient la permission de s'absenter par congé et ordre de présenter comme chargé d'affaires le sieur Louis Krüdener, frère de celui qui fut à Berlin.

Du reste, le voyage du sieur Ruffin à Paris n'a abouti à rien. Il a apporté une dépêche du sieur de Talleyrand au sieur Lesseps contenant la phrase: que, quoique la querelle avec la France fût injuste et sans but comme sans utilité, Napoléon désirait cependant d'en voir la fin, sans souhaiter toutefois des liens avec un cabinet qui semblait s'être fait une habitude de n'envisager dans les engagements mutuels qu'il contractait que ce que les autres ont à exécuter. En contradiction avec soi-même, le ministre français ajoute: que le traité de commerce serait exécuté à l'avenir.

Je réponds au sieur d'Alopaeus que j'allais demander les ordres de Votre Majesté sur le premier et le troisième point énoncés plus haut, et qu'on avait prévenu d'une certaine manière les vœux de la cour de Pétersbourg quant au second, le port de Lubeck n'étant pas fermé, mais que la confidence

à faire au sieur Fox me paraissait très dangereuse, surtout dans les circonstances du moment, parce que les Anglais s'expliquaient en plein Parlement et dans leurs gazettes avec une très grande indiscrétion sur les négociations les plus secrètes, témoins celles avec la Russie et l'Autriche et tout récemment celles avec la Prusse; que Napoléon ayant encore près de 200.000 hommes en Allemagne et un œil très attentif sur les liaisons entre les cours de Berlin et de Pétersbourg, le moindre indice de l'intelligence secrète entre elles deviendrait infiniment dangereux pour la Prusse et nuisible au but même; que d'ailleurs les résolutions que la confidence avait dû prévenir étaient malheureusement prises; et que la cour de Pétersbourg ayant déjà employé généralement son intercession, il fallait espérer de cette démarche, jointe aux explications données de la part du ministère de Votre Majesté, qu'au moins la cour de Londres n'aggraverait pas les mesures contre la Prusse, ce qui certainement ne se ferait pas de sa part contre l'Angleterre; qu'enfin on pourrait, après qu'on serait convenu positivement des engagements secrets à prendre, travailler avec d'autant plus d'assurance aux adoucissements à apporter à l'état présent des choses; qu'il importait avant tout de connaître bien clairement les intentions de la Russie que le prince Czartoryski allait nous communiquer officiellement.

Je me flatte d'avoir rencontré celles de Votre Majesté par cette réponse préalable, et lui aurais la plus vive reconnaissance si elle daignait me faire savoir son approbation et ses volontés en marge de ce très humble rapport, en me le renvoyant par la voie du président de Seegebarth.

Cassel, 11 mai 1806. Hardenberg.

Erst den 6. Juni bekam ich zu Wolfsburg bei Braunschweig nachstehende eigenhändige Antwort vom König:

Je vous renvoie ci-joint votre mémoire, avec les réflexions que j'ai cru devoir y ajouter. J'ai tardé pendant quelque temps à vous le renvoyer pour le peser plus mûrement, le

sujet étant de la dernière importance, ayant aussi voulu attendre encore le courrier du comte Goltz, dont il avait déjà annoncé le départ prochain quelque temps d'avance, et qui nous est arrivé avant-hier avec des nouvelles assez satisfaisantes pour le moment actuel. En faisant usage de mes réflexions vis-à-vis de M. d'Alopaeus, vous y ajouterez, dans le sens indiqué, tout ce que vous pourriez juger convenable encore pour appuyer mes déterminations. Quant à la conservation du pays de Hanovre à la Prusse en particulier, on ne saurait assez faire sentir à la Russie que, si même la France devait être disposée un jour à abandonner ce pays pour le remettre entre les mains de l'Angleterre, ce qui n'est pas du tout impossible, surtout si elle trouvait la Prusse disposée à se roidir contre des propositions qui seraient opposées à nos engagements contractés avec la Russie, il serait de l'intérêt de celle-ci à ne pas laisser dépouiller la Prusse d'un pays qui, s'il devait se trouver aujourd'hui entre les mains du prince Murat, serait assurément soutenu à toute outrance. Or, vous épuiserez, s'il le faut, tous les moyens de persuasion et tous les arguments si faciles à trouver pour convaincre la Russie de l'importance extrême de la conservation de ce pays pour la Prusse.

Le 2 juin 1806. Frédéric Guillaume.

Réflexions de Frédéric Guillaume sur le mémoire de Hardenberg.

Ad 1°. La Prusse est la première à se dire que la possession du pays de Hanovre ne saurait être considérée comme légitime, aussi longtemps que la paix générale n'aura décidé du sort futur de ce pays. La Prusse doit se borner pour le moment à cette explication et ne saurait raisonnablement s'engager à rien davantage relativement à cet objet avant le terme susmentionné. La Russie d'ailleurs n'ignore pas

que l'acquisition de ce pays est, pour ainsi dire, devenue indispensable à la Prusse depuis que la Hollande se trouve être quasi ou même tout à fait une appartenance française, et qu'en outre les possessions de cette dernière puissance s'étendent même jusqu'en deçà du Rhin et jusqu'en Westphalie. On laisse après ceci à la Russie elle-même à juger de quelle autre manière la Prusse pourrait parvenir à mettre une espèce d'ensemble entre ses provinces éparpillées et à consolider tant soit peu ses frontières occidentales. Il me semble que ce n'est pas trop dire si j'avance qu'il est de l'intérêt de la Russie même, bien plus que de celui de la France, de favoriser une acquisition que l'on doit considérer comme le véritable boulevard du nord de l'Europe, et qui doit par conséquent intéresser plus ou moins toutes les puissances qui forment cette partie de l'Europe, si j'en excepte l'Angleterre, qui sans doute sera toujours intéressée de conserver un pays placé comme exprès pour mettre en prise la France avec les puissances continentales aussi souvent qu'une nouvelle lutte entre la France et l'Angleterre vint à s'engager. Il ne serait pas difficile d'alléguer cent autres motifs en faveur de d'acquisition du Hanovre, s'il s'agissait ici d'épuiser cette matière, mais elle nous mènerait trop loin.

Après tous ces arguments, comment pourrait-on s'attendre que la Prusse s'expliquât déjà aujourd'hui catégoriquement à ce sujet, surtout depuis que l'Angleterre vient d'anéantir tout le commerce prussien d'un seul coup de plume par l'embargo mis indistinctement sur tous les navires prussiens etc. etc., en fermant l'oreille à toute explication conciliante, et ne consultant dans toutes ses démarches que celles dictées par le ressentiment et la vengeance?

Ad 2°. Ces différents points viennent d'être expliqués et décidés en faveur de la question.

Ad 3°. J'approuve entièrement les réflexions énoncées plus bas au sujet du danger des confidences à faire au sieur Fox.

Ad 4°. Que la Russie veuille examiner tout ce que l'on vient de dire, qu'elle y acquiesce, et cette inquiétude tombe d'elle-même; elle peut et doit compter alors sur la persévérance de la Prusse, tout comme celle-ci compte en retour et confiance sur les bons offices à employer par la Russie en sa faveur.

Le 2 juin 1806. Fréderic Guillaume.

Unterdessen hatte sich der König durch den Geheimen Kabinets-Rath Lombard, ohne allen Zweifel nach einer Abrede des Letzteren mit dem Grafen v. Haugwitz, verleiten lassen, so sehr dieses mit der ganzen Lage der Sache im Widerspruch war, dem Grafen von Goltz durch eine Kabinets-Ordre anzubefehlen, die Zurückberufung des Gesandten von Alopaeus zu verlangen, mit dem beide natürlicher Weise sehr unzufrieden waren. Ich hielt es für Pflicht, einen Brief, den mir jener Gesandte darüber schrieb, mit einem darin erwähnten Schreiben des Kaisers, welches ich nicht zu sehen bekam, dessen Inhalt aber, wie mir der König nachher versicherte, nicht wesentlich war, Seiner Majestät zu übersenden.

Als ich am 11. Junius nach Berlin zurückkam, theilte mir der Herr von Alopaeus mehrere wichtige Depeschen vom 12/24. Mai mit, die er von seinem Hofe erhalten hatte. Sie betrafen die geheimen Unterhandlungen wegen der Verhältnisse zwischen Preußen und Rußland, die Händel mit dem König von Schweden, die mittlerweile durch die Verdrängung der schwedischen Truppen aus dem Lauenburgischen in offenbare Feindseligkeiten übergegangen waren, die Vermittelung, welche wir bei Rußland nachsuchten, um England zur Zurücknahme seiner feindlichen Maßregeln zu bewegen, die Bestimmung des russischen Staats-Raths Oubril, zuerst nach Wien, dann vielleicht nach Paris zu gehen, um wo möglich das friedliche Vernehmen wieder herzustellen, endlich jenen sonderbaren Schritt, wodurch der Rappell des Herrn von Alopaeus verlangt worden war. Bei der Wichtigkeit dieser Gegenstände scheint es mir nicht unnütz, auch diese Stücke hier wörtlich einzuschalten.

Monsieur! Ayant pris les ordres de Sa Majesté sur le mémoire qui lui a été adressé par le duc de Brunswick, et qui indique les bases sur lesquelles le baron de Hardenberg a été autorisé à établir avec vous, Monsieur, la négociation secrète, j'ai l'honneur de vous communiquer ici les motifs qui ont dicté à Sa Majesté Imperiale les autorisations que vous recevez aujourd'hui. Elles sont renfermées dans le mémoire ci-joint sub lit. A., et sont une conséquence immédiate et naturelle des principes qui ont dicté la réponse de Sa Majesté aux premières communications de S. A. le duc de Brunswick. Le Roi, dans ses différentes lettres à Sa Majesté, et le duc dans tous ses entretiens, ont reconnu que le motif qui devait guider l'Empereur dans la manière dont il envisagerait les nouveaux engagements de la Prusse envers la France était le bien général de l'Europe, qui ne pourrait que perdre ses dernières ressources s'il s'élevait une scission malheureuse entre la Prusse et la Russie. L'Empereur n'a pas balancé à adopter ce principe, son attachement et sa confiance pour Sa Majesté Prussienne sont beaucoup trop sincères pour qu'il ait pu s'arrêter un moment à l'idée que peut-être il ne retirerait pas de cette marche les avantages qu'elle semblait devoir lui promettre. Il s'est déterminé en même temps de ne point faire connaître les véritables motifs de cette résolution aux cours qui, poussées par leurs craintes, comme le Danemark, la Suède et le Mecklenbourg, ou lésées sensiblement, comme l'Angleterre, pouvaient lui demander de tenir un autre langage à Berlin, et y avaient même des titres par des engagements sacrés. Mais en se décidant à entendre leurs réclamations et à ne point y faire droit, l'Empereur se fondait et se fonde sur les heureux effets qui naîtront pour ces États mêmes de la conservation de son inaltérable union avec Sa Majesté Prussienne.

Tout cela a été développé avec la plus grande franchise dans le mémoire remis au duc de Brunswick. Nous y avons

indiqué non-seulement nos demandes les plus essentielles, mais même le motif particulier de chacune d'elles, et maintenant nous n'y apportons que les changements devenus indispensablement nécessaires après les nouveaux engagements contractés par la Prusse. Nous nous flattons que leur justice sera reconnue par le ministre d'Etat baron de Hardenberg, et qu'en les présentant au Roi, il obtiendra facilement de Sa Majesté l'autorisation de les arrêter définitivement avec vous. La forme pourrait être celle donnée aux déclarations du 24 mai [1], et quant aux modifications peu essentielles qu'on désirerait y introduire, vous voudrez bien en tout vous régler sur les bases, les principes et les développements contenus dans le mémoire du 23 février [2] et dans celui que je vous transmets aujourd'hui.

Prévoyant que la déclaration que nous demandons concernant le pays de Hanovre sera celle qui sera la plus difficile à obtenir, surtout par l'intention que nous annonçons d'en faire usage vis-à-vis de l'Angleterre, je dois indispensablement vous dire qu'il serait impossible à l'Empereur de prendre aucun engagement qui aurait pour base la reconnaissance de cette possession, et la manière dont nous avons indiqué la teneur de cet article est telle qu'il nous semble que la Prusse ne saurait presque pas se refuser à y souscrire. Si tel était le cas et que Sa Majesté Prussienne consentît à ce que nous en donnions communication secrète et confidentielle au ministère britannique, on pourrait en faire un article tout à fait séparé pour ne pas compromettre le secret des autres stipulations.

Dans le cas où votre négociation rencontrerait des obstacles que nous n'aurions pas prévus, vous pourriez proposer à M. le baron de Hardenberg de munir le comte de Goltz d'un pouvoir pour continuer ici ce travail, ce qui ferait gagner

1) Vergl. Band II, 59.
2) Vergl. Band II, 552.

un peu de temps et détournerait aussi l'attention de vos pourparlers avec le ministre de cabinet, et s'il arrivait que le comte de Goltz ne pût souscrire à l'un ou l'autre point, je renverrais de nouveau des instructions définitives pour mettre la dernière main à cette œuvre.

Saint-Pétersbourg, 12/24 mai 1806. Czartoryski.

Mémoire russe. (Lit. A).

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies intimement convaincu que, dans les circonstances calamiteuses qui affligent maintenant l'Europe, la seule combinaison dont elle puisse attendre son salut est un système d'union intime entre différents États de l'Europe qui, en ayant pour but la conservation de la propriété d'un chacun, tirerait son poids de la réunion des forces de tous, pour s'opposer à tout empiétement qui tendrait à blesser ouvertement les droits de l'un d'eux.

Sa Majesté Prussienne, se trouvant en ce moment aussi éminemment menacée que tout autre État, ses forces seules ne lui faisant pas espérer, en cas d'attaque de la France, une résistance proportionnée aux dangers de sa monarchie, la Russie est prête à l'assister de toutes les siennes. Il est évident que, dans ce premier engagement, tout l'avantage est du côté de la Prusse. La Russie n'a pas les mêmes dangers à écarter. Avant que Bonaparte puisse l'atteindre, il faut qu'il désarme la Prusse et l'Autriche, car aucune de ces deux puissances ne fera volontairement cause commune avec lui, et il s'exposerait, en se bornant à demander le passage par leurs États, à les voir se tourner contre lui aux premiers revers. L'avantage que la Prusse peut retirer de cette union a donné à Sa Majesté Impériale l'espoir que la Prusse voudrait l'acquérir par des stipulations qui offrent des avantages égaux à la Russie, et c'est ce but qu'on a développé dans le mémoire remis à

S. A. S. le duc de Brunswick, le 23 février. On y a tracé les arrangements secrets qui seraient arrêtés entre la Russie et la Prusse, et on y a indiqué que d'autres États pourraient par la suite être admis à ce système conservateur.

C'est sur ce pied seul que les engagements entre les deux États peuvent présenter un avantage mutuel, et que la Russie peut contracter des obligations envers la Prusse. En convenant de ce principe et en examinant ensuite le mémoire envoyé par S. A. S. le duc de Brunswick à Sa Majesté Impériale[1], on verra que les engagements qui y sont proposés ne cadrent pas exactement avec le but primitif et le plus essentiel que les deux États puissent avoir: la conservation de la propriété d'un chacun en général, et la sûreté de la Prusse en particulier. Toutefois il suffira pour l'adapter avec égalité aux intérêts et aux rapports de la Russie et de la Prusse de rendre aux différents passages du mémoire envoyé par le duc leur force et d'en écarter ce qui sous aucun rapport ne saurait se combiner avec le but qu'on se propose et les obligations antérieures de la Russie.

Les engagements ainsi modifiés seraient:

1° Que son traité d'alliance avec la France ne doit jamais déroger à son alliance avec la Russie, et que nommément il ne la portera point à faire la guerre contre elle dans les cas suivants:

a) que la France attaquât la Turquie ou portât celle-ci à se joindre à elle et à faire la guerre à la Russie, ou bien à la suite des mesures que la Russie prendrait[2], soit pour s'opposer à une invasion française en Turquie, soit pour obliger l'Empire ottoman à remplir les engagements qu'il a contractés envers elle ou enfin pour l'empêcher d'attaquer la Russie;

1) Vergl. Band II, 577.

2) Variante: pendant le cours de la présente guerre.

b) pour le cas d'une guerre qui naîtrait entre la Russie et la France si la première, soit pour défendre l'Empire ottoman, soit pour secourir l'Autriche, prenait des mesures[1]) propres à faire évacuer par les troupes françaises les pays qu'elles occupent sans aucun droit réel, particulièrement en Italie et sur les bords de l'Adriatique.

2° Que la Prusse garantit:

a) l'indépendance et l'intégrité de la Porte ottomane;

b) l'indépendance et l'intégrité des possessions de la maison d'Autriche, telles qu'elles ont été fixées par le traité de Presbourg;

c) l'indépendance du nord de l'Allemagne, des États des Rois de Danemark et de Suède; qu'elle maintiendra ces garanties de toutes ses forces conjointement avec la Russie, et qu'elle sera très prête à convenir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable et permanent en Europe.

3° Qu'elle mettra tous ses soins, comme elle l'a déjà fait et ne cessera de le faire, pour obtenir que les troupes françaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai possible, et qu'elle n'entrera dans aucune stipulation avec la France qui n'aurait pas cette clause pour base.

4° Qu'elle emploiera toute son influence pour le maintien des relations commerciales dans le nord de l'Allemagne sur le pied où elles se trouvaient avant l'occupation du Hanovre par les Français, et pour faire cesser dans le terme de six mois[2]) les entraves qu'elle se voit obligée d'imposer à la navigation anglaise et immédiatement celles concernant le port de Lübeck.

1) Variante: b) pour le cas où, pendant le cours de la guerre actuelle, la Russie prendrait des mesures etc.

2) Variante: le plus tôt possible.

5° Qu'elle s'occupera d'abord des moyens nécessaires pour mettre son armée sur un pied formidable, et d'un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour être exécuté aussitôt que le cas d'agir viendrait à échoir, soit pour la défense commune, soit pour soutenir les garanties dont les deux États se chargent par l'article 2.

En réciprocité de ces différentes déclarations, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies prendrait l'engagement:

1° d'employer constamment la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe et toutes celles de l'Empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des États de Sa Majesté Prussienne;

2° de persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les États de l'Europe qu'elle a suivi jusqu'à présent;

3° de maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers elle par Sa Majesté Prussienne, de travailler même à conserver à la France l'idée que la Prusse s'envisage comme son alliée sans aucune réserve, et de se prêter dans ce but à une négociation avec la France pour le rétablissement de la paix générale.

Quant au Hanovre, la Russie ne pouvant pas croire que Sa Majesté Prussienne veuille jamais s'approprier ce pays sans un consentement du souverain légitime, ne balance pas à demander au Roi la promesse qu'il se prêtera à cet égard à ce qui sera réglé à la paix générale, et la Russie fera usage de cette promesse pour engager l'Angleterre à suspendre toute mesure hostile contre la Prusse [1]).

1) Addition à l'article du Hanovre: de même Sa Majesté Impériale, dans l'espoir fondé que Sa Majesté Prussienne maintiendra une union intime avec elle jusqu'à la paix générale, s'occupera, lorsqu'on travaillera à sa conclusion, des moyens de procurer à la Prusse des dédommagements pour les territoires qu'elle a cédés à la France.

Czartoryski à Alopaeus.

Après la rédaction du mémoire que je transmets aujourd'hui à V. E., j'en ai fait part au comte de Goltz. et vous verrez par le protocole de la conférence que j'ai eue avec lui les objections qu'il m'a faites. Vous trouverez aussi en marge les modifications dont nous avons jugé le mémoire susceptible d'après ces observations; mais vous voudrez bien n'en faire usage qu'après avoir tenté tous les moyens possibles pour faire admettre par le cabinet prussien le texte que nous avons donné en premier lieu à ces articles.

Il est nécessaire que vous fassiez bien observer à M. le baron de Hardenberg que les engagements que nous avons à contracter se rapportent à deux situations tout à fait distinctes. mais qui toutes deux ont besoin, pour assurer la confiance mutuelle, d'être exprimées avec beaucoup de clarté et de précision.

La première est celle où la Prusse nous promet de ne point réunir ses forces à celles de la France contre nous.

D'après toutes les assurances de la cour de Berlin, et particulièrement celles données ici par le duc de Brunswick et le comte de Goltz, Sa Majesté Prussienne parait déterminée à ne jamais se prêter à une semblable combinaison, et par conséquent il ne peut se présenter aucune difficulté lorsqu'il s'agit de stipuler tel ou tel cas particulier où cette réunion n'aura pas lieu.

La seconde est celle ou nos forces auront à agir de concert avec la Prusse.

Indépendamment du cas de défense de cette puissance contre une attaque ou un danger imminent de la Prusse, elle ne veut stipuler que pour la defensive. Or, comme l'Empereur ne demande pas autre chose, il semble qu'il ne devrait point y avoir de difficulte à convenir de la redaction des articles, pourvu qu'on sente à Berlin la nécessite indis-

pensable d'être clair et précis, parce que sans cela il ne saurait y avoir la confiance indispensablement nécessaire pour que les deux cours marchent toujours sur la même ligne. Ce sont les différentes garanties dont les États se chargent qui, par leur étendue, compensent à la Russie les cas de guerre et par conséquent ce que peut lui coûter la promesse de soutenir la Prusse de toutes ses forces.

Pour le Hanovre, nous ne pourrions dans aucun cas dire autre chose que ce que vous trouvez en marge, car la Prusse a acquis ce pays à des titres entièrement opposés à ceux que nous avions indiqués comme pouvant nous engager à employer nos bons offices pour le lui procurer.

Ce serait bien à tort que l'on croirait à Berlin que nous avons le désir d'attaquer les Turcs. Nous ne demandons pas mieux que de maintenir vis-à-vis de cet État le système que la Russie a suivi à son égard depuis plusieurs années.

Saint-Pétersbourg, 12/24 mai 1806. Czartoryski.

Czartoryski à Alopaeus.

Dans la dépêche ostensible que je vous adresse en ce jour sur les démêlés entre l'Angleterre et la Prusse, j'ai mis en avant une idée qui a paru propre à faciliter les premières démarches que nous pourrions faire à Londres. Mais il ne faut pas se dissimuler que, si même cette idée était goûtée par Sa Majesté Prussienne, il n'y aurait encore que très peu d'espoir à voir nos soins couronnés du succès désiré.

Il faudrait, pour parvenir à ce but, que la cour de Berlin se persuade bien intimement qu'elle ne saurait se flatter d'amadouer le cabinet de Saint-James, à moins de lui promettre qu'elle n'envisage l'occupation du Hanovre que comme temporaire, qu'elle lèvera les entraves qu'elle a mises au commerce anglais dans les ports d'Allemagne, et qu'enfin elle se prêtera à un arrangement équitable avec la Suède. Il ne faut

pas se faire illusion sur ce que le gouvernement britannique ne démordera pas de ces justes prétentions.

Dans l'état actuel des relations de la Prusse avec la France, il paraît certain que la première de ces conditions est de nature à ne pouvoir être ostensiblement consentie par la cour de Berlin dès à présent. Mais il n'y a rien qui puisse l'empêcher de donner secrètement l'assurance qu'à la paix générale elle ne se refusera pas à restituer le Hanovre à son légitime souverain, bien entendu que l'on tâcherait de lui faire rendre les provinces qu'elle a cédées à la France et à la Bavière, ou tout au moins une indemnisation complete. La seconde de ces conditions est susceptible de modifications qui pourraient être de la convenance des deux Etats, sans pour cela irriter la susceptibilité de la France. La troisième enfin est trop liée aux intérêts de la Prusse même, trop conforme aux désirs du Roi, pour qu'il puisse être à craindre que ce point deviendra jamais un obstacle sérieux.

D'après toutes ces considérations, V. Exc. sentira aisément que le poids que nous pourrons donner à notre intervention à Londres dépendra du plus ou moins de facilité qu'apportera Sa Majesté Prussienne à écarter les obstacles dont je viens de parler. Une circonstance qui ne pourrait qu'y contribuer plus que toute autre, ce serait la conclusion au plus tôt de notre négociation secrète. Cet objet une fois déterminé, Sa Majesté l'Empereur, rassuré sur les véritables intentions du Roi, pourra mettre dans son intercession auprès du gouvernement britannique toute l'activité nécessaire afin de l'amener aux désirs de Sa Majesté Prussienne. Le cabinet de Saint-James, instruit de son côté des engagements qu'aura contractés Sa Majesté envers la Russie, ne demandera pas mieux qu'à concourir aux combinaisons qui seront arrêtées.

C'est donc sous ce point de vue que V. E. voudra bien s'expliquer avec M. le baron de Hardenberg, en ajoutant que si, après s'être engagée envers la Russie de se maintenir dans

sa position actuelle sans passer outre. Sa Majesté Prussienne voulait ne rien laisser à désirer à Sa Majesté Impériale, il ne resterait au Roi qu'à apporter dans l'arrangement des affaires avec la Suède toutes les facilités qui peuvent dépendre de Sa Majesté Prussienne, en promettant en attendant de la manière la plus positive de ne rien tenter dans aucun cas contre la Poméranie. Dès lors il n'y aurait pas de doute que toute cette affaire se terminerait au gré de Sa Majesté le Roi de Prusse. Le désir de notre auguste maître de contribuer à cet heureux état de choses ne sera certainement pas révoqué en doute; et le baron de Hardenberg est trop éclairé, trop bon serviteur de son souverain, pour ne pas convenir que, dans la circonstance du moment, les mesures proposées dans le présent office sont les seules qui puissent faire espérer un succès complet.

Aussitôt que vous serez parvenu à quelque résultat satisfaisant à cet égard, V. E. voudra bien m'en informer et en même temps en faire part directement à M. le comte de Strogonoff à Londres, qui sera muni d'instructions éventuelles pour pouvoir agir sans délai, en réglant toutefois ses démarches sur la nature des notions que vous lui transmettrez. Il ne s'ensuit cependant pas que M. de Strogonoff soit instruit de l'existence même de la négociation secrète. L'Empereur, toujours jaloux de déférer aux désirs de Sa Majesté le Roi de Prusse, n'a point hésité de s'y conformer également dans cette occasion, aussitôt qu'ils lui ont été connus. M. le comte de Strogonoff ne sait donc rien de la négociation secrète qui vous est confiée, à moins qu'en vertu de l'autorisation dont vous êtes muni vous ne lui en ayez fait part, et conséquemment vous voudrez bien ne lui en communiquer les résultats qu'autant que vous jugerez que cela pourra contribuer au succès des démarches qu'il est éventuellement chargé de faire dès qu'il aura reçu de votre part les notions dont il s'agit.

Saint-Pétersbourg, 12/24 mai 1806. Czartoryski.

P. S. Pour plus de clarté, je crois devoir m'expliquer sur ce que je sousentends en parlant des modifications à apporter aux entraves qui suspendent actuellement le commerce du nord de l'Allemagne. Il serait possible de fixer d'abord un terme qui serait calculé sur la probabilité des événements qui pourront amener quelque changement à l'état actuel des affaires, et après lequel la navigation dans les ports de la mer du Nord serait de nouveau parfaitement libre. En attendant on pourrait convenir de part et d'autre de certaines facilités qui, sans être ostensibles, n'en favoriseraient pas moins le commerce. Du reste ceci n'est proprement qu'une idée à moi, et je ne fais mention ici que pour votre direction particulière.

Czartoryski à Alopaeus.

Monsieur! La dépêche que je vous adresse ci-jointe est ostensible pour le ministère prussien, mais je crois nécessaire d'y ajouter encore quelques développements que vous ne communiquerez qu'à M. le baron de Hardenberg. Sa Majesté Impériale voyant les embarras dans lesquels la cour de Vienne se trouvait à la suite de la prise de possession des bouches de Cattaro par nos troupes, a dû songer au moyen de l'en tirer au plus tôt. Si l'évacuation immédiate de ce poste avait pu satisfaire les désirs de la France, nous nous y serions résolus aussitôt que la nouvelle nous est en parvenue; mais il suffit de connaître la marche que suit le gouvernement français pour juger que cette condescendance n'aurait fait que l'encourager dans ses envahissements progressifs, puisqu'il n'aurait probablement envisagé cet acte de justice que comme une preuve de déférence de notre part à ses volontés. Cette considération n'eût cependant pas suffi pour nous déterminer à une négociation directe avec la France; mais nous n'avons pu perdre de vue que, tant que la guerre continuerait en

Europe, il y aurait, sourtout par la nécessité de garder la Méditerranée et les États ottomans, des collisions qui feraient renaître tous les dangers de l'Autriche. Il a donc été jugé préférable à tout autre mode de travailler à faire cesser entièrement l'état de guerre, et c'est à cet effet que le comte de Rasoumofsky a été muni d'autorisations et le sieur Oubril nommé agent pour les prisonniers.

Nous avons pensé que, dans cette occasion, nous ne devions pas nous adresser à la cour de Berlin, pour ne pas la compromettre vis-à-vis de la France; car l'événement qui détermine la négociation s'étant passé sur les frontières de l'Autriche, et les inconvénients qui se présentent dans l'avenir la concernant aussi plus particulièrement que toute autre puissance, il était tellement naturel d'établir à Vienne les premières discussions sur cet objet, qu'en demandant l'intervention de la Prusse c'eût été montrer que nous comptions beaucoup sur ses soins, ce qui n'aurait pas manqué de la compromettre, tandis qu'en ayant l'apparence de ne pas nous entendre avec elle à ce sujet, nous faisons naître l'idée d'une froideur qui est nécessaire pour d'autant mieux cacher la négociation secrète.

Je n'aurai pas besoin de m'appesantir sur cet objet, et je suis persuadé d'avance que M. le baron de Hardenberg le jugera exactement comme nous.

Saint-Pétersbourg, 12/24 mai 1806. Czartoryski.

Von dem Grafen von Goltz hatte ich schon vorher folgendes Schreiben erhalten und dem König mitgetheilt:

Monsieur le Baron! Le mémoire que M. d'Alopaeus vous présentera, Monsieur le Baron, en réponse au vôtre ne remplira peut-être pas entièrement vos attentes; il n'a au moins pas satisfait aux miennes. Le prince de Czartoryski y a fait des additions et des changements qui, dans le sens du système de la Russie, sont sans doute très bien vus; mais qui, dans la situation embarrassante où nous nous trouvons, nous mènent plus

tôt qu'il ne le faudrait au delà de la ligne si sagement tracée par le projet de Votre Excellence. La Russie ne se contente pas des engagements que nous prenons pour l'assurer que, dans aucun cas, nous ne nous laisserions entraîner par la France à prendre les armes contre elle; elle exige que nous déclarions: que, dans certains cas stipulés, nous ferions cause commune avec elle. Cette extension de nos engagements ne se borne pas non plus au cas où la Russie se trouverait injustement attaquée, soit par la France, soit par la Porte ottomane, elle s'applique même à ceux où les préparatifs et les mesures que la Russie croit devoir prendre dans ce moment-ci deviendraient le signal de la guerre; et j'avoue que plus il est à supposer que les contestations élevées relativement à la restitution des bouches du Cattaro et les armements de la Russie sur les frontières de la Turquie donneront nécessairement lieu à des démonstrations sérieuses, plus il est à craindre que la guerre et la nécessité d'y prendre une part active pourrait éclater avant que nous y fussions suffisamment préparés. Notre intérêt est de gagner encore du temps, et si la Russie n'en convient pas, il est clair qu'elle ne veut pas se rappeler les embarras où la dernière tournure des événements nous a jetés. Il est évident d'ailleurs que, si elle veut de nouveau nous exposer à tout le risque d'une guerre dont les chances sont contre nous, il faut aussi qu'elle nous présente l'appas d'un avantage réel qui pourrait en résulter pour nous. Lors de la conclusion du traité de Potsdam, ce risque fut compensé par la promesse solennelle que la Russie emploierait ses bons offices et son intervention auprès de la cour de Londres pour nous assurer l'acquisition du pays de Hanovre, et aujourd'hui où le risque dont je parle est encore infiniment plus grand qu'alors, on modifie tellement la promesse qui se rapporte à cet objet qu'on nous dispute non-seulement le droit de regarder, en vertu de nos cessions territoriales, cette acquisition comme permanente, mais qu'on

ne nous promet pas même l'intervention future et positive de la Russie en sa faveur. On se borne à déclarer que, au prix des engagements que nous contracterions en vertu des propositions de la Russie, celle-ci s'emploierait avec plaisir à intervenir en notre faveur auprès de la cour de Londres, afin que les contestations qui se sont élevées entre nous et elle n'eussent pas une rupture formelle pour suite, et j'avoue que, quelque précieuse que soit cette intervention sous tant de rapports, elle ne suffit pas dans ce moment-ci, en ne l'appliquant qu'à ce simple cas, pour nous rassurer sur tous les dangers d'une guerre avec la France, qui toujours, même dans le cas le plus heureux, nous menace de la ruine de nos provinces. J'ai fait sur cela les représentations les plus instantes et les plus sérieuses au prince de Czartoryski, et je dois lui rendre la justice que, quoique dans sa position il doive être d'un avis contraire, il n'a pas moins cependant senti que nous puissions désirer d'obtenir quelques modifications. J'ose même me flatter que j'aurais pu en emporter quelques-unes, si je m'étais trouvé suffisamment autorisé à porter la chose à un résultat définitif. Le prince ne m'a pas paru éloigné de reconnaître que, si la Russie ne se croit pas en droit de s'intéresser directement pour nous en faveur de l'acquisition du Hanovre, qu'elle doit toujours préférablement désirer voir retourner à son maître primitif, la Prusse au moins est en droit de réclamer, pour la perte de ses provinces cédées par la force des circonstances, un autre dédommagement quelconque qui puisse suffisamment lui convenir en Allemagne. Je fus sur le point de le porter à nous en accorder la promesse formelle, lorsque le défaut d'autorisation positive de regarder cette stipulation éventuelle comme un équivalent de la possession effective du Hanovre me fit préférer de renvoyer la discussion ultérieure aux soins de Votre Excellence et à la discussion immédiate du Roi. Je ne doute pas que M. d'Alopæus ne soit autorisé à accorder quelques modifications désirables ; car si

j'ai dit plus haut que je n'étais pas entièrement content de l'extension donnée à nos engagements, je vous proteste aussi d'un autre côté, Monsieur le Baron, que j'ai raison d'être convaincu que la Russie, en vertu des sentiments amicaux de l'Empereur, fera et accordera tout ce que sa position pourra seulement permettre pour en compenser le risque et le sacrifice.

L'essentiel est de nous entendre sur le point de l'acquisition du Hanovre, qui sans doute est un point très délicat et très embarrassant pour la Russie, et puis d'obtenir quelques modifications qui nous permettent d'éviter la guerre dans le cas où le prétexte n'en serait fourni que par les déterminations que le cabinet de Saint-Pétersbourg se croirait peut-être obligé de prendre dans les conjonctures présentes, je veux dire, quand ce serait la Russie, et non pas la France ou la Porte ottomane, qui en provoquerait l'explosion. Je sens fort bien que ce n'est pas l'intention de l'Empereur, mais il faut dire qu'il se croit effectivement encore en guerre avec la France, et par conséquent autorisé à prendre toutes les mesures qui peuvent le mettre en état de prévenir celle-ci au premier signal de menace. Le cas est extrêmement embarrassant pour nous, car certes la guerre se rallumera incessamment; mais quand une fois notre position géographique et politique nous place de manière à ne pouvoir rester neutre, quand nous sentons déjà, par une suite de notre amitié avec la France, au moins pour notre commerce tous les maux de la guerre en égard de notre brouillerie avec l'Angleterre et la Suède, sans avoir aucun avantage réel en perspective, quand enfin les papiers publics français mêmes nous annoncent que les intentions de la France ne sont pas sincères à notre égard et qu'on ne nous a présenté l'appas de l'acquisition du Hanovre que pour nous perdre et nous brouiller avec nos meilleurs amis, que risquons-nous de nous ranger positivement du côté de la Russie qui seule a de véritablement bonnes intentions avec nous, qui ne s'opposera pas à ce prix aux acquisitions que

nous pourrions désirer de faire, qui seule nous assistera de bien bon cœur, et qui seule, par son influence sur le cabinet de Saint-James, peut nous procurer des subsides et nous mettre en état de ne pas faire la guerre à nos propres dépens? Je suis très fort de ce dernier avis; mais je souhaite que dans l'arrangement projeté vous puissiez, Monsieur le Baron, obtenir les modifications nécessaires pour gagner du temps, afin de nous préparer à notre rôle. Je sens que ce dernier point sera très difficile à emporter, parce que les événements nous préviendront; mais je crois pouvoir espérer qu'au moins la Russie nous accordera les facilités et les indulgences que notre position présente exige. Le prince de Czartoryski, qui est très peiné de voir les conséquences que notre traité avec la France a déjà amenées et qui ne connait aucun moyen de redresser les inconvénients qui en résultent, craint surtout dans ce moment-ci que la rentrée du comte de Haugwitz dans les affaires ne fasse naître de nouveaux incidents qui viendraient contrarier nos vues. Vous savez, Monsieur le Baron, combien il se défie du système et des principes de ce ministre qu'il croit entièrement dévoué à la France, et vous conclurez aisément par là qu'il doit être fort intéressé de nous voir arriver au terme de notre négociation. Il se plaint de ce que la dernière réponse de Votre Excellence n'en facilite pas assez le moyen, il la trouve trop éventuelle et pas assez précise pour les cas d'assistance et de soutien. Il la trouve d'ailleurs trop peu analogue à la situation présente des affaires, qui a prodigieusement changé depuis le départ du duc de Brunswick, et il croit enfin que, au point où les choses en sont venues, il faut un degré de sûretés de plus pour pouvoir se livrer à la certitude que d'aucune manière la Prusse ne pourra plus être entraînée par le parti qui, d'après son opinion, à Berlin même ne travaille qu'à nous brouiller, à prendre des résolutions opposées aux vues et au système de la Russie. Il croit très essentiel de ne pas perdre du temps pour cet effet, et il m'a engagé

à vous prier, Monsieur le Baron, de ne pas tarder à demander les ordres ultérieurs du Roi, afin de pouvoir dresser un ultimatum qui fixât bien positivement jusqu'où la Prusse peut aller, et qui permît qu'avec des instructions et des pleins pouvoirs que Votre Excellence me ferait avoir, la négociation pût être terminée ici et consommée par la signature d'un acte qui en sanctionnerait les stipulations particulières. Il désire cette dernière translocation du siége de la négociation, parce qu'il craint que de plus fréquents envois de courriers adressés à M. d'Alopæus pourraient finir par trop attirer l'attention de la mission française, et parce qu'enfin il suppose que l'ultimatum du Roi ne laissera plus rien à discuter. Il sera cependant également bien aise de voir consommé l'ouvrage à Berlin d'après les ordres qu'en a M. d'Alopæus, si toutefois Votre Excellence devait avoir des raisons pour le préférer.

Je ne peux que vous répéter, Monsieur le Baron, ce que le prince Czartoryski m'a chargé de vous transmettre. Je conçois qu'il vous paraîtra difficile de répondre entièrement à son attente, je sais me dire tout ce que Votre Excellence lui représentera à ce sujet; mais le moment est venu où il faut parler sans réserve. La confection ultérieure de cet acte ou de cette convention secrète et sa réalisation prompte et subite est le seul moyen qui nous reste pour maintenir la bonne harmonie avec la Russie. Je vous proteste qu'il y a le plus grand danger. Tout est contre nous: notre brouillerie avec l'Angleterre; la fermeture des ports qui ne laisse pas d'avoir des suites sinistres sur le commerce de la Russie; les conséquences qui peuvent encore en dériver; les entraves du commerce de la Baltique; la rupture qui vient d'éclater entre nous et la Suède, qui devient une nouvelle source d'embarras pour la Russie; et plus que tout cela le soupçon sans doute mal fondé d'une intelligence secrète entre le sieur de Talleyrand et certaines personnes qui ont de l'influence chez nous, nourrissent un tel degré de défiance

qu'il n'y a que l'espoir de cette convention qui maintienne les bonnes dispositions du souverain et les ménagements et la modération de son ministre. Le cas est tel que, si nous nous entendons sur l'objet de cette négociation, nous pouvons être sûrs que la Russie fera l'impossible pour nous être utile, qu'elle nous soutiendra contre la France, et qu'elle nous arrangera avec l'Angleterre et la Suède; tout comme au contraire, si nous ne parvenons pas à nous entendre, elle ne se mêlera plus de nos affaires, laissera aller les choses comme elles voudront, et nous exposera à tout le risque d'une brouillerie, peut-être même d'une guerre avec elle. Daignez, Monsieur le Baron, faire attention à cette dernière prédiction. Elle est fondée sur des données qui ne sont pas de simples conjectures; peut être pense-t-on déjà en secret à se préparer à tous les cas? Notre contestation avec le Roi de Suède vient bien mal à propos sous ce rapport. Tout le tort est de son côté; mais le degré de protection dont il jouit ici est si grand, que mes meilleures raisons ne peuvent que faiblement opérer. On sent tout l'outrage de sa conduite à notre égard, mais on l'excuse sous le rapport de son chevaleresque attachement à sa parole, et si l'on désire d'un côté d'aplanir les difficultés d'un accomodement définitif, on sent de l'autre que, comme la querelle provient du chef d'une démarche que la Russie ne croit pas pouvoir regarder comme légitime, c'est-à-dire de la prise de possession du Hanovre, elle n'est pas autrement en droit d'y intervenir que par une protection soutenue envers le Roi de Suède. La Russie se vante déjà d'avoir fait plus qu'il n'en aurrait fallu en conseillant à ce prince de ne pas pousser les choses à l'extrême, et le plus grand grief qu'elle a dans ce moment-ci contre nous, c'est que nous n'avons pas attendu l'effet de ces dernières représentations, qui, à ce qu'elle se flatte, auraient dû avoir la retraite des troupes suédoises pour suite. Je suis dans ce moment-ci, d'après les ordres reçus, en négociation sur cet objet, et mes

soins visent à trouver un terme d'accommodement qui puisse engager le Roi de Suède à suspendre toute mesure ultérieure capable de provoquer le juste ressentiment du Roi. Le prince de Czartoryski me montre de très bonnes dispositions, et je ne doute pas non plus que Sa Majesté l'Empereur ne veuille le soutenir; mais la plus grande crainte est que la demande catégorique du Roi adressée au Roi de Suède, celle de se prononcer s'il veut la paix ou la guerre, pourrait amener un éclat avant qu'on eût le temps de le parer. J'attends encore une conférence avec le prince de Czartoryski, et j'expédierai à la fin de cette semaine un courrier qui apportera tout le résultat de ma négociation. Je suis en bon train de réussir; mais il est essentiel, pour l'aplanissement de l'affaire, que Sa Majesté le Roi montre encore un dernier effet d'indulgence, et que, quelles que soient les mesures auxquelles le Roi de Suède pourrait se porter en attendant, il ne fasse faire aucun rassemblement de troupes, ni autre démonstration quelconque qui puisse donner quelque inquiétude au sujet de la Poméranie. Je sais que c'est beaucoup demander au Roi, car certes, ses griefs contre le Roi de Suède sont si bien fondés, que sa dignité exige d'en tirer vengeance; mais il s'agit ici de ménager la Russie et d'éviter des explications qui augmenteraient l'embarras de notre position et compromettraient peut-être la tranquillité du nord de l'Allemagne. Une déclaration catégorique et positive déposée entre les mains de Sa Majesté l'Empereur de Russie, une déclaration qui garantirait ultérieurement la sûreté et l'indépendance future du nord de l'Allemagne en général et de la Poméranie en particulier, suffirait peut-être pour faire taire les injustes cris du Roi de Suède, pour mettre tous les torts de son côté, pour contenter la Russie, pour éviter tous les embarras, pour laisser tout *in statu quo*, et pour porter l'Empereur Alexandre à procurer au Roi la satisfaction qu'il est en droit d'exiger. Vous verrez par ma dépêche officielle, Monsieur le Baron, que, moyennant

une pareille déclaration, j'aurais été déjà à même d'arranger toute l'affaire; mais vous sentirez aussi que ce n'était pas à moi à la donner sans y être autorisé par les ordres exprès du Roi. Je désire néanmoins que l'affaire puisse prendre cette tournure, car il est plus que certain qu'elle menace de devenir la pomme de discorde entre nous et la Russie.

Le même courrier que je vous annonce vous portera aussi les détails nécessaires sur le résultat de ma négociation relativement à l'intervention de la Russie en faveur de nos contestations avec la cour de Londres, et à cet égard vous savez déjà, Monsieur le Baron, qu'en secret et dans la vue de **favoriser la réussite de notre négociation secrète**, la Russie travaille déjà à nous être utile, à modérer la conduite du ministère britannique, et à empêcher qu'il ne prenne des mesures ultérieures contre nous; mais qu'ostensiblement elle croit devoir tenir un langage opposé pour ne pas compromettre ses relations avec l'Angleterre. Ce dernier langage qui refuse les bons offices est celui que j'ai dû tenir dans mes dépêches officielles, d'après le désir du prince Czartorisky; mais j'ai cru dangereux de le destituer de tout espoir, parce que cela aurait pu porter à d'autres mesures qui n'auraient fait qu'aggraver le mal, et c'est la raison pourquoi j'ai toujours laissé subsister un fond d'espérance appuyée de suppositions en apparence purement gratuites. Aujourd'hui je me trouve officiellement chargé de réclamer de nouveau cette intervention par la communication des propositions adressées à la cour de Londres pour le but de l'acheminement d'une négociation directe, et il devient essentiel dès à présent de trouver un terme mitoyen qui puisse servir de prétexte à la Russie pour se charger ostensiblement de cette médiation. Le prince de Czartoryski a eu beaucoup de difficulté à se rendre à ma proposition; mais il a cédé enfin à mes instances, car en bon politique il ne désire au fond pas mieux que de

nous voir rester en bonne harmonie avec l'Angleterre. Il va s'occuper du moyen d'attacher l'intervention de la Russie à de certaines conditions qui pourront justifier cette démarche aux yeux du ministère britannique, et mon courrier en apportera le résultat. Veuillez, Monsieur le Baron, en prendre connaissance en son temps, et en tirer parti pour disposer le Roi à ne pas entièrement décliner les propositions de la Russie. Je prévois qu'elles ne paraîtront pas admissibles au comte de Haugwitz, parce qu'il craindra compromettre nos relations avec la France; mais il faut considérer que celles-ci ne pourront jamais être de durée, qu'il s'agit de conjurer un orage qui mène à sa suite l'anéantissement de notre commerce et qui finira par nous brouiller avec la Russie, et qu'il y aura peut-être encore moyen de masquer la chose aux yeux de la France, d'éviter la publicité à Londres, et de maintenir le statu quo sur tout le reste. Je désire de tout mon cœur que le Roi veuille autoriser le comte de Haugwitz à entrer en negociation sur ces objets, parce que ce serait au moins le moyen de gagner du temps pour la confection ultérieure de notre arrangement secret, et parce que l'existence d'un pareil pourparler entre la Russie et la Prusse suffirait peut-être à Londres pour arrêter les déterminations ulterieures du ministère. Il part demain un courrier pour Londres. Lord Gower, avec lequel je suis personnellement lié, m'a permis d'en profiter, et j'ai l'autorisation du prince de Czartoryski de pouvoir dire au baron de Jacobi que la Russie n'est pas indisposee à proposer des conditions qui pourront acheminer un accomodement entre la Prusse et l'Angleterre, et si non autoriser, au moins permettre à la Russie d'y intervenir par ses bons offices. Cette notion, qu'il recevra sans perte de temps en droiture d'ici, pourra lui servir pour travailler de son côté à arrêter les determinations du sieur Fox, et voilà comment nous gagnerons le temps necessaire pour mettre la negociation sur une voie un peu plus assuree et pour lever la gene préjudi-

ciable du secret qui aurait pu porter le comte de Haugwitz à des résolutions contraires à nos vues. Je me flatte, Monsieur le Baron, que vous approuverez cette tournure; c'est la seule qui peut nous promettre quelque succès sans nous compromettre ouvertement vis-à-vis de la France, quand même la chose ne lui conviendrait du reste pas entièrement.

Je supplie Votre Excellence de vouloir bien porter le contenu de cette lettre à la connaissance du Roi. Je n'ai pas eu le temps de la copier et de lui donner les formes requises pour être qualifiée à vous être adressée, Monsieur le Baron; mais je vous assure que ma position est dans ce moment-ci tellement assujettie au travail qu'il faut m'accorder votre indulgence. Je désirerais d'avoir le bonheur de répondre à votre attente, mais les affaires sont si embrouillées que je ne sais comment nous en sortirons. Il faut en effet une détermination bien prononcée pour nous en faciliter le moyen. Le comte de Haugwitz m'a écrit une lettre extrêmement flatteuse pour moi. Il paraît très content de mes dépêches et de mon opinion; cela me prouve que celles-ci ont encore ménagé le secret. Votre Excellence peut être persuadée qu'elles garderont à l'avenir toutes les précautions requises. Le plus grand danger me paraît entièrement passé; le sieur Olry, qui par dieu sait quelle voie sait tout ce qui se passe, n'a plus le moindre soupçon. Mon langage et les fausses confidences faites à dessein l'ont entièrement dérouté. Personne d'ailleurs n'en a le moindre avis. Ma position est excessivement difficile, je ne sais de quel bois faire flèche. J'ai reçu la dernière lettre de Votre Excellence par les mains du prince de Czartoryski. J'aurai soin de me régler sur son contenu pour tout ce qui regarde notre correspondance future. J'ai été bien aise d'apprendre la juste rentrée de ma lettre écrite peu avant le retour du comte de Haugwitz. J'ai encore quelque inquiétude pour celle que je lui ai adressée sous le couvert du comte de Hardenberg, parce que j'y conviens avec elle d'un chiffre à employer

dans les cas où je n'écrirais pas par courrier russe. Cette lettre a été confiée à mon dernier courrier expédié d'ici; mais comme j'ai appris du depuis qu'il n'aura plus trouvé le comte de Hardenberg à Berlin, je ne suis pas sans inquiétude à son sujet. Daignez m'en dire un mot à l'occasion. Votre Excellence aura aussi encore reçu une autre des mains du comte Haugwitz, mais celle-là ne contenant en clair rien qui ait rapport aux affaires du Roi, je suis tranquille. Veuillez, Monsieur le Baron, pour éviter tout mésentendu futur me signifier bien distinctement l'adresse de M. de Seegebarth en propres mots, je ne connais pas ses titres et crains la méprise.

Saint-Pétersbourg, 2/14 mai 1806. Goltz.

La réponse de Votre Excellence à certain article du Moniteur a été généralement approuvée ici. On la trouve noble et pleine de dignité.

Ich bekam am 12. folgendes Billet von der Königin:

Je me suis chargée de la part du Roi de vous dire qu'il désire que vous vous rendiez demain à une heure dans mes appartements, pour que tout soupçon soit éloigné. Le voyage de Pyrmont pourrait servir de prétexte, comme si vous aviez à me parler à ce sujet. Je crois que tout le monde a les oreilles en l'air, je vous en dirai plus demain. J'ai lu le mémoire de Goltz, et je crois que les deux modifications qu'il a observées lui-même sont très désirables. Je suis avec l'estime la plus distinguée votre amie

Charlottenbourg, 12 juin 1806. Louise.

Je crois qu'il serait très prudent d'écrire quelques mots à Mlle de Viereck, pour lui dire de me demander à me voir.

Hierauf war ich am 13. Junius in Charlottenburg und legte dem König alle von dem Herrn von Alopaeus mitgetheilten Sachen vor, vernahm Seiner Majestät Befehle, und reisete den 14. nach meinem Gute ab. Meine Erscheinung bei Hofe hatte nun das Ansehen einer Ehrerbietungs-Bezeigung. Am 18. schickte ich dem

König das folgende Mémoire mit einem Projekt unsrer auszustellenden Deklaration:

Une indisposition m'a empêché de soumettre plus tôt les pièces ci-jointes à la haute décision de Votre Majesté. J'ai tâché de les dresser sur le mémoire écrit de votre propre main, Sire, et sur ce que vous avez daigné me témoigner de vos hautes intentions.

Les engagements que Votre Majesté contracterait avec la Russie, si elle signe ces pièces, se rapportent à deux situations tout à fait distinctes:

1° Celle où Votre Majesté promet de ne point réunir ses forces à celles de la France contre la Russie et dans laquelle ces engagements ne l'empêcheraient pas de conserver sa neutralité (art. 2).

2° Celle où les forces des deux États auraient à agir de concert:

a. pour la défense commune,

b. pour la garantie du nord de l'Allemagne, des États danois et de la Suède,

c. pour celle de l'intégrité et de l'indépendance de la Porte ottomane et des États de la maison d'Autriche tels qu'ils ont été fixés par la paix de Presbourg (art. 3).

J'ai cru qu'il conviendrait mieux de ne point faire mention du Hanovre dans l'acte à signer, mais de parler de cet objet délicat dans la lettre autographe que Votre Majesté adresserait à l'Empereur.

Qu'avant toute chose elle daigne me permettre les observations suivantes:

D'abord j'ose répéter ce que j'ai pris la liberté de vous dire de bouche, Sire: si la paix générale ne termine bien promptement la crise où se trouve l'Europe, ce qui n'est nullement vraisemblable, il n'est guère possible que Votre Majesté puisse conserver la neutralité et le repos. La Prusse ne pourra pas rester passive sans s'exposer à une dégradation progressive

et à son assujettissement complet. Votre Majesté a été placée dans la situation singulière d'être à la fois l'allié de la Russie et de la France, de ce qu'il y a dans ce moment de plus hétérogène en politique. Cet état ne peut pas durer. Quoi qu'on fasse, quelle que soit l'adresse qu'on y mette, l'un et l'autre de ces deux alliés sera mécontent de la Prusse et son ennemi secret. Elle sera isolée, sans amis, sans confiance, sans considération et sans secours, et dans un danger continuel sur toutes ses frontières, sans moyens de le parer efficacement, tandis que la ruine de son commerce la consumera et augmentera de jour en jour le mécontentement intérieur.

Je suis donc intimement persuadé qu'il faut dès à présent opter entre les deux alliances et préparer les moyens avec la plus grande activité et énergie de remplir le but et les obligations de celle qu'on aura choisie. Je crois que plus que jamais les demi-mesures, l'indécision, l'espoir de se tirer habilement des difficultés toujours renaissantes, conduiraient l'État à une ruine certaine.

Ne tenant plus le portefeuille des affaires étrangères, où mon devoir m'imposait de donner mon opinion à Votre Majesté, je n'ai pas la présomption de la faire valoir, je n'en ai non plus la faculté, parce que l'influence sur les moyens, de l'emploi desquels le succès d'un parti quelconque dépend uniquement, me manquerait.

Je n'ignore pas qu'on m'accuse, quoique bien à tort, de partialité pour la Russie et l'Angleterre; il me revient même qu'on se permet de dire que c'est moi qui ai gâté les affaires. Je n'ai qu'un seul attachement, c'est pour la personne de Votre Majesté et pour les intérêts de sa monarchie, et quant à ma gestion, j'en appelle à elle-même et au jugement de ceux qui examineraient les circonstances et mes actions sans être preoccupés.

Mais toutes ces considerations m'obligent à supplier instamment Votre Majeste de peser mûrement elle-meme, et avant

de signer de nouveaux engagements, lequel des deux partis elle juge le plus conforme aux intérêts de ses États? Je ne me permets aucune opinion sur ce choix important; mais j'ose énoncer celle qu'il faut bien décidément prendre l'un des deux et le suivre dès lors avec le plus grand zèle, que ce ne sera qu'après avoir pris cette décision d'une manière ferme et inébranlable, que le sytème politique de Votre Majesté aura une base, et que les mesures, jusqu'ici toujours vacillantes et faibles, pourront être prises avec effet.

J'ai dit plus haut que les engagements secrets proposés par la Russie dans l'art. 2 ne vous empêcheraient pas, Sire, de conserver votre neutralité; — mais tout l'ensemble des circonstances rendra ceci impossible. Les garanties pour lesquelles elle promettrait de réunir ses forces à celles de la Russie n'ont rien d'offensif contre la France, pourvu que Napoléon s'en tienne aux obligations contractées à Presbourg et s'abstienne de nouveaux empiètements. Mais est-il permis de nourrir cet espoir?

Si Votre Majesté croit que c'est l'alliance avec Napoléon qu'il faille choisir, — contre le vœu de son cœur, je pense, mais peut-être d'après sa conviction, pour le bien de son peuple, — il convient de s'y livrer entièrement et de bonne foi. Deux choses alors me paraissent essentielles: 1° suivre, dans l'exécution, le seul système raisonnable dans ce cas, injuste à la vérité, mais le seul qui soit analogue à celui de l'allié et indispensable afin de rendre l'alliance utile et exempte de dangers, celui d'agrandir la Prusse autant que possible, et bien plus encore que par le Hanovre, aux dépens de ses voisins, la rendre par là formidable aux autres puissances, se refaire sans délai sur le continent des pertes qu'essuie le commerce maritime et surtout se prémunir contre la Russie; 2° se faire respecter et craindre par là de Napoléon même et empêcher de tomber dans sa dépendance. Pour être conséquent et rester dans le sens des négociations de Vienne

en décembre dernier, ce serait bien là le seul système à suivre.

Mais si l'on ne regarde les résultats de ces négociations que comme forcés, si l'on établit d'avance qu'on ne compte pas s'y tenir, ce dont sans doute Napoléon ne tardera pas de s'apercevoir, si Votre Majesté juge à propos de se décider pour le parti de l'alliance avec la Rusie, il est d'autant plus urgent de se préparer à opposer une résistance prompte et efficace à la France, à pouvoir agir contre elle avec une force proportionnée à sa grande puissance, au premier empiétement qu'elle se permettra de nouveau contre l'indépendance et la dignité de la Prusse et des États du nord sans exception, de bien resserrer les liens avec ceux-ci et surtout avec la Russie, et de se ménager enfin la réconciliation avec l'Angleterre et ses secours.

Ce n'est qu'au cas que le choix de Votre Majesté tombe sur cette seconde alternative que je trouverai la signature de l'une des deux pièces et la transcription de l'autre, jointes à ce très humble mémoire, utile et nécessaire.

J'attendrai avec la plus respectueuse soumission les ordres ultérieurs de Votre Majesté, pour pouvoir répondre au sieur d'Alopæus.

Tempelberg, 18 juin 1806. Hardenberg.

Projet de déclaration du Roi de Prusse.

Nous Frédéric Guillaume etc., déclarons par le present acte : que les engagements recemment par Nous contractes avec la France ayant donné lieu à plusieurs explications confidentielles entre Nous et Notre auguste allié, Sa Majeste Imperiale de toutes les Russies, relativement à l'etat de guerre qui subsiste encore entre la Russie et cette puissance, et Notre desir constant étant d'ecarter tout ce qui pourrait porter la moindre

atteinte à l'amitié sincère et à la confiance réciproque qui Nous unit, et nuire aux liaisons intimes heureusement existantes entre Nous et Nos États, Nous n'hésitons pas de prendre par le présent acte les obligations suivantes, en acceptant en même temps celles qu'en retour Sa Majesté Impériale veut bien prendre envers Nous:

Art. 1er. En général Notre traité d'alliance avec la France ne dérogera jamais à celui de l'année 1800 subsistant entre la Prusse et la Russie.

Art. 2. Spécialement il ne nous portera pas à nous joindre, pendant la durée de la présente guerre entre la Russie et la France, à celle-ci et à faire la guerre à la Russie dans les cas suivants: 1° que la France attaquât la Turquie et que la Russie prît sa défense, ou prît des mesures pour s'opposer à une invasion française dans l'Empire ottoman et que la France attaquât la Russie à la suite de ces mesures ou de celles que celle-ci adopterait pour obliger cet Empire à remplir les engagements qu'il a contractés envers elle ou enfin pour l'empêcher de l'attaquer; 2° que la Russie jugeât à propos de secourir l'Autriche au cas d'une infraction de la paix de Presbourg de la part de la France.

Art. 3. Nous garantissons au contraire, conjointement avec Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, l'indépendance et l'intégrité de la Porte ottomane, des possessions de la maison d'Autriche telles qu'elles ont été fixées par le susdit traité de Presbourg, et du Nord de l'Allemagne, nommément des États du Roi de Danemark et de Suède, promettant de maintenir ces garanties de toutes Nos forces, conjointement avec celles de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, et de concourir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable et permanent en Europe.

Art. 4. Nous mettrons tous Nos soins, comme Nous l'avons déjà fait et ne cesserons de le faire, pour obtenir que

les troupes françaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai possible, et Nous n'entrerons dans aucune stipulation avec la France qui fût contraire à ce but.

Art. 5. Nous emploierons toute Notre influence pour le maintien des relations commerciales dans le Nord de l'Allemagne sur le pied où elles se trouvaient avant l'occupation du Hanovre par les Français, et pour faire cesser le plus tôt possible les entraves que Nous Nous sommes vus obligés d'imposer à la navigation anglaise.

Art. 6. Nous Nous occuperons d'abord des moyens nécessaires pour mettre Notre armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour être exécuté aussitôt que le cas viendrait à échoir, soit pour la défense commune, soit pour soutenir les garanties dont Nous Nous chargeons par l'art. 3.

En réciprocité de ces différentes obligations, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies veut bien prendre les engagements suivants, que Nous acceptons:

Art. 1er. D'employer constamment la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe, et toutes celles de l'Empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des États prussiens;

Art. 2. De persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les États de l'Europe qu'elle a suivi jusqu'à présent;

Art. 3. D'employer ses bons offices pour faire cesser le plus tôt possible les entraves et les mesures hostiles opposées par l'Angleterre et la Suède au commerce prussien;

Art. 4. De maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers elle par Notre présente déclaration.

En foi de quoi, Nous avons signé celle-ci et avons fait apposer le sceau de Nos armes, pour être échangée contre une déclaration de la même teneur de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies.

Charlottenbourg, en juin 1806.

Ueberzeugt, daß es schlechterdings nothwendig sei, mit Vermeidung aller halben Maßregeln, sich ganz bestimmt für Frankreich oder gegen dasselbe zu entscheiden, dann aber der genommenen Entschließung gemäß auch mit größter Kraft das angenommene System zu verfolgen und alle dahin abzielenden Maßregeln zu nehmen, nach so manchen Erfahrungen stets besorgt, daß man suchen würde, womöglich entscheidende Schritte zu vermeiden und beiden Theilen es wiederum recht zu machen, wodurch das größte Unglück für den Staat entstehen mußte, hielt ich es für nöthig, meine Meinung so oft als möglich hierüber zu wiederholen und dem König die Wichtigkeit der Sache recht ans Herz zu legen. Man wird weiter unten sehen, daß der Graf von Haugwitz hierin mit mir übereinstimmend dachte, was das Princip anbetrifft, aber dennoch handelte er nicht danach; warum sorgte er nicht dafür, als die Entscheidung gefaßt war, daß auch die Maßregeln solchem gemäß vorsichtiger und kräftiger gefaßt wurden? Man wird sehen, daß das System, welches der Graf befolgte, schon im Julius ganz dasselbige war, als das nach welchem ich arbeitete, daß nur die Existenz der förmlichen Uebereinkunft mit dem Petersburger Hofe Geheimniß für ihn blieb. An der Leitung der Geschäfte und der Maßregeln hatte ich nicht den mindesten Theil. Das Wichtigste blieb mir unbekannt; es war also auch wichtig für mich, daß ich mich außer Verantwortung setzte.

Die Angelegenheiten mit dem König von Schweden hatten unterdessen unsern Hof und den zu Petersburg auf eine sehr unangenehme Art beschäftigt. Von Anfang an hatte der letzte ihm Mäßigung und die Räumung des Lauenburgischen angerathen, allein er hatte geantwortet, daß er sich dort behaupten werde, und ohnerachtet er abseiten Englands von seinen Verbindlichkeiten in Absicht auf das Hannöverische entledigt worden war, hatten seine in geringer Anzahl in der Gegend von Ratzeburg zurückgelassenen Truppen sich dennoch vor den anrückenden, weit überlegenen preußischen nicht eher zurückgezogen, bis von beiden Seiten und zwar von den Schweden zuerst geschossen worden

war. Er hatte Preußen hierauf den Krieg erklärt, ein Embargo auf die preußischen Schiffe gelegt und unsere Häfen in der Ostsee blokirt.

Aus Rücksicht auf die Wünsche des Kaiser Alexander, welcher, wie man gesehen hat (S. 28), empfindlich darüber gewesen war, daß man, ohne die Wirkungen seiner Vermittelung weiter abzuwarten, die Schweden aus dem Lauenburgischen verdrängt hatte, waren unserer Seits keine weiteren Schritte gegen Schweden unternommen worden. Ein Armee-Corps unter dem Befehl des General Grafen von Kalckreuth stand aber längs der Grenzen von Schwedisch-Pommern. Der König schlug noch den Weg der Unterhandlungen ein. Der Herzog von Braunschweig-Oels, Schwager des Königs von Schweden, erbot sich, zu ihm zu reisen, um ihn zu friedlicheren Gesinnungen zu bewegen, wurde aber nicht angenommen, weil er in preußischen Diensten sei. Der König sandte hierauf den Major von Bronikowsky mit einem Schreiben nach Greifswalde, wo sich Gustav Adolph befand, erhielt aber keine befriedigende Antwort, denn sie enthielt die Erklärung, daß der König von Schweden die gegen Preußen genommenen Maßregeln zurücknehmen werde, sobald das Lauenburgische von preußischen Truppen geräumt sei, um es dem König von England zurückzugeben, sobald ferner kein Hafen im Baltischen Meere dem Handel der Engländer verschlossen werde, wobei er sich zugleich mit seinen Alliirten vorbehalte, das künftige Schicksal des Hanöverischen und die Maßregeln, welche Preußen überhaupt gegen die englische Flagge genommen habe, zu Gegenständen einer Unterhandlung zu machen.

Diese Erklärung theilte er dem russischen Hofe mit.

Gleich darauf traf aber ein Adjutant desselben, der Major von Chapmann, mit einem Schreiben an den König ein, darin die Bedingung wegen des Lauenburgischen aufgegeben wurde, insofern der König die Elbe der britischen Flagge wieder eröffne. Man erwiderte, daß der König mit ihm in keine Discussion über Gegenstände hineingehen könne, die demselben ganz fremd

waren; um ihm aber in Absicht auf Dinge, die ihn besonders interessirten, nichts zu wünschen übrig zu lassen, erklare man, daß die Trave nicht gesperrt sei, und daß er wegen der Häfen der Ostsee völlig ruhig sein könne, man hoffe also, daß er das Embargo und die Blokade der preußischen Häfen zurücknehmen werde, welchenfalls der König bereit sei, auch die seinerseits verfügten Repressalien einzustellen. Aber dieses blieb alles fruchtlos; der König von Schweden beharrte in einem dritten Briefe auf seinem Sinn und bezog sich auf seine Allianz mit England. In der Conferenz vom 27. April (9. Mai) zwischen dem Fürsten Czartoryski und dem Grafen von Goltz war die Rede davon gewesen, die Punkte zwischen Rußland und Preußen festzusetzen, welche die Vereinigung mit Schweden bewirken sollten. Dieses geschah am 5. Junius durch den Grafen von Haugwitz und den Grafen von Stackelberg in Berlin.

Der russische Gesandte bei dem König von Schweden, Alopaeus der jüngere, sollte den Vertrag zu Stande bringen; allein der König von Schweden lehnte alle Vermittelung abseiten Rußlands ab, weil der Zweck durch eine unmittelbare Unterhandlung erreicht werden könne. Hierauf wurde der General Graf von Kalckreuth an ihn abgeschickt.

Aber auch dieser Schritt blieb ohne Erfolg[1].

Während dem uns Rußland Mäßigung in Absicht auf die Handlungen des Königs von Schweden empfahl, bezeugte man in Paris über die Schonung, die man gegen ihn eintreten ließ, Ungeduld und Verwunderung, daß der König sich nicht durch die Besitznahme von Schwedisch-Pommern räche; dieses wäre auch wohl ganz in der Ordnung gewesen, wenn man das französische System wirklich ergriffen hätte. Aber man hegte in Paris vermuthlich die Absicht, irgend eine lästige Bedingung an die Einwilligung zu dieser Erwerbung zu knüpfen, und da der neue Herzog

---

1) Einige auf diese Verhandlungen bezügliche Dokumente werden in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

von Berg jene Ungeduld vorzüglich mit äußerte, so war vielleicht eine Abtretung an ihn der Zweck.

Aber zur falschen und treulosen französischen Politik gehört es, daß bei dem Frieden, den Oubril im Julius zwischen Rußland und Frankreich abschloß, letzteres die ausdrückliche Bedingung eingieng, Preußen die Besitznahme von Schwedisch-Pommern nicht zu gestatten.

Am 18. Junius hatte ich dem König das Projekt zu der Deklaration an Rußland geschickt, und am 25. hatte ich noch keine Antwort; der russische Gesandte erinnerte täglich an die Entschließung, die allerdings keine Verzögerung zuließ. Ich bat also am 25. den König schriftlich, mich zu bescheiden, und erhielt endlich am 26. folgende eigenhändige Antwort:

Les affaires de Suède ayant absorbé toute mon attention durant ces derniers temps, je n'ai pu m'occuper plus tôt des affaires relatives à la négociation secrète, d'autant plus que ces deux objets me paraissent étroitement liés ensemble. Ce sera plus bas que je me réserve de revenir sur cette matière. Ayant expedié le lieutenant colonel de Krusemarck à l'Empereur, j'ai profité de cette occasion pour le prévenir du resultat satisfaisant de nos négociations. Je ne m'appesentirai pas ici sur le contenu de votre lettre du 18 et sur le detail des raisonnements qu'elle contient; il y a sans doute beaucoup de vrai, mais il me parait y avoir cependant quelque peu d'exagération par ci, par là. Passons là-dessus et occupons-nous des resultats.

Est-ce qu'il pourrait y avoir le moindre doute que j'envisage les affaires politiques autrement que d'après votre seconde alternative? Me serais-je prêté d'ailleurs à entamer la negociation qui fait le sujet principal de mes sollicitudes? M'en tenant donc à cette dernière alternative, il s'en suit que je ne puis qu'applaudir à la convention que vous venez de dresser, et je l'aurais même signee deja si j'avais ete bien sûr

que le papier que vous m'envoyez soit l'exemplaire destiné à cet effet.

Malgré cela, il me reste encore quelques observations à faire sur quelques articles de la convention. Elles se rapportent principalement aux affaires de Suède.

Art. 3. ... *nommément des États du Roi de Danemark et de Suède*, etc. Une garantie des États du Roi de Suède de ma part? avant qu'on ait remis ce prince à la raison? — Je ne demande pas mieux, je la donnerai tout de suite, mais il me faut *plus* que de simples bons offices de la part de la Russie dans *cette affaire-ci*, il faut avant toute chose qu'elle soit promptement et entièrement terminée par l'assistance de cette dernière.

Art 6. Cet article devient absolument illusoire aussi longtemps que les affaires de Suède ne seront entièrement débrouillées, et je me trouve paralysé jusque-là; d'ailleurs, cet article ne souffre aucune difficulté dès que ces obstacles seront levés, et il me tient très fort à cœur, comme l'existence future de ma monarchie en dépend assurément en très grande partie.

Parmi les engagements pris de la part de la Russie en réciprocité des miens, il s'en trouve un, savoir le troisième, qui me paraît aussi mériter quelque attention. Sûrement, je compte très fort sur les bons offices de la Russie en faveur de notre rixe avec l'Angleterre. Mais — envers la Suède, je le répète, de *simples* bons offices ne me suffisent pas, et le fait a bien prouvé déjà à quoi les résultats aboutiraient. Je me rapporte en ceci sur ce que je viens d'exposer plus haut. Pourvu que la *Baltique soit libre*, voilà tout ce que je puis désirer de mieux pour le moment; il me semble que cette prétention n'est pas trop forte!

Je vous laisse à considérer si, en vertu de mes observations, il ne serait pas utile peut-être de changer encore les articles sus-mentionnés dans le sens ci-indiqué, ou bien que l'on ajoute des articles explicatifs qui contiendraient ces objets.

Ceci une fois réglé, je suis décidé à signer la déclaration. je l'attends incessamment de retour, et je vous la réexpédierai aussitôt.

Charlottenbourg, 24 juin. Frédéric Guillaume.

Man sieht, daß der König fest entschlossen war, der russischen Verbindung treu zu bleiben, daß er aber auf meine übrigen so wesentlichen Bemerkungen nicht hineingieng, sondern solche für übertrieben erklärte. Hätte er doch, da er diese Alternative wählte, den Schluß meines Schreibens vom 18. wenigstens recht ernstlich beherzigt! Der Obrist-Lieutenant von Krusemarck war wegen der schwedischen Angelegenheiten am 23. Junius nach Petersburg abgegangen.

Erst am 29. konnte der russische Gesandte, ohne Aufsehen zu erregen, zu mir nach Tempelberg kommen. Wir änderten die vom König auszustellende Deklaration gemeinschaftlich ab, wie folgt:

Nous Frédéric Guillaume III. par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc. déclarons par le présent acte: que les engagements récemment par Nous contractés avec la France ayant donné lieu à plusieurs explications confidentielles entre Nous et Notre auguste allié, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, relativement à l'état de guerre qui subsiste encore entre la Russie et cette puissance, et Notre désir constant étant d'écarter tout ce qui pourrait porter la moindre atteinte à l'amitié sincère et à la confiance réciproque qui Nous unit, ou nuire aux liaisons intimes heureusement existantes entre Nous et Nos États, Nous n'hesitons pas de prendre sur Nous les obligations suivantes, en acceptant en même temps celles que Sa Majesté Impériale veut bien prendre en retour envers Nous:

Art. 1er. En général Notre traité d'alliance avec la France ne dérogera jamais à celui de l'année 1800 subsistant entre la Prusse et la Russie.

Art. 2. Spécialement il ne nous portera point à Nous joindre contre elle à la France, ni pendant la durée de la présente guerre entre celle-ci et la Russie, ni tant que sera maintenue l'alliance heureusement subsistante en vertu du traité conclu en 1800. Nous Nous engageons nommément à ne point faire la guerre à la Russie dans les cas suivants : 1° que la France attaquât la Turquie et que la Russie prît sa défense, ou prît des mesures pour s'opposer à une invasion française dans l'Empire ottoman et que la France attaquât la Russie à la suite de ces mesures ou de celles que celle-ci adopterait pour obliger cet Empire à remplir les engagements qu'il a contractés envers elle ou enfin pour l'empêcher de l'attaquer; 2° que la Russie jugeât à propos de secourir l'Autriche au cas d'une infraction de la paix de Presbourg de la part de la France.

Art. 3. Nous garantissons au contraire, conjointement avec Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, l'indépendance et l'intégrité de la Porte ottomane, des possessions de la maison d'Autriche telles qu'elles ont été fixées par le susdit traité de Presbourg, et du Nord de l'Allemagne nommément des États du Roi de Danemark, promettant de maintenir ces garanties de toutes Nos forces, conjointement avec celles de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, et de concourir aux arrangements par lesquels, à la paix générale, on pourra enfin parvenir à régler et à garantir un état de choses stable et permanent en Europe.

Art. 4. Un des objets essentiels des engagements que Nous prenons réciproquement étant le maintien du repos et de la tranquillité du Nord, Nous étendrons également Notre garantie commune, stipulée par l'article précédent, sur les États du Roi de Suède, dès que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies aura amené ce prince, en vertu de Notre alliance avec elle, et par tels moyens qu'elle jugera les plus prompts et les plus efficaces, aux termes de modération que

Nous avons proposés, et que nommément la liberté du commerce dans la Baltique sera entièrement rétablie.

Art. 5. Nous mettrons tous Nos soins, comme Nous l'avons déjà fait et ne cesserons de le faire, pour obtenir que les troupes françaises sortent de l'Allemagne dans le plus court délai possible, et Nous n'entrerons dans aucune stipulation avec la France qui fût contraire à ce but.

Art. 6. Nous emploierons toute Notre influence pour le maintien des relations commerciales dans le Nord de l'Allemagne sur le pied où elles se trouvaient avant l'occupation du Hanovre par les Français, et pour faire cesser le plus tôt possible les entraves que Nous Nous sommes vus obligés d'imposer à la navigation anglaise.

Art. 7. Dès que les discussions avec la Suède seront terminées à Notre satisfaction, Nous Nous occuperons d'abord des moyens nécessaires pour mettre Notre armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour être exécuté aussitôt que le cas d'agir viendrait à échoir, soit pour la défense commune, soit pour soutenir les garanties dont Nous Nous chargeons par l'art. 3.

En réciprocité de ces différentes obligations, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies veut bien prendre les engagements suivants, que Nous acceptons:

Art. 1er. D'employer constamment la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe, et toutes celles de l'Empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des États prussiens;

Art. 2. De persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les États de l'Europe qu'elle a suivi jusqu'à présent;

Art. 3. De prendre des mesures efficaces et promptes pour contenir la Suède et rétablir la liberté du commerce dans la Baltique, ainsi qu'il a été énoncé plus haut à l'art. 4;

Art. 4. D'employer ses bons offices pour faire cesser le plus tôt possible les entraves et les mesures hostiles opposées **par l'Angleterre au commerce prussien;**

Art. 5. De maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers elle par Notre présente déclaration.

En foi de quoi, Nous avons signé celle-ci et y avons fait apposer le sceau des Nos armes, pour être échangée contre une déclaration de la même teneur de Sa Majesté Impériale **de toutes les Russies.**

Charlottenbourg, le 1er juillet 1806.

(signé) Frédéric Guillaume. Hardenberg.

Ich eilte, solche dem König mit einem Entwurf zu einem Schreiben an den Kaiser Alexander zu übersenden. Am 30. erhielt ich beide Stücke zurück, das erste vollzogen, das letzte mit einigen Abänderungen, begleitet von folgendem Schreiben:

Je ne perds pas un instant à vous réexpédier la pièce ci-jointe, trouvant les changements que vous y avez faits conformes à mes intentions. La lettre pour l'Empereur s'y trouve également sous couvert, mais sans être cachetée encore. Vous aurez soin actuellement de remettre toutes ces pièces à M. d'Alopaeus, afin qu'il puisse les expédier incessamment et sans perte de temps, comme il me semble qu'elles pourraient bien influer en quelque façon sur les réponses à donner à l'office du lieutenant colonel de Krusemarck.

Charlottenbourg, 30 juin 1806. Frédéric Guillaume.

Lettre du Roi à l'Empereur de Russie[1].

Dans l'acte secret que j'ai signé aujourd'hui avec la plus vive satisfaction, parce que c'était vous donner, Monsieur mon Frère, une nouvelle preuve de ma tendre amitié et de ma

---

1) Transcrite par Sa Majesté avec les changements soulignés.
A. d. H.

confiance illimitée dans la vôtre, vous ne trouverez rien sur le pays de Hanovre. La raison en est que je préférais de m'expliquer franchement et d'une manière tout à fait confidentielle envers Votre Majesté Impériale sur ce sujet délicat et sur l'exécution de l'article du maintien des garanties dont je viens de me charger conjointement avec elle. Depuis que la France, par les derniers changements, est maîtresse absolue de la Hollande, de toutes les places fortes du Rhin et d'une partie de la Westphalie, la possession du Hanovre est devenue tellement indispensable à la sûreté de la Prusse, pour mettre une espèce d'ensemble dans ses provinces éparpillées et former une barrière sur ses frontières occidentales dangereusement menacées, elle est devenue tellement nécessaire à la sûreté de ses voisins et du Nord entier, que toutes les puissances, excepté la France[1]), sont fortement intéressées à me la conserver, et ne pas voir retomber ce pays dans des mains incapables de le défendre contre la première agression. Et la Russie elle-même, ne le serait-elle pas éminemment? Pourrait-elle voir d'un œil tranquille que, au premier éclat d'une nouvelle querelle entre l'Angleterre et la France, celle-ci trouvât dans le Hanovre une conquête beaucoup plus facile et plus assurée qu'autrefois, les moyens de mettre la Prusse dans le plus grand danger et de subjuguer tous les États auxquels celle-ci sert de soutien et de boulevard? On n'a qu'à jeter les yeux sur la carte et bien peser la position où la France se trouve et l'éloignement des forces puissantes que Votre Majesté Impériale pourrait lui opposer pour se persuader de l'importance de cette considération. Elle me paraît telle que l'Angleterre même, qui n'a pas besoin du Hanovre pour entretenir des liaisons utiles sur le continent, semble devoir en bonne politique, et pour peu qu'elle veuille être impartiale, y faire attention. Quoique je sois le premier à me dire que la

1) Souligné par le Roi. A. d. H.

possession de ce pays ne saurait être regardée comme entièrement légitime et consolidée, aussi longtemps que la paix générale ne l'aura sanctionnée, elle est dans l'état actuel des choses si intimement liée à l'existence de la Prusse, que je ne puis raisonnablement m'engager à rien de plus positif relativement à cet objet sans compromettre le salut de ma monarchie, et que je risquerais tout autant sa perte en m'obligeant à combattre pour des intérêts plus éloignés, tels que le sont l'intégrité et l'indépendance de la Porte ottomane et des États de la maison d'Autriche, sans être sûr de ne point exposer en attendant ceux qui me touchent de si près. Le maintien de ces garanties que je viens de nommer ne peut donc avoir efficacement lieu de ma part sans la possession du Hanovre[1]). C'est dans cet embarras que je compte encore sur vous, Sire. Je désire ardemment de m'arranger à l'amiable avec Sa Majesté Britannique. Mais comment prévoir quels seront les moyens que les circonstances nous offriront pour cet effet, à la paix générale? J'espère que Votre Majesté Impériale entreverra la justesse de mes raisonnements, et que non-seulement elle ne voudra point contribuer à me gêner dans la possession de ce pays pendant la durée de la guerre actuelle, mais qu'elle ne me refusera pas ses bons offices pour me le faire conserver à la paix générale, et pour terminer d'une manière conforme à mes intérêts et à ceux du continent avec Sa Majesté Britannique; qu'en attendant cette époque peut-être encore trop éloignée, elle s'emploiera pour faire cesser cet état d'aigreur et d'hostilité entre l'Angleterre et moi qui ne peut tourner qu'au désavantage des deux nations et du commerce du nord en général.

Dans les calculs des plans d'opération éventuels de mon armée, dans les moyens de la mettre sur un pied formidable et de la faire agir avec succès, dans ceux de tirer parti des

1) Souligné par le Roi. A. d. H.

forces de ceux de nos voisins qui peuvent particulièrement contribuer à la défense commune, la possession du Hanovre entre essentiellement. Il ne serait pas difficile d'alléguer plusieurs autres motifs en faveur de son acquisition pour la Prusse, toutes en faveur de sa position locale; mais je ne veux pas abuser de votre patience, Sire. Que Votre Majesté Impériale veuille examiner tout ce que je viens de dire, qu'elle y acquiesce, et elle pourra compter alors sur la persévérance de la Prusse, tout comme celle-ci comptera sur les bons offices et sur les secours de la Russie. Sûr alors d'agir pour l'intérêt commun et pour celui de mes États en même temps, j'aurai la consolation, Monsieur mon Frère, de voir nos liens resserrés, et voyant le bien[1]) de ma monarchie combiné avec mon empressement de vous complaire, de ne plus mettre de bornes à vous prouver mon attachement inviolable et la tendre amitié avec laquelle je ne cesserai d'être etc.

Charlottenbourg, le 1er juillet 1806. Frédéric Guillaume.

Den 1. Julius schrieb ich hierauf an den König:

Je m'empresse de faire parvenir au sieur d'Alopæus la déclaration que Votre Majesté a daigné signer et me renvoyer avec sa lettre à l'Empereur de Russie, et je le prie de faire partir ces pièces le plus promptement possible, parce que, d'après l'observation très juste de Votre Majesté, elles influeront sans doute essentiellement sur les résolutions de l'Empereur relativement à l'office porté par le lieutenant colonel de Krusemack à Saint-Pétersbourg.

Tempelberg, le 1er juillet 1806. Hardenberg.

Dem Grafen von Goltz gab ich nunmehr die folgende umständliche Instruktion:

Monsieur le Comte. C'est bien à regret que je reponds si tard à votre lettre du 11 mai (S. 22). Je la reçus pen-

1) Souligné par le Roi. A. d. H.

dant mon absence de Berlin, cependant je ne tardai pas un instant de l'envoyer au Roi, et après avoir pris connaissance du mémoire que M. d'Alopæus était chargé de me remettre (Ξ. 15), il fut discuté en détail au rapport que j'en fis à Sa Majesté le 13 juin. D'après ses ordres, je me concertai avec M. d'Alopæus, et le 18 je fus en état de faire parvenir au Roi le projet de l'acte à signer et l'aperçu d'une lettre que Sa Majesté adresserait en même temps à l'Empereur. A la suite d'une correspondance avec le Roi sur le contenu de ces pièces, elles ont été finalement arrangées, comme vous le verrez par les deux copies ci-jointes, dont les originaux ont été remis à M. d'Alopæus, vu que, pour mieux assurer le secret, ce sera M. de Piatoly qui se chargera de les porter à Saint-Pétersbourg. J'observe que, par la même raison, le Roi écrit de sa propre main toutes les lettres et remarques qu'il m'adresse dans cette affaire, que M. de Seegebarth est également l'intermédiaire de notre correspondance, et que jusqu'à présent, personne ne soupçonne son existence ou celle de la négociation. Comme il y avait moyen de finir promptement ici, et qu'il paraissait désirable et utile de donner le plus tôt possible par la signature de l'acte les sûretés qui font l'objet des sollicitudes principales du cabinet de Saint-Pétersbourg, il ne vous restera maintenant que le soin, Monsieur le Comte, de négocier la prompte expédition de l'acte à signer par l'Empereur, celui de justifier les altérations que nous avons faites au projet contenu dans le mémoire envoyé à M. d'Alopæus et celui enfin d'obtenir que l'acte de la cour de Russie soit de la même teneur que le nôtre. Afin de vous faciliter cette besogne, j'ai l'honneur de vous envoyer également copie du susdit mémoire, et je vais comparer son contenu avec celui de l'acte muni de la signature du Roi et de sa lettre à Sa Majesté Impériale.

Vous observerez d'abord, Monsieur le Comte, que les engagements que le Roi a pris se rapportent à deux situations

tout à fait distinctes: 1° celle où Sa Majesté promet de ne point réunir ses forces à celles de la France contre la Russie, et dans laquelle ces engagements n'empêcheraient pas la Prusse de conserver sa neutralité; 2° celle où les forces des deux États auraient à agir de concert pour la défense commune et pour la garantie du nord de l'Allemagne, des États danois et, dès que les discussions avec la Suède seront terminées à la satisfaction du Roi, de ses possessions, enfin pour l'intégrité et l'indépendance de la Porte ottomane et des États de la maison d'Autriche tels qu'ils ont été fixés par la paix de Presbourg; et vous trouverez que nous sommes partis des mêmes points de vue que vous dans les remarques contenues dans votre lettre du 14 mai. Il a paru convenable de ne pas faire mention du tout de l'affaire du Hanovre dans l'acte même, les liaisons avec l'Angleterre ne permettant pas à la Russie d'entrer dans ce moment tout à fait dans notre sens à cet égard et d'épouser notre cause, tandis que les intérêts de la Prusse et ceux de tout le continent, du nord en particulier, n'admettaient nullement l'engagement de restituer le Hanovre, pas même contre la restitution de nos provinces cédées ou la promesse d'un dédommagement qu'il serait très difficile de trouver dans l'état actuel des choses. La Russie elle-même est très intéressée à nous voir en possession du Hanovre et point du tout à voir retourner ce pays à son maître primitif, aussi longtemps que la France domine en Hollande et sur les deux rives du Rhin. Son alliance avec l'Angleterre l'empêche de prendre notre parti à l'égard de cet objet dans le moment actuel; mais ce serait sans contredit une très mauvaise politique de sa part, de contribuer à nous faire rendre le Hanovre à l'Angleterre, à moins qu'à la paix générale un ordre de choses tout à fait différent ne puisse être établi. Je déteste la manière dont nous avons fait l'acquisition du Hanovre; mais je n'en sens pas moins l'importance, non-seule-

ment pour la Prusse, mais pour le reste d'indépendance qui existe encore dans le nord de l'Europe. Ou bien une guerre à venir amènera des changements qui rendraient la restitution du Hanovre à son ancien possesseur compatible avec le dédommagement et la sûreté de la Prusse, de ses voisins et du nord, ou bien la France conservera sa position menaçante en Allemagne et sur nos frontières, et le bien général exigera impérieusement que nous conservions ce pays. l'Angleterre sera forcée d'en convenir et enfin d'y acquiescer. Que le Hanovre retombe au Roi d'Angleterre, ou qu'il soit donné à un prince de sa maison, le danger pour la Prusse et pour le nord resterait toujours le même: le premier coup de canon entre l'Angleterre et la France y ramènerait les armées de celle-ci, et il saute aux yeux combien sa défense deviendrait précaire, l'Allemagne méridionale étant au pouvoir des Français, les provinces du Roi en Westphalie ne pouvant dès lors être garanties d'un envahissement, ni la Hesse de subir la loi. Qu'on soit juste, et on trouvera que, les choses en étant où elles sont, la Prusse ne peut pas s'obliger à rendre le Hanovre; qu'on envisage la situation où l'Europe se trouve sous le vrai point de vue, et l'on conviendra qu'elle ne le doit pas; qu'elle trahirait les intérêts du continent; qu'elle travaillerait par là à affermir et à étendre la domination universelle de la France. Déjà celle-ci étend son pouvoir jusqu'aux frontières de la Porte ottomane; déjà elle menace de la subjuguer, soit par la force, soit par son influence; déjà elle dispose de la plus grande et de la plus belle partie de l'Allemagne et paralyse l'Autriche. Que serait-ce si, après une conquête facile du Hanovre, entraînant la Hesse, elle s'emparait de toute la Westphalie, des villes hanséatiques, des États danois excepté les îles, des côtes de la Baltique? La Prusse pourrait-elle résister? Et celle-ci renversée, des troubles en Pologne excités, la Russie elle-même n'aurait-elle pas l'alternative d'une lutte dangereuse et incertaine, ou de se retrancher dans

ses possessions lointaines et de perdre son influence et sa considération ? L'Autriche serait incapable de se relever et de résister. La Saxe serait réduite à suivre le torrent ou à se voir engloutie. En réfléchissant sur cet objet, Monsieur le Comte, vous trouverez sans doute moyen d'ajouter encore d'autres arguments, tant à ceux que je viens d'énoncer, qu'au contenu de la lettre du Roi à l'Empereur, et vous ne manquerez pas de matière pour plaider notre cause auprès du prince Czartoryski ou de l'Empereur même, si vous en avez l'occasion. Le Roi désire ardemment de trouver moyen de combiner un arrangement amical entre Sa Majesté Britannique et lui avec les considérations susmentionnées. Il envisagera avec un plaisir sensible et avec la plus vive reconnaissance tout ce que l'Empereur pourra faire pour l'amener. — Venons à présent à la comparaison des articles proposés par la Russie avec ceux signés par le Roi.

1° Les articles 1er et 2 de la déclaration royale sont entièrement conformes aux propositions russes, excepté qu'à l'égard de l'Autriche on a cru devoir d'autant plus s'en tenir aux dispositions de la paix de Presbourg, que la Russie même n'a proposé plus bas ad 2° que la garantie de l'indépendance et de l'intégrité des possessions de la maison d'Autriche telles qu'elles ont été fixées par la susdite paix, et que la base de l'engagement pris par le Roi est par là mieux fixée et moins contraire à l'état des choses une fois reconnu par la Prusse et par l'Autriche même. Au cas que la guerre eût lieu à la suite des garanties, cette reconnaissance tomberait d'elle-même, et ce ne serait que la paix qui en serait le résultat qui servirait de nouvelle règle.

2° Il n'y a de différence dans les articles 3 et 4 que relativement à la Suède. Le cabinet de Saint-Pétersbourg conviendra que le Roi a mis les plus grands ménagements dans ses démarches envers Sa Majesté Suédoise et la plus grande déférence pour Sa Majesté l'Empereur de toutes les

Russies. L'article 4 contient tout ce qu'on peut désirer dans les circonstances présentes; il ne tient qu'à Sa Majesté suédoise de s'assurer la protection et la garantie de la Russie et de la Prusse. La Russie semble très intéressée elle-même à mettre ce prince à la raison et à maintenir la neutralité de la Baltique, admise même par l'Angleterre.

3° L'article 5 est conforme à la rédaction du cabinet de Saint-Pétersbourg à une phrase près: on a cru devoir dire: qui fût contraire à ce but, au lieu de: qui n'aurait pas cette clause pour base, parce que la première version semble mieux exprimer ce qu'on avait en vue, et que des stipulations peuvent avoir lieu avec la France sur des objets tout à fait étrangers à ceux dont il est question ici, tout à fait innocents et où cette clause serait hors de saison.

4° L'article 6 répond à ce qu'on a proposé; mais le terme de six mois ayant paru inadmissible, M. d'Alopaeus a consenti à y substituer: le plus tôt possible, et le port de Lübeck n'ayant été ni fermé ni bloqué, ce qui le concerne a été omis.

5° Les forces du Roi se trouvant paralysées aussi longtemps que les différends avec le Roi de Suède ne seront pas aplanis, nous avons ajouté à l'article 7: dès que les discussions avec la Suède seront terminées à notre satisfaction.

Les articles qui renferment les engagements de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sont absolument conformes à la rédaction de son cabinet; mais on y a ajouté l'article 3 à l'égard de la Suède et l'article 4 relatif à l'Angleterre, tous les deux rédigés de manière à ne point faire douter de leur admission. On a cru devoir omettre à l'article 5, comme moins propre à être énoncé dans un acte solennel que dans la négociation, ce qui regarde l'idée à conserver à la France, que la Prusse s'envisage comme son alliée sans aucune réserve, quoiqu'il soit très essentiel de maintenir cette opinion.

Enfin, on trouvera, en pesant mûrement les circonstances, que le Roi ne peut se dispenser d'astreindre le maintien à force armée de sa part des garanties des possessions de la Porte ottomane et de la maison d'Autriche à l'acquiescement de la Russie à la possession du Hanovre et à ses bons offices envers l'Angleterre, ainsi qu'il l'a fait dans sa lettre autographe.

Vous voilà maintenant instruit avec exactitude, mon cher Comte, des résolutions du Roi et de sa manière d'envisager notre système politique. Sa Majesté a une copie de sa déclaration et veillera à ce que rien ne se glisse dans la gestion des affaires qui lui soit contraire. Dès que nous serons en possession d'une déclaration de l'Empereur conforme à la nôtre, nous pourrons regarder notre négociation secrète comme terminée. Votre patriotisme et votre sagacité la conduiront promptement à ce but, j'espère. Je me flatte aussi que M. de Krusemarck trouvera des facilités pour arriver à son but quand on aura connaissance à Saint-Pétersbourg de l'acte du 1[er] juillet, s'il ne l'a pas obtenu déjà avant son arrivée. Le Roi m'a marqué que, dans sa lettre à l'Empereur dont M. de Krusemarck est porteur, il avait prévenu Sa Majesté Impériale que nos négociations auraient un résultat satisfaisant. Je ne crois pas cependant que M. de Krusemarck ait été initié dans le secret. Le Roi ne m'en dit rien. M. de Piatoly l'est; vous pouvez donc lui parler avec confiance. Toutefois, le cas d'une correspondance entre nous sur le contenu et l'exécution des engagements réciproques existera toujours. Vous voudrez bien écrire, ou par des courriers russes adressés à M. d'Alopaeus, ou à l'adresse de M. de Seegebarth, president du département des postes et conseiller privé des finances du Roi. La lettre que vous avez confiée au comte de Hardenberg m'est exactement parvenue.

Veuillez me rappeler au souvenir et aux bontés du prince Czartoryski.

Tempelberg, 2 juillet 1806. Hardenberg.

Der Geheime Rath von Piatoly, ein Vertrauter und der ehemalige Erzieher des Fürsten Czartoryski, reisete hierauf am 8. Julius mit allen diesen Depeschen über Lemberg nach Petersburg ab.

Der Herr von Alopaeus gieng über Braunschweig nach Pyrmont ins Bad. Ich gab ihm das nachstehende Schreiben an den Herzog mit und überließ es ihm, dem Herzog mündlich von der Lage der Sache Rechenschaft zu geben, um das Geheimniß desto besser zu sichern, vorzüglich aber bestand ich auf der hohen Nothwendigkeit, die militärischen Gegenstände und die eventuellen Operations-Plane ohne Zeitverlust zu besorgen, und ersuchte den Herrn von Alopaeus, auch seinerseits darauf recht angelegentlich zu dringen.

Monseigneur. M. d'Alopeus aura l'honneur de vous remettre ces lignes, Monseigneur, et de vous informer de tous les détails de la situation de nos affaires. Je puis donc me dispenser d'y entrer, et me référant au compte qu'il en rendra à V. A. S. mieux que je ne pourrais le faire par écrit, je me borne à la supplier instamment d'employer toute son influence pour faire atteindre à la partie militaire et aux plans éventuels de défense et d'opération sur toutes nos frontières ce degré de perfection que la situation critique dans laquelle nous nous trouvons rend si éminemment nécessaire et sans lequel toutes les négociations seront à jamais vaines. Quand elle jugera à propos de m'employer, je m'empresserai d'exécuter ses ordres. Elle voudra bien adresser toujours ses lettres à M. de Segebarth. Je n'ai pas appris ce qu'on vous a répondu de Berlin à l'égard de votre plan d'envoyer quelqu'un à Paris, Monseigneur. L'envoi me paraît utile; mais plus j'y pense, et plus je répugne à l'idée que V. A. S. ait véritablement recours à la dangereuse protection de Napoléon. Bade, Wurtemberg et la Bavière nous offrent l'exemple frappant de ce qu'elle vaut. Les souverains de ces pays ne sont-ils pas les vassaux liges et les serviteurs de celui qui, en leur fascinant les yeux de vaines grandeurs ou d'agrandissements précaires, les dirige

par ses ordres, épuise les ressources de leurs États et dispose de leurs troupes? Que V. A. S. se procure des notions utiles par la mission projetée, qu'elle flatte la vanité de Napoléon — à la bonne heure, mais qu'elle n'attende pas son salut de lui! Il n'est pour tous que dans la réunion de ce qui a conservé encore un reste d'indépendance, dans de nouveaux efforts, dans le retour à l'énergie. Puissiez-vous, Monseigneur, employer avec succès vos grands talents à les produire et à réveiller celle-ci.

Tempelberg, 4 juillet 1806. Hardenberg.

Um die letzte Stelle in diesem Schreiben zu verstehen und den Charakter des Herzogs ins Licht zu setzen, ist es nöthig, folgende frühere Correspondenz mit ihm hier einzurücken:

Lettre du Duc de Brunswick au Baron de Hardenberg.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence la copie d'une lettre que je fais remettre par M. de Sartoris à M. le comte de Haugwitz; je le considère comme un devoir envers ce pays et les miens d'employer tous les moyens justes et loyaux, pour éloigner une catastrophe que toute l'Allemagne a du plus ou moins à redouter. Veuillez, Monsieur, employer votre influence dans cette affaire, autant que vous croirez que cela pourra vous convenir. Lorsque presque tous les liens sont rompus par lesquels notre existence politique tenait ensemble, il devient quasi nécessaire de recourir au foyer même d'où la destruction de notre constitution est prête à partir.

Brunswick, 16 juin 1806. Charles duc de Brunswick.

Lettre du Duc de Brunswick au Comte de Haugwitz.

Monsieur. Je crois ne pas devoir laisser ignorer à Votre Excellence qu'un correspondant à Paris qui m'a toujours donné des renseignements très exacts, vient de m'avertir qu'on

avait remarqué que je me tenais dans la classe des princes d'Allemagne qui n'avaient aucune personne accréditée à Paris, et qui n'avaient fait aucune démarche pour recourir à la protection de l'Empereur Napoléon; il ajouta qu'on avait fait proposer une alliance avec la France à l'électeur de Hesse, et que, sur ce qu'il avait répondu qu'il était prêt à y entrer sur le même pied que la Prusse, M. de Talleyrand avait déclaré au baron de Malsbourg que l'Empereur ne prétendait pas s'allier avec des clauses et des réserves, et l'affaire en était restée là jusqu'ici. Votre Excellence connaît mon éloignement pour tout ce qui tient à l'intrigue, et combien je répugne de solliciter quoi que ce soit par des voies que je me reprocherais et dont j'aurais raison de rougir; mais l'organisation qui se prépare pour le midi de l'Allemagne peut s'étendre au nord; le but de l'Empereur Napoléon, d'éloigner la Prusse de ses anciens alliés et de l'occuper par des guerres aussi dispendieuses que nuisibles à ses véritables intérêts, ne peut plus échapper aux yeux les moins clairvoyants. Cet état de chose peut rendre avec le temps la Prusse moins intéressée à soutenir l'état chancelant des affaires du nord de l'Allemagne; peut-être ne voudra-t-elle pas même employer ses moyens pour une cause qui pourrait être envisagée comme étrangère: quel sera alors le sort de tous ces princes sans puissance qui, jusqu'ici couverts de l'égide de la Prusse, auront négligé de recourir à temps à la protection de celui qui renverse et élève les trônes? C'est donc sous ce rapport que je supplie Votre Excellence de me faire connaître les intentions de Sa Majesté le Roi, s'il approuve que j'envoie quelqu'un à Paris, dans le simple but de faire agréer mes hommages à l'Empereur, et d'y négocier, s'il est possible, des assurances pour la continuation de l'existence politique de ce pays pour moi et pour mes descendants. J'espère que vous trouverez, Monsieur le Comte, mes vues très éloignées d'être ambitieuses, ni même à la hauteur du siècle où nous vivons; mais encore, pour obtenir

une assurance pareille, me faudrait-il la protection du Roi; et si Sa Majesté approuvait cette mission à Paris, je supplierais le Roi de l'appuyer par des ordres au marquis Lucchesini, pour qu'il y recommande le sort et les intérêts d'une famille qui a servi les ancêtres de Sa Majesté, qui la sert encore aujourd'hui, et pour laquelle il serait douloureux de se voir destituée de ses possessions et immunités, tandis que les soldats de Napoléon sont élevés au rang des plus grands princes. — M. de Sartoris est chargé de recevoir vos communications verbales, Monsieur le Comte, au cas que Votre Excellence préférera cette voie de me faire parvenir les intentions du Roi, ainsi que ses propres intentions.

Brunswick, 16 juin 1806. Charles duc de Brunswick.

Lettre du Baron de Hardenberg au Duc de Brunswick.

Monseigneur. J'ai reçu la très gracieuse lettre dont V. A. S. a daigné m'honorer le 16 de ce mois, en me communiquant la copie de celle qu'elle a adressée au comte de Haugwitz. Me trouvant ici depuis le 15, je suis hors de mesure de pouvoir influer sur les déterminations de ce ministre. Le vœu de mon cœur est qu'un prince, attaché par tant de liens à la Prusse et ayant tant de droits à son intérêt et à sa protection, puisse toujours compter avec raison sur l'un et sur l'autre, pour n'avoir pas besoin de recourir à la puissance dangereuse de Napoléon. J'attends encore les décisions du Roi pour pouvoir entretenir V. A. S. d'un autre objet important dont nous avons parlé quand j'eus l'honneur de lui faire ma cour à Brunswick.

Tempelberg, 23 juni 1806. Hardenberg.

Der Herzog antwortete mir folgendermaßen:

Monsieur. J'ai reçu avec une satisfaction infinie par M. d'Alopæus la lettre dont Votre Excellence m'a honoré en

date du 4 de ce mois; rien ne pouvait me consoler davantage que de voir les principes que Sa Majesté vient d'adopter, et que je considère comme les seuls qui peuvent dignement consolider la monarchie prussienne et sauver des débris de l'Europe, et de l'Allemagne surtout, ce qui reste à sauver. En m'occupant à jeter quelques idées sur le papier touchant la partie militaire, dans le cas d'un concert avec la Russie, je crains de préjuger les intentions de Sa Majesté et de m'ingérer dans des affaires très délicates relativement à nos rapports d'alliance avec la France, et où le secret, l'adresse et la célérité deviennent absolument nécessaires, et enfin où il est urgent de saisir sous divers points de vue nombre de circonstances qui, dans le moment d'une rupture, pourraient se présenter.

Je joins ici la réponse de M. le comte de Haugwitz, ainsi que la copie de la lettre que j'ai cru devoir y répliquer. Votre Excellence jugera de là que je me soumets aux intentions du Roi, mais que je n'ai pu m'empêcher de m'étendre sur la position très alarmante des princes d'Allemagne dont l'existence était basée sur la constitution germanique.

Brunswick, 11 juillet 1806. Charles duc de Brunswick.

Lettre du Comte de Haugwitz au Duc de Brunswick.

Monseigneur. M. de Sartoris m'a honoré le 16 de ce mois, et d'après ses ordres, j'ai eu soin d'en porter le contenu à la connaissance du Roi.

Je trahirais la vérité si je vous dissimulais, Monseigneur, que le Roi n'a pu voir sans une peine sensible que, liée à la Prusse par les liens les plus étroits du sang, de l'amitié et d'une confiance réciproque, éloignée du danger par la situation géographique de ses États, appuyée d'une garantie expresse et formelle que Sa Majesté s'est fait un grand plaisir de lui donner le 31 mars, V. A. S. n'ait point été à l'abri de doutes affligeants sur l'efficacité de la protection sur laquelle elle doit

compter de sa part. Elle la prie de lui rendre assez de justice pour être convaincue qu'elle ne se cache certainement pas la haute importance des circonstances présentes; qu'elle les suit avec la plus sérieuse attention, et ne perdra jamais de vue les obligations du rôle auquel la Providence l'a appelée, de couvrir d'une égide tutélaire le nord de l'Allemagne et les États qui le composent. Les bruits qui circulent sur de grands changements en Allemagne ne lui sont pas inconnus; mais ils ne reposent jusqu'ici sur aucun avis positif, et pour tous les cas, le Roi ne peut attendre et ne saurait permettre sans compromettre ses intérêts les plus précieux, qu'il soit jamais question, sans son aveu et sans sa concurrence, d'en projeter pour le nord de l'Allemagne. Il a porté de grands sacrifices à l'amour de la paix; mais ils n'ont point ébranlé ce principe qu'il regarde comme sacré et inviolable. Les avis parvenus à V. A. S. sur les propositions qu'on a faites à Mgr l'électeur de Hesse sont exacts, en ce qu'effectivement ces propositions n'étaient pas de nature à se concilier avec l'intérêt essentiel qui appelle ce prince à ne pas se départir des relations intimes qui l'unissent à la Prusse, mais aussi S. A. É. n'a jusqu'à présent pas balancé un seul instant dans sa résolution. Elle vient encore de renouveler au Roi, par son ministre de sa cour, l'assurance la plus solennelle d'y demeurer invariablement dévoué. Et en effet, pour pouvoir remplir les devoirs et soutenir le rôle que la situation de la Prusse lui impose pour la défense du nord, elle doit pouvoir compter avec une confiance illimitée sur un concours zélé de tous les États plus ou moins considérables qu'il renferme. L'expérience lui a appris qu'au moment du danger le recours à sa protection est fréquent et pressant; mais lorsqu'il s'agit de l'emploi efficace des moyens par lesquels chacun, suivant sa position et ses ressources, peut contribuer au but, V. A. S. elle-même a été témoin des difficultés qu'on ne rencontre que trop souvent. Le Roi non-seulement s'en remet à sa propre sa-

gesse et à ses hautes lumières, pour juger à quel point l'abandon le plus étendu de confiance et de moyens de la part de ces États devient indispensable, pour pouvoir se promettre de l'emploi des siens le succès désiré. Ils pourront compter sur la protection la plus efficace de la Prusse dès que le Roi se pourra convaincre, par la conduite qu'ils observeront envers lui, qu'ils sont prêts à se réunir à elle chaque fois que le besoin l'exigera, et que dès à présent ils sont disposés à concourir à mettre à l'abri la sûreté de la patrie commune en se prêtant à un arrangement qui rende leur réunion autour de la Prusse véritablement utile et propre à en assurer l'effet. Il faut qu'on se dise qu'il s'agit de tirer à la même corde; qu'il importe de se préparer à offrir les moyens qu'un chacun peut avoir à sa disposition, pour se rendre digne de la protection à laquelle le Roi à son tour est prêt à consacrer tous les siens.

Je crois avoir trop bien lu dans le cœur de V. A. S. pour douter un moment qu'elle ne soit la première à applaudir du fond de son âme aux vues grandes et pleines de sagesse de Sa Majesté. Je le répète: elle est fermement disposée à déployer la plus grande énergie pour répondre à la confiance de ceux que la Providence semble avoir placés sous sa protection particulière, pourvu qu'ils lui payent à leur tour le juste tribut de confiance et d'abandon auquel sans doute Sa Majesté est en droit de s'attendre. Il ne s'agit peut-être que d'éclairer les esprits, de prévenir qu'on ne se laisse abattre, et de s'appliquer plutôt à inspirer ce courage, le partage des âmes fortes, qui même s'alimente par l'approche du danger.

En me chargeant de transmettre ces idées à V. A. S. avec toute la franchise dont son amitié même lui fait la loi, le Roi m'ordonne d'ajouter que, quoique la mission d'une personne de confiance que vous jugeriez à propos, Monseigneur, d'envoyer à Paris, pour offrir à l'Empereur Napoléon un témoignage d'égards et de juste considération, ne lui paraisse pas absolu-

ment nécessaire, puisque V. A. S. se trouve à cet égard dans le même cas que d'autres princes du nord, tels que les ducs de Mecklenbourg. Sa Majesté s'en remet toutefois entièrement à son bon plaisir sur cette démarche. Je n'ai pas besoin d'observer que cet agent pourrait toujours compter avec certitude sur l'accueil le plus prévenant du ministre du Roi et sur tous les services qu'il sera en état de lui rendre.

Berlin, 28 juin 1806. Haugwitz.

Lettre du Duc de Brunswick au Comte de Haugwitz [1].

Monsieur. Il me suffit de connaître les intentions du Roi pour me soumettre à ses volontés, et je renonce de grand cœur à la mission en France, que je n'ai jamais considérée comme un objet de choix, mais comme une mesure de prudence dans une crise aussi grave que la présente, et que je devais à un pays dont l'administration m'est confiée sous ma responsabilité. Éloigné d'ailleurs de m'élever à la hauteur de la politique qui dirige le sort des Empires, la haute sagesse du Roi et le zèle prudent et infatigable de son ministère ne me permettent aucun doute, ni sur le but salutaire qu'il se propose, ni sur les moyens dont il fait usage; je me suis simplement borné, en adressant ma dernière à Votre Excellence, à considérer l'état présent de l'Allemagne du point de vue où je me trouve, et d'où je n'ai observé que des choses très alarmantes pour l'existence politique de tous les princes qui sont dépourvus de moyens de défense. La paix de Westphalie qui nous l'assurait est renversée; les liens qui unissaient l'Empire sont dissous; le principe d'un soutien réciproque qui faisait regarder la lésion d'un individu de l'Empire comme un outrage fait au Corps entier n'existe plus; une puissance étrangère dicte despotiquement la loi; elle prépare une nouvelle organisation à l'Alle-

[1] Der Brief ist ohne Angabe des Orts und des Datums.

magne; elle place et déplace des princes de la première classe, dispose de leurs possessions héréditaires; en un mot, elle renverse nos lois, nos usages et nos coutumes, en créant arbitrairement à son gré des dignités éminentes sans daigner consulter seulement les premières puissances de l'Allemagne. C'est dans cet état de choses que j'avais cru que la prudence conseillait de détourner, s'il était possible, des maux irréparables pour ce pays-ci et pour ma famille, en offrant à l'Empereur Napoléon ce témoignage d'égards et de juste considération que tant de princes au-dessus de moi lui ont offert. Je crois qu'on peut hardiment admettre qu'il n'y a presque aucun prince de l'Empire assez dépourvu de la connaissance de ses propres intérêts, pour ne point rechercher la protection de la Prusse; les plus puissants de ces princes du second ordre se sont montrés avec assez de zèle tels que l'électeur de Saxe et celui de Hesse. Tous les autres sont dans l'impuissance de rendre des services actifs à la Prusse; leurs moyens ordinaires n'y suffisent pas, et la constitution de tous ces pays bride même la bonne volonté de ces princes d'employer des moyens extraordinaires, à cause des droits et des priviléges dont les États de ces pays jouissent, et dont la première prérogative est de n'admettre sans leur consentement aucun impôt, et surtout pour une guerre quelconque qui ne soit censée g u e r r e d e l ' E m p i r e. Ce n'est donc pas la bonne volonté de ces princes qu'il faut accuser, si Votre Excellence me permet de le lui dire, mais bien plutôt leur défaut de moyens, et la constitution de leur pays qui tient à un état de choses qui n'existe plus en Allemagne. Pour obvier à ces inconvénients qui ne sont pas de nature à être levés de ces princes mêmes, il faudrait une régénération dans l'organisation de ces petits gouvernements, et aussi longtemps que l'Allemagne conserve encore les dehors de ses anciennes formes, cet arrangement ne pourrait se prendre qu'entre la Prusse et le chef des restes de l'Empire. Cela tiendrait, je pense, à

des arrangements généraux, tout comme l'administration future de la justice, après que les deux cours de justice de l'Empire sont supprimées.

Mais je crains d'abuser trop longtemps de la patience de Votre Excellence, en lui parlant sur des objets que personne ne connaît mieux qu'elle, et dont je ne fais mention ici que pour disculper à vos yeux, Monsieur le Comte, ces princes qui se trouvent souvent contrariés dans leur désir d'agir activement pour le bien général. Je ne dois cependant pas omettre d'observer occasionnellement à Votre Excellence qu'en couvrant de son égide les princes qui avoisinent la monarchie prussienne, elle couvre en même temps ses propres frontières, qu'elle éloigne par là le fléau de la guerre du sein de ses provinces, au lieu qu'en ne les couvrant pas, elle ne ferait que rapprocher la guerre de ses foyers et fournir à l'ennemi des ressources dont elle se priverait elle-même. Il n'y a certainement rien de plus digne du ministre d'une grande puissance, et rien de plus digne de vous-même, Monsieur le Comte, que le principe que Votre Excellence établit, d'inspirer ce courage, le partage des âmes fortes, qui même s'alimente à l'approche des dangers. Rien ne saurait être plus consolant pour le salut de l'Europe que de voir des sentiments aussi justes qu'elevés émanés par l'organe d'un monarque puissant; c'est le moyen le plus infaillible de redonner cet élan aux âmes affaissées sous le poids des adversités, et de faire renaître l'activité de ceux qui ont dû renfermer en eux-mêmes des sentiments que ni l'âge, ni les revers de la fortune n'ont pu affaiblir. Charles duc de Brunswick.

Der Herr von Alopaeus schrieb mir: „j'ai vu le duc à mon passage par Brunswick pour Pyrmont. Nous avons causé longtemps. Il a dit tout ce que j'ai voulu, il a abondé même dans mon sens, mais il n'en fera ni plus ni moins.

Kaum war der Herr von Piatoly nach Petersburg abgegangen, als die Nachricht von daher eintraf, daß das Ministe-

rium verändert sei. Der Fürst Czartoryski, welcher schon lange den eigentlichen Russen nicht angenehm war, war abgetreten und der General Baron von Budberg an seine Stelle gekommen. Der Graf von Goltz schrieb mir vom 27. Junius: „Je suis personnellement chargé par l'Empereur de vous conjurer, Monsieur le Baron, par tout ce que la confiance qu'il croit vous avoir inspirée a de plus sacré, de ne pas changer de principe et de système“.

Es ist nöthig, jetzt die politischen Verhältnisse der übrigen Staaten zu schildern, besonders die, in denen Preußen sich in dem Zeitraum, seitdem ich die Geschäfte in die Hände des Grafen von Haugwitz abgegeben hatte, bis zum Anfang des August 1806, wo der Rheinische Bund zum Vorschein kam, befand.

Zu dem Glück Napoleons gehörte es, daß ihm der Zufall einen leicht gefundenen Vorwand gab, nach dem Presburger Frieden den größten Theil seiner Armee in Deutschland zu lassen und sie auf Kosten der Länder zu ernähren, welche sie besetzt hielten; doch würde er ohne Zweifel irgend einen andern gesucht haben, wenn ihm dieser gefehlt hätte, denn es kam ihm darauf an, diese drohende Stellung zu behalten, bis er diejenigen Veränderungen in Deutschland durchgesetzt haben würde, wodurch er die bisherige Verfassung dieses Reichs vollends umwerfen und dem Hause Oesterreich die deutsche Kaiserkrone entziehen wollte, ohnerachtet in dem 7. Artikel des Presburger Friedens ausdrücklich stipulirt war, daß die Kurfürsten von Baiern und von Würtemberg bei der anzunehmenden Königlichen Würde nicht aufhören sollten, zur Confédération germanique zu gehören — ein schwankender, gewiß absichtlich gewählter Ausdruck.

Dalmatien war dem Kaiser Napoleon von Oesterreich mit abgetreten, russische Truppen besetzten aber die dazu gerechneten Mündungen von Cattaro und die Festung dieses Namens, worauf der französische Kaiser von Oesterreich verlangte, daß es die Räumung bewirke, bis dahin aber die Festung Braunau behielt und mit neuen Werken verstärkte, auch Görz und Gradisca späterhin besetzte und Durchmärsche ansehnlicher Truppen-Corps

durch die oesterreichischen Staaten nach Dalmatien forderte und erlangte. Die Unterhandlungen wegen dieser Besetzung von Cattaro zogen sich sehr in die Länge. Als die Russen es endlich räumten und der Petersburger Hof erklärte, die Besetzung sei ohne seinen Befehl geschehen, traten die Montenegriner, ohne Zweifel von solchem dazu aufgefordert, in die Stelle der Russen.

Oesterreich erlitt seit dem Presburger Frieden abseiten Frankreichs stets drohende und herabwürdigende Behandlungen. Zu den ebenerwähnten kam noch die Zurückhaltung der Kriegsgefangenen; erzwungene Schließung der Häfen gegen die Engländer und Russen und der Verlust der deutschen Kaiser-Krone und des Einflusses in Deutschland machten das Maaß voll.

Wegen der drei Abteien Essen, Elten und Werden, die der neue Herzog von Berg durch französische Truppen hatte besetzen lassen, erfolgte lange, ohnerachtet aller unsrer so oft wiederholten Reklamationen, gar keine Antwort. In Werden waren neben den französischen Truppen noch immer die preußischen geblieben. Man schlug unserer Seits zuvorkommend vor, in diesem unserm eigenen Gebiet, bis zu ausgemachter Sache von beiden Seiten keine Souveränetäts-Handlung auszuüben und die Truppen beiderseits zurückzuziehen. Der General von Blücher, welcher in Westfalen commandirte, erhielt den Befehl, unsre Truppen bis auf 80 Mann von Werden abgehen zu lassen, ohne daß wir einmal gewiß waren, ob französischer Seits dieselbe Maßregel werde genommen werden. Der Gesandte Lucchesini sollte diese Entschließungen mit Würde!! (avec dignité) bekannt machen. In einem empörenden Ton von Superiorität machte man dem Königlichen Hofe auf eine bittere Weise den ungerechten Vorwurf, daß er in seinem Betragen gegen Frankreich keine Geneigtheit — facilité — beweise.

Der Herzog von Berg hatte überdem drei unmittelbare Herrschaften, über welche dem König lehnsherrliche oder andre Rechte zustanden, Gimborn, Neustadt, Homburg und Wildenberg, unter seine Botmäßigkeit gezogen und ihnen viele nutzbare Rechte genommen; auch dieserhalb hatte man Beschwerde erhoben, aber nie die mindeste Antwort erhalten.

Die Batavische Republik wurde in ein Königreich für den Bruder Napoleons, Ludwig Bonaparte verwandelt, die Holländer wurden genöthigt, sich einen Regenten vom Hause des französischen Kaisers zu erbitten und man versagte ihren Deputirten die Audienz, bis sie bevollmächtigt waren, den Wunsch nach dieser ihnen aufgedrungenen Veränderung als den der holländischen Nation darzustellen. Am 23. Mai wurde ein sogenanntes Pacte constitutionnel unterzeichnet und Ludwig zum König von Holland erklärt.

Der König von Neapolis wurde aus seinem Lande verjagt, floh nach Sicilien und Joseph Bonaparte bestieg seinen Thron.

Die Küsten des Kirchenstaats wurden mit französischen Truppen besetzt.

Die Republik Ragusa nahm Frankreich in Besitz und vereinigte sie mit Dalmatien.

Wesel wurde dem französischen Reiche einverleibt, mithin eine neue Grenz-Festung am rechten Rhein-Ufer, an welchem Frankreich nun auch den Besitz von Kehl und Castel bei Mainz erlangte.

Der Cardinal Fesch, Onkel des Kaisers, wurde von Dalberg, dem schon lange nicht mehr deutschen Kurfürsten Erzkanzler, zum Coadjutor genommen.

Die deutschen Angelegenheiten wurden verhandelt, die Auflösung der Reichsverfassung und der dagegen aufzustellende Rheinische Bund unter Napoleons Protektorat wurden vorbereitet, ohne den alliirten preußischen Hof, obwohl er so sehr dabei interessirt war, weder zu Rathe zu ziehen, noch ihm Kenntniß davon vor gänzlicher Beendigung der Sache zu geben.

Dem Kurfürsten von Hessen machte man Allianz-Anträge und suchte ihn dadurch vermuthlich auch dahin zu bringen, dem Rheinischen Bunde beizutreten, und als derselbe sich zu einer Allianz in Verbindung mit Preußen bereit erklärte, erwiderte man: der Kaiser Napoleon verbinde sich nicht unter Clauseln und Vorbehalt. Man ließ ihn Vergrößerungen hoffen und auf wessen Kosten? Der Schwager des Königs, der Fürst von Oranien

sollte Fulda hergeben, welches überdies bei dem Abgange des Nassauischen an Preußen zu fallen bestimmt war.

Die durch das oben (II. 529) angeführte Schreiben des englischen Ministers Fox vom 20. Februar veranlaßte Friedens-Unterhandlung hatte gleich von Anfang ein Hinderniß darin gefunden, daß Frankreich nicht mit England und Rußland zugleich unterhandeln wollte. Selbst dagegen erklärte es sich, provisorisch mit England zu negotiiren, bis Rußlands Dazwischenkunft eintreten könne.

Fox erklärte in seinem Schreiben vom 20. April auf einen höchst sophistischen Brief Talleyrands, vom 16. d. M.: Veut-on traiter conjointement avec la Russie? oui. Veut-on que nous traitions séparément? non. Hierauf stockte die Unterhandlung bis zum 2. Junius, wo sie von Talleyrand wieder angeknüpft und vorgeschlagen wurde, dieselbige Form zu beobachten, deren man sich 1782 zur Beendigung des amerikanischen Kriegs, unter dem Ministerium des Marquis von Rockingham bedient hatte, übrigens aber folgende zwei Grundsätze als Fundament anzunehmen:

1. Daß beide Staaten es als den Gegenstand ihrer Bemühungen ansehen sollten, den Frieden ehrenvoll für sich und ihre Alliirten abzuschließen, sowie auch dergestalt, daß er so viel als möglich die künftige Ruhe von Europa sichere;
2. Daß beide Mächte ihre gegenseitigen Rechte der Verwendung und Garantie, sowohl in den Continental-, als in den See-Angelegenheiten anerkennten.

Der Minister Fox antwortete hierauf am 14. Juni und widerlegte die Talleyrand'schen Sophistereien vortrefflich. Unter dem Ministerium des Marquis von Rockingham habe England mit Frankreich und dessen Bundesgenossen unterhandelt; jetzt sei der Fall blos umzukehren. Die Fundamental-Grundsätze wären den Absichten des englischen Hofes vollkommen gemäß, nur verstehe es sich, daß man auch von beiden Seiten übereinkommen müsse, sich aller weiteren Eingriffe in die Rechte größerer oder minder mächtigerer europäischer Staaten zu enthalten.

Mittlerweile hatte sich Talleyrand gegen den bis dahin in

Verdun mit gefangen gehaltenen Lord Yarmouth, den er zu sich gebeten hatte, über die Bedingungen des Friedens geäußert, und als dieser vor allen Dingen der Zurückgabe von Hannover erwähnte, indem er gar keine weitere Mittheilung annehmen könne, ohne dieserhalb eine ganz bestimmte Erklärung zu haben, nachdem er ihn erst auf den dritten Tag wieder beschieden und ohne Zweifel die Befehle des Kaisers eingeholt hatte, geantwortet, daß bei dem außerordentlichen Werth, den er darauf lege, dieser Punkt keine Schwierigkeit machen solle. Auf die Frage des Grafen von Yarmouth, ob man den Besitz von Sicilien verlangen werde, hatte der französische Minister erwidert: „Vous l'avez, nous ne vous la demandons pas; si nous la possedions, elle pourrait augmenter de beaucoup les difficultés". Diesen Worten gab Lord Yarmuth eine zu weite Bedeutung als ein Anerkenntniß des *uti possidetis*, als ob Talleyrand gesagt hätte, nous ne vous demandons rien, und das englische Ministerium selbst nahm diese Deutung an, indem es sich auf den Ausdruck des französischen Ministers in seinem Schreiben vom 1. April an den englischen „l'Empereur n'a rien à desirer de ce que possede l'Angleterre" stützte. Man wollte diesem nach englischer Seits den Status quo zum Grunde legen, blos Hannover ausgenommen; man wollte alles Eroberte behalten und Frankreich alles Eroberte lassen. Der Herr von Talleyrand forderte in jener Unterredung mit Lord Yarmouth auch weiter nichts, als die Anerkennung des französischen Kaiserthums und der Königreiche für die Familie Bonaparte. — Die Frage: ob die französische Regierung die Integrität der Ottomanischen Pforte garantiren werde, bejahete er, setzte aber hinzu: „aber es muß bald sein", „beaucoup se prepare, mais rien n'est fait". Als die Rede von einem Mittel war, wie man sich wegen der Concurrenz Rußlands zur Unterhandlung vereinigen könne, sagte der französische Minister, man sei bereit, jede Erleichterung zu bewilligen; ein britischer Minister, autorisirt von dem Kaiser Alexander, könne allenfalls für beide stipuliren. „Les sentiments de la France sont entierement changés", schloß

Herr von Talleyrand, „l'aigreur qui caractérisait le commencement de cette guerre n'existe plus, et ce que nous désirons le plus, c'est de pouvoir vivre en bonne intelligence avec une aussi grande puissance que la Grande-Bretagne."

Aber die Gesinnungen Frankreichs waren keineswegs verändert. Betrug und Raubsucht waren noch immer die beiden Grundpfeiler der Politik seines Herrschers und seiner Gehülfen. Man erwartete in dem Augenblick den russischen Friedens-Unterhändler Oubril und gieng nun darauf aus, beide Unterhandlungen nach jenem System bestens zu benutzen, sich der einen zu bedienen, um die andere zu lenken und zu treiben.

Ohne alle Rücksicht auf die Allianz und den Traktat mit Preußen war man bereit, Hannover diesem wieder zu entziehen.

Lord Yarmouth ging nach England, um von den ihm gemachten Eröffnungen persönlich Bericht abzustatten und kam bald den 16. Junius nach Paris zurück.

Bald traf auch der russische Geschäftsträger Oubril dort ein.

Gleich bei der ersten Unterredung äußerte nunmehr der Minister Talleyrand gegen den Lord Yarmouth: der Wunsch nach Frieden sei zwar eben so groß als vorhin, es wären indessen Veränderungen vorgefallen, Rußland sei jetzt zu einer besonderen Unterhandlung bereit, Nachrichten, die der Kaiser aus Neapel erhalten habe, bewiesen, daß dieses Königreich nicht ohne Sicilien bestehen könne, welches übrigens leicht zu erobern sein werde, diese Insel müsse also an Frankreich abgetreten werden. Gegen alle Cessionen irgend eines Theils von Italien oder von Istrien und Dalmatien, um den König von Sardinien zu entschädigen, habe sich der Kaiser Napoleon ganz bestimmt erklärt. Der Minister forderte den Grafen von Yarmouth mehrmals auf, seine Vollmacht abzugeben und wiederholte oft: „Hannover für die Ehre der Krone, Malta für die Ehre der Seemacht und das Vorgebirge der guten Hoffnung für die Ehre des Handels, das wären ja wohl Reizungen genug, um den Frieden zu

schließen." Lord Yarmouth widersprach seiner Seits jeder Abtretung, es sei in West-Indien oder anderswo.

Das englische Ministerium bestand darauf, daß Sicilien dem König Ferdinand verbleibe, und Fox machte dieses in seinem Schreiben vom 26. Juni zur Bedingung sine qua non: Lord Yarmouth wurde nur auf den Fall, daß in Absicht auf diesen Punkt eine Uebereinkunft stattfinde, autorisirt, seine Vollmacht zu übergeben. Wegen einer Entschädigung für Sardinien sollte er nochmals einen Versuch machen, Neapolis oder Istrien zu erhalten, falls dieser aber nicht gelänge, deshalb die Abschließung von Präliminarien nicht verweigern, vorausgesetzt, daß solche als provisorisch und als der russischen Genehmigung unterworfen angesehen würden. Rußland und Schweden müßten wo möglich Theilnehmer am Definitiv-Traktat werden.

Der Minister Talleyrand berief sich immer auf die veränderten Umstände, und nachdem er die Befehle des Kaisers von neuem erfragt hatte, erbot er sich, von der Bedingung der Anerkenntniß der neuen Staaten durch England abzugehen, schlug Sicilien als ein Aequivalent gegen Hannover vor und die Hanse-Städte für den König Ferdinand. Die britischen Truppen sollten diese an demselbigen Tage in Besitz nehmen, an dem sie Hannover wieder besetzen würden; und Lord Yarmouth bezweifelte nicht, daß wenn England auf andere Weise für den König Ferdinand sorge, es die Hanse-Städte mit den deutschen Staaten seines Königs werde verbinden können. Der Minister Talleyrand brachte einen Artikel in Vorschlag, nach welchem Frankreich und England sich vereinigen sollten, einander nicht zu verhindern, diejenigen Mächte zu betriegen, welche in den Präliminarien nicht ausdrücklich genannt sein würden. Dieses geschah am 1. Julius. Und gegen wen konnte dieses gerichtet sein, als gegen Preußen?

In England bestand man fest auf dem Punkt wegen Sicilien und verwarf den Antrag wegen der Hanse-Städte. Der Minister Talleyrand bot hierauf Dalmatien, Albanien und Ragusa als Entschädigung für Sicilien an; er äußerte sowohl gegen Lord

Yarmouth als gegen Oubril, daß die Veränderungen in Deutschland, deren er als neue Hindernisse des Friedens erwähnte, zwar bestimmt wären, aber nicht bekannt gemacht werden würden, daß Deutschland in seinem damaligen Zustande bleiben solle, wenn man Frieden mache.

In England wollte man sich nicht entschließen, in irgend einen Antrag wegen Sicilien ohne die vollkommene und freie Einwilligung des Königs Ferdinand hineinzugehen und den letzten Vorschlag, wie man ihm ein neues Königreich geben wollte, fand man überdem bedenklich, da Albanien eine Provinz des türkischen Reichs sei, dessen Integrität einen Hauptgegenstand der englischen und russischen Politik ausmache. Nur im Fall also, daß man mit Dalmatien noch Istrien und einen großen Theil des Venetianischen, wo nicht das Ganze, wo möglich die Stadt Venedig selbst verbinde und der König von Sicilien bona fide einwillige, erklärte man jene Vorschläge für vielleicht annehmlich. Die engste Vereinigung mit dem russischen Bevollmächtigten Oubril wurde dem Lord Yarmouth aufs Nachdrücklichste empfohlen.

Allein jener bot die Hände keineswegs hierzu. Den 10. Julius wurde der General Clarke abseiten des Kaisers Napoleon bevollmächtigt, mit ihm zu unterhandeln. Er verfuhr, ohne sich mit dem Lord zu berathen; am 17. gestand er ihm, daß er einen Waffenstillstand von 10 Monaten unterzeichnen werde, wenn er die Ruhe des festen Landes dadurch sichern könne und am 19., als ihm der Lord wegen seines Betragens und Verbergung seiner Absichten Vorwürfe machte, erhielt er endlich von ihm die Aeußerung: „Que voyant le danger immediat de l'Autriche, s'il pouvait la sauver, il croirait de son devoir de le faire, même par une paix particulière.“ Talleyrand sagte dem Grafen von Yarmouth: Oubril sei bereit, Sicilien und Dalmatien fahren zu lassen, und selbst sich verbindlich zu machen, die Vereinigung jener Insel mit Neapolis zu betreiben, und der Graf hatte erfahren, daß man Majorca, Minorca und Iviza für den König Ferdinand bestimme.

Den 17. Julius wurde der Rheinbund vollzogen. Bei Bayonne bildete sich eine Armee, um Spanien und Portugal zu schrecken; die Offiziere hatten Befehl bekommen, zu ihren Regimentern in Deutschland zu gehen, vermuthlich um der Unterhandlung mit Oubril, so wie der Errichtung des Rheinbundes desto mehr Nachdruck zu geben.

Den 20. Julius unterzeichnete Oubril einen Separat-Frieden zwischen Rußland und Frankreich, alle Bemühungen des Lords, die Vollziehung verschieben zu machen, waren fruchtlos. Oubril machte ihn nicht einmal genau mit den Bedingungen seines Friedens bekannt, die wir weiter unten sehen werden.

Durch diese Lage der Dinge ließ sich Lord Yarmouth schrecken. Er fand am 21. Julius den Minister Talleyrand noch bereit, Hannover, Malta, das Cap und Indien an England zu lassen, und übergab nunmehr seine Vollmacht.

Der General Clarke wurde ernannt, um auch mit ihm zu traktiren und fieng in der Conferenz vom 22. mit der Aeußerung an, daß der Separat-Frieden mit Rußland eben so hoch, wo nicht höher anzuschlagen sei, als der beträchtlichste Sieg im Kriege; Frankreich würde daher berechtigt sein, jetzt weit vortheilhaftere Bedingungen zu verlangen. Indessen wolle der Kaiser bei den einmal angetragenen stehen bleiben. Wegen Hannover könne durch geheime Artikel alles stipulirt werden, was der König von England wünschen möge, ein öffentlicher könne die Zusage enthalten, daß man sich einiger Territorial-Erwerbung für Preußen nicht entgegensetzen wolle.

Als hierauf Lord Yarmouth äußerte, daß der König von England nie einwilligen werde, daß Preußen die Hanse-Städte erwerbe, erwiderte der General Clarke: die Absicht sei auf Fulda, Hoya und einige andere unbedeutende Fürstenthümer gerichtet, über die der König von Preußen seine Souveränetät erstrecken solle, die Unabhängigkeit und der gegenwärtige Zustand der Hanse-Städte sollten unangetastet bleiben. In Absicht auf

Malta solle die volle Souveränetät, sowie über Gozzo und Comino, dem König von Großbritannien zufallen, mit einer Clausel, daß beide Mächte den Orden nicht mehr anerkennten (n'en connaissent plus l'existence). Den Rittern und anderen, welche des droits réels dans l'île hätten, sollten einige Pensionen gegeben werden.

Das Cap ebenfalls mit voller Souveränetät, wobei man die Bedingung wünsche, daß es ein Frei-Hafen für alle Nationen sei, wenigstens daß ein Theil dazu bestimmt werde.

Die Integrität der türkischen, portugiesischen und schwedischen Besitzungen sollte gemeinschaftlich anerkannt und garantirt werden.

Endlich forderte der General Clarke Pondichery, St. Lucie, Tabago, Surinam, Gorée, Demerary, Berbice und Essequibo, und die Anerkennung der neuen Königreiche und Staaten.

Lord Yarmouth willigte in die soeben genannten Forderungen der zurückzugebenden Colonien nicht ein. Er las seinerseits eine Note ab, welche dahin schloß: „Les acquisitions immenses faites par la France depuis le commencement des hostilités, et l'influence directe et immédiate qu'elle a obtenue, ayant totalement changé le système politique de l'Europe, Sa Majesté Britannique se voit forcée à chercher dans les conquêtes qu'elle a faites et dans la possession de Malte un contrepoids juste et raisonnable. Sa Majesté traiterait en conséquence généralement sur la base de l'uti possidetis. Il est entendu en même temps que les possessions allemandes de Sa Majesté Britannique, dont elle s'est vue privée par des motifs étrangers à la guerre entre les deux puissances, lui soient rendues en entier. Entendu de même que la paix assurera l'intégrité des territoires et possessions de la Sublime Porte, de Sa Majesté très fidèle, de Sa Majesté le Roi de Suède, et l'état actuel de la Suisse.

Das englische Ministerium hatte das Betragen des russischen Bevollmächtigten nicht erwartet und war über den Separat-Frieden desselben äußerst betreten.

Es mißbilligte, mittelst eines Schreibens des Staats-Sekretärs Fox vom 26. Juli, daß Lord Yarmouth seine Vollmachten herausgegeben und eine förmliche Unterhandlung angefangen hatte, glaubte sich aber nunmehr berechtigt, sie allein fortzuziehen, und beschloß, dem Lord Yarmouth noch den Lord Lauderdale als ersten Bevollmächtigten beizuordnen. Dieser traf in den ersten Tagen des August zu Paris ein.

Lord Yarmouth suchte sein Verfahren zu rechtfertigen, und führte zu dem Ende an, das Schicksal von Neapolis und Holland sei entschieden gewesen, ehe er die Unterhandlung angefangen habe. Von Talleyrand sei ihm vorgeworfen worden, daß man nicht auf das Anerbieten geachtet habe, die Einrichtungen in Deutschland nicht zu unterzeichnen, wenn man mit gehöriger Vollmacht traktiren wolle, und habe hinzugesetzt: „nous n'en reviendrons jamais“; er habe ein ähnliches Anerbieten zwei Tage vor der Vollziehung in Rücksicht auf den russischen Frieden wiederholt. Nach derselben habe er geäußert: die Schweiz sei auf dem Punkt, eine große Veränderung zu erleiden, dieses könne nur durch den Frieden mit England vermieden werden. Noch weniger sei ohne diesen die Invasion von Portugal zu verhindern; — vor allen Dingen aber habe ihn, den Lord, folgende Sprache wegen Hannover bewogen, so zu handeln, wie er gethan habe: „Preußen fordert von uns eine Erklärung wegen Hannover, habe Talleyrand gesagt; wir können nicht muthwilliger Weise den einzigen Alliirten verlieren, den Frankreich seit der Revolution hatte — (welche unwahre, insidiöse Darstellung!). — Ist die Erklärung einmal gemacht, so können wir sie nicht mehr widerrufen. Wollten Sie, daß wir gänzlich mit Preußen brächen, während wir nicht einmal sagen können, daß England mit uns unterhandeln will“?

Und in denselbigen Augenblicken, wo der Kaiser Napoleon

England bestimmt und ununterbrochen die Zurückgabe von Hannover zusagte und gar keine Schwierigkeit machte, feierliche Verträge zu brechen, durch welche Preußen gegen Hannover andre Provinzen abgetreten hatte, in demselbigen Augenblick ließ er durch den Minister Talleyrand dem Gesandten Marquis Lucchesini und dem Grafen von Haugwitz durch seinen Gesandten Laforest, nicht etwa dazu aufgefordert, sondern aus freien Stücken, als um falsche Gerüchte zu widerlegen, die festesten Versicherungen des Gegentheils geben.

Ersterer sagte in den ersten Tagen des Julius: de la manière la plus positive et d'après un ordre exprès de l'Empereur, que jamais il ne se départirait des engagements contractés envers la Prusse sur la possession de ce pays; und den 22. Julius, an eben dem Tage, wo der General Clarke dem Lord Yarmouth Hannover wiederholt anbot und Preußen ein ganz unzureichendes Aequivalent, insonderheit aber durch Beraubung des eigenen Schwagers des Königs, des Fürsten von Fulda zudachte, berichtete der Marquis Lucchesini über die nochmals Namens des Kaisers gegebene Zusicherung: de sa ferme intention de ne pas se départir des engagements qui garantissent à la Prusse la possession du Hanovre.

Ist es nöthig, über diese Politik noch die mindeste Bemerkung weiter zu machen? Aber es geht daraus wohl klar hervor, daß Napoleon, wie ich schon oben äußerte, den Wiener Traktat, dessen Folge nachher der Pariser war, blos schloß, um uns zu entwaffnen und uns zu täuschen, daß er von Anfang an nicht entschlossen war, uns Hannover zu lassen, wenigstens nur in dem Fall, wenn er es nicht etwa besser für seine Vortheile benutzen könnte. Von dem Augenblick an, wo wir die Lockspeise angenommen hatten und unsre Armee auseinandergegangen war, behandelte er uns mit Verachtung und keineswegs mit der Rücksicht eines Freundes und Alliirten, ohnerachtet man sich in Nachgiebigkeiten gegen ihn erschöpfte. Nur in dem Zeitpunkt, wo er im Begriff war, die Errichtung des Rheinbundes bekannt

zu machen, glaubte er uns wieder einen Augenblick schmeicheln zu müssen; daher kündigte sein Minister in der Mitte des Julius endlich nach langer Nichtbeachtung aller Vorstellungen an, daß man die Truppen aus den drei Abteien zurückziehen und sich dieserhalb, unter Vorbehalt der Rechte des Herzogs von Berg, in Vergleichs-Unterhandlungen einlassen wolle. Daher ließ er nun den 22. Julius den König wissen, daß jener Bund geschlossen sei, lud ihn nunmehr ein, eine ähnliche Conföderation im nördlichen Deutschlande unter seinen Auspicien zu errichten, und versicherte ihn im Voraus seiner Beistimmung zu allen Maßregeln, die er deshalb ergreifen würde; daher ertheilte er wiederholt jene beruhigenden Versicherungen wegen Hannover.

Den 1. August wurde die Errichtung des Rheinischen Bundes auf dem Reichstage zu Regensburg bekannt gemacht, und die Glieder desselben sagten sich von jeder Verbindung mit dem deutschen Reiche los. Wenige Tage vorher hatte der Kaiser Napoleon den oesterreichischen Bevollmächtigten, General Vincent, zu sich kommen lassen, um ihm die Sache anzukündigen und zu verlangen, daß Franz II. seine Würde als deutscher Kaiser niederlege, welches auch bald darauf geschah, indem dieser zugleich die Würde des Reichsoberhaupts für erloschen erklärte.

Nun lag es am Tage, warum bei allen Aussprengungen eines baldigen Rückmarsches zu den großen Siegesfesten am 15. August und sobald die Anstände wegen Cattaro gehoben sein würden, die französischen Heere noch immer in Deutschland blieben.

In Constantinopel hatten französische Einleitungen, besonders durch den General Sebastiani, der als Gesandter dorthin gekommen war, das System der Pforte herumgeworfen. Sie weigerte sich, den Allianz-Traktat mit England zu erneuern und setzte die Fürsten der Moldau und der Wallachei, Morusi und Ypsilanti, dem Vertrage von 1802 zuwider, ab, ohne darüber mit Rußland einig zu sein, welches die Folge hatte, daß dieses

diese beiden Fürstenthümer besetzte und späterhin ein Krieg zwischen beiden Staaten ausbrach.

Der Kopenhagener Hof war über die Gefahren, welche dem Handel und dem Friedenszustande in der Ostsee durch unsren Kriegszustand mit England und Schweden droheten, sehr beunruhigt und fürchtete, daß man die Sperrung der Schifffahrt auch auf den Sund werde ausdehnen wollen; allein er blieb fest bei einem ganz neutralen Verhalten und wollte sich in unsre Händel mit Schweden nicht mischen. In Holstein erhielt er eine Armee auf den Beinen, und von England bewirkte er einen Befehl, daß die englischen Schiffe sich in der Ostsee aller Feindseligkeiten enthalten sollten. Man hatte sich unsrer Seits, um die Verwendung des Kopenhagener Hofes in Stockholm zu bewirken, auf die Conventionen von 1780 berufen, wodurch unter den baltischen Mächten die Ruhe der Ostsee aufrecht zu erhalten wechselseitig versprochen war. Hierauf antwortete man: „que ces conventions ne portaient que sur une garantie contre une attaque étrangère que les puissances de la Baltique auraient à craindre dans l'enceinte de cette mer close, et nullement sur le cas des guerres qui pourraient éclater entre les puissances de la Baltique elles-mêmes. Toutefois, si la Prusse voulait recourir pour la conciliation de ses différends actuels à l'entremise de la Russie et y associer aussi le Danemark, celui-ci serait prêt à s'employer de son mieux pour coopérer au rétablissement et au raffermissement de la tranquillité du nord".

Was der Graf von Haugwitz für politische Ansichten in dem Zeitraum hatte, seitdem er die Leitung der Geschäfte wieder übernahm, zeigen drei Memoires desselben vom 19. Mai, 10. Julius und von der Mitte dieses Monats oder seiner letzten Hälfte [1].

In dem ersten Aufsatz vom 19. Mai ist der Graf noch ganz französisch. Er predigt die Lehre, daß man dem Kaiser Napoleon nur vollkommenes Vertrauen einflößen müsse, er glaubt noch,

1) Diese Denkschriften werden in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt.

ihn durchschaut zu haben, und beurtheilt seine Absichten unrichtig, erklärt seine Worte nach seiner eigenen Eitelkeit.

Aber wenn dieses die Ueberzeugung des Grafen war, so handelte er ganz im Widerspruch mit derselben. Dann mußten wir gegen Rußland eine ganz andere Politik annehmen, wir durften das nicht versprechen, was nach der eigenen Angabe des Grafen so oft und so feierlich versprochen wurde, dann mußten wir uns weniger schmeichelnd und fester gegen England betragen, — bis in die Mitte des Augusts war unser Gesandter, Baron von Jacobi, noch immer in London — dann mußte der König von Schweden nicht geschont werden. Napoleon mußte deutlich sehen, daß wir nicht wie vormals beiden Parteien zu huldigen bemüht waren. Es ist unbegreiflich, wie die Aeußerungen des Grafen in Absicht auf die Sperrung der Häfen, wie seine Anklage, daß man sich damit übereilt, sie zu strenge genommen habe, mit dem angepriesenen System passen soll, wie falsch er Napoleons Ansicht, diese Sperrung angebend, beurtheilt. Wollten wir ihm vollkommenes Vertrauen einflößen, so war unbeschränkte Beförderung seiner Pläne gegen England die Hauptsache. Wollten wir ihn ganz gewinnen, so mußten wir die Vergrößerungs=Absichten des Großherzogs von Berg befördern. Dann waren Gefälligkeit in Abtretung unsrer westfälischen Besitzungen auf jenseit der Ems und das Anerbieten dazu wahrscheinlich das Mittel zu neuen, uns gelegenen Erwerbungen und Vorrechten, die wir zur Bedingung machen mußten. Dann gingen wir vielleicht mit dem nordischen Bunde unter preußischem Protektorat gleichen Schritt mit ihm in Absicht auf den rheinischen. Wir knüpften feste Bande mit ihm und verpflichteten uns wirklich und bestimmt, mit ihm vereint auf dem Continent zu stehen. Wenigstens wäre das alles consequent gewesen. Aber der Graf von Haugwitz wollte es dagegen wieder Allen Recht machen und Alle betrügen?

Den 10. Julius hatte er sein ganzes System verändert; er sah nun deutlich, daß ihn Napoleon überlistet hatte,

seine Eitelkeit war nun vollends beleidigt. Der Bund, den er da beabsichtigte, war allerdings weise, aber warum blieb er nun auch wieder auf halbem Wege stehen, warum eilte er nicht, diesen Bund durch alle ersinnlichen Mittel zu Stande zu bringen? Das konnte ja so leicht mit dem ganzen System in Einklang gebracht werden. Warum wurden nicht bei den gegründeten Besorgnissen, die er äußert, im Voraus alle Vorbereitungen getroffen, sich in einen kräftigen Defensionsstand zu versetzen? Vergeblich schmeichelte sich der Graf, bei Gelegenheit der vermutheten Forderung: die neue holländische Krone anzuerkennen, eine energische Sprache führen zu können und dadurch zum Ziele zu kommen. Napoleon beehrte uns nicht mit diesem Anmuthen.

Den dritten Aufsatz habe ich ohne Datum bei den Akten gefunden, es läßt sich aber aus den Umständen schließen, daß er übergeben wurde, als Napoleon im Lauf des Monats Julius die bestimmten Versicherungen wegen der Räumung von Essen und Werden und wegen der Garantie des Hannöverischen hatte geben lassen. Sehr richtig besteht er hier darauf, wie ich so oft und zuletzt in meinem Memoire vom 18. Junius gethan hatte (S. 34), daß der König sich entscheiden müsse, entweder sich dem französischen oder dem russischen System ganz hinzugeben; aber da der König ohne Zweifel sich auch gegen ihn, sowie gegen mich, für das letzte bestimmte, so mußte er auch hienach mit Schnelligkeit, Kraft und Vorsicht handeln, wenigstens seinerseits alles Mögliche dazu beitragen, daß dieses geschehe.

Es ist oben (S. 10) schon vorgekommen, daß ich von der Lage der Dinge nur sehr unvollständig unterrichtet war, am wenigsten von dem eigentlichen System des Grafen von Haugwitz.

Am 1. August kam ich zur Feier des Geburtstages des Königs nach Berlin, die am 3. in Charlottenburg stattfand. Es war da nicht die Zeit, von Geschäften zu sprechen, aber ich war bis zum 8. in Berlin, ohne daß der König mich dazu aufforderte. Ich selbst drängte mich natürlicherweise nicht dazu. Den Grafen von Haugwitz sah ich zweimal, den 1. aß ich bei

ihm in einer kleinen Gesellschaft zu Mittag. Dieses war das letzte Mal, daß wir zusammenkamen[1].

Alles war voll von dem Rheinischen Bunde, von dem Frieden zwischen Rußland und Frankreich, den der französische Gesandte Laforeit am 2. August offiziell angekündigt hatte, von den Friedens-Unterhandlungen zwischen Frankreich und England. Unerwartet war der Frieden mit Rußland, von dem Rheinischen Bunde hatte man schon lange vorher Kenntniß, ehe der Kaiser Napoleon ihn dem König zugleich mit der Aufforderung bekannt machte, nun seinerseits auch einen nordischen Bund zu errichten.

Lucchesini berichtete unter dem 22. Julius: „La chose paraît décidée et sans remède, et il ne reste qu'à former, selon l'invitation que l'Empereur Napoléon en a faite au Roi, une Confédération pareille pour le nord de l'Allemagne sous les auspices de la Prusse.“ — Zugleich setzte er wegen Hannover hinzu: „En m'adressant cette invitation, l'Empereur m'a assuré d'avance de son acquiescement à toutes les mesures qu'il prendrait dans ce but, en renouvelant aussi à cette occasion l'assurance de sa ferme intention de ne pas se départir des engagements qui garantissent à la Prusse la possession du Hanovre.“

Der Graf von Haugwitz hatte den in Berlin anwesenden vormaligen ansbachischen Vice-Präsidenten des Hoheits-Senats der Kammer und Direktorial-Gesandten am fränkischen Kreise, von Haenlein, aufgefordert, einen Plan dazu zu entwerfen. Der Staats-Minister des Kurfürsten von Hessen, Freiherr Waitz von Eschen, war in Berlin; mit dem sächsischen Hofe hatte man

---

1) Nachher sahen sich die beiden Staatsmänner einen Augenblick im Jahre 1820 in Treviso, wo Graf Haugwitz durchreiste, um sich nach Venedig zu begeben. Im Februar 1821 sahen sie sich in letzterer Stadt, wo auch Schreiber dieser Note den Grafen kennen lernte. Er fand an ihm einen durch übermäßigen Genuß von Wein ganz abgestumpften Mann, aus dessen Munde er nicht einen einzigen geistreichen Gedanken gehört hat. Schoell.

Communicationen eröffnet; aber alle beschwerten sich über die unerhörte Langsamkeit und Nachlässigkeit des Grafen von Haugwitz bei dieser so dringenden und wichtigen Angelegenheit.

Es kam alles darauf an, das Gebäude schnell hinzustellen, die größte Thätigkeit mußte hiebei herrschen. Sachsen und Hessen mußten vor allen Dingen gewonnen werden und das war nicht schwer, wenn man die größte Uneigennützigkeit zeigte und die Sache einfach machte; den Kurfürsten von Hessen mußte man ohne Zeitverlust durch einige Vortheile binden, vor allen Dingen war das militärische Band zu knüpfen. Die übrigen Gegenstände waren nicht so schwierig und konnten sich nach und nach machen, wenn nur die erste Grundlage fest stand, die kleineren Höfe und Staaten mußten durch die drei größeren aufgefordert werden. Der König mußte nur als Beschützer des Bundes auftreten; der Graf von Haugwitz mußte nicht die Absicht blicken lassen, daß der König Kaiser von Norddeutschland sein solle. Ein Entwurf zu einer paßlichen Bundes=Akte war in einem Tage gemacht, war sie nur erst von den Höfen von Dresden und Kassel vollzogen, so ließ man die anderen beitreten. Geschickte, thätige Männer mußten überall wirken. Durch eine richtige und nicht einen Augenblick aufzuschiebende Darstellung mußte man den Petersburger und den Wiener Hof für die Sache gewinnen, und beides war leicht. Es mußte im Plan liegen, Dänemark und Schweden in der Folge mit zu diesem Bunde zu ziehen und ihn dann durch eine Allianz mit Rußland und Oesterreich zu verbinden. Napoleons Einwilligung lag ja für den Augenblick vor. Aber diesen Augenblick mußte man benutzen.

Ein großes Hinderniß war das allgemeine Mißtrauen, man kann sagen, die allgemeine Verachtung, die man gegen den Grafen von Haugwitz hegte.

Ich fand den Grafen, als ich ihn besuchte, nicht allein, einer der Departements=Räthe war bei ihm. In dessen Gegenwart sagte er mir einige Worte über die Lage der Sachen; ich rieth zur schnellsten Ausführung. Als ich am andern Tage,

blos mit dem hessischen Minister von Waitz, meinem vertrauten Freunde, und dem soeben von Paris gekommenen hannoverischen Oberappellationsrath von Ramdohr bei ihm aß, entfernte er sich gleich nach Tisch und schien es absichtlich zu vermeiden, sich mit mir in eine Unterredung einzulassen.

Dem Präsidenten von Haenlein hatte er verboten, mit irgend Jemand über den Bundesplan zu sprechen, womit ich ohne Zweifel gemeint war. Ohneradhtet der Graf täglich mehrere Stunden in der Stadt herum spazierte, kam er zu mir nicht. Den 5. traf der Legationsrath von Bohm, wie man sagte, mit wichtigen Berichten des Marquis Lucchesini aus Paris ein, ich war noch den 6. und 7. anwesend, aber ich erhielt von dem Grafen kein Lebenszeichen.

Ich gieng den 8. auf einige Tage nach dem Lauchstädter Bade bei Merseburg, um dort einige meiner Verwandten zu sehen, unter denen auch der damalige Präsident der Magdeburgischen Kammer, von Bülow, sich befand. Am 11. August erhielt dieser durch eine Staffette die Nachricht, daß die Armee schleunig auf den Kriegsfuß gesetzt werde, daß darauf Bedacht genommen werden solle, die Kassen in Sicherheit zu bringen, da, obgleich noch keine gewisse Anzeichen zum Kriege vorhanden waren, man dennoch nicht sicher sei, daß er nicht jeden Augenblick ausbreche. Er begab sich unverzüglich auf seinen Posten zurück, und am folgenden Tage bekam ich dieselbigen Nachrichten und Befehle in Absicht auf das noch immer meiner Direktion anvertraute Fürstenthum Bayreuth.

Alles dieses war mir höchst unerwartet. Ich vermuthete nur, daß die Nachrichten, welche der am 5. in Berlin angekommene Legations-Rath von Bohm gebracht hatte, diese schleunigen Entschlüsse veranlaßt habe.

Ich habe diese Berichte nie gelesen, denn der Graf von Haugwitz ließ im November 1806 zu Graudenz, bei der Annäherung einiger französischer Patrouillen ohne alle gegründete Ursache, vielleicht, um über manches den Schleier der Ungewißheit

zu werfen, fast alle bei sich habenden Akten des Departements verbrennen, daher ich, als ich dasselbe im April 1807 wieder übernahm, eine große Lücke über den ganzen Zeitpunkt vom August bis November 1806 fand.

Der von Oubril unerwartet unterzeichnete Frieden zwischen Rußland und Frankreich, die Erscheinung des Lord Yarmouth in der Gestalt eines öffentlichen bevollmächtigten Ministers des Londoner Hofes, um den Frieden auch für England zu unterhandeln, der in Paris geflissentlich verbreitete Glauben, daß die Präliminarien auf dem Punkt wären, unterzeichnet zu werden, das tiefe Geheimniß, welches man sowohl über die Bedingungen derselben als die des Friedens mit Rußland gegen den Marquis Lucchesini beobachtete, die Gewißheit, welche dieser inmittelst erhielt, daß man im Begriff sei, die Zurückgabe von Hannover England zu versichern, Gerüchte von feindseligen Absichten gegen Preußen, von Plänen, dem König noch die Grafschaft Mark für den Großherzog von Berg, Bayreuth für den König von Baiern zu entziehen — alle diese Umstände hatten ohne Zweifel den Marquis Lucchesini, der oft mehr seiner lebhaften Einbildungskraft und dem Argwohn Gehör gab, als kalter, ruhiger Ueberlegung, bewogen, dem König zu melden, daß ihm Gefahr drohe, vermuthlich die Gefahr noch weit größer anzusehen und größer zu schildern, als sie wirklich war. Die Nachrichten von München, von Wien, von Regensburg, aus Franken, stimmten indessen alle dahin überein, daß Frankreich böse Absichten gegen uns im Schilde führe, bei der französischen Armee sprach man laut von einem preußischen Kriege, und ihre Zahl mehrte sich, ihre Ausdehnung erstreckte sich immer mehr gegen die preußischen Grenzen.

Alles dieses mußte freilich Besorgnisse erregen, zu Forderungen von Erläuterung Anlaß geben, Vorsichtsmaßregeln veranlassen, die Aufstellung des nordischen Bundes, Vereinbarungen mit andern Höfen, besonders mit Rußland und Oesterreich bewirken, aber das Benehmen des Grafen von Haugwitz war so

unklug als möglich, auf der einen Seite zu vorschnell, zu stark, auf der andern nachlässig, schwach, inconsequent. Wir werden es weiter verfolgen¹).

---

1) Der Geheime Kabinetsrath Lombard, der ohne Zweifel von den Gründen, die den König veranlaßten, sich zum Kriege zu entschließen, sehr genau unterrichtet ist, sagt folgendes darüber in den Matériaux pour servir à l'histoire des années 1805, 1806, 1807, p. 133 sq. „Au milieu des réflexions sombres dont toute sa conviction — [illegible] des Königs — ne le défendait pas, une nouvelle inattendue changea subitement l'état des choses. Il apprit de Paris que, dans la négotiation de paix depuis reprise entre la France et l'Angleterre, le cabinet de Saint-Cloud avait reconnu comme base la restitution du pays de Hanovre à Sa Majesté Britannique. Les lettres de Londres l'annonçaient également. Les papiers officiels, communiqués depuis au Parlement, ne permettent guère de douter qu'au moment du moins (?) la nouvelle n'ait été vraie. Comme depuis cette négociation s'est rompue, il est difficile de juger quelle a été l'intention de l'Empereur. A-t-il cru devoir subordonner l'intérêt de la France à celui de la paix générale et voulait-il en effet nous sacrifier? Ce rapport heureux dont j'ai développé les progrès, lui a-t-il fait croire que les obligations de l'alliance avaient cessé? (?) Ou bien imaginait-il une combinaison politique qui aurait dédommagé la Prusse du sacrifice de sa nouvelle acquisition et satisfait aux traités (??), sans prolonger les obstacles de la paix? Ou enfin avons-nous fait tort à sa politique, et, quoi que les ministres anglais en aient dit, les prétendues promesses de la France n'ont-elles été que de ces mots vagues qu'on jette en avant dans les commencements d'une négociation (?), pour ne pas l'effaroucher du premier abord, et pour gagner le temps de mettre quelque chose à la place? Man vergleiche hiemit das Manifest vom 9. October und den Brief des Königs an Napoleon vom 26. September, wie Herr Lombard dort die Sache schildert, man würdige danach jenes seines Verfassers ganz glänzende Raisonnement! „Il serait affreux que cette dernière hypothèse pût avoir été la vraie, et que le Roi se fût perdu pour une erreur. Mais enfin les sources étaient de celles qu'on croit sûres. La nouvelle avait, à nos yeux du moins, les caractères de l'authenticité la plus complète. C'était là la borne des principes du Roi. Il ne pouvait reperdre Hanovre sans perdre tout". — Wußten es denn die großen Politiker nicht, daß man Hannover eben dadurch verlöre, wenn man Krieg mit Frankreich anfinge, oder bildeten sie sich ein, Napoleon ohne fremde Hülfe, ohne Englands Unterstützung zu bezwingen, Napoleon, den Herr Lombard sonst so fürchterlich findet?! — „et le prix de vingt sacrifices, et le dernier gage de sa sûreté, et la seule justification qui restât à son honneur" — Man traut seinen Augen nicht, also gerechte auch

Ich glaube keineswegs, daß der Kaiser Napoleon damals unbedingt entschlossen war, uns mit Krieg zu überziehen. Aber er verstärkte seine Heere in Deutschland, um uns und Oesterreich zu hindern, der Ausführung des Rheinischen Bundes etwas entgegenzusetzen, er umzingelte unsren Staat, um uns zu zwingen, Hannover gegen ein unzureichendes Aequivalent wieder herauszugeben, im Fall der Frieden mit England zu Stande käme, von dem er indessen selbst kaum glauben mochte, sowie denn bald nach der Unterzeichnung Zweifel darüber entstanden, ob der Kaiser Alexander den Frieden seines Bevollmächtigten ratificiren werde.

Die Versicherungen von Freundschaft, von Aufrechterhaltung der intimsten Verbindung mit dem König waren abseiten des französischen Kaisers fortdauernd bestimmt, ebenso wegen Hannover, die Einladung, den nordischen Bund zu errichten, unbedingt begleitet von der Erklärung, daß der Kaiser allen Maßregeln beitreten würde, die der König deshalb gut finden würde.

ihm der Raub, wodurch wir Hannover erworben hatten, zur Ehre des Königs und rechtfertigte solche!? „L'intention de la France prouvée, c'était dans les idées du Roi une agression pure et simple. Pour lui, tout autre calcul avait cessé. Qu'importait en effet, dès ce moment là, l'infériorité de ses forces? Il n'avait plus que le choix de tomber avec honneur ou de rester debout comme un lâche, pour tomber peut-être plus tard". — Eine Argumentation, die Herr Lombard 1799, 1803, 1805 dem König hatte halten und nicht dringend genug empfehlen können! — „La question ainsi posée, cet homme circonspect fut le plus décidé des hommes." — O des elenden Schmeichlers! — Es ist besser, sein weiteres Raisonnement nicht zu verfolgen. Genug, wir sehen, Hannover war die Haupt-Ursache des Kriegs. Mit dieser Erwerbung hatte der Graf von Haugwitz sein ganzes voriges Benehmen beschönigen wollen; wurde es uns entrissen, so blieb ihm gar nichts mehr übrig, um seine Blößen zu decken. — Aber warum lenkte er nicht ein, als er einsah, die Gefahr wegen Hannover sei so groß nicht? — Da fürchtete er die öffentliche Meinung und den Verlust seiner Stelle. Lombards ganzes Werk enthält so viel Unwürdiges und Widersprechendes, so viel Sophistisches und Unwahres, so viel Herabsetzendes für den König, auf den er Tadel wirft, indem er ihn lobt, daß es den größten Unwillen gegen ihn erregen muß.

Zeichnete sich da unser Betragen nicht von selbst vor? Wir mußten uns auf das allersorgfältigste hüten, nicht der angreifende Theil zu sein, aber in der Stille und im größten Geheimniß alles vorbereiten, um einen kräftigen Widerstand zu leisten, falls wir angegriffen würden. Der Graf von Haugwitz hatte auf die Bekanntmachung des Rheinischen Bundes, das Anerkenntniß desselben ohne alle Bedingung folgen lassen.

Mußte es nicht dergestalt geschehen, daß der König sich in Absicht auf den Nordischen gleiche Rechte vorbehielt, daß man gleich offen die Grenzen erklärte, die man diesem zu geben gesonnen sei, die deshalb erforderliche Aufstellung von Truppen selbst freundschaftlich anzeigte und alles so nahm, wie es wörtlich aus der französischen Erklärung genommen werden konnte, daß man nicht das mindeste Mißtrauen zeigte? Konnten nicht unter jenem Vorwande, unter dem unsres Kriegs mit Schweden, der Besorgniß, daß Rußland oder Oesterreich sich unsern Absichten entgegensetzen möchten, Truppen bewaffnet und auf Punkten zusammengezogen, oder so dislocirt werden, daß sie einen französischen Angriff mit Erfolg abzuhalten im Stande gewesen wären? Es war nichts leichter, als Rußland, und wenn man sich klug benahm, auch Oesterreich in das Vertrauen zu setzen, und ein Corps, das zum Schein eine drohende Stellung gegen Böhmen nahm, war auch dazu geschickt, zur Vertheidigung gegen Frankreich gebraucht zu werden. Rußland war mit einem Wink zu vermögen, eine Armee bis an die Grenzen vorrücken zu lassen, als ob es uns bedrohe, und auch dieses gab uns den Vorwand, unsre Kriegs-Anstalten *im Lande* zu verstärken. Kein Mann mußte vorerst den Fuß außerhalb unsrer Staaten setzen. Man mußte nur eventuell gegen Frankreich armiren, und daher auch allen Schein, daß dieses der Fall sei, möglichst sorgfältig vermeiden.

Aber die Festungen mußten bewaffnet und mit Lebensmitteln versehen werden, anstatt daß man erst spät anfieng, selbst Magdeburg einigermaßen herzustellen, und alle übrigen vernachlässigte;

man mußte alles, was zum Kriege gehört, vorbereiten, Magazine anhäufen, die Waffen-Depots vermehren und in Sicherheit bringen, vorzüglich die Volksbewaffnung, die man durch sogenannte Reserve-Bataillone bewirken wollte und darüber man viel und lange schrieb, ohne etwas zu Stande zu bringen, auf eine zweckmäßige Art einrichten.

Ich kam den 15. (August) spät Abends wieder in Berlin an, blieb aber nur bis den 16. Nachmittags da, weil ich mich nicht aufhalten und mir das Ansehen geben wollte, als wolle ich mich zu den Geschäften drängen. Ich hatte Ursache, empfindlich darüber zu sein, daß mich der König nicht zu Rath zog, da zumal die jetzt doppelt wichtige geheime Unterhandlung mit Rußland in meinen Händen war. Das Verfahren des Grafen Haugwitz bewirkte bei mir den Entschluß, gar nicht wieder zu ihm zu gehen, da die äußerlichen Bezeigungen von zärtlicher Freundschaft durch den Contrast, in dem sie mit seinen Handlungen standen, nur Unwillen und Ekel erregen konnten.

Den 18. August bekam ich durch den russischen Gesandten diejenigen Depeschen und Mittheilungen aus Petersburg, welche nachstehender Bericht, den ich den 19. an den König abgehen ließ, mit der Anlage vom Grafen von Goltz an mich, näher zeigt:

Le sieur d'Alopæus vient de me faire parvenir la lettre ci-jointe de l'Empereur de Russie pour Votre Majesté. Il m'annonce en même temps que le contre-acte de celui du 1er juillet est entre ses mains, mais que devant me le remettre en personne et étant sur le point de partir pour Leipzig, où il avait accepté un rendez-vous avec le duc de Weimar, il ne pouvait venir à Tempelberg plus tôt que le 26 de ce mois sans trop attirer l'attention.

L'Empereur Alexandre a signé les obligations dont la Russie devait se charger envers la Prusse telles qu'elles sont énoncées dans l'acte du 1er juillet, à l'exception de l'article 3, qui regarde la Suède et qui a eté omis. Je place ici la

teneur de cet article et de celui auquel il se rapporte, afin que Votre Majesté puisse d'abord s'en informer; article 3 des engagements de la Russie: „de prendre des mesures efficaces et promptes pour contenir la Suède et rétablir la liberté du commerce dans la Baltique, ainsi qu'il a été énoncé plus haut à l'article 4“; article 4 des engagements de la Prusse: „un des objets essentiels des engagements que Nous prenons réciproquement étant le maintien du repos et de la tranquillité du nord, Nous étendrons également Notre garantie commune stipulée par l'article précédent sur les États du Roi de Suède, dès que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies aura amené ce prince, en vertu de notre alliance avec elle et par tels moyens qu'elle jugera les plus prompts et les plus efficaces, aux termes de modération que nous avons proposés, et que nommément la liberté du commerce de la Baltique sera entièrement rétablie“. L'Empereur a cru trouver dans ses relations avec l'Angleterre des obstacles insurmontables pour se conformer entièrement à vos désirs, Sire; mais il assure cependant vouloir faire tout ce qui dépendra de lui pour remplir le but de Votre Majesté. Elle daignera voir dans la lettre également ci-jointe (S. 94) du comte de Goltz les pourparlers qui ont eu lieu à cet égard entre lui et le baron de Budberg, et voudra bien me faire connaître ses hautes intentions, si elle veut accepter l'acte avec l'omission de l'article 3, et si par conséquent elle m'autorise à le recevoir ainsi des mains du sieur Alopaeus.

N'étant pas au fait de la situation politique du moment et des motifs des dernières mesures guerrières que vous venez de prendre, Sire, je dois simplement me borner à demander vos ordres que j'exécuterai avec exactitude. J'ai hésité si je devais mettre la lettre du comte de Goltz sous vos yeux, Sire, parce qu'il y est trop question de moi; mais il me paraissait indispensable que Votre Majesté fût mise exactement au fait de ce qu'elle contient sur l'objet principal, et j'ai cru indécent de lui en communiquer un extrait. Je n'ai aucune prétention

que celle d'avoir toujours voulu faire preuve de mon zèle pour Votre Majesté et pour son service. Être utile avec mes faibles talents, avoir son approbation et sa confiance entière, ne point m'écarter du chemin de l'honneur, c'était là toute mon ambition, et si j'ai été la dupe de la cabale, je ne m'en regarde nullement comme la victime, je m'en console volontiers, et je ne nourris que le sentiment du mépris pour les trompeurs et l'art de tromper. Loin d'attacher du prix au prestige qui environne les grandes places, toute mon inclination me porte plutôt à la simplicité et au repos, dont je n'ai fait le sacrifice qu'au devoir. Mais dans ma retraite, je ne puis être indifférent à v o t r e o p i n i o n, Sire, et je vois avec peine qu'on travaille à la rendre défavorable, sans que probablement Votre Majesté s'en aperçoive. Je ne cesse de recevoir — pourquoi ne le dirais-je pas avec franchise et sans craindre de déplaire à mon souverain équitable? — je ne cesse de recevoir des ordres de cabinet dans les affaires de Franconie que mon attachement seul pour des provinces que Votre Majesté honorait de ses bontés particulières m'avait fait désirer de garder encore, dont le contenu souvent injuste et contraire à votre cœur et à vos assurances, dont le style dur et pénible pour un homme qui n'a rien fait pour perdre vos bonnes grâces, Sire, ne peuvent être dans vos intentions. Pardonnez-moi cet épanchement. Il m'importe trop que Votre Majesté ne me juge et ne condamne mon administration sur les rapports partiaux qu'on lui en fait, et qu'elle daigne se rappeler ce que je pris la liberté de lui dire à Berlin, dans le cabinet de la reine. Je me renferme dans ce moment dans cette humble prière, mais je me réserve ma justification pour de bonnes raisons à l'époque où j'aurai pu terminer les affaires difficiles causées par la cession d'Anspach, la mauvaise volonté de ceux qui devraient me faciliter ma besogne et les indignes procédés de la Bavière. Fort de ma conscience et sûr de n'avoir rien à me reprocher,

d'avoir géré les affaires non sans fruit pour Votre Majesté et ses sujets, j'ose me flatter qu'alors elle daignera ou bien me garantir du vif chagrin de me voir presque toujours désapprouvé et réprimandé sans que je l'aie mérité et à la face de ceux auxquels elle m'a préposé, ou qu'elle me dispensera entièrement de devoirs qui me deviendraient insupportables du moment où je ne pourrais plus compter sur ses bontés, sa confiance et son soutien. Pénétré de confiance dans la personne de Votre Majesté, j'endurerai tout en attendant avec résignation, et je la supplie de garder cet épanchement, qui n'a d'autre motif que d'obvier aux impressions que je serais au désespoir de la voir prendre contre moi, pour elle seule.

Qu'elle me pardonne encore d'appeler sa très gracieuse attention sur l'article souligné de la lettre du comte Goltz, et que je lui représente: que c'est sur les instances du général Zastrow à Alexandersbad, sur celles du duc de Brunswick et sur deux rapports que j'eus l'honneur de lui faire, que Votre Majesté s i g n a la promesse que le comte Goltz réclame. Je sais que le comte Haugwitz s'est aussi intéressé pour cet objet. Daignez donc, Sire, le terminer conformément à cette promesse et me dire si j'ose reproduire officiellement cette affaire?

Tempelberg, 19 août 1806. Hardenberg.

A n l a g e:

Lettre du Comte de Goltz au Baron de Hardenberg.

Monsieur le Baron. J'ai très bien reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 2 juillet (S. 51), de même que ses annexes, et j'ai véritablement éprouvé un sentiment bien réel d'admiration en apprenant par son contenu les modifications que Votre Excellence est parvenue à faire agréer comme bases de nos relations futures

et secrètes avec la Russie. Il y a quelque temps que mon opinion sur la nécessité et l'importance de cet engagement avait été sensiblement altérée par la crainte que, plus tôt qu'il ne faudrait peut-être et que nous n'y fussions suffisamment préparés, les circonstances nous entraîneraient, en vertu de sa teneur, à prendre le parti d'une cause qui me paraît étrangère aux véritables intérêts de la Prusse; et j'avoue que le changement du ministère, et les raisons auxquelles on l'avait d'abord attribué, n'avaient pas peu contribué à m'inspirer ce degré de timidité qui me faisait regarder le maintien de notre neutralité comme le parti le plus prudent et le plus convenable à prendre. C'est dans ce sens que j'ai écrit la lettre que j'ai fait passer à Votre Excellence par l'entremise du président de Seegebarth. Mais mes idées ont été rectifiées du depuis, et si je craignais alors que le nouveau ministère déploierait peut-être une détermination trop hasardée et trop précipitée, j'ai à présent la pleine conviction que le système n'a nullement changé, et que la même précaution et les mêmes principes de modération qui ont caractérisé le ministère du prince de Czartoryski sont également adoptés et suivis par le baron de Budberg, qui me paraît avoir une manière de voir qui, sous certains rapports, peut encore plus nous convenir que celle de son prédécesseur. Il est certain que la Russie ne cherche pas à provoquer la guerre, mais que se voyant menacée de tout côté, pendant que de plus d'une part on fait des tentatives pour mener les choses au terme d'un rapprochement avec la France, elle fait des préparatifs qui sont poussés au point à faire illusion sur le motif qui les dicte. Je félicite le Roi d'avoir pris un parti qui, au milieu de toutes les contradictions et de tous les dangers de la chance présente des affaires, en consolidant ses relations avec le meilleur de ses alliés et amis, lui assigne d'avance le seul rôle capable de maintenir la dignité, la gloire et la sûreté de sa couronne. L'incertitude où le comte de

Haugwitz tient les intérêts de la Prusse n'aurait jamais pu durer à la longue; nous avions déjà perdu la confiance de nos alliés, il était temps de la rétablir; nous ne pouvons pas compter sur la France, elle n'est l'amie de personne, mais nous ne sommes pas pressés à rompre avec elle, la Russie même ne l'exige pas, et en cas de guerre inévitable nous aurons au moins un ami qui nous assistera de cœur et d'âme. C'est un grand avantage, Monsieur le Baron! La monarchie vous le doit. Personne ne saurait mieux juger que moi, dans ma place actuelle, combien nous évitons de dangers en nous assurant de la Russie, car personne ne sait mieux que moi à quoi nous exposait déjà notre alliance avec la France, et de quoi nous aurait menacés un plus long attachement au système d'une éternelle tergiversation. Tout est réparé, au moins dans ce pays-ci, par l'acte du 1er juillet; nous pouvons tranquillement voir venir les événements; nous ne risquons plus de faire seuls la guerre à la Russie, et dans une guerre future avec la France, les armées russes et l'argent de l'Angleterre peuvent nous être de quelque utilité, et nous assurer peut-être la possession du Hanovre, que dans aucun cas nous ne garderons à moindre titre. Le baron de Budberg, auquel j'ai été assigné par ordre exprès de Sa Majesté l'Empereur pour tout ce qui regarde notre négociation secrète, m'a témoigné être extrêmement content de la teneur de cet acte, dont la consommation finale lui tient à cœur pour le bien mutuel des deux États. Il m'a dit que Sa Majesté l'Empereur respectait les engagements contractés par le Roi, qu'il était loin d'exiger le moindre changement à cet égard, et que les stipulations qui s'y rapportent pouvaient rester telles que les expose le susdit acte; mais quant aux engagements que contracte réciproquement l'Empereur, il m'a donné à connaître que le 3e article, qui lui assigne un parti actif contre la Suède, dans le but de la contenir et de rétablir la liberté du commerce dans la Baltique, ne pou-

vait pas être accordé par ce monarque. Le baron de Budberg m'a représenté que les relations avec l'Angleterre ne permettaient pas à l'Empereur d'aller au delà de ce qu'il avait fait déclarer au Roi par la voix du baron de Krusemarck; que rester neutre en dernière analyse était le *non plus ultra* de ce qui lui restait à faire; qu'il désirait à la vérité de contribuer à l'aplanissement de nos différends et au rétablissement de la liberté du commerce; qu'il avait fait répéter à ce sujet les remontrances les plus sérieuses; mais qu'il ne pourrait jamais se décider à un parti actif. Je fus peiné de cette observation, j'y opposais mes arguments et mes prières; mais il ne me fut pas possible d'obtenir la chose, et comme je ne me trouvais pas autorisé à entrer en discussion et à admettre des modifications, il fut convenu entre nous que je n'accepterais pas la déclaration réciproque de Sa Majesté l'Empereur, à moins qu'elle ne fût entièrement conforme à la teneur de celle du Roi, et que le baron de Budberg se prévaudrait de cette difficulté pour demander encore une fois les ordres ultérieurs de l'Empereur. Il montra en cela beaucoup de bonne volonté, et après quelques jours d'intervalle, il me déclara ce matin que l'Empereur était décidé à ne rien changer à sa première détermination; qu'il lui avait ordonné de dresser et de soumettre à sa signature, avec omission du susdit article, un acte d'ailleurs entièrement conforme à celui du Roi, et de me déclarer, au cas que je voulusse encore me refuser à l'accepter, que pour ne pas perdre de temps, on n'hésiterait pas de l'adresser au baron d'Alopaeus, dans la ferme persuasion qu'en attendant les affaires de Suède auraient pris une tournure propre à engager le Roi à l'agréer avec ce changement. Je fus obligé de m'en tenir à mon parti, et c'est ainsi que Votre Excellence recevra cet acte des mains du ministre de Russie, sans que j'aie eu la satisfaction de mener la chose au terme prescrit par les ordres de Votre Excellence, ce que j'aurais

surtout tant désiré parce qu'il me paraît probable que, à moins que la Russie ne se décide à intervenir efficacement en faveur du rétablissement de la liberté du commerce dans la Baltique au moins, aucune démonstration sérieuse de notre part, dût-elle même avoir pour le Roi de Suède la perte de la Poméranie pour suite, n'engagera jamais ce prince à lever les entraves occasionnées par le blocus de nos ports. Le baron de Budberg m'a dit qu'à la représentation du Danemark, qui réclame sérieusement contre les mesures et les principes adoptés pour cet effet par le Roi de Suède au détriment de tout ce que les puissances du nord ont fait jusqu'ici pour maintenir la liberté et la neutralité de la Baltique, l'Empereur avait cru devoir parler très sérieusement sur cet objet; que le courrier porteur de la présente était chargé des ordres relatifs à cela pour le baron d'Alopaeus; que ce n'était qu'un premier pas, et que le plus ou moins de succès qu'il aurait motiverait ce qui reste encore à faire à cet égard. Le ministre m'a fait sentir à cette occasion que cette détermination abondait dans le sens du Roi, et qu'on pouvait être sûr par conséquent, et quoique Sa Majesté l'Empereur eût eu de la difficulté à agréer le 3e article des engagements stipulés dans l'acte du 1er juillet, il ne perdrait pas moins aucune occasion pour travailler en faveur du but désiré. De même ce ministre m'a dit que, quant à l'affaire du Hanovre, Sa Majesté l'Empereur se proposait de s'en expliquer franchement par une lettre autographe en réponse à celle du Roi, qu'il m'en procurerait une copie, et que je verrais alors que le Roi ne saurait pas manquer d'en être content. Je le désire de tout mon cœur, car il est bien temps qu'on commence une fois à se familiariser avec l'idée d'une possession permanente en faveur de la Prusse, telle que l'exige vraiment l'intérêt du continent et du nord de l'Allemagne. Je crois qu'on n'y est pas entièrement contraire ici, au moins on ne nous envierait pas cette acquisition; mais les rapports dans lesquels on

se trouve avec l'Angleterre ne permettent pas qu'on se prononce à ce sujet. L'Angleterre continue, en attendant, à montrer la plus grande opposition, et une dépêche adressée à lord Gower peu avant son départ que j'ai vue déclare que jamais, sous aucune condition et à aucun titre, le cabinet de St. James ne souscrira à cette acquisition pour la Prusse, tout comme d'un autre côté on veut savoir ici que la France même ne désire pas que ce pays nous reste, ce que je conçois très aisément, vu qu'il n'est pas de son intérêt que la Prusse arrondisse et consolide ses frontières, et ce qui devrait, à ce qu'il me semble, précisément être une raison pour la Russie pour se décider à nous le garantir. Le baron de Budberg revient à l'idée qu'il serait peut-être fort bon, pour rendre le cabinet de St. James un peu plus coulant sur cet objet et sur les mesures qui en découlent, de mettre le sieur Fox, au moins individuellement, au fait de ces engagements secrets; mais je lui ai représenté tout le danger de la publicité, et je l'ai conjuré de ne lui en donner aucune communication, à moins d'en être auparavant convenu avec Votre Excellence, ce qu'il m'a positivement promis. D'ailleurs il lui tarde d'apprendre bientôt que le Roi ait agréé le changement fait dans la déclaration réciproque de l'Empereur, et moi-même je fais des vœux pour que cet incident ne diffère pas la conclusion d'un arrangement que, avec les modifications adoptées par Votre Excellence, je regarde comme le pivot de la sécurité et du bien-être futur de la Prusse. Je ne peux pas assez vous dire, Monsieur le Baron, combien la détermination du Roi et cette nouvelle preuve de sa confiance et de son amitié a fait plaisir à l'Empereur. La confiance est entièrement rétablie, et les affaires n'en iront que d'autant mieux, et si une tournure favorable de circonstances permettait encore à Votre Excellence de reprendre la direction des affaires, l'Empereur serait au comble de son contentement, car certes il lui rend parfaitement justice et paraît, comme de raison,

lui accorder une confiance plénière. Je m'attends à cet événement, Monsieur le Baron, et je fais des vœux pour cela. Le comte de Haugwitz ne peut pas se soutenir, et il n'apprendra pas plutôt l'engagement présent et secret, qu'il sera peut-être disposé lui-même à rendre le portefeuille. Aussi cela est-il effectivement à désirer, vu que, quoique l'on ne puisse pas nier qu'on lui donne peut-être bien des torts non mérités, il est certain cependant que la différence entre le langage confidentiel et officiel ne peut produire à la longue que de très grands inconvénients. Je suis déjà souvent dans le cas de ne pas savoir de quel bois faire flèche, et en vérité, il faut plus que du bonheur pour ne pas finir par se compromettre. J'ai pris jusqu'ici le parti de dire sans ménagements les choses telles qu'elles sont, mais je vous supplie, Monsieur le Baron, de bien expliquer au Roi que, si j'ai paru souvent peut-être plus alarmé qu'il n'aurait fallu dans mes rapports, ce n'est pas sans raison que j'ai tenu ce langage, pour porter le comte de Haugwitz à ne pas se précipiter dans ses déterminations. Les choses iront mieux dès aujourd'hui, car certes l'acte du 1er juillet me donnera quelques droits de plus à la confiance du baron de Budberg, et je tâcherai d'en tirer parti pour le bien du service.

Ma position est plus que difficile, et le Roi me ferait une grâce en m'enlevant d'ici. Mes affaires particulières empirent de plus en plus, et si le Roi ne me rend pas le bienfait qu'il m'avait déjà accordé par l'intervention de Votre Excellence, je ne saurais que lui demander ma retraite. J'en suis inconsolable, mais vraiment les circonstances m'en font la loi. Je reçois de si tristes nouvelles de chez moi, depuis que, bien malgré moi, j'ai dû manquer de parole à tout le monde, que je ne sais plus comment faire face à tant d'embarras. Je mets mes intérêts entre les mains de Votre Excellence, car quoique le comte de Haugwitz me comble de belles assurances, le fait ne

répond pas à mon attente, car je suis toujours encore dans la même incertitude. Je n'ai pas le temps d'entrer dans d'autres détails. Je suis très pressé d'envoyer cette lettre au baron de Budberg. J'aurai peut-être bientôt une autre occasion pour y suppléer.

Saint-Pétersbourg, 27/15 juillet 1806. Goltz.

Der russische Gesandte schrieb mir:

Je n'ai pas échappé à la censure comme je l'avais prévu, nul n'est tenu à l'impossible, me suis-je dit. Cependant le baron de Budberg a terminé sa dépêche par le passage suivant: „vous verrez par la contredéclaration signée par Sa Majesté Impériale que l'on n'a rien changé à la teneur de ces obligations, et que toute la différence qui se trouve entre les deux actes consiste en ce que l'article 3 des engagements que Sa Majesté Prussienne comptait faire contracter à l'Empereur a été omis par les raisons ci-dessus, de manière que Sa Majesté Impériale n'a proprement consenti à se charger que des points qui avaient déjà été convenus précédemment. La nature des discussions actuelles entre la Prusse et la Suède ne pouvait être prévue à cette époque, et d'ailleurs, puisque Sa Majesté Prussienne a jugé pouvoir s'en prévaloir pour faire des changements notables aux obligations dont elle devait se charger, et nommément aux articles 4 et 7 de sa déclaration, il est incontestable que notre auguste maître était également en droit de ne point contracter un engagement que, par les motifs énoncés plus haut, il devait trouver inadmissible“.

Diese russischen Depeschen waren durch einen Zufall sehr lange aufgehalten worden. Zugleich mit ihnen erhielt ich vom Fürsten Czartoryski das nachfolgende Schreiben, dem ich die nachher ertheilte Antwort gleich beifüge:

Monsieur le Baron. Je ne saurais quitter la carrière politique sans exprimer à Votre Excellence mes remercîments les plus vrais pour les preuves précieuses de confiance qu'elle

a bien voulu me donner pendant que je l'ai parcourue. Depuis mon entrée au ministère, j'ai constamment été animé du désir d'unir la Prusse et la Russie par des liens réels, efficaces, et à l'épreuve des vicissitudes que les temps critiques dans lesquels nous vivons pourraient amener. Cette union, telle que nous l'entendions l'un et l'autre, était, selon moi, le moyen le plus sûr et le seul conforme aux intérêts des deux pays par lequel l'Europe pouvait être sauvée de son état actuel. Ce sera pour moi toujours la source d'un bien sensible regret de n'avoir pas pu terminer une œuvre aussi salutaire et qui, grâce à vos soins, semble déjà promettre une issue favorable, mais surtout de n'avoir pas été destiné à réunir mes efforts et mes soins à ceux de Votre Excellence pour réaliser les heureux effets qui devaient en résulter.

Votre Excellence voudra bien considérer la présente comme une marque de la confiance que je place dans ses bonnes dispositions à mon égard, et du prix que j'attache à leur continuation et à son opinion. Je n'ai pu résister, Monsieur le Baron, au désir de vous exprimer les sentiments que m'a inspirés la conduite noble et patriotique que Votre Excellence a tenue dans les circonstances difficiles où elle s'est trouvée, et qui lui a attiré pour toujours l'estime de tous les gens de bien en Europe. Permettez que je joigne à ce suffrage général, et qui vous est dû à tant de titres, l'assurance réitérée et sincère de mon attachement et de ma haute considération.

Saint-Pétersbourg, 14/26 juillet 1806. A. Czartoryski.

Lettre du Baron de Hardenberg au Prince de Czartoryski.

Mon Prince. Le souvenir flatteur dont Votre Excellence a bien voulu m'honorer m'a causé la plus vive satisfaction, comme celui des relations officielles dans lesquelles nous nous sommes

trouvés me sera toujours infiniment précieux. Quelle que soit notre situation personelle, nous partagerons toujours, j'en suis bien sûr, le contentement de voir nos augustes souverains unis et les liens entre la Russie et la Prusse de plus en plus resserrés. Veuille le ciel que par leurs efforts l'Europe soit encore sauvée de la honte et de l'esclavage! L'estime et l'approbation de personnes aussi respectables à tous égards que vous, mon Prince, fait mon plus grand bonheur. Comptez, je vous prie, que celle que vous m'avez inspirée est bien sincère, et que, glorieux de vos bontés, de votre amitié et de votre confiance, je ferai constamment tout ce qui dépendra de moi pour en être digne et pour vous prouver mon attachement et ma haute considération.

Tempelberg, 11 septembre 1806. Hardenberg.

Dem Wunsche des Herrn von Alopaeus gemäß, der das Aufsehen öfterer Reisen zu mir nach Tempelberg befürchtete, gieng ich den 25. August nach Berlin, wozu mir Privatgeschäfte leicht den Vorwand gaben, und da ich vom König keine Antwort erhalten hatte, erinnerte ich an sie durch nachstehendes Schreiben:

Le sieur Alopaeus ayant désiré ne point se rendre à Tempelberg pour éviter les interprétations dans la crise présente, m'a beaucoup pressé de chercher quelque prétexte pour venir en ville. Il m'a été facile d'en trouver, et ce ministre vient de me remettre l'acte signé par son souverain. N'ayant pas reçu les ordres que j'ai pris la liberté de demander à Votre Majesté le 19 de ce mois (S. 91), je n'ai pu prendre sur moi de recevoir officiellement cette pièce, mais je viens d'en tirer une copie, que je m'empresse de mettre à vos pieds, Sire, en vous priant de me munir de vos hautes intentions. Je dois observer que je ne suis nullement au courant des événements, comme c'était l'intention de Votre Majesté. Tout ce qui concerne la crise importante du jour ne m'est connu que par les bruits publics. Je dois par conséquent me borner absolument à lui demander ses volontés et à les exe-

cuter avec zèle et avec exactitude. Toutefois je ne puis pas lui cacher que le sieur d'Alopeus m'a témoigné beaucoup d'impatience d'avoir une réponse décisive sur l'acceptation de l'acte susmentionné, et en même temps de l'inquiétude que, d'après l'intimité établie entre les deux cours, on n'informe pas en confidence et assez complètement l'Empereur, son maître, des plans conçus pour la confédération du nord de l'Allemagne. Si l'on mettait l'Empereur au fait par la voie secrète, il croit que toute impression nuisible serait prévenue avec succès, qui d'ailleurs ne laisserait point d'avoir lieu. Je dois abandonner à Votre Majesté le poids qu'elle voudra donner à cette ouverture.

Berlin, 26 août 1806. Hardenberg.

Ich blieb bis den 28. Abends in Erwartung einer Antwort in der Stadt, gieng aber, als ich sie auch da noch nicht hatte, auf mein Landgut zurück.

In Berlin hörte ich nichts als bittere Beschwerden über den Grafen von Haugwitz. Der Minister von Waitz und der Präsident von Haenlein klagten, daß man gar nicht mit ihm von der Stelle komme. Diese Langsamkeit in Absicht auf den wichtigsten, dringendsten Gegenstand war unverantwortlich. Die Gährung gegen ihn und gegen die Kabinets-Räthe war ungemein groß und allgemein. Ich muß hier nachholen, was seit dem Monat Mai in dieser Hinsicht vorgefallen war, da es für die Geschichte wesentlich nothwendig ist.

Die allgemeine Unzufriedenheit über den Wiener und den Pariser Traktat und die häufigen Beschwerden gegen die Kabinets-Regierung und den Grafen von Haugwitz hatten schon im April mehrere der ersten Staatsmänner vermocht, auf Maßregeln zu denken, wie man dem König wirksame Vorstellungen dieserhalb machen könne. Die Staatsminister Freiherr von Stein und von Schrötter, der General-Lieutenant von Rüchel, der General von Phull vereinigten sich zuerst zu diesem Zweck. Man machte mich mit der Absicht bekannt, aber ich konnte in meinem Verhältniß nicht

Theil an den gemeinschaftlichen Maßregeln nehmen, da ich gewissermaßen ein Gegenstand derselben war, dem König meine Ueberzeugung schon dargelegt hatte und in Betracht kam, daß sich gewiß noch Veranlassungen finden würden, wo ich allein besser für den Zweck zu wirken im Stande war, als in jener Vereinigung. Die weiteren Schritte geschahen diesem nach, ohne mich zu Rath zu ziehen, und ich gieng meinen eigenen Gang.

Der Minister von Stein ließ der Königin im Mai zuerst einen Aufsatz überreichen [1].

Es war allerdings das beste Mittel, sich an die Königin zu wenden, um zu erfahren, auf welche Weise dem Könige solche Vorstellungen mit Erfolg gemacht werden könnten; es war überdies das einzige, um dasjenige anzubringen, was das eigene Benehmen des Königs betraf. Wurde dieses nicht geändert, so waren alle andren Verbesserungen vergeblich. Hauptsächlich aus diesem Grunde benutzte ich die Gelegenheit, wo die Königin in Pyrmont war, um an den mit ihr dort anwesenden Fürsten von Wittgenstein den nachstehenden ostensiblen Brief zu schreiben:

„Ich habe Ihre Briefe vom 13. v. M. aus Cassel und vom 21. v. M. aus Pyrmont erhalten, lieber bester Freund, und meine Antwort bis zu einer ganz sicheren Gelegenheit verspart, um Ihnen über die wichtigen Gegenstände, die der Vorwurf so mancher vertraulichen Unterredung unter uns in Berlin und Cassel waren, und die mein Gemüth hier in meiner ländlichen Ruhe mehr als jemals beschäftigen, mit gänzlicher Herzensergießung zu schreiben. Der Herr von Alopaeus wird Ihnen diesen Brief zustellen. Sie können mir ohne Rückhalt durch ihn oder unter Couvert des Herrn von Seegebarth antworten.

Vor allen Dingen empfangen Sie nochmals meinen herzlichsten Dank für Ihre seltene Freundschaft und für die neuen Beweise, welche Sie mir davon in Cassel gaben. Nachdem ich Sie verließ, habe ich meine Reise planmäßig fortgesetzt und bin den

1) Der Aufsatz ist bei Pertz, das Leben des Ministers Freiherrn von Stein, Band I, 331 flg. nach einer unvollständigen Abschrift mitgetheilt.

11. Juni wieder in Berlin eingetroffen. Am 12. meldete ich dem König, daß ich seine Befehle erwarte, und wurde auf den 13. um 1 Uhr durch ein Billet unsrer lieben vortrefflichen Königin in seinem Namen nach Charlottenburg in die Zimmer derselben beschieden, wo ich ihn allein sprach. Es war mir unendlich leid, daß ich die Königin nur einen Augenblick wie im Vorbeigehen sprechen konnte, da ich gewünscht hätte, ihr so vieles zu sagen. Wir wurden aber gleich unterbrochen. Was Sie mir von den gnädigen Gesinnungen derselben gegen mich sagen, hat mich unaussprechlich glücklich gemacht. Sie ist für mich das Ideal der weiblichen Vollkommenheit, der Schönheit, Grazie und aller liebenswürdigen Tugenden; auf ihre richtige Einsicht, ihren Patriotismus und ihr Ehrgefühl setze ich noch meine einzige Hoffnung; und wie nothwendig es ist, ernstlich an Verbesserung unserer Lage zu denken, wenn wir nicht den preußischen Namen ablegen und uns der Herrschaft Bonapartes ganz unterwerfen, das Schicksal Neapels und Spaniens haben wollen, fühlen Sie mit mir, liebster Fürst, und mit vielen braven Männern. Aber die wichtige Frage ist: wie dazu gelangen? Der Minister Stein hat der Königin durch die Frau von Voß ein Memoire überreichen lassen, welches er mir mitgetheilt hat und mit Veränderung einiger gegen den General Köckritz gerichteter Stellen Willens war, dem König offiziell zuzuschicken. Der Inhalt ist leider durchaus wahr, aber die Sprache so stark und grell, daß der Zweck dadurch gar nicht erreicht, vielmehr gewiß dadurch das Uebel noch ärger gemacht werden würde, indem der König vermuthlich geglaubt hätte, nicht die Stimme der Wahrheit, sondern nur die der Leidenschaft und irgend eines beleidigten, heftig aufgereizten Privatgefühls zu hören. Ich habe Seiner Majestät mündlich sehr vieles gesagt, was mit dem Inhalt übereinstimmt, aber in einem ehrerbietigen, glimpflichen, herzlichen Tone, und doch fürchte ich, eher jene Meinung, als etwas Gutes bewirkt zu haben. In einem Bericht über unsre politische Lage äußerte ich mich mit Freimüthigkeit, aber auch in jenem

Ton. Der König entschied sich in der Hauptsache nach meiner Ansicht; aber er beschuldigte mich dennoch in seiner eigenhändigen Antwort der Uebertreibung, ohnerachtet meine Schilderung noch viel zu sehr couleur de rose war. Der schwache General Köckritz äußert rechts und links, ich sei ein guter Mann, aber zu leidenschaftlich. Das bin ich für das Gute, Wahre, Edle, Kräftige, und ohne diese Leidenschaft sind und bleiben wir elende Menschen. Ich rieth dem Minister Stein, das Memoire nicht zu übergeben, und vor allen Dingen ruhig mit den wenigen patriotischen Männern, die Muth und Herz auf dem rechten Fleck haben, zu überlegen, wie man mit Erfolg die Wahrheit an den König bringen könne, wozu durchaus gehört, daß man bei ihm Ueberzeugung hervorbringe, und in demselbigen Augenblick, wo er das Uebel einsieht, auch die Mittel und Personen darbiete, wodurch dasselbe mit der Wurzel ausgerottet werde. Ich fügte hinzu, daß ich es unmöglich für räthlich halten könne, während der Abwesenheit der Königin Schritte zu thun. Der Minister Stein fand meine Bedenklichkeiten begründet und versprach, meinem Rath zu folgen. Wenn unsre verehrte Königin Ihnen das Memoire zu lesen gäbe, würden Sie, bester Freund, ganz gewiß meiner Meinung beitreten. Aber was soll nun geschehen? Sie kennen meine Denkungsart und meine Empfindungen über unsre traurige, schimpfliche und gefährliche Lage, die der König nicht sieht, und über welche seine Rathgeber einen dicken Schleier zu ziehen stets bemüht sind. Jeder Einsichtsvolle und Unparteiische, jeder von Ehrgefühl nicht ganz Entblößte im Inlande und im Auslande, schaut sie durch, und jeder Schritt, den man im letzteren thut, erhöht das schmerzliche Gefühl und bringt neue Beweise davon bei. Denken Sie an die hessischen Bauern und unsere Anleihe[1])! Wie viele Erfahrungen werden Sie nicht

1) Als für eine Anleihe an den König im Hessischen negociirt wurde, äußerten die reichen Bauern: dem König von Schweden wollen wir unser Geld geben, denn der wehrt sich, aber dem König von Preußen nicht.

Anm. d. Verf.

von der Art gemacht haben! Ich hoffe wenig! Der innere Wunsch, den ich hege, ist Ruhe und Zurückziehung. Ich bin 56 Jahr alt, habe viel Unglück erlebt, besonders in Dingen, die mein Herz ergriffen. Das Geräusch der Welt und äußere Ehre haben keinen Reiz mehr für mich, desto mehr die Natur, die Wissenschaften, und stilles, einfaches, häusliches Leben. Mich kann also nur völlige Gewißheit, dem König und dem Staate wirklich und wesentlich zu nützen, bewegen, wiederum Theil an den Geschäften zu nehmen. Erhalte ich diese, so folge ich der hohen Pflicht, jede andere Rücksicht, meine Kräfte und mein Leben, wenn es nöthig ist, willig aufzuopfern. Habe ich diese aber nicht, so bin ich fest entschlossen, meiner Neigung nach den Abend meiner Tage, entfernt von allem dem Treiben, das zu nichts führt, der ländlichen Ruhe zu widmen. Da ich innigst überzeugt bin, daß es nicht besser werden kann, wenn die Männer, die jetzt den König umgeben, und mit deren Denkungsart und Handlungsweise ich — den Obersten Kleist ausgenommen — so wenig harmonire, in ihren Wirkungskreisen bleiben, da ich sie genau kenne, aus Erfahrung kenne, so bringt mich nichts dazu, mich wieder mit diesen zugleich anzuspannen. Gesetzt aber, wir erlebten hierin eine heilsame Veränderung, so bleibt doch noch die Hauptsache, daß der König mit Thätigkeit und Energie das Ruder lenke, daß er lebhafter fühle: daß die Ehre des Monarchen und des Staats mit dem Glück des letzteren so innigst verbunden sind, daß solche durchaus noch weit heiliger und und unverletzter erhalten werden müssen, als bei Privatpersonen, wenn anders Selbständigkeit und Achtung im Auslande sowie im Inneren, wenn Wohlstand und Vertrauen, Muth und Patriotismus bei den Unterthanen und bei der Armee aufrecht erhalten werden sollen. Er muß fühlen, daß es besser ist, mit Ehren zu unterliegen, und wie Franz I. sagen zu können: tout est perdu fors l'honneur, als sich mit seinen Unterthanen ohne Widerstand unter ein schimpfliches Joch zu schmiegen. Beherzigt der König nicht recht, daß er sich bisher durch schwache und

böse Rathgeber zu Schritten hat verleiten lassen, wodurch die Unabhängigkeit und das Ansehen des einst so hoch geachteten preußischen Staats und sein eigenes auf eine in einem sogenannten militärischen Reiche doppelt auffallende und gefährliche Weise verloren gegangen ist, fühlt er selbst nicht tief, daß nur ein ganz entgegengesetztes Verfahren dieses wieder gut machen kann, so werden alle Veränderungen, alle Verbesserungen höchstens einen kurzen Paroxysmus von Kraft hervorbringen, auf den eine desto größere Erschlaffung unausbleiblich folgen muß, so wie wir es seit dem August v. J. bis zu den unseligen Unterhandlungen des Grafen von Haugwitz erlebt haben. Wer wollte hieran wieder Theil nehmen? Möchte doch der König, dem ich so herzlich ergeben bin, hören, was seine Armee, was sein Volk von ihm sagen; möchte er doch die für seine einzigen, wahren Freunde halten, die ihm die Wahrheit nicht verhehlen! Wie oft sage ich mir mit so vielen Anderen, wie es möglich ist, daß ein Herr von einem so guten moralischen Charakter und so richtiger Urtheilskraft sich mit Menschen umgeben kann, die entweder der Ausbund von Schwäche und Unfähigkeit zu ihrer Bestimmung, oder von Falschheit, verworfener, niedriger Immoralität, oder von unleidlichem Despotismus sind, deren schlechter Ruf allgemein ist, die nirgend, weder im Staat noch auswärts, Vertrauen und Achtung besitzen? Und diesen schenkt er doch ersteres ausschließlich, diese lenken doch allein den Staat, diese rühmen sich dessen öffentlich und drücken alles, was sich nicht vor ihnen beugt. Der Geheime Kabinetsrath Beyme, der Thätigkeit und viele gute Eigenschaften hat, ist durch Herrschsucht und seine Verbindungen mit dem Lombard'schen Hause, durch manche andere böse Einflüsse demoralisirt. Er ist der That nach Premier-Minister und wird es noch dem Namen nach werden, wenn es so fortgeht. Er hat Kenntnisse, aber dennoch bei weitem weder diejenigen, noch die Welt- und Menschenkenntniß und den richtigen Takt, welche eine solche Stelle erfordert, obgleich er sich alles dieses zutraut und mit einem absprechenden Ton alles abfertigt, was nicht seiner Ansicht gemäß ist. Ich hielt

ihn für einen redlichen Mann, für einen zuverlässigen Freund, und gab ihm mein ganzes Vertrauen: er täuschte es schrecklich und zwang mich, meine gute Meinung von ihm aufzugeben. Der Charakter Lombards, sein Betragen und das seines Satelliten und Subalternen Haugwitz und die Schilderung des letzteren übergehe ich, weil viele tausend Stimmen sie so oft darstellten und ich wohl wissen möchte, wo ein Zweifel darüber ist? Dem General Köckritz wünschte ich das beste Schicksal, aber wer kann behaupten, daß er an seiner rechten Stelle sei? Kurz, es ist keine Rettung, keine Ehre, kein Zutrauen möglich, wenn diese Umgebungen bleiben. Gott bewahre mich, daß ich einem dieser Männer persönlich schaden möchte! Wie viele Mittel giebt es denn nicht, sie auf eine ihnen gar nicht nachtheilige Art zu entfernen! Aber ich fürchte, es wird nie geschehen. Der König wird allein nicht erblicken, was Jedermann außer ihm sieht. Traurig wäre es, wenn es wahr wäre, was man in Berlin sagte: die Königin sei neuerlich sehr für Beyme gestimmt. Ich kann es nicht glauben, obgleich er gewiß alles anwenden wird, sich einzuschmeicheln, weil ihm nur das fehlt, um seine Herrschaft fest zu begründen. Unter den Menschen, die mich auf eine höchst schmerzliche Art für lauter Wohlthaten mit Undank belohnen, steht der Präsident Schuckmann obenan. Diesen braucht Beyme mit zu seinen Zwecken und unterstützt ihn. Es gehört zu seinem System, die Autorität und das Ansehen der Minister dadurch zu schwächen, daß er diejenigen gegen sie hält, die ihnen nachgesetzt sind. Ich habe ihm oft und überzeugend bewiesen, wes Geistes Kind der Herr von Schuckmann ist; aber dennoch haben die heimlichen Verhandlungen fortgedauert, und man wird es noch dahin bringen, daß ich auch das Bayreuthische aufgebe. Das will man! Warum entschließt sich der König nicht, ein verantwortliches Conseil von wenigen Ministern zu haben, mit dem er einige Mal, vielleicht nur zweimal in der Woche selbst zu arbeiten brauchte, dahin aber alle wichtigen Staatsgeschäfte, ohne Unterschied ob es militärische oder Civil-Geschäfte wären, in einem

Centralpunkte zusammentreffen müßten? Dann würden dergleichen Dinge nicht möglich sein, als ich erlebt habe, daß man z. B. die Armee im Januar d. J. demobilisirte und nach Haus schickte, ohne daß ich ein Wort davon erfuhr, daß man sich dadurch ganz dem Willen Bonapartes und dem schändlichen, unglücklichen Traktat vom 15. Februar unterwarf. Der König würde mehr Herr bei einem solchen Conseil sein, als jetzt; die Geschäfte, gemeinschaftlich von solchem vorbereitet, würden ihm weit angenehmer werden; tausend Kleinigkeiten könnten wegfallen, und für die Ausführung der nicht einseitig, sondern gemeinschaftlich vorbereiteten und vom König alsdann gefaßten Entschlüsse haftete eines jeden Mitglieds Pflicht und Ehre. Warum sollte sich denn der König nicht eben so gut an rechtschaffene, bescheidene und unterrichtete Minister gewöhnen, als an Kabinetsräthe und Adjutanten? Die Errichtung eines solchen Conseils sehe ich als den ersten wesentlichen Schritt zu unsrer Rettung an. Aus solchem muß nachher das Uebrige folgen. Sie werden fragen, wozu ich Ihnen das Alles sage, da ich Ihnen das Mehrste schon oft mündlich eröffnete? Damit Sie Alles nochmals im Ganzen vor sich sehen, und damit Sie in einem günstigen Augenblicke mit unsrer verehrten Königin darüber desto besser reden und sie um ihre Meinung bitten können, ob noch Aenderung der Dinge zu hoffen sei, und wie man es angreifen müsse, um der Wahrheit bei dem König Eingang zu verschaffen? Bitten Sie sie auf den Knieen, die Sache wohl zu überlegen und mich durch Sie wissen zu lassen, welche Schritte sie für nützlich hält. Ich werde mich lediglich danach richten, ganz still sein, wenn sie meint, wir würden nichts bewirken, handeln, wie sie es vorschreibt, wenn sie Hoffnung hegt. Wird es helfen, wenn man dem König die Sache schriftlich vorstellt, versteht sich, mit wahren, nicht zu heftigen Ausdrücken? Ist es besser, daß Mehrere zugleich es thun, oder Einzelne? Welches ist der beste Zeitpunkt? Wird es insonderheit möglich sein, eine Aenderung der Personen zu Wege zu bringen? Kann die Königin mitwirken oder darf sie sich nicht compromittiren? Sollten Sie,

liebster Fürst, eine Zusammenkunft mit mir nöthig halten, so bin ich am dritten Orte gern dazu bereit. Ihre Verschwiegenheit bürgt mir dafür, daß mich dieser Brief auf keine Weise compromittire; da ich aber keine Abschrift davon zurückbehalte und Alles so hinschrieb, wie es aus der Feder floß, so bitte ich mir solchen so bald als möglich auf sichere Weise zurückzusenden.

Der Königin können Sie nicht genug über meine treue, herzlichste Anhänglichkeit und Verehrung an ihre Person sagen. Ich wünsche nichts als recht häufige Gelegenheiten, ihr solche zu beweisen. Uebrigens behalten Sie mich lieb, und zählen Sie fest auf die Ihnen gewidmeten Gesinnungen Ihres treuen Freundes

Tempelberg, den 4. Juli 1806. Hardenberg."

Ich erhielt hierauf folgende Antwort:

„Die Königin lassen Ihnen, theuerster Freund, die freundschaftlichsten Complimente mit der Bemerkung sagen, daß sie Ihren Brief mit Vergnügen gelesen und darin einen neuen Beweis Ihrer patriotischen Denkungsart gefunden hätten. Ihre Majestät haben den Aufsatz des Ministers von Stein nicht mit hier, er hat den höchsten Beifall, nur sind die Ausdrücke zu heftig und leidenschaftlich abgefaßt. Der Aufsatz würde daher, wenn er hiervon nicht gereinigt würde, mehr schaden als nützen.

Es ist nothwendig, daß der Graf von Haugwitz mit in das wahre Interesse gezogen wird, denn sonst ist kein glücklicher Erfolg zu erwarten. Ihre Majestät werden hierzu selbst die Einleitung zu treffen suchen. Glauben Sie mir, liebster Freund, daß dieses nicht schwer ist; er fühlt, daß er nichts als ein Commis ist, und ist müde, es zu sein; er hat mir dieses noch ohnlängst in einem Schreiben zu erkennen gegeben. Sie können glauben, daß er auf Alles eingeht.

Ihre Majestät können nicht öffentlich erscheinen, werden aber mit desto mehrerem Vergnügen im Stillen wirken und hiezu die Gelegenheit finden. Die Königin ist der Meinung, daß die Sache schriftlich vorgestellt werden und daß Mehrere diesen Aufsatz unterschreiben müssen. Auch selbst Männer von Gewicht

bei dem Militär würden einen guten Eindruck machen, wenn sie mit unterschrieben. Haugwitz muß aber nothwendig mit unterschreiben; er thut es auch, sobald er von einer Seite gedeckt ist.

Es ist nicht möglich, daß man sich, theuerster Freund, über alles dieses schriftlich so umständlich äußern kann. Man ist aber mit Ihnen in der Hauptsache einverstanden, und das Uebrige muß mündlich verabredet werden.

Ihren Originalbrief erhalten Sie in der Anlage zurück; die Königin haben mir aber aufgetragen, Ihnen zu sagen, daß sie es Ihnen zur Pflicht machten, auch mein Schreiben und alle Briefe, in denen von ihr Erwähnung geschehe, zu verbrennen. Es ist Ihro Majestät sehr angenehm, von den Gesinnungen des Präsidenten von Schuckmann unterrichtet zu sein, besonders da er sich alle Mühe giebt, sich durch die Prinzessin Solms zu insinuiren. Wenn ich die Zeit hätte, so könnte ich mich noch Stundenlang mit Ihnen unterhalten. Wir würden aber doch nichts Bestimmtes verabreden können. Sie können sich auf das Wohlwollen und, wenn ich sagen darf, auf die Freundschaft der Königin verlassen; es kann Ihren Gesinnungen Niemand mehr Gerechtigkeit widerfahren lassen, als diese Dame. Ich umarme Sie recht herzlich in Gedanken.

Pyrmont, den 13. Juli 1806. Wittgenstein."

Was ich hierauf am 19. August erwiderte, zeigt folgendes:

„Ich habe mich sehr gefreut zu hören, daß Sie im Begriff stehen, nach Berlin zu kommen, liebster Fürst, und hoffe Sie recht bald hier zu sehen, da ich vorerst nicht in die Residenz gehen werde. Ihr werthestes Schreiben vom 13. v. M. habe ich durch unsern Freund Alopaeus richtig erhalten und werde nach Ihrer Vorschrift verfahren, aber mit Haugwitz das Departement je wieder gemeinschaftlich zu übernehmen oder den bewußten Schritt gemeinschaftlich mit ihm bei dem König zu thun, dazu kann und werde ich mich nie verstehen. Er hat mich so oft betrogen und ist mit der Intrigue so bekannt, daß ich von Neuem die Düpe sein würde; überdies ist es mit meiner Ehre nicht vereinbar, mit einem

Manne in Verbindung zu treten, der so allgemein in der Meinung des In- und Auslandes gefallen ist und nirgend das mindeste Vertrauen hat. Sein Betragen gegen mich entspricht immer noch ganz seinem adoptirten Falschheits-System. Weit entfernt, mir wahres Vertrauen zu zeigen, erschwerte er mir von Anfang an die Kenntniß der Geschäfte, und von den letzten wichtigen Gegenständen habe ich durch ihn nicht eine Silbe erfahren. Glatte Worte, wenn wir uns sehen, denen die Handlungen widersprechen — das ist seine Weise. Der unterthänige Diener des Kabinets wirkt er nur durch dieses, wenn er gleich jetzt oft zum König geht. Herr Beyme ist jetzt Alles in Allem und despotisirt Alles unglaublich. Der König soll die ersten besten sechs Civilisten und sechs Militärs herausnehmen und sie fragen lassen, ob das geschieht, was Er will, oder was Beyme will; die Antwort wird nicht zweifelhaft sein. Ich erhalte eine harte, ungerechte und unangenehme Kabinetsordre über die andere in den fränkischen Sachen, in einem Styl, wie man nicht an den geringsten Subalternen leicht schreibt, blos weil ich bei Herrn Beyme in Ungnade gefallen bin. Man arbeitet ganz unstreitig daran, mich in einem falschen Lichte darzustellen und mir Alles Vertrauen des Königs zu entziehen, gewiß auf eine Art, daß er die Absicht nicht merkt. Köckritz, mit dem ich immer auf freundschaftlichem Fuß noch bin, tadelt mich allenthalben und auch beim König, wie ich glaube, daß ich gegen Haugwitz u. s. w. gesprochen hätte, da er im Gegentheil nie etwas gegen mich sage. Begreift er denn den Unterschied nicht? Haugwitz *kann* nichts gegen mich sagen, weil er mir nichts vorzuwerfen vermag. Das ist bei mir umgekehrt. Er und Andere belohnten meine Freundschaft mit abscheulicher Falschheit und betrogen mich schändlich. Indem er nichts gegen mich sagt, *handelt* er desto gefährlicher zu meinem Nachtheile. Mein Charakter ist offen und gerade, ich sage wie ich's denke. Der seinige ist Lug und Trug. Wer verdient nun Tadel? Es wird wirklich je länger, je unbegreiflicher, wie man höchsten Orts noch einem Mann Vertrauen zeigen mag, der so bezeichnet ist, als

Haugwitz. Sprechen Sie mit Waitz, mit Faudel, mit Haenlein, mit Andern; Sie werden sehen, wie die Stimmung gegen ihn zugenommen hat, Sie werden sich überzeugen, daß um der Ehre des Königs und der Königin willen, keine Coalition zwischen ihm und mir mehr möglich ist. Glauben Sie mir, ich sage das nicht, um seine Stelle zu haben, ich finde mich weit glücklicher hier, aber um Sie, mein bester Freund, ganz von der Lage der Sachen und den Bewegungsgründen meiner Handlungen zu unterrichten. Aus dieser Ursache sage ich Ihnen auch, daß der König bei meiner Anwesenheit in Charlottenburg am 3. d. zwar über Tisch einige gleichgültige Worte mit mir sprach, nachher aber absichtlich vermied, an mich heranzutreten, daß ich bis zum 8. in Berlin blieb, ohne ein Lebenszeichen von ihm zu erhalten, daß ich die Königin nicht allein gesprochen habe. Den 9. reiste ich nach Lauchstädt, den 15. kam ich wieder nach Berlin. Während dieser Zeit wurden auf die vom 4. bis zum 8. erfahrenen Dinge, wovon man mir von keiner Seite Mittheilung gemacht hatte, die bekannten, entscheidenden Maßregeln genommen. Ich hielt es für das Beste, gleich den 16., ohne mir etwas merken zu lassen, hieher zu gehen. General Rüchel war in Berlin. Ich habe ihn nicht gesprochen; er hat mir aber das anliegende Memoire durch das ebenfalls anliegende Billet mitgetheilt, welches ich Ihnen im engsten Vertrauen zur Durchsicht schicke, zugleich aber die Bitte hinzufüge, mir beides durch einen sicheren Expressen auf meine Kosten den Tag nach dessen Empfang hieher zurückzusenden, auch sich nie gegen Rüchel merken zu lassen, daß ich es Ihnen mittheilte. Sie werden sehen, daß es in den Händen des Königs ist und er es Seiner Majestät vorlas. Der Inhalt ist ganz gut, nur bin ich damit nicht einverstanden, daß Stein zu der Bestimmung sich schicke, die Rüchel ihm geben will. Er ist ein braver, einsichtsvoller, achtungswerther Mann, aber viel zu tranchant für den König. Ich verstehe dieses aber nicht so, daß Stein nicht von der wichtigen Finanzpartie unmittelbar vortrage, welches sehr gut sein würde; nur insofern

Rüchels Absicht dahin gienge, daraus einen Kabinetsminister für alle Gegenstände statt des Kabinetsraths zu machen. Gestern erhielt ich eine Depesche in der bewußten russischen Sache. Ich lasse hierauf den in Abschrift angelegten Bericht an den König abgehen, den ich Ihnen, bester Freund, auch zur Notiz mittheile (S. 91). Schicken Sie mir aber auch diese Piece, davon ich sonst kein Concept habe, mit den andern und mit diesem Briefe zurück. Der Königin sagen und zeigen Sie, was Sie gut finden. Ich verlasse mich überhaupt ganz auf Ihre Diskretion, und Sie sehen, wie unbegrenzt mein Zutrauen auf Sie ist. Gleiche Gesinnungen hoffe ich von Ihnen, liebster Fürst. Ich umarme Sie recht herzlich.

Tempelberg, den 19. August 1806. Hardenberg.

Die russische geheime Negociation muß ja im Verborgenen bleiben und ihre Existenz nicht geahnt werden".

Das Memoire des Generals von Rüchel, welches in jenem Briefe erwähnt ist, theilte ich seinem Verlangen gemäß dem Minister von Stein mit, wir fanden es beide nicht ganz zweckmäßig[1]).

Die Königin ließ mir durch den Fürsten von Wittgenstein sagen, der König habe mein Schreiben vom 19. August sehr wohl aufgenommen und lasse mir gewiß Gerechtigkeit widerfahren; die Kabinets-Ordres, darüber ich mich beschwere, wären in Augenblicken zur Unterschrift vorgelegt worden, wo es an Zeit gefehlt habe, sie zu lesen, ich würde aber keine von der Art wieder erhalten.

Je mehr die Gefahr eines Krieges heranzunahen schien, desto höher stiegen die Besorgnisse wegen der Personen, denen der König fortfuhr, sein ganzes Vertrauen zu schenken.

Die beiden Brüder des Königs, die beiden Söhne des alten Prinzen Ferdinand und der Fürst von Oranien-Fulda waren unterdessen der oben (S. 101) erwähnten Vereinigung auch mit beigetreten. Letzterer hatte es gewagt, dem König mündlich drin-

1) Das Memoire wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt.

gende Vorstellungen zu machen. Seitdem vermied man ihn und seine Gemahlin, ohnerachtet diese die Lieblings-Schwester des Königs war.

Der Herzog von Braunschweig war eingeladen worden, nach Berlin zu kommen, um an den Berathschlagungen Theil zu nehmen, lehnte dieses aber gänzlich ab. Die Gründe, die er deshalb angeführt hat, sind mir nicht bekannt geworden. Man hatte auch ihn aufgefordert, an der mehr erwähnten Vereinigung Theil zu nehmen, vielleicht wollte er vermeiden, dieses persönlich zu thun. Sein Sohn, der Herzog von Oels, sprach aber mit dem König wie der Prinz von Oranien, aber auch ohne Erfolg.

Endlich wurde am 2. September dem König die beabsichtigte Vorstellung übergeben. Sie war unterschrieben von den oben erwähnten Prinzen des Königlichen Hauses, von dem Prinzen von Oranien, von dem Minister von Stein und von den Generalen von Rüchel und von Phull; sie war sehr ehrerbietig gefaßt, in den Grenzen einer durch Patriotismus und Anhänglichkeit an den König veranlaßten Bitte, und enthielt den Wunsch, daß der König den Grafen von Haugwitz und die Kabinetsräthe von sich entfernen und sich mit einem verantwortlichen wohlgeordneten Staatsrath umgeben möge. Johannes von Müller hatte den Aufsatz gemacht [1]. Der Herzog von Braunschweig hatte nicht mit unterschrieben, aber durch einen besonderen Brief mit zu wirken gesucht, den ich aber nicht kenne und nach dem Charakter des Herzogs mir nicht bestimmt und kräftig denken kann. Anstatt daß einer, höchstens ein Paar der Theilnehmer, sich mit der Vorstellung persönlich zum König hätten begeben sollen, um ihr Eingang zu verschaffen und die Bewegungsgründe dazu dem König in einer herzlichen Sprache darzulegen, wählte man einen höchst unpassenden Weg. Der in Hannover abwesende General von Rüchel, der einzige, der nach seinem persönlichen

---

1) Derselbe ist mitgetheilt von Pertz; Stein, I, 347.

Verhältnisse mit dem König jene Rolle am besten übernehmen konnte, ohnerachtet auch er nicht ganz geschickt dazu war, schickte die Vorstellung durch seinen Adjutanten nach Charlottenburg an den König[1]. Dieser gerieth in den heftigsten Zorn, glaubte in der Sache eine Meuterei zu erblicken und war im Anfang zu starken Maßregeln gegen die Theilnehmer geneigt. Indessen beschränkte er sich doch auf folgende: dem General von Rüchel antwortete er in sehr starken Ausdrücken und verwies ihm die Sache als eine Insubordination; dem General von Phull gab er mündlich einen ähnlichen starken Verweis, worauf dieser, der bestimmt war, als General-Quartiermeister der Armee um die Person des Königs zu sein und dem Generalstab vorzustehen, seine Entlassung von diesem Posten und seine Anstellung in der Armee erbat, aber nicht erhielt. Ihm trug der König auf, dem Minister von Stein sein Mißfallen zu erkennen zu geben. Seinen Herren Brüdern eröffnete er dieses selbst in ziemlich harten Ausdrücken und schickte sie, sowie die beiden Prinzen Ludwig und August, sogleich zu der sich versammelnden Armee; dem Prinzen von Oranien schrieb er, sowie dem Herzog von Braunschweig, letzterem zwar höflich, aber kalt und zurückweisend.

Man hätte die Prinzen des Hauses, wenigstens die Königlichen Brüder, herauslassen sollen, man konnte sich auf ihre Meinung berufen.

Dieser Plan scheiterte völlig.

Ich hatte mittlerweile am 29. August endlich eine Antwort vom König erhalten. Hier ist sie:

Pour donner une nouvelle preuve de la confiance sans bornes que je mets dans les intentions généreuses de Sa Ma-

1) In seinem Journal hat Hardenberg noch besonders angemerkt, daß das Memoire in Gegenwart der Königin überreicht worden sei, und die Königin nicht, wie man erwartet hatte, die Petition unterstützte. In der Autobiographie Steins war es diesem selbst zweifelhaft, ob der König von seinem ersten Aufsatz Nachricht bekommen hat. Die zweite Eingabe schreibt er der Initiative der Prinzen zu, unter denen er aber den zweiten Sohn des Prinzen Ferdinand, August, nicht nennt.

jesté l'Empereur de Russie, et pour ne pas arrêter la confection d'un traité aussi conforme aux véritables intérêts de ma monarchie qu'analogue aux sentiments de mon cœur, je me suis décidé à accepter le traité tel qu'il a été ratifié par Sa Majesté Impériale, savoir sans l'article 3 qui concerne la Suède, et où il s'agit des mesures efficaces à prendre de la part de la Russie pour contenir cette puissance. Ce sera dans ce sens que vous aurez soin de vous en expliquer vis-à-vis de M. d'Alopæus. Il n'en est pas moins vrai que l'entêtement absurde du Roi, qui va toujours de mal en pis, m'occasionne journellement mille embarras de toute espèce. Personne n'ignore que toutes mes démarches sont restées infructueuses et que les offres de médiation faites de la part de la Russie ont été refusées ou déclinées également. Actuellement encore, à peine ce prince fut-il informé de l'évacuation partielle du territoire de Lauenbourg, qu'il se mit en marche pour le réoccuper. J'avais encore espéré quelque succès des missions réciproques de MM. de Krusemarck et de Mellin, mais en vain; l'obstination de ce prince va à un tel point qu'il n'écoute absolument aucun conseil. L'attente de ces dernières explications était en partie la cause du retard que j'ai mis à vous répondre. Je vous envoie ci-joint la lettre de l'Empereur (S. 122), et vous autorise de me faire parvenir un projet de réponse, où vous pourrez faire usage des motifs qui m'engagent à conclure avec la Russie. Il me paraît cependant que, par une juste réciprocité des garanties que j'ai été dans le cas d'accorder en vertu du traité aux possessions de différents États de l'Europe, et nommément à ceux de l'Empereur d'Autriche, que celui-ci en revanche en fît autant vis-à-vis de la Prusse. Ceci est absolument nécessaire pour remplir le but de cet article. On pourrait ajouter un article séparé pour y suppléer.

Si vous me dites être dans l'ignorance des événements du jour, je ne puis que me référer aux conditions que je vous ai accordées, au moment de votre retraite du ministère

des affaires étrangères. Vous n'ignorez pas que je n'ai rien changé depuis. Il est très vrai que de la manière dont les affaires se traitent avec la Russie, par la voie de la double négociation, il pourrait résulter différents inconvénients; mais je crois cependant pouvoir répondre que les ordres donnés au comte de Goltz ne s'en trouveront pas plus contradictoires. Le projet de la confédération des États du Nord de l'Allemagne a été communiqué tout de suite à la Russie et y a été envisagé préalablement sous un point de vue très favorable.

Vous êtes dans l'erreur la plus parfaite si vous croyez que c'est à dessein qu'on vous met des entraves dans la gestion des affaires concernant la Franconie. Si j'ai été obligé de refuser quelques-unes de vos demandes, c'est que le moment actuel n'est guère favorable pour suivre le simple penchant du cœur en accordant des sommes qu'il faut ménager de toute nécessité pour faire face aux besoins du jour. Je vous prie donc de vous tranquilliser, et de croire que depuis longtemps j'ai fixé mon opinion sur la personne d'un ministre dont je sais très bien apprécier toutes les qualités, et que jamais je ne prête l'oreille ni à l'intrigue, ni à la cabale. Je n'ai rien contre que vous reproduisiez occasionnellement les affaires pécuniaires du comte de Goltz; mais il est vrai qu'au fond ce n'est pas le moment non plus. Sa lettre renferme divers éclaircissements que je suis charmé d'apprendre, je vous la renvoie dans l'incluse.

Charlottenbourg, 29 août 1806. Frédéric Guillaume.

Ich ersuchte den Herrn von Alopaeus, unverzüglich nach Tempelberg zu kommen, und erhielt nunmehr aus seinen Händen die Deklaration seines Kaisers so wie sie hier folget:

Nous Alexandre Ier, par la grâce de Dieu Empereur de toutes les Russies, etc. déclarons par le présent acte: que les engagements récemment contractés par le cabinet de Berlin avec le gouvernement français ayant donné lieu à plusieurs explications confidentielles entre Nous et Notre auguste

allié, Sa Majesté le Roi de Prusse, relativement à l'état de guerre qui subsiste entre Nous et la France, et Sa Majesté désirant Nous témoigner combien elle est disposée à écarter tout ce qui pourrait porter la moindre atteinte à l'amitié sincère et à la confiance réciproque qui Nous unit, ou nuire aux liaisons intimes heureusement existantes entre Nous et Nos États, a bien voulu prendre sur elle les obligations ci-dessous, et notamment par une déclaration signée de sa propre main et munie du sceau de ses armes en date de Charlottenbourg du 1er juillet de cette année n. st. Ces obligations sont mot à mot de la teneur suivante: (suivent les articles 1er — 7).

En réciprocité de ces différentes obligations dont Sa Majesté le Roi de Prusse veut bien se charger et que nous acceptons, désirant également de Notre côté prouver à Sa Majesté combien Nous avons à cœur de maintenir et de resserrer les liens d'amitié et de bonne intelligence qui subsistent si heureusement entre Nous, Nous n'hésitons pas de prendre les engagements suivants:

Art. 1er. D'employer constamment la majeure partie de Nos forces à la défense de l'Europe et toutes celles de Notre Empire au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des États prussiens;

Art. 2. De persister dans le système de désintéressement à l'égard de tous les États de l'Europe que Nous avons suivi jusqu'à présent; et

Art. 3. De maintenir dans le plus profond secret les engagements pris envers Nous par Sa Majesté le Roi de Prusse en vertu de sa déclaration du 1er juillet de cette année, n. st.

En foi de quoi Nous avons signé celle-ci et y avons fait apposer le sceau de Nos armes, pour être échangée contre ladite déclaration de Sa Majesté.

A Kamennoï Ostroff, ce 12 juillet 1806. Alexandre.

A. de Budberg.

Das Schreiben des russischen Kaisers, welches mir der König mit dem seinigen mitgetheilt hatte, war folgenden Inhalts:

Avec la lettre de Votre Majesté du 1er juillet, j'ai reçu l'acte secret qu'elle a bien voulu signer le même jour, et qui m'est un nouveau témoignage bien précieux de son amitié et de sa confiance pour moi. Presque tous mes désirs seraient remplis de ce côté, si en même temps Votre Majesté avait cru pouvoir me donner quelque motif d'espoir de concilier ses intérêts avec ceux du Roi de la Grande-Bretagne relativement au Hanovre. Quoique je ne puisse disconvenir de la justesse des raisons qui vous portent à désirer la conservation de ce pays, je ne saurais cependant être d'un avis différent de celui que j'ai déjà énoncé à cet égard, qui est d'ajourner toute discussion sur cet objet jusqu'à la paix générale; et Votre Majesté est trop éclairée, trop juste, pour s'attendre à ce que je lui donne dès à présent quelque assurance qui y serait contraire. Si encore il était permis de se flatter que dans telle combinaison l'Angleterre pourrait renoncer sans effort à ce patrimoine de ses souverains; mais, comme Votre Majesté l'observe très bien, comment prévoir quels seront les moyens que les circonstances nous offriront pour cet effet à la paix générale? Dans cette incertitude, je dois me borner à vous assurer, Sire, que je ne négligerai rien de ce qui pourra contribuer à diminuer et même à faire cesser, s'il est possible, cet état d'aigreur et d'hostilité qui existe entre Votre Majesté et l'Angleterre aussitôt que le résultat des derniers ordres qu'à cet égard j'ai fait transmettre au comte de Stackelberg m'en auront fourni la faculté.

Votre Majesté recevra par M. d'Alopaeus la déclaration que je viens de signer en réciprocité de celle que j'ai reçue de votre part. Je prends par cet acte, et de bien bon cœur, tous les engagements dont nous étions convenus précédemment. Il n'y a que l'article qui m'obligerait en quelque sorte à prendre fait et cause avec Votre Majesté contre le Roi de Suède que je ne saurais admettre. Votre Majesté connaît suffisamment ma manière de penser sur la malheureuse altercation qui subsiste entre elle et le Roi; mais elle connaît aussi les liens de tout genre qui m'unissent à Sa Majesté

Suédoise. Je ne les récapitulerai donc pas ici; mais il me paraît qu'en continuant jusqu'à la fin mes bons offices pour concilier vos intérêts avec ceux de la Suède, en restant simple spectateur des suites que peut avoir ce démêlé si mes soins devaient rester sans succès, et en me bornant alors à déplorer la fatalité du sort qui désunit deux souverains faits pour s'estimer, et cela dans un moment où ils ne devraient avoir qu'un même but, une même volonté, j'aurais fait tout ce que me prescrivent mes devoirs et mes inaltérables sentiments pour Votre Majesté. Je désire bien vivement, Sire, de ne point me trouver dans le cas de vous donner cette preuve de mon empressement à vous complaire, et je compte, dans cette circonstance plus que jamais, sur votre amitié pour moi, ainsi que sur les principes de modération qui vous ont guidé jusqu'ici. Il me serait bien doux de pouvoir encore ajouter cette obligation réelle que je vous aurais à tous mes sentiments d'attachement inviolable et d'amitié à toute épreuve.

Saint-Pétersbourg, 12/24 juillet 1806. Alexandre.

Ich entwarf gemeinschaftlich mit dem Herrn von Alopaeus nachfolgenden Artikel, um dem Zweck des Königs in Absicht auf Oesterreich zu entsprechen:

Sa Majesté le Roi de Prusse ayant, par l'article 3 de sa déclaration du 1er juillet 1806, garanti l'intégrité des possessions d'Autriche telles qu'elles ont été fixées par le traité de Presbourg, Nous prenons par le présent article additionnel à Notre déclaration du 12 (24) juillet 1806 l'engagement de déterminer Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, en réciprocité de cette stipulation, de garantir à son tour l'intégrité des possessions de Sa Majesté Prussienne [1]).

Ferner entwarf ich ein Antwortschreiben an den Kaiser Alexander [2]):

Pénétré de la confiance la plus illimitée dans vos inten-

---

1) Ce projet d'article n'a pas eu de suite. A. d. B.

2) Die in Klammern eingeschlossenen Stellen sind Aenderungen des Königs. Vergl. S. 139.

tions généreuses, Sire, et pour ne pas arrêter la confection d'un traité aussi analogue aux sentiments de mon cœur que conforme aux véritables intérêts de ma monarchie, je n'ai pas hésité d'accepter l'acte du 24 (12) juillet tel qu'il a été signé par Votre Majesté Impériale, sans l'article 3 qui concerne la Suède. (Elle sera déjà instruite, à l'heure qu'il est, que des considérations majeures m'ont fait passer sur bien des choses relatives à mes différends avec cette puissance, et que j'ai cru devoir terminer promptement ceux-ci pour ne pas nuire à d'autres plus graves). Quant au Hanovre, je compte que Votre Majesté Impériale consultera les véritables intérêts du continent, et qu'en attendant que l'Angleterre se persuadera que ceux-ci exigent un sacrifice peu important pour elle-même, vous daignerez employer tous les moyens possibles, Sire, pour faire cesser l'état d'hostilité entre cette puissance et moi, (plus déplacé que jamais dans le moment actuel). Votre Majesté Impériale est entièrement au fait de la situation dans laquelle je me trouve avec la France. (Je n'attends que le retour de mes courriers expédiés pour Vienne et Paris et qui doivent arriver incessamment, pour expédier aussitôt le lieutenant colonel de Krusemarck avec les instructions nécessaires pour remplir le but de sa mission dont Votre Majesté se trouve déjà informée). Je me permets encore une seule observation à l'égard de la garantie des États de l'Autriche dont je me suis chargé, c'est que je compte qu'elle sera réciproque et que vous voudrez bien vous charger, Sire, de m'assurer de la part de cette puissance la garantie de mes États. Puissent les liens qui nous unissent être aussi inaltérables que les sentiments qui les ont formés! Croyez que je serai toujours jaloux de vous prouver ceux-ci, et que je ne cesserai d'être avec la plus tendre amitié et l'attachement le plus sincère etc.

Durch ein Schreiben meines Vetters, des hannöverischen Gesandten in Wien, vom 23. August, welches mir der nach Dresden abgegangene, vorhin in Berlin gewesene Gesandte von Ompteda durch eine sichere Gelegenheit schickte, ließ mir der englische Ge-

sandte in Wien Adair, ein vertrauter Freund des Ministers Fox, den Antrag zu einer Unterhandlung machen, um England und Preußen einander wieder zu nähern. Es wurde dabei gleich erklärt, daß man mit dem Grafen von Haugwitz nichts zu thun haben wolle. Adair ließ mich wissen, daß er Vollmacht habe, im Fall die Maßregeln, welche man jetzt in Preußen nehme, nicht zum Vortheil des französischen Systems abzweckten, mir Anerbietungen zu machen, die mit dem Königlichen Interesse übereinstimmend sein könnten; es sei keineswegs die Absicht, eine abermalige offensive Coalition anzuspinnen, sondern nur, das, was noch existire, zu erhalten und die Mächte zu diesem Zweck unter einander zu verbinden.

Ueber alle diese Gegenstände und diejenigen, die in dem Königlichen Handbriefe vom 29. August enthalten waren, ließ ich mich in einem Schreiben vom 31. August folgendergestalt aus:

Je me suis empressé d'abord après la réception des ordres de Votre Majesté d'inviter le sieur Alopaeus de se rendre ici. Je me suis acquitté de ce qu'elle m'a prescrit, et nous sommes convenus de l'article séparé ci-joint (S. 123) qu'il enverra à Pétersbourg avec le courrier qu'il va expédier.

Dans le projet de lettre à l'Empereur de Russie que je prends la liberté d'envoyer à Votre Majesté, conformément à ses hautes intentions, j'ai cru ne pouvoir mieux faire que d'user, quant à la Suède, des mêmes expressions employées dans celle que vous avez daigné m'adresser, Sire, qui épuisent la matière mieux que toutes autres. Je soumets à votre haute décision si ce que j'ai ajouté relativement au Hanovre, à la France et à la confédération du Nord de l'Allemagne, est à sa place; et si Votre Majesté veut bien me faire parvenir la lettre qu'elle écrira à l'Empereur, je pourrai m'informer de son contenu, la cacheter et la faire passer au sieur Alopaeus pour la faire partir par le courrier qu'il tient tout prêt.

Je dois encore rendre compte à Votre Majesté d'une ouverture qui vient de m'être faite de la part du sieur Adair, ministre d'Angleterre à Vienne et ami intime du sieur Fox, par

mon cousin, le comte de Hardenberg, ministre de Hanovre à Vienne. Le sieur Adair dit avoir des instructions éventuelles très étendues et conformes aux intérêts de Votre Majesté pour s'entendre avec la Prusse, et désire s'en ouvrir envers moi sous le sceau du secret, dans la supposition que la confédération que vous tâchez de former, Sire, et vos armements ne soient pas calculés pour avancer les vues de la France. Il a ajouté que celles de l'Angleterre ne portaient pas sur le renouvellement d'une coalition offensive, mais sur le maintien et la garantie de l'état actuel et de ce qui existe encore. Je crois que, dans tous les cas, il ne peut devenir nuisible que j'écoute les propositions du sieur Adair, qui a la réputation d'un homme d'esprit et d'un caractère sûr et modéré, et je prie Votre Majesté de me dire si elle veut bien m'y autoriser. Il me paraît très vraisemblable que si, à la suite des événements, on pouvait parvenir à écarter la fermeture des ports aux navires anglais, si honteusement imposée à la Prusse par le traité de Paris du 15 février, le blocus des rivières cesserait aussitôt, que l'amitié serait rétablie, et que l'article du Hanovre n'offrirait plus que très peu de difficulté.

Je suis très charmé que Votre Majesté me permette de reproduire l'affaire du comte de Goltz. Rien de plus sage sans doute que les épargnes dans le moment présent; mais si elle considère l'état où le comte se trouve, la promesse que déjà elle a bien voulu lui faire, enfin que si sa ruine le force de quitter son poste dispendieux, la nomination d'un successeur entraînera d'aussi grandes dépenses, qu'enfin la personne du comte est agréable à l'Empereur, avec lequel Votre Majesté vient de contracter les liaisons les plus importantes dont le comte est au fait, elle trouvera le sacrifice de la somme en question du nombre de ceux qui sont les plus nécessaires. J'écrirai au comte pour tâcher encore, s'il est possible, d'arranger l'affaire d'une manière moins onéreuse pour Votre Majesté.

Ce qu'elle daigne me dire sur ses très gracieux sentiments envers moi me rend infiniment heureux. Je n'ai d'ambition,

je le répète, que de les mériter; mais qu'elle me permette de dire que ce ne sont pas ces refus de sommes que j'ai osé demander à Votre Majesté pour des bienfaits, que d'ailleurs son cœur est toujours porté à accorder, dont je me plains. J'entrevois trop bien les raisons qui peuvent s'y opposer ou sembler être dans ce cas. Je ne vous fatiguerai pas dans ce moment des justes objets de mes griefs, Sire; mais il est impossible que je ne me réserve de les reproduire pour ma justification. Du reste je sais très bien qu'un prince aussi droit et aussi loyal que Votre Majesté déteste de prêter l'oreille à l'intrigue et à la cabale; mais elle n'en a pas moins existé et existe encore contre moi et contre tout ce qui ne se plie pas sous le despotisme de ceux qui abusent de son nom, et contre lesquels toutes les voix s'élèvent de plus en plus et dans votre monarchie et au dehors, qui de plus en plus perdent la confiance de l'étranger, de vos propres sujets et de l'armée. Mon devoir est de dire la vérité à Votre Majesté, de ne lui rien cacher de ce qui peut lui être utile ou nuisible. Voilà pourquoi j'ai cru et crois encore avoir l'obligation de lui parler ainsi. Elle envisagera au moins ma franchise sous ce point de vue, j'en suis persuadé, et ne l'attribuera qu'à mon zèle pour sa gloire et mon attachement pour sa personne et aux intérêts de sa monarchie. Qu'elle observe elle-même, qu'elle consulte des personnes éclairées et remplies d'un vrai patriotisme, voilà le vœu que j'ose exprimer. Que Votre Majesté enfin n'ait rien changé aux ordres qu'elle a donnés lors de ma retraite afin que je reste exactement informé de tout, voilà ce dont j'ai été constamment persuadé; mais j'ai pensé par cette raison même qu'il fallait lui dire que je ne le suis pas, et qu'après avoir plusieurs fois rappelé la chose au comte de Haugwitz, je n'ai obtenu que des notions vagues et interrompues, et aucunes sur les objets importants qui se traitent depuis quelque temps.

Tempelberg, 31 août 1806. Hardenberg.

Ich war kaum hiemit fertig, als ich das folgende Schreiben des Grafen von Goltz von Petersburg erhielt:

Monsieur le Baron. C'est à la demande expresse du baron de Budberg que j'écris la présente lettre. Il me charge de transmettre à Votre Excellence la copie des articles secrets du traité du 20 juillet[1]. Il n'a pas voulu permettre que je les communique au ministère; mais il sent que cette preuve de confiance ne saurait pas être refusée au plus intime ami de son auguste maître, et vous prie, Monsieur le Baron, de vouloir bien les mettre sous les yeux du Roi. Vous serez sans doute étonné de leur contenu, tout comme vous ne concevrez certainement pas comment le sieur Oubril ait pu signer ce traité; mais vous trouverez dans ma dépêche d'aujourd'hui de quoi vous expliquer l'événement. Il paraît que cet agent s'est fait illusion sur la façon de penser du nouveau ministère, et qu'il a cru qu'une paix quelconque lui paraîtrait toujours préférable à la guerre. Le traité définitif qu'il a cru devoir signer n'était vraiment pas admissible. Il en porte le blâme et le reproche, quoiqu'il y ait bien des personnes qui supposent qu'il ne saurait jamais l'avoir fait à moins d'y être secrètement autorisé. Le plus impénétrable voile couvre ce mystère; le refus de la ratification a dû en être la suite. Ce parti est justifié par les arrangements, le système et les principes de l'Empereur, mais l'éclat qu'on a cru devoir y mettre, par ménagement pour l'Angleterre, nous menace des plus funestes suites. La guerre en sera la conséquence; car les propositions transmises à Paris par le sieur Ruffin, quoiqu'elles doivent avoir l'air de ramener la négociation sur des bases plus acceptables, et quoiqu'elles soient en effet infiniment plus modérées que toutes celles qui ont été énoncées jusqu'ici, ne me paraissent pas faites pour calmer l'effet d'une humiliation aussi manifeste que celle du refus formel de la ratification d'un traité déjà aussi solennement sanctionné. Cette énergie paraîtra nouvelle à Paris, et certes Napoléon

1) Der Oubril'sche Vertrag ist neuerdings gedruckt bei De Clercq, II, 180.

n'est pas homme à la pardonner. Il ne s'occupera que de l'idée de s'en venger, et dût-il même le faire au prix d'un sacrifice réel. Votre Excellence trouvera dans ma dépêche d'aujourd'hui le contenu de ces propositions. Le baron de Budberg n'a pas voulu que j'en donne connaissance au comte de Haugwitz; mais j'avoue que j'ai cru ne pas pouvoir m'en dispenser, d'abord pour éviter l'inconvénient d'une ignorance qui aurait peut-être pu porter à des déterminations qui se seraient trouvées en opposition avec notre but, et puis, parce que j'ai raison de supposer que, par la volonté du Roi, Votre Excellence trouvera toujours moyen d'influencer et de diriger la conduite de ce ministre. La défiance qu'il continue à inspirer ici va au plus haut degré. Elle me met souvent dans le cas de ne pas savoir quel parti prendre, et le secret qu'on veut toujours lui faire de toutes choses m'empêche souvent de donner plus d'intérêt à mes rapports; mais je pense que si l'on est persuadé ici qu'on ne peut pas compter sur lui, il faut au moins ne pas le mettre dans le cas de pouvoir nuire sans s'en douter. Pour atteindre ce but, j'ai pris le parti de n'avouer pour officiellement communiqué que ce qu'il y a de plus général et de plus vague dans la lettre du baron de Budberg au sieur Talleyrand, et je mets sur le compte de mes propres conjectures et sur le résultat de mes recherches ce qu'il y a au fond de plus précis et de plus essentiel dans ces propositions. De cette manière je lui dis les choses comme il doit les savoir tant qu'il se trouvera chargé de la direction des affaires, et ne m'expose pas non plus au reproche de manquer à la confiance du ministère de l'Empereur. Sous ce rapport-là, ma dépêche d'aujord'hui n'aurait pas besoin du commentaire de cette lettre, car elle ne contient que des notions officielles auxquelles je n'ai rien à ajouter, et desquelles je dois désirer que Votre Excellence veuille prendre une connaissance plenière; mais il s'agit d'une chose plus essentielle, dont je n'y ai pas pu faire mention. Le baron de

Budberg m'a chargé de vous prévenir, Monsieur le Baron, que le moment ne tarderait plus à venir où la Russie, à la veille d'une guerre avec la France, se verra forcée de *demander catégoriquement* à la Prusse quel est le parti qu'elle compte prendre. On est *assuré* d'avance, en vertu de *certaines assurances*, mais on croit que le cas sera incessamment tel qu'il ne suffira plus d'en être *secrètement convenu*, et qu'il faudra lui donner le degré de publicité nécessaire pour pouvoir l'avouer par l'intention de le soutenir. Le baron de Budberg m'a fait sentir que ce n'est que pour nous rendre la chose plus facile qu'on ménage encore nos relations apparentes d'amitié avec la France, mais que ces ménagements ne pourront plus durer longtemps, et en conséquence de cela il m'a officiellement requis par ordre de Sa Majesté l'Empereur de représenter à Votre Excellence la nécessité de se familiariser avec cette idée, et de porter le Roi à prendre à temps ses mesures pour pouvoir avouer son parti sans crainte de se compromettre. L'Empereur ne pense pas entraîner le Roi à *s'écarter des véritables intérêts* de sa monarchie, il lui abandonnera le choix de sa détermination; mais il désire que le parti qu'il jugera à propos de prendre soit pris de manière à se faire *respecter* et à lui donner la certitude que dans aucun cas la Prusse ne se laissera forcer à se déclarer contre lui. Sous ce rapport-là, ce souverain croit que la chance est favorable pour prendre à temps ses mesures sans donner ombrage à la France, et voici comme il calcule. Les menaces d'une nouvelle guerre qui se prépare de tout côté, et dont le théâtre, si effectivement Bonaparte faisait quelque tentative sur les provinces russes anciennement polonaises, s'approcherait visiblement des frontières de la Prusse, pourraient servir de prétexte pour porter le Roi à déclarer à la France que sa propre sûreté exige le rassemblement d'un corps considérable d'armée, et de lui donner la station et la dislocation qui convient le plus

à un but raisonnable de surveillance. On croit que la France ne pourra pas s'y opposer tant qu'il lui reste encore l'illusion d'une alliance dont elle pourrait se flatter de tirer parti tôt ou tard, et on ne trouverait pas même à redire que, pour cacher son jeu, la Prusse eût l'air de devoir surtout se mettre en garde contre la Russie.

De cette manière le Roi, sans donner ombrage à la France, se verrait dans le cas de pouvoir mettre toute son armée sur pied de guerre, et de pouvoir prendre les mesures les plus convenables pour n'avoir plus dans la suite aucun ménagement à garder, mais il importerait, selon M. de Budberg, de ne pas perdre du temps pour cela, et de s'y décider avant que quelque événement imprévu ne vienne peut-être en paralyser la possibilité dans la suite. Il m'a prié d'appuyer cette idée auprès de Votre Excellence, et je m'acquitte de sa commission, quoique je sente fort bien qu'on peut y opposer beaucoup de raisons qui prouveraient peut-être qu'à vue de pays la France ne donnerait jamais son consentement à ce rassemblement de troupes à moins d'être intimement convaincue de pouvoir en disposer en cas de besoin. Quoi qu'il en soit, le moment est venu où il faudra définitivement opter entre la Russie et la France, et dans cette chance, il vaudra toujours le mieux selon moi, si l'on ne peut pas rester neutre, d'être pour la Russie, parce que celle-ci au moins ne s'opposera jamais directement aux avantages que la Prusse pourrait briguer d'obtenir, et parce que ce serait en même temps le moyen de nous rapprocher de l'Angleterre et d'arranger nos différends avec le Roi de Suède. J'ai cru devoir prévenir le comte de Haugwitz que la Russie ne tardera plus à exiger une déclaration catégorique de notre part, et qu'elle exigera même qu'elle soit soutenue par un armement formidable, parce que j'ai raison de croire que cette demande sera même officiellement traitée dans la suite; mais je n'en ai parlé jusqu'ici que comme par supposition, et je n'y ai eu d'autre but

que d'empêcher qu'il ne l'apprenne peut-être d'autre part sous des apparences plus alarmantes. C'est sur Votre Excellence qu'on compte de préférence, et dans ce moment de crise où il est si malheureux que notre ministère actuel ne jouit pas de toute la confiance qu'il devrait avoir pour ne laisser subsister aucun soupçon, on désire ici plus que jamais que Votre Excellence puisse reprendre la direction des affaires. Je fais moi-même les plus ardents vœux pour cela, car ces secrets éternels qu'on me recommande toujours à l'égard du comte de Haugwitz détruisent presque toute possibilité de bien faire mon devoir. On est très intéressé ici de recevoir bientôt une réponse catégorique, et sur ce qui fait l'objet de cette lettre que je supplie Votre Excellence de regarder comme officielle, et sur ce qui fait le contenu de ma précédente. Veuillez m'autoriser bientôt, Monsieur le Baron, à m'en expliquer avec le baron de Budberg. Les affaires sont dans une crise qui ne peut pas durer au delà de quatre semaines. Les premières nouvelles de Paris la décideront. Je n'en ai pas fait illusion au comte de Haugwitz, ma dépêche porte le caractère de la plus authentique vérité. Veuillez prier le Roi de recommander à ce ministre de la tenir secrète; on l'accuse ici d'être un peu trop communicatif envers la mission française; et c'est un autre inconvénient qui ne laisse pas de me gêner dans mes rapports, car si je risque d'être compromis, je ne peux plus dire les choses comme elles sont. On m'a formellement chargé de faire des marches pour engager le Roi à éloigner ce ministre. La chose n'est ni de ma compétence, ni du genre de celles dont j'aime à me mêler. Je ne sais comment entamer la chose, quoique je prévoie le bien qui en résulterait pour les affaires, si nous devions nous décider à nous ranger positivement du côté de la Russie. Je me borne à vous en donner connaissance, Monsieur le Baron, parce que c'est un nouvel hommage qu'on rend à votre mérite, et que mon cœur et mes sentiments partagent avec le plus grand

empressement, et je vous prie de me dire votre opinion à ce sujet.

Je ne vous dirai d'ailleurs plus rien sur les affaires, si non que depuis quelque temps on commence à avoir des soupçons contre les arrangements que le Roi prend avec la Saxe et la Hesse pour former, dans le nord de l'Allemagne, une ligue fédérative en opposition à celle que Bonaparte vient de former dans le sud. On en était d'abord très content, parce qu'on se flattait que ce projet pourrait mener à celui d'une grande alliance contre la France, à laquelle auraient pu accéder dans la suite la Russie, le Danemark et la Suède, conjointement avec l'Autriche et toutes les autres puissances qui ont un intérêt direct de se mettre en garde contre la France; mais depuis peu on en a une idée bien différente, car on croit que la chose se fait à l'invitation de la dernière, que c'est un moyen de plus dont elle se sert pour s'assurer de la Prusse, que la chose est concertée avec elle, et que le but n'en est d'autre si non de partager l'Allemagne entre la Prusse et la France. Je ne peux pas combattre ce soupçon, car je n'ai moi-même aucune idée de la chose; mais il serait peut-être fort bon de ne pas tarder d'en donner communication.

Je ne dirai d'ailleurs qu'un seul mot encore sur mes propres affaires. Elles sont toujours encore sur le même point d'indécision, et depuis six semaines je n'en ai plus entendu parler. Je ne sais si mes lettres ont été remises au Roi, je n'ai reçu aucune réponse, et j'en suis mortifié et humilié. Je ne sais par où j'ai mérité sa disgrâce, mais la chose m'est sensible et influe sur mon humeur et sur ma santé. Mes frères sont sur le point de me faire un procès pour me disputer la possession des terres, parce que je n'ai pas pu leur tenir parole. Je réclame encore une fois par la lettre ci-jointe la réalisation de la promesse du Roi, je supplie Votre Excellence de l'appuyer; et si le Roi la refuse, je la supplie de lui représenter

la nécessité de ma retraite avec une petite pension proportionnée à mes sacrifices. Ma position est trop pénible pour l'endurer plus longtemps.

Saint-Pétersbourg, 21 août 1806. Goltz.

P. S. Je viens de prendre le parti de suspendre encore ma lettre au Roi, parce que peut-être je ne pourrais pas m'empêcher de dire des choses qui seraient faites pour déplaire, car j'avoue que je suis navré de chagrin; mais j'en ai écrit au comte de Haugwitz, et attendrai le plus grand succès des démarches de Votre Excellence.

Dieses veranlaßte einen Nachtrag zu meinem Bericht an den König, wie hier folgt:

Au moment de faire partir mon très humble rapport, et le sieur Alopaeus m'ayant déjà quitté, je reçois l'incluse du comte de Goltz. Elle est trop importante pour que je ne m'empresse de la mettre sans le moindre délai sous les yeux de Votre Majesté, d'autant plus qu'il me prie de la regarder comme officielle. Vous pourrez combiner son contenu, Sire, avec la dépêche dont il parle et que je ne verrai point.

Du reste je dois ajouter encore les observations suivantes à ce que le comte dit encore sur mon individu. Ceci m'en impose l'obligation.

1° Quoique de tous côtés il soit prouvé que ceux qui gèrent les affaires de Votre Majesté n'ont aucune confiance au dehors, que la France même dont ils ont suivi la volonté ne leur en accorde point, et que les lenteurs de la Saxe, les démarches de plusieurs princes du nord de l'Allemagne, comme de ceux de Mecklenbourg, d'Anhalt, d'Oldenbourg, qui viennent de s'adresser à la Russie, ne tirent leur source que dans cette même cause, qu'enfin on semble perdre un temps précieux dans l'affaire de la confédération du nord, je croirais moi-même nuisible aux intérêts de Votre Majesté, si elle pouvait vouloir me rappeler publiquement aux affaires, aussi longtemps que ses relations avec la France, con-

clues à la suite des négociations du comte de Haugwitz subsisteront.

2° Je ne voudrais pour tous les biens du monde, même lorsque ces relations seraient altérées, rentrer dans les affaires sans y être **appelé par le propre vœu** de Votre Majesté et sans avoir **toute** sa confiance. Je la supplie même instamment de m'en tenir éloigné à jamais, pour peu qu'elle croie tout autre que moi plus capable de remplir ses intentions pour le bien de la monarchie. Certes, ce n'est pas à aucune influence étrangère que je voudrais devoir la moindre chose. J'ose espérer que Votre Majesté ne me méconnaîtra pas.

Tempelberg, 31 août 1806. Hardenberg.

Der Zufall wollte, daß meine Berichte den Tag vorher in die Hände des Königs kamen, als er auch das oben erwähnte Memoire erhielt, von dem ich aber nichts wußte. Er nahm es nicht übel auf, daß ich ihm über dieselbigen Gegenstände dieselbige Meinung äußerte, sondern machte vielmehr, wie ich mit Gewißheit erfuhr, gegen die Königin die mir günstige Bemerkung: daß die Art, mit welcher ich ihm diese Dinge sage, ganz verschieden von jener und nicht tadelswerth sei; allein in der Sache selbst wirkten weder die öfteren Aeußerungen des russischen Hofes, noch das Mißtrauen des englischen, noch die laute Stimme so vieler angesehener und achtungswürdiger Männer, noch jene von mir wiederholten Bitten, das Allergeringste. Sie schienen vielmehr den König in dem Entschluß nur zu bestärken, desto fester an Menschen zu hängen, die er, wenn ich den Geheimen Kabinetsrath Beyme ausnehme, gar nicht einmal achten konnte.

Der Brief des Grafen von Goltz bewies doch allein schon hinreichend, wie schief der Graf von Haugwitz das Geschäft der nordischen Conföderation betrieb. Alles zeugte von der Meinung, die man seinetwegen hegte. Der König beabsichtigte Krieg mit Frankreich und that doch nichts, um das Vertrauen der Mächte zu gewinnen, die ihm allein bei diesem gefährlichen Unternehmen

zur Stütze dienen konnten, nichts, um bei dem besseren Theil der Armee und der Nation Vertrauen zu erwecken. Weder in Dresden noch in Kassel trauete man recht, weil Graf Haugwitz die Sache leitete, und wie nothwendig es gewesen wäre, längst und vor allen Dingen Rußland für die nordische Conföderation zu gewinnen, das bewiesen schon die Schritte, welche mehrere der kleineren nordischen Staaten machten, um sich dort Raths zu erholen.

Der Graf Haugwitz hatte seit einiger Zeit eine ganz andere Rolle angenommen. Er war ultra-antifranzösisch, um sich in seinem Posten zu erhalten, so wie er vorher französisch gewesen war, um sich wieder in solchen hinein zu drängen. Niemand konnte sich heftiger und feindseliger gegen den Kaiser Napoleon ausdrücken, als er; so hörte ich von allen denen, die in Vertraulichkeit mit ihm lebten.

Es ist möglich, daß der Unmuth, sich von Napoleon überlistet zu sehen, daß die Betrachtung, daß er die öffentliche Meinung nur durch ein dem bisherigen ganz entgegengesetztes Betragen wieder gewinnen könne, zu dieser Aenderung mit beigetragen habe. Gegen die französische Gesandtschaft führte er aber eine ganz andere Sprache, da war er eifrig französisch, und als er endlich nicht mehr verhehlen konnte, daß das System sich geändert habe, schob er, wie man mich versichert hat, die Schuld auf die stärkere Gegenpartei, sagte, daß nur er noch mäßige, zurückhalte, aber nicht durchdringen könne, ja er soll hinzugesetzt haben: „Que voulez-vous que je fasse, voulez-vous qu'on me coupe la tête?“

Mehrere Anzeigen in den Aeußerungen des französischen Kaisers und den offiziellen Bekanntmachungen desselben nach dem unglücklichen Ausfall des Krieges beweisen, daß dieses die Politik des Grafen war, er mag sich ausgedrückt haben wie er will.

Der König und die Königin wollten eine Vereinigung zwischen ihm und mir und zwischen ihm und dem Herrn von Alopaeus bewirken. Hiezu wurde der Fürst von Wittgenstein

gebraucht. „Le Roi a dit au prince Wittgenstein“, schrieb mir Herr von Alopaeus am 4. September, „que cette brouillerie entre le comte de Haugwitz et moi était fort désagréable et faisait du tort aux affaires, sur quoi le prince a été me demander s'il n'y avait pas moyen de nous rapatrier. J'ai répondu qu'avec toute la bonne volonté du monde, je ne pouvais pas transgresser les ordres de ma cour, que la règle de ma conduite était celle d'obéir, et que par conséquent je ne ferais que ce qu'ordonnerait l'Empereur“. In eben dem Briefe meldete er mir: „un courrier arrivé avant-hier“, also den 2. September, „de Pétersbourg a porté des lettres de l'Empereur au Roi et à la Reine, par lesquelles Sa Majesté Impériale marque son empressement de venir au secours de la Prusse, ne demandant qu'à apprendre le quomodo etc“.

Er setzte den Wunsch hinzu, daß man doch eilen möchte, unsre Unterhandlung zum Schluß zu bringen, und als wieder bis zum 8. September nichts erfolgt war, erinnerte er dringend daran in einem offiziellen Schreiben. Dieses nöthigte mich, mich wieder folgendermaßen an den König zu wenden:

Je me garderais bien d'importuner Votre Majesté pour avoir une réponse aux très humbles rapports que je lui ai adressés le 31 du mois passé, si le sieur d'Alopæus ne me pressait. Mais c'est un devoir sacré pour moi de lui dire que ce ministre s'impatiente de ne pouvoir transmettre à son souverain aussitôt que possible les témoignages de votre amitié et de votre confiance, Sire. Je suis loin de m'émanciper en rien. Votre Majesté saura ce qui convient à ses intérêts et à ceux de sa monarchie. Venu en ville pour faire rédiger sous mes yeux le rapport ci-joint sur les procédés inouis de la Bavière[1], j'attendrai ses ordres jusqu'à demain au soir:

1) Dieses betraf eine eigenmächtige Besitznahme in Franken, wo noch nicht ganz bestimmt war, was zum Ansbachischen oder Bayreuthischen gehörte. A. d. V.

et si elle ne juge pas à propos de m'en donner jusque-là, je retournerai après-demain au soir à Tempelberg, où je suis toujours à portée d'exécuter ses commandements.

Berlin, 8 septembre 1806. Hardenberg.

Hiedurch bewirkte ich endlich die nachstehende Antwort am 9. September:

Sans doute que vous aurez pu et dû vous attendre de recevoir plus tôt ma réponse au sujet de la termination des négociations qui ont fait l'objet de vos soins et de vos travaux. J'ai cru cependant que cette affaire ne pressait plus autant, puisqu'elle me semble plutôt être devenue une affaire de formes qu'autre chose, depuis que la fécondité des événements du jour a presque entièrement changé la face des affaires, et que des communications directes et plus ouvertes se sont entamées, dans le sens le plus vaste du traité, entre la Russie et moi. Malgré cela il est nécessaire sans doute de la terminer; je vous envoie donc ma lettre à l'Empereur avec les changements que j'ai jugés convenables d'y faire, et qui sont relatifs à la nouvelle position des affaires.

Un autre objet de la plus grande importance se présente actuellement et semble vous être réservé en partie: c'est celui de travailler à un rapprochement avec l'Angleterre, par la voie que vous m'indiquez, mais il importe avant tout de faire l'impossible pour s'assurer de l'assentiment de l'Angleterre à l'égard de la possession légitime du pays de Hanovre par la Prusse. Si elle y consent, elle peut et pourra compter toujours sur l'appui et l'assistance de cette dernière contre les vastes projets présents ou futurs de domination que la France pourrait vouloir continuer d'exercer sur le continent. Tous les différends qui pourraient exister d'ailleurs encore tomberaient tout de suite d'eux-mêmes. Ne perdez pas un instant à pousser cette affaire avec chaleur, mais prenez des précautions utiles pour ne pas compromettre le secret de vos démarches. Votre patriotisme et votre zèle à bien servir l'État

me font espérer la réussite d'une affaire qui est sans contredit de la dernière importance. Je dois passer sous silence bien d'autres objets que vos lettres renferment: mais il a fallu pour le moment me borner aux plus essentielles, faute de temps.

Charlottenbourg, 9 septembre 1806.

Frédéric Guillaume.

Je vous renvoie ci-joint la dernière lettre du comte Goltz. ainsi que l'article additionnel. dont j'approuve le contenu. et que je désire avoir occasionnellement de retour.

Die Abänderungen, die der König in dem Schreiben an den russischen Kaiser machte, sind oben schon bei dem Entwurf dieses Schreibens angeführt (S 122).

Ich eilte nun, dem Grafen von Goltz folgendermaßen zu schreiben:

Monsieur le Comte. Le Roi venant de me faire parvenir sa réponse à la lettre de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies qui accompagnait l'acte secret. je m'empresse de vous prévenir, Monsieur le Comte, que je viens de la remettre à M. d'Alopæus; et pour vous mettre entièrement au fait, j'ai l'honneur de vous envoyer des copies de ces deux pièces, et j'y ajoute le projet d'un article séparé dont, par ordre du Roi, je suis convenu avec M. d'Alopæus. Son contenu me parait dans la nature des choses, et vous n'aurez pas de difficulté, je pense, de le faire agréer.

Tout a pris chez nous un aspect extrêmement guerrier. Dieu veuille que Napoléon ne réussisse, par de belles promesses qu'il ne tient jamais, à nous détourner du seul parti qui nous reste pour éviter la honte et l'esclavage. L'esprit public est au mieux. Je n'ai pas manqué de mettre vos deux dernières lettres sous les yeux du Roi. Sa Majesté m'a permis de reproduire occasionnellement vos affaires pécuniaires, „quoique dans le fond ce ne fût pas le moment“, voilà ses propres expressions. J'ai pris la liberté de répondre que vos besoins

étaient urgents, que la promesse était donnée, qu'il me paraissait important de vous conserver dans un poste que vous remplissez si bien, et où vous jouissez de la confiance d'un souverain avec lequel on vient de contracter de nouveaux engagements dont vous êtes au fait, que d'après tout ceci je regardais cette dépense comme une des plus nécessaires etc. etc. Le Roi n'a pris aucune résolution encore, en attendant j'apprends que votre ancienne dette est payée. Veuillez penser à quelques modifications, s'il est possible, qui pourraient rendre la chose moins onéreuse pour le Roi dans le moment actuel; dans tous les cas envoyez-moi un mémoire adressé à Sa Majesté, et comptez sur tout l'appui que je serai en état de lui donner.

Quant à la double négociation, le Roi me dit: „il est très vrai que de la manière dont les affaires se traitent avec la Russie, par la voie de la double négociation, il pourrait en résulter différents inconvénients; mais je crois cependant pouvoir répondre que les ordres donnés au comte de Goltz ne s'en trouveront pas plus contradictoires. Le projet de la confédération des États du Nord d'Allemagne a été communiqué tout de suite à la Russie et y a été envisagé préalablement sous un point de vue très favorable"; et dans la lettre par laquelle il m'envoie celle à l'Empereur: „sans doute que vous auriez pu et dû vous attendre de recevoir plus tôt ma réponse au sujet de la terminaison des négociations qui ont fait l'objet de vos soins et de vos travaux. J'ai cru cependant que cette affaire ne pressait plus autant, puisqu'elle ne semble plutôt être devenue une affaire de formes qu'autre chose, depuis que la fécondité des événements du jour a presqu'entièrement changé la face des affaires, et que des communications directes et plus ouvertes se sont entamées, dans le sens le plus vaste du traité, entre la Russie et moi. Malgré cela il est nécessaire sans doute de la terminer" etc. Ces lettres sont, comme toutes celles que j'ai reçues sur notre négociation, de main propre de Sa Majesté.

A l'égard de mon individu, le Roi ne peut guère me rappeler publiquement à la tête des affaires, aussi longtemps que les relations avec la France qui subsistent depuis les négociations du comte Haugwitz ne sont pas entièrement rompues, et lorsqu'elles le seront, c'est le propre vœu du Roi qui doit décider. J'ai la ferme résolution de ne jamais rentrer sans être bien sûr de ceci et sans avoir toute la confiance de Sa Majesté, ce que j'ai pris la liberté de lui dire à plusieurs reprises, et récemment en lui communiquant votre dernière lettre, ainsi que l'avant-dernière, dont il a marqué son contentement en me les renvoyant.

Il est peut-être superflu que je vous envoie la copie de l'acte secret, tel qu'il a été signé par l'Empereur et remis entre mes mains par M. d'Alopæus. Cependant je la joins à ce pli.

Tempelberg, 11 septembre 1806. Hardenberg.

Ein russischer Courier gieng noch am 11. Abends mit Allem nach Petersburg ab. Dem Gesandten Grafen von Hardenberg in Wien antwortete ich in nachstehendem Maße[1]).

J'ai reçu d'une manière tout à fait sûre la lettre que vouz m'avez adressée le 23 du passé, mon très cher et ancien ami, et si j'ai tardé d'y répondre, c'est que je devais avant toute chose me munir des ordres du Roi sur son contenu. Venant de les recevoir, je m'empresse de vous mander que je suis autorisé à entrer en négociation avec M. Adair, qui depuis longtemps jouit de mon estime distinguée, quoique je n'aie pas la satisfaction de le connaître personnellement. Qu'il veuille donc s'expliquer le plus tôt possible! Depuis la date de votre lettre, vous aurez sans doute déjà jugé par différentes informations que nos armements ne sont nullement en faveur de la France. La guerre paraît décidée, et il n'y a

1) Envoyé par le secrétaire de la poste Büchner à M. d'Ompteda à Dresde, pour être expédié par courrier à Vienne. A. d. H.

presque qu'une voix dans l'armée et dans le public qu'il faut la faire avec la plus grande énergie pour sauver l'Europe de la honte et de l'esclavage. C'est là le grand objet auquel je pense qu'il s'agit de subordonner dans ce moment toute autre considération. Mieux combiner les moyens que dans les dernières malheureuses époques, leur donner le plus haut degré de force, s'unir sincèrement pour assurer la réussite et atteindre complètement le but, voilà à quoi nous devons nous appliquer.

L'affaire du Hanovre me semble tout à fait secondaire pour le moment. Commençons par terrasser l'ennemi commun, réduisons sa puissance dans de justes bornes, et ne serait-il pas facile alors à deux puissances qui y mettraient une bonne et loyale volonté de s'arranger sur ce que la sûreté de l'une et de l'autre, celle de l'Europe enfin, exigeront selon les circonstances? Je ne sais si c'est l'intention de M. Adair de me faire parvenir ses idées par vous, cher ami, ou s'il veut m'écrire lui-même. Arrangez cela avec lui. En faisant usage de notre ami Ompteda à Dresde comme intermédiaire, et en lui envoyant les lettres d'une manière sûre que je vous abandonne, le secret sera gardé; car j'aurai soin de lui indiquer une voie par laquelle ses dépêches me seront promptement et sûrement remises[1]).

Ceux qui nous ont si honteusement attachés au char de la France, en décembre et février dernier, voient qu'ils sont l'objet du mépris et de la haine de tout ce qu'il y a d'estimable dans la nation. Ils ne croient pas pouvoir se soutenir qu'en changeant de système. Dieu sait si c'est une conversion sincère. Vous les connaissez, cher ami, et plus d'une expérience me force à me défier d'eux. Il faut espérer que les circonstances amèneront les choses au bien malgré le vœu de leur cœur. Les malheurs seraient sans doute incalculables, si, faute de bien calculer les moyens, de les employer prompte-

1) Das Folgende ist in der dem König mitgetheilten Copie weggeblieben; vide meinen Bericht vom 29. September (S. 163). A. d. V.

ment et d'écarter le ver rongeur qui dès le principe se trouva dans toutes nos combinaisons de l'année passée, nous manquions encore une fois le but. Puisse-t-on espérer quelque chose aussi de la cour de Vienne! Un concert militaire éventuel me paraît ce qu'il y a de plus pressé. Il faudrait surtout s'entendre et s'aboucher avec l'archiduc Charles. Si je puis y contribuer, je travaillerai à lui faire envoyer un officier de confiance; mais ne dites encore rien de ceci, car je ne puis pas paraître dans tout ceci et n'ai ni autorisation pour cela ni aucune vocation, n'ayant point de part à la gestion des affaires, quoique je puisse me flatter d'avoir l'estime de mon souverain.

Vos deux lettres antérieures du 5 juillet et du 20 août me sont parvenues, cher Ernest, et la pièce que le comte Stadion vous avait promis de m'expédier m'a été remise enfin et encore à temps par le baron de Binder. Je vous embrasse de tout mon cœur et serais bien aise de vous revoir. Ce serait avec plaisir que je me prêterais à un rendez-vous chez votre frère en Silésie. Tout à vous.

Tempelberg, 11 septembre 1806. Hardenberg.

Le comte de Haugwitz ignore absolument la chose et les ordres que le Roi m'a donnés.

Dem Herzog von Braunschweig endlich gab ich von der Beendigung dieser von ihm eingeleiteten Sache Nachricht und erhielt hierauf folgenden Brief von ihm, den letzten, den er mir vor seiner unglücklichen Katastrophe schrieb und darum sehr merkwürdig und ganz in seinem Charakter:

Monsieur. Je dois bien des obligations à Votre Excellence de la bonne nouvelle qu'elle me donne; veuille le ciel qu'il y ait de l'ensemble dans nos affaires, que l'on n'entreprenne que ce que l'on peut soutenir, et que l'on se procure tous les moyens pour pouvoir agir avec celerité et energie. Que l'on ne compte pas surtout que cela sera une affaire de courte durée, il y a loin de là, et sans des mesures pour se procurer des ressources pécuniaires, on pourrait voir naître des

embarras. En mon particulier, je me suis dévoué à la chose de très grand cœur; mais pour avoir des succès, tout doit y concourir, et lorsqu'on n'est point maître des moyens, on l'est bien moins des événements. Au reste je ferai de mon mieux; que ne donnerais-je si le Roi était ici!

Halle, 14 septembre 1806. Charles Guillaume.

Am 2. Oktober erhielt ich noch ein Schreiben an den König vom Kaiser Alexander, das, wie ich von dem Herrn von Alopaeus erfuhr, abermals die Entfernung des Grafen von Haugwitz betraf. Ich schickte es den 3. dem König zu, und habe solches nie zu lesen bekommen. Mit dem nachstehenden Briefe des Grafen von Goltz schloß sich aber nunmehr die ganze geheime Unterhandlung mit dem russischen Hofe, womit ich beauftragt gewesen war und die auch vollkommen geheim blieb.

Monsieur le Baron. Je profite de l'expédition d'un courrier pour répondre à la lettre de Votre Excellence en date du 11 septembre. La ratification ou, pour mieux dire, l'acceptation de l'acte secret du 1er juillet, tel que Sa Majesté l'Empereur l'a signé après y avoir apporté quelques modifications, a sans doute fait dans son temps beaucoup de plaisir ici; mais depuis que les événements ont anticipé sur la réalisation de ses stipulations, que la guerre avec la France paraît inévitable, et que le Roi s'est décidé à faire des démarches pour rétablir la bonne harmonie avec la cour de Londres au sujet de ses différends sur le pays de Hanovre, cette convention, dont la sanction ultérieure aurait rempli tous les vœux de Sa Majesté l'Empereur il y a deux mois, n'est plus regardée que comme une simple affaire de formes, à laquelle le baron de Budberg n'ajoute plus autant de prix que l'a fait dans le temps le prince de Czartoryski, ministre à tous égards préférable sous le rapport de ses bonnes dispositions pour la Prusse. Le baron de Budberg ne m'en a que vaguement parlé dans une de nos dernières conférences; et ce qu'il m'a toujours cité comme étant contraire à l'équilibre des avantages

réciproques assurés par cet acte, c'est l'étendue que Sa Majesté l'Empereur a bien voulu donner à ses engagements en nous promettant l'emploi de tous ses moyens et de toutes ses ressources, en cas de danger et de besoin, contre la simple certitude de nous avoir dans tous les cas pour lui. Je conçois que cette stipulation ne peut pas être entièrement au gré d'un ministre qui affiche d'être Russe dans toute l'étendue du terme; mais dans les circonstances équivoques où nous nous trouvons, il ne peut pas être indifférent à tout bon Prussien de la savoir définitivement arrêtée, et c'est la raison pourquoi je n'apprends pas avec plaisir que le Roi même ne regarde cette convention que comme une simple affaire de formes. S'il connaissait le pays comme moi, il conviendrait aisément qu'il est toujours heureux ici d'avoir un document à produire pour empêcher que les bonnes dispositions de l'Empereur ne reçoivent quelque impulsion involontaire par les difficultés de son ministère. L'article additionnel est approuvé dans son principe, mais on ne conçoit pas trop la possibilité de son exécution. D'abord la cour d'ici ne croit pas pouvoir préjuger les intentions de celle de Vienne, avec laquelle elle n'est nullement sur le pied à pouvoir prendre sur elle de contracter un engagement en son nom, quelque utile, modéré et équitable qu'il puisse être dans son principe, sans lui en donner connaissance, et l'acte en question devant rester un secret pour tout le monde, on ne s'accorde pas trop sur le moyen de la porter à y souscrire. Cet article restera donc à vue de pays ajourné jusqu'à ce que les circonstances permettront de lui donner un certain degré de publicité, et peut-être alors ne sera-t-il plus d'aucune utilité. En attendant le baron de Budberg m'a dit qu'il s'en expliquerait directement avec Votre Excellence, et cela doit me suffire pour m'en tenir à ce que je viens d'en dire. Notre attitude actuelle contre la France répond parfaitement aux vœux de Sa Majesté l'Empereur; mais il ne reste pas moins sur cela dans son ministre un fond

de défiance qui me fait de la peine, parce qu'il fait du tort à la bonne cause. Cette defiance provient d'une source que notre irresolution precedente a rendue intarissable, et contre laquelle les arguments et les preuves les plus manifestes ne gagnent plus prise. Heureusement Sa Majeste l'Empereur est d'un avis contraire. Il est l'ami du Roi, il lui confie, et est prêt à lui en donner les plus réelles preuves. Il a accepté les propositions du Roi sans y faire la moindre objection. Déjà un corps de 60 mille Russes a reçu ordre de se mettre en marche pour voler à notre secours, et tout ce que le Roi a d'ailleurs demandé a éte promis et accorde. Le sieur de Krusemarck a eu les plus grands succès dans sa negociation, et il est heureux pour lui d'avoir été choisi pour une commission qui, par la nature de la chose, ne pouvait pas manquer. Il en aura la gloire et l'avantage, tandis qu'il me restera, après son départ, la pénible besogne de redresser ce que sa nouveauté dans les affaires a laissé en suspens. Cette besogne ne me vaudra que du travail et des peines, mais il est peut-être juste qu'un autre en soit recompense. Je suis résigne à tout, je ne me plains pas de sa mission, parce que l'Empereur même l'a provoquée sous des rapports militaires, mais j'ai eté surpris de voir que le ministère y ait mis si peu de formes agreables pour moi. On dirait que le comte de Haugwitz est interesse à me faire perdre toute considération aux yeux du public et du ministère de l'Empereur; mais j'espère qu'il ne reussira pas, car la conduite que j'ai tenue ici dans les moments les plus difficiles de ma mission ne peut m'avoir valu qu'une certaine reputation de prudence. Je désirerais bien que le Roi sût combien ces sortes d'envois extraordinaires me font de la peine, mais je voudrais qu'il le sût d'une manière à ne pas augmenter les griefs qu'il a peut-être deja contre moi, parce que j'ai ete malheureusement dans le cas de lui demander de l'argent. Je ne sens que trop que je finirai par être la **victime** du comte de Haugwitz, parce que je suis inebranlable dans mes opinions et

dans mes sentiments, et je ne me trompe peut-être pas si je lui suppose l'intention de vouloir frayer à d'autres les chemins qui mènent à mon poste. Je le résignerai de bien bon cœur, si le Roi veut me tenir parole en m'accordant l'emprunt promis et en me donnant une pension qui puisse me servir à finir tranquillement mes jours dans la retraite paisible de mes terres. J'ai eu si peu d'agréments ici que je ne peux pas regarder mon rappel comme un malheur.

Quant à mon affaire pécuniaire, dont la non-réussite est tout ce qui aurait pu m'arriver de plus triste et de plus accablant, je sens que le moment n'est pas favorable pour y compter dans toute l'étendue du terme. Je penserai aux modifications possibles à admettre, et faute de temps d'entrer aujourd'hui dans tous ces détails, je me réserve d'en écrire plus amplement à Votre Excellence à une occasion prochaine, et ne fût-ce que par la poste. En attendant je vous prie, Monsieur le Baron, de me conserver vos bontés et votre protection et d'être persuadé que c'est ma seule et unique consolation au monde.

Saint-Pétersbourg, 2 octobre 1806. Goltz.

Bei meiner Anwesenheit in Berlin, vom 6. bis zum 10. September, erschöpfte der Fürst Wittgenstein alle seine Beredtsamkeit, um mich zu bewegen, zu einer Aussöhnung und Vereinigung mit dem Grafen von Haugwitz die Hände zu bieten. Er wiederholte, es sei nicht nur der Wunsch des Königs und der Königin, sondern auch des Grafen selbst, ich möchte doch also nur einer Unterredung mit diesem nicht entgegen sein. Ich erwiderte, der Graf von Haugwitz habe mir über alle die wichtigen Gegenstände, die jetzt seit länger als einen Monat unterhandelt worden wären, und über alle die Maßregeln, die genommen würden, nicht ein Wort gesagt; der König ebenso wenig. Wenn Seine Majestät meinen Rath und meine Mitwirkung haben wolle, so sei ich ja jederzeit da, seine Befehle zu befolgen; endlich versprach ich, um dem König und der Königin meine Deferenz zu beweisen, mit dem Grafen

zu sprechen, wenn er zu mir komme, oder ich ihn an einem dritten Orte fände, versicherte aber, daß ich ihm alsdann auch ganz offen meine Meinung über sein Betragen gegen mich sagen und mich, nicht aus persönlichen Rücksichten, sondern um des Königlichen Dienstes willen, dennoch niemals entschließen würde, die Geschäfte gemeinschaftlich mit ihm zu leiten. Am wenigsten würde ich es mir aber gefallen lassen, das Departement in Berlin zu übernehmen, während er mit dem König zur Armee gehe, welches er, wie ich vernehme, beabsichtige.

Ich war hierauf noch drei Tage in Berlin, kam mehrmals in das Haus des Geheimen Finanzraths Fandel, welches der Graf auch oft besuchte und wo es hieß, daß er mit mir zusammentreffen wolle; den 8. kündigte er sogar dem Minister von Waitz und dem Präsidenten von Haenlein an, er werde um 12 Mittags zu mir kommen, allein ich erwartete ihn vergeblich und war froh darüber, denn unsre Unterredung würde doch zu nichts geführt haben. Vielleicht bezeigte er blos darum Geneigtheit dazu, weil der General Köckritz ihm gesagt hatte, er glaube, es werde nützlich sein, mich zurückzurufen. Indessen wiederholte er oft gegen die vorbenannten beiden Männer: Wenn ich meinen Freund Hardenberg nur eine Stunde sprechen könnte! — Es lag ja nur an ihm.

Ich muß nun dasjenige nachholen, was seit dem Anfang Augusts, wo der Rheinische Bund bekannt gemacht worden war und seit den kriegerischen Entschließungen, welche der Graf von Haugwitz den König hatte nehmen lassen, sonst noch in Absicht auf unsre politischen Verhältnisse vorgegangen war.

Der Kaiser Alexander ließ durch eine offizielle Note allen Höfen, mit denen er in Verbindung war, erklären: daß der Friedens-Traktat, welchen Oubril in Paris unterzeichnet habe, weit entfernt den Absichten Seiner Kaiserlichen Majestät gemäß zu sein, so sehr im Widerspruch mit den Befehlen und Instruktionen sei, die ihm ertheilt worden wären, daß Seine Kaiserliche Majestät jenen Traktat nicht ratificiren zu müssen geurtheilt hätte, daß aber bei

Frankreich neue Grundlagen in Vorschlag gebracht würden, auf welche die Unterhandlung fortgesetzt werden könne. Diese Note war vom 14. August. Oubril fiel wegen seines Benehmens völlig in Ungnade, wurde bei dem auswärtigen Departement ausgestrichen und auf seine Güter verwiesen. Die neuen Grundlagen waren nicht sehr verschieden von den alten, und es war daher gleich von Anfang eben keine Hoffnung zu einer neuen Unterhandlung. Rußland machte große Rüstungen zum Kriege, und der Baron von Budberg eröffnete dem Grafen von Goltz schon gegen das Ende des Augusts, unter Beziehung auf die unmittelbare Correspondenz zwischen den beiden Monarchen, daß der Kaiser fest entschlossen sei, den Krieg mit größter Energie zu führen, ohne auf andere Rücksichten zu achten, als auf die Wiederherstellung der Ruhe und Unabhängigkeit in Europa. Eine Uebereinkunft mit Preußen sei sein höchster Wunsch, er sei bereit, solche mit dem größten Zutrauen und auf die solideste Weise einzugehen.

War es nicht, wenn man Krieg mit Frankreich wollte, höchst unverantwortlich, diese zuvorkommenden Gesinnungen nicht gleich zu benutzen und nur im engsten Einverständniß mit dem Petersburger Hofe zu verfahren? Aber erst am 18. September gieng der Oberst-Lieutenant von Krusemarck mit der beschränkten Bitte des Königs um eine Hülfs-Armee von 60,000 Mann von Berlin nach Petersburg ab, und die Schlachten von Jena und Auerstädt waren geliefert, ehe kaum die Antwort hierauf eingehen konnte.

Der Wiener Hof gab den Absichten des Königs, einen nordischen Bund zu errichten, den allergrößten Beifall; ja der Kaiser Franz gieng so weit, daß er äußerte, er freue sich, daß diese Sache durch seine Abdication als Kaiser von Deutschland erleichtert werde. Als der Kaiser von Rußland den von Oubril unterzeichneten Frieden nicht ratificirte, war man in Wien sehr besorgt und sehnte sich desto mehr nach einer Uebereinkunft mit Preußen, indessen verschob man doch eine wirkliche Theilnahme am Krieg und eine Zusammenziehung von Truppen in Böhmen.

deren man unsrer Seits sich auch gar nicht mit irgend einem Nachdruck zu versichern suchte.

War es nicht unerläßliche Pflicht, wenn man Krieg mit Frankreich führen wollte, alles aufzubieten, um den Wiener Hof zur thätigen Mitwirkung zu bestimmen?

Unterdessen trat der Großherzog von Würzburg, durch seine Lage gezwungen, dem Rheinbunde bei.

Ich habe oben schon angeführt, daß die Unterhandlungen wegen des nordischen Bundes mit einer Langsamkeit und Schläfrigkeit betrieben wurden, für die weder eine Erklärung noch Entschuldigung zu finden ist.

Der Präsident von Haenlein, den man hatte nach Dresden schicken wollen, schrieb mir den 24. August: „Man muß trauren über Alles, was man sieht und hört, es übersteigt alle Begriffe.“ Der hessische und der sächsische Minister konnten selbst gar nicht begreifen, warum man eine so dringende Angelegenheit nicht ernstlicher betrieb. Sie hatten zwei Entwürfe zu einer Vereinigung übergeben, darüber wurde hin und her gesprochen, ohne zum Ziel zu kommen.

War es denn nicht unsre Sache, für eine Bundes-Akte zu sorgen?

Der Kurfürst von Sachsen bezeigte die größte Geneigtheit zu dem Bunde und wollte wegen des Beitritts der herzoglichen sächsischen Häuser Sorge tragen. Sein Wunsch war, daß Rußland und Oesterreich sobald als möglich mit dem Bunde in Verbindung gesetzt würden.

Der Flügel-Adjutant Graf von Goetzen, nachher der Oberst von Massenbach und späterhin der Fürst von Hohenlohe, betrieben in Dresden die Bewaffnung und Zusammenstellung der sächsischen Armee. Sie fanden Zuvorkommenheit und Redlichkeit. Es war noch kein Bündniß zu Stande gekommen, aber dennoch standen die Sachsen schon wie 1805 den Preußen zur Seite und schlugen sich mit ihnen vereinigt gegen den Feind.

Der Kurfürst von Hessen, immer kleinlich und engherzig,

handelte nach keinem festen, entschiedenen System und auch er stürzte sich dadurch in den Abgrund. Hätte man ihm bedingungsweise, wenn der Krieg glücklich ausfiel, das Paderborn'sche versprochen, welches man ihm 1797 mittelst eines feierlichen Traktats zusagte, aber nachher für sich selbst nahm, hätte man ihm Subsidien zugesagt, die am Ende doch England gezahlt hätte, wenn es zum Kriege kam, und auf die man ihm bis dahin Obligationen hätte geben können, hätte man seiner militärischen Eitelkeit geschmeichelt, bei allem dem aber ihn schnell schriftlich verbunden und streng über die ungesäumte Ausführung gehalten, so würde man an seinen braven Hessen eine kräftige Hülfe gehabt haben. Aber das that man nicht, man schonte ihn keineswegs, man flößte ihm weder Achtung noch Zutrauen ein. So handelte er kleinlich bis auf den allerletzten Augenblick und erklärte sich endlich, als die Gefahr ganz nahe war, für neutral. Napoleon nahm dieses bis nach dem Tage von Jena und Auerstädt an, vernichtete aber darauf des Kurfürsten ganze politische Existenz.

Der König von Baiern und die übrigen Fürsten des neuen Rheinbundes waren französische Vasallen und handelten als solche. Ersterer, oder vielmehr sein Minister, der ihn ganz leitete, betrug sich nicht wie der alte Freund und Schuldner Preußens. Das Uebereinkommen wegen der zwischen Ansbach und Bayreuth und wegen der Abtretung jenes Fürstenthums noch streitigen Gegenstände wurde auf alle Weise erschwert, von Tag zu Tag die Ertheilung der Vollmachten und Instruktionen für den Gesandten in Berlin zugesagt, aber nie bewerkstelligt, und unterdessen eigenmächtig um sich gegriffen.

Unterdessen ließ der König durch öffentliche Bekanntmachung der folgenden, an den gesammten Staatsrath gerichteten Kabinets-Ordre vom 28. August 1806 die Welt wissen, daß er keine seiner Provinzen weiter abtreten oder vertauschen wolle:

Da Seine Königliche Majestät von Preußen jetzt von mehreren Seiten, wie z. B. aus dem Bayreuthischen, dem Eichsfelde u. s. w., vernehmen müssen, daß die von Uebelgesinnten

ersonnenen Gerüchte von neuen Abtretungen oder Vertauschungen dieser oder jener Provinzen hie und da dermaßen Glauben finden, daß die Unterthanen dadurch in ihrem Vertrauen wankend und in ihren Meinungen irre gemacht werden, so sehen Allerhöchstdieselben sich dadurch veranlaßt, das Etats-Ministerium hiermit aufzufordern, die Regierungen und Kammern in solchen Provinzen anzuweisen, dergleichen Gerüchten öffentlich und feierlich zu widersprechen und die Gemüther Ihrer treuen Unterthanen hierdurch völlig zu beruhigen.

Charlottenburg, den 28. August 1806.

Friedrich Wilhelm.

Der Kopenhagener Hof erklärte sich über unser Projekt einer nordischen Conföderation gar nicht; er kündigte aber den 13. September die Incorporation des Herzogthums Holstein in die dänische Monarchie an und fuhr fort, in diesem Herzogthum eine bewaffnete Macht aufzustellen.

Unsre Händel mit Schweden ruheten. Der Kaiser von Rußland hatte, wie oben angeführt ist, sich zuletzt geäußert, neutral bleiben zu wollen. Wir griffen Schweden nicht an und thaten auch nichts, um uns demselben zu nähern, als daß das Lauenburgische verlassen wurde und unbesetzt blieb. Wie wesentlich und wie leicht wäre es gewesen, wenn wir Krieg mit Frankreich führen wollten, uns durch eine Verbindung mit Schweden den Rücken zu decken, eine Zuflucht im Unglücksfall und eine gar nicht zu verachtende Hülfe zu bereiten. Fürst Hohenlohe und General Blücher hätten gewiß nicht kapitulirt, wenn sie sich hätten durch Schwedisch-Pommern ziehen können.

Wir haben die Friedens-Unterhandlung zwischen Frankreich und England oben in dem Augenblicke verlassen, wo das englische Ministerium, nach dem unerwarteten Abschlusse des Oubril'schen Traktats, dem Lord Yarmouth den Grafen von Lauderdale zuordnete. Dieser bestand in einer am 7. August übergebenen Note vor allen Dingen auf das Princip des uti possidetis und die Herausgabe von Hannover, setzte aber hinzu, daß man An-

trägen zu einer gerechten und hinreichenden Entschädigung des Königs von Sicilien, sowie Austauschungen zwischen den beiden contrahirenden Theilen nach billigen und gleichen Grundsätzen, gern Gehör geben werde.

In der Antwort, die der französische Bevollmächtigte General Clarke am 8. August hierauf ertheilte, und die in einem bitteren, anzüglichen Ton gefaßt war, fieng man übrigens damit an, bemerklich zu machen, daß man englischer Seits die Verhältnisse mit Rußland irrig beurtheilt habe; man verwarf das uti possidetis gänzlich: „Jamais il n'a pu venir dans la pensée de Sa Majesté l'Empereur des Français de prendre pour base de la négociation l'uti possidetis", hieß es. Preußen und Rußland hätten die Veränderung mit dem Königreich beider Sicilien garantirt oder anerkannt; könne man wohl annehmen, daß England die Eroberung von Sicilien hätte verhindern können, welches vom festen Lande nur durch einen Kanal von zweitausend Klaftern getrennt sei? Wenn der Kaiser das uti possidetis zur Absicht gehabt hätte, so würde er alle seine Eroberungen behalten haben; wenn man Holland seine Colonien nicht zurückgebe, so könne dieses nicht unabhängig bestehen und würde gezwungen eine französische Provinz werden müssen. „Mais en demandant l'uti possidetis — fuhr man fort — Son Excellence le comte de Lauderdale, sans avoir égard au principe qu'il avance, veut cependant changer le destin d'un Etat continental tout entier, lequel fournissait 25,000 hommes à l'Angleterre et lui a fourni une partie des moyens qu'elle montra, dans la guerre de sept ans et même dans la guerre de la révolution française, aux armées du nord. Ainsi donc on veut l'uti possidetis pour ôter à la France tout son commerce, tous ses établissements, et ruiner ses alliés; mais on veut violer le principe de l'uti possidetis pour obliger la France à renoncer à ses engagements, à rompre ses traités, à dissoudre enfin tout son système continental! — L'Empereur des Français etc. ne pourrait regarder la paix comme honorable si, par une de ses conditions, il

devait perdre un seul de ses sujets, et quelque peu importante que puisse être la colonie de Tabago, il suffit qu'elle ait fait partie de l'Empire français au moment où Sa Majesté a pris les rênes du gouvernement, pour qu'elle ne signe jamais un traité où l'aliénation de cette colonie ou de toute autre qui lui appartient de la même manière serait comprise. — Le soussigné est chargé de déclarer que Sa Majesté l'Empereur et Roi estime à déshonneur la seule idée d'une negociation basée sur l'uti possidetis." Man bezog sich blos auf die beiden Grundlagen, welche in dem ersten Briefwechsel der Minister Fox und Talleyrand enthalten waren, und endigte mit der Erklärung: „Sa Majesté l'Empereur n'exige de la Grande-Bretagne rien qui soit contraire aux intérêts de ses alliés. Elle doit s'attendre qu'on n'exigera d'elle-même rien de contraire aux intérêts de ses propres alliés".

Sollte man nicht nach der Sprache dieser Note glauben, daß der Kaiser Napoleon, seinen Verbindlichkeiten gegen Preußen getreu, den Gedanken verabscheute, sie zu brechen? Freilich gab er zu eben der Zeit Preußen erneuerte bestimmte Versicherungen darüber, aber man wird aus der Folge dieser Unterhandlungen sehen, wie wenig sie ihm heilig waren.

Die englischen Bevollmächtigten forderten hierauf, indem sie den Contrast zwischen der gegenwärtigen Sprache der französischen Regierung und der zuerst geführten zeigten, am 9. August Pässe, um nach England zurückzugehen. Lord Yarmouth sagte in einem Bericht an das englische Ministerium: man habe französischer Seits von Anfang geäußert, daß man die Anträge wegen Hannover aus leicht einzusehenden Ursachen lieber mündlich durch ihn mache, weil man sie nicht wohl schriftlich abfassen könne, bis nicht alle andren Bedingungen des Traktats festgesetzt wären.

Der Minister Talleyrand antwortete den englischen Bevollmächtigten nicht; sie erneuerten den 10. und 11. ihr Verlangen um Pässe.

Indessen hielt man es noch nicht für räthlich, abzubrechen.

Der damalige Minister des Inneren, Champagny, wurde dem General Clarke zugeordnet, und nun begehrte man in einer Note vom 11. Erläuterung über den Grundsatz des uti possidetis. Wenn man ein Austauschungs- und Compensations-System damit beabsichtige, so sei dieses den Grundlagen, die zwischen den Ministern Talleyrand und Fox verabredet worden, gemäß; die englischen Bevollmächtigten möchten also erklären, welche Eroberungen sie behalten, welche sie Frankreich und dessen Alliirten zurückgeben wollten, welche sie endlich von Frankreich zurückverlangten.

Diese erwiderten hierauf noch an eben dem Tage: die britische Regierung sei weit entfernt, von der französischen nur die Zurückgabe alles dessen, was ihrem Interesse gemäß sei, zu verlangen, ohne gehalten zu sein, etwas an Frankreich zurückzugeben. Man wolle nur im Allgemeinen auf der Grundlage des uti possidetis unterhandeln, Hannover ausgenommen. Das sei ja in den mündlichen Discussionen deutlich genug erklärt. Sobald man nur hierüber einverstanden wäre, so sei man bereit, über die anderen in der Note des Lords Lauderdale vom 7. enthaltenen Punkte in Unterhandlung zu treten.

Lord Yarmouth wurde in diesem Zeitpunkte zurückberufen und seinem Mitbevollmächtigten die Unterhandlung allein überlassen.

Französischer Seits ließ man diesen nun sehr lange ohne Antwort, so oft er sie auch erinnerte. Ohne Zweifel wollte man abwarten, ob der Kaiser Alexander den von Oubril geschlossenen Traktat ratificiren würde.

Bei den dringenden Anforderungen des Lords um Antwort und Päße zur Abreise, fanden am 25. und 27. mündliche Discussionen zwischen ihm und den beiden französischen Bevollmächtigten, auch zwischen ihm und dem Minister Talleyrand statt, die aber offenbar nur auf das Hinhalten berechnet waren. Erstere verlangten, Lord Lauderdale solle einen Entwurf zu einem Friedenstraktat vorlegen. Talleyrand sagte: „Jamais l'Empereur ne cedera

un grain de poussière du territoire français" und wiederholte oft wegen Hannover: das Schicksal dieses Landes müsse in 48 Stunden entschieden werden. Er äußerte seine Verwunderung, daß es auf den Lord gar keinen Eindruck mache, daß man das Cap, Malta und Hannover geben wolle, da diese Bedingungen doch so ehrenvoll für England wären. Würde diese Gelegenheit versäumt — fügte er hinzu — so sehe er kein Mittel, je Frieden zu bewirken, denn der Kaiser werde lieber sein Lebenlang Krieg führen, als irgend einen Theil des französischen Gebiets abtreten.

Lord Lauderdale drang in einer Note vom 29. August auf schriftliche Anerkennung der oft erwähnten Grundlage und erklärte, falls sie nicht erfolge, seinen Entschluß die Unterhandlung abzubrechen.

In einer Conferenz, die an eben dem Tage statt hatte, eröffneten hierauf die französischen Bevollmächtigten nicht nur in allgemeinen Ausdrücken, sondern auch in Absicht auf Hannover und die Colonien, so viel Aussicht zu einer Uebereinkunft, sie drangen mit so viel Wärme in Lord Lauderdale, noch in eine Conferenz zu willigen, daß er neue Hoffnungen schöpfte und sich dazu verstand.

Schon vor dem 3. September hatte man in Paris die Nachricht gehabt, daß der Kaiser Alexander dem von Oubril unterzeichneten Traktat die Ratifikation versagt habe und an eben dem Tage traf auch der General von Knobelsdorf in Paris ein, den der König dahin gesandt hatte.

Der Minister Talleyrand lud hierauf den Lord Lauderdale am 4. September zu sich ein, machte ihm jenen Entschluß des Kaisers von Rußland bekannt und setzte hinzu: er habe Befehl vom Kaiser Napoleon, zu erklären, daß diese Veränderung der Umstände ihn bewegen werde, mit England auf günstigere Bedingungen für dasselbe Frieden zu schließen, als er sonst eingegangen sein würde; er finde nur nöthig, seinen Bevollmächtigten neue Instruktionen zu geben, und er, der Minister, eröffne dieses dem Lord Lauderdale, damit er sich die etwa nöthigen ferneren

Instruktionen ebenfalls von seinem Hofe erbitten könne. Lord Lauderdale fragte hierauf, ob ein russischer Minister erwartet werde, und als man hierüber nichts zu wissen angab, entfernte er sich mit der Versicherung, daß er an seinen Hof berichten würde.

Dieser instruirte den Lord am 10. September durch den Staats-Sekretär Windham, — denn der Minister Fox war auf dem Todbette — daß man sich jetzt weniger als je von Rußland zu trennen entschlossen und etwa einen Separat-Frieden zu schließen geneigt sei, doch könne man provisorisch und mit Vorbehalt der Einwilligung Rußlands abschließen. Er beharrte bei den vorigen Bedingungen, insonderheit auch in Absicht auf Sicilien.

Lord Lauderdale war unpäßlich, er ersuchte daher den Minister Talleyrand, zu ihm zu kommen, welcher äußerte, man werde in der Form alle Leichtigkeit eintreten lassen und sei bereit, den Lord auch wegen Rußland zu hören.

Den 13. schickte Lord Lauderdale eine Note an den Minister, um wegen seiner Aeußerungen zuvor eine schriftliche Erklärung zu bewirken und fügte hinzu: Englands Vorschläge würden der Substanz nach dieselbigen sein, welche dem Minister Talleyrand schon durch den Baron Budberg wären mitgetheilt worden.

Den 17. erhielt man die Nachricht von dem Tode des Ministers Fox. Den 19. kam der Minister Talleyrand wieder zu dem Lord und übergab ihm eine Note vom 18. datirt, die zwar mit unangenehmen Vorwürfen anfieng, jedoch am Ende dahin schloß, daß man zulassen wolle, daß England für Rußland mit unterhandle und, was es deshalb für gut finde, in jeder beliebigen Form in den Friedenstraktat mit aufnehme. Wenn England Frieden wolle, fügte man hinzu, könne er bald gemacht sein. Die französische Note endigte dahin: „La France ne prétend donner la loi ni à la Russie, ni à l'Angleterre, mais elle ne veut la recevoir ni de l'Angleterre, ni de la Russie. Que les conditions soient égales, justes, modérées, la paix est faite;

mais si l'on se montre impérieux, exagéré, si l'on affecte la suprematie, si enfin on veut dicter la paix, l'Empereur et le peuple français ne recevront pas même ces propositions. Confiants en eux-mêmes, ils diront ce qu'un ancien peule répondit à ses ennemis: vous demandez nos armes, venez les prendre."

Lord Lauderdale lehnte in einer Note vom 19. September die Vorwürfe ab und versprach, weil man die Unterhandlungen für Rußland zulasse, die Conferenzen mit den französischen Bevollmächtigten fortzusetzen.

Von diesen wurde der General Clarke abberufen, um mit dem Kaiser zur Armee, die gegen Preußen zu Felde ziehen sollte, zu gehen; der Minister Champagny bot aber in einer Conferenz am 25. September dem Lord folgende Bedingungen an:

1) Hannover mit allen Zubehörungen zurückzugeben,
2) Malta Großbritannien zu überlassen,
3) Verwendung bei Holland, um England den absoluten Besitz vom Cap zu bestätigen,
4) Bestätigung des Besitzes von Pondichery, Chandernagor, Mahon und der übrigen davon abhängenden Comptoirs,
5) da Tabago ursprünglich eine englische Colonie sei, solle diese England haben.

Alles dieses, sagte er, beruhe auf der Voraussetzung, daß Sicilien abgetreten werde, dagegen solle der König Ferdinand IV. nicht nur die Balearischen Inseln als eine Entschädigung haben, sondern noch einen jährlichen Beitrag von der Krone Spanien, um die Königliche Würde behaupten zu können.

Lord Lauderdale bezeigte seine Verwunderung darüber, daß man Sicilien wiederum erwähne, dieser Artikel interessire Rußland besonders, und was dieses Reich angehe, darauf lege England das größte Gewicht.

Am 26. September war eine anderweitige und die letzte Conferenz, in welcher der Minister Champagny erklärte: der Kaiser sei bereit, den Bedingungen, welche der mit Oubril unterzeichnete Traktat enthalte, noch die völlige Souveränetät über

die Insel Corfu für Rußland hinzuzuthun. Er sei aber nicht autorisirt, in irgend einem Stücke weiter zu gehen.

Hierauf forderte Lord Lauderdale Päffe, um abzureisen.

Der Kaiser Napoleon war den 24. nach Mainz abgegangen, der Minister Talleyrand den 26.

Von daher bekam der Lord am 5. Oktober die Päffe mit einem Schreiben des Ministers vom 1. Oktober, darin er, nachdem er das Bedauern des Kaisers zu erkennen gegeben hatte, daß England auf so billige Bedingungen und so große Opfer, als er bringen wolle, den Frieden nicht annehme, mit folgenden großen leeren Phrasen endigte, welche die französische Politik so vorzüglich auszuspenden versteht:

„Néanmoins, quelles que soient les inductions que l'on puisse tirer pour l'avenir des exemples du passé, Sa Majesté sera prête, si les négociations avec l'Angleterre doivent être interrompues, à les reprendre au milieu de toutes les chances des événements. Elle sera prête à les rétablir sur les bases posées de concert avec l'illustre ministre que l'Angleterre a perdu, et qui n'ayant plus rien à ajouter à sa gloire que le rapprochement des deux peuples, en avait conçu l'espérance, et a été enlevé au monde au milieu de son ouvrage.“

Lord Lauderdale gab den Vorwurf in der Note vom 6. Oktober, welche die ganze Unterhandlung schließt, zurück:

„Si le soussigné a eu ordre de demander ses passeports et de quitter la France, ce n'est assurément pas parce que son souverain veut renoncer à la paix, mais parce qu'il s'y voit forcé“, sagte er, „le gouvernement français n'ayant pas consenti à toutes les conditions que comportait la proposition faite dans l'origine à Sa Majesté Britannique, et ayant en outre rejeté comme base du traité avec la Russie les conditions justes et raisonnables que le soussigné avait été autorisé à proposer.

Er versicherte auch, England werde stets geneigt zum Frieden bleiben, wenn es mit der Ehre der Krone und dem Interesse

der Unterthanen zu vereinigen sein werde. Uebrigens würde der Minister Fox keine anderen Instruktionen gegeben haben, als diejenigen, die er erhalten und befolgt habe.

Ich habe dieser fehlgeschlagenen Unterhandlung etwas umständlich gedacht, weil sie in mehrerem Betracht merkwürdig ist. Sie steht wegen der ununterbrochen und so bestimmt gezeigten Absicht, Hannover wieder an England zu geben, und wegen der ganz entgegengesetzten Versicherungen an Preußen, in der genauesten Verbindung mit den Angelegenheiten dieses Staats und mit dem Kriege von 1806. Sie zeigt, daß der Frieden wahrscheinlich zu Stande gekommen sein würde, wenn sich Napoleon zu irgend einer angemesseneren Entschädigung an den König Ferdinand für Sicilien hätte verstehen wollen, als die Balearischen Inseln und die jährliche Rente, die das mit ihm alliirte Spanien hergeben sollte, war. England wollte von dem uti possidetis für beide Theile ausgehen und dann durch Austauschungen und Compensationen eroberte Colonien zurückgeben, um dadurch einige Gegenstände auf dem festen Lande zu erlangen, die Rußland forderte, vermuthlich für die Könige von Sicilien und Sardinien. Preußen würde Hannover verloren haben, wenn dieser Frieden geschlossen worden wäre. Der Publiciste vom 21. September spricht es deutlich aus, was Napoleon bei dem Wiener Traktat für Absichten hatte: „La France a fait comme ce général lacédémonien qui, voyant un corps de jeunes gens disposés à livrer un poste à l'ennemi, se contenta de leur en indiquer un autre où il les fit surveiller.“

In den Bemerkungen, welche der Moniteur als offiziell über die öffentliche englische Erklärung vom 21. Oktober die Abbrechung der Unterhandlungen betreffend machte, wird mit großer Unverschämtheit, aber ohne irgend ein Detail gesagt: „Il est faux que le Gouvernement français ait fait avant la négociation aucune des ouvertures, aucune des offres, que suppose la déclaration.“ Geht das auf das Princip des uti possidetis, so ist ein Mißverstand möglich, dieses Princip war aller-

dings nicht deutlich ausgedrückt; allein daß Hannover zurückgegeben werden sollte, kann niemand bezweifeln. „L'Angleterre intriguait en Russie pour faire changer le ministère qui avait envoyé M. Oubril, et préparait ainsi le refus de la ratification de son traité de paix: elle excitait la Prusse contre la France en lui persuadant qu'elle perdrait le Hanovre, province que la France lui avait laissé prendre, mais qu'elle n'avait garanti qu'autant que la Prusse ferait cause commune avec la France pour obliger l'Angleterre à faire la paix", heißt es ferner in dieser Gegen-Bekanntmachung, wiederum ebenso unwahr als das Vorhergehende. England hatte so wenig Antheil an der Ministerial-Veränderung in Petersburg, daß der englische Botschafter, Lord Gower, vielmehr äußerst betreten darüber war. Nicht einen Schritt hatte es in Berlin gethan, um den König zum Kriege aufzureizen: alle die inconsequenten Bemühungen des Grafen von Haugwitz in London, eine Annäherung und Milderung der gegen Preußen genommenen feindlichen Maßregeln zu bewirken, waren vielmehr ganz vergeblich gewesen. Erst am Ende Augusts, als unsre Rüstungen gegen Frankreich bekannt geworden waren, gelangten die ersten oben erwähnten Eröffnungen Englands durch den Gesandten Adair in Wien an mich, und am 1. September machte Graf Haugwitz von unserm veränderten System eine allgemeine Eröffnung nach London, worauf bald nachher die Aufhebung der Blokade der Häfen erfolgte. Erst gegen das Ende des Septembers gieng der Baron von Jacobi nach Hamburg, um dort durch den englischen Gesandten Thornton weitere Eröffnungen zu machen und von da nach England zurückzureisen. Erst in dem Augenblick der Schlachten von Jena und Auerstädt erschien Lord Morpeth als englischer Gesandter bei der Armee und sprach nicht einmal den König, die Unterhandlungen wurden nicht einmal angeknüpft. Wie sehr ist die Ueberlassung von Hannover an Preußen entstellt! Man darf sich nur die wahren Umstände, wie sie in diesem Werke mit der gewissenhaftesten Treue dargestellt sind, in das Gedächtniß zurück-

rufen, um das Falsche und Gehässige dieser französischen offiziellen Darstellung ganz zu würdigen. Und hatte denn Preußen nicht gemeinschaftliche Sache mit Frankreich gegen England gemacht, so weit es irgend war gefordert worden? Waren unsre Häfen nicht zum höchsten Nachtheil unsres Handels geschlossen? Hatte England uns nicht den Krieg erklärt, nicht uns mehrere hundert Schiffe genommen?

Wirklich, man erstaunt und trauert, wenn man so mit einer Frechheit, davon die Geschichte kein Beispiel hat, Betrug, Gewaltthätigkeit und Raub, unter der Maske der feinen Gefühle, des Edelmuths und der wohlthätigen Absichten, als System aufgestellt sieht!

Eine andre Merkwürdigkeit, insbesondere für unsre deutschen Schriftsteller, die in ihrem blinden Haß gegen England unaufhörlich Napoleons weise, großmüthige Absicht, die Freiheit der Meere zu bewirken, ausposaunen, ist, daß in dieser ganzen Unterhandlung nicht mit einer Silbe die Rede davon ist, und daß der Frieden, ohne sie zu stipuliren, würde geschlossen worden sein, wenn man nur über die andern Bedingungen hätte einig werden können. Alle französischen großen Phrasen hierüber sind weiter nichts als Lockpfeifen für die Leichtgläubigkeit der andern Nationen. Wenn Frankreich bei einem künftigen Frieden nur Vortheile für sich erlangen kann, wird es für die Rechte der Neutralen weder etwas aufopfern, noch für sie einen Augenblick länger fechten.

In den Druckschriften „Papers relative to the Negociation with France“[1] und dem „Recueil de pièces officielles“[2] findet

---

1) Papers relative to the Negociation with France, presented by His Majesty's command to both Houses of Parliament, 22d December 1806.

2) Recueil de pièces officielles, ainsi que de pièces fugitives les plus intéressantes publiées par les gouvernemens respectifs, ou avec leur assentiment, à dater des dernières négociations en 1806 entre la France, l'Angleterre et la Prusse. N° 1. 1807. Amsterdam.

man sowohl die bei dem englischen Parlamente am 22. December 1806 vorgelegten Papers relative to the Negociation with France als die Erklärung Seiner Britischen Majestät vom 21. Oktober und die französischen Bemerkungen darüber. Die Berichte der englischen Gesandtschaft finden sich freilich nicht bei den französischen Publikationen: sie allein können über die Unterhandlung Licht verbreiten.

Die meinige mit dem Herrn Adair endigte sich bald, indem die, welche durch den Baron Jacobi eingeleitet war, und die Begebenheiten des Kriegs sie hemmten. Den 29. September schickte ich dem König mittelst folgenden Berichts den ebenfalls hier eingerückten Briefwechsel, womit sich diese Sache schloß:

Je mets aux pieds de Votre Majesté: 1° la lettre que je viens de recevoir du sieur Adair à Vienne en original (S. 164); 2° la réponse que je viens de lui faire en copie (S. 165); 3° la copie de ma lettre du 11 septembre au comte de Hardenberg, écrite lorsque vous daignâtes m'autoriser à entendre les propositions du sieur Adair, Sire (S. 142).

J'ose vous supplier de me munir de vos ordres précis [1]), qui me sont d'autant plus nécessaires que je ne suis pas au fait de la négociation du baron de Jacobi et de la marche des affaires politiques en général. Que Votre Majesté veuille agréer avec bonté les vœux ardents et sincères que je ne cesse de former pour ses succès et l'hommage de mon plus profond et plus zélé respect [2]).

Tempelberg, 29 septembre 1806. Hardenberg.

---

1) Je n'ai reçu aucune réponse. A. d. V.

2) Envoyée le 30 à Seegebarth, avec prière de la faire parvenir au Roi par courrier de la manière accoutumée. A. d. V.

Lettre de Sir Robert Adair à Hardenberg.

Je suis infiniment flatté, Monsieur le Baron, de la manière franche et amicale dont vous avez bien voulu répondre à l'ouverture que j'ai eu l'honneur de vous faire par notre ami commun, le comte de Hardenberg. Cette démarche a été fondée de ma part sur l'intérêt commun et évident de nos gouvernements, et c'est avec vrai plaisir que je viens d'apprendre, par un courrier arrivé aujourd'hui, que ma conduite à cet égard a reçu l'approbation gracieuse de mon souverain. Animés donc mutuellement par le même dévouement pour nos maîtres, par le même amour pour leur gloire, par le même désir de voir cesser les usurpations qui désolent l'Europe depuis tant d'années, voyons ce qu'il y aurait à faire dans ce moment décisif de sa destinée. Je m'ouvre à vous sur ce sujet sans phrase, comme sans réserve.

Je suis entièrement de votre avis sur la nature de l'obstacle qui pourrait en premier lieu et dans d'autres circonstances empêcher toute communication confidentielle entre nous. Non pas que je me dissimule les difficultés sous tous les rapports que présente cette question délicate, mais il ne s'agit pas ici, comme vous me l'observez bien, d'objets qui pour le moment sont purement secondaires. Il s'agit de nous opposer tous à l'ennemi commun, de réduire sa puissance dans de justes bornes, et de nous garantir de nouvelles attaques. Mes dernières dépêches ne s'expliquent pas autant que je l'aurais désiré en détail sur les articles que l'on pourrait présenter comme projet d'une nouvelle fédération, mais encouragé par l'accueil que vous avez fait à ma proposition, je dépêcherai un courrier à Londres, sans perdre un moment, pour demander les instructions les plus précises et les plus positives à cet égard.

En attendant, pour ce qui regarde l'objet essentiel, il me semble qu'on ne pourrait mieux faire que d'en prendre

pour base le traité de Potsdam de l'année dernière, en y portant toutefois tels changements que les circonstances auraient rendus indispensables. Sans attendre d'autres explications ou d'autres pouvoirs de ma cour, je me trouve déjà pleinement autorisé à discuter cette matière sur les principes annoncés par ce traité, tant pour ce qui regarde les arrondissements (calculés sur le *statu quo* des possessions de Sa Majesté Prussienne alors), que pour les subsides dont il y était question. Si vous croyez, Monsieur le Baron, que de pareils arrangements, à peu de choses près, pourraient convenir à l'état et aux dangers actuels de l'Europe, je crois pouvoir répondre de ma part que nous pourrions bientôt nous entendre.

Dans vingt-quatre jours d'ici j'aurai la réponse de mon gouvernement, mais pour ne pas perdre tout à fait un temps si précieux, j'ose vous demander en attendant votre opinion sur ce que je viens de vous communiquer. Les ordres que je recevrai du ministère britannique me décideront alors, ou à vous proposer de recevoir un homme de confiance nommé par M. Fox, ou de vous aboucher avec moi, selon les circonstances.

Agréez maintenant, Monsieur, les assurances de ma plus parfaite estime. Sans avoir l'honneur de vous connaître personnellement, c'est un sentiment qui date de loin en moi, et que la voix commune de l'Europe vous assure de plus en plus.

Vienne, 19 septembre 1806. Robert Adair.

J'ai répondu en date du 28 septembre à M. Adair, que j'avais reçu sa lettre, et me trouverais infiniment heureux de travailler conjointement avec lui à établir l'union la plus parfaite de principes et de mesures entre nos souverains; que le grand but qu'ils se proposaient tous deux étant sans doute si important, que tout objet secondaire devrait facilement s'arranger. Le Roi étant depuis huit jours à l'armée, je ne pouvais que demander ses ordres, d'autant plus que le baron de

Jacobi était entré en pourparlers avec M. Thornton à Hambourg; mais que je ne manquerais pas de lui faire connaître les intentions de Sa Majesté aussitôt qu'elle daignerait m'en informer; qu'en attendant les ouvertures ultérieures qu'il me faisait espérer me parviendraient. Le traité de Potsdam ayant été conclu entre la Prusse et la Russie sous des circonstances tout à fait différentes, il ne pourrait guère servir de base à nos nouveaux engagements sur les subsides et autres objets; qu'il faudrait sans doute un nouveau traité sur les conditions dont on conviendrait sans difficulté, quoique toujours dans l'esprit de celui de Potsdam etc.

Es ist nun noch übrig, die Unterhandlungen und Gegenstände nachzuholen, welche von dem Entschlusse, sich gegen Frankreich zu rüsten, in den ersten Tagen des Monats August an, bis zum wirklichen Ausbruch des Krieges mit Frankreich selbst, die Anstalten zu diesem unglücklichen Kriege betreffen.

Wir haben oben die ersten Veranlassungen dazu und die Maßregeln gesehen, die der Graf von Haugwitz bis in die Mitte des Augusts nahm.

Den 10. August wiederholte der französische Gesandt, Laforest, nachdem er einen Courier von Paris erhalten hatte, die freundschaftlichsten Versicherungen über die Beharrlichkeit des Kaisers Napoleon in seinen guten Gesinnungen gegen Preußen sowohl überhaupt, als insbesondere in Absicht auf die genaueren Verbindungen mit solchem und vorzüglich den ihm zu erhaltenden Besitz von Hannover betreffend, von welchem Punkt er bei seiner Friedensunterhandlung mit England nicht abgehen zu wollen zusagte. Man vergleiche die Data und man wird finden, daß man zu eben der Zeit, als dem Herrn Laforest diese Befehle ertheilt wurden, wohl schon verzweifelte mit England abzuschließen.

Den 11. berichtete der Marquis Lucchesini in dem Augenblicke, wo wir unsre Rüstungen begannen: „L'acquiescement du Roi à l'établissement de la confédération du Rhin a, selon

les assurances du duc de Bénévent, causé la plus vive satisfaction à l'Empereur, et il s'attendait à recevoir incessamment l'avis de l'existence de celle du nord. La manière dont ce ministre s'est expliqué sur les bruits défavorables relatifs au pays de Hanovre semble indiquer effectivement, comme le sieur Laforest en a donné l'assurance, que l'Empereur ne veut pas se départir de ses engagements sur ce sujet. En général on commençait à proclamer la plus grande intimité avec la Prusse, et les bruits de guerre étaient tombés. Depuis l'arrivée de lord Lauderdale les apparences paraissaient beaucoup moins favorables à la paix".

Der Graf von Haugwitz hatte, wie ich durch andere sicher weiß, den Plan, den Kaiser Napoleon bis auf den letzten Augenblick durch die freundschaftlichste Sprache zu hintergehen. Lucchesini erhielt Befehl, in diesem Sinn wegen unsrer Bewaffnungen Erläuterungen zu geben und den 24. gieng der General von Knobelsdorf nach Paris ab und Lucchesini wurde zurückberufen. Graf Haugwitz glaubte durch diesen Schritt dem Kaiser ein Compliment zu machen, weil dieser den General Knobelsdorf vorhin ausgezeichnet hatte. Der Grund dieser Auszeichnung ist schwer zu finden, da er nicht in den persönlichen Eigenschaften dieses Generals gegründet sein konnte, — er hatte als Gesandter in Constantinopel sich, als ein überhaupt gut gesinnter Mann, auch gegen die Franzosen gut betragen, als der Krieg zwischen Frankreich und der Pforte ausgebrochen war, und galt übrigens für französisch gesinnt; — vielleicht wollte der Kaiser auch den Marquis Lucchesini ärgern, den er nie leiden konnte.

In dem Augenblicke der Abreise des Generals von Knobelsdorf erhielt auch die Garnison von Berlin den Befehl, sich zum Aufbruche täglich bereit zu halten. Den 30. August wußte man in Berlin, daß der Kaiser von Rußland den Frieden nicht ratificirt hatte. Am 30. und 31. marschirte aber die Berliner Garnison wirklich aus und nach Sachsen.

Die Nachrichten aus Paris und aus England stimmten dahin

überein, daß der Frieden zwischen diesem Staat und Frankreich nicht zu Stande kommen werde; man konnte es also als höchst wahrscheinlich annehmen, daß, wenn es auch der Kaiser Napoleon in Absicht auf Hannover nicht redlich mit Preußen meinte, doch vorerst davon die Rede nicht sein werde. Die bestimmtesten Versicherungen darüber und überhaupt von Freundschaft waren wiederholt worden.

Es ist in der That unbegreiflich, wie der Graf von Haugwitz bei allen diesen Umständen nicht seinen Plan änderte, nicht auf eine Uebereinkunft mit Frankreich wegen der uns interessirenden Gegenstände durch Unterhandlung hinarbeitete, und es dagegen auf einen Angriffs-Krieg anlegen konnte, bevor er einmal mit England und Schweden Frieden gemacht, und mit ihnen und den andren Mächten übereingekommen, bevor er den nordischen Bund vollendet hatte; warum er nicht zu Erläuterungen die Hand bot und sich auf bloße Vertheidigungs-Anstalten und Vorsichtsmaßregeln beschränkte; es ist ganz unbegreiflich, wie derselbe Mann dieses alles thun konnte, der uns wenige Monate vorher viel zu schwach glaubte, um mit unsren Alliirten vereint den Krieg zu bestehen.

Napoleon hätte blind sein müssen, wenn er sich durch die heuchlerischen Freundschafts-Versicherungen lange hätte täuschen lassen, die man immer fortfuhr ihm zu geben, während sein Gesandter in Berlin ihm unsre Rüstungen und die Märsche unsrer Truppen meldete.

Vom 26. August schrieb Lucchesini: „Le ministre Talleyrand a manifesté le grand étonnement que les armements du Roi avaient causé à l'Empereur. Il a nié absolument que les mouvements des troupes françaises soient de nature à donner le moindre ombrage à la Prusse. Il a insinué qu'on ne pouvait concilier ces armements avec la reconnaissance de la confédération du Rhin et avec le traité d'alliance subsistant entre la Prusse et la France; mais que l'Empereur Napoléon était tout à fait indifférent à ce qu'on faisait à cet égard, et qu'il avait

expressément défendu à son ministre à Berlin de demander là-dessus des explications ou des éclaircissements; qu'à l'égard de la confédération du nord, il était décidé à ne s'en mêler désormais, ni pour, ni contre. Cependant il a témoigné que les trois villes Anséatiques ne devaient pas en faire partie. En attendant le Moniteur du 26 continue à déclarer que les troupes de la grande armée française ont reçu l'ordre de route pour retourner en France, et qu'à la fin de septembre il ne resterait plus un Français en Allemagne. Wesel a été déclaré territoire français, faisant partie du Département de la Roer. La négociation de lord Lauderdale semble approcher de sa fin".

Der französische Minister zu Dresden bezeigte ebenfalls die größte Verwunderung über die preußische und sächsische Bewaffnung und behauptete fortwährend, sein Kaiser hege die besten Gesinnungen für Preußen.

Den 3. September traf der General von Knobelsdorf in Paris ein. Der Kaiser empfieng ihn mit Gunstbezeugungen und schenkte ihm sogleich einen Staatswagen mit vier schönen normannischen Pferden. Er sagte ihm und sogar dem Marquis Lucchesini bei seiner Abschieds-Audienz viel Verbindliches, erklärte aber beiden: seitdem der russische Kaiser den Frieden nicht ratificirt habe, könne er seine Truppen in Deutschland nicht vermindern, er müsse sie vielmehr durch die 12,000 Mann, welche bei Meudon gestanden und durch die Truppen bei Boulogne verstärken. Der Marschall Berthier habe Befehl erhalten, die Armee die vorigen Positionen wieder nehmen zu lassen. Er habe aber nie eine Absicht gegen das nördliche Deutschland gehegt. Alle seine Plane giengen auf Dalmatien und Italien. Er wolle seine Truppen aus Westfalen herausziehen, aber gegen Oesterreich müsse er eine Armee stehen lassen. Seitdem der König seine Armee bewaffnet habe, könne er sich nicht mehr in die Angelegenheit wegen der nordlichen Conföderation mischen.

Als ich erfuhr, daß der König im Begriff sei, zur Armee

abzugeben, gieng ich von meinem Gute nach Berlin und schrieb ihm folgendes:

„Ayant appris que Votre Majesté est sur le point de se rendre à l'armée, je suis entré en ville pour lui demander la permission de lui faire ma cour avant son départ. Indépendamment du désir de mettre à ses pieds mes hommages et mes vœux, il est indispensable que je lui parle et reçoive encore ses ordres sur les objets importants et secrets qu'elle a daigné confier à mes soins. J'ose donc la supplier de me fixer l'heure où elle voudra bien me recevoir.“

Berlin, 17 septembre 1806. Hardenberg.

Ich wurde noch an demselbigen Tage nach Charlottenburg zur Tafel eingeladen und nach derselben ließ mich der König in die Zimmer der Königin rufen und sprach mit mir in ihrer Gegenwart. Er schilderte mir kurz und im Allgemeinen die Lage der Dinge und fügte hinzu, sie sei kritisch und gefährlich genug. Ich antwortete, das sei mit einem solchen Feinde als Napoleon allerdings der Fall, aber freilich besser, allenfalls mit Ehren zu unterliegen, als Schande und Abhängigkeit zu erdulden und jenes Schicksal am Ende dennoch zu haben, der König wisse aber schon, daß ich nicht unterrichtet sei, ich müsse voraussetzen, daß man sich bemühet habe, mit den andern Mächten ein vollkommenes Einverständniß einzuleiten, und bemerken, daß mir die Lage immer minder vortheilhaft und viel gefährlicher scheine als 1805. Dieses wollte der König nicht zugeben und erwiderte, Oesterreich sei bereit beizutreten, nur scheine es den ersten Erfolg abwarten zu wollen, auf Rußland könne man rechnen, mit England werde man sich auch einverstehen. Hierauf sagte ich: Da Seine Majestät dem Grafen von Haugwitz Seine Geschäfte ausschließlich anvertraue, so hielte ich es für durchaus nothwendig, daß er von dieser geheimen Unterhandlung sowohl als von den Eröffnungen des Gesandten Adair in Wien unterrichtet würde. Ich gebe also anheim, ob der König dieses nicht thun wolle. Eine doppelte Unterhandlung mit England könne nur nachtheilig werden, zumal

da ich von Seiner Majestät Person entfernt sein würde Dieses sei die Hauptsache, warum ich ihn noch zu sprechen gewünscht hätte. Der König wollte sich aber hierauf gar nicht einlassen und bestand darauf, ich sollte, was etwa an mich in dieser oder in der russischen Angelegenheit gelangte, ihm nur durch den bisherigen Weg zuschicken, er werde das Nöthige dann schon selbst besorgen. Bald darauf entließ er mich mit der Aeußerung: der Zeitpunkt könne vielleicht bald kommen, wo er von meinen Diensten wieder Gebrauch machen würde. Mir blieb nichts übrig, als ihm das beste Glück zu seiner großen Unternehmung zu wünschen und zu versichern, ich würde, wenn jener Zeitpunkt einträte, wie bisher meinen treuen Eifer zu bethätigen nicht ermangeln.

Natürlich schmerzte es mich aber, daß gar nicht die Rede davon war, meinen Rath über die wichtigen Dinge zu begehren, die man vorhatte, viel weniger mich dabei zu gebrauchen. Ich fühlte indessen meinen eigenen Werth zu sehr, um jenen Rath und meine Dienste auf irgend eine Weise aufzudringen, und gieng auf mein Gut zurück, entschlossen, an den Geschäften eines Staatsraths, den der König während seiner Abwesenheit angeordnet hatte und dem durch den Kabinetsrath Beyme eine Instruktion gegeben wurde, die den Kabinetsräthen alles Wichtige vorbehielt, gar keinen Antheil zu nehmen und meine Entlassung zu fordern, sobald dieses auf irgend eine schickliche Weise geschehen konnte.

Der Fürst von Wittgenstein theilte mir das von dem Grafen von Haugwitz zum Durchlesen erhaltene Memoire im Vertrauen mit, wodurch er dem König die Nothwendigkeit zu den Waffen zu greifen lebhaft schilderte, und das den Entschluß zum Kriege bei Seiner Majestät befestigte. Ich habe es bei den Akten auch nicht gefunden, vermuthlich ist es in Graudenz ebenfalls verbrannt worden [1]. Es war vom 16. September datirt. Der Graf stellte darin die Politik Napoleons in den allerstärksten und furchtbarsten Farben dar, erklärte seine Versicherungen von

[1] Das Memoire ist vorhanden und wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

Freundschaft für schmeichlerische, trügerische Worte, denen der König nicht den mindesten Glauben beimessen müsse, und beschwor Seine Majestät, sich nicht blos Preußens wegen zum Kriege zu entschließen, sondern sich endlich der Sache Europas anzunehmen und, ohne den Beistand andrer Mächte abzuwarten, vorzuschreiten. Er rechnete die Macht, die der König Napoleon entgegensetzen könne, auf 180,000 Mann, mit Inbegriff der Sachsen und Hessen. Sein Antrag gieng am Ende dahin, von Napoleon als Ultimatum zu fordern: 1) den augenblicklichen Rückzug aller seiner Truppen aus Deutschland, 2) dem nordischen Bunde kein Hinderniß irgend einer Art entgegenzustellen; dieser solle alle Staaten in sich fassen, die nicht in der Fundamental-Akte des rheinischen Bundes enthalten wären, 3) die augenblickliche Eröffnung der Unterhandlungen, um alle streitigen Punkte mit Preußen zu vergleichen, und als Präliminar-Grundlagen, die Trennung Wesels vom französischen Reich und die Wiederbesetzung der drei Abteien Essen, Elten und Werden durch preußische Truppen, 4) die Annahme einer Unterhandlung mit den andern Mächten, um endlich die europäischen Angelegenheiten auf eine feste und billige Weise zu bestimmen.

Der General Knobelsdorf war selbst keineswegs von den eigentlichen Absichten des Hofes unterrichtet. Er glaubte gutmüthig, auf eine Uebereinkunft hinzuarbeiten, und führte also um desto sicherer eine blos dahin abzielende Sprache. Das war der Plan des Grafen von Haugwitz. Zuletzt sollte er blos das Werkzeug der Uebergabe einer Note sein, die einer Kriegserklärung gleich gelte, und mittlerweile sollte man sich anschicken, sogleich eine recht kräftige Offensive mit der Armee anzugehen, ehe Napoleon diesen Vortheil über uns gewönne.

Der Minister Talleyrand übergab inzwischen dem General von Knobelsdorf bald nach seiner Ankunft am 12. September folgende Note[1]:

1) Diese und die folgenden Noten sind gedruckt nach dem S. 162 citirten Recueil de pièces officielles, N° II, da sie im hiesigen königl. Geh. Staatsarchive sich nicht vollständig vorfanden.

Le soussigné, ministre des relations extérieures, est chargé, par ordre exprès de Sa Majesté l'Empereur et Roi, de faire connaître à Son Excellence M. de Knobelsdorf, que de nouveaux renseignements, venus de Berlin, sous la date des premiers jours de septembre, ont appris que la garnison de cette ville en était sortie pour se rendre aux frontières; que tous les armements paraissaient avoir redoublé d'activité, et que publiquement on les présentait, à Berlin même, comme dirigés contre la France. Les dispositions de la cour de Berlin ont d'autant plus vivement surpris Sa Majesté, qu'elle était plus éloignée de les présager d'après la mission de M. de Knobelsdorf et la lettre de Sa Majesté le Roi de Prusse dont il était porteur. Sa Majesté l'Empereur et Roi a ordonné l'envoi de nouveaux renforts à son armée, la prudence lui commandait de se mettre en mesure contre un projet d'agression aussi inattendu qu'il serait injuste. Mais ce ne serait jamais que malgré lui et contre son vœu le plus cher, qu'il se verrait forcé de réunir les forces de son empire contre une puissance que la nature même a destinée à être l'amie de la France, puisqu'elle avait lié les deux Etats par une communauté d'intérêts avant qu'ils fussent unis par des traités. Il plaint l'inconsidération des agents qui ont concouru à faire adopter, comme utiles et comme nécessaires, les mesures prises par la cour de Berlin. Mais ses sentiments pour Sa Majesté le Roi de Prusse n'en ont été ni changés ni affaiblis, et ne le seront point aussi longtemps que Sa Majesté ne sera point forcée à penser que les armements de la Prusse sont le résultat d'un système d'agression combiné avec la Russie contre la France; et lorsque l'intrigue, qui paraît être agitée de tant de manières et sous tant de formes pour inspirer au cabinet de Berlin des préventions contre son meilleur et son plus fidèle allié, aura cessé, lorsqu'on ne menacera plus par des préparatifs une nation que jusqu'à cette heure il n'a pas paru facile d'intimider, Sa Ma-

jesté l'Empereur regardera ce moment comme le plus heureux pour lui-même et pour Sa Majesté le Roi de Prusse. Il sera le premier à contremander les mouvements de troupes qu'il a dû ordonner, à interrompre des armements ruineux pour son trésor, et les relations entre les deux États seront rétablies dans toute leur intimité. C'est sans doute une chose satisfaisante pour le cœur de Sa Majesté de n'avoir donné, ni directement ni indirectement, lieu à la mésintelligence qui paraît prête à éclater entre les deux États, et de ne pouvoir jamais être responsable des résultats de cette singulière et étrange lutte, puisqu'elle n'a cessé de faire constamment, par l'organe de son envoyé extraordinaire et par l'organe du soussigné, toutes les déclarations propres à déjouer les intrigues qui, malgré ses soins, ont prévalu à Berlin; mais c'est en même temps pour Sa Majesté Impériale un grand sujet de réflexion et de douleur que de songer que, lorsque l'alliance de la Prusse semblait devoir lui permettre de diminuer le nombre de ses troupes et de diriger toutes ses forces contre l'ennemi commun, qui est aussi celui du continent, c'est contre son allié même qu'elle a des précautions à prendre. Les dernières nouvelles de Berlin diminuant beaucoup l'espoir que l'Empereur avait fondé sur la mission de M. de Knobelsdorf et sur la lettre de Sa Majesté le Roi de Prusse, et semblant confirmer l'opinion de ceux qui pensent que l'armement de la Prusse, sans aucune explication préalable, n'est que la conséquence et le premier développement d'un système combiné avec les ennemis de la France, Sa Majesté se voit obligée de donner à ses préparatifs un caractère général, public et national. Toutefois elle a voulu que le soussigné déclarât que même après la publicité des mesures extraordinaires auxquelles Sa Majesté a dû recourir, elle n'en est pas moins disposée à croire que l'armement de la cour de Berlin n'est que l'effet d'un malentendu, produit lui-même par des rapports

mensongers, et à se replacer, lorsque cet armement aura cessé, dans le même système de bonne intelligence, d'alliance et d'amitié qui unissait les deux États.

Paris, 12 septembre 1806. Ch. M. Talleyrand,
prince de Bénévent.

Der General von Knobelsdorf antwortete hierauf unverzüglich was folget:

Le soussigné sentant combien il est de la plus haute importance de répondre tout de suite à la note que Son Excellence le prince de Bénevent, ministre des relations extérieures, lui a fait l'honneur de lui adresser ce soir, se voit forcé de se borner à représenter les observations suivantes. Les motifs qui ont engagé le Roi mon maitre à faire des armements ont été l'effet d'une trame des ennemis de la France et de la Prusse, qui, jaloux de l'intimité qui règne entre ces deux puissances, ont fait l'impossible pour alarmer par de faux rapports venus à la fois de tous côtés. Mais surtout, ce qui prouve l'esprit de cette mesure, c'est que Sa Majesté ne l'a concertée avec qui que ce soit, et que la nouvelle en est venue plus tôt à Paris qu'à Vienne, Pétersbourg et Londres. Mais le Roi mon maitre a fait faire à l'envoyé de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, une communication amicale au sujet de ces mesures. Ce ministre n'avait point encore donné de réponse sur cette communication. La relation des intéressants entretiens que Sa Majeste Imperiale a daigne avoir avec le soussigné et le marquis de Lucchesini, ne pouvait encore être arrivée à Berlin. D'après cet exposé, le soussigné ne peut que temoigner à Son Excellence le ministre des relations extérieures le vœu le plus ardent que les actes publics restent encore suspendus jusqu'au retour du courrier dépêche à Berlin.

Paris, 12 septembre 1806. Knobelsdorf.

Hierauf schrieb der Kaiser Napoleon dem König einen Brief als Antwort auf den, welchen der General von Knobelsdorf

überbracht hatte und der in allgemeinen freundschaftlichen Ausdrücken gefaßt war [1].

Der Minister Talleyrand aber erwiderte am 1[illegible]. September Nachstehendes auf die letzte Note des Generals von Knobelsdorf:

Le soussigné a mis sous les yeux de Sa Majesté l'Empereur et Roi la note que Son Excellence M. de Knobelsdorf lui fit hier l'honneur de lui adresser. Sa Majesté y a trouvé avec plaisir l'assurance que la Prusse n'était entrée dans aucun concert hostile contre la France; que l'armement qu'elle a fait n'avait eu pour cause qu'un malentendu; que le départ de la garnison de Berlin, quoique effectué depuis la lettre écrite par Sa Majesté le Roi de Prusse, ne devait être considéré que comme l'exécution d'un ordre antérieur, et que le mouvement imprimé aux troupes prussiennes cesserait aussitôt que l'on connaîtrait à Berlin ce que Sa Majesté l'Empereur et Roi a bien voulu dire à MM. de Knobelsdorf et de Lucchesini, dans les audiences particulières qu'il leur a accordées. Sa Majesté a ordonné, en conséquence, que les communications qui devaient être faites au Sénat lundi prochain seraient différées, et qu'aucunes troupes, autres que celles qui sont actuellement en marche vers le Rhin, ne seraient mises en mouvement jusqu'à ce que Sa Majesté connaisse les déterminations et les mesures que la cour de Berlin aura prises, d'après le rapport que MM. de Knobelsdorf et de Lucchesini lui ont fait; et si ces déterminations sont telles que l'armée française en Allemagne ne soit plus menacée, et que toutes choses soient remises entre la France et la Prusse sur le même pied qu'elles étaient il y a un mois, Sa Majesté fera rétrograder immédiatement les troupes qui se rendent actuellement sur le Rhin. Il tarde à Sa Majesté l'Empereur et Roi que ce singulier malentendu soit éclairci. Il lui tarde de pouvoir se livrer, sans aucun mélange d'incertitude et de doute, aux sentiments dont il a

---

[1] S. Correspondance de Napoléon Ier, t. XIII, n° [illegible].

donné tant de preuves à la cour de Berlin, et qui ont toujours été ceux d'un fidèle allié.

Paris, 13 septembre 1806. Talleyrand.

Dieser Note folgte bald eine andere folgenden Inhalts:

Le soussigné ministre des relations extérieures a exprimé à Son Excellence M. de Knobelsdorf, dans la note qu'il a eu l'honneur de lui remettre le 13 septembre, les dispositions confiantes avec lesquelles Sa Majesté l'Empereur a reçu les assurances données par M. de Knobelsdorf, que les mouvements militaires de la cour de Berlin n'étaient le résultat d'aucun concert hostile contre la France, mais uniquement l'effet d'un malentendu, et qu'ils cesseraient au moment où les premiers rapports de Son Excellence seraient parvenus à Berlin. Cependant les nouvelles qu'on en reçoit chaque jour portent tellement tous les caractères d'une guerre imminente, que Sa Majesté Impériale doit avoir quelque regret de l'engagement qu'elle a pris de ne pas encore appeler ses réserves, et de différer la notification constitutionnelle d'après laquelle toutes les forces de la nation seraient mises à sa disposition. Elle remplira cet engagement; mais elle croirait contraire à la prudence et aux intérêts de ses peuples, de ne point ordonner dans l'intérieur toutes les mesures et tous les mouvements de troupes qui peuvent avoir lieu sans notification préalable. Sa Majesté a en même temps chargé le soussigné d'exprimer de nouveau à Son Excellence M. de Knobelsdorf, qu'elle ne peut encore s'expliquer par quel oubli de ses intérêts la Prusse voudrait renoncer à ses rapports d'amitié avec la France. La guerre entre les deux États lui paraît une véritable monstruosité politique; et, du moment où le cabinet de Berlin reviendra à des dispositions pacifiques et cessera de menacer les armées d'Allemagne, Sa Majesté prend l'engagement de contremander toutes les mesures que la prudence lui commandait de prendre. Elle saisira avec plaisir, comme elle ne cesse de le faire dans toutes les circonstances, l'occasion de témoigner

à Sa Majesté le Roi de Prusse le prix qu'elle attache à son amitié, à une union fondée sur la saine politique et sur des intérêts réciproques, et de lui prouver que ses sentiments sont toujours les mêmes, et qu'aucune provocation n'a pu les altérer. Le soussigné se félicite de pouvoir donner à Son Excellence M. de Knobelsdorf une assurance aussi formelle des dispositions de Sa Majesté, qui sont tellement étrangères à toute idée de guerre avec la Prusse, qu'elle a déjà commis une faute militaire très grave en retardant d'un mois ses préparatifs, et en consentant à laisser passer quinze jours encore sans appeler ses réserves et ses gardes nationales. Cette confiance que Sa Majesté aime à conserver prouve combien elle apprécie la parole que lui a donnée Son Excellence M. de Knobelsdorf, que la Prusse n'était entrée dans aucun concert avec les ennemis de la France, et que les assurances qu'elle a reçues, en mettant un terme au malentendu qui vient de s'élever, feraient cesser les armements qui en ont été la suite.

Paris, septembre 1806[1]). Talleyrand.

Auf diese Note antwortete der General Knobelsdorf:

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, a reçu hier la note qui lui a été adressée par Son Excellence M. le prince de Bénévent, ministre des relations extérieures. Si, dans cet office, le soussigné a retrouvé avec une extrême satisfaction l'assurance précédemment consignée dans la note du 13 septembre, que Sa Majesté l'Empereur et Roi remplirait l'engagement qu'elle a pris, d'attendre le résultat des explications données au marquis de Lucchesini et au général de Knobelsdorf avant de prendre un parti sur les notifications constitutionnelles qui mettraient toutes les forces de la nation française à la disposition du gouvernement, il a appris avec une peine infinie que Sa Majesté ait eu quelque regret de cet engagement, et que, tout en le remplissant, elle croit nécessaire d'ordonner toutes les

1) Das Datum fehlt bei dem Abdruck im Recueil.

mesures et tous les mouvements de troupes qui peuvent avoir lieu sans notification préalable. Le soussigné s'empresse de réitérer à Son Excellence le prince de Bénévent l'assurance que Sa Majesté le Roi de Prusse, loin d'avoir jamais eu l'idée de renoncer à ses rapports d'amitié avec la France, partage à cet égard tous les sentiments de Sa Majesté Impériale et Royale, exprimés dans l'office auquel cette note sert de réponse; que loin d'être entrée dans un concert avec les ennemis de la France, Sa Majesté Prussienne a toujours cherché à calmer tous les ressentiments pour faciliter le rétablissement de la paix générale; enfin, que loin de menacer les armées françaises en Allemagne par ses armements, ceux-ci n'ont eu lieu qu'à la suite d'avis reçus à Berlin, et qui étaient tellement alarmants, qu'il n'eût pas été possible de négliger des mesures de précaution commandées par la prudence pour le salut de l'État. Le soussigné se plaît à renouveler à Son Excellence M. le prince de Bénévent l'assurance qu'en prenant ces mesures Sa Majesté le Roi de Prusse n'a pas renoncé un seul instant à l'espérance de voir se dissiper les nuages élevés entre elle et la France; et le général Knobelsdorf est persuadé que tel sera le résultat des explications qui ont eu lieu. En priant M. le prince de Bénévent de faire parvenir à la connaissance de Sa Majesté l'Empereur et Roi cette réponse à son office, le soussigné a l'honneur etc.

Paris, septembre 1806. Knobelsdorf.

Endlich wollte man die Maske abnehmen. Der König war den 21. September zur Armee und zwar zuerst nach Naumburg abgegangen. Der Kaiser Napoleon hatte seinerseits Paris am 24. verlassen und hatte sich nach Mainz begeben. Nun schrieb ihm der König den 26. September von Naumburg folgenden Brief, gewiß den ersten und einzigen in seiner Art an den stolzen, der Schmeichelei so gewohnten Napoleon.

Monsieur mon Frère. J'ai reçu la lettre de Votre Majesté Impériale du 12 septembre. Jamais je n'ai mieux senti qu'à sa lecture combien il m'en a coûté de me mettre avec elle

dans la relation pénible dont elle m'entretient. Car quelque distance qu'il y ait entre le fait et son langage, je n'ai pu me défendre d'être sensible à tout ce qu'elle me dit de son amitié. Je veux une fois, à mon tour, lui ouvrir ma pensée tout entière. J'ai de son caractère une idée trop haute pour craindre d'y perdre à ses yeux. Je lui ferai le double tableau de ce qui j'ai été à la France, et de ce que la France a été pour moi.

Consultez l'Europe entière, et voyez partout quel est le genre de partialité dont on m'accuse. Je vous ai reconnu le premier. J'ai été insensible aux menaces comme aux promesses toutes les fois qu'on a voulu me faire manquer à nos rapports. Trois fois dans le cours de trois années, j'ai été sur le point de conclure avec vous l'alliance la plus étroite, et elle n'a manqué trois fois que parce qu'au moment de la conclusion vous avez voulu faire embrasser à ma politique simple et modeste des objets qui n'étaient pas de sa compétence. Vous avez asservi la Hollande qui tient si étroitement à mes intérêts; je me suis tu. Vous avez voulu envahir l'électorat de Hanovre, qui n'était pour rien dans la guerre maritime; je l'ai permis, quelque droit que j'eusse à m'y opposer. Vous avez mis la couronne de fer sur votre tête; j'ai presque connivé à la violation d'un traité en reconnaissant le premier cet événement. Vos différends avec la Russie menaçaient le continent d'une guerre; j'ai fait l'impossible pour faire partager à Pétersbourg les espérances dont je me berçais encore; et jamais on ne s'est donné, pour séparer deux puissances, les peines que j'ai prises pour rapprocher l'Empereur Alexandre et vous. Vous m'avez fait un affront sensible en violant dans la personne d'un ministre anglais placé sous ma protection la neutralité de mon empire; un simple procédé m'a désarmé, quoique la violation même ne pût plus se réparer. Vous avez traité l'Empire d'Allemagne ainsi que la Prusse en enlevant sur son territoire un prince qui devait s'y croire sous la protection de nos lois; croyez-vous que je n'aie pas ma sensibilité

aussi? eh bien, c'est moi qui ai fait taire le cri public. Maître du Hanovre, vous avez désiré le passage par mes provinces de Westphalie: je vous l'ai d'abord accordé. Dans les temps moins malheureux, vous aviez eu l'idée grande et digne de vous d'essayer si l'on pouvait faire à la famille des Bourbons un sort qui guérît quelques-unes de ses blessures; je consentis à être l'organe de vos offres, et vous savez dans quel esprit mes instructions furent conçues. Lorsque le frère du malheureux Louis XVI, établi dans mes États, bien loin d'accepter vos offres, sembla s'agiter encore, je préférai qu'il choisit un autre asile, et l'infortuné s'éloigna. Le Roi de Suède fit passer des troupes sur le continent et parut menacer l'armée de Hanovre: vous savez par quelles déclarations je vous tranquillisai sur ce point. Elles ont manqué par la suite de me compromettre avec mon allié le plus naturel, et mon respect pour mes promesses m'allait inévitablement précipiter dans de grands malheurs, si vous n'eussiez pris soin vous-même de m'en dégager en me traitant, dans ce moment même, ou comme un ennemi que vous vous souciiez peu de provoquer, ou comme un ami que vous ne considériez pas.

Ainsi, dans tous les temps, mon langage et mes procédés ont été ceux d'une amitié loyale et franche. Toutes les autres puissances m'ont cru des torts. Savez-vous quels ont été mes motifs? D'abord je tenais, par raison et par conviction, à un rapport heureux avec la France. Dans l'ancien ordre des choses, et jusqu'à ce que l'Allemagne bouleversée eut fait disparaître entre nos deux empires ces Etats intermédiaires, gages de nos longs rapports, la Prusse et la France avaient de grands intérêts communs, et n'en avaient que peu qui les divisassent. En second lieu, je voulais à tout prix éviter la guerre du continent, pour en épargner les horreurs à mes peuples, pour atteindre sans de plus grandes calamités l'époque de la paix maritime. Alors votre génie, me disais-je, se tournerait de lui-même sur des objets différents et plus glorieux. Il y

avait tant à faire pour le bonheur de la France, que le héros devait se plaire enfin à des travaux plus paisibles. S'il était possible que j'évitasse une explosion précoce, je ne craignais plus les suites de mes éternelles condescendances. Car, dans mon idée, l'ambition même chez vous devait être grande, et il semblait qu'avec tant de gloire il dût en coûter peu de se borner. Voyez comment vous avez justifié mon attente et quels ont été en retour vos procédés envers moi. Je ne parle pas de ces progrès toujours croissants de la puissance française qui pouvaient faire trembler enfin les puissances les plus éloignées, ni de la Suisse, ni de la Hollande, ni de Gênes, ni même du Portugal payant au poids de l'or sa triste neutralité, quoiqu'en politique tous les chaînons se touchent, et qu'entre ces objets il en fût d'intéressants pour toutes les cours. Lors de l'envahissement du pays de Hanovre, je vous demandai seulement de borner là vos mesures. Je ne pus pas même obtenir, par toutes mes représentations, que le territoire de Hambourg ne fût pas envahi, puisqu'il n'y eût pas l'ombre d'un prétexte pour colorer cette violence. En vain je vous représentai que la clôture des fleuves et le blocus qui devait la suivre ruinaient mes sujets sans vous servir. Vous fîtes porter à tout le nord le poids d'une dispute étrangère, quoique ce ne fût pas l'occupation du pays de Hanovre, mais l'envahissement injuste de Cuxhaven, qui vous donnait les moyens d'éloigner le commerce anglais de Hambourg.

Je vous ai rappelé déjà la double violation du territoire germanique, dont l'une m'était personnelle. La guerre du continent éclata; vous débutâtes par une autre mesure que dans ce moment encore je suis à comprendre. J'avais proclamé ma neutralité, ou plutôt, soyons vrais, je n'étais plus neutre, car l'attitude de mes armées était telle que tout l'avantage en était pour vous. Ce fut le moment que vous choisites pour forcer le passage de mes provinces, malgré les protestations solennelles de mes ministres et des autorités du

pays. L'honneur et le cri d'une nation généreuse, blessée dans ce qu'elle avait de plus cher, ne me laissèrent plus le choix de mon système. Mes armées revolèrent d'une extrémite de mon royaume à l'autre. Mais alors même, attaqué déjà, quel fut le rôle que je me prescrivis? N'ayant pu conserver la paix au continent, je voulus la lui rendre. J'offris aux cours coalisées ma médiation, mais sur quelles bases? Elles seules vous donnent la mesure de mon caractere, puisqu'au lieu d'entrer dans des idées de vengeance ou de grandeur, je fis adopter pour principe ce mot qui avait ete vingt fois dans votre bouche: les traités, tous les traités, rien que les traités. Ce principe même, quelque simple et juste qu'il fût, ne tint pas contre les désastres de la coalition. L'Autriche fit son armistice, et je dus borner ma politique aux intérêts immédiats de ma monarchie. Vous m'offrites alors un traité qui contenait deux parties distinctes: l'une portait sur une garantie réciproque de nos États, et comme elle embrassait même les résultats de la paix de Presbourg, tout l'avantage en était pour vous: l'autre stipulait un arrangement partiel, savoir l'acquisition du pays de Hanovre poar la Prusse, au prix de trois provinces cédées. Ici encore, tout l'avantage était pour vous; car vous donniez ce qui n'était pas encore à la France, et vous preniez mes provinces pour vous, puisqu'en paraissant les assigner à d'autres princes vous méditiez dès lors la ligue du Rhin et avec elle leur asservissement. Mais la situation des choses était alors impérieuse; j'entrai sans réserve dans la première moitié de vos propositions, séduit surtout par la promesse que vous me fîtes d'en être plus généreux envers l'Autriche, et croyant toujours ramener la paix. Quant à la seconde moitié, l'acquisition répugnait à mes principes, et le sacrifice déchirait mon cœur. Je n'acceptai donc que sous la seule condition d'attendre la paix et le consentement du Roi d'Angleterre. Vous observâtes un silence profond sur ces réserves, mais votre langage dans l'in-

tervalle fut si constamment celui de l'amitié que je dus vous croire d'accord avec moi, et je ne songeai plus qu'à délivrer la malheureuse Allemagne du séjour des armées qui la dévoraient. Vous profitâtes de l'avantage qu'une confiance si loyale vous donnait sur moi, non-seulement pour insister sur la ratification plénière du traité de Vienne, mais encore pour me priver d'une partie de ses avantages et pour m'imposer des conditions qui, sans même servir la France, nuisirent éminemment à la Prusse. Mes illusions duraient encore. Je fermai les fleuves du nord au commerce de l'Angleterre; vous vous rendîtes indifférent aux pertes d'une puissance que vous appeliez votre amie. C'est peu. A l'instant où je croyais vos troupes en pleine marche vers leurs foyers, quand, pour prix de mes sacrifices, l'Allemagne me devait bénir comme son libérateur, vous avez renversé la constitution d'un Empire dont j'étais membre sans me consulter. Vous refusez à l'Angleterre le droit de se mêler des affaires du continent, parce qu'un canal l'en sépare, et à la Russie, de s'intéresser au sort de l'Italie, quoique vous prétendissiez régler celui de la Porte dans un temps où la Turquie était aussi loin des frontières de la France que l'Italie l'est encore de celles de la Russie. Mais certainement vous ne direz pas qu'il fût dans la nature des choses que la Prusse n'eût aucun titre à faire valoir, quand il s'agissait du renversement d'un Empire dont plusieurs de ses provinces faisaient partie, et d'une constitution qu'elle avait défendue plus d'une fois au prix de son sang; quand on décidait de l'existence de tant de princes qui tenaient à elle par des alliances, par les liens du sang, de l'amitié, du voisinage; quand on allait reculer les bornes de l'Empire français jusqu'aux portes de ma monarchie et renverser d'un mot le rapport géographique qui jusque-là avait rendu notre alliance naturelle. Vous ne m'avez pas même fait l'honneur de me consulter. Que dis-je? dans tous ces détails auxquels je n'ai point eu de part, vous avez affecté même d'éloigner les seules nuances qui en eussent

constaté l'esprit relativement à ma personne, si notre amitié vous avait été quelque chose. Un prince, mon beau-frère, dont l'existence avait été mise sous notre garantie commune lorsque j'avais sanctionné la perte de son existence en Hollande, s'est vu dépouillé le premier de sa souveraineté. Dans le même temps vous avez permis que votre beau-frère s'emparât des abbayes d'Essen, Werden et Elten, sous prétexte qu'elles appartenaient au duché de Clèves, assertion qui n'a pas même l'ombre de l'apparence pour elle, et dont vous-même avez senti la nullité dans le premier moment de la discussion. Ici encore j'ai fait l'impossible pour tout concilier, et croyant que ce n'était à vos yeux qu'une affaire d'honneur, parce que deux détachements de nos troupes avaient été en présence, j'ai permis que mes troupes et les vôtres évacuassent simultanément un pays qui m'appartenait. Vous n'avez pas voulu comprendre ce procédé délicat, et ma propriété ne m'est pas rendue. Et sans m'en dire un mot, vous avez réuni Wesel à la France, tandis que certainement je n'avais point cédé cette place dans l'hypothèse qu'elle devînt pour vous ou vos successeurs un nouveau moyen de force contre l'Allemagne, et qu'au contraire notre traité indiquait formellement pour tout le pays de Clèves un autre souverain que vous. Toutes nos garanties supposaient des États indépendants autour de vous. Vous avez inventé pour eux la dénomination d'Empire français, qui, dans la réalité, en fait vos esclaves.

Lorsqu'enfin ce désir inaltérable de paix qui m'avait fait fermer les yeux sur tant de choses me fit penser encore que la ligue du Rhin pouvait se concilier avec la conservation d'un certain rapport solide entre nous, lorsque je bornai ma prévoyance possible à former autour de moi une association qui servît à l'autre d'une espèce de contre-poids, lorsque vous m'y invitiez vous-même, en me communiquant enfin comme une nouvelle de tous les jours, la dissolution d'un Empire, qu'ai je dû à votre amitié? Vous avez mis à mon ouvrage toutes les

entraves qui ont dépendu de vous. Vous avez essayé d'en détacher un prince, mon ami, mon parent, mon allié. Vos ministres se sont servis pour gagner l'électeur de Hesse d'arguments dégradants pour moi. Ils lui ont offert des agrandissements, et sur qui devait-on les prendre ? c'était mon beau-frère, qui, pour acheter à la France un nouveau vassal, devait perdre le seul État qui lui fût resté. Vous avez déclaré que les villes anséatiques resteraient étrangères à la ligue du nord et sous votre protection : comme si une monarchie telle que la Prusse pouvait souffrir dans son sein des intérêts étrangers, comme si vous aviez demandé le consentement de qui que ce fût pour donner d'un trait de plume Francfort, Augsbourg et Nuremberg, tandis que moi, je ne prétends dépouiller personne et que j'offre aux villes libres qui m'avoisinent, non pas un nouveau maître, mais la sûreté sous mon égide. Vous avez transigé avec l'Angleterre sur le sort de l'électorat de Hanovre. Outre toutes les preuves que j'en ai, vous-même n'êtes pas disconvenu que vous le pourriez quelque jour. Six mois après la confection de notre alliance, vous avez par cette marche, par l'affaire des trois abbayes, par la réunion de Wesel, par le renversement de l'Empire germanique, par l'occupation de Raguse qui est sous la protection ottomane, par celle de Gorice et de Gradisca, sur laquelle tant de malheurs non mérités et des intentions si constamment pacifiques imposent silence à l'Empereur François II, prouvé jusqu'à l'évidence que nos garanties réciproques avaient peu de prix à vos yeux. Sans ennemis et sans prétexte, puisque les engagements de la cour de Vienne vous répondaient de la difficulté subalterne du Cattaro, vous avez non-seulement laissé dans l'Allemagne une armée immense qui la dévaste sans objet apparent, mais vous l'avez renforcée en dernier lieu. Vos troupes ont cerné de tous côtés ma frontière ou celles de mes alliés. En Westphalie même, elles ont grossi récemment, et partout leur attitude ne pouvait menacer que moi.

Voilà, Monsieur mon Frère, le tableau fidèle de votre marche envers moi. Je n'y puis reconnaître d'amitié dont j'eusse tant aimé d'être l'objet, et qu'au prix de tant de moments terribles je n'avais que trop méritée. Ce n'est pas le ressentiment qui me dicte ce langage. Il ne m'en coûtera jamais de rendre justice aux grandes qualités, et quel que soit notre rapport futur, vous me retrouverez dans tous les moments juste et modeste. Je serai fier de ma loyauté, quoiqu'elle m'ait coûté beaucoup; mais je resterai l'admirateur sincère des grandes choses que vous avez faites, et j'applaudirai du fond du cœur à tout ce que vous ferez avec des moyens si rares, non pas pour l'agrandissement inutile de votre Empire, mais pour le bonheur plus solide que vous pouvez lui donner. J'y applaudirai d'autant plus que mon estime pour votre brave nation dans aucun temps ne s'est démentie. Plaise au ciel que nous puissions nous entendre sur des bases qui vous laissent toute votre gloire, mais qui laissent aux autres peuples leur honneur et qui fassent finir enfin pour l'Europe cette fièvre de crainte et d'attente au milieu de laquelle personne ne peut compter sur l'avenir ni calculer ses devoirs.

Naumbourg, 26 septembre 1806. Frédéric Guillaume.

Lombard war der Verfasser dieses Schreibens. Wer sollte das glauben, wenn man seine vorigen und seine späteren Handlungen und Aeußerungen damit vergleicht?! Es ist schön, wahr, durchaus wahr, aber man muß es dennoch für sehr unklug erkennen, einen Monarchen an den andern in diesem Ton schreiben zu lassen, und auf diese Weise den Krieg mit Beleidigungen anzufangen, die voraussichtlich von einem Napoleon nie verziehen werden konnten. Höchstens war das die Sprache, die der Sieger führen konnte, nachdem er ihn gedemüthigt hatte.

Nun schrieb der Graf von Haugwitz dem General von Knobelsdorf auch die nachstehende Note vom 1. Oktober vor, die er

zugleich mit dem eben erwähnten Königlichen Briefe abgeben mußte:

Le soussigné, ministre de Sa Majesté Prussienne, par le même courrier porteur de la lettre à Sa Majesté Impériale qu'il a eu l'honneur de transmettre aujourd'hui à Son Excellence M. le prince de Bénévent, a reçu l'ordre de s'acquitter des communications suivantes. Leur but est de ne plus laisser en suspens la relation des deux cours. Chacune d'elles est si éminemment intéressée à ne plus rester dans le doute sur les sentiments de l'autre, que le Roi s'est flatté de voir Sa Majesté l'Empereur applaudir à sa franchise.

Sa Majesté Prussienne a déposé dans la lettre susmentionnée sa pensée tout entière, et l'ensemble des sujets de plainte qui, d'un allié fidèle et loyal, ont fait d'elle un voisin alarmé sur son existence et nécessairement armé pour la défense de ses intérêts les plus chers. Cette lecture aura rappelé à Sa Majesté Impériale et Royale ce que la Prusse fut depuis longtemps à la France. Le souvenir du passé pourrait-il n'être pas pour elle le gage de l'avenir? et quel juge assez aveuglé pourrait croire que le Roi eût été neuf ans envers la France si conséquent et peut-être si partial, pour se placer volontairement avec elle dans un rapport différent, lui qui plus d'une fois a pu la perdre peut-être, et qui ne connaît que trop aujourd'hui les progrès de sa puissance?

Mais si la France a, dans ses souvenirs et dans la nature des choses, le gage des sentiments de la Prusse, il n'en est pas de même de cette dernière: ses souvenirs sont faits pour l'alarmer. Elle a été inutilement neutre, amie, alliée même. Les bouleversements qui l'entourent, l'accroissement gigantesque d'une puissance essentiellement militaire et conquérante qui l'a blessée successivement dans ses plus grands intérêts, et qui la menace dans tous, la laissent sans garantie. Cet état de choses ne peut durer. Le Roi ne voit presque plus autour de lui que des troupes françaises, ou des vassaux de

la France prêts à marcher sur lui. Toutes les déclarations de Sa Majesté Impériale annoncent que cette attitude ne changera point. Loin de là, de nouvelles troupes s'ébranlent de l'intérieur de la France. Déjà les journaux de la capitale se permettent contre la Prusse un langage dont un souverain tel que le Roi peut mépriser l'infamie, mais qui n'en prouve pas moins ou les intentions, ou l'erreur du gouvernement qui le souffre. Le danger croît chaque jour. Il faut s'entendre d'abord, ou l'on ne s'entendrait plus.

Deux puissances qui s'estiment, et qui ne se craignent qu'autant qu'elles le peuvent sans cesser de s'estimer elles-mêmes, n'ont pas besoin de détour pour s'expliquer. La France n'en sera pas moins forte pour être juste, et la Prusse n'a d'autre ambition que son indépendance et la sûreté de ses alliés. Dans la position actuelle des choses, elles risqueraient tout l'une et l'autre en prolongeant leur incertitude. Le soussigné a reçu l'ordre en conséquence de déclarer que le Roi attend de l'équité de Sa Majesté Impériale:

1° Que les troupes françaises, qu'aucun titre fondé n'appelle en Allemagne, repassent incessamment le Rhin, toutes, sans exception, en commençant leur marche du jour même où le Roi se promet la réponse de l'Empereur, et en la poursuivant sans arrêter; car leur retraite instante et complète est, au point où en sont les choses, le seul gage de sûreté que le Roi puisse admettre;

2° Qu'il ne sera plus mis de la part de la France aucun obstacle quelconque à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera, sans aucune exception, tous les États non nommés dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin;

3° Qu'il s'ouvrira sans délai une négociation pour fixer enfin d'une manière durable tous les intérêts qui sont encore en litige, et que, pour la Prusse, les bases préliminaires en seront la séparation de Wesel de l'Empire français, et la réoccupation des trois abbayes par les troupes prussiennes.

Du moment où Sa Majesté aura la certitude que cette base est acceptée, elle reprendra l'attitude qu'elle n'a quittée qu'avec regret, et redeviendra pour la France ce voisin loyal et paisible qui tant d'années a vu sans jalousie la gloire d'un peuple brave, et désiré sa prospérité. Mais les dernières nouvelles de la marche des troupes françaises imposent au Roi l'obligation de connaître incessamment ses devoirs. Le soussigné est chargé d'insister avec instance sur une réponse prompte, qui, dans tous les cas, arrive au quartier général du Roi le huit octobre, Sa Majesté conservant toujours l'espoir qu'elle y sera assez tôt, pour que la marche inattendue et rapide des événements et la présence des troupes n'aient pas mis l'une ou l'autre partie dans l'obligation de pourvoir à sa sûreté.

Le soussigné a l'ordre surtout de déclarer de la manière la plus solennelle, que la paix est le vœu sincère du Roi; qu'il ne demande que ce qui peut la rendre durable. Les motifs de ses alarmes, les titres qu'il avait à attendre de la France un autre rapport, sont développés dans la lettre du Roi à Sa Majesté Impériale, et sont mis pour obtenir de ce monarque le dernier gage durable d'un nouvel ordre des choses.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence M. le prince de Bénévent l'assurance de sa haute considération.

Paris, 1er octobre 1806. Signé: Knobelsdorf.

Man ließ aus dieser Note, die sonst das Ultimatum ganz nach dem Antrage des oben erwähnten Memoires des Grafen von Haugwitz enthielt, nur den Antrag auf einen Congreß zur Beilegung aller europäischen Händel weg, weil man glaubte, Napoleon dadurch Waffen gegen uns, um bei der französischen Nation zu wirken, in die Hände zu geben.

Der General Knobelsdorf erhielt zugleich eventuellen Befehl zur Abreise.

Die Stelle wegen der französischen öffentlichen Blätter (S. 189) wird man verstehen, wenn man den folgenden Auszug aus dem Journal de l'Empire vom 16. September nachliest:

Cassel, 2 septembre. La cour de Berlin a fait signifier à notre électeur qu'il eût à suivre ses mouvements et à mobiliser ses troupes. Notre électeur a fait connaître au Roi de Prusse qu'il ne voit aucun motif à ces mouvements; que s'ils sont dirigés contre la Russie, notre cour ne peut y prendre part, puisqu'elle n'a aucun sujet de plainte contre la Russie; que s'ils sont occasionnés par de prétendus rassemblements que formerait l'Autriche, soit en Bohême, soit en Silésie, notre cour a d'autant moins de raisons de s'en occuper qu'il est bien constaté que ces bruits de rassemblements sont faux, l'Autriche étant uniquement occupée de l'arrangement de ses affaires, et n'ayant nulle envie de chercher querelle à personne; que s'il s'agit de se prémunir contre la Suède, notre cour n'a point à s'en mêler davantage, puisque la querelle de la Prusse et de la Suède ne la regarde pas; enfin que si ces rassemblements sont dirigés contre la France, il nous convient d'autant plus de demeurer étrangers que cette puissance ayant déclaré à notre électeur qu'elle le laissait parfaitement indépendant et libre de suivre le parti qu'il voudrait, nous n'avions assurément aucun sujet de plainte contre la France; notre prince a ajouté que se trouvant d'ailleurs à l'avantgarde, il ne pouvait que prier le Roi de Prusse de trouver bon qu'il restât neutre et se tînt tranquille. Quelqu'attaché que l'on soit ici à la Prusse, quelque dévoué qu'on puisse être à son système politique, il est impossible de ne pas s'étonner d'un armement intempestif que rien ne peut expliquer et qui, sous tous les points de vue, est parfaitement inutile. Le général Rüchel, qu'on regarde comme le Don Quixotte de toutes ces dispositions, quelques centaines de jeunes officiers prussiens

dont il s'etablit le chef, ont besoin de chercher des aventures pour ameliorer leur sort, et s'imaginent être de grands militaires parce qu'aux parades de Potsdam ils savent defiler comme des machines et rester immobiles pendant des heures entieres. Ce sont eux qui agitent la cour et la ville. Il serait fort à desirer qu'ils vinssent à donner dans un bon bataillon qui n'entend rien à toutes ces merveilles de l'immobilite militaire; ils en recevraient une correction qui leur serait sans doute fort utile, et ils apprendraient la difference qui existe entre une armee de parade et les vieux veterans de Cesar. Nos anciens militaires, tels que les Brunswick, les Mollendorf, les Kalckreuth, courent aux armes par pure obeissance aux ordres qu'ils reçoivent et sans rien comprendre à de si etranges projets. Le Roi de Prusse finira sans doute par s'apercevoir des petits interets de tous ces petits agitateurs, et par envoyer les chefs à Spandau.

Der 8. Oktober war vom König als der peremtorische Termin angesetzt, und den 8. Oktober griffen die Franzosen den Vortrab unsrer Armee unter dem Grafen von Tauenzien bei Hirschberg und Saalberg an; den 6. hatte Napoleon eine Proklamation an seine Armee erlassen [1]).

Den 9. Oktober wurde das preußische Kriegs-Manifest bekannt gemacht [2]).

Ist die Unverschämtheit nicht zu bewundern, mit der Herr Lombard, der Verfasser desselben, in seinen Materiaux p. 175 davon sagt: „pièce éminemment mal calculée, car non-seulement on a toujours tort de parler le langage de la passion, et

1) S. Correspondance de Napoleon Ier, t. XIII, n° 10,948.

2) Das Manifest ist mehrfach gedruckt, französisch in dem Recueil de pièces officielles, n° 11, p. 24 flg., deutsch bei Höpfner, der Krieg von 1806 und 1807, Bd. 1. Beilage C. Varnhagen hat auf seinem Exemplar eigenhändig bemerkt: ce manifeste est une palinodie indécente. Die französische Antwort auf das preußische Manifest steht: Recueil, n° 11 S. 44 flg.

même avec la certitude de la victoire, on s'expose à des repentirs; mais c'était faire sortir le Roi de son caractère, et livrer à des ressentiments dangereux le plus sage et le plus modéré des hommes, celui qui dans son ennemi même n'avait jamais cessé de distinguer le grand Prince!!! — Ich würde es Lombard verzeihen, wenn er gesagt hätte le grand homme, aber le grand Prince ist eine fein ausgedachte Schmeichelei für Napoleon, dem er sein Buch geschickt haben soll.

Das Manifest war wieder ganz aus der Feder des Geheimen Kabinetsraths Lombard, der sich dessen gegen Vertraute berühmte und sich vorzüglich darin gefiel, auch nachdem er es fertig hatte, nach Berlin zurückeilte. Welcher Contrast mit den **Matériaux pour servir à l'histoire des années 1805, 1806 et 1807!** Man hat es nachher dem bekannten Schriftsteller Gentz zugeschrieben, der damals auch im Hauptquartiere war, allein dieser hatte höchstens an der deutschen Uebersetzung Antheil oder übernahm solche ganz [1]. Das ganze Manifest war eben so unklug, als der Brief vom 26. September an den Kaiser Napoleon, es war ein höchst unschickliches Bekenntniß von Fehlern auf Fehler, das man dem König nicht hätte in den Mund legen sollen. Der Politik des Grafen von Haugwitz und derer, die ihm behülflich waren, macht es fürwahr wenig Ehre, wenngleich der Inhalt vollkommen wahr ist.

Was man französischer Seits mit geflissentlicher Verdrehung und Entstellung darauf antwortete, und was man überhaupt wegen des Krieges mit Preußen bekannt machte, zeigen folgende Stücke [2]:

1) Aus dem Tagebuche von Gentz ergiebt sich, daß derselbe nicht zwar an dem ersten Entwurf des Manifestes, der von Lombard stammte, aber an der definitiven Feststellung desselben großen Antheil hatte. Die deutsche Uebersetzung gehört ihm allein an.

2) Vergl. auch Lettre de Napoleon au Sénat, Correspondance de Napoleon Ier, t. XIII, nº 10919.

Premier rapport du ministre des affaires étrangères à l'Empereur, du 3 octobre.

Sire,

Votre Majesté, à la première nouvelle qu'elle reçut des armements de la Prusse, fut longtemps sans y croire. Forcée d'y croire, elle se plut à les attribuer à un malentendu. Elle espéra que ce malentendu serait promptement éclairci, et qu'aussitôt ces armements cesseraient. Les espérances de Votre Majesté avaient leur source dans son amour constant pour la paix. Elles ont été trompées. La Prusse n'en est plus à méditer la guerre, elle la fait; par quels motifs? Je l'ignore, et je ne lui en connais aucun. Si la Prusse eût eu quelque sujet de plainte, quelque grief, quelque raison d'armer, se serait-elle obstinée à les taire? le ministre de Votre Majesté à Berlin n'en aurait-il pas été instruit? M. de Knobelsdorf n'aurait-il pas été chargé de les faire connaître? Tout au contraire. M. de Knobelsdorf n'a apporté à Votre Majesté qu'une lettre du Roi fort amicale, et il a reçu des assurances également amicales de la bouche même de Votre Majesté. Le ministre de Votre Majesté à Berlin voyait les préparatifs se poursuivre, l'arrogance s'accroître, les provocations s'accumuler, à mesure que Votre Majesté montrait plus de modération et d'impassibilité. Mais s'il demandait quels pouvaient être les griefs de la Prusse, on n'en articulait aucun, on ne lui donnait aucune explication; de sorte que sa présence était devenue inutile à Berlin; de sorte qu'il n'y était plus que le témoin de procédés et de mesures contraires à la dignité de la France. En supposant que des bruits absurdes, accueillis avec une inconcevable crédulité, eussent inspiré au cabinet prussien de vaines alarmes, Votre Majesté, qui avait tout fait pour les prévenir, avait aussi tout fait pour les dissiper. De quels dangers la Prusse voulait-elle se garantir? La France, loin de

la menacer, ne lui avait jamais donné que les preuves les plus signalées de son amitié: à quels sacrifices voulait-elle se soustraire? Votre Majesté ne lui a rien demandé; de quel déni de justice avait-elle à se plaindre? Tout ce qu'elle eût demandé de juste, Votre Majesté était disposée à le lui accorder; mais elle n'a fait aucune demande, parce qu'elle n'en avait point à faire. Est-ce l'existence de la confédération du Rhin? sont-ce les arrangements qui ont eu lieu dans le midi de l'Allemagne, qui ont porté la Prusse à prendre les armes? On ne peut pas même le supposer. La cour de Berlin a déclaré qu'elle n'avait rien à objecter contre ces arrangements. Elle a reconnu la confédération: elle s'est occupée à réunir avec elle, dans une confédération semblable, les États qui l'avoisinent. Votre Majesté a déclaré, il est vrai, que les villes anséatiques devaient rester indépendantes et isolées de toute confédération. Elle a déclaré encore que les autres États du Nord de l'Allemagne devaient être libres de ne consulter que leur politique et leurs convenances: mais ces déclarations, fondées sur la justice et sur l'intérêt général de l'Europe, n'ont pu fournir à la Prusse un motif de guerre, ni même un prétexte qu'elle puisse avouer. La guerre de la part de la Prusse est donc sans aucun motif réel. Cependant les armées prussiennes ont dépassé leurs limites: elles ont envahi la Saxe; elles menacent le territoire de la confédération du Rhin, de l'inviolabilité duquel Votre Majesté est garante. Les troupes mêmes de Votre Majesté sont menacées; à peine arrivées devant nos avant-postes, les troupes prussiennes ont fait le service de guerre. Elles ont refusé aux officiers français l'entrée de la Saxe, et la guerre s'est trouvée commencée sans que la cour de Berlin ait fait connaître quels sujets de mécontentement elle prétendait avoir, sans qu'elle ait tenté les moyens de conciliation, sans qu'elle ait rien fait pour éviter une rupture. Un silence si obstiné, si peu naturel, si incompréhensible d'une part; de l'autre, une précipitation

non moins inconcevable, prouvent assez qu'il ne faut point chercher de motif même apparent à ce qui n'est que le résultat d'une déplorable intrigue. Deux partis, dont l'un veut la guerre, l'autre la paix, divisent depuis longtemps la Prusse. Le premier, dont les tentatives avaient été constamment déjouées, sentant qu'il ne pouvait réussir que par l'artifice, n'a eu qu'une pensée, qu'un dessein, qu'un but : c'était d'exciter des défiances, de présenter comme nécessaires des mesures qui devaient forcer la France à en prendre de semblables, d'écarter ensuite toute explication, d'empêcher que les deux gouvernements ne puissent s'entendre, et de les placer dans une situation telle que la guerre en devînt une conséquence inévitable : projet malheureux exécuté avec un succès que ses auteurs eux-mêmes pourront être un jour forcés de nommer funeste. Non, la guerre présente n'a point d'autre cause. Il n'en existe point d'autre que ces passions aveugles qui ont égaré tant de cabinets, dont la Prusse s'était longtemps préservée, mais dont il semble que la Providence l'ait condamnée à être aussi victime, en la livrant aux conseils de ceux qui comptent pour rien les calamités de la guerre, parce qu'ils ne doivent point en partager les dangers, et sont toujours prêts à sacrifier à leur ambition, à leurs craintes, à leurs préjugés, à leurs faiblesses, le repos et le bonheur des peuples. Si toutefois ces passions ne sont pas l'unique mobile du cabinet de Berlin, et si quelque motif d'intérêt personnel lui a fait prendre les armes, c'est incontestablement et uniquement le désir d'asservir la Saxe et les villes anséatiques, et d'écarter ou de surmonter les obstacles que les déclarations de Votre Majesté lui ont fait craindre de rencontrer dans l'exécution d'un tel dessein. La guerre alors, quels que soient les regrets que Votre Majesté éprouve de n'avoir pu la prévenir, lui offrira du moins une perspective digne d'elle, puisqu'en défendant les droits et les intérêts de ses peuples, elle préservera d'une injuste domination des États dont l'indépen-

dance importe, non-seulement à la France et à ses alliés, mais encore à toute l'Europe.

Mayence, 3 octobre 1806.

Signé : Ch. M. Talleyrand,
prince de Bénévent.

Deuxième rapport du ministre des affaires étrangères à l'empereur, du 6 octobre.

Sire,

Lorsque, dans le rapport que j'eus, il y a peu de jours, l'honneur d'adresser à Votre Majesté, j'établissais que si la Prusse avait quelque raison d'intérêt personnel qui la portât à faire la guerre, ce ne pouvait être que le désir d'asservir la Saxe et les villes anséatiques, j'étais loin de prévoir qu'elle osât jamais avouer un tel motif. C'est néanmoins un aveu qu'elle n'a pas craint de faire et de consigner dans une note que M. de Knobelsdorf m'a envoyée de Metz, et que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté.

Des trois demandes que renferme cette note, la première et la troisième ne sont faites que pour déguiser, s'il est possible, qu'on n'attache d'importance réelle qu'à la seconde.

La Prusse, après avoir vu d'un œil tranquille les armées françaises en Allemagne pendant un an, n'a pu s'alarmer de leur présence, lorsque leur nombre était diminué, qu'elles étaient dispersées par petits corps dans des cantonnements éloignés, lors surtout que Votre Majesté avait solennellement annoncé qu'elles retourneraient en France aussitôt que les affaires, cause de la prolongation de leur séjour en Allemagne, auraient été réglées par un accord fait avec l'Autriche, et que déjà l'ordre pour leur retour était donné.

La Prusse, qui parle d'une négociation pour fixer tous les intérêts en litige, sait bien qu'il n'y a point d'intérêt quel

conque en litige entre les deux États : la discussion amiable qui doit fixer définitivement le sort des abbayes d'Essen et de Werden n'a point été différée par aucune lenteur du cabinet français. Les troupes françaises ont évacué ces territoires, que le grand-duc de Berg avait fait occuper dans la persuasion intime où des documents nombreux avaient dû le mettre, qu'ils faisaient partie du duché de Clèves, et qu'ils avaient été compris dans la cession de ce duché.

Ainsi les demandes de la Prusse sur ces divers points et d'autres de même nature, et les prétendus griefs qu'elles semblent indiquer, n'offrent point la véritable pensée du cabinet de Berlin. Il ne la révèle, il ne laisse échapper son secret que lorsqu'il demande *qu'il ne soit plus mis de la part de la France aucun obstacle quelconque à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera, sans aucune exception, tous les États non nommés dans l'acte fondamental de la Confédération du Rhin.*

Ainsi, pour satisfaire l'ambition la plus injuste, la Prusse consent à rompre les liens qui l'unissent à la France, à appeler de nouvelles calamités sur le continent, dont Votre Majesté voulait cicatriser les plaies et assurer la tranquillité, à provoquer un allié fidèle, à le mettre dans la cruelle nécessité de repousser la force par la force, et d'arracher encore son armée au repos dont il aspirait à la faire jouir, après tant de fatigues et de triomphes.

Je le dis avec douleur, je perds l'espoir que la paix puisse être conservée, du moment qu'on la fait dépendre de conditions que l'équité repousse et que l'honneur repousse également, proposées, comme elles le sont, avec un ton et des formes que le peuple français n'endura dans aucun temps et de la part d'aucune puissance, et qu'il peut moins que jamais endurer sous le règne de Votre Majesté.

Mayence, 6 octobre 1806. Signé : Ch. M. Talleyrand,
prince de Bénévent.

Man hütete sich aber französischer Seits wohl, den Brief des Königs vom 26. September bekannt zu machen.

Die Antwort des Kaisers Napoleon darauf[1]) gelangte erst am Morgen der Schlacht bei Auerstädt, den 14. Oktober, in die Hände des Königs, weil der Ueberbringer bei dem Corps des Fürsten von Hohenlohe war aufgehalten worden, oder sich absichtlich aufhielt. Welches von beiden der Fall war, ist nicht recht klar, und daher desto zweifelhafter, ob es wirklich dem Kaiser Napoleon ein Ernst war, den Krieg noch zu verhüten?

Ueber die Begebenheiten des unglücklichen Kriegs selbst mich hier zu verbreiten, würde außer meinem Zweck liegen. Ich überlasse es gern andern, die mehr Fähigkeit dazu haben als ich, ihn zu beurtheilen. Aus den vielen leidenschaftlichen Schriften darüber wird endlich doch wohl eine unparteiische Feder dasjenige sichten, was man als wahr wird annehmen können. So viel ist gewiß, daß selbst die Anstalten zum Kriege mit einer ganz unglaublichen Sorglosigkeit gemacht worden waren. Nicht zu gedenken, daß man, wie ich schon erwähnte, den Krieg begann, ohne den Frieden mit England und Schweden geschlossen zu haben, ohne der nahen Hülfe Rußlands gewiß zu sein — der Obrist-Lieutenant von Krusemarck war ja erst am 18. September aus Berlin nach Petersburg abgegangen, ohnerachtet der Kaiser den König schon längst aufgefordert hatte, ihm nur seine Wünsche bekannt zu machen, — ohne einmal sich die Mitwirkung des Kurfürsten von Hessen gesichert zu haben, — machte man auch in dem preußischen Staat selbst keineswegs die Vorkehrungen, welche ein so großes und gefährliches Unternehmen erforderte.

Man hatte an den Fall eines Unglücks gar nicht gedacht, die Festungen waren nicht in Stand gesetzt, nicht mit dem Nöthigen versehen. In Magdeburg eilte man jetzt erst, das Allerdringendste zu machen. Die ost- und neu-ostpreußischen, die südpreußischen

---

1) S. Correspondance de Napoleon Ier, t. XIII, n° 10,990.

Truppen waren nicht einmal auf den Kriegsfuß gesetzt. Der Befehl dazu wurde erst gegeben, als der Krieg wirklich ausbrach. Welch ein Unterschied würde es gewesen sein, wenn Napoleon diese Truppen nach der Schlacht von Auerstädt und Jena hinter der Elbe und die Uebergänge über diesen Fluß stark besetzt und vertheidigt gefunden, wenn die geschlagene Armee sich hinter demselben wieder hätte sammeln können, anstatt daß das Land allenthalben bis an die Weichsel ganz offen und wehrlos war. An die Vertheidigung Spandaus und der Oder-Festungen hatte man gar nicht voraus gedacht. Die Reserve-Bataillons, eine Art von Volksbewaffnung, von der man viel gesprochen und geschrieben hatte, war nicht ausgeführt. Sie hätten in den Festungen und unterstützt von den Truppen große Dienste leisten können. Die Kriegsvorräthe an Artillerie, Gewehren, Munition ꝛc. waren größtentheils dem ersten Anlauf in und um Berlin ausgesetzt geblieben. Süd- und Neu-Ost-Preußen verdienten die größte Aufmerksamkeit und man vernachlässigte sie ganz. Man hatte einen Augenblick die Absicht, besondere polnische Corps zu errichten. Der Prinz Radziwill, Schwiegersohn des Prinzen Ferdinand von Preußen, ein Mann von Talent, den man überhaupt besser hätte benutzen sollen, übergab schon früh im August ein Memoire, um diese Maßregel wirklich nutzbar zu machen: der König übergab es dem Grafen von Haugwitz und verwies den Prinzen an diesen wegen der Ausführung. Es wurde hingelegt und es geschahe gar nichts, um sich der ehemaligen Polen zu versichern. Nur vor dem Ausbruch des Kriegs, nur bei noch unverminderter Kraft, konnte dieses auf eine wirksame Art geschehen.

Der Operations-Plan war auf eine recht kräftige, schnelle Offensive berechnet, ehe Napoleon die Mittel beisammen haben könne, diese selbst zu beginnen; drei Armeen sollten auf einmal bis mitten in Teutschland vorgehen, der Fürst von Hohenlohe, vereinigt mit den Sachsen, über Hof und das Bayreuth'sche auf Nürnberg, der Herzog mit der Haupt-Armee auf Bamberg an den Main, der Kurfürst von Hessen mit dem General von Rüchel

und den Hessen und Preußen auf Frankfurt am Main; der General Lecoq stand mit seinem Beobachtungs-Corps in Westfalen. Wäre dieser Plan rasch ausgeführt worden, so begann der Krieg vielleicht glücklicher. In der Armee herrschte im Ganzen ein guter Geist, sie verdient die allgemeine Herabwürdigung nicht, die sie erfahren hat; obgleich manche der gerügten Mängel wirklich vorhanden waren, würde sie unter andern Heerführern ihren alten Ruhm doch behauptet haben. Niemand glaubte an die Möglichkeit einer so schlechten Führung. Welches die eigentlichen Ursachen waren, warum man den oben erwähnten Plan und alle Vortheile der listigen Politik des Grafen von Haugwitz aufgab, warum man nun dem Feinde den eines schnellen Angriffs ganz überließ, die Armeen auf einen Haufen links der Saale zusammenzog, sich von den Wegen nach Dresden und Berlin, von der Elbe abschneiden, überflügeln, die Magazine zu Naumburg nehmen, sich schon bei dem ersten Anfange des Feldzuges in den Fall setzen ließ, an Lebensmitteln in den fruchtbarsten Ländern und nahe an großen Strömen Mangel zu leiden, warum man drei Wochen in der Unthätigkeit verlor? — alles dieses zu beantworten, überlasse ich andern, da ich es nicht kann. Vielleicht war die Entschließung des Kurfürsten von Hessen, neutral zu bleiben, ein Grund mit, die Operationen über den Thüringer Wald hinaus aufzugeben; aber mußte man sich denn des Kurfürsten nicht schon längst versichert haben?

Wenn ein Monarch nicht selbst ein großer General und fähig ist, den Befehl seines Heers in der That selbst zu führen, so ist seine Gegenwart bei demselben allemal schädlich, sie öffnet der Kabale das Thor und lähmt mehr oder weniger den eigentlichen Feldherrn. Dieses war doppelt der Fall bei einem Manne von dem Charakter des Herzogs von Braunschweig, der für kleinliche Rücksichten des Hofmannes empfänglicher war, als für das Große, Kräftige, das zum Zweck führt.

Dieser Charakter würde ihm auf alle Fälle hinderlich gewesen sein; aber ich bin ganz fest überzeugt, daß Napoleon ein

schwereres Spiel gehabt haben würde, wenn man von dem Augenblick an, wo der Krieg beschlossen war, nur getrachtet hätte, die politischen Verbindungen zu knüpfen und dann dem Herzog ohne alle Einmischung vollkommen freie Macht gelassen hätte, die Operationen nach seinem Gutdünken zu machen; — noch besser, wenn man den Fürsten von Hohenlohe allein an die Spitze hätte setzen können.

Der König war nicht zum General geboren, er fühlte das selbst und getraute sich daher nicht, das Heer selbst zu leiten, dennoch wollte das Vorurtheil, daß er bei demselben sei. Rathgeber aller Art umgaben ihn und den Herzog, der nun nichts ohne des Königs Genehmigung unternahm. Man hielt einen Kriegsrath über den andern. Hätte der König bei seiner Person einen talentvollen, energischen Mann gehabt, der das Kriegshandwerk verstand, hätte er diesem ganz vertraut, so konnte die Maschine doch im Gange erhalten werden, aber wer waren die, welche den König umgaben? Der General von Köckritz, der Oberst von Kleist, beide gar nicht geschickt hiezu. Der General von Zastrow wurde ihnen bei dem Anfange des Kriegs zugeordnet; auch er hatte nie militärische Talente gezeigt. Thätigkeit in Geschäften, daran fehlte es ihm nicht, aber zu einem solchen Posten besaß er die Eigenschaften gar nicht.

Der General Phull hatte Kenntnisse genug, aber nicht Einfluß genug, nicht die Gabe und die Entschlossenheit, diesen zu erlangen und jene anzuwenden, vielleicht auch nicht, seine Kenntnisse auf dem rechten Fleck zu benutzen.

Der General von Scharnhorst war bei dem Herzog, der Oberst von Massenbach bei dem Fürsten von Hohenlohe. Haugwitz, Lucchesini, Lombard, machten die politischen Rathgeber, doch gieng der letzte, wie ich oben erwähnte, als er sein Manifest verfertigt hatte, nach Berlin zurück. Was man Gentz für eine Rolle spielen ließ, weiß ich nicht. Der Herzog von Braunschweig, welcher ohneachtet seines mehr als 70jährigen Alters die Weiber nicht entbehren konnte, führte eine französische Schau-

spielerin Mademoiselle Duquesnoi mit sich; in seinem Gefolge befand sich außerdem ein gewisser Geheimerrath Hallatin aus Genf, den er als seinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten brauchte und den man für französisch gesinnt hielt — ich weiß nicht, ob mit Recht? und ein französischer Emigrirter Monsieur de la Maisonfort, den der Herzog ebenfalls in seine diplomatischen Dienste aufgenommen hatte. Dieser sagte wenige Tage vor der unglücklichen Schlacht von dem Grafen von Haugwitz: „c'est la perfection de la politique“. Lucchesini äußerte: „le comte de Haugwitz a beaucoup de fautes à réparer, il les réparera.“ Dieses zeigt, daß die Herren nicht klar sahen. Die Generale, Fürst Hohenlohe, dessen Pläne man nicht befolgte und ihn von seiner ersten Bestimmung zur Haupt-Armee abzog, Rüchel, der ebenfalls zu solcher zurückgezogen wurde, waren an der Spitze besonderer Armee-Corps; Prinz Ludwig Ferdinand commandirte den Vortrab des Hohenlohe'schen Heers bei Saalfeld, wo er am 10. Oktober den Heldentod, obgleich vermuthlich durch seine Schuld, starb. Der Herzog von Weimar hatte ein abgesondertes Corps und war in Franken vorgerückt, nahm an den Schlachten vom 14. keinen Theil und zeigte sich rühmlich und seiner würdig. Graf Tauenzien schlug sich tapfer bei Schleiz, mußte aber der Uebermacht weichen. Der General Graf Kalckreuth commandirte die Reserve. Die Generale Prinz von Oranien-Fulda und Blücher waren bei der Armee des Herzogs, bei der sich der König befand, so auch der General-Lieutenant Graf Schmettau, der die Schlacht bei Auerstädt tapfer eröffnete, tödtlich verwundet wurde und in Weimar ehrenvoll sein Leben endete. Kaum mag ich den 83jährigen Feldmarschall Möllendorf nennen; er mußte entweder zu Hause bleiben, oder wie Schwerin sterben.

So viel ist gewiß, daß man bei der Armee schon nicht mehr recht wußte, was man wollte, und daß Niemand stark genug war, durchzugreifen und große, entscheidende Entschlüsse zu nehmen; daß man von den Absichten des Feindes sehr schlecht unterrichtet war und sie ganz falsch beurtheilte; daß man endlich,

nachdem beschlossen war, über die Saale zurückzugehen und den Feind anzugreifen, nicht vermuthete, sich am 14. Oktober zu schlagen, daher z. B. die Armee des Königs oder des Herzogs mit ihrer Bagage zwischen den Truppen, wie bei einem gewöhnlichen Marsche, einherzog und das ganze Armee-Korps des Marschalls Davout unvermuthet auf dem linken Ufer der Saale und die das Schlachtfeld beherrschenden Höhen besetzt fand. Es ist gewiß, daß die königlichen Truppen, ein Theil der Kavallerie ausgenommen, sehr tapfer fochten, daß der König selbst, dem ein Pferd unter dem Leibe mit einer Flintenkugel erschossen wurde, das Beispiel dazu gab, so wie die königlichen Prinzen ihren persönlichen Muth zeigten, aber der Herzog wurde gleich Anfangs schwer verwundet und des Gesichts beraubt. Ein großes Unglück, denn bei seinen nicht zu bezweifelnden Talenten würde er vermuthlich Mittel gefunden haben, vielleicht den Sieg zu erringen, oder doch bei dem Verlust der Schlacht die bösen Folgen derselben größtentheils abzuwenden.

Nun wußte sich Niemand zu helfen oder wollte nicht helfen. Der General Graf von Kalckreuth, welcher mit der beträchtlichen Reserve gar nicht zum Treffen gekommen war, hätte einen vortheilhaften Augenblick benutzen und den linken Flügel des Davout'schen Korps umgehen, vielleicht dadurch den Sieg für die Preußen entscheiden können; ich weiß aus dem eigenen Munde eines der königlichen Flügel-Adjutanten, daß dieser es bemerkte und den General darauf aufmerksam machte, allein weiter nichts dadurch bewirkte, als daß er erst zum König ritt und sich Befehl von ihm erbat. Dieser überließ ihm, zu thun, was er für gut finden würde; als er aber zu seinen Truppen zurückkam, war der Augenblick vorüber. Die Franzosen hatten gegenüber eine vortheilhafte Stellung genommen und die Lücke ausgefüllt.

Der Rückzug vom Schlachtfelde geschah mit Ordnung, aber man hatte keine Nachricht vom Fürsten Hohenlohe und dem General von Rüchel, man wußte nicht, daß beide geschlagen waren, es fehlte ganz an weiteren klugen Dispositionen. Niemand

befahl bestimmt: in der Nacht stieß man auf französische Colonnen, und in der Nacht floh Alles in der allergrößten Unordnung, die Armee auf Nordhausen und Magdeburg, 5000 Mann unter dem alten, am Fuß verwundeten Feldmarschall Möllendorf und dem Prinzen von Oranien nach Erfurt, wo sie das erste Beispiel von Kapitulation gaben. Das waren die 5000 Mann, die gefangen weggeführt, und in der Gegend von Gotha durch den Lieutenant Hellwig wieder befreit wurden, indem er das Begleitungs-Detaschement angriff, schlug und verjagte.

Den Fürsten von Hohenlohe griff der Kaiser Napoleon selbst mit einer sehr überlegenen Macht bei Jena ebenso unvermuthet an: er mußte endlich weichen, und der General Ruchel, der ihm zu Hülfe kam, die weit stärkeren Franzosen tapfer angriff und auch das Unglück hatte, tödtlich verwundet, aber nicht, wie französische Berichte ganz falsch anführen, gefangen zu werden, wurde ebenfalls einzeln geschlagen. Die Unordnung wurde allgemein und unbeschreiblich, vornehmlich durch die Flucht der Armee des Königs, durch das Kreuzen verschiedener Colonnen rc. Der König, welcher keinen seiner Adjutanten mehr bei sich hatte, fand endlich nach einem langen Ritt diese und seine Equipage wieder und traf den 18. in Magdeburg ein. Die Königin, die in Weimar geblieben war, flüchtete am Tage der Schlacht über Erfurt, das Hannoverische, Braunschweig, die Altmark, Berlin nach Stettin.

Dem Herzog Eugen von Würtemberg, dem alle Talente eines Generals fehlten, hatte man eine Reserve von 16–20,000 Mann zu befehligen gegeben und ihn, Gott weiß warum, in die Gegend von Halle — nicht an die Elbe, um ihre Uebergänge zu decken — gestellt. Hier wurde er am 16. bei der Stadt und in der Stadt selbst vom Marschall Bernadotte überrumpelt und auch geschlagen.

In Berlin war man bis zum 17. in der Ungewißheit. Man glaubte, was man wünschte, noch am 17. Abends verbreitete man Sieges-Nachrichten. Der Fürst Hohenlohe sollte ein Corps

des Marschalls Bernadotte aufgerieben und diesen gefangen genommen haben.

Diejenigen, welche die Umstände genauer kannten, fürchteten mehr, als sie hofften. Das lange Zaudern, die Stellung unsres Heers, die Veränderung des Plans und die Berufung des Fürsten von Hohenlohe und des Generals von Rüchel zur Armee, die Nachricht von dem unglücklichen Gefecht bei Saalfeld und vom Tode des Prinzen Ludwig, von der Erscheinung der Franzosen in Naumburg, wo sie sich eines unsrer Haupt-Magazine bemächtigt hatten, und sogar eine Streifpartei in Leipzig, hatten nur gar zu gegründete Besorgnisse erregt. Dem General und Staats-Minister Graf von der Schulenburg war das Gouvernement anvertraut; er vereinigte also die höchste militärische Stelle mit der im Civil, obgleich er erklärt hatte, daß er an der besonderen Leitung des angeordneten Staatsraths keinen Theil nehmen wolle. Er hatte mir versprochen, mich es nach meinem Gute wissen zu lassen, sobald Gefahr eintrete.

Ich ahnte solche ohnehin und war am 16. schon auf dem Wege nach Berlin, als ich einer Stafette von ihm begegnete, durch welche er mir die wenigen Worte schrieb: „Votre Excellence a voulu être avertie s'il y avait du danger; selon toute apparence il existe; je prends mes précautions comme je le peux".

Den 17. früh kam der Lieutenant von Torville als Courier mit einer blos mündlichen Nachricht von den unglücklichen Begebenheiten am 14. bei dem Grafen von der Schulenburg an, als ich eben bei ihm war. Der Schrecken war allgemein, der Staatsrath wurde versammelt und beschloß, nach Stettin zu gehen und die besten Effekten, die Kassen, die Hauptdokumente des Archivs in Sicherheit zu bringen. Zwischen der französischen Armee und den Residenzen war kein Hinderniß: bei ihrer großen Thätigkeit konnte sie bald in solchen eintreffen. Dem Grafen von Schulenburg allein lag alles dasjenige besonders ob, was

die militärischen Gegenstände betraf. Es waren 7 dritte Bataillone in Berlin, hauptsächlich aber ein ansehnlicher Vorrath von Artillerie, Gewehren und andern Kriegsvorräthen in Spandau und Berlin.

Der General von Geusau, Chef des ersten Departements des Kriegs-Collegii und des ganzen Feld-Proviant-Wesens, war auch in Berlin zurückgeblieben, der General von Laurens von den Ingenieurs war zum Commandanten ernannt. Hätte es nicht die Klugheit erfordert, bei Zeiten, und insonderheit als man anfieng, Besorgnisse zu haben, auf die Rettung der Kriegsbedürfnisse, die so wichtig war, bedacht zu sein?

Es ist kaum zu begreifen, daß der Graf Schulenburg und die übrigen Herren diese Gegenstände vernachlässigten.

An Vertheidigungs-Anstalten wurde gar nicht gedacht, ohnerachtet dieserhalb genug patriotische Anträge geschahen. In Verbindung mit dem Militär, das uns übrig blieb, mit den großen Vorräthen von Waffen, hätte sich doch wohl etwas thun lassen, um dem Feinde Hindernisse in den Weg zu legen, wenigstens den sicheren Rückzug unsrer Heere zu erleichtern, die Festungen mit Streitern aus den vielen auf dem Lande zerstreuten verabschiedeten ehemaligen Soldaten zu versehen, die Jäger und Forstbedienten im Lande zusammenzuziehen, Freiwilligen Waffen zu geben. Aber es geschahe gar nichts, man dachte nur an das Fliehen.

Der Geheime Kabinetsrath Lombard war in Gefahr, vom Pöbel beleidigt zu werden, man mußte ihm eine Wache geben, bis er nach Stettin abgieng. Hier erwartete ihn ein anderes unangenehmes Schicksal. Ganz laut beschuldigte man ihn der Verrätherei, er wurde an öffentlichen Orten beschimpft; die Königin ließ sich verleiten, ihn in Stettin arretiren zu lassen, unter dem Vorwande seiner eigenen Sicherheit. Man trieb aber die Sache weiter, als es die Königin wollte; er wurde auf die Hauptwache gebracht und nicht milde behandelt.

Nachdem ich für das, was von mir abhieng, gesorgt, das

ist, die Kassen des häuslichen Departements in Sicherheit gebracht und dasjenige bestimmt hatte, was dieses angieng, verließ ich Berlin, machte den 18. noch einige Einrichtungen auf meinem Gute und gieng denselbigen Abend nach Cüstrin, wo ich hörte, daß es an Manchem fehlte, und den 19. nach Vietnitz auf das Gut des Kammerherrn von Oelssen, in der Neumark. Hier bestimmte ich mich, nach Danzig zu gehen, kein Geschäft rief mich nach Stettin. Ich war am 20. Oktober unterwegs auf dem Wege nach Stargard, als ich zwischen Schönfließ und Bahn der Königin in einem halben Wagen begegnete, die sich nach Cüstrin begab, wohin sie der König beschieden hatte. Er war von Magdeburg über Ruppin und Oranienburg nach Wriezen geeilt, von wo er der Königin schrieb, und traf auch am 20. in Cüstrin ein. Die Königin drang in mich, mich zu ihr in den Wagen zu setzen, weil sie vermuthete, der König werde froh sein, meinen Rath zu haben. Man wird leicht einsehen, daß ich mich bei dem Benehmen, das man gegen mich beobachtet hatte, sehr ungern dazu entschloß; indessen durfte ich mir doch den Vorwurf nicht machen, in einem solchen Zeitpunkt irgend einer andern Betrachtung Gehör gegeben zu haben, als der, nützlich zu sein. Ich gab also nach, und Abends um 10 Uhr war ich mit der Königin wieder in Cüstrin. Unterwegs erzählte sie mir Lombards Arretirung; ich bedauerte sie im Stillen, denn ich sah voraus, daß dieser Schritt, der übereilt war, ihr Verdruß zuziehen würde, konnte aber so wenig über diesen Gegenstand, als über andere, die nicht zu Jedermanns Wissenschaft gelangen konnten, mit ihr sprechen, da die Hofdame, der Kammerherr, die Kammerfrau und der Kammerdiener, die auf dem Wagen mit saßen und das ganze Gefolge ausmachten, jedes Wort mit hörten. Der König empfieng mich ziemlich kalt, es schien nicht, als ob ihm meine Gegenwart angenehm sei; über die Lage der Dinge sagte er mir nichts, als daß nach den so eben erhaltenen Nachrichten die Franzosen noch nicht in Berlin wären; er äußerte nicht mit einer Silbe den Wunsch, sich mit mir über die zu

nehmenden Maßregeln zu unterhalten. Ich zog mich also bald zurück, und da nirgends unterzukommen war, gieng ich mit dem Kammerherrn der Königin, Herrn von Buch, zu dem Commandanten, dem nachher so berüchtigt gewordenen Obersten von Ingersleben. Wir baten ihn um etwas Essen, das wir den ganzen Tag nicht gehabt hatten, und um ein Nachtlager. Ich erfuhr, daß der König nicht, wie die Königin vermuthet hatte, allein sei. Seine Adjutanten, die Generale von Köckritz und von Zastrow, der Oberst von Kleist und der Major von Jagow, waren bei ihm, Graf Haugwitz und Beyme wurden unverzüglich erwartet.

Ich erfuhr, daß die Friedens-Unterhandlung schon in vollem Gange war und daß man an nichts anderes dachte, als ihn abzuschließen und in den nächsten Tagen zu unterzeichnen.

Der 14. Oktober war ein unglücklicher Tag in den Annalen der preußischen Monarchie. An diesem Tage war Friedrich der Große bei Hochkirch von den Oesterreichern überfallen worden und hatte sein Heer fast zerstört gesehen, seine Artillerie verloren. Seine Lage war weit schlimmer als die des Königs, aber er fand bald Hülfsmittel in seinem Genie und in seinem großen Charakter und nicht lange hernach fügte er seinen Heldenthaten neue Triumphe hinzu.

Preußischerseits war der Krieg angefangen worden, und bei dem ersten Unglücksfall, noch auf dem Schlachtfelde von Auerstädt, ehe die Folgen dieses Tags sich äußerten, ehe man sie übersehen konnte, und von dem Augenblick an beschäftigte man sich nicht etwa damit, die Armee und die noch übrigen Kräfte zu sammeln, Ordnung wieder herzustellen, Vertheidigungs-Anstalten zu treffen, mit einem Worte, die üblen Folgen zu verhüten oder zu vermindern, welches das einzige Bestreben sein mußte, — nein, gebeugt, und ohne allen Muth im Unglück, sahe man nur Rettung in einem schnellen, schimpflichen Frieden, und noch an dem Tage der Schlacht wurde der Flügel-Adjutant Graf von Dönhof an den Kaiser Napoleon mit Friedensanträgen abgeschickt. Der

König schrieb ihm, in einem durch den General von Zastrow schlecht gefaßten Briefe, er habe den des Kaisers vom 12., welchen wir oben (S. 199) angeführt haben, erst in dem Augenblick erhalten, wo die Vorposten schon im Gefecht mit einander gewesen wären; er würde, glaube er, in den eigenen Augen des Kaisers verloren haben, wenn er den Kampf hätte einstellen und vermeiden wollen. Jetzt hätten seine Truppen ihre Tapferkeit bewiesen, jetzt biete er dem Kaiser an, die alten Freundschafts-Bande wieder anzuknüpfen[1]). Das wurde geschrieben, fünf Tage nach der Bekanntmachung des Manifestes, so kurze Zeit nach dem Briefe vom 26. September, nach der ersten Widerwärtigkeit! — Als ob alles, was in diesen Aufsätzen unbedachtsamer Weise mit so grellen Farben, aber wahr geschildert war, nicht die Hauptsache gewesen, als ob es nur darauf angekommen, etwa wie bei einem Duell zwischen Privatpersonen, keine persönliche Feigheit zu zeigen!

Dem Grafen von Haugwitz kann man diese erste Inconsequenz nicht zur Last legen. Er war nicht bei dem König und flüchtete über Halberstadt nach Magdeburg. Ohne Zweifel waren es die General-Adjutanten des Königs, vorzüglich die Generale von Zastrow und von Köckritz, die, wie so manche der höheren preußischen Militär-Personen, in dieser unglücklichen Epoche so wenig Energie, so wenig militärischen Geist bewiesen. Und diese Friedens-Unterhandlungen wurden nicht etwa geheim betrieben, und öffentlich Kraft gezeigt und, wie es bei der Ungewißheit des Erfolgs so nothwendig war, angestrengt; man wußte es allgemein, und diese Rathgeber, die sich schon im Geist wieder ruhig in Berlin und in Potsdam, in Posen und auf ihren Gütern sahen und dahin sehnten, ermangelten nicht, es allenthalben zu äußern, daß der Frieden in wenig Tagen den kurzen Kampf beendigen und

1) Der Brief ist bei Hepiner, Bd. II. 6, Anmerk. 1 aber fehlerhaft, abgedruckt.

alle Gefahr entfernen werde. Das wußte im Vertrauen der Commandant von Cüstrin, das wußte der Direktor der dortigen Kammer, das erfuhr man im Vertrauen von ihnen wieder.

In Magdeburg waren der Graf von Haugwitz, der Marquis Lucchesini, der Geheime Kabinetsrath Beyme wieder mit dem König zusammen getroffen. Dort wenigstens stimmten sie alle der Friedens-Unterhandlung bei. Beyme schrieb an seine Frau nach Berlin, und diese hatte nichts Eiligeres zu thun, als den Brief, wovon Abschriften überall hingiengen, bekannt zu machen: „die Lage wäre so, daß man um Frieden nicht bitten, sondern betteln müsse, es würde Vermessenheit sein, Vorschläge zu machen, man müsse lediglich submittiren". Den 18. Oktober wurde der Marquis Lucchesini von Magdeburg aus an Napoleon abgeschickt. Er sollte die Abtretung der westfälischen Provinzen bis an die Weser und von Bayreuth, und vor allen Dingen einen Waffenstillstand vorschlagen. Ganz unstreitig wurde sowohl der Gouverneur von Magdeburg, General von Kleist, als der Fürst Hohenlohe, dem der König nun den Oberbefehl der Armee anvertraute, mit allen diesen Entschlüssen bekannt. Wenn man alle diese Umstände beherziget, so wundert man sich weniger über die immer höchst unverantwortliche Ueberlieferung unsrer Festungen. Warum sich und andere aufopfern? dachten gewiß manche dieser kurzsichtigen, egoistischen Menschen: wir haben ja doch Frieden.

— — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — —

Sollte ich mich ohne die mindeste Hoffnung eines guten Erfolgs in einer solchen Lage zu den Geschäften zudrängen, zu denen man mich nicht auf die entfernteste Weise verlangte?

Ich gieng zum General von Köckritz; dieser sprach ebenfalls kein Wort mit mir über die öffentlichen Angelegenheiten; ich bat ihn, dem König, zu welchem zu gehen er im Begriff war, zu sagen: ich sei auf Befehl der Königin hieher gekommen, weil sie

geglaubt habe, der König sei allein und könne meiner nöthig haben. Ich finde ihn umringt von denen, die sein Vertrauen hätten, und sei daher Willens, wenn ich keinen Gegenbefehl erhalte, in einer Stunde weiter über Bromberg nach Danzig zu reisen, melde dieses aber, damit man wisse wo ich sei, falls man glaube, mich zu irgend etwas brauchen zu können. Ich blieb noch zwei Stunden, trat aber, als kein Befehl kam, meine Reise an und war am 25. Oktober in Marienwerder. Hier erwartete ich den Staats-Minister von Schrötter, der bei seinem Bruder dem Kanzler erwartet wurde, blieb den 26. und schrieb Folgendes an die Königin durch einen vom Minister von Schrötter abgeschickten Courier:

Madame. Pendant les moments où, vivement touché des bontés et de la confiance de Votre Majesté, j'eus l'honneur de l'accompagner à Cüstrin, j'ai déploré l'impossibilité de lui parler sans témoins. Je dus renfermer dans mon cœur oppressé ce que j'avais le plus grand besoin de lui dire. Votre Majesté s'est aperçue de la répugnance avec laquelle je combattis, lorsqu'elle m'ordonna de monter dans sa voiture. Son plus puissant motif était que ma présence ne serait pas même agréable au Roi, car toute autre considération n'aurait pu m'arrêter un clin d'œil, si j'eusse osé me flatter que mon souverain serait bien aise de m'avoir près de lui et de faire usage de mon zèle. Il y a un sentiment inséparable de l'homme d'honneur, Madame, quelque prêt qu'il soit à se dévouer, surtout lorsqu'on lui montre avec quelque confiance qu'on désire ses services, c'est celui qui l'empêche de se mettre sur les rangs quand il doit appréhender qu'on n'y attache aucun prix et qu'on ne veut pas de lui. Et comment ce sentiment ne m'aurait-il pas pénétré? Depuis que le Roi m'accorda le congé illimité qui m'éloigna de sa personne et des affaires, sans cependant m'ôter ma place, et que je lui demandai en dernier lieu avec d'autant plus d'assurance, parce que je conservai la possibilité de lui être utile par la négociation secrète

avec la Russie, et que je crus remplir même le désir de mon souverain, le sieur Beyme étant venu me dire qu'il souhaitait de me voir prendre ce parti, — Sa Majesté ne m'a donné, cette négociation exceptée, aucune preuve de sa confiance. Tandis que je tenais le portefeuille, le comte de Haugwitz a été consulté dans les occasions importantes; il a été rappelé près de la personne du Roi; Sa Majesté a voulu que je partageasse les affaires avec lui. Je n'ai pas eu la présomption de m'en plaindre, je suis allé au contraire au-devant des intentions du Roi; mais n'ai-je pas dû voir un contraste frappant dans l'éloignement où Sa Majesté, qui cependant a voulu que je conservasse ma place, m'a tenu de ses conseils dans l'importante époque qui a amené les désastres actuels? Me résignant, je me suis borné à dire à Sa Majesté qu'on ne me tenait nullement au courant des affaires, parce que je n'étais absolument pour rien dans tout ce qu'on lui proposait. Elle a daigné me répondre que ce n'était point son intention qu'on cessât de m'informer, mais elle n'a pas jugé à propos d'ordonner qu'on remédiât à la chose. Je l'ai suppliée avant son départ de mettre les objets qu'elle m'avait confiés entre les mains du comte Haugwitz, parce qu'une double négociation ne pourrait qu'être nuisible; elle n'a pas voulu, et m'a congédié en me disant que le moment arriverait peut-être où elle ferait usage de ma bonne volonté. Profondément et douloureusement affecté de ce qu'on ne me jugeait pas digne de servir mon Roi et l'État dans une époque aussi critique, et éprouvant le sentiment d'un militaire qu'on envoie aux bagages la veille d'une bataille, je me renfermai dans l'assurance que je serais toujours prêt à vouer toutes mes facultés au Roi, et ne lui exposai que mes vœux pour ses plus heureux succès. Hélas! ils n'ont pas été exaucés, ces vœux si ardents et si sincères!

Arrivé avec Votre Majesté à Cüstrin, j'ai cru trouver dans la réception que le Roi me fit la confirmation de mes

craintes, que mon apparition lui était, si non désagréable, au moins entièrement indifférente. Votre Majesté croyait le Roi isolé, je le trouvai entouré de tout son quartier général; on m'assura que les négociations de paix étaient entamées, que M. de Lucchesini y travaillait, que M. de Haugwitz allait arriver. Je priai le général de Koeckritz, sans entrer en matière avec lui, et sans que de son côté il me mît au fait de la moindre chose, de dire au Roi que je partirais pour Bromberg et Danzig, afin que Sa Majesté sût où me trouver, au cas qu'elle eût des ordres à me donner. Il me promit de s'en acquitter sans délai, et je restai encore pendant deux heures à Cüstrin, sans que le Roi me fît signifier des commandements contraires. Ne devais-je pas partir, Madame? Et je ne le cacherai pas à Votre Majesté, je suis parti, en me félicitant de ne pas concourir à un traité qui, s'il se conclût, fera le malheur et le tombeau de la Prusse, quoique la douleur avec laquelle j'en envisage la possibilité n'en soit pas moins grande. Je me félicite encore de l'ignorance totale dans laquelle M. de Haugwitz m'a laissé, et de n'avoir eu aucune part aux résolutions et aux mesures qui ont amené l'excès de malheur dont nous gémissons. Mais je ne puis m'empêcher de me demander si l'époque était venue où il convenait plus de faire la guerre qu'aux mois de novembre et de décembre 1805, et s'il était temps de la déclarer? comment on a pu engager le Roi à la commencer précipitamment sans avoir bien lié la partie, sans avoir combiné un plan d'opérations avec les autres puissances, sans avoir leurs forces toutes prêtes et à portée de soutenir les siennes; comment on a pu faire à cet égard toutes ces fautes qu'avec raison on a reprochées l'année passée à l'Autriche et à ses alliés? Je me demande pourquoi, dans une guerre préméditée de la part de la Prusse, aucune mesure de précaution n'a été prise pour le cas de malheur; pourquoi notre armée de la Prusse orientale n'était pas mobile et sur l'Oder ou la Sprée; pourquoi nos braves troupes attendaient

l'ennemi à si peu de distance de nos frontières, sans tirer parti de la défense qu'offrent les gorges du Thüringer Wald; pourquoi on n'a pas conservé l'avantage important de l'attaque; pourquoi enfin on s'est mis dans le cas de voir l'armée coupée de la capitale et du gros de la monarchie et l'ennemi maître de marcher sans obstacle jusqu'à la Vistule? Ah, Madame, Votre Majesté s'est rappelé ce que je lui ai dit un jour sur le duc de Brunswick. Si le Roi m'avait consulté, je l'aurais conjuré à genoux de ne plus confier son salut à ce prince, que je crois connaître mieux que personne. Comment a-t-on pu faire valoir l'opinion que la Prusse seule suffisait pour entrer en lice avec la France, et que l'époque présente était beaucoup plus favorable à la guerre que celle de l'année passée après la malheureuse journée d'Austerlitz? Alors nous avions 60 mille Russes, les Anglais et les Suédois; toute notre armée était sous les armes; l'Autriche ne faisait pas la paix si le comte de Haugwitz pressait son arrivée à Vienne et ne concluait point l'indigne traité du 15 décembre. L'archiduc Charles commandait encore à une grande armée, et celle de France, quoique victorieuse, était affaiblie et tout à fait délabrée, de façon que sa position était beaucoup plus dangereuse qu'au commencement de la présente lutte, et même très précaire si on l'attaquait. On lui a laissé le temps de se refaire entièrement du suc de l'Allemagne, et ces mêmes provinces où l'on ne cessait de crier que nos armées ne trouveraient pas de quoi vivre, ont nourri depuis d'immenses forces étrangères et les nourrissent encore. Wesel était à nous, au lieu qu'à présent c'est la France qui en fait un boulevard imposant. Celle-ci n'était pas encore la maîtresse en deçà du Rhin et dans le nord, car Hameln ne pouvait pas tenir, et les liens de la nouvelle fédération n'étaient pas formés, ni un grand nombre de braves Allemands forcés à servir sous la bannière de Napoléon. Tant de millions enfin n'auraient pas été dépensés à pure perte. La seule justification alléguée par

le comte de Haugwitz pour ses lenteurs et le traité conclu sans la moindre autorisation du Roi, c'est le danger où la monarchie se serait trouvée par la guerre. Oh Dieu! Ce danger était-il donc moindre, n'était-il pas dix fois plus grand à l'époque qu'il jugea favorable pour la levée de bouclier?

Je vous demande pardon à genoux, Madame, de ce que je vous entretiens de tout ceci. Je sens avec une force irrésistible le besoin d'épancher mon cœur envers Votre Majesté, et surtout de lui exposer les raisons qui ont pressé mon départ de Cüstrin, où sa gracieuse confiance m'avait appelé. Je la supplie même de faire lire cette lettre dans un bon moment au Roi, car je désire que mon souverain lise dans mon cœur qui lui est si fidèlement attaché. Ce sera ma seule consolation. Je ne veux rien, je n'ai pas d'autre prétention. Le manifeste contre la France contient mon apologie et appuie, sans que ç'ait été sans doute le but de son auteur, tout ce que je viens d'exposer.

On vient de m'envoyer de Berlin, et il circule partout, et même ici, un extrait d'une lettre de M. Beyme à sa femme dans laquelle il lui écrit: „Die Lage wäre so, daß man um Frieden nicht bitten, sondern betteln müsse; es würde Vermessenheit sein, Vorschläge zu machen, man müsse lediglich submittiren"; et cette femme n'a eu rien de plus pressé que de divulguer cette lettre! Napoléon n'en aurait-il pas connaissance par ses nombreux espions, et quel mauvais effet des expressions aussi inconsidérées et aussi peu honorables pour celui qui se les permet, ne doivent-elles pas faire sur la négociation entamée? Elles font une sensation incroyable sur les fidèles et braves sujets du Roi, et tout cela d'autant plus qu'elles proviennent d'une personne qu'on sait aussi avant dans la confiance et les secrets de Sa Majesté.

Je ne puis trouver d'expressions assez fortes, Madame, pour dépeindre à Votre Majesté les témoignages de patriotisme et de dévouement que j'ai rencontrés partout sur la route et

dans toutes les classes jusqu'aux dernières. Tous sont prêts à combattre et à verser leur sang pour le Roi et sa gloire, pour l'honneur et la conservation de la Prusse. Il n'y a rien qu'on craigne tant qu'une paix honteuse. Partout on allègue les défaites que même le grand Frédéric essuya et dont il sut se relever et sortir enfin victorieux de la lutte. Et le Roi peut compter sur son ami Alexandre; les autres puissances ne peuvent pas l'abandonner. La chute de la Prusse est la chute de l'Europe entière, le signal de l'esclavage et de la domination de Napoléon. Il y a de grandes ressources dans le patriotisme de la nation et dans l'assistance de nos voisins, pourvu qu'on sache tirer parti des premières et gagner la confiance de ceux-ci.

Encore une fois, que Votre Majesté me pardonne cette longue lettre! Je vais d'ici à Danzig. Puissé-je y apprendre que le Roi n'a pas souscrit à des conditions humiliantes et trop onéreuses, que les événements aient pris une tournure plus favorable! Ma sollicitude et mes vœux pour Votre Majesté et pour le Roi — daignez, Madame les mettre respectueusement à ses pieds — sont le seul sentiment qui me domine. Jusqu'à mon dernier soupir, je me glorifierai du plus zélé attachement et du plus profond respect avec lequel je suis etc.

Marienwerder, 26 octobre 1806. Hardenberg[1].

Ich hatte auf meiner Reise und selbst in Schönlanke, einem ehemaligen polnischen Orte im Netzedistrikte, allenthalben Beweise von Patriotismus und von gutem Willen angetroffen. In dem eben genannten Orte umringten mich mitten in der Nacht eine Menge Leute beim Ausspannen; sie sagten: der König solle ihnen

1) Bei dem Entwurfe dieses Briefes findet sich folgender Zettel: La Reine a reçu votre lettre de Marienwerder, je n'ai pas voulu manquer de vous le dire. Soyez heureux, et n'oubliez pas, mon cher ami, votre ancienne amie V(iereck). Le 12 à 11 heures du soir.

doch nur Waffen geben! Ein alter Brandenburger that sich auf diese Eigenschaft viel zu Gute, wurde aber von einem ehemaligen Polen mit der Aeußerung zurückgewiesen: daß sie alle eben so gut Brandenburger wären als er.

Während meines Aufenthalts zu Marienwerder kam erst in der Nacht vom 25. zum 26. der Hauptmann von Schoeler dort durch, um nach Petersburg zu gehen und dem Kaiser die erste Nachricht von den unglücklichen Begebenheiten des 14. zu bringen.

Den 27. Oktober traf ich in Danzig ein.

Der Kaiser Napoleon hatte auf das durch den Grafen von Dönhof an ihn abgeschickte Königliche Schreiben am 19. geantwortet, er sei zwar bereit, Frieden zu machen, aber nach den erlangten großen Vortheilen müsse er Aufopferungen verlangen. Welchen Werth hatten also die schönen Worte in seinem Schreiben vom 12.: „Sire, je n'ai rien à gagner contre Votre Majesté. Je ne veux rien et n'ai rien voulu d'elle?"

Er wollte den Marquis Lucchesini nicht sehen. Nicht leicht hätte man auch eine schlechtere Wahl zu dieser Unterhandlung treffen können, da Napoleon wohl wußte, daß der Marquis durch seine Berichte den Krieg mit veranlaßt hatte. Er sprach von ihm bei einer späteren Gelegenheit mit großer Verachtung. „Cet usurier, ce pantalon" nannte er ihn.

Der General Duroc kam am 21. mit ihm in Kemberg zusammen. Der Waffenstillstand sollte nur unter der Bedingung bewilligt werden, daß den französischen Truppen das Land bis an die Oder eingeräumt würde mit den Festungen Hameln und Magdeburg.

Als Friedensbedingungen forderte der Kaiser:

1. Alles, was Preußen bisher auf dem linken Elbufer besessen hatte, und Bayreuth.
2. 100 Millionen Francs Kriegs-Kontribution.
3. Ausschließung Preußens von jedem Verhältniß mit irgend einem Staat in Deutschland, da alle eine Konföderation unter französischem Schutz bilden sollten.

4. Verlust der Braunschweig-Wolffenbüttel'schen und Oranisch-Fulda'schen Staaten für ihre Besitzer.

Wittenberg, hieß es, wolle der Kaiser befestigen lassen, und übrigens wurde hinzugefügt, er ziehe den Krieg vor, um die Russen schlagen zu können, und die Drohung wurde hinzugefügt, bei neuen Vortheilen die Bedingungen zu erhöhen.

Den 25. berichtete Lucchesini von Potsdam. Er hatte den Kaiser nicht gesehen, bat aber, ihn in Stand zu setzen, abzuschließen. Dieser Bericht kreuzte sich mit einem Schreiben des Königs an Napoleon, in welchem um Beschleunigung des Abschlusses gebeten wurde, und der König sich erbot, die Zurückziehung der im Anmarsch befindlichen russischen Heere zu bewirken [1].

Es wurde beschlossen, den General von Zastrow dem Marquis bei der Unterhandlung beizuordnen, er gieng den 26. mit folgendem Schreiben des Königs nach Charlottenburg ab, wo sich Napoleon befand:

Monsieur mon Frère. Le marquis de Lucchesini vient de me rendre compte de l'accueil fait aux ouvertures dont il a été chargé de ma part, et des conditions que Votre Majesté Impériale met à la paix. Je ne vous le cacherai pas, Sire, j'ai été d'autant plus péniblement affecté de leur dureté, que j'avais cru trouver dans la lettre que vous avez bien voulu m'adresser par mon aide de camp, le comte de Dönhoff, des motifs de me flatter que Votre Majesté Impériale se prêterait à une conciliation accompagnée de sacrifices moins douloureux

---

1) Zu dieser Stelle des Manuskriptes hat bereits Schoell mit Recht angemerkt: „Aus den Akten scheint zu erhellen, daß dieses Schreiben zwar ausgefertigt, aber nicht abgegangen ist." Auch Höpfner hat irrthümlicher Weise angenommen, daß dies Schreiben abgesendet sei, und dasselbe demgemäß abgedruckt (Band II, Seite 386); er übersah auf dem vom 25. datirten Entwurfe, der ihm vorlag, die Notiz „cessat". Ueberdies zeigt eine Vergleichung des am 26. Oktober wirklich abgeschickten Schreibens, daß ein Brief, wie der bei Höpfner abgedruckte, nicht vorangegangen sein kann.

pour moi. Je ne saurais renoncer à cet espoir. Mon sincère désir de rétablir avec elle les seules relations qui conviennent aux intérêts réciproques de nos peuples, et de faire cesser les maux de la guerre, l'emporte néanmoins. J'envoie mon général major de Zastrow au quartier général de Votre Majesté Impériale, pour prendre part à la négociation confiée au marquis de Lucchesini et signer conjointement avec lui l'acte de pacification qui en est l'objet. Que Votre Majesté Impériale veuille recevoir avec bonté ce général. Je la prie d'ajouter pleine créance à tout ce qu'il aura l'honneur de lui exposer en mon nom, et surtout aux assurances qu'il lui réitérera de tous les sentiments que je lui ai personnellement voués.

Cüstrin, 26 octobre 1806. Fréderic Guillaume.

Beide Bevollmächtigte erhielten den Befehl abzuschließen. Man trug ihnen auf, dahin zu trachten, daß der König, da die Elblinie einmal angenommen werden solle, wenigstens das Lauenburgische behalte.

Der König lief Gefahr, in der Festung Cüstrin eingeschlossen zu werden, er verließ also diesen Ort den 26., um sich nach Graudenz zu begeben. Unterwegs kehrte er aber wieder um und gieng nach Stargard, weil er dort näher gewesen wäre, um den Frieden, den man als gewiß voraussetzte, sogleich zu ratificiren.

Die Unterhandlungen begannen den 28. Oktober zwischen den beiden preußischen Bevollmächtigten und dem Ober-Marschall Duroc. Der Kaiser Napoleon empfieng den General von Zastrow freundlich und sprach mit Achtung von dem Grafen von Haugwitz.

Wie war das möglich, da ihn Niemand ärger betrogen hatte? Es ist wohl nicht denkbar, daß der Graf von ihm bestochen gewesen wäre und den Krieg nach seinem Wunsche so unvorsichtig und schlecht eingeleitet haben sollte, um Preußen ihm desto leichter in die Hände zu spielen; aber es erhellt hieraus meines Erachtens unumstößlich, daß der Graf die oben (S. 136) schon erwähnte doppelte Rolle spielte, gegen die Franzosen als den Freund

Frankreichs und als den Märtyrer dieses Systems, gegen den König und die Preußen als den ärgsten Feind Napoleons.

Unsre Bevollmächtigten erzielten gar nichts. Den 30. Oktober wurde folgender Aufsatz unterzeichnet, der die Grundlagen des Friedens enthalten sollte:

Le soussigné, général de division et grand maréchal du palais de Sa Majesté l'Empereur et Roi, ayant eu l'honneur de proposer de la part de Sa Majesté à Leurs Excellences MM. le marquis de Lucchesini, ministre du cabinet de Sa Majesté le Roi de Prusse, et le général de Zastrow, au service de Sa Majesté, les bases et conditions qui suivent du traité définitif à signer entre la France et la Prusse, les deux susdits plénipotentiaires les ont acceptées, afin d'ouvrir de suite la négociation et la continuer sans interruption jusqu'à la signature du traité.

Bases:

1° Reconnaissance de l'adhésion de la Saxe et de tous les États sur la rive gauche de l'Elbe à la confédération du Rhin et des dispositions que Sa Majesté pourrait faire de ces États.

2° Cession à la France de tous les États que possède Sa Majesté le Roi de Prusse sur la rive gauche de l'Elbe, la province de Magdebourg et la Vieille Marche exceptées, et pour lesquelles on négociera, savoir: l'électorat de Hanovre avec les pays d'Osnabrück et de Lauenbourg, l'Ostfrise, pays de Minden et de Ravensberg, comtés de Lingen et de Tecklenbourg, évêché de Münster, comtés de la Lippe et de la Mark, évêchés de Paderborn et de Hildesheim, comtés d'Eichsfeld et de Hohenstein, les abbayes d'Essen, Werden et Elten, principautés de Halberstadt, Halle et Mansfeld, pays d'Erfurt et de Baireuth, Nordhausen, Mühlhausen et Goslar.

3° Payement de la contribution de guerre fixée à cent millions de Francs.

Charlottenbourg, 30 octobre 1806. Duroc.

Lucchesini und Zastrow gaben die elendesten, schwächsten Rathschläge. Lucchesini berichtete: es sei zu besorgen, der Kaiser wolle in dem preußischen Staat eine National-Repräsentation einführen und daraus einen Artikel des Friedens machen; sein Zweck sei, Preußen so zu schwächen, daß er nicht Gefahr laufe, von solchem wieder angegriffen zu werden; er werde sich, fürchte er, nicht begnügen, daß man verspreche, die Russen zu entfernen, sondern verlangen, daß Preußen gemeinschaftlich mit ihm gegen die Russen fechte, wenn sie sich nicht zurückzögen.

Unterdessen hatte der König auch in Stargard nicht mit Sicherheit bleiben können: der Fürst Hohenlohe kapitulirte unerwartet bei Prenzlau und gleich darauf übergaben die feigen Befehlshaber in Stettin diese Festung. Der König gieng nun nach Graudenz und beschied die Staatsminister Graf von Schulenburg, von Voß, von Schrötter und von Stein, die mittlerweile auch nach Danzig gekommen waren, dahin, um über die Frage: ob der Frieden nach den am 30. Oktober unterzeichneten Grundlagen anzunehmen sei, zu berathschlagen. Nur ich erhielt keinen Befehl zu erscheinen. Ich verfügte mich nach Königsberg. Die Konferenz hatte am 6. November statt. Es wurde ein Protokoll darüber gefaßt, dessen wesentlicher Inhalt folgender war[1]):

1) Man könne den Krieg nicht fortsetzen.

2) Die Grundlagen, welche am 30. Oktober festgesetzt worden, wären daher anzunehmen, und der Frieden sei darauf abzuschließen, wofern nicht Bedingungen hinzukämen, die den Zweck des Friedens vereiteln würden.

3) Jede Bedingung, die eine Verpflichtung enthielte, die Waffen gegen Rußland zu ergreifen, sei als eine solche anzunehmen, auch wenn sie auf den Fall etwa verlangt werden sollte, daß Rußland mit der Pforte in Krieg gerathe; ebenso der Beitritt zum Rheinbunde.

---

1) Der Wortlaut des Protokolls wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

4) Es sei nicht zu besorgen, daß Rußland einen solchen Frieden nicht zulassen werde. Auf den unvermutheten Fall, daß es die Gestattung des Truppendurchzuges fordern sollte, sei zu stipuliren, daß dieses dennoch keinen Krieg nach sich ziehen solle.

Der Graf von Haugwitz stellte nach der Konferenz die Frage auf, ob nicht, falls der Frieden von dem Beitritt zum Rheinbunde abhängig gemacht würde, dieser alsdann zu beschließen sei? weil er die Bevollmächtigten bereits so instruirt hatte und die ganze Conferenz wohl nur als eine Formalität ansahe.

Graf Schulenburg stimmte, daß der Beitritt alsdann blos zum Zweck der Erhaltung des Friedens geschehen könne. Was er damit sagen wollte, ist schwer zu errathen. Wie würde sich Napoleon einen solchen Beitritt haben gefallen lassen, der im Grunde keiner war?

Der König schrieb am 7. November einen Brief an Napoleon [1]); der General von Phull wurde nach Petersburg geschickt, um dort den Frieden annehmlich zu machen. Er gieng den 10. November durch Königsberg.

Der Kaiser Alexander hatte schon vor der Ankunft des Hauptmanns von Schoeler mit dem ersten Schreiben des Königs über die Unglücksfälle am 3. November folgendes an Seine Majestät geschrieben [2]):

Accablé depuis plusieurs jours par les rapports aussi alarmants que confus qui me parviennent d'une défaite essuyée par l'armée de Votre Majesté, je suis privé de la seule consolation qui pourrait être de quelque prix à mes yeux, celle d'avoir des nouvelles directes de vous et de connaître par vous-même, Sire, les déterminations que vous aurez jugé à propos de prendre. Dans cet état d'anxiéte et d'incertitude, j'ai cru devoir vous adresser la présente pour réiterer à Votre

---

1) Siehe diesen Brief bei Höpfner II, 389.

2) Der Brief ist theilweise abgedruckt bei Höpfner III, 3. Note.

Majesté l'assurance la plus solennelle que, quels que soient les résultats de vos généreux efforts, je ne me départirai jamais des dispositions que Votre Majesté me connaît. Doublement lié à elle en ma qualité d'allié et par les nœuds de la plus tendre amitié, il n'y a pas de sacrifices ni d'efforts que je ne sois prêt à faire pour lui prouver toute l'étendue de mon attachement aux devoirs chéris que ces titres m'imposent. Dans l'heureuse intimité qui a toujours subsisté entre nous, je me flatte que Votre Majesté aura su me rendre justice pour ne jamais douter de l'invariabilité de mes principes et de mes affections; et d'après la nature des sentiments que je lui porte, ils ne peuvent, s'il était possible, que redoubler de force et d'ardeur par la position où Votre Majesté se trouve. J'attendrai avec la plus vive impatience les communications que vous voudrez bien m'adresser. Le corps du général Bennigsen marche, celui du général Buxhœvden fort de 60.000 hommes aussi sera incessamment prêt à le soutenir. Réunissons-nous plus étroitement que jamais; restons fidèles aux principes de l'honneur et de la gloire, et abandonnons le reste à la Providence, qui ne peut manquer de mettre enfin un terme aux succès de l'usurpation et de la tyrannie, en faisant triompher la plus juste et la plus belle des causes.

Saint-Pétersbourg, 22 octobre (3 novembre) 1806.

Alexandre.

Der nachstehende merkwürdige Bericht unsres Gesandten zu Petersburg, des Grafen von Goltz, vom 6. November zeigt die Gesinnungen des Kaisers noch deutlicher.

Plus l'Empereur est persuadé que dans la persévérance seule Votre Majesté trouvera le moyen de sauver les intérêts de sa monarchie et de mettre son indépendance à l'abri de tout danger, plus il a été effrayé, j'ose me servir de son propre terme, d'apprendre que le marquis de Lucchesini a été envoyé au quartier général de l'Empereur Napoléon pour sonder le terrain et pour écouter des propositions. Ce monarque, qui

m'a fait l'honneur de m'accorder hier matin une audience particulière, m'a parlé avec tant de cordialité et de participation, que je m'estimerais heureux de pouvoir vous transmettre, Sire, dans toute l'étendue de sa valeur la teneur consolante de ses paroles. Votre Majesté me permettra de relever au moins quelques passages de cet entretien plein de chaleur et d'intérêt. „Je tremble", me dit ce souverain, „que Napoléon ne fasse des propositions à votre maître qui, quelque inadmissibles qu'elles puissent être sous le rapport des sacrifices exigés, présenteront peut-être quelque face rassurante sous d'autres rapports qui, dans l'embarras où il se trouve, pourraient le tenter à entrer en négociation directe. Je crains que Napoléon ne se montre facile et coulant au commencement, pour se ménager d'autant mieux le moyen de lui faire sentir dans la suite tout le poids de son amitié oppressive et dangereuse. Il ne se bornera sûrement pas à lui demander la cession de quelques provinces; il tâchera de le tirer dans ses intérêts; il insistera sur le rétablissement du traité du 15 février, qui, en stipulant et garantissant l'indépendance de la Porte ottomane, prépare d'avance tous les prétextes d'une brouillerie future avec la Russie, et le Roi qui, jaloux de la félicité de ses peuples, ne brigue que la tranquillité et le repos, sera à l'exemple de la Bavière, entraîné dans des guerres qui feront saigner son cœur et absorberont jusqu'aux dernières ressources de sa monarchie". „Non", continua ce monarque, „je n'entrevois pas la possibilité d'une paix honorable et satisfaisante, et si tant y a, il vaut mieux continuer la guerre, qui, avec l'assistance efficace de la Russie, peut encore présenter des chances heureuses et favorables. Mes intérêts sont identifiés avec ceux de la Prusse; mon amitié pour le Roi, autant que ma politique et les considérations dues à la sûreté de mon empire, m'ordonnent impérieusement de ne pas le laisser tomber. Le Roi a fait des pertes sensibles dans la bataille du 14 octobre, je le sais; il a raison de pleurer la mort de tant de braves

guerriers, je la pleure avec lui; mais tout n'est pas perdu par là. Il lui reste encore un fond d'armée respectable; et pour peu qu'il veuille encore résister jusqu'à l'arrivée de mes troupes, je lui donnerai les moyens de réparer le passé et de venger les fautes de ses premiers généraux. Sa persévérance et mon secours doit décider l'Autriche en sa faveur, qui, à la veille de l'explosion de la guerre entre moi et la Porte, n'aura que ce parti à prendre, si elle ne veut pas risquer d'être subjuguée par la France, et l'exemple de l'Autriche entraînera tous les États qui se refusent encore à prendre une part directe à cette guerre." „Tenez", me dit l'Empereur, „voici ce que je ferais si j'étais le Roi: j'éviterais autant que les circonstances le permettraient de livrer bataille; je concentrerais mon armée; je lui ferais prendre une position derrière l'Oder; je la maintiendrais aussi longtemps que possible, et en cas de nouveaux revers, je me retirerais encore davantage pour favoriser ma jonction avec les Russes et pour me ménager le moyen d'aller avec succès en avant. Bonaparte qui dès lors commencerait à craindre pour lui-même, et qui ne pourrait pas risquer de s'aventurer plus en avant, serait par la force de céder à la persévérance ce qu'il n'aurait peut-être jamais cédé à la force des armes. Comme ami fidèle et sincère du Roi, je ne puis que lui donner ce conseil, et je vous répète que je ne resterai pas en arrière pour les moyens de le soutenir. Mais je dois aussi vous avouer que si le Roi fait la paix, tout me paraîtra perdu, et les intérêts de mon propre empire me feront changer de système et de vues. Si le Roi fait la paix, rien ne me persuadera qu'il n'y ait dans le sein de sa monarchie des ennemis de la cause publique et commune, qui jouent le jeu de la France, et qui ont peut-être volontairement mené les choses à la rupture, parce qu'ils étaient sûrs d'avance que la lutte ne serait pas soutenue, et que ce serait ainsi le meilleur moyen de mettre la

Prusse par la paix même dans la dépendance absolue de la France."

L'Empereur donna une très grande étendue à toutes ces observations, et je n'eus que le temps de lui représenter qu'il ne s'agissait au fond encore d'aucune négociation directe; que l'envoi du marquis de Lucchesini ne me paraissait avoir que le simple but d'une démonstration tendant à gagner du temps; que Votre Majesté avait déclaré elle-même qu'elle n'accepterait que des conditions compatibles avec sa dignité et les intérêts de sa monarchie; mais que les embarras de sa position présente étaient tels, que n'étant plus en état d'opposer une résistance formidable à l'ennemi, et ne voulant pas lui laisser l'avantage, dangereux pour la Russie même, de s'emparer de quelque forteresse prussienne, la capitale et le pays étant partout ouverts et sans défense, il n'avait pu que lui paraître convenable de ne pas entièrement rejeter les tentatives d'un accommodement qui pourrait peut-être encore mener à une négociation générale qui comprendrait également les intérêts de la Russie. Sa Majesté Impériale combattit chaudement cette dernière idée. Ce monarque me déclara qu'il n'avait aucune confiance dans une pareille négociation; qu'il n'avait non plus aucune raison pour y donner son suffrage; que la France venait de lui susciter la guerre avec la Porte ottomane, et que c'était moins que jamais le moment de penser à quelque accommodement au fond toujours illusoire. L'Empereur me communiqua à cette occasion, ce que son ministre m'avait déjà participé par la note circulaire dont j'ai l'honneur d'envoyer une copie au ministère de Votre Majesté, savoir que la conduite de la Sublime Porte qui, par la déposition arbitraire des princes et hospodars de la Moldavie et Valachie, avait infracté les traités sans vouloir s'entendre à lui en faire réparation, l'avait engagé à faire entrer ses troupes dans ces provinces pour prévenir les premières hostilités de la part de la Porte. L'Empereur se plut à me représenter

cette démarche et la guerre qui en serait la suite comme une diversion favorable sous tous les rapports et surtout sous celui de son influence sur le parti futur de l'Autriche, qui ne manquerait pas d'être sommée par la France à se prononcer catégoriquement, et qui, dans sa position présente, ayant une armée russe sus ses frontières, ne saurait que se déclarer en notre faveur. Sa Majesté Impériale m'assura que cette guerre ne l'occuperait pas assez pour détourner son attention de l'Allemagne, et me chargea de vous transmettre, Sire, que ses premiers soins et ses meilleurs vœux seraient toujours pour vous, si vous vouliez vous décider à continuer la guerre, et si vous vouliez profiter de la nouvelle positive de l'arrivée prochaine d'une armée auxiliaire de 140,000 Russes, pour combiner quelque grand plan d'opération avec la ferme intention de le soutenir jusqu'à toute extrémité. L'Empereur me témoigna le désir d'être incessamment informé de vos intentions, Sire, et me déclara que jusqu'à cette époque il suspendrait ses déterminations ultéreures, et attendrait avec la plus vive impatience la première nouvelle du parti que Votre Majesté jugera à propos de prendre à la suite de la réponse de l'Empereur Napoléon.

Saint-Pétersbourg, 6 novembre 1806. Goltz.

Unterdessen verzögerte man französischer Seits die Unterhandlung, rückte aber immer weiter vor und beförderte die Insurrektion in Südpreußen. In den ersten Tagen des Novembers rückten die Franzosen in Posen ein und drangen bald bis an die Weichsel vor. Der General von Kleist, der bisher den Ruhm eines braven Mannes gehabt hatte, übergab schändlicher Weise Magdeburg an ein Corps Truppen, das geringer war als dasjenige, welches sich in der Festung befand. Ebenso schändlich handelte der Kommandant von Hameln, General von Scholer, unter thätiger Mitwirkung des Generals Lecoq, von dem Niemand ein solches Betragen erwartete und den man nur in Verdacht haben kann, nach eigenen politischen Rücksichten gehandelt zu haben; am allerschändlichsten der Kommandant von Cüstrin, Oberst von

Ingersleben, welcher diese starke Festung ohne den geringsten Widerstand einer Streifpartie überlieferte.

Lucchesini berichtete den 6. November, der Kaiser Napoleon habe in den Königlichen Schlössern Papiere gefunden, die eine sehr nachtheilige Stimmung hervorgebracht hätten. Man war wirklich so unvorsichtig gewesen, weil man so große Unglücksfälle vermuthlich nicht ahnte, in den Schränken des Königs und der Königin, die er erbrach, allerlei Correspondenzen, insonderheit zwischen beiden Majestäten selbst zurückzulassen.

Lucchesini kündigte die Absicht Napoleons an, dadurch zum allgemeinen Frieden zu gelangen, daß er die preußischen Staaten im Besitz behielt; der unvermuthete Fall unsrer wichtigsten Festungen machte unsre Lage schlechter. Napoleon hätte müssen aus seinem Charakter herausgehen, um diese Umstände nicht zu benutzen. Er wollte nun nicht mehr auf die am 30. Oktober von seinem Bevollmächtigten bereits unterzeichneten Grundlagen abschließen, und schlug dagegen einen Waffenstillstand vor, der den König aus allen noch übrigen Vortheilen heraussetzte, ohne ihm die mindeste Sicherheit zu gewähren. Der Marquis Lucchesini und der General von Zastrow waren schwach genug, ihn zu unterzeichnen und seine Ratifikation dem Könige zu empfehlen [1].

Der König war unterdessen den 16. November von Graudenz nach Osterode gegangen, weil die französischen leichten Truppen sich auf der andren Seite der Weichsel schon bei Graudenz sehen ließen. Damals war es, wo der Graf von Haugwitz die Akten verbrannte. Nach Osterode berief er aufs Neue die Minister, mich wieder ausgenommen, um ihre Meinung über den Waffenstillstand abzugeben.

Der Minister von Schrötter, welcher sich der Verpflegungs-Angelegenheiten wegen im Haupt-Quartier befand, hatte schon kurz vor der Einladung, dem auch in Königsberg befindlichen

1) Die Bedingungen des Waffenstillstandes sind abgedruckt bei Hopfner II, 392.

Minister von Stein Nachricht von der Sache gegeben und hinzugesetzt: er fürchte, man werde den Waffenstillstand annehmen. Der Graf Schulenburg war in Königsberg, bis zur Genesung des Generals von Rüchel von seiner Wunde, Interims-Gouverneur. Stein hatte ihm den Brief des Ministers von Schrötter zuerst mitgetheilt und ihn aufgefordert, Gegenvorstellungen zu machen. Schulenburg schrieb auf das Billet: „tausend Dank, ich weiß darüber nichts zu sagen, als zu jammern".

Mir schrieb Stein:

J'ai reçu aujourd'hui des lettres de M. de Schrötter avec des abominables nouvelles que j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, en la priant de me les renvoyer. Il est impossible d'accepter les propositions: nous ne pouvons maintenant nous considérer que comme les auxiliaires des Russes, notre pays comme le leur; tous les avantages que nous accordons à Napoléon doivent tourner contre les Russes et par conséquent contre nous. Si V. E. est de cette opinion, je me propose d'écrire à M. de Schrötter, afin que de son côté il fasse des représentations.

Königsberg, 18 novembre 1806. Stein.

Meine Antwort an Stein war folgende:

„Je suis entièrement de l'opinion de V. E., que cet abominable armistice qui livre presque toute la monarchie à l'ennemi est dirigé contre le seul allié qui nous reste et pire que la guerre. Tandis que celle-ci peut offrir encore des chances heureuses, les conditions de Napoléon nous amènent notre ruine complète et certaine. La Russie nous ôtera ce qu'il nous laisse; la Prusse méridionale au delà de la Vistule sera révolutionnée, l'armistice révoque au bon plaisir du vainqueur, qui en attendant se fortifiera de nos ressources et affermira sa domination chez nous. Enfin, si la paix a lieu, nous ne recouvrerons rien ou des lambeaux entièrement ruinés. Comment se résoudre à subir pareille loi? Mais nous devons nous attendre à tout, et je crains que toutes les représenta-

tions n'aboutiront à rien. Cependant je suis d'avis que tous ceux qui sont en mesure de pouvoir en faire y sont obligés par le devoir le plus sacré, et qu'on doit remuer ciel et terre pour empêcher que nous quittions la Vistule, derrière laquelle il faudrait se défendre à toute outrance conjointement avec les Russes, s'opposer au passage des Français et hâter l'arrivée des nouveaux secours que la Russie peut donner. Le Roi n'aurait pas dû perdre un seul instant pour avertir l'Empereur Alexandre des prétentions de Napoléon, pour chercher l'assistance de toutes les puissances voisines, toutes si éminemment intéressées à nous soutenir. Il n'y a de salut que dans un parti décidé. Nous devons nous regarder maintenant comme sous la protection et comme simples auxiliaires de la Russie, suivre son impulsion seule et reconquérir avec elle notre honneur et notre existence ou périr à ses côtés. M. de Schrötter vous dit que le Roi lui avait imposé le secret. Cela est fâcheux, parce que cela nous rend difficile de manifester notre sentiment. V. E. connaît ma position. Malgré cela je suis prêt à le dire au Roi partout et de telle manière que cela sera possible. Si vous croyez pouvoir faire des représentations, je suis prêt à y concourir.

Königsberg, 18 novembre 1806. Hardenberg.

Am Abend erfolgte die erwähnte Einladung. Schulenburg entschuldigte sich mit Kränklichkeit, der Minister von Voß aber, der so eben in Königsberg eintraf, reisete, sowie der Minister Stein, nach Osterode ab.

Der General Duroc war vom Kaiser Napoleon dahin geschickt, um die Ratifikation auszuwechseln und kam dort den 21. an.

Die Berathschlagung war am Tage vorher gewesen.

Der in Osterode mit anwesende Prinz Heinrich, Bruder des Königs, der General Graf Kalckreuth, die General-Adjutanten von Köckritz und von Kleist, der Ingenieur-General von Laurens, alle wurden dabei zugezogen. Alle, mit den Ministern Graf von Haugwitz und von Schrötter, die Minister von Stein und von

Voß, der General von Köckritz und der Geheime Kabinetsrath Beyme ausgenommen, stimmten für die Annahme des Waffenstillstandes, der Graf Haugwitz mit dem Zusatze, „weil die Militärpersonen dieser Meinung wären“ [1].

Allerdings war es eine traurige Erscheinung, daß in diesem ganzen Zeitraum die Einfluß habenden oder etwas befehligenden Männer vom Militär mit wenigen Ausnahmen eben diejenigen waren, die die wenigste Kraft, die größte Muthlosigkeit zeigten. Der König war schon vor der Konferenz fest entschlossen, den Waffenstillstand nicht anzunehmen; dieses wußten Köckritz und Beyme, welcher nun den Kopf wiedergefunden hatte, den er früher verlor. Graf Haugwitz bat nun den König um seine Entlassung, weil er bei dem Entschluß, den Krieg mit Rußland fortzusetzen, und bei der erklärten Abneigung des russischen Hofes gegen ihn die Leitung der Geschäfte nicht mit Nutzen führen konne. Gewiß benutzte er Durocs Gegenwart, um diesem zu sagen, er verlasse seine Stelle, weil man ferner feindlich gegen Frankreich verfahren wolle. Oeffentlich wurde eine Augenschwäche vorgeschützt. Pitt wurde von den Engländern genannt „the pilote who weathered the storm“. Hier verließ der schlechte Steuermann das Schiff, das er auf den Strand setzte, im gefährlichsten Augenblick und gieng, mit Schande und Verachtung beladen, durch Umwege auf seine Güter nach Schlesien, in eine von den Feinden besetzte Provinz, wo er, der Urheber des Kriegs, mitten unter ihnen lebte.

Der König versagte dem Waffenstillstande die Ratifikation, Duroc gieng den 22. November zu seinem Kaiser zurück, und erst von diesem Augenblick an dachte man an Maßregeln, den Kampf zu bestehen, die übrigen Mächte, besonders England und Oesterreich, für unsre Sache zu interessiren. Vom 14. Oktober an hatte man sechs Wochen verloren, die der Feind mit der größten Thätigkeit benutzt hatte.

1) Der Wortlaut des Protokolls wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

Anstatt durch Beispiele und Muth, durch Anstrengungen aller Art und durch zweckmäßige, zur Aufopferung und Treue gegen das Vaterland und zu Erfüllung der Pflicht aufmunternde Befehle und Anordnungen, durch Ankündigung der größten Verantwortlichkeit und der Strenge gegen Feige und Nachlässige, nach Rettung zu streben, hatte man sich unthätig mit der thörichten Hoffnung eines höchst nachtheiligen Friedens vergeblich genährt. Der stolze Sieger unterhielt sie, um unterdessen seinem Zweck desto rascher entgegenzugehen; er zernichtete sie, als unsre Hauptfestungen gefallen waren, als er bis an die Weichsel vorgedrungen, als er den Aufruhr in Südpreußen in Gang gebracht hatte.

Der König gieng gleich nach der Verwerfung des Waffenstillstandes nach Pultusk, um die dort stehende Armee des Generals von Bennigsen zu sehen und ihm auch den Oberbefehl über die preußische zu übertragen. Ueber diese hatte bisher der General Graf von Kalckreuth das Kommando unter dem König gehabt, dieses wurde jetzt dem General-Lieutenant von L'Estocq gegeben.

Den 1. December wurde ein Manifest bekannt gemacht, welches die Bedingungen des Waffenstillstandes und die Gründe zur Verwerfung desselben enthielt [1]. Der König ließ ferner ein Publikandum bei der Armee ergehen [2].

Der Kaiser von Rußland hatte den General Grafen von Tolstoy mit folgender Antwort auf das durch den Hauptmann von Schöler überbrachte erste Benachrichtigungsschreiben abgeschickt. Er traf in dem Augenblick ein, als der Waffenstillstand verworfen war.

Après la reception de la lettre que Votre Majeste a bien

1) Das Manifest ist gedruckt in der Königsberger Hartung'schen Zeitung vom 1. December 1806. Zugleich mit demselben wurde eine Note Talleyrands vom 16. November an Lucchesini und Zastrow veröffentlicht, worin als unumgängliche Friedensbedingungen bezeichnet werden: 1) die Rückgabe der verlorenen Colonien an Frankreich, Spanien und Holland; 2) Wiederherstellung der Unabhängigkeit der Ottomanischen Pforte, welche durch die Einsetzung neuer Hospodare in der Walachei und Moldau von Rußland verletzt sei.

2) Das Publikandum findet sich gedruckt u. a. bei Cölln Vertraute Briefe, I. S. 325.

voulu m'adresser le 22 de ce mois par le capitaine de Scholer, j'attendais de jour en jour avec plus d'impatience les communications ultérieures qu'elle m'a fait espérer. Cette attente ayant été vaine jusqu'à cette heure, il m'est affreux, Sire, de ne devoir prendre la plume qu'avec un sentiment de douleur plus grand encore, venant de recevoir avis d'un nouveau désastre essuyé par une partie de l'armée de Votre Majesté. Je crois ne devoir plus suspendre le départ du lieutenant général comte de Tolstoy, et c'est lui qui aura l'honneur de vous remettre la présente. Cet officier jouit de toute ma confiance; je suis persuadé qu'il ne négligera rien pour mériter également une part à celle de Votre Majesté. Qu'elle veuille bien ajouter une foi entière à tout ce qu'il lui dira sur la profonde sensibilité avec laquelle j'ai appris les funestes résultats que jusqu'ici ont eus ses efforts, et surtout, Sire, sur la fermeté inébranlable avec laquelle je compte persévérer dans les dispositions que j'ai énoncées à Votre Majesté dans ma lettre du 12 de ce mois. Je n'ajouterai rien à ce que le comte de Tolstoy aura l'honneur de lui exposer à ce sujet; mais je crois ne pas devoir terminer celle-ci sans faire à Votre Majesté une réflexion qui me paraît justifiée par l'expérience de tous les temps, c'est que, de même que dans le bonheur l'homme est ordinairement disposé à envisager sa félicité sous un aspect plus favorable qu'elle ne l'est en effet, de même aussi dans l'adversité on s'exagère communément l'étendue de ses malheurs bien au delà de ce qu'ils sont en réalité. Songez en même temps que lorsque le mal est parvenu à son comble, à son plus haut degré, il est impossible qu'il ne diminue par telle combinaison que ce soit. Enfin ajoutez à ces réflexions toutes les ressources que vous offre l'assistance d'un allié fidèle, qui est en même temps un ami à toute épreuve; et j'aime à croire que Votre Majesté ne prendra aucune détermination qui puisse faire le moindre tort à sa gloire, en compromettant la sûreté et l'indépendance de ses peuples. Je me flatte que Votre Majesté ne considérera cet épanchement de l'amitié la plus

pure que comme un effet bien naturel des sentiments d'attachement inviolable et sincère que je lui porte.

Saint-Pétersbourg, 30 octobre (11 novembre) 1806.

Alexandre.

Der König schrieb dem Kaiser von Osterode den 23. und von Ortelsburg, dahin er von Pultusk sich verfügte, den 30. November, die nachstehenden Briefe:

En fidèle ami et allié, j'ai exposé avec franchise à Votre Majesté Impériale les motifs urgents qui m'ont engagé à entamer avec Napoléon des négociations de paix. Tant que j'ai pu espérer d'obtenir celle-ci par des sacrifices qui ne coûtassent qu'à moi, elle m'a paru un bienfait justement dû à mon peuple souffrant. Mais mon espoir a été vain. Le froid accueil qu'a fait Napoléon à mes ouvertures, les délais qu'il continue à mettre aux explications auxquelles elles l'appelaient, la marche avancée de ses troupes que, malgré la proposition d'un armistice, inadmissible par ses conditions, il a poussées déjà jusqu'à la Vistule; toutes ces circonstances, jointes à une foule d'autres données ne me laissent plus de doute sur ses funestes intentions. Ce n'est pas au prix seul de cessions territoriales que je pourrais acheter la paix; c'est le sacrifice de toutes mes relations politiques même les plus chères à mon cœur, c'est l'asservissement total de la Prusse qu'il veut, parce que libre encore, elle serait toujours un obstacle aux vues de son insatiable ambition, et surtout à ses desseins contre votre empire. Plein de cette conviction, je m'étais décidé déjà pour la continuation de la guerre, lorsque je reçus par le comte Woronzow la nouvelle et du redoublement et de l'arrivée si prodigieusement accélérée des secours que votre généreuse amitié veut bien mettre à ma disposition. Je n'essayerai point d'exprimer à Votre Majesté toute la vivacité des sentiments de reconnaissance que cette consolante nouvelle dont j'avais plus besoin que jamais m'a inspirés. Les faits parleront. Recevez toutefois, Sire, la promesse solennelle qu'inébranlable dans la résolution que je vous annonce, je ne poserai désormais

l'épée contre l'ennemi déclaré de l'indépendance de l'Europe que lorsque vos intérêts, dès ce moment plus indissolublement liés que jamais aux miens, vous le feront désirer à vous-même. Telle est ma ferme résolution. Elle est tout aussi inviolable que les sentiments avec lesquels je suis etc.

Osterode, 23 novembre 1806. Frédéric Guillaume

J'ai reçu avec autant de plaisir que de reconnaissance la lettre en date du 30 octobre (11 novembre) que Votre Majesté Impériale a bien voulu m'adresser par le lieutenant général comte de Tolstoy, et je commence, Sire, par vous remercier de l'envoi de cet officier de mérite, qui m'étant déjà personnellement connu d'ancienne date, ne m'a trouvé que plus empressé à lui faire tout l'accueil auquel la confiance dont vous l'honorez lui donnait d'ailleurs de si justes titres. Ma dernière lettre à Votre Majesté Impériale lui aura prouvé que pénétré et de la sagesse de ses conseils et du prix inestimable des généreux secours qu'elle m'accorde, je me suis arrêté à des déterminations entièrement conformes à ses vues. Rien de plus invariable que ma résolution, Sire, de n'avoir désormais qu'une même politique avec vous. Chaque jour m'y confirme davantage, car chaque jour donnant un nouveau développement aux projets audacieux de l'ambition insatiable de Napoléon ajoute un nouveau poids aux motifs urgents qu'ont toutes les puissances encore libres de se réunir contre l'ennemi déclaré de leur indépendance. C'en est fait si cette réunion ne s'opère sous vos auspices, avec la plus haute énergie et la plus extrême célérité. L'Autriche surtout et le Danemark déjà ouvertement attaqué n'ont plus un instant à perdre pour prendre fait et cause avec nous contre la France. Mes ministres auprès de ces cours ont l'ordre positif et réitéré d'agir à cette fin dans un concert intime avec ceux de Votre Majesté Impériale. Car à cet égard, c'est sur elle que je compte le plus et presque seule ; et pourquoi en effet ses représentations auraient-elles moins de succès à

Vienne et à Copenhague qu'elles n'en ont eu à la fin à Londres, d'où je viens de recevoir sur l'article des subsides de premières assurances qui, bien qu'assez générales encore, m'autorisent cependant à en espérer sous peu d'entièrement satisfaisantes. Oui, Sire, tous ces moyens réunis et mis en usage pour l'intérêt commun avec une persévérance qu'aucun revers même ne puisse ébranler feront triompher enfin la justice de notre cause. Jamais je ne m'en tiens plus assuré que depuis une tournée que j'ai faite, il y a quelques jours, pour m'aboucher avec le général Bennigsen à son quartier général à Pultusk. Je n'ai su qu'y admirer davantage, l'excellente tenue de vos superbes troupes, ou le noble enthousiasme dont elles sont animées. A la jouissance que m'a causée leur vue, s'en est jointe une autre bien douce pour moi. Le général Bennigsen m'a fait part, Sire, de la naissance d'une grande-duchesse dont Sa Majesté l'Impératrice vient d'accoucher. Combien j'ai dû vivement partager la joie que doit vous avoir causée cet heureux événement, et je m'empresse d'en offrir à Votre Majesté Impériale mes plus affectueuses félicitations. Elles partent d'un cœur qui vous est bien sincèrement dévoué. Qu'à cette occasion je vous l'ouvre encore sur un objet que les relations étroites qui nous unissent ne me permettent pas d'envisager comme indifférent. Le ministre qui est à la tête de mon cabinet n'inspire pas à Votre Majesté Impériale le même degré de confiance que ses talents, ses longs services et son patriotisme éclairé m'ont fait placer en lui. Votre Majesté sait combien j'en étais peiné, sûr comme je l'étais, que s'il eût été plus particulièrement connu de Votre Majesté, elle l'eût à tous égards jugé aussi digne de sa haute bien-veillance, que de son côté il s'en est constamment montré jaloux. Il suffisait néanmoins que la prolongation de sa gestion pût altérer le moins du monde cet abandon de confiance qui, aujourd'hui plus que jamais, Sire, doit être la base de nos rapports, pour m'engager à accepter l'offre de sa retraite qu'une ophthalmie aussi sérieuse qu'opiniâtre a déterminé le comte de Haugwitz à

me faire. Je n'y ai souscrit, je l'avoue, qu'avec regret, mais dans la persuasion que je devais à ces mêmes rapports un sacrifice qui servit à constater de nouveau toute la vérité et l'étendue de mes sentiments inviolables.

Ortelsbourg, 30 novembre 1806. Frédéric Guillaume.

Von Ortelsburg reisete der Graf von Haugwitz ab. Der Geheime Kabinetsrath Beyme setzte sich vorerst in Besitz der Leitung auch der auswärtigen Geschäfte, in denen der jungere Geheime Rath Lecoq, welcher bis dahin hauptsächlich bei dem Grafen von Haugwitz gearbeitet hatte, gebraucht wurde. Da sich die Entscheidung des Königs wegen Wiederbesetzung der Stelle bis gegen das Ende des Decembers verzögerte, so dauerte solches bis dahin fort, und ich muß dem Geheimen Kabinetsrath Beyme die Gerechtigkeit widerfahren lassen, daß alles, was Gutes und Kräftiges geschahe, bis ich im Anfang April 1807 das auswärtige Departement wieder übernahm, allein in diesen Zeitpunkt von ungefähr einem Monat fällt. Er war noch mein Feind; es war leicht, den König zu der Ueberzeugung zu bringen, daß es doch besser sei, einen Mann zu wählen, der sowohl dem Kaiser Napoleon, als dem Kaiser Alexander nicht unangenehm sei. Das war auch ganz in dem Geiste des Generals von Köckritz, welcher etwa um Rath gefragt sein mochte. Die Wahl fiel auf den Minister von Stein, welcher darüber am 29. November eine Kabinets-Ordre erhielt [1]. Schon in Osterode hatte der Geheime Kabinetsrath Beyme dem Minister von Stein den Antrag zu dieser Stelle gemacht, welchen er aber ablehnte. Nun wiederholte Beyme den Antrag [2].

Man hatte es ganz vergessen, daß ich noch eigentlich die Stelle des ersten Kabinetsministers nach des Königs eigenem Willen bekleidete. Glaubte man auch Gründe zu haben, mir jetzt die Geschäfte nicht anzuvertrauen, so war die Art, wie man mich vernachlässigte und kränkte, doch höchst auffallend. Der König

1) Dieselbe ist mitgetheilt von Pertz: Stein I. 360.
2) Vergl. das Schreiben Beyme's bei Pertz: Stein, I. 361.

hatte die Absicht, mir weh zu thun, gewiß nicht, aber er ließ es doch geschehen.

Der Minister von Stein empfand dieses noch weit lebhafter als ich selbst; er antwortete dem Geheimen Kabinetsrath Beyme gar nicht, dem König aber am 3. December[1]).

Der König fühlte es jetzt, daß er kräftige Männer brauchte, er näherte sich nun auch dem General von Rüchel wieder, der auf dem Lande, zu Hollstein bei Königsberg, seiner gänzlichen Wiederherstellung nahe war; diesem schrieb er am 7. December von Wehlau eigenhändig[2]).

Den 9. December kam die Königin nach Königsberg; einer der Königlichen Prinzen — denn die Königliche Familie war schon lange in dieser Hauptstadt — lag gefährlich krank[3]). Sie ließ mich am 10. durch die Oberhofmeisterin Frau von Voß zu sich rufen; ich fand sie schon krank an dem Anfange eines gefährlichen Nervenfiebers, von dem sie sich erst nach ein paar Monaten in Memel wieder erholte. Mit großer Freimüthigkeit sprach ich mit ihr über die Lage der Dinge und über die Ursachen unsres Verderbens, über die Nothwendigkeit, daß der König sich andern Männern anvertraue. Sie sagte: „alle diejenigen, welche der „König um Rath gefragt habe, hätten dafür gehalten, man sei „stark genug, um die ersten Schläge zu thun. Der König selbst „habe manche Vorsichtsmaßregel gewollt, davon man ihn aber ab- „gehalten hätte, z. B. die Heranziehung der Truppen aus Ost-, „Süd- und Neu-Ostpreußen, weil man es nicht für nothwendig „gehalten". Welche Verblendung! Ueber das, was mich persönlich betraf, erhob ich keine Klage.

Der König kam gegen Abend ebenfalls an. Ich wartete, ob er mich würde rufen lassen, als dieses aber am 11. nicht geschahe, beschloß ich, den 13. nach Memel abzugehen, von da meine

1) Das Schreiben Steins an den König steht bei Pertz; I [illegible].

2) Das Schreiben des Königs und die Antwort Rüchels bei Pertz, I, 571 flg.

3) Es war Prinz Carl, Bruder Sr. Majestät des deutschen Kaisers. Vergl. Gräfin Voß, Neunundsiebzig Jahre am preußischen Hofe, S. [illegible] ff.

Entlassung zu begehren und mich, sobald ich sie erhalten haben würde, nach Riga zu verfügen, um bei dem Eintritt der besseren Jahreszeit nach Dänemark zu meinem Sohn überzuschiffen und mich dort auf einem seiner Güter aufzuhalten, wie er mir es liebevoll angeboten hatte. Meine Wagen standen gepackt und meine Abschiedsbesuche waren gegeben, ich war zum Essen bei dem General von Rüchel eingeladen, der aber selbst bei dem König hatte speisen müssen. Nach Tische kam er voll freudiger Theilnahme zurück und eröffnete mir vor allen Anwesenden: der König habe ihm den Auftrag gegeben, mich aufzufordern, nicht abzureisen, indem er mich wieder an die Spitze des auswärtigen Departements zu stellen beschlossen habe. Wir giengen hierauf bei Seite und nun eröffnete er mir: der König sei entschlossen, ein Konseil zu errichten, der Geheime Kabinetsrath Beyme habe selbst einen Aufsatz gemacht, der hierauf antrage; die Absicht sei, dem Minister von Stein das Ministerium des Innern anzuvertrauen, ihm, dem General von Rüchel, das Kriegsministerium und mir das Auswärtige; der König habe sich bei dieser Gelegenheit vortheilhaft über mich geäußert und hinzugesetzt: die Wahl sei auch um deswillen gut, weil ich die Puppe des Volks sei. Es komme nun nur darauf an, daß er, Stein und ich, Abrede nähmen und uns miteinander vereinigten, dem König einen Plan vorzulegen. Indem wir sprachen, kam der Geheime Kabinetsrath Beyme und brachte dem General Rüchel seinen Aufsatz [1]. Ich entfernte mich, aber noch an demselben Abend begab ich mich mit dem General zu dem Herrn von Stein, den eine Unpäßlichkeit zu Hauseielt Nach genommener umständlicher Rücksprache übernahm ich die Ausarbeitung. Ich begleitete den Plan des Geheimen Kabinetsraths Beyme mit Marginalien blos zur Belehrung des Generals von Rüchel, dazu zwei vertraute Räthe und Freunde, der Geheime Legationsrath Nagler und Geheime Finanzrath von Altenstein, den Entwurf machen mußten, während ich die andern Sachen

1) Der Aufsatz Beyme's steht bei Pertz; I. [illegible].

ausarbeitete, entwarf ein von dem Minister von Stein, von Rüchel und von mir zu vollziehendes gemeinschaftliches Gutachten und schrieb über meine persönlichen Verhältnisse ein für den König ostensibles Billet an letzteren [1].

Der General von Rüchel verzögerte die Uebergabe dieser Stücke an den König, weil er wünschte, daß Seine Majestät die Sache selbst wieder in Anregung bringe. Unterdessen entstanden neue Ereignisse und neue Hinderungen.

Den 16. kamen der Marquis Lucchesini und der General von Zastrow aus Posen an, wo letzteren der Kaiser Napoleon noch gesprochen hatte. Dieser General brachte ein Schreiben Napoleons an den König mit [2]. Er setzte hinzu, Napoleon habe erklärt: „Si les Russes sont battus, il n'y aura plus de Roi de Prusse, „comme le Roi ne sépare pas sa cause de celle de la Russie"; indessen sei er dennoch geneigt zum Frieden, er wolle ihn nur allgemein und solide und zugleich mit Rußland und England. Davon hänge Preußens Schicksal ab. Rußland solle auf England wirken, vor allen Dingen einen Bevollmächtigten schicken, um mit ihm zu traktiren. Sein Zweck sei, Freiheit der Meere, Wiedererhaltung der Colonien, welche England Frankreich, Holland und Spanien genommen hätte, und die Befestigung der Unabhängigkeit der ottomanischen Pforte, dazu unerläßlich die Wiederherstellung der Dinge in der Moldau und Walachei gehöre, auf den Fuß, wie sie vor der durch Rußland bewirkten Gegenrevolution gewesen. Alles dieses sei den Modifikationen zu unterwerfen, die eine allgemeine Unterhandlung herbeiführen könne, so könnten z. B. zu den Hoipodaren der Moldau und Walachei ganz neue Personen gewählt werden.

Diese Aeußerungen, denen gleich, die Napoleon so oft that, sah der General von Zastrow als Modifikationen der Note an,

---

1) Das Gutachten Hardenbergs ist mitgetheilt von Pertz, Stein I, [illegible]; sein Billet an Rüchel ebendaselbst S. [illegible].

2) Vergl. Corresp. de Napoléon Ier t. XIV, nº 11,20[illegible].

die der Minister Talleyrand am 16. November übergeben hatte, obgleich nicht eine darin lag, sondern vielmehr alles zu dem Inhalt jener Note genau paßte. Hierauf baute er große Friedenshoffnungen und sah schon im Geiste die Unterhandlung eröffnet. Hiernach rieth er es ab, daß man mir die Leitung der auswärtigen Angelegenheiten wieder übertrage, weil das bei Napoleon einen übeln Eindruck machen könne, und schlug den Tausch vor, daß der Minister von Stein dieses Departement und ich dagegen das des Inneren übernähme. Erst den 17. überschickte der General von Rüchel das von ihm, dem Minister von Stein und mir unterzeichnete oben angeführte Gutachten dem König, von meinem ostensiblen Schreiben machte er aber keinen Gebrauch. Diese Sendung kreuzte sich mit einer eigenhändigen Instruktion für ein einzurichtendes Konseil. Ich hatte nicht Zeit, davon eine Abschrift zu nehmen, sie war aber im Wesentlichen mit derjenigen übereinstimmend, welche weiter unten vom 19. Dezember vorkommen wird, nur mit dem Unterschiede, daß darin dem Geheimen Kabinetsrath Beyme außer der sogenannten Führung des Protokolls auch die Aussonderung der Sachen, die vor das Konseil gebracht werden sollten, und die Vertheilung derselben an die Mitglieder bestimmt war. Unter dem bescheidenen Namen eines Protokollführers wäre er also der Präsident dieses Staatsraths gewesen und durch seinen Einfluß auf den König mit der entscheidendsten Stimme. Der General von Rüchel war allein bestimmt für die Militärangelegenheiten genannt. Für das Innere und die der Finanzen der Minister von Stein oder der Minister von Schrötter; die Stelle des auswärtigen Ministers war offen gelassen. Ich sah also hieraus, daß der König noch nicht einmal entschieden sei, ob er sie mir anvertrauen wolle. In dem Aufsatze des Geheimen Kabinetsraths Beyme lag offenbar der Plan, dem Minister von Schrötter das Innere, dem Minister von Stein das Auswärtige zuzutheilen, und diesen Aufsatz hatte der König ohne Zweifel zum Leitfaden genommen.

Man wird leicht einsehen, daß mich dieses alles nicht aufmunterte, mich wieder dem Dienst zu widmen.

Den 18. wurde der General und Minister Graf von Schulenburg an den Minister von Stein und an mich abgeschickt, um uns zu vermögen, nach dem Vorschlage des Generals von Zastrow die Ministerien des Inneren und der auswärtigen Geschäfte mit einander zu verwechseln.

Ich erwiderte: Alles, was mich persönlich angehe, wolle ich bei der Untersuchung der Frage, ob dieses räthlich sei, sehr gern übergehen und sie lediglich in Rücksicht auf dasjenige prüfen, was das Beste des Staats betreffe. Wenn man es für so nothwendig halte, dem Kaiser Napoleon dadurch, daß man mir die Leitung der auswärtigen Geschäfte wieder übertrage, keinen Anlaß zum Mißvergnügen oder Mißtrauen zu geben, so müsse man es überhaupt als nachtheilig ansehen, mich in das neue Konseil aufzunehmen. Bei Napoleon werde ein verkappter Einfluß als Minister des Inneren noch weit nachtheiliger wirken, als ein offener, anerkannter, wobei der König ihm sagen könne: „Ihr habt Hardenberg sehr Unrecht gethan, wenn Ihr ihn für den Beförderer des Kriegs und für ein Werkzeug fremden Einflusses gehalten habt. Er ist Preuße und weder Franzose, noch Russe, noch Engländer; hat er das Vertrauen Rußlands, so wie das meinige, so kann er eben darum Euren Zweck, wenn er wirklich auf Frieden gerichtet ist, desto besser befördern, er will unparteiisch nur das Gute, so wie ich". Wolle der König aber diese Sprache nicht führen, so sei es am besten, ich schiede ganz aus der Sache, mir sei es gar nicht etwa darum zu thun, wieder in meine Stelle einzutreten, sondern, daß das Beste des Königs und des Staats befördert werde. Der König könne ja, wenn er glaube, daß die Bedenklichkeiten überwiegend wären, und der Herr von Stein dabei beharre, die Stelle des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten nicht anzunehmen, sie dem General von Zastrow selbst einstweilen übertragen.

Dieses Wort ergriff der Graf Schulenburg unverzüglich, eilte

zum König, und noch an eben dem Tage übergab Seine Majestät dem General von Zastrow das Portefeuille.

Ein Hauptanstoß war aber auch die Bedingung, die wir gemacht hatten, daß das Kabinet nicht neben dem Konseil fortexistiren und daher der Geheime Kabinetsrath Beyme nicht in dieser Eigenschaft bei dem König bleiben solle. Hiezu wollte sich der König durchaus nicht verstehen. Der Graf von Schulenburg, statt unsere hierauf gerichteten Anträge zu unterstützen, die er doch so oft selbst für höchst gegründet erklärt hatte, und dem König zu zeigen, daß sie aus der reinsten Anhänglichkeit für ihn und seinen Dienst herrührten, bestärkte Seine Majestät vielmehr in dem Entschluß, nicht nachzugeben.

Den 17. und 18. December hatte noch zwischen dem Minister von Stein und mir, auch zwischen jenem und dem Grafen von Schulenburg folgender Briefwechsel dieserhalb statt:

Der Minister von Stein an mich vom 17. Abends:

M. de Zastrow m'a communiqué la note du Roi. J'ai refusé nettement, je me tiens au mémoire que nous avons signé et que le général Rüchel a remis au Roi. Je tiendrai ferme, chère Excellence, point de cabinet, point d'influence subalterne, point de conseil sans vous; il faut anéantir par notre union les intrigues de MM. Beyme etc.

Königsberg, 17 décembre 1806. Stein.

Der Minister von Stein an den Grafen von der Schulenburg vom 18. Nachmittags:

A la suite de la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir ce matin avec Votre Excellence, je crois devoir faire les observations suivantes: 1° que sans l'entrée de Son Excellence M. de Hardenberg au conseil, je n'y puis prendre part, comme je ne puis me passer de ses lumières et de son appui dans une carrière qui m'est absolument inconnue; 2° qu'il faut être sûr de ce que Sa Majesté a congédié formellement MM. de Haugwitz et de Lombard; 3° que la personne de M. Beyme est suspecte et désagréable à la cour de Pétersbourg, et qu'il

est odieux au suprême degré à une très grande partie du public, que Sa Majesté regagnerait par son renvoi la confiance de ses sujets en grande partie; 4° qu'il serait indispensable de mettre les principes énoncés dans le mémoire signé par MM. de Hardenberg et de Rüchel et moi, et remis à Sa Majesté. en exécution, à moins de vouloir anéantir tout le plan dans sa naissance; que la coëxistence d'un cabinet et d'un conseil est une chose inadmissible, contradictoire et absurde, arrangement auquel un homme sensé ne peut prendre part. Je supplie Votre Excellence de faire usage de ces considérations selon les circonstances, pour éviter tout mésentendu.

Königsberg, 18 décembre 1806, à deux heures et demie.

Stein.

Der Graf von Schulenburg an den Minister von Stein vom 18. December:

C'est bien contre mon gré que je me vois mêlé dans une négociation si difficile. J'ai rendu compte au Roi de la réponse de Votre Excellence dans les termes dont nous étions convenus. J'y ai ajouté tout ce que j'ai trouvé de persuasif dans ma tête et dans la chose, mais je l'avoue, je n'ai pu lui conseiller de renvoyer contre son gré Beyme, c'est trop humiliant; voilà cependant ce que je n'ai pas dit au Roi. Je lui ai fortement conseillé d'arranger les affaires de manière que Beyme ne puisse influer et donner de la jalousie aux ministres responsables au public. Il était irrité et m'a dit: „me prend-on pour un benêt que, si je prends un parti par conviction, je me ferais influer pour rendre nul mon propre ouvrage“? „Si l'on croit“, a-t-il ajouté, „que je prends le parti d'un conseil contre ma volonté, l'idée est insolente, et je vous assure que c'est par conviction“. Enfin, Dieu sait ce que cela deviendra.

Königsberg, 18 décembre 1806. Schulenbourg.

Antwort des Ministers von Stein vom 18., 6½ Uhr Abends:

Je réitère mes instances auprès de Votre Excellence de faire parvenir le contenu de mon billet à la connaissance ou de Sa Majesté ou de MM. de Köckritz ou de Zastrow, afin de prévenir tout mésentendu qui ne pourrait que rendre les affaires plus compliquées.

Königsberg, 18 décembre 1806, à six heures et demie du soir.

Stein.

Gegenantwort des Grafen von Schulenburg vom 18. um 8 Uhr Abends:

J'ai supposé l'intention de Votre Excellence, et comme je ne revois pas le Roi, j'avais remis la déclaration de Votre Excellence à M. de Köckritz, ignorant cependant si celui-ci la mettra sous les yeux de Sa Majesté. Je lui envoie dans ce moment le billet de Votre Excellence qu'elle m'a adressé ce soir.

Königsberg, 18 décembre 1806, à huit heures du soir.

Schulenbourg.

Ich hielt mich nun für völlig frei und machte meine Anstalten zur Abreise nach Memel.

Lombard war auch nach Königsberg gekommen, ohne vom König dahin gerufen zu sein, indessen gieng er doch geradezu zu Seiner Majestät, ohne sich jedoch öffentlich der Geschäfte anzunehmen. Die Königin hatte wegen seiner Arretirung, wie ich es vorausgesehen hatte, Verdruß gehabt. Er wurde sogleich auf freien Fuß gesetzt und gieng zuerst nach Colberg, wo bei öffentlichem Trommelschlag auf Befehl des Königs bekannt gemacht wurde, daß er sich nichts habe zu Schulden kommen lassen und daß seine Arrestation durch einen falschen Verdacht veranlaßt worden sei. Der Glaube an Verrätherei, davon ich ihn, insofern es wirklichen Verrath betrifft, gern freispreche, war so allgemein verbreitet, daß man in Colberg, als der bekannte militärische Schriftsteller Bülow, der 1807

in Riga starb und der wegen seines Buchs, der Feldzug von 1805, gleichfalls schon im August in Berlin arretirt worden war, dort eingebracht und für Lombard gehalten wurde, er vom Pöbel mit Koth beworfen wurde, welches Lombard von ungefähr aus dem Fenster mit ansah. Bei der Abreise des Königs nach Memel gieng Lombard nach Cöslin, wo er blieb, bis ihm sein Freund Beyme nach dem Frieden die Pfründe eines beständigen Sekretärs der Akademie der Wissenschaften in Berlin mit 3000 Thalern Gehalt verschaffte, eine Wahl, die Lombard durch nichts rechtfertigt und wodurch die Akademie in der That nicht geehrt ist, wenigstens hat er sich durch die Materiaux pour servir à l'histoire des années 1805, 1806, 1807 zur historischen Klasse nicht qualificirt. Ich begegnete ihm in Königsberg bei dem Grafen von der Schulenburg, aber sprach nicht mit ihm; auch sah ich den Marquis Lucchesini nicht, der, als er auf die Anfrage, ob er dem König nach Memel folgen solle, den Bescheid erhielt, daß solches nicht nöthig sei, nach Lucca, seiner Vaterstadt, abreiste.

Den 19. December erfolgte ein Kabinetsbefehl nebst einer abermals eigenhändig aufgesetzten Instruktion für die drei zum Konseil bestimmten Männer [1].

Der Graf von Schulenburg hatte die Besorgung des Kabinetsbefehls übernommen und die Ausfertigung dem älteren Geheimen Legationsrath Lecoq vom auswärtigen Departement übertragen. Der Staatsminister Freiherr von Stein äußerte sich am folgenden Tage über diese Verfügung [2].

Ich reiste am 20. früh, ohne den König gesehen zu haben, von Königsberg nach Memel ab und schickte ihm von da mein Entlassungsgesuch ein [3].

Ehe ich den weiteren Erfolg dieser in der traurigen und

1) Die Kabinetsordre des Königs und die Instruktion sind mitgetheilt von Pertz; Stein I, 387.

2) Die Bemerkungen Steins sind abgedruckt bei Pertz; Stein I, 390.

3) Dasselbe ist mitgetheilt von Pertz; Stein I, 394.

gefährlichen Lage des Staats doppelt bedauernswürdigen Umstande in unserm Inneren weiter erzähle, muß ich dasjenige nachholen, was seit dem Abgange des Grafen von Haugwitz in Absicht auf unsre politischen Verhältnisse bis zum Schlusse des Jahres 1806 vorgieng. Die Begebenheiten des Kriegs werde ich nur ganz kurz nachholen.

Der General von Phull war nach Petersburg geschickt, um dort den Frieden zu vertheidigen, den man nach den am 30. Oktober unterzeichneten Grundlagen schon für ganz ausgemacht hielt und in dessen Betracht man voraussetzte, Rußland werde keine Schwierigkeiten machen, seine Heere zurückzuziehen. Aber man irrte, und wäre dieser Frieden zu Stande gekommen, so würden wir neue Schwierigkeiten zu bekämpfen gehabt haben.

Vom 21. November berichtete der General von Phull: die Russen würden zwar den Franzosen nicht folgen, wenn sie die Königlichen Staaten gänzlich räumten; geschähe dieses aber nicht, so würde der Kaiser Alexander auf die Sicherheit seiner eigenen Staaten Bedacht nehmen müssen. Die Nothwendigkeit, solchenfalls ein Korps bei Brzesc aufzustellen, ziehe auch die nach sich, eines auf derselbigen Linie in Preußen zu behalten; wenn die Franzosen unsre Häfen an der Ostsee besetzt hielten, so werde sich der Kaiser gezwungen sehen, den Krieg an der Weichsel und Oder zu führen.

Der Kaiser selbst schrieb dem König am 28. und 30. November in folgenden Ausdrücken:

I. Plus la crise actuelle augmente, Sire, moins il faut perdre de temps pour assurer, par un ensemble de mesures sages et bien combinées, une issue favorable à nos entreprises pour la bonne cause. Elle est la mienne, elle est la vôtre, elle est celle de tous les souverains légitimes. Tous les moyens qui sont à ma portée seront consacrés à sa défense. La masse des forces à opposer à l'ennemi étant diminuée considérablement par les échecs qu'ont essuyés les armées de Votre Majesté, ce ne sera qu'en redoublant de zèle et d'activité qu'on pourra parvenir à suppléer à ces pertes. Elles ne me

découragent pas, j'espère même les réparer à l'aide de Dieu; mais pour mettre dans mes opérations cet ensemble qui seul peut mener à de grands résultats, et pour éviter que mes généraux, baron de Bennigsen et comte de Buxhœwden, ne soient gênés sur le parti à prendre dans des circonstances où tout dépend d'un moment précieux, j'ai jugé à propos de mettre à la tête de toutes mes troupes, prêtes à agir en Prusse, mon feldmaréchal comte de Kamenskoï. Il se qualifie sous tous les rapports à la tâche dont je l'ai chargé. Il joint à beaucoup de connaissances militaires une grande expérience, la confiance des troupes, celle de la nation et la mienne. En lui confiant le commandement en chef de mon armée, je lui donne le plein pouvoir de faire telle disposition qu'il jugera la plus convenable, et je suis persuadé qu'aussi Votre Majesté, en lui abandonnant entièrement le choix du plan à suivre, ne verra dans cette mesure qu'une preuve de plus de mon désir de ne rien omettre de ce qui concerne ses intérêts, tout en soignant ceux de mon empire. Peut-être Votre Majesté jugera-t-elle utile de lui confier de même le commandement des troupes prussiennes en état d'agir. L'heureuse confiance qui règne entre nous, et que je me flatte de mériter par mon attachement inviolable pour vous, Sire, me fait espérer que Votre Majesté consentira à vouloir bien donner ses ordres en conséquence. Plus nous mettrons d'unité et d'ensemble dans nos opérations, et plus le succès de nos communs efforts sera assuré.

Saint-Pétersbourg, 16 (28) novembre 1806.

Alexandre.

II. Quelques droits que je me flatte d'avoir à l'amitié et à la confiance de Votre Majesté, je n'ai pu être qu'infiniment sensible aux nouveaux témoignages qu'elle a bien voulu m'en donner par ses deux dernières lettres qui m'ont été successivement remises par le capitaine de Schœler et par le général major de Phull. Les détails que Votre Majesté me donne sur

la pénible situation où elle se trouve m'ont navré le cœur, mais en même temps ils ont porté à leur comble le zèle et l'ardeur qui de tout temps m'ont animé pour ses intérêts et pour sa gloire. S'il est généralement vrai que c'est dans le malheur que l'on reconnaît ses amis, Votre Majesté peut bien compter que je ne démentirai point cet ancien dicton. Mais pour que mes efforts puissent tourner au plus grand avantage possible de Votre Majesté, ainsi qu'à celui du bien général, je lui demande avec instance de ne pas désespérer de voir ses affaires reprendre une tournure plus favorable, et de se rappeler toujours que la guerre la plus désastreuse peut devenir moins fatale dans ses résultats qu'une paix dictée par l'ennemi le plus implacable. Si Votre Majesté pouvait partager mon opinion à cet égard, il me resterait à désirer de la voir invariablement persévérer dans la confiance qu'elle m'a témoignée jusqu'ici, et de mettre le plus entier abandon dans les communications qu'elle voudra me faire sur ses vues et ses intentions, afin qu'en mettant ainsi le plus parfait ensemble dans nos opérations et nos efforts communs, nous puissions avec d'autant plus de fondement compter sur une issue favorable que la Providence réserve sans doute à la plus juste et à la plus sacrée des causes.

Ayant eu occasion de connaître plus particulièrement les talents et le mérite distingué du général major de Phull, j'ose demander avec instance à Votre Majesté la permission qu'il puisse entrer à mon service. Vous savez, Sire, que mes armées combattent pour votre cause, tout en défendant celle de la Russie, et cela sera ainsi le cas chaque fois que vous en aurez besoin. Le général Phull me sera de la plus grande utilité, et par là même rendra les plus grands services à Votre Majesté. Les avantages acquis sur l'ennemi n'auront d'autre but que de rendre à Votre Majesté ce que les malheurs de cette campagne lui ont fait perdre. J'hésite d'autant moins à adresser cette prière à Votre Majesté que j'ai eu lieu de

me convaincre que M. de Phull, en changeant d'uniforme, n'en restera pas moins attaché à Votre Majesté par tous les sentiments qui peuvent animer un galant homme. J'espère de votre amitié, Sire, que vous ne me le refuserez pas.

Saint-Pétersbourg, 18 (30) novembre 1806. Alexandre.

Um desto mehr Beifall erhielt aber der Entschluß des Königs, den am 6. November in Charlottenburg unterzeichneten Waffenstillstand zu verwerfen, wie man aus dem nachstehenden weiteren Briefe des Kaisers Alexander sehen wird:

J'essayerais en vain d'exprimer à Votre Majesté la satisfaction particulière avec laquelle j'ai reçu ses lettres des 23 et 30 novembre. Ce n'est qu'en vous rappelant tous les efforts que je n'ai cessé de faire pour établir entre Votre Majesté et moi cette entière conformité de vues et de volontés qui m'a toujours paru indispensable pour la gloire et la prospérité de nos empires, qu'elle pourra se faire une idée juste de ma joie en apprenant sa résolution de n'avoir désormais qu'une même politique avec moi. Quelque grands que soient les désastres que nous avons essuyés jusqu'ici, il nous reste toujours l'espoir de les réparer, et rien ne saurait contribuer davantage à donner à cet espoir le plus haut degré de probabilité qu'un attachement sans bornes au principe d'une union parfaite et indissoluble entre la Prusse et la Russie. Mais il faut que cette union soit à l'épreuve de telle tournure que pourront encore prendre les événements, et loin de nous décourager, loin d'affaiblir les liens intimes de notre alliance, de nouveaux revers, quels qu'ils soient, ne doivent servir qu'à les resserrer de plus en plus. Inébranlablement résolu à rester fidèle à ce principe, et ne doutant pas que Votre Majesté y persévérera avec la même fermeté, je me flatte que l'expérience de l'avenir ne nous offrira que les résultats les plus désirables de ce sage et politique système. Pour en assurer le succès autant qu'il peut dépendre de moi, je redoublerai de soins et d'efforts afin d'engager les cours de Vienne et de Copenhague

à embrasser d'une manière active notre légitime et commune cause. Je ne connais encore rien sur l'effet que les démarches que j'ai déjà faites à cette fin ont pu produire; mais Votre Majesté peut bien être persuadée qu'elle sera incessamment instruite de tout ce que j'apprendrais d'intéressant sous ce rapport. La manière dont vous voulez bien vous exprimer, Sire, sur le compte de mes troupes m'a causé un vrai plaisir, l'opinion de Votre Majesté m'étant bien précieuse. Je me flatte que le chef que je leur ai donné dans la personne du maréchal Kamenskoï aura le bonheur de mériter également votre confiance et vos bontés. Agréez aussi, Sire, mes remercîements bien sincères pour la part que vous voulez bien prendre à la naissance de ma fille. Dans ce que Votre Majesté me communique relativement au comte de Haugwitz, j'ai vu avec infiniment de sensibilité la part essentielle qu'a eue votre amitié pour moi à la détermination d'accepter la retraite de ce ministre. Je ne répéterai pas ici ce que j'ai déjà eu occasion de vous observer à ce sujet; mais par une suite des sentiments inaltérables qui m'y ont porté, je crois devoir ajouter que ce n'est sans doute pas la personne du comte de Haugwitz qui a pu motiver les représentations que j'ai cru devoir vous adresser, mais bien les principes politiques de ce ministre. Persuadé que Votre Majesté saura me rendre justice, il ne me reste qu'à lui renouveler l'assurance des sentiments de mon attachement inviolable.

Saint-Pétersbourg, 1er (13) décembre 1806.

Alexandre.

Das russische Ministerium machte uns den Vorwurf, daß die dem Marquis Lucchesini zur Friedensunterhandlung gegebenen Instruktionen nicht mitgetheilt worden wären, und erklärte, daß der Kaiser auf keinen Fall die Grundlagen zu einer Unterhandlung annehmen werde, die in der Note des Ministers Talleyrand vom 16. November enthalten wären.

Der Graf von Goltz berichtete auch in diesem Zeitpunkte,

den 8. November: man werde von dem Augenblicke an, daß der Frieden geschlossen sei, keine Schonung mehr eintreten lassen, die russischen Heere würden alsdann vielleicht das Werkzeug werden, unsern Untergang zu vollenden.

Den Bemühungen des Generals Sebastiani war es gelungen, die Verhältnisse zwischen der ottomanischen Pforte und Rußland, so wie die mit England, ganz umzukehren. Der Krieg zwischen diesen Mächten stand nahe bevor, allein der Kaiser ließ versichern, daß das ihn nicht verhindern werde, den größten und besten Theil seiner Macht an die Weichsel zu senden. Die Veranlassungen zu diesem Kriege sind in einer Depesche des Barons von Budberg an den russischen Gesandten zu Constantinopel, Italinsky, entwickelt [1].

Der Krieg mit Frankreich war angefangen worden, ohne den Krieg mit England und mit Schweden zu beendigen. Wir haben gesehen, daß der Baron Jacobi im September erst nach Hamburg geschickt wurde, um mit dem dort befindlichen englischen Gesandten Thornton eine Unterhandlung anzuknüpfen, daß er von da nach England gieng und Lord Morpeth an den König geschickt wurde. Der unglückliche 14. Oktober hemmte alle Schritte auch zu dieser Unterhandlung. Hätte man sein Heil in Kraftäußerungen consequent gesucht, und nicht sogleich in einer elenden Friedensunterhandlung, die durch uns so eingeleitet, wie es geschah, nur Nachtheil hervorbringen konnte, so war wohl nichts natürlicher, als daß man die Anwesenheit des Lords Morpeth schleunigst benutzte, um mit ihm abzuschließen und die kräftigste Unterstützung unsrer neuen Anstrengungen zu erlangen. Das englische Ministerium hatte erklärt, daß, sobald der Hauptstreit zwischen England und Preußen durch Verzicht auf Hannover beigelegt sein werde, ersteres bereit sei, mit dem König ganz gemeinschaftlich zu wirken und alle seine Mittel mit Preußen gegen den gemeinschaftlichen Feind zu vereinigen. Nach dem 14. Oktober konnte hierüber wohl die Wahl

1) Die Depesche wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

nicht zweifelhaft mehr sein. Man ließ aber Lord Morpeth abreisen, und er beschwerte sich, daß man es abgelehnt hatte, ihn zu sehen, welches Mißtrauen erregte. Indessen versicherte doch der englische Minister Lord Howick dem Baron von Jacobi, daß, wenn nur der Punkt wegen Hannover aufs Reine gebracht werde, man bereit sei, wegen der Mittel übereinzukommen, wie man uns am wirksamsten mit Geld und Menschen helfen könne. Man werde alles anwenden, um den Wiener Hof zu bewegen, loszuschlagen; eine Diversion sollte englischer Seits dahin gemacht werden, wo der König sie wünsche; man sei bereit auf einen abzuschließenden Subsidien-Traktat sogleich eine halbe Million Pfund Sterling auf Abschlag zu zahlen.

Von allen diesen Anerbietungen machte man keinen Gebrauch, so lange die unselige Friedens-Unterhandlung uns lähmte. Aber unser Gesandter, der Baron von Jacobi, hatte sogar vom 28. September bis zum 29. November gar keine Instruktion erhalten. Erst damals, nach Verwerfung des Waffenstillstandes, als Graf Haugwitz abtrat, wurde unserm Gesandten aufgegeben, zu erklären: das Interesse des Königs sei von nun an unzertrennlich von dem des Kaisers von Rußland, er habe gegen ihn die heilige Verbindlichkeit übernommen, die Waffen nicht anders, als nach einer gemeinschaftlichen Uebereinkunft mit ihm niederzulegen. England könne man wohl keine größere Garantie geben als diese, verlange aber der englische Hof deshalb besondere offizielle Versicherungen, so werde der Gesandte ermächtigt, solche zu geben. Man entsage Hannover, man wünsche aber aufs Angelegentlichste Geldunterstützung und Verwendung bei Oesterreich und Dänemark, damit auch diese Mächte die Waffen ergriffen. Uebrigens werde die Zurückgabe der uns genommenen Schiffe gehofft.

Der König von England hatte in einem eigenen Schreiben an den König vom 14. Oktober vor allen Dingen die Restitution von Hannover verlangt. Man schickte einen Offizier, den Obersten Sonntag, zu unserer Armee ab, der in den ersten Tagen des Decembers anlangte, um vorerst eine Art von Verbindung anzuknüpfen. Die

Ankunft des Generals Lord Hutchinson wurde angekündigt; er traf kurz vor Weihnachten in Königsberg ein und hatte in seinen Instruktionen, keinen Frieden mit Preußen zu schließen, wenn dieses einen Separatfrieden mit Frankreich gemacht und darin etwa Bedingungen eingegangen habe, die der Würde und dem Interesse Großbritanniens entgegen wären, als die Schließung der Häfen der Ostsee gegen britische Schiffe, oder wenn sich in einem solchen Friedens-Traktat feindselige Clauseln gegen Rußland, z. B. Gestattung des Durchmarsches französischer Truppen, fänden.

Der Herr von Jacobi berichtete, es sei evident, daß man jede Diversion zum Besten Preußens verschiebe, weil man von unsern Friedens-Unterhandlungen unterrichtet sei und deshalb ein großes Mißtrauen in unsre Standhaftigkeit setze.

Eben dieses Mißtrauen herrschte zu Wien. Alle Berichte unseres dortigen Gesandten, des Grafen von Finkenstein, zeugen davon. Man versicherte zwar, daß man sich auf keinen Fall gegen Preußen erklären werde, und der Gesandte wollte wissen, daß das Anerbieten Schlesiens auf diesen Fall abgelehnt worden sei; allein der Kaiser Franz erklärte ihm selbst, seine Pflichten legten es ihm auf, so lange immer möglich ruhig zu bleiben, er werde sich mit Kraft vertheidigen wenn er angegriffen werde, habe aber bis dahin keine Ursache, über Napoleons Benehmen gegen ihn zu klagen. Uebrigens gebe der Weg der Friedens-Unterhandlungen, den wir eingeschlagen hätten, ja Hoffnung, die Ruhe für Preußen wieder hergestellt zu sehen; man müsse erwarten, was Rußland thun werde, nachdem es sich in einen neuen Streit mit der Pforte eingelassen habe. Die Besitznahme der Moldau und Walachei hatte in Wien ein großes Mißtrauen gegen Rußland erregt.

Nach der Verwerfung des Waffenstillstandes arbeitete man nun auch erst ernstlich daran, den Wiener Hof auf unsre Seite zu ziehen. Der Graf von Goetzen, Flügel-Adjutant des Königs, sollte mit einem Schreiben desselben an den Kaiser Franz nach Wien gehen. Die großen Fortschritte der Franzosen machten indessen den Wiener Hof furchtsam; man bat den Grafen von

Gorßen nicht zu schicken, um Aufsehen zu vermeiden. Dagegen sendete man den General Vincent zu dem Kaiser Napoleon nach Warschau und bewilligte die Ausfuhr der Lebensmittel aus Galizien. Heimlich begünstigte man für uns den Ankauf von Waffen, den Durchgang von Rekruten oder vielmehr von Soldaten, die der Gefangenschaft entronnen waren, durch Böhmen.

Die Bemühungen, Dänemark aus dem System der Neutralität herauszubringen, waren fruchtlos. Unglücklicher Egoismus, der auch diesen Staat, sowie früher den preußischen, beherrschte, der allein die Mächte von Europa abhielt, sich vereinigt und zu rechter Zeit dem Herrscherplan Frankreichs entgegenzusetzen und die Unabhängigkeit eines jeden zu sichern, der jeden nur an augenblickliche eigene Vortheile denken hieß und selbst die Kaiserin Katharina beseelte, so daß sie bei dem Revolutionskriege selbst unthätig blieb, indem sie die übrigen Mächte eifrigst antrieb, daran Theil zu nehmen!

Dagegen war Spanien geneigt, ein anderes System anzunehmen; es waren dieserhalb mit Rußland geheime Unterhandlungen angesponnen, die sich aber durch die glänzenden Erfolge der Unternehmungen Napoleons zerschlugen.

Mit der Uebernahme der auswärtigen Geschäfte durch den General von Zastrow trat an die Stelle der kurzen, vorübergehenden Kraft-Aeußerungen wieder das alte System ein, sich blos an eitle Friedenshoffnungen zu halten.

Schwäche, Unwissenheit und ein auf nichts gegründeter höchst anmaßender Dünkel kamen hinzu.

Meine Absicht war es keineswegs gewesen, als ich dem Grafen von Schulenburg den General von Zastrow nannte, ihn dem König zum Minister der auswärtigen Angelegenheiten vorzuschlagen; ich meinte nur, wenn der König durchaus wieder Friedens-Unterhandlungen angehen wolle und es möglich sei, Rußland daran Theil nehmen zu lassen, welches ich aber gleich sehr bezweifelte, so würde der General von Zastrow, in dem Augenblick,

wo kein Anderer in der Nähe war, der zu diesem Posten geschickt gewesen wäre, am fähigsten sein, den Zweck vorerst zu erfüllen, bis der König eine angemessene Wahl getroffen und Zeit gewonnen haben würde, den Gewählten kommen zu lassen. Napoleon hatte Zastrow gut aufgenommen, er hatte im Jahre 1805 auch dem Kaiser Alexander nicht mißfallen; das waren Vorzüge, die ihn zum Negociateur empfahlen, wenn eine Friedens-Unterhandlung stattfinden konnte. Selbst der König hatte, wie er mir späterhin selbst gesagt hat, die Absicht gar nicht, aus diesem Auftrage etwas Fortdauerndes zu machen.

Wie übereilt und unvorsichtig aber der Graf von Schulenburg mit dem General von Köckritz bei der wichtigen Wahl eines Ministers für das auswärtige Fach verfuhren, erhellet daraus, daß sie die Stelle dem General von Goltz anboten, welcher von ohngefähr in Königsberg war, ein kluger Mann, der unter Friedrich Wilhelm II. eine kurze Zeit Gesandter in Petersburg gewesen war, übrigens aber schwerlich zu dieser Stelle paßte, und sie auch gleich bescheiden verbat.

Der erste Schritt des Herrn von Zastrow war, den König zu der voraussichtlich ganz falschen und vergeblichen Maßregel zu vermögen, den Oberst-Lieutenant von Krusemarck nach Petersburg zu senden, um den Kaiser Alexander zu bewegen, Friedens-Unterhandlungen anzufangen und zu dem Ende einen Bevollmächtigten an Napoleon zu schicken. Es war gewiß vorauszusehen, daß Alexander sich dazu nicht verstehen würde, und also als einzige Folge dieses Schritts neues Mißtrauen in Petersburg selbst, in London und in Wien Entfernung und Erschwerung der uns so nöthigen Hülfe.

Der König schrieb dem Kaiser Alexander folgenden Brief:

Monsieur mon Frère. En recevant la lettre que Votre Majeste Imperiale m'a fait l'amitié de m'écrire en date du 17 (13) decembre, je tenais déjà la plume pour lui faire de nouvelles communications, au retour de mes plénipotentiaires du quartier général français. Peu avant son depart, le général

de Zastrow a eu encore avec Napoleon un long entretien dont l'objet et les details ne doivent pas vous rester inconnus. J'en ai fait dresser le resume ci-joint, et je vous laisse a considerer, Sire, si les propos de paix que l'Empereur des Français a jetés en avant ne meriteraient point une attention sérieuse, et s'ils ne pourraient pas devenir l'initiative d'un rapprochement? Vous avez rejete a la verite les premieres ouvertures qui se trouvent consignees dans la note du ministre Talleyrand du 16 novembre, mais celles d'aujourd'hui paraissent offrir du moins un avantage reel, en ce qu'elles impliquent le consentement de réunir dans une seule et meme negociation la paix avec la Russie, l'Angleterre et la Prusse; et d'ailleurs il s'entend que, dans tous les cas, il faudrait aborder une telle negociation sans ralentir en rien nos mesures et nos opérations militaires, dont l'énergie et les succès pourraient ajouter du poids dans la balance et contribuer principalement à rendre Bonaparte plus coulant. Votre Majeste en decidera, mais quel que soit le parti qu'elle prenne, je la prie d'être persuadee qu'en entrant en explication avec elle sur cette matière, mon intention ne saurait être de détacher ma cause de la sienne. Non, Sire, nous resterons réunis a jamais, et je ne connaitrai jamais d'autre système que celui d'une alliance indissoluble entre la Russie et la Prusse. Dusse-je courir de nouveaux risques et essuyer de nouveaux revers, je ne changerai pas envers vous; je vous garderai une fermete à toute epreuve, et je payerai du plus parfait retour votre confiante amitie. C'est par ces assurances que je reponds à celles que Votre Majeste Imperiale a bien voulu me donner encore dans sa dernière lettre.

Dans le moment ou j'allais finir la mienne, le genéral major de Kretoff m'apporte celle dont elle a chargé pour moi le feldmarechal comte de Kamenskoi. Son arrivée me fait grand plaisir. Il a, Sire, votre confiance, il aura la mienne, et je

lui abandonne sans balancer le commandement de mes troupes que j'avais déjà mises à la disposition du général de Bennigsen. J'ai donné en même temps l'ordre de pourvoir à la subsistance des troupes réunies. Rien ne sera épargné pour faciliter leurs opérations en autant que mes moyens suffiront. Soyez sûr en un mot que l'on fera tout ce qui sera faisable au monde pour satisfaire à tous les engagements que j'ai contractés avec elle. J'ai encore à vous informer. Sire, qu'après le départ du comte de Haugwitz, j'ai remis le portefeuille des affaires étrangères entre les mains du général major de Zastrow. Il est connu de Votre Majesté Impériale, elle lui a accordé dans d'autres occasions sa bienveillance et son suffrage, et j'aime à me flatter que ce choix aura son approbation.

La présente lettre lui sera remise par le lieutenant colonel de Krusemarck, qu'elle a déjà honoré plus d'une fois de ses bontés. Je le charge très expressément de lui exprimer mes sentiments les plus vifs de reconnaissance, d'estime et d'attachement.

Königsberg, 22 décembre 1806. Frédéric Guillaume.

Der Oberst-Lieutenant von Krusemarck reiste den 26. December durch Memel. Er bat mich inständig, ihm einen kleinen Aufsatz über die Sache mitzugeben, um ihn dem Kaiser vorlegen zu können. Ich warf in der Eile einen Aufsatz ohne Unterschrift und Datum hin, wodurch ich den Zweck der Sendung eher beförderte als schädigte, immer aber zu bewirken hoffte, daß man den schweren Kampf in Petersburg nicht zu leicht ansehe, und wenn man ihn fortsetzen wollte, alle nur möglichen Anstrengungen machte[1]).

Da ich Willens war nach Riga zu gehen, sobald ich meinen Abschied erhielt, so schrieb ich dem Kaiser Alexander den folgenden Brief:

1) Der Aufsatz Hardenberg's wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

Sire. Enhardi par les bontés dont Votre Majesté Impériale a daigné m'honorer, je cède au penchant de mon cœur en chargeant le lieutenant colonel baron de Krusemarck de ces lignes. Les événements déplorables qui le conduisent de nouveau à Saint-Pétersbourg m'ont mené jusqu'aux frontières de vos États Sire. J'ose y demander dès à présent un asyle à Votre Majesté Impériale, me trouvant dans l'inaction et hors d'état d'être utile au Roi par ma présence. Le baron de Krusemarck prendra la liberté d'en exposer les raisons à Votre Majesté Impériale. Je ne quitterai pas l'empire vaste et heureux sur lequel vous régnez avec tant de gloire, Sire, sans vous demander la permission de mettre personnellement à vos pieds l'hommage de ma plus parfaite soumission, de mon plus zélé dévouement et de mon plus profond respect.

Memel, 26 décembre 1806. Hardenberg.

Der General von Zastrow gab dem Minister Talleyrand Nachricht von seiner Ernennung und von der Absendung des Oberst-Lieutenants von Krusemarck, deren erste unmittelbare Folge war, daß der so eben angekommene Lord Hutchinson beschloß, nichts mit uns abzuschließen, bevor nicht der Erfolg jener Anträge bekannt sein würde. Wollte man sie nach Petersburg gelangen lassen, so mußte es auf keinen Fall durch eine eigene, Aufsehen erregende Sendung, sondern ganz geheim geschehen.

Den 11. December hatte Napoleon mit dem Kurfürsten von Sachsen, den 15. mit den Herzoglich Sächsischen Häusern Friedens-Traktate geschlossen[1]. Alle traten dem Rheinbunde bei; der Kurfürst nahm den Königstitel an und veränderte sein Ministerium. Der neue König mußte damit anfangen, den Raub seines so eben verlassenen Alliirten zu theilen und den preußischen, in der Lausitz belegenen, Cottbusser Kreis annehmen. Der Artikel, daß die katholische Religion in Sachsen gleiche Rechte mit der

1) Diese Verträge sind bereits damals veröffentlicht, u. a. [illegible] in dem Hamburger politischen Journal, Jahrgang 1807, S. 57 flg., jetzt [illegible] bei De Clercq, II, 184 ff.

lutherischen haben solle, mochte dem für erstere sehr eifrigen Kurfürsten höchst verdienstlich scheinen. Bald fochten seine Truppen mit denen der sächsischen Herzöge, mit den Baiern, Würtembergern, Darmstädtern, Nassauern, mit denen des Fürsten-Primas, mit einem Worte, alle Rheinbunds-Knechte, größtentheils Soldaten solcher Fürsten, die Preußen durch besondere Bande, durch Dankbarkeit hätten verpflichtet sein sollen, gegen ihre deutschen Brüder! alle um den Despotismus Napoleons zu begründen!

Russischer Seits war am 16./28. November ein Kriegs-Manifest gegen Frankreich erlassen worden[1].

Die Begebenheiten des Kriegs selbst waren bis zum Ende des Jahrs 1806 unglücklich. Nach der Kapitulation des Hohenlohischen Armeecorps bei Prenzlau kapitulirte auch noch ein kleineres unter dem General von Bila bei Pasewalk. Der General von Blücher zog sich, immer sich tapfer schlagend, durch das Mecklenburgische nach Lübeck, schlug sich auch da noch in der Stadt und kapitulirte endlich ebenfalls; kleinere Abtheilungen des Herzogs von Weimar, der sich bis zum letzten Augenblick auszeichnete, nun aber wegen seiner neuen Verhältnisse den preußischen Dienst verlassen mußte, und unter dem General von Winning waren zu ihm gestoßen. Die Armee glich einer zerstreuten Heerde, von reißenden Thieren verfolgt, weil sie keinen Hirten hatte.

In Berlin, Spandau und Schlesien setzte sich der Feind in Besitz großer Vorräthe von Kriegsbedürfnissen. Glogau fiel nach einer ordentlichen Belagerung.

Der russische Befehlshaber General von Bennigsen fand nicht für gut, über die Weichsel zu gehen. Vielleicht wäre es gut gewesen, wenn er mit seinen und dem größten Theil der noch übrigen preußischen Truppen, sowie der König selbst den raschen Entschluß gefaßt hätten, den Franzosen auf die rechte Flanke und gerade schnell nach Schlesien vorzugehen

1) Das Manifest steht u. a. in dem Hamburger politischen Journal 1806 S. 88.

während Danzig und Graudenz, vielleicht noch andere feste Punkte an der Weichsel vertheidigt worden wären und die andere russische Armee unter Burhöwden sich aus dem Inneren des russischen Reichs vermehrte und vorerst vertheidigungsweise vorgieng. In Schlesien waren noch vierzigtausend Mann preußischer Truppen und starke Festungen, in denen sie vertheilt waren, dort fand man noch Hülfsquellen aller Art, konnte die Armee vermehren, das Volk bewaffnen, war den vom Feinde besetzten Provinzen nahe. Oesterreich wurde leichter bewogen den Degen zu ziehen und uns zu Hülfe zu kommen, die Insurrektion in Südpreußen konnte nicht so leicht zu Stande kommen, Napoleon sich schwerlich weit vorwagen.

Ich überlasse es Kennern, hierüber zu urtheilen; aber weder zu diesem, noch zu irgend einem andern kühnen, weisen Entschlusse war der Willen und die Fähigkeit vorhanden. Bennigsen's beschränkter Plan war nur der, die russische Grenze, nicht einmal die Weichsel zu vertheidigen. Der General L'Estocq, der dieses mit Muth und Erfolg bei Thorn bewerkstelligte, mußte sich auf wiederholte Befehle wider seinen Willen zurückziehen. Die Russen erlitten am Narew einen Verlust auf ihrem linken Flügel, Bennigsen zog sich bis in die Gegend von Pultusk zurück, der General von Burhöwden mit einer besonderen Armee bis Makow. Der General L'Estocq stand von Milawa bis Soldau. Den 25. December wurde der General L'Estocq, nachdem er schon seit dem 22. immer in hitzigen Gefechten mit dem Feinde gewesen, mit überlegener Macht angegriffen und genöthigt, sich nach einer tapfern Gegenwehr in die Gegend von Neidenburg, dann, weil die russische Armee zurückgegangen war, bis in die von Ortelsburg zurückzuziehen.

Den 26. wurde der General von Bennigsen bei Pultusk angegriffen, den 27. Burhöwden gleichfalls. Beide schlugen den Feind zurück. Der General von Bennigsen kündigte die Schlacht bei Pultusk als einen vollständigen Sieg an, und wirklich hatten die Franzosen erstaunlich gelitten und mußten sich zurückziehen;

allein auch er verließ am Tage nach der Schlacht Pultusk, ließ sogar einen Theil seiner Artillerie in den Morästen zurück und gieng unter dem Vorwande, daß es an Lebensmitteln fehle, erst nach Ostrolenka, nachher bis nach Wisoki-Mazomiecki. Er beschuldigte den General von Burhöwden, daß er ihm am 26. nicht zu Hülfe gekommen sei, worauf dieser vom Kaiser abgerufen und dem General von Bennigsen das Commando über die ganze Armee anvertraut wurde, denn der Feldmarschall Kamenskoi, auf den man so große Hoffnungen bauete, war nur einen Augenblick bei derselben, um am Tage vor der Schlacht den schnellsten Rückzug über die russische Grenze zu befehlen und von den übrigen Generalen für toll erklärt, dann vom Kaiser auf seine Güter verwiesen zu werden.

Bei diesen Umständen hatte der General von L'Estocq seinen Rückzug ebenfalls fortsetzen müssen, und am Ende des Jahres 1806 stand er von Angerburg über Rhein, Nicolaiken bis Johannisburg, ein kleines abgesondertes Corps unter dem General Rouquette in der Gegend von Elbing, Liebstadt, Preußisch-Holland, gegen Streifereien, die russische Armee von Kolno auf Lomza und Wisoki-Mazomiecki. Der Kaiser Napoleon war in Warschau, die Franzosen waren bis Hohenstein, auf der Straße nach Königsberg, 22 Meilen von dieser Hauptstadt, vorgerückt.

In Berlin, so wie überall außer in Südpreußen, bewährte sich mit wenigen Ausnahmen der Geist der Treue und des Patriotismus. Durch kluge Leitung hätte er vor der Gefahr, sowie in derselben, gewiß sehr erhöht und benutzt werden können.

Nur ein feiler Schriftsteller, der schlechte, verächtliche Carl Julius Lange, der dem Könige seine Rettung aus dem tiefsten Elende zu danken hatte und sich bei dem Ausbruche des Kriegs erbot, für den Hof zu schreiben, steckte jetzt in seinem Telegraphen das Panier des Feindes auf und strebte nun die Königliche Regierung in Schatten zu setzen. Nur wenige preußische Offiziere brandmarkten sich dadurch, sich unter ein Regiment ehemaliger preußischer Soldaten aufnehmen zu lassen, das ein deutscher Fürst, der

von Isenburg, zu seiner Schande errichtete. Unter ihnen war Marconnay, der ehrlose Sohn eines Mannes, der lange Jahre hindurch den Posten eines ersten Raths bei dem auswärtigen Departement bekleidet hatte. Sie wurden selbst von vielen wackeren Franzosen verachtet, und es ist billig, hier eine Anekdote aufzubewahren, die dieses bewährt. In Leipzig gab der französische General Regnier ein Mittagsmahl, bei dem außer vielen anderen französischen und sächsischen Offizieren auch einige jenes neuen Regiments und ein gefangener preußischer Offizier gegenwärtig waren. Der General brachte die Gesundheit des Kaisers Napoleon aus, der preußische Offizier bat um Erlaubniß, auch die des Königs ausbringen zu dürfen; „de tout mon cœur", erwiderte der General, „et de tous ceux qui lui sont restés fidèles".

1807.

Das Jahr 1807 begann mit getäuschten Hoffnungen. Die Freude über einen Sieg bei Pultusk war vergeblich, denn gleich nach dem Rückzuge der Armee des Generals von Bennigsen, wodurch er es Napoleon erleichterte, sich den Sieg zuzuschreiben, und, indem er sich der russischen Grenze näherte, den Weg nach Königsberg offen ließ, drangen die Franzosen auf diesem bis nach Bartenstein und Schippenbeil, welche nur 7 bis 8 Meilen davon entfernt sind, vor. Den 3. Januar floh die Königliche Familie von Königsberg nach Memel, der König und die Königin folgten den 6. und trafen am 8. in Memel ein. Ein Theil der noch vorräthigen Gelder und anderer Kostbarkeiten wurden zu Schiffe nach Kopenhagen geschickt, für einen anderen wurde Anstalt zum Transport nach Riga gemacht, dahin im Nothfall der König selbst zu gehen Willens war. Die Königin wurde in der rauhen und stürmischen Jahreszeit mit großer Beschwerlichkeit transportirt, da sie vom Nervenfieber noch nicht völlig wieder hergestellt war.

Der Staatsrath, welchen der König durch seinen eigenhändigen Befehl vom 19. December angeordnet hatte, war gar nicht zu Stande gekommen, weil, wie wir gesehen haben, der Minister von Stein erklärte, so wie die Sache stand, eine Stelle darin nicht übernehmen zu können. Folgendes gab in Absicht auf ihn zu einer entscheidenden, aber höchst unangenehmen Wendung Anlaß.

Zu der Zeit, als man die einzige Hoffnung darauf setzte, Napoleon werde uns den Frieden geben, hatte man aus freien Stücken und ohne daß etwas zu diesem Behuf gefordert war, der

Bank durch eine Kabinets-Ordre und ohne Vorbewußt ihres Chefs, des Ministers von Stein, den Befehl gegeben, zu Bestreitung der Kosten für die Hofhaltung des Kaisers hunderttausend Reichsthaler aus ihren Fonds an dessen Hofmarschall-Amt zu zahlen. Jetzt wurde angefragt, ob diese Ausgabe fortdauern solle. Der König schickte diese Sache durch den General von Köckritz den 29. December dem Minister von Stein, um seine Meinung darüber abzugeben, worauf dieser sie dem General mit der Aeußerung zurückschickte: ihm sei von der Sache nichts bekannt, sie gehöre vor das Departement der auswärtigen Angelegenheiten; es sei beispiellos, daß man dem Sieger, der alle Hülfsquellen des Landes in seiner Gewalt habe, auch noch freiwillige Beiträge aus geretteten Fonds gebe; er müsse daher glauben, daß die Verwilligung vielleicht zur Erleichterung der Stadt Berlin geschehen sei. Stein war krank, ein Königlicher Bedienter kam und erkundigte sich, ob er ausgehen könne, und als dieses verneint wurde, schickte ihm der General von Köckritz jene Sache nochmals und fügte hinzu: der König habe mit ihm darüber sprechen wollen, sie gehöre nach der Instruktion für den neuen Staatsrath für ihn. Hierauf antwortete Stein, mit Uebergehung der Sache selbst, er betrachte nach seiner dem General von Rüchel und dem General von Zastrow gemachten Erklärung den Staatsrath als nicht constituirt.

Der König wurde hiedurch so sehr aufgebracht, daß er dem Minister von Stein einen sehr harten Brief eigenhändig schrieb. Der Minister antwortete darauf, indem er um seine Entlassung bat. Die Entlassung wurde ihm sogleich ausgefertigt und nun schrieb Stein an die anderen Minister [1]).

Beide hatten Unrecht: der König, daß er durchaus der so oft und von allen Seiten erhobenen Stimme der Wahrheit kein Gehör geben wollte und in so harten Ausdrücken an einen ver-

1) Alle diese Briefe sind mitgetheilt von Pertz: Stein I, 392 f.g.

dienstvollen Mann schrieb, der Minister, daß er nicht mildere und ehrerbietigere Formen gegen seinen Herrn wählte.

Der König war schon einige Tage in Memel, und ich erhielt immer weder eine Antwort auf mein Entlassungs-Gesuch vom 30. December, noch eine Aufforderung, zu Seiner Majestät zu kommen. Daher schrieb ich ihm am 12. Januar:

„Ew. Königl. Majestät ist mein unterthänigstes Schreiben vom 30. December v. J. zugestellt worden. Ich hoffe Allerhöchstdero Verzeihung zu erhalten, wenn ich ehrerbietigst bitte, mich auf solches gnädigst zu bescheiden".

Den 14. bekam ich hierauf folgende eigenhändige Antwort:

„Es hat nie meine Absicht sein können, Sie kränken oder zurücksetzen zu wollen, da ich Sie stets für einen edeln Mann und treuen Staatsdiener gehalten, und als solchen geschätzt und geachtet habe. Sollten Sie also hierüber im Irrthum gewesen sein, so hoffe und erwarte ich, daß Ihnen dies Gesagte zu Ihrer Beruhigung und Befriedigung dienen wird, da ich in Betreff Ihrer meine Meinung im Geringsten nicht geändert habe, mithin Sie keinen reellen Grund zu Beschwerden haben können. Wenn Ihnen etwas kann auffallend gewesen sein, so lag dieses in sehr einfachen Gründen, die mir aber die Zeit Ihnen auseinander zu setzen nicht verstattet. Dieses zur Antwort auf Ihre beiden Schreiben, wovon mir das erstere in dem unruhigen Augenblick der Abreise von Königsberg zugekommen ist.

Memel, den 14. Januar 1807. Friedrich Wilhelm".

Dieses konnte mir freilich nicht genügen, so beruhigend der Inhalt im Allgemeinen war, indessen glaubte ich doch in der unglücklichen Lage der Dinge die Verpflichtung zu finden, weitere Schritte noch etwas aussetzen zu müssen.

Der Minister von Schrötter und der General von Zastrow wendeten überdies alles an, mich davon abzuhalten. Letzterer war von jeher in einem sehr gespannten Verhältniß mit dem Geheimen Kabinetsrath Beyme gewesen. Auch jetzt dauerte dieses nicht nur fort, sondern stieg viel höher. Beyme war gar nicht damit zu

frieden, daß der König dem General Zastrow die auswärtigen Angelegenheiten auch nur einstweilen übertragen hatte. Zastrow wollte mit Recht die auswärtigen Angelegenheiten nicht in Gegenwart des Geheimen Kabinetsraths vortragen und bewirkte die Genehmigung des Königs; aber er wollte Minister sein, und ihn dazu zu ernennen war der König nicht geneigt. Er war äußerst zuvorkommend gegen mich und hatte die Absicht, mich ganz in sein Interesse zu ziehen, aber sein Plan, mit dem er mich geradezu bekannt machte, zeugte von einer ganz übertriebenen Schätzung seiner selbst. Er wollte Minister der auswärtigen Geschäfte und Kriegsminister zugleich sein, mir aber bestimmte er das Ministerium des Inneren und der Finanzen. So, meinte er, würden wir beide uns in die oberste Autorität nächst dem König theilen, und auch mit Ausschließung der Kabinetsräthe die Vorträge bei Seiner Majestät allein besorgen können. Ich antwortete ihm, daß ich meine Entlassung wünsche und erwarte, und daß nur die Gewißheit, wesentlichen Nutzen zu stiften, mich bewegen könne im Dienst zu bleiben, konnte mich aber nicht enthalten, ihm zu sagen, daß ich befürchte, jene beiden Ministerien, die jedes einen Mann vollkommen beschäftigten, würden eine zu schwere Last für ihn sein. Es gehörte auch für den Herrn von Zastrow in der That viel Anmaßung dazu, diese Idee zu fassen, wenig Zartgefühl, mir diesen Antrag zu machen, da er genau wußte, daß ich die Stelle, so lange ich meine Entlassung nicht erhalten hatte, eigentlich noch bekleidete und nur als beurlaubt anzusehen war. Er wußte aus den letzten Verhandlungen in Königsberg, daß ich das Ministerium des Innern ausgeschlagen hatte und daß dieselbigen Gründe fortdauerten, die mich damals dazu bestimmten. Gesetzt aber, ich gieng hierüber hinaus und erklärte mich geneigt, den Wirkungskreis anzutreten, den mir der Herr von Zastrow zudachte, so war dieser doch dem Fach, das er sich vorbehielt, keineswegs gewachsen. Es fehlte ihm nicht an natürlichem Verstande, aber ganz an wissenschaftlicher Bildung und an den Kenntnissen eines Staatsmannes, selbst an den so nöthigen Sprachkenntnissen, an der Gewandtheit

und Gefälligkeit im Umgange mit Männern von verschiedenen Nationen. Als Inspektions-Adjutant des bekannten Generals von Ramin hatte er sich mit dem bekannt gemacht, was der militärische Detaildienst in Preußen erforderte; als General-Adjutant Friedrich Wilhelms II. und Friedrich Wilhelms III. hatte er sich in diesem Fache noch mehr ausgebildet und an die Ordnung und Thätigkeit gewöhnt, welche hiezu nothwendig ist. Er war nicht geliebt und galt für falsch und stolz, aber die Routine, die dazu gehörte, die Maschine, so wie sie war, im Gange zu erhalten, auch wohl nützliche Verbesserungen in ihrem kleineren Räderwerke zu machen, konnte man ihm so wenig absprechen, als eine gewisse Energie des Charakters. Großer Conceptionen war er nicht fähig, und die alten Vorurtheile des Adels und des Militärstandes beherrschten ihn ganz. Er hatte unter beiden Königen sehr viel Einfluß auf alles, was die Armee betraf; würde er nicht, wäre er ein Mann von Geist und Kraft gewesen, besonders unter Friedrich Wilhelm III. dahin gearbeitet haben, daß die Armee nicht blos glänzend, sondern wirklich furchtbar, daß sie stets beweglich geworden, daß sie mit den französischen in Absicht auf das Wesentliche fortgeschritten wäre? würde er nicht dahin getrachtet haben, ihr einen ächt militärischen Geist zu geben, unsre Festungen, alle unsre Kriegsbedürfnisse in einen vollkommenen und zu jeder Zeit brauchbaren Stand zu versetzen? Das große Talent eines Kriegers muß man ihm durchaus absprechen, denn er zeigte es nicht bei Auerstädt und in dem Zeitraum, der auf die unglückliche Begebenheit folgte. Aus besonderem Vertrauen hatte ihn der König aus der Linie herausgenommen und um seine Person berufen. Als der Herzog von Braunschweig durch seine Wunde außer Stand gesetzt wurde zu handeln, und Niemand wußte was zu thun war, mußte er dem König Entschlossenheit einflößen und ihm gute Rathschläge geben. Von beiden findet man nicht die mindeste Spur, wohl aber den Brief von seiner Hand, wodurch der König seine einzige Zuflucht in einem schmählichen Frieden suchte, nicht eine einzige zweckmäßige Maßregel, nichts als Flucht.

Unordnung und Muthlosigkeit. Wenn der Herr von Zastrow diesem nach auch die Fähigkeit gehabt hätte, dem Amte eines Kriegsministers allein in gewöhnlichen Zeiten und unter einem Herrn vorzustehen, der ihm den Geist und die leitenden Ideen selbst angegeben hätte, nach denen er handeln sollte, so fehlte es ihm doch auch an den Eigenschaften, an den größeren Ansichten, an dem Charakter, der nöthig ist, um diesen Beruf selbständig und durch eigene Impulsion zu erfüllen. Der König liebte persönlich den General von Zastrow nicht.

Napoleon wollte bei den andern Mächten nur mittelmäßige Köpfe zu Ministern haben, oder solche, die ihm ganz ergeben wären. In einem der offiziellen Bulletins wurde die Uebertragung der auswärtigen Angelegenheiten an den General von Zastrow folgendermaßen angezeigt: „M. de Zastrow, aide de camp du Roi de Prusse, homme sage et modéré, qui a signé l'armistice auquel son souverain refuse la ratification, a cependant été chargé du portefeuille des affaires extérieures à son retour à Königsberg".

Diese Ankündigung allein mußte in Wien und in London schon die Neigung hemmen, uns zu Hülfe zu kommen. Ich mußte es mir als eine schädliche Uebereilung vorwerfen, durch meine Aeußerung in Königsberg gegen den Grafen von Schulenburg Anlaß zu der Wahl des Herrn von Zastrow gegeben zu haben. Bei dem Kaiser Alexander machte sie Anfangs keinen so übeln Eindruck, weil Zastrow bei seiner Anwesenheit in Petersburg 1805 sich sehr eifrig für das russische System gezeigt hatte, aber das Vertrauen schwand dennoch bald dahin. Sobald er gewiß war, daß Alexander gegen seine Anstellung keine Einwendung mache, strengte er alles an, um den ihm ertheilten einstweiligen Auftrag in die wirkliche Ernennung zum Staatsminister des auswärtigen Departements zu verwandeln, und es glückte ihm, obgleich mit Mühe, solches durch den General von Köckritz zu bewirken. Er hatte auch versucht, durch diesen den Geheimen Kabinetsrath Beyme zu entfernen, welches aber ohne Erfolg blieb und

den König aufbrachte. Der Minister von Schrötter mußte dem Geheimen Kabinetsrath Beyme selbst vorstellen, daß er patriotisch handle, wenn er sich zurückziehe. Er äußerte, dieses sei seine Absicht, aber er wolle den schicklichen Zeitpunkt dazu abwarten.

Von allen diesen Schritten, den Geheimen Kabinetsrath Beyme betreffend, machten mir die Herren von Schrötter und von Zastrow Mittheilung; ich konnte sie nach meinen Grundsätzen nur billigen. Wahres Vertrauen konnte mir der Herr von Zastrow indessen nicht einflößen, denn obgleich er sich das Ansehen gab, mich bei allen wichtigen Angelegenheiten zu Rathe zu ziehen und Anfangs fast täglich zu mir kam, so war es doch nur um mir schon geschehene Schritte bekannt zu machen und ohne mich vollständige Akten lesen zu lassen. Wollte ich mich nach dem durch nichts aufgehobenen Verhältniß, das die Kabinetsordre vom 1. April 1806 bestimmte, als noch im Dienst betrachten, so hatte ich das Recht, alle Akten und die genauesten Mittheilungen zu fordern. Bei meiner Lage wollte ich keinen Gebrauch davon machen, auf der andern Seite mußte ich indessen fürchten, daß der König und das Publicum glauben werde, Herr von Zastrow überlege alles mit mir und seine Maßregeln wären ganz die meinigen. Er war voll von der Idee, einen preußischen Unterhändler an den Kaiser Napoleon zu schicken, und hatte dazu den General von Goltz ausersehen, dessen ich oben erwähnt habe, der aber unter vielen Bedingungen, die er zuvor machte, auch — sollte man es glauben? — auf den schwarzen Adlerorden bestand, und als der König zwar alles Andere bewilligte, diesen aber ihm erst nach gut beendigter Unterhandlung zu geben sich vorbehielt, abbrach, und sich durch eine unschickliche Correspondenz mit Seiner Majestät den höchsten Unwillen zuzog. Ueber diese Sendung sprach er mit mir, ehe wir Nachricht hatten, wie der Kaiser Alexander die durch den Oberst-Lieutenant von Krusemarck nach Petersburg gebrachten Eröffnungen aufgenommen habe. Seine eigentliche Absicht war, einen Separatfrieden einzuleiten, wenn Rußland sich zu einer Unterhandlung verstände; den kleinen schmalen Distrikt auf dem

rechten Ufer der Memel neutralisiren zu lassen, wenn es unglücklich gehe; oder den König zu bewegen, nicht nach Rußland, sondern durch Umwege nach Schlesien zu flüchten, also das ganze Land den Franzosen und Russen, nach dem das Glück der Waffen war, Preis zu geben, den König aber völlig in die Gewalt Napoleons. Um mich wegen des Verdachts der Theilnahme so viel möglich zu sichern, schrieb ich ihm den 15. Januar, am Tage nach dem, wo ich den Brief des Königs erhielt:

„Je me suis presque constamment occupé depuis nos derniers entretiens de l'objet pour lequel le comte de Goltz doit être envoyé à Napoléon, sur lequel vous m'avez demandé mon sentiment, et la réflexion, je l'avoue, me présente de plus en plus la chose comme infiniment épineuse et l'examen le plus mûr de ses différents aspects, comme souverainement important. Les suites de nos démarches seront décisives, et si d'un côté nous devons souhaiter de sortir le plus tôt possible de la fâcheuse situation où nous nous trouvons, il est bien nécessaire de l'autre d'éviter soigneusement tout ce qui pourrait nous faire perdre totalement, sans même atteindre notre but avec la France, le reste de ressources, d'estime et d'assistance que nous pourrions encore trouver et être forcés à chercher de la part des autres puissances et surtout de l'Empereur de Russie. Il faudra donc toujours les plus grandes précautions à cet égard, et je ne puis me défaire des doutes que j'ai d'après tant d'expériences accumulées sur la sincérité de Napoléon. Il est sans doute impossible de fixer une opinion bien précise avant de savoir avec exactitude les intentions de l'Empereur de Russie, mais je désirerais, si vous voulez bien attacher quelque prix à la mienne, que je ne dirai toujours qu'à vous — n'ayant d'ailleurs aucune vocation de la manifester — de ne l'émettre qu'après avoir bien pesé toutes les circonstances. Veuillez donc avoir la bonté de me fournir encore quelques données nécessaires pour voir clair sur notre situation, en me communiquant les actes qui concernent nos relations actuelles avec les

autres puissances et les dernières négociations avec la France. J'apprends qu'un courrier de Pétersbourg est arrivé. Peut-être voyez-vous déjà plus clair."

Hierauf erfolgte keine Mittheilung von Akten. Der Herr von Zastrow umgieng sie und begnügte sich, mir am folgenden Tage zu zeigen, was der zuletzt erwähnte Courier mitgebracht hatte und was er an den Minister Talleyrand darüber zu schreiben gedachte. Dieses war die vorläufige Nachricht, daß der Petersburger Hof den Antrag, einen Gesandten an Napoleon zu schicken, gänzlich ablehne, bevor der Kaiser Napoleon sich nicht über die Grundlagen des Friedens näher erklärt und einen neutralen Ort zum Friedens-Congreß bestimmt haben werde. Mittlerweile war der Direktor der Berliner Bank, Geheime Finanzrath Stägemann, in Warschau gewesen. Es schien, als ob der Kaiser Napoleon, der bei Pultusk sehr großen Verlust erlitten hatte, und in Südpreußen nicht die Hülfe fand, die er vermuthete, nun geneigter geworden wäre, mit Preußen einen besonderen Frieden zu schließen und es von Rußland abzuziehen. Der mecklenburgische Gesandte von Lützow hatte dieses dem Geheimen Finanzrath Stägemann gesagt; er wußte es von dem nassauischen Gesandten von Gagern, dieser wollte es von Talleyrand wissen. Sie hatten hinzugesetzt, man möchte aufs Schnellste einen preußischen Unterhändler schicken; Napoleon sei ungehalten, daß die Antwort von Petersburg sich verspäte, und drohe den König zu entthronen, Schlesien mit Polen zu vereinigen. Von Talleyrand brachte Stägemann blos eine allgemeine Antwort vom 3. Januar auf das Schreiben, womit Zastrow ihm den Antritt des auswärtigen Departements und die Absendung Krusemarcks von Königsberg aus bekannt gemacht hatte; er schrieb:

„Sa Majesté a vu avec plaisir appelé à la direction des affaires un homme qu'elle estime, dont l'opinion a été constante pour une alliance entre la France et la Prusse, et qui aurait désiré de prévenir, si cela eût dépendu de lui, les événements de ces derniers temps et ceux qui peuvent encore se

succéder. La rapidité des événements doit faire sentir l'importance de tous les moments et de quelle utilité l'armistice aurait été." Hierauf folgten persönliche Wünsche für das Ende „des maux qui pèsent sur la Prusse", und die Hoffnung „que rien ne sera négligé sous M. de Zastrow pour en accélérer la fin."

Was der General von Zastrow an Talleyrand schrieb, war ganz angemessen. Er meldete ihm, Krusemarck sei in Petersburg mit Interesse angehört worden, habe zwar einige Schwierigkeiten gefunden, sei jedoch aufgefordert worden, seine Anträge schriftlich abzugeben.

Bald darauf kam der Obrist-Lieutenant von Krusemarck zurück. Die Hauptdepeschen, die er mitbrachte, waren folgende: ein Brief an den König mit einem für Napoleon ostensiblen Schreiben und einer Note des Ministers von Budberg [1].

En réexpédiant près de Votre Majesté le lieutenant colonel de Krusemarck, je l'ai chargé de lui rendre compte des sentiments dont mon cœur est déchiré. Il a été le témoin de la douleur profonde que je ressens sur la position dans laquelle Votre Majesté se trouve à la suite de tous les malheurs qu'elle a essuyés. Il vous répétera, Sire, ce que j'ai déjà si souvent énoncé à Votre Majesté, qu'il n'y a pas d'efforts que je croie trop grands pour tâcher de réparer les maux qui pèsent sur elle, et que je ne les discontinuerais pas tant que le succès n'aura pas couronné mes soins. Je compte fermement sur l'aide de la Providence divine, elle mettra une fin aux malheurs qui désolent l'humanité, elle m'accordera les moyens d'être utile à un ami que j'ai toujours chéri du fond de mon âme, et qui depuis ses malheurs ne m'est devenu que plus cher encore. Je me suis empressé de même à me rendre aux désirs de Votre Majesté, autant que cela m'a semblé possible, pour répondre à la démarche indirecte que Bonaparte a faite

1) Diese Note wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgeteilt werden.

par le général Zastrow. J'adresse une seconde lettre à Votre Majesté ostensible, pour qu'elle puisse la communiquer conjointement avec la note de mon ministère dont le baron de Krusemarck est également le porteur. Votre Majesté y reconnaîtra, j'espère, mon désir d'aller en tout au-devant des siens, autant seulement que cela est compatible avec mes devoirs envers mon pays.

Quelque pénible qu'il doive être pour moi d'envisager la possibilité que Votre Majesté fût dans le cas de se retirer dans mes États, et quel que soit mon espoir de ne point voir arriver une si fâcheuse extrémité, les sentiments inaltérables et le tendre intérêt que je lui ai voués, ainsi qu'à toute sa famille, m'engagent à lui exprimer à tout événement le désir que si, ce qu'à dieu ne plaise, la suite des circonstances le rendait nécessaire, elle veuille bien ne pas balancer à passer en Russie pour y attendre des temps plus heureux et la réalisation de nos vœux et de nos efforts communs. Votre Majesté ne saurait, dans une pareille circonstance, me donner une marque plus réelle de son amitié qu'en usant sans réserve avec un entier abandon des droits qu'elle lui donne. Si vous m'abandonnez le choix du lieu de votre résidence, je n'hésiterais pas de nommer Pétersbourg de préférence, car il me serait particulièrement doux de vous recevoir ici. Vous le seriez à bras ouverts, et je pourrais vous réitérer de vive voix les expressions sincères dont j'espère avoir à l'avenir des occasions plus heureuses de vous prouver l'étendue. Si cependant, Sire, à mon grand regret, la distance de cette ville ou d'autres circonstances vous feraient préférer quelque autre séjour plus rapproché des événements auxquels Votre Majesté est si particulièrement intéressée, le choix qu'elle fera, soit pour sa propre résidence, soit pour celle de son auguste famille, ne dépend entièrement que d'elle, mon unique désir est qu'il soit entièrement à sa convenance. Je n'ai pas besoin d'exprimer à Votre Majesté combien sont ardents les vœux que je fais pour ne

point voir se réaliser une supposition aussi affligeante, et pour obtenir un heureux résultat des efforts qui doivent mettre un terme à tant de maux. En vous exprimant, Sire, ces sentiments, dont le principe est le dévouement le plus entier et le plus inaltérable pour Votre Majesté, je la supplie de recevoir l'assurance que mon attachement pour elle ne finira qu'avec ma vie.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) janvier 1807. Alexandre.

P. S. Veuillez, Sire, recevoir toute ma reconnaissance pour la bonté que vous avez bien voulu avoir de me céder le général Phull; j'en sens tout le prix, et c'est une nouvelle dette que j'ai contractée envers vous.

Lettre ostensible.

Monsieur mon Frère. Le lieutenant colonel de Krusemarck est le porteur de ma réponse à la note que le comte de Goltz a présentée à mon ministère par ordre de Votre Majesté. Vous y reconnaîtrez, Sire, les mêmes principes qui m'ont constamment animé. Vous connaissez mes désirs, ils n'ont d'autre but que le rétablissement d'un ordre de choses équitable en Europe.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) janvier 1807. Alexandre.

Hierauf ging am 28. Januar ein neues Schreiben des Generals von Zastrow an Talleyrand ab, worin er ihm sagte: „La cour de Pétersbourg déclare qu'elle est disposée à entrer en négociation pour discuter les moyens de mettre fin à la présente guerre et à inviter le gouvernement britannique à y prendre part; elle ne désire que de connaître les bases sur lesquelles la France veut traiter et lui abandonne le choix du siège des négociations, se bornant à demander qu'il soit établi en pays neutre", und hinzusetzte: der König werde seine eifrigen Bemühungen dahin richten, daß die Unterhandlung zu Stande komme, auch Lublin zum Congreßorte vorschlug.

Der Oberst-Lieutenant von Krusemarck brachte mir folgende beiden Schreiben des Kaisers Alexander mit:

I. Recevez, Monsieur le Baron, tous mes remerciements pour votre lettre; elle me fournit l'occasion de vous exprimer toute l'estime que je vous porte et qui n'a fait que s'accroître encore, s'il est possible, par tout ce que j'ai su de vous pendant ces derniers temps. L'espoir que vous me donnez de vous posséder à Pétersbourg m'a causé un plaisir réel. J'aurai une véritable satisfaction à vous assurer de bouche des sentiments de ma considération la plus distinguée.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) janvier 1807. Alexandre.

II. Je n'ai rien voulu vous dire sur le mémoire que m'a remis de votre part le baron de Krusemarck dans ma lettre. J'aime mieux le faire sur cette feuille volante, pour ne pas vous compromettre. Je l'ai lu, Monsieur le Baron, avec le plus vif intérêt, et j'y ai reconnu le langage de l'homme estimable, de l'homme d'honneur. C'est ainsi que je vous ai toujours connu. Je regarde comme un véritable malheur l'éloignement dans lequel on vous tient des affaires, et certainement comme une cause des désastres dans lesquels on a su précipiter la Prusse et avec elle l'Europe entière. Nous aurons beaucoup de choses à nous dire, Monsieur le Baron, quand nous nous reverrons; il est impossible d'estimer davantage vos principes et les talents qui vous distinguent que je ne le fais, et je me promets une utilité réelle de votre séjour à Pétersbourg.

Der König hatte nach der Schlacht von Pultusk den Major von Klüx nach Petersburg geschickt, um dem Kaiser dazu Glück zu wünschen, zugleich aber aufs Angelegentlichste Befehle zu erbitten, daß man mit mehrerem Nachdruck gegen den Feind handle und erlangte Vortheile verfolge. Der Major von Klüx berichtete am 10. Januar:

„Die Zurückziehung der russischen Truppen von der Weichsel wird im höchsten Grade gemißbilligt, und das Verfahren der Generale Kamenskoi und Buxhöwden glauben des Kaisers Majestät nur damit erklären zu können, daß eine Zerrüttung des Verstandes

diese Männer dazu verleitet habe, weshalb beide schon ihres Postens entlassen und abberufen worden und dem General von Bennigsen bei Uebertragung des General-Commandos aufgegeben ist, mit der Armee vorzugehen, um den Feind bis über die Weichsel zu werfen."

Der Oberst-Lieutenant von Krusemarck erzählte, der Feldmarschall Kamenskoi habe am Tage der Schlacht von Pultusk die Armee verlassen und dem General von Burhöwden, statt des Befehls, den General Bennigsen zu unterstützen, den gegeben, besonders seinen Rückzug zu machen. Der Kaiser habe ihm selbst gesagt, er habe, indem er dem Feldmarschall Kamenskoi das Commando gegeben, wider seine eigene Ueberzeugung gehandelt, aber der öffentlichen Stimme nachgegeben, die ihn allgemein dazu bezeichnet gehabt habe. Der General Bennigsen habe nun den Oberbefehl allein und ihm sei ausdrücklich eingeschärft, alle ersinnlichen Mittel anzuwenden, um die Offensive wieder zu nehmen und die Staaten des Königs zu retten.

Bei der Zurückkunft des Majors von Klür schrieb Alexander selbst Folgendes an den König:

Je ne puis assez exprimer à Votre Majesté combien j'ai été sensible à l'envoi du major de Klüx et à votre lettre, Sire, dont il a été le porteur. Mais en même temps, j'ai regretté amèrement que le succès qu'ont eu mes armées, et dont Votre Majesté m'a félicité avec tant de bonté, n'a pu avoir des suites plus avantageuses, par l'accès de folie survenu au maréchal de Kamenskoï, et qui a manqué causer des désastres irréparables. Les talents du général Bennigsen y ont suppléé autant que cela a été en son pouvoir, aussi j'ai destitué sur-le-champ même le premier en l'envoyant en exil à Grodno, et j'ai conféré le commandement en chef de toutes mes armées au général Bennigsen. J'espère qu'il emploiera tous ses efforts pour justifier une telle confiance, et je désire en même temps que mon choix puisse être agréable à Votre Majesté. Que je serais heureux si mes efforts peuvent être utiles aux

intérêts d'un ami qui m'est plus cher que jamais! Veuillez croire, Sire, à la sincérité de ces sentiments qui vous sont voués pour la vie, de même que ceux de ma plus haute estime.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) janvier. Alexandre.

Mittlerweile war der zurückberufene General von Burhöwden durch Memel gekommen und man gab ihm den schwarzen Adlerorden, welches in dem Augenblicke wohl übel angebracht war, ohnerachtet dieser General die Schuld nicht hatte, die man ihm beimaß, und wahrscheinlich, hätte er, der älter im Dienst war als Bennigsen, das Commando allein gehabt, den Zweck besser würde erfüllt haben als jener. Wenigstens wußte er bei seiner Armee Ordnung und Mannszucht zu halten, die bei der des Generals von Bennigsen im höchsten Grade fehlte, daher der Mangel an Lebensmitteln und an Zufuhr entstand, darüber man sich ewig beschwerte. Die größte Unordnung herrschte in der Versorgung der russischen Armee. Sie brauchte, ehe die Verstärkungen nachher hinzukamen, monatlich 142,600 Scheffel Mehl, 503,700 Scheffel Hafer und 156,300 Centner Heu. Dem General von Bennigsen war die Versorgung, ihm war das Kassenwesen des Heeres anvertraut; wegen der ersten hatte er Kontrakte mit Juden gemacht, die nicht erfüllt wurden, weil diese nicht hinlänglich mit Geld versehen wurden, weil sie große Summen für Bestechungen abgeben mußten. Was sie lieferten, kam sehr oft den Soldaten nicht zu Gute, wurde veruntreut oder verkauft, und dagegen den Soldaten das Plündern und Rauben nachgesehen; die zum Transport gestellten Bauern verloren nicht selten Pferde und Wagen, die Zufuhr geschahe mit der größten Unordnung und die Klagen waren allgemein. Das Geld zur Bezahlung der Armee und ihrer Bedürfnisse fehlte immer, der König mußte vorschießen und der General von Bennigsen half sich durch andre Anleihen. Am Ende Januars betrugen unsere Forderungen schon 3,917,900 Rthlr. für Fourage und Mehl, ohne das Stroh, alles nach dem Lieferungspreise, und eine Million an baarem Gelde. Anleihe und

Kontrakte, welche die russischen Behörden schlossen, mußte der König garantiren.

Alles dieses gab der Partei, die den Separatfrieden mit Frankreich wollte, reichlichen Stoff zum Tadel; sie bedachte nicht, daß andre und größere Uebel an die Stelle treten würden, wenn man ihren Plänen folgte.

Die Befehle des Kaisers brachten wieder Thätigkeit in die Armee. Die Franzosen hatten den größten Theil von Ostpreußen überschwemmt und standen zu Elbing, Mehlsack, Heilsberg, waren Meister von der Alle bis nach Bartenstein und Schippenbeil, welche beiden letzten Orte ein paar Mal von den preußischen Truppen genommen und wieder verlassen waren. Sie hatten Ortelsburg besetzt und beherrschten den Narew bis nach Ostrolenka. Die Festungen Graudenz und Danzig, die frische Nehrung, die Festung Pillau und Königsberg hielten unsre Truppen; der General L'Estocq stand mit dem rechten Flügel der Armee, auch aus den Preußen bestehend, von Drengfurt bis Johannisburg, die Russen von da bis an die russische Grenze bis Wisoti-Mazomiecki.

Der General von Bennigsen, anstatt den General L'Estocq zu verstärken und ihm zu überlassen, den linken Flügel der Franzosen anzugreifen und Ostpreußen von ihnen zu reinigen, mit der Hauptarmee aber auf der Sehne des Bogens gerade auf die Weichsel vorzudringen, und das Corps des linken Flügels blos vertheidigungsweise nachrücken zu lassen, ließ blos dieses in Neuostpreußen stehen und gieng mit der ganzen übrigen Armee rechts, dem Bogen nach.

Die Franzosen wurden schnell verdrängt, es kam zu mehreren Gefechten, wovon das beträchtlichste bei Mohrungen war, die Franzosen mußten allenthalben zurückweichen, und die vereinigte russisch-preußische Armee befand sich bald in der Gegend von Graudenz bis um Neidenburg. Hier endigten sich aber ihre Vortheile. Napoleon sammelte schnell sein Heer und drang seinerseits über Willenberg auf Allenstein vor, umgieng den russischen linken

Flügel und nöthigte die Armee nach einem starken Gefechte in der Gegend von Allenstein sich zurückzuziehen, so daß sie den 5. Februar bei Landsberg war. Hätte der General von Bennigsen so gehandelt, als es oben angegeben ist, so würde der Erfolg mehr gesichert und das Umgehen und der Rückzug verhindert worden sein.

Im Laufe des Januars hatten die Franzosen den Versuch gemacht, mit den preußischen Generalen allein einen Waffenstillstand zu machen, als sie in Bartenstein und dieser Gegend standen. Der General Colbert lag in dieser Stadt und schlug den Generalen von Rüchel, Gouverneur in Königsberg, und dem General von L'Estocq eine Zusammenkunft in Preußisch-Eylau vor. Letzterer schlug es mit desto mehrerem Grunde ab, als er unter dem Oberbefehl des Generals von Bennigsen stand; General Rüchel aber erschien am 17. Januar und schloß für Königsberg einen Waffenstillstand mit dem General Colbert ab, der bald durch das Vordringen unsrer Armee vereitelt wurde, zwar an sich nicht nachtheilig war, aber doch in politischer Hinsicht Tadel verdiente.

Wir sind nun bis zu dem Zeitpunkt der blutigen und merkwürdigen Schlacht von Preußisch-Eylau gekommen. Ehe wir aber weiter davon reden, muß ich noch einiger anderer Umstände erwähnen.

Unsre Unterhandlungen mit England waren am Ende des Januars noch nicht einen Schritt weiter gekommen. Wir hatten damals noch nicht einmal Frieden mit dieser Macht, so wenig als mit Schweden. Der General von Zastrow hatte dem Lord Hutchinson am 28. ein Projekt zu einem Friedenstraktat gegeben, in eben dem Augenblick, wo Krusemarck nach Petersburg abgereist war. Der Lord, ohnehin ein Mann von höchst mißtrauischem und übellaunigem Charakter, wollte nicht unterhandeln, bis er den Ausgang dieser Friedensversuche sähe, und Herr von Zastrow, statt den Mann durch Zuvorkommenheit zu gewinnen und durch vertrauliche Mittheilung so viel möglich zu beruhigen, statt die Unterhandlung zu betreiben, unterließ dieses sogar, nachdem er die Nachricht längst hatte, daß der Kaiser von Rußland nicht

gemeint sei, so schnell in seine Pläne hineinzugehen, als er sich geschmeichelt hatte, beleidigte den Lord durch stolzes Wesen und Mangel an Aufmerksamkeit; der steife deutsche Adjutant wußte sich gar nicht in die Manieren des wunderlichen Engländers zu schicken, wie es doch Pflicht und Klugheit erforderte. Lord Hutchinson hatte noch in den letzten Tagen des Decembers den Lord Walpole als Courier nach Wien geschickt; in Goldap wurde dieser von einem voreiligen, unwissenden Bürgermeister als verdächtig arretirt und aufgehalten. Der Herr von Zastrow widmete der Beschwerde des Lord Hutchinson so wenig Aufmerksamkeit, daß dieser sich laut und bitter darüber beschwerte. Zu Memel sahen sich beide kaum; der Oberstallmeister Graf Lindenau, den der Lord von Ungefähr hatte kennen lernen und der seitdem täglich bei ihm war, machte den Zwischenträger.

Endlich gab ein besonderer Vorfall der Sache eine Impulsion. Unsren Truppen in Schlesien mangelte es an Geld. Wir hatten dort noch 10,000 Mann. Der thätige, eifrige Gesandte in Wien, Graf von Finkenstein, vermochte den dortigen englischen Gesandten Adair vorerst 20,000 Stück Dukaten vorzuschießen; als er aber mehr verlangte, erforderte dieser erst Nachricht von den Unterhandlungen des Lord Hutchinson, dieses berichtete Graf Finkenstein, die Geldnoth brachte den General von Zastrow nun dahin, jene Unterhandlungen zu betreiben, und am 28. Januar schloß er mit dem Lord Frieden ab[1].

Ich bemerke, daß Lord Hutchinson anfänglich noch die Stelle „les sujets de Sa Majesté Prussienne seront traités dans les „Etats de la domination de Sa Majesté Britannique à l'égal „des nations les plus favorisées“ eingieng, nachher aber wieder zurücknahm, indem er sagte, diesen Gegenstand müsse man einem künftigen Commerztraktat vorbehalten.

Das Projekt eines besonderen Allianz-Vertrages erklärte Lord

1) Dieser Friedensvertrag ist bereits damals gedruckt, vergl. Politisches Journal 1807, II, S. 839; dann Martens, Recueil (2) etc. VIII, 601.

Hutchinson blos ad referendum nehmen und an seinen Hof einsenden zu wollen, und man drang gar nicht in ihn, sondern beruhigte sich sogleich dabei.

War es nicht höchst unverantwortlich, daß der Herr von Zastrow in dem Augenblick, wo es auf schleunige Hülfe so sehr ankam, den Frieden mit England so lange verzögerte und hierauf erst einen Allianztraktat, dann erst später einen besonderen Subsidientraktat wollte folgen lassen? War es nicht dringende Pflicht, wenn Lord Hutchinson nicht dazu zu bewegen war, alle drei Traktate auf einmal abzuschließen, unserm thätigen, patriotischen und eifrigen Gesandten in London, dem Baron von Jacobi, aufzugeben, die Sache dort mit dem englischen Ministerium zum Schluß zu bringen? Man begnügte sich, dem Baron von Jacobi Nachricht zu geben, und alle Verfügungen an unsre Gesandten, statt sie anzufeuern, ihnen Muth zu geben, für die gute Sache eifrig zu wirken, waren in dem Geist gefaßt, der den Herrn von Zastrow seit dem Schlachtfelde von Auerstädt beseelte, waren geeignet, Muthlosigkeit zu verbreiten, und zeigten, daß man beabsichtigte, sich womöglich durch einen Separatfrieden herauszuziehen, wenngleich das Wort nicht genannt wurde. Unsre Friedensunterhandlungen, die Waffenstillstandskonvention, die der König nicht genehmigte, aber dennoch einen Monat nachher schon wieder unterhandelte, hatten in London keinen guten Eindruck gemacht. Der Minister der auswärtigen Geschäfte, Lord Howick, sagte dem Baron Jacobi auf die vom Geheimen Kabinetsrath Beyme im December veranlaßten Aufforderungen, man müsse vor allen Dingen die Berichte des Lords Hutchinson über die Mittel, die Preußen noch übrig blieben, abwarten, zumal da die beständigen Unterhandlungen mit Frankreich dem Londoner Hofe die größte Vorsicht nothwendig machten.

Vertrauen einflößen war das erste Bedürfniß, wir hatten so lange alles gethan, um es gänzlich zu verlieren, und jetzt geschahe nichts, um es wieder zu gewinnen.

Alles, was der General von Zastrow durch den Friedens-

traktat bewirkte, war, daß Lord Hutchinson 80,000 Pfund Sterling für unsre schlesischen Truppen in Wien anwies. Mir sagte er, wenn ich an der Spitze des Kabinets wäre, so würden Subsidientraktat und kräftige Diversionen leicht und sobald immer möglich erfolgen.

Meine Lage blieb noch immer unentschieden. Vom 11. Januar war der Brief des Königs an mich, den wir oben gesehen haben, den 19. ließ er mich zur Tafel einladen, war sehr gnädig gegen mich, unterhielt sich aber blos von gleichgültigen Dingen mit mir.

Am 27. Januar wurde mir ein Königliches Kabinetsschreiben an den gesammten Staatsrath wegen der Ernennung des Generals von Zastrow zum Staatsminister — Kabinetsminister wurde er nicht, obgleich er sich in dem Friedenstraktat mit England so nannte — als anwesendem ältesten Minister von dem Generalpostamtspräsidenten zur Eröffnung geschickt; ich sendete es ihm zurück und gab anheim, es nach Königsberg an den Herrn von Voß abgehen zu lassen, da ich schon seit geraumer Zeit von allen Staatsgeschäften ausgeschlossen sei.

An eben diesem Tage erhielt ich unerwartet den folgenden Brief von dem Geheimen Kabinetsrath Beyme, wodurch er eine Aussöhnung mit mir zu bewirken suchte:

„Wenn das Vaterland von der Gefahr des Untergangs bedrohet wird, so wird es allen guten Patrioten heilige Pflicht, die besondern Mißverhältnisse, die zwischen ihnen entstanden sein mögen, zu vergessen und sich aufs Engste an einander anzuschließen. Ew. Hochfreiherrliche Excellenz beehrten mich sonst mit Ihrem Vertrauen, und ich huldigte den Eigenschaften, die Ihnen allgemeine Achtung und Liebe fast ohne alle Ausnahme erworben haben. Dieses für mich glückliche Verhältniß, auf Uebereinstimmung im Wesen der Denk- und Handlungsweise gegründet, wurde durch eine unglückliche Trennung, nicht im Systeme, sondern in der Anschauung einzelner entscheidender öffentlicher Begebenheiten, die das Wohl oder Wehe des Vaterlandes bestimmten, aufgehoben. Ein öffentlicher Schritt, wozu Ew. Hochfreiherrliche Excellenz aus Pa-

triotismus und aus eignem Ehrgefühl genöthigt zu sein glaubten, wurde von mir als dem Könige und dem Vaterlande Verderben bringend angesehen. Mein warmes patriotisches Gefühl riß mich zu leidenschaftlichem Tadel hin. Aber aller leidenschaftlichen Wärme ungeachtet, war die Trennung, die daraus erfolgte, meinerseits, wenigstens absichtlich, nie persönlich. Der sanftere Charakter Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz bürgt mir dafür, daß Sie sich gewiß noch reiner von aller Persönlichkeit gegen mich erhalten haben. Eine Aussöhnung scheint mir daher sehr möglich, daferne Hochdieselben mir nur so viel Gerechtigkeit widerfahren lassen, daß Sie mir keine niedrigen Beweggründe bei meinem zwar leidenschaftlichen, aber doch graden und offenen Benehmen zutrauen, welches ich nicht fürchten kann. Eine Aussöhnung scheint mir aber auch für das Interesse des Königs und des Vaterlandes nicht gleichgültig, wenn ich gleich nicht so eingebildet bin, daß ich glauben, geschweige denn behaupten sollte, daß ich zur Rettung des Vaterlandes etwas Entscheidendes sollte beitragen können. Daher halte ich es für Pflicht, den ersten Schritt dazu zu thun, und Sie um Vergessenheit und Verzeihung zu bitten. Sollten Sie, ehe Sie meine Bitte bewilligen, noch Aufklärungen, worüber es auch sei, verlangen, so werde ich sie mit gewohnter Freimüthigkeit geben. Wie leidenschaftlich ich auch war, so darf ich doch über nichts Unedles erröthen. Endlich würde die Aussöhnung meinem Herzen unendlich wohl thun. Es hängt von Ihnen ab, ob Sie dasselbe dieser Wohlthat werth halten.

Memel, den 27. Januar 1807. Beyme".

Ich erfuhr, daß er mündlich dem Minister von Zastrow, mit dem er in gar keinem guten Vernehmen stand, einen ähnlichen Antrag in Gegenwart des Königs gemacht habe. Dieses machte es mir höchst wahrscheinlich, daß auch der Schritt gegen mich mit Vorwissen des Königs geschehen sei. Mir war daran gelegen, daß Seine Majestät nicht etwa von dem Benehmen des Geheimen Kabinetsrath Beyme und dem meinigen hiebei halb

unterrichtet sei, und daß endlich zugleich über meine Lage entschieden werde. Ich beschloß daher, meine Correspondenz mit Beyme dem König durch den General von Köckritz vorlegen zu lassen und in einem ostensiblen Schreiben an diesen an jene Entscheidung zu erinnern. Meine Antwort an Beyme begleitete ich in der Abschrift, die ich dem General von Köckritz gab, mit einigen Erläuterungen. Da ich den General zu sprechen wünschte, ehe diese abgieng, so verspätete sich ihre Abgabe bis zum 2. Februar. Hier ist sie, wie auch das Schreiben an den General von Köckritz [1]):

„Daß Persönlichkeiten nicht in Betracht kommen dürfen, wenn es darauf ankommt, dem Vaterlande zu dienen, daß solches noch weit weniger geschehen müsse, wenn Gefahr für dasselbe vorhanden ist, — wer wird diesem nicht gern beistimmen? Daß Persönlichkeiten auf mich insbesondere in einem solchen Falle gar keinen Einfluß haben, bin ich mir bewußt. Der Schritt, den Ew. Hochwohlgeboren zur Aussöhnung mit mir gethan haben, kann also, insofern er Vergessenheit persönlicher Mißverhältnisse betrifft, seinen Zweck um desto weniger verfehlen, obgleich ich nicht einsehe, wie ein Bewegungsgrund dazu bei der Entfernung, in der ich fortdauernd von den Geschäften des Staats gehalten werde, von der Gefahr desselben hergenommen werden mag. Ich ertheile Ihnen sehr gern die verlangte Versicherung, ohnerachtet ich glaube, über Ihr Betragen sehr gegründete Beschwerden zu haben, unter denen die leidenschaftliche Aeußerung, die Sie erwähnen, weder die einzige noch größte ist [2]). Das Wohl und Wehe des Vaterlandes wurde, so weit von der Politik die Rede ist, nicht durch Begeben-

---

1) Die Antwort Hardenbergs an Beyme ist zuerst mitgetheilt von Bassewitz, die Kurmark Brandenburg vom Oktober 1806 bis Ende 1808 Band I, S. 366.

2) Erläuterungen Hardenbergs. Ich durfte bisher dem Herrn Geheimen Kabinetsrath Beyme nur meine vorige Freundschaft und mein Vertrauen — beide ganz vorwurfsfrei — in Erinnerung bringen, nur seine eigenen Aeußerungen und Handlungen in Absicht auf den Grafen von Haugwitz und

heiten bestimmt, wobei unsre Ansicht verschieden war[1]), sondern durch die Hindernisse, welche sich der Ergreifung eines festen, kräftigen Systems entgegensetzten; dadurch, daß man mir stets den Grafen Haugwitz vorschob, und es ihm durch die dem Ansehen des Königs und dem Wohl des Staats gleich nachtheilige Einrichtung des Kabinetsgeschäftsganges, so wie durch die Personen, welche diesen leiteten, erleichtert und möglich gemacht wurde, in seinen politischen Maßregeln nur seine persönlichen Pläne im

das auffallend Widersprechende dabei, wovon ich die schriftlichen Beweise in Händen habe; wie er dabei seine frühere Ueberzeugung und seine mir bezeigten Gesinnungen, auch feierlich gegebenen Versicherungen verleugnete, und endlich, mittelst des von ihm selbst aufgesetzten Zeitungsartikels, ganz im Gegensatz mit jenen das unwürdige Spiel öffentlich sanktionirte, welches der Graf mit mir getrieben hatte. Ich dürfte nur den lauten Tadel anführen, den der Herr Geheime Kabinetsrath Beyme sich seitdem so oft hinter meinem Rücken erlaubte. Doch ich setze mich gern hierüber weg.

1) Der Herr Geheime Kabinetsrath sagt in seinem Schreiben an mich: wir wären im Systeme übereinstimmend gewesen. Dieses schien allerdings bis zur Rückkunft des Grafen Haugwitz von Wien der Fall. Aber von dieser Epoche an muß ich es bestimmt verneinen, ja es mußte mir schon viel früher zweifelhaft werden, seitdem er mir schon im August 1805 den Befehl des Königs meldete, den Grafen von Haugwitz aus Schlesien zu berufen, sobald es den Anschein hatte, daß ein entscheidender Entschluß zu fassen sei; seitdem man fortfuhr, mir den Grafen sogar am Tage vor der Ankunft des russischen Kaisers in der Leitung der Geschäfte zur Seite zu setzen, und zwar mittelst einer vom Geheimen Kabinetsrath Beyme aufgesetzten Kabinetsordre, die im vollkommensten Widerspruche mit derjenigen aus eben der Feder ist, wodurch ich das Portefeuille erhielt und die gemeinschaftliche Leitung bestimmt für nachtheilig erklärt worden war. Wie sehr mußte mir ein solches Mißtrauen empfindlich fallen, als ob ich parteiisch für diesen oder jenen Hof, und nicht blos von Eifer für den König und für den Staat ohne jede Nebenrücksicht durchdrungen gewesen wäre; wie sehr mußte es mich beugen, daß man einem Manne wie der Graf von Haugwitz dieses Zutrauen vor mir voraus schenkte; wie auffallend mußte mir der Kontrast werden, der stattfand, seitdem der Graf die Leitung der Geschäfte wieder übernahm! Verschiedenheit in der Ansicht einzelner entscheidender öffentlicher Begebenheiten, die nach des Herrn Geheimen Kabinetsraths Meinung das Wohl und Wehe des Vaterlandes bestimmten, kann ich nach den vorigen Aeußerungen desselben nur in zwei Dingen finden: in der Neutralität der fränkischen Fürstenthümer und in der Bekanntmachung meines

offenbarsten Widerspruche mit sich selbst zu verfolgen[1]; dadurch, daß, abgesehen von den von Ihnen selbst oft anerkannten Mängeln, welche aus jenem Geschäftsgange für die innere Administration, allgemeine Uebersicht und Zusammenwirken der einzelnen

Schreibens an Lord Harrowby. Nach des Herrn Baron [illegible] sollte jene nach den älteren Modifikationen die Durchmärsche zulassen. Den 3. Oktober 1805 sagte er mir in einem Billet, daß solches die Absicht Seiner Königlichen Majestät sei (vergl. Band II, S. 25[illegible]), vorher war nie die Rede davon gewesen, und an eben diesem 3. Oktober rückten die Franzosen schon mit Gewalt in das Ansbachische ein. Diese Absicht war also gar nicht mehr zu erfüllen möglich, gesetzt es sei räthlich gewesen, die Würde des Staats so sehr zu vergessen, daß man eine solche Modifikation von selbst antrug, das Kriegstheater ohne alle Aufforderung in Königliche Provinzen verlegte und den Franzosen Mittel erleichterte, ihre Feinde zu bekriegen, da solches nicht von Oesterreich, welches vielmehr die bestimmtesten Versicherungen gab, keine Durchmärsche zu verlangen, am allerwenigsten aber von Frankreich gefordert worden war, obgleich dieses bei den damaligen Unterhandlungen so oft Veranlassung dazu fand, und ich mehrmals mit der Karte in der Hand über die Lage und Neutralität unserer fränkischen Fürstenthümer mit Duroc und Laforest sprach; gesetzt man hätte sich über die noch weit wichtigere Betrachtung wegsetzen können, in eben dem Zeitpunkte den Franzosen Durchmärsche zu gestatten, wo wir solche den Russen standhaft versagten und einen großen Aufwand von Kraft aufboten, um solche zu verhindern. — Die Bekanntmachung des oben erwähnten Schreibens war schon englischer und französischer Seits mit Veränderungen und Bemerkungen geschehen, die den König selbst in ein höchst nachtheiliges Licht stellten und ihn zugleich dem Vorwurfe der größten Hinterlistigkeit und Treulosigkeit aussetzten. Abgesehen von dem, was ich mir selbst schuldig war, hielt ich es daher für Pflicht gegen den König, in einem ruhigen, nicht beleidigenden Tone jene Veränderungen zu rektifiziren und die Bemerkungen zu widerlegen. Der König genehmigte es auf meinen Vortrag, und ich will jeden Unparteiischen urtheilen lassen, ob dieser Schritt für den König und den Staat böse, oder nicht vielmehr gute Folgen hatte, indem er doch wenigstens Seine Majestät von den erwähnten Vorwürfen befreite, und wie die Erfahrung gelehrt hat, die französischen Zeitungsklätschereien hemmte. Welchen Eindruck diese Erklärung in Rußland, England und selbst in Frankreich gemacht hat, weiß ich aus sicheren Quellen und habe Ursache, damit sowohl für den Staat als für mich sehr zufrieden zu sein.

1) Man darf nur, wenn man auf sein ganzes früheres Betragen nicht Rücksicht nehmen will, den Betrug, den der Graf sich in Rücksicht auf den Austritt aus seiner Stelle gegen mich erlaubte, während er vom Anfang an fest entschlossen blieb, sie nicht aufzugeben, beherzigen; man braucht nur sein

Theile erwuchsen, auswärts alle Achtung und alles Zutrauen auf Rechtlichkeit und Kraft verloren gieng, ohne Zweifel auch bei Napoleon selbst, wenn dieser gleich finden mochte, daß eine solche Leitung der preußischen Staatsgeschäfte seinen Zwecken am besten entsprach. So bereitwillig ich bin, alles Persönliche zu vergessen, so fest muß ich dagegen bei dieser Ueberzeugung beharren, die ich mehrmals freimüthig gegen den König geäußert habe, weil es unnachläßige, durch die Gefahr des Staats erhöhte Pflicht war, und unser Ruin seinen Hauptgrund mit in jener Verfassung hat. Mit eben der Freimüthigkeit nehme ich keinen Anstand, Ew. Hochwohlgeboren selbst ganz offen zu sagen: daß Sie Ihren Patriotismus nicht besser bewähren können, als wenn Sie Ihren jetzigen Wirkungskreis selbst verlassen und den König bitten, Sie auf eine andere ehrenvolle Stelle zu versetzen. Diese Aeußerung ist ganz unparteiisch, denn obgleich ich bereit bin, dem König und dem Staat jeden Wunsch meines Herzens willig zu opfern, wenn meine Dienste verlangt werden und ich solche mit Wirksamkeit, und ohne ein gerechtes Ehrgefühl zu beleidigen, zu leisten voraussehen kann, so ist doch nur dieses im Stande, mich zu bewegen, meiner Neigung, forthin auf einem hoffentlich ruhigeren Lebenswege anspruchslos zu wandeln, zu entsagen. In jedem Falle wird es mir angenehm gewesen sein, Ew. Hochwohlgeboren

Votum, als Rußlands Benehmen uns zwang in Frankreichs Allianzvertrage hineinzugehen, und dann die Darstellung wegen seiner Mission nach Wien im December 1805 und den dort geschlossenen Allianztraktat mit Frankreich, ferner den Pariser Traktat vom 15. Februar 1806 und seine Berichte aus dieser Epoche, endlich seine Memoires vom Julius, August und September 1806 zu lesen und zusammenzuhalten, so wird es gewiß keines weiteren Beweises bedürfen, daß es ihm nur darum zu thun war, sich seine Stelle zu erhalten oder sich wieder hineinzuschwingen. Man wird erstaunen über die Widersprüche, die ganz entgegengesetzten Farben, mit denen er als ein wahres Chamäleon wechselte, und nur das verfocht: was er jedesmal für seinen persönlichen Zweck am dienlichsten hielt.

Verlangen erfüllt zu haben, da Aussöhnung meinem Herzen ebenfalls wohl thut.

Memel, den 2. Februar 1807. Hardenberg.

Brief Hardenbergs an Köckritz.

Ich habe unter dem 30. December v. J. des Königs Majestät mit der größten Ehrfurcht und Herzlichkeit, aber mit pflichtmäßiger Freimüthigkeit, die Gründe auseinandergesetzt, welche mich bewegen, um meine Dienstentlassung zu bitten. Am 14. d. M. erhielt ich darauf eine Antwort, die mir zwar zu meiner Beruhigung die Achtung Seiner Königlichen Majestät gnädigst zusichert, indeß weder auf meine Bitte mich bescheidet, noch auf den Inhalt meines Schreibens etwas erwidert, vielmehr hinzufügt, daß dasjenige, was mir habe auffallend sein können, in sehr einfachen Gründen gelegen habe, welche die Zeit Seiner Majestät nicht verstatte, mir auseinanderzusetzen. So hoch der Werth ist, den ich auf jene allerhöchste Zusicherung setze, so kann sie mir doch unmöglich genügen, um meinen Vorsatz aufzugeben, in meiner gegenwärtigen geschäftslosen und zweideutigen Lage nicht zu bleiben. Der König hat nicht geruhet, mir seitdem die obenerwähnten Gründe bekannt zu machen, welche doch, sie mögen noch so einfach sein, weder mir noch der Welt bekannt sind. Sollte ich nicht verdient haben, daß dieses inzwischen geschehen wäre? Dagegen ist die Art, wie abermals ein Anderer zu der Stelle ernannt worden ist, die Seine Majestät mir doch noch nicht genommen haben, ohne zugleich auf irgend eine Weise auf mein gerechtes Ehrgefühl und meine geleisteten Dienste Rücksicht zu nehmen, eine neue unverdiente Kränkung. Ohnerachtet meines lebhaften Wunsches, den König nicht mit unangenehmen Discussionen weiter zu behelligen, kann ich nicht umhin, mich wiederum an Seine Majestät zu wenden, um doch endlich zu einem Resultate zu kommen. Da Sie, verehrtester General, dem Könige so nahe stehen, so erlauben Sie mir, Sie zuvor mit einem Schreiben vertraulich bekannt zu machen, welches ich mittlerweile von dem Herrn Ge-

heimen Kabinetsrath Beyme erhielt, sowie mit meiner ihm soeben überschickten Antwort, der ich einige Bemerkungen beigefügt habe. Von beiden liegen die Abschriften hiebei.

Bedarf es wohl noch einer Versicherung meinerseits, daß Persönlichkeiten auch nicht auf die entfernteste Weise meine Aeußerungen und meine Schritte bestimmten? Ich habe mich oft geprüft, aber ich bin mir stets bewußt geblieben, da, wo ich der Sache wegen über Menschen urtheilen mußte, es ohne Scheu, aber unparteiisch und wahr, aber niemals aus Rücksicht auf die Person, und am wenigsten auf mich selbst gethan zu haben. Aber bei jeder Prüfung ward ich auch immer fester in der Ueberzeugung bestärkt, von dem, was das Beste des Königs und des Staats erfordert. Diese und die treueste Anhänglichkeit an Seine Majestät, der reinste Patriotismus leiteten mich allein. Immer klarer ist es mir geworden, daß die bisherige Geschäftsführung, ohne hinlänglichen Zusammenhang und zureichende Uebersicht, besorgt durch Männer ohne öffentliche Responsabilität und Befugniß über die Ausführung zu wachen, nebst der Art und dem Geist, wie sie besorgt wurde, eine der Hauptursachen des Unglücks ist, in dem sich der Staat befindet. Was ich hiebei diesem und dem Könige schuldig war, dem genügte ich dadurch, daß ich Seiner Majestät meine Meinung hierüber schon sehr oft und unverändert, schon 1797 vor Höchstdero Regierungsantritt — offenbar ohne Rücksicht auf Personen — in einem Memoire und nachher mehrmals mündlich und schriftlich gesagt habe, als die Gründe, die in der Sache selbst liegen, durch das Benehmen der Personen, welche sein Kabinet ausmachten, verstärkt wurden, die öffentliche Stimme, die der König nicht hören konnte, sich laut erhob, als jene Personen alles Zutrauen verloren. Möchte der König doch fest versichert sein, daß, sehr weit entfernt, seinen Antheil an den Regierungsgeschäften und seine Autorität schmälern zu wollen, mir nichts mehr am Herzen liegt, als ihm beides noch mehr zu sichern und ihn mehr mit der eigentlichen, des Souveräns würdigen und ihm obliegenden Regierung beschäftigt zu sehen, nicht mit Kleinigkeiten

womit man ihn vielleicht zu sehr behelligte, sondern mit den großen Gegenständen, die für den König gehören, und für die er Gott, seinem Staat und der Nachwelt verantwortlich ist. Ich habe eine viel zu hohe Idee von dieser Verantwortlichkeit und eine zu große Liebe für den König, um ihn je in eine Lage bringen zu wollen, darin er nicht Herr wäre, jener ganz zu genügen. Lesen Sie die letzten Blätter des Hausfreundes während der feindlichen Invasion, werthester General, und Sie werden in solchen Belege in einem mit der Wahrheit übereinstimmenden, aber anständigen Ton über die Stimme des Publikums, den Betrieb der Regierungsgeschäfte betreffend, finden.

Den Bemerkungen zu meiner Antwort an den Herrn Geheimen Kabinetsrath Beyme hätte ich noch weit mehr beifügen können, wenn ich nicht gefürchtet hätte, zu weitläuftig zu werden. Wenn ich bedenke, daß ich dem König und dem Staate geopfert habe, was man von dem eifrigen Staatsdiener erwarten mag, wenn ich dagegen die Behandlung halte, die mir in meiner öffentlichen Eigenschaft so häufig widerfahren ist, so kann ich mich wirklich der unangenehmsten Gefühle nicht erwehren. Unmöglich kann es mit Vorwissen und Billigung des Königs geschehen sein, daß man mich in meinen Dienstverhältnissen auf die unwürdigste Art täuschte und hintergieng. Wie ist es möglich, habe ich oft gedacht — und glauben Sie mir, es war längst Gegenstand allgemeiner Verwunderung im In- und Auslande — daß Graf Haugwitz bei der höchsten Immoralität und Unzuverlässigkeit das Vertrauen eines so rechtschaffenen Königs behalten kann, da ihm dessen Eigenschaften doch schon so lange und noch von der vorigen Regierung her bekannt sind, da er seine Handlungen kennt? Ist er jetzt wirklich auf immer entfernt, oder wird er Mittel finden, ein neues betrügerisches Spiel auf Kosten Andrer zu treiben? Lombard ist nicht mehr um die Person Seiner Majestät. Er wird doch seine Stelle nicht wieder antreten? Und wie leicht wäre es, Gerechtigkeit und das Wohlwollen des Königs gegen den Geheimen Kabinetsrath Beyme, der so wie die Verhältnisse jetzt lie-

gen, offenbar durch Beibehaltung in seiner gegenwärtigen Stelle dem Staat und Seiner Majestät nachtheilig ist, mit dem zu vereinigen, was beider Bestes in dem Augenblicke der Gefahr doppelt erheischt. Der König entscheide indessen Höchstselbst, ob diese Gründe das Gewicht haben, welches ihnen so allgemein beigelegt wird. Ich bin weit entfernt von der Anmaßung, meine Meinung weiter geltend machen zu wollen; aber ich würde die Achtung nicht verdienen, die mir Seine Majestät noch so eben zugesichert haben, wenn ich gegen meine Ueberzeugung spräche oder handelte. Ich habe keinen Anspruch, ich gehe nicht aus persönlicher Rücksicht darauf aus, irgend Jemand zu verdrängen. Findet der König das, was ich gesagt habe, nicht richtig, so hoffe ich nur, daß er es mir nicht verdenken oder ungnädig nehmen wird, wenn ich mein Entlassungsgesuch wiederhole und dessen Gewährung dann zu erhalten mir schmeichle. Wo ich auch sei, und in jeder Lage, werde ich mich dennoch glücklich schätzen, wenn ich ihm, seinem höchsten Hause und dem preußischen Staat irgend einen Beweis der treuesten Anhänglichkeit ferner geben kann.

Memel, den 2. Februar 1807. Hardenberg".

Der Geheime Kabinetsrath Beyme antwortete mir Folgendes hierauf:

Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz danke ich für die in Ihrer geneigten Antwort von heute mir gegebene Versicherung gänzlicher Vergessenheit aller persönlichen Mißverhältnisse um so mehr, als ich nach so langer Zeit kaum noch darauf zu hoffen wagte [1]. Der Schritt, den ich gethan, war meinem Herzen Bedürfniß und Pflichtübung [2], selbst auch in Beziehung auf den öffentlichen Dienst des Staats, denn ich weiß durchaus nicht, daß Ew. Excellenz von allen Staatsgeschäften entfernt gehalten werden [3]. Es darf

Bemerkungen Hardenbergs.

1) Zufällig und keineswegs absichtlich, vom 27. Januar Abends bis 2. Februar Morgens.

2) Aber doch erst nach mehr als 8 Monaten.

3) Diese Aeußerung würde in einer prozessualischen Schrift zu verzeihen

nur zum Lobe unserer Verfassung [1]). Dessen ungeachtet leugne ich nicht, daß auch meiner Einsicht nach der Kabinetsgeschäftsgang einer Verbesserung in der Einrichtung bedurfte. Ich habe es von meinem Eintritt in das Kabinet an unverholen geäußert, und auch jetzt mein freimüthiges Bekenntniß dem Könige abgelegt. Aber ich konnte zu keiner plötzlichen und gänzlichen Umschaffung, zumal unter Umständen wie jetzt, rathen. Ich glaubte vielmehr, daß der König und seine vertrautesten Minister, wenn er mit ihnen die wichtigsten Angelegenheiten selbst überlegte, an der Hand der Erfahrung aus der jetzigen Einrichtung zu einer verbesserten am besten übergehen würden. Man wollte das Gegentheil und verlangte dabei meine Entfernung als conditio sine qua non, weil man behauptete, daß ich im In- und Auslande suspekt sei [2]).

mäßig, sind denn die Departements nach einem Zweck kräftig und so, wie es das Beste des Staats erforderte, geleitet worden? oder sind nicht vielmehr Erschlaffung und Mangel an Einheit immer mehr eingetreten? Wenn auch in einzelnen Zweigen Gutes geschahe, so verfiel dagegen das Ganze.

1) Wohl des vielen Guten, welches der preußische Staat in seiner Verfassung und in den Regierungsmaximen und den Gesetzen vor andern voraus hatte, obgleich wir doch noch in wesentlichen Dingen zurückstehen gegen dasjenige, was die Stufe der Kultur erheischte, auf der wir uns befinden. Zum Lobe der Kabinetsverfassung erhob sich keine Stimme, weder im In- noch Auslande. Im Gegentheil war der Tadel laut und allgemein. Es hat von jeher Regierungen aus dem Kabinet gegeben, aber eine solche, wo die ersten Staatsorgane so ganz aus dem Kabinet entfernt gehalten wurden und mit dem Regenten so sehr außer persönlicher Verbindung gestanden hatten, gab es nirgend, auch in Preußen nicht.

2) Alles kommt darauf an, wie der Herr Geheime Kabinetsrath seine Aeußerung und sein Bekenntniß ablegte. Auffallend ist es schon, wenn er überzeugt war, daß der Geschäftsgang einer Verbesserung bedurfte, daß er bei zunehmender Gefahr und in der wichtigsten Krise immer mehr Antheil an der Leitung auf sich nahm. Unter den jetzigen Umständen wäre Abstellung jenes Fehlerhaften, abgesehen von persönlichen Rücksichten, die so wichtig waren, doppelt nothwendig gewesen, und worauf trug der Herr Geheime Kabinetsrath an? auf ein Conseil, darin er unter dem Namen des Protokollführers der eigentliche Premierminister gewesen wäre, denn er sollte die Vertheilung der eingehenden Sachen haben, er sollte ausschreiben, was er vor das Conseil bringen oder solchem entziehen wollte. Das Memoire vom 10. December v. J., welches er dem General von Rüchel gegeben, beweist dieses. Welches Mißtrauen mußte nicht der Rath

Um die Meinung des Auslandes von mir habe ich mich nie bekümmert [1]), und vom Inlande habe ich immer gewünscht, daß es gar keine von mir haben möchte, als die wahre, daß ich ein gutes Instrument in der Hand des Königs sei. Wie weit ich auch in letzterer Rücksicht von meinem Ziele entfernt geblieben sein mag, so glaube ich doch dreist widerstreiten zu können, daß das Inland mich für verdächtig halte [2]). Ich hätte fragen können, wer sind

---

zu einem bloßen Versuch und unter solchen Einschränkungen dem König gegen die Männer geben, welche das Conseil ausmachen sollten? Zur Rettung war kein Augenblick zu verlieren, zu Versuchen keine Zeit, die nur darauf abzielten, die Gewalt des Kabinetsraths zu sichern. Der Ausdruck conditio sine qua non ist äußerst unschicklich gewählt. Dem König machte man keine Bedingung, aber man stellte ihm ehrerbietig und wahr dasjenige vor, was allein helfen konnte. Dieses ist die Pflicht redlicher Diener, und wehe dem König und dem Lande, wenn die ersten Staatsbeamten diese Pflicht aus den Augen setzen und feige genug sind, die Bedingungen, ohne welche das Wohl des Königs und des Landes nicht befördert werden kann, nicht auszusprechen. Nur auf die kann der Regent Vertrauen setzen, die sich eher selbst opfern, als etwas thun, was ihm und seinem Staate Nachtheil bringt. Ebenso übel ist der Ausdruck suspekt gewählt; nicht der Verrätherei ist der Herr Geheime Kabinetsrath Beyme beschuldigt worden, aber dessen, was nun oft und freimüthig gegen seine Existenz in seinen jetzigen Verhältnissen und sein Betragen in solchen gesagt worden ist

1) Dann mußte der Herr Geheime Kabinetsrath auch auf die auswärtigen Verhältnisse nicht einwirken wollen.

2) Es wäre pflichtwidrig, hier zu verhehlen, daß die öffentliche Stimme im Inlande sowie im Auslande den Herrn Geheimen Kabinetsrath nicht für ein Instrument in der Hand des Königs annimmt, sondern für den, der die Entschließungen Seiner Majestät bestimmt und regiert. Gleichgültig ist es gewiß weder im Inlande noch im Auslande, daß die Meinung von dem mächtigsten Einflusse der Kabinetsräthe so feste Wurzeln faßte, daß das Zutrauen zu den eigentlichen Behörden und der Glaube an ihren Einfluß und ihre Autorität geschwächt und in vielen Fällen vernichtet wurde, wozu sich in Absicht auf den Geheimen Kabinetsrath Lombard noch der nachtheiligste Verdacht gesellte, der, angenommen daß er ungegründet sei, doch nicht weniger allgemein und schädlich ist, den seine höchst unschicklichen Verbindungen mit den französischen Gesandten und Geschäftsmännern, wie auch mit dem Chevalier de Bray, den die ganz zweckwidrige Sendung desselben nach Brüssel begünstigten und nährten. Wenn es auch nicht absichtlich geschahe, so bestärkten doch die Aeußerungen und das Betragen des Herrn Geheimen Kabinetsrath Beyme den Glauben, daß er Alles regiere. Dieser Glaube, den er nicht ignoriren kann, ist er nicht genug um

die, die als Stellvertreter des Inlandes auftreten, und worauf beruhet ihre Beglaubigung? Ich habe es nicht gethan, sondern mit der Ruhe und Fassung, die ein gutes Bewußtsein giebt, den König recht inständig und zu wiederholten Malen gebeten, in meine Entlassung von seiner Person zu willigen. Der König aber hat es verweigert, und wer kann es mir übel deuten, daß ich diesen Beweis seines Vertrauens und seiner Zufriedenheit mit meiner Pflichterfüllung als ein unschätzbares Kleinod verehre[1]? Was Ew. Excellenz mir rathen, habe ich also schon zuvor gethan.

---

ihn zu bewegen, aus Anhänglichkeit an den König seinen jetzigen Posten zu verlassen? Und daß die Beschuldigung nicht ungerecht sei, davon könnte ich aus eigener Erfahrung genug Beweise anführen. Der Kabinetsdespotismus äußerte sich, seitdem ich die Unzufriedenheit des Herrn Beyme auf mich geladen hatte, durch viele Neckereien in den Angelegenheiten der fränkischen Fürstenthümer, und dem Könige wurden Kabinetsordres zur Unterschrift vorgelegt, die auf unrichtige Thatsachen gegründet und mit ungerechten Aeußerungen angefüllt waren, worüber ich mich auch bei Höchstdenenselben beschwerte. Die Kabinetsräthe giengen sogar in der Sache des Grafen von Goltz zu Petersburg so weit, daß sie den König vermochten, ein schriftlich gegebenes Versprechen zurückzunehmen, und man versicherte mich, daß sie die von mir Seiner Majestät nach dem umständlichsten Vortrage vorgelegte und von Höchstdenenselben vollzogene Kabinetsordre für erschlichen erklärt hatten, weil sie nicht durch ihre Hände gegangen war.

1) Sind denn die Minister des Königs nicht diese Stellvertreter? Bedürfen sie einer Vollmacht, um dem König die Wahrheit zu sagen und ihn auf die Stimme des Volks aufmerksam zu machen? Sollte sie denn von diesem vor den Ohren des Königs erhoben werden? Leider hat man Seine Majestät durch das Vorgeben getäuscht, die Vorstellungen, welche man machte, wären nur das Werk einer Kabale weniger Menschen. Leicht wäre es gewesen Stimmen zu sammeln, die das Gegentheil erweisen würden, und die Vollmacht, welche der Herr Geheime Kabinetsrath Beyme vermissen will, beizubringen. Aber wer hätte sich diesen gefährlichen Frevel erlauben wollen? Das Volk schweigt geduldig, weil es dem König treu ergeben ist und hofft, daß er der Wahrheit Gehör geben werde, weil es vertraut, daß noch Männer da sind, die sie sagen, wie es ihr Beruf und ihre Pflicht erheischt. Nur der König kann beurtheilen, ob der Herr Geheime Kabinetsrath Beyme seine Entfernung so ernstlich verlangte, als er hier sagt, ob er die Gründe dazu gehörig auseinandersetzte, anerkennend, daß, da er *so verkannt* sei, wie er selbst anführt, er in seinen jetzigen Verhältnissen schade, daß in dem gegenwärtigen Moment dem Könige bei seinen Regierungsgeschäften kräftigere Stützen nöthig seien, als ein Kabinets-

Nun bleibt mir nichts andres übrig, als beim Könige in Glück und Unglück auszudauern, bis die jetzige Krisis überstanden ist. Dann aber habe ich nur den einen Wunsch, daß mir erlaubt werde, den Ueberrest meiner Tage in der Eingezogenheit des Privatlebens zu beschließen. Meine besten Kräfte hat die große Anstrengung in den verflossenen neun Jahren consumirt. Nach überstandener Krisis steht mir noch größere Last bevor, der der geschwächte Ueberrest von Kräften wohl schwerlich mehr gewachsen sein dürfte, zumal da der Gedanke, so schrecklich verkannt zu werden, als es mir widerfahren ist, am Herzen nagen und mir die Freudigkeit rauben würde, ohne welche man sich nicht ganz aufopfern kann. Ob dieser Wunsch in Erfüllung gehen werde, steht in der Hand der Vorsehung und des Königs[1]). Wie es aber auch komme, so wird die Aussöhnung, die Ew. Hochfreiherrliche Excellenz mir bewilligt haben, sehr viel zu meiner Beruhigung beitragen, wie ich daraus abnehmen kann, daß ich mich nie erinnere, so zufrieden mit mir selbst gewesen zu sein, als in dem Augenblicke, wo ich den Entschluß gefaßt hatte, Sie um Verzeihung meiner leidenschaftlichen Aufwallungen zu bitten. Daher wieder=

rath. Wollte der Herr Beyme seine Pflicht erfüllen, so mußte er längst den Grafen Haugwitz entlarven, den Kabinetsrath Lombard wegen seiner Immoralität und seines für seine Stelle ganz unanständigen Betragens, wegen des allgemein auf ihm haftenden Verdachts, entfernen, welches eben durch ihn mit Schonung am leichtesten hätte bewirkt werden können.

1) Bei dem König in Glück und Unglück auszudauern, könnte auch bei mir nicht zweifelhaft sein, wenn man von meinen Diensten Gebrauch machen wollte; aber eben so wenig wäre es auch zweifelhaft bei mir, ob ich die Person des Königs verlassen müßte, wenn mir die allgemeine Stimme des Auslandes und des Inlandes sagte, daß ich durch mein Bleiben nicht nütze, sondern schade. Will der Herr Geheime Kabinetsrath Beyme an diese Stimme nicht glauben, so wird die Welt ihm auch nicht zutrauen, daß es ihm Ernst sei, seine Stelle dem Wohl des Königs und des Staats zum Opfer zu bringen, und ist dieses nicht, so könnten seine Bitten um Entlassung aus derselben auch nur bewirken, daß er sich in derselben nur fester setzte. Mag ihm, indem er darin bleibt, sein Bewußtsein und seine innere Ueberzeugung die Ruhe geben, welche mir die meinige giebt, indem ich abtrete! Mag die Mit und Nachwelt entscheiden!

hole ich meine Danksagung dafür mit der Versicherung der vollkommensten Hochachtung.

Memel, den 2. Februar 1807. Beyme.

Ich hielt es für das Beste, diesen Briefwechsel nicht fortzusetzen und gleichsam einen Prozeß über die Sache zu führen, indessen machte ich zu jenem Briefe die Bemerkungen, welche sich am Rande befinden, um theils, wie sich bald Gelegenheit dazu ergab, dem Herrn Beyme mündlich hiernach zu antworten, theils um solche dem General von Köckritz oder, wenn es nöthig sein würde, dem König selbst bekannt zu machen. Es dauerte noch einen ganzen Monat, ehe es zu weiteren Erörterungen zwischen dem König und mir kam.

Den 7. und 8. Februar waren die beiden mörderischen Schlachten bei Preußisch-Eylau. Am ersten Tage wurden die Russen genöthigt, sich hinter Eylau zurückzuziehen, am 8. wurden sie in ihrer Stellung angegriffen und, nachdem sie die Franzosen mehrmals mit großem Verlust zurückgeschlagen hatten, würden sie dennoch die Schlacht verloren haben, weil ihr linker Flügel bereits vom Feinde umgangen und im Rückzuge war, wenn der General von L'Estocq nicht zu rechter Zeit mit den preußischen Truppen und einem russischen Regimente, das unter seinem Befehl stand, angekommen, nun seinerseits den die Russen verfolgenden Feind angegriffen und gänzlich zurückgeschlagen hätte, wodurch das Treffen zu seinem Nachtheile entschieden war.

Der General von L'Estocq war noch am 8. Morgens in den Dörfern um Hussehnen, 1½ Meile vom Schlachtfelde, und erhielt erst damals den Befehl, zu dem rechten Flügel der Armee zu stoßen, welches er, sich auf dem Marsch immer schlagend, bewerkstelligte, hierauf aber, als der linke Flügel zurückgedrängt wurde, befehligt wurde, sich hinter der Armee weg nach dem rechten ¾ Meile weiter zu ziehen, welches er, so wie die Angriffe auf den Feind, mit einer solchen Schnelligkeit bewerkstelligte, daß

ihm die Ehre des Tags vorzüglich gebührt, und daß verhindert wurde, daß die russische Armee, die sich höchst unzweckmäßig zwischen dem frischen Haff und dem Pregel eingeengt hatte, nicht abgeschnitten von ihrer Grenze, so wie die Stadt Königsberg den schrecklichsten Folgen ausgesetzt wurde. In seinem Berichte an den König sagt er: „Ich erwartete nichts gewisser, als daß mit dem anderen Tage die über den vortheilhaft postirt gewesenen Feind erhaltenen Vortheile verfolgt werden würden; die ganze Armee bekam aber in der Nacht den Befehl zum Rückzuge, welcher durch den Mangel an Munition veranlaßt sein soll."

Der Verlust war von beiden Seiten sehr groß.

So ließ sich also der General von Bennigsen zum andern Male die Früchte des Sieges entreißen, weil er sich vom Schlachtfelde zurückzog, anstatt die schwer errungenen Vortheile zu verfolgen; so machte er es Napoleon möglich, sogar sich den Sieg zuzuschreiben. Die Entschuldigung wegen der Munition war höchst unzureichend; Königsberg war nahe und mit gehöriger Thätigkeit leicht, sich von daher zu versehen.

Die Franzosen hatten schon alle Anstalten gemacht, um sich am andren Tage zurückzuziehen; als der Kaiser Napoleon aber den Rückzug der Russen erfuhr, blieb er natürlicher Weise stehen, wagte es aber doch nicht, sie an dem Tage zu verfolgen. Erst in den folgenden wurden Kavalleriecorps von ihm nachgeschickt, die aber mit beträchtlichem Verlust zurückgeschlagen wurden. Am 16. Februar zog sich hierauf die ganze französische Armee bis hinter die Passarge zurück und Napoleon nahm sein Hauptquartier zu Osterode.

Viele französische Generale und andre Offiziere haben es nachher selbst eingestanden, daß ihre Verlegenheit die äußerste gewesen sein würde, wenn sie am 9. wieder wären angegriffen und rasch verfolgt worden.

Dreizehn französische Adler schickte der General von Bennigsen nach Petersburg, einen behielt der General L'Estocq, um ihn am 10. März, dem Geburtstage der Königin, derselben zu verehren.

hole ich meine Danksagung dafür mit der Versicherung der vollkommensten Hochachtung.

Memel, den 2. Februar 1807. Beyme.

Ich hielt es für das Beste, diesen Briefwechsel nicht fortzusetzen und gleichsam einen Prozeß über die Sache zu führen, indessen machte ich zu jenem Briefe die Bemerkungen, welche sich am Rande befinden, um theils, wie sich bald Gelegenheit dazu ergab, dem Herrn Beyme mündlich hiernach zu antworten, theils um solche dem General von Möckritz oder, wenn es nöthig sein würde, dem König selbst bekannt zu machen. Es dauerte noch einen ganzen Monat, ehe es zu weiteren Erörterungen zwischen dem König und mir kam.

Den 7. und 8. Februar waren die beiden mörderischen Schlachten bei Preußisch-Eylau. Am ersten Tage wurden die Russen genöthigt, sich hinter Eylau zurückzuziehen, am 8. wurden sie in ihrer Stellung angegriffen und, nachdem sie die Franzosen mehrmals mit großem Verlust zurückgeschlagen hatten, würden sie dennoch die Schlacht verloren haben, weil ihr linker Flügel bereits vom Feinde umgangen und im Rückzuge war, wenn der General von L'Estocq nicht zu rechter Zeit mit den preußischen Truppen und einem russischen Regimente, das unter seinem Befehl stand, angekommen, nun seinerseits den die Russen verfolgenden Feind angegriffen und gänzlich zurückgeschlagen hätte, wodurch das Treffen zu seinem Nachtheile entschieden war.

Der General von L'Estocq war noch am 8. Morgens in den Dörfern um Hussehnen, 1½ Meile vom Schlachtfelde, und erhielt erst damals den Befehl, zu dem rechten Flügel der Armee zu stoßen, welches er, sich auf dem Marsch immer schlagend, bewerkstelligte, hierauf aber, als der linke Flügel zurückgedrängt wurde, befehligt wurde, sich hinter der Armee weg nach dem rechten ¾ Meile weiter zu ziehen, welches er, so wie die Angriffe auf den Feind, mit einer solchen Schnelligkeit bewerkstelligte, daß

ihm die Ehre des Tags vorzüglich gebührt, und daß verhindert wurde, daß die russische Armee, die sich höchst unzweckmäßig zwischen dem frischen Haff und dem Pregel eingeengt hatte, nicht abgeschnitten von ihrer Grenze, so wie die Stadt Königsberg den schrecklichsten Folgen ausgesetzt wurde. In seinem Berichte an den König sagt er: „Ich erwartete nichts gewisser, als daß mit dem anderen Tage die über den vortheilhaft postirt gewesenen Feind erhaltenen Vortheile verfolgt werden würden; die ganze Armee bekam aber in der Nacht den Befehl zum Rückzuge, welcher durch den Mangel an Munition veranlaßt sein soll."

Der Verlust war von beiden Seiten sehr groß.

So ließ sich also der General von Bennigsen zum andern Male die Früchte des Sieges entreißen, weil er sich vom Schlachtfelde zurückzog, anstatt die schwer errungenen Vortheile zu verfolgen; so machte er es Napoleon möglich, sogar sich den Sieg zuzuschreiben. Die Entschuldigung wegen der Munition war höchst unzureichend; Königsberg war nahe und mit gehöriger Thätigkeit leicht, sich von daher zu versehen.

Die Franzosen hatten schon alle Anstalten gemacht, um sich am andren Tage zurückzuziehen; als der Kaiser Napoleon aber den Rückzug der Russen erfuhr, blieb er natürlicher Weise stehen, wagte es aber doch nicht, sie an dem Tage zu verfolgen. Erst in den folgenden wurden Kavalleriecorps von ihm nachgeschickt, die aber mit beträchtlichem Verlust zurückgeschlagen wurden. Am 16. Februar zog sich hierauf die ganze französische Armee bis hinter die Passarge zurück und Napoleon nahm sein Hauptquartier zu Osterode.

Viele französische Generale und andre Offiziere haben es nachher selbst eingestanden, daß ihre Verlegenheit die äußerste gewesen sein würde, wenn sie am 9. wieder wären angegriffen und rasch verfolgt worden.

Dreizehn französische Adler schickte der General von Bennigsen nach Petersburg, einen behielt der General L'Estocq, um ihn am 10. März, dem Geburtstage der Königin, derselben zu verehren.

Der General von Bennigsen nahm sein Hauptquartier in Königsberg, welches mit Verwundeten angefüllt war; die russische Armee setzte sich vor dieser Stadt, plünderte und verheerte die Dörfer, wo sogar die Häuser ohne irgend eine gegründete Ursache abgebrochen wurden, aufs Schrecklichste. Kein aufgebrachter Feind hätte es ärger machen können. Der traurige Anblick dieser zerstörten, sonst wohlhabenden und schönen Dörfer, jetzt ganz von den Einwohnern verlassen, hat mich noch im Anfang Juni lebhaft erschüttert.

Hier blieb er und behauptete immer, binnen einer kurzen Frist im Stande zu sein, die kräftigsten offensiven Operationen anfangen zu können. Mit großer Mühe wurde er bewogen, vorwärts zu gehen, als die Franzosen sich zurückzogen. Sie hatten alle Anstalten gemacht über die Weichsel zurückzugehen, wenn man sie verfolgt hätte. Als sie aber das Gegentheil sahen, nahmen sie ihre Stellung hinter der Passarge, blieben aber bei Guttstadt und Allenstein Meister von der Alle und dehnten ihre Stellung von da auf Ortelsburg und nach Neu-Ostpreußen an den Narew und Bug aus. Die russische Armee nahm ihre Stellung von Heiligenbeil am frischen Haff, wo der General von L'Estocq mit den preußischen Truppen den rechten Flügel hatte, Heilsberg, Bischofstein, Sensburg, Johannisburg, über den Narew gegen den Bug. Das Hauptquartier war in Bartenstein, in Neu-Ostpreußen ein besonderes Corps, das den linken Flügel des Ganzen bildete, unter dem General von Essen I. Der General Rouquette stand mit einer Abtheilung Preußen nicht weit von Danzig am Haff, um die Kommunication über die Nehrung zu erhalten; Graudenz war ganz abgeschnitten und sich selbst überlassen, mit Colberg nur zur See Verbindung. So war die Lage der Armeen mehr als drei Monat hindurch, und die Unthätigkeit wurde bei ihnen nur durch kleine Gefechte der Vorposten und leichten Truppen unterbrochen. Napoleon blokirte und belagerte aber mittlerweile unsre Festungen.

Im Anfang März schickte der Kaiser Alexander auch den

durch den Krieg in Italien unter Suwaroff rühmlich bekannten Fürsten Bagration zur Armee, dessen Bekanntschaft ich mit Vergnügen machte. Der General Graf von Kalckreuth wurde um diese Zeit auch zum Gouverneur von Danzig ernannt und gieng von Memel dahin ab, so wie der Major Gneisenau nach Colberg. Eine auch viel zu sehr verzögerte Maßregel, die unfähige Befehlshaber mit zuverlässigeren vertauschte. Man sendete auch Verstärkungen in diese Plätze. Auf den alten General Courbiere in Graudenz konnte man sich verlassen.

In Schlesien fiel Schweidnitz auf eine unverantwortliche Weise, am Ende auch Neiße. Nachdem der Fürst von Anhalt-Pleß vergebliche Versuche gemacht hatte, Breslau zu retten, gab er die Vertheidigung Schlesiens auf und gieng nach Böhmen für seine Person. Der Flügeladjutant Graf von Götzen trat an seine Stelle, hielt Glatz bis auf den letzten Augenblick und kämpfte von dort aus mit ungleichen Waffen gegen den weit überlegenen Feind. Cosel hielt sich unter dem braven Obersten Neumann, welcher dort an Krankheit starb, nachher unter Oberst Puttkammer und zum Theil durch die patriotischen Bemühungen des Prinzen Biron, der deshalb als Oberst in den Militärdienst aufgenommen wurde. Schlesien hätte vortrefflich benutzt werden können, wäre von Anfang an dort ein Mann von Kopf an der Spitze gewesen. Der Minister Graf Hoym bewies dort auch nicht die mindeste Stärke des Charakters. Hätte Oesterreich Antheil am Kriege nehmen wollen, oder nur den Zeitpunkt fest bestimmt, wenn es geschehen sollte, der König würde solchem die schlesischen Festungen eingeräumt haben, wodurch es seine Lage sehr verstärkte. Es giebt ein Memoire des bekannten Gentz an den Grafen von Stadion, den der Graf von Götzen in Nachod sprach, welches diese Maßregel sehr empfiehlt und über die Lage Schlesiens Licht verbreitet. Oesterreich hätte vornehmlich den Ausschlag geben können. Es ist unverantwortlich, daß nach der Schlacht von Eylau Schwäche und Egoismus in Wien die Oberhand behielten; doch wir werden sehen, daß Schwäche und Egoismus unsrerseits

sehr dazu beitrugen, das Schwert dort so lange in der Scheide zu halten, und daß es zu spät war, als man endlich den Entschluß faßte, es zu ziehen.

Die Bemühungen, welche der Kaiser Napoleon gleich nach der Schlacht bei Eylau anwendete, um den König von der Verbindung mit Rußland abzuziehen und einen Separatfrieden mit Preußen zu bewirken, die Hoffnung, welche er zu günstigeren Bedingungen machte, sind ein neuer Beweis, daß er durch jene Schlacht, ohnerachtet des Rückzugs des Generals von Bennigsen, in Verlegenheit gesetzt war.

Das Schreiben des Generals von Zastrow vom 28. Januar an den Minister Talleyrand, wodurch er ihm die russische Rückäußerung wegen einer allgemeinen Friedensunterhandlung bekannt machte, war unbeantwortet geblieben.

Den 15. Februar erhielt der König die Nachricht, daß der General Bertrand, abgeschickt an ihn vom Kaiser Napoleon nach Memel unterwegs sei. Ich war an diesem Tage zur Königlichen Tafel eingeladen; nach derselben sprach der König mit mir über diese Sendung und bezeigte, daß sie ihm unangenehm sei. Das war das erste Wort, das er über Geschäfte wieder an mich richtete.

Von diesem General Bertrand waren mir verschiedene merkwürdige Umstände noch von 1805 her bekannt; ich hielt Rücksprache mit dem Geheimen Legationsrath Nagler und mit unserm vormaligen Gesandten in München, Baron von Schladen, die noch genauer davon unterrichtet waren, und konnte daher dem König Folgendes anzeigen. Als Kaufmann reisete Bertrand mit einem Paß des damaligen kurbaierischen General-Kommissärs Grafen von Thürheim in Würzburg im September 1805 durch das Ansbachische nach München und wurde, weil man Verdacht hatte, genau beobachtet. Er gieng sehr oft zu Fuß neben dem Wagen, schlug Seitenwege ein und nahm Gegenden auf auf eben den Straßen, die nachher bei dem durch das Ansbachische erzwungenen französischen Durchmarsche eingeschlagen wurden. In München erschien er plötzlich unter seinem wahren Namen, und

der Baron von Schladen war zufällig gegenwärtig, als er dem Kurfürsten durch den französischen Gesandten Otto vorgestellt wurde. Der Kurfürst und Montgelas versicherten, er reise blos zu seinem Vergnügen; er gab vor, nach Augsburg zu gehen, fuhr aber wieder versteckt unter einem andern Namen nach Braunau und in das österreichische Lager, nachher nach Ulm. Hierauf fand ihn der Baron Schladen wieder in Würzburg, als er kurz vor dem Anfange der Operationen mit dem kurfürstlichen Hofe dahin geflüchtet war, und von da gieng er dem Kaiser Napoleon entgegen. Otto schilderte ihn als einen der vorzüglichsten und vertrautesten Adjutanten desselben, und Graf Thürheim erzählte dem Geheimen Legationsrath Nagler selbst, daß Bertrand dem Kaiser die wichtigsten Notionen verschafft und die nachher erfolgten Siege desselben vorbereitet habe.

Vom General von Bennigsen traf noch vor der Ankunft des Generals Bertrand folgendes Schreiben an den König ein:

Sire! Le général Bertrand, se disant envoyé par le chef du gouvernement français auprès de Votre Majesté, s'est présenté hier sur mes avant-postes pour me demander le libre passage jusqu'à Memel. J'ai cru devoir consentir à sa demande, et c'est pour annoncer sa prochaine arrivée que je prends la liberté, Sire, d'écrire à Votre Majesté. J'ignore quel peut être l'objet de sa mission. Des propos tenus par un officier qui l'accompagnait à mes avant-postes me font soupçonner qu'il s'agit de quelque proposition d'armistice; mais j'oserai vous observer, Sire, que ce n'est pas le moment de les écouter, et que la proposition seule, servant de preuve de l'état d'affaiblissement auquel l'armée ennemie est réduite, est une raison suffisante en elle-même pour la faire décliner. A cette forte considération, se joignent des motifs non moins puissants et que Votre Majesté saisira sans doute elle-même. Tout de suite après l'affaire du 8, j'ai eu le bonheur d'écrire à Sa Majesté l'Empereur, mon auguste maître, pour lui représenter combien il serait nécessaire et avantageux de rapprocher du

théâtre actuel de la guerre les nombreuses troupes qui sont dans nos frontières, prêtes à marcher. Je n'ai nul doute, Sire, que Sa Majesté Impériale ne daigne embrasser ce plan et n'envoie, pour nous renforcer ici, tous les régiments disponibles qui se trouvent entre Pétersbourg et les provinces prussiennes. D'un autre côté j'ai prescrit au général Korsakoff, commandant en Lithuanie, de faire au plus tôt avancer vers les frontières le corps qui se trouve sous ses ordres, et je l'attends incessamment. Je viens également de charger le comte de Tolstoy, mon général de service, de prendre le commandement de la division du général Sedmorazky, qui n'est pas éloignée d'ici, et de venir me rejoindre avec elle. Telles sont, Sire, les ressources immenses dont nous pouvons disposer; il me faudra une quinzaine de jours encore pour rassembler toutes ces forces, et si j'ai le bonheur de gagner ce délai, j'ose croire, Sire, qu'un succès brillant couronnera la plus juste des causes, défendue avec cette force et cette énergie. S'il est vrai que le général Bertrand est chargé de proposer une trêve à Votre Majesté, ne daigneriez-vous pas, Sire, l'entretenir un instant de quelque espoir de succès dans l'objet de sa mission? Tout ce qui peut me faire gagner du temps me serait infiniment profitable. Ce n'est point un avis, Sire, c'est simplement une idée que j'ose soumettre à la haute sagesse de Votre Majesté. Personne mieux qu'elle ne peut juger de ce qui convient à la réussite de mon plan d'opération.

Königsberg, 3/15 février 1807. Bennigsen.

Der General Bertrand brachte ein Schreiben Napoleons an den König vom 13. Februar mit[1]. Am 16. sprach ihn der König; er wurde auch der Königin vorgestellt, der er sagte, Napoleon sei sehr unzufrieden über die Ausfälle, die in Absicht auf sie in den französischen Zeitungen gestanden hätten — eine wahre

[1] S. Correspondance de Napoléon, t. XIV, nº 11809; vergl. auch nº 11810.

Impertinenz, denn wer anders als Napoleon hatte sie einrücken lassen?

Der Minister Zastrow gab dem General Bertrand ein großes Mittagsmahl, bei dem ich nicht gegenwärtig war, und gieng am Abend wieder ab.

Der Gegenstand seiner Sendung wird am besten aus folgenden Aktenstücken erhellen:

Résumé des ouvertures que M. le Général de brigade Bertrand, aide de camp de Sa Majesté l'Empereur Napoléon, a faites au Roi dans l'audience que Sa Majesté lui a accordée à Memel le 16 février 1807 et au ministre d'État et de Cabinet le Général de Zastrow:

L'Empereur a fait déclarer verbalement par son aide de camp, le général de brigade Bertrand, qu'il voyait avec regret que la cour de Russie apportait tant de difficultés à la conclusion de la paix; que le congrès proposé tirerait nécessairement en longueur; que la monarchie prussienne continuant à rester pendant cet intervalle le théâtre de la guerre en aurait trop à souffrir et ne serait rendue un jour à son souverain qu'en ruines et en désert; que l'Empereur avait voulu connaître de près la Pologne, et qu'il s'était convaincu maintenant que ce pays ne devait point obtenir une existence indépendante; qu'il mettrait sa gloire à faire rentrer le Roi dans ses États et dans ses droits, et qu'il voulait seul en mériter la reconnaissance sans l'intervention de qui que ce soit; qu'en partant de ce point de vue, il serait facile à accorder à Sa Majesté toutes les conditions qu'elle pourrait lui demander afin de la mettre à même de regagner les forces necessaires pour reprendre le rang qui lui est dû parmi les puissances de l'Europe; qu'il s'attendait en consequence que le Roi voulût bien lui envoyer une personne de confiance munie des pleins pouvoirs necessaires pour traiter et conclure la paix qui sous fort peu de temps pourrait le ramener dans ses

châteaux: que l'Empereur Napoleon n'exigeant de Sa Majeste aucun sacrifice envers ses allies et ses amis, et qu'il lui donnait carte blanche de s'arranger avec eux comme elle le jugerait convenable à ses interêts, tandis que ce serait à lui, Napoleon, à arranger pareillement de son côté ses differends avec la Russie et l'Angleterre; qu'aussitot que la paix serait conclue avec la Prusse, il retirerait incessamment ses troupes de nos provinces pour faire cesser les maux de la guerre dont elles ont été frappées.

Lettre de Frédéric Guillaume à Napoléon.

Monsieur mon Frère. La lettre que Votre Majesté Imperiale et Royale vient de m'ecrire de son camp d'Eylau m'a ete remise par le général Bertrand. J'ai accueilli cet officier comme toutes les personnes que Votre Majeste Imperiale honore de sa confiance peuvent s'y attendre. Elle a eu raison de croire que je saurais apprecier ce qu'il me dirait de sa part. J'aime a penser qu'elle sera egalement satisfaite de ma reponse à ses ouvertures dont je chargerai le géneral Bertrand à son retour[1].

Memel, 16 février 1807. Frederic Guillaume.

Den 17. Vormittags ließ mich der König durch den General von Zastrow wissen, er wolle über den Antrag des Generals Bertrand meine Meinung und die des Generals von Rüchel wissen, dieser werde von Königsberg berufen, und ich solle mich von der Lage der Sachen genau unterrichten. Ich forderte zu dem Ende die Akten über unsre Verhältnisse mit den übrigen Höfen vom General von Zastrow, so wie die Mittheilung der auf die Sendung des General Bertrand Bezug habenden Stücke, besonders aber auch Auskunft über die Stärke unsrer noch übrigen Armee, über die Oerter wo sie stehe, über die Stärke des russi-

1) Die folgenden Briefe Friedrich Wilhelms an Napoleon (17. Februar, 20. April, 10. Mai, 21. Mai) hat bereits veröffentlicht Bassewitz, Kurmark Brandenburg 1806–1808 S. 385 flg.

schen Heers und seine Stellungen, über die der Franzosen, so weit man sie wisse, über die Mittel an Geld und an Magazinen, Waffen und Munition, und was geschehen sei, um sich diese zu verschaffen, endlich über die Pläne, die man wegen einer in dem ehemaligen Polen zu bewirkenden Gegen-Revolution habe. Ich bekam die Akten über die Unterhandlungen mit Frankreich, England, Rußland und Oesterreich, über alles Andre aber gar keine Nachrichten, weil man sie nicht hatte. Bei dieser Gelegenheit lernte ich erst unsre politische Geschichte seit dem Entschluß des Grafen von Haugwitz, die Waffen gegen Frankreich zu ergreifen, genauer kennen, wobei ich aber die große Lücke fand, die das von ihm veranstaltete Verbrennen mehrerer Akten zu Graudenz verursacht hatte.

Ich hatte Zeit nöthig, um alles zu lesen, und arbeitete hierauf ein Memoire aus, um es bei der Berathschlagung als meine Meinung abzulesen. Noch war ich nicht ganz mit diesem Aufsatz fertig, als mich der Minister Zastrow den 19. benachrichtigte, der General von Rüchel sei gekommen, und wir sollten Nachmittags bei dem König erscheinen. Ich nahm mit, was ich fertig hatte. Der General von Zastrow kam mit einem Schreiben an den Kaiser Alexander hervor und war der Meinung, daß man versuchen solle, diesen Kaiser dahin zu bewegen, daß er dem König gestatte, einen Separatfrieden abzuschließen; auf alle Fälle war er aber der Meinung, daß dieser geschlossen werden müsse. Ich las hierauf den fertigen Theil meines Memoires ab und ersetzte das noch Fehlende mündlich; es kam zu einer lebhaften Discussion, der König stimmte mir völlig bei, der General Rüchel war meiner Meinung, drückte sich aber, weil er wünschte die Meinungen zu vereinigen, nicht bestimmt genug aus. Endlich befahl uns der König, das Schreiben an den russischen Kaiser abzuändern und alles herauszulassen, was auf einen Separatfrieden abzielte. Es kam nun auch heraus, daß der Oberst von Kleist, welcher schon am 17. Abends abgereist war, mit einem Schreiben an Napoleon versehen war, darin von einem Separat-

frieden die Rede war. Dieses schien nicht mehr zu ändern. Herr von Zastrow hatte also die Frage, worüber noch erst berathschlagt werden sollte, schon in diesem Schreiben zum Voraus als nach seiner Meinung entschieden angenommen. Wir verließen mit der Abrede den König, am Abend wieder bei dem General von Zastrow zusammen zu kommen, um uns dort über die Fassung der Ausfertigungen zu vereinigen. Ich eilte nach Haus, um meinerseits einen Entwurf zu dem Schreiben an den russischen Kaiser zu verfertigen. Als ich in die Konferenz kam, wollte ich ihn ablesen, wurde aber von dem Herrn von Zastrow ohne die geringste Veranlassung sehr unhöflich unterbrochen. Er versicherte, ohne mich zu hören, ich möchte schreiben und sagen, was ich wollte, er würde bei einem Aufsatz bleiben, den er durch den mit anwesenden Geheimen Legationsrath Renfner hatte machen lassen und den ich noch nicht einmal kannte. Die Erinnerung, daß ich nur meine Meinung eröffnen und gern die seinige vernehmen wolle, daß wir daraus dann das Bessere wählen könnten, fruchtete nicht; wir geriethen sehr stark an einander; er fand sich beleidigt, daß ich ihm mein Memoire nicht mitgetheilt habe, ehe ich es dem König vorgelesen: das konnte ich nicht, denn es war ja nicht fertig; ich schonte ihn nicht und machte ihm mit vollem Rechte Vorwürfe über sein ganzes Benehmen gegen mich und über den Mangel an Zartgefühl, mit dem er sich ausschließlich in eine Stelle eingedrängt habe, die er höchstens nur neben mir hätte bekleiden können, über die Nichtachtung meiner ihm doch bekannten Verhältnisse, seine halben Mittheilungen und die Zurückhaltung, mit der er mir begegnet war, seitdem er den Zweck erreicht hatte, Minister zu werden. Ich wollte fortgehen, als der General Rüchel den Vermittler machte, und es sich fand, daß der ganze Streit vom Herrn von Zastrow sehr unnütz angefangen worden war, denn mein Aufsatz, der ohnehin nur eine Abänderung des ersten Entwurfs war, stimmte im Wesentlichen mit dem des Herrn Renfner überein. Dieser konnte also mit geringen Modifikationen beibehalten werden. Hier folget er:

Monsieur mon Frère. Je dois encore réponse aux lettres que Votre Majesté Impériale a bien voulu m'écrire au retour du colonel de Krusemarck et du major de Klüx. Jamais l'amitié n'a tenu un plus touchant langage, jamais je n'oublierai les procédés généreux que la vôtre vous a inspirés. Si j'avais été, ou si j'étais encore, dans la dure nécessité de chercher un asyle hors de mes États, où aurais-je été, où serais-je mieux accueilli que chez vous? Mais une émigration serait toujours le comble du malheur, et Votre Majesté Impériale a fait, tout comme moi, des vœux que j'en sois préservé. La victoire du 8 février a suspendu le danger. J'avais lieu de m'attendre qu'une seconde bataille gagnée l'écarterait entièrement, et je me proposais de vous envoyer alors, Sire, un de mes officiers pour vous apporter de nouveaux compliments de félicitation, mais votre général commandant n'a pas pu reprendre encore le fil de ses opérations, et il survient actuellement un incident imprévu qui me détermine à faire partir sans délai le capitaine de Schöler. Le précis ci-joint vous le fera connaître dans tous ses détails. J'invite Votre Majesté Impériale à peser les réflexions qu'on y a fait entrer. Nous devons recevoir encore une lettre du ministre Talleyrand que le général Bertrand a annoncée comme très prochaine. Peut-être répandra-t-elle plus de jour sur la situation des affaires, et peut-être que d'ici à l'arrivée de la réponse de Votre Majesté Impériale, je ferai quelque nouvelle découverte sur les motifs de la démarche de Napoléon. Soyez persuadé, Sire, que jamais mon intérêt particulier ne l'emportera sur l'intérêt général. Remettez-vous-en à ma loyauté, à ma reconnaissance et à ma tendre et inviolable amitié.

Memel, 20 février 1807. Frédéric Guillaume.

Dem General von Bennigsen antwortete der König in nachstehendem Maße:

Monsieur le Général Baron de Bennigsen. Le général Bertrand a suivi de près votre lettre du 15 février. Puisque

vous lui aviez accordé le libre passage à travers nos armées, je n'ai fait aucune difficulté de le recevoir. Sa mission était uniquement relative à la négociation générale, pour laquelle je cherche à préparer les voies du su, du consentement et avec le concours de votre auguste maître. Tout ce que Napoléon m'en a fait dire, je l'ai mandé sur-le-champ à l'Empereur, mon allié, et appartient encore aux contingents futurs. Du reste pas un seul mot, ni d'un armistice, ni d'une trêve. Je n'y aurais point écouté, et je me serais bien gardé de vous gêner en quoi que ce soit dans la poursuite de vos opérations. Puissent-elles continuer à être heureuses, malgré les difficultés qui paraissent les avoir suspendues. Vous auriez désiré que je flattasse ici de quelque espoir le général français pour vous faire gagner du temps. Je ne pouvais guère prolonger son séjour à Memel, puisqu'il n'était chargé d'aucune négociation, et qu'il suffisait d'un seul entretien pour couler à fond sa commission. Mais l'idée m'est venue d'envoyer à mon tour un de mes officiers au quartier général de Napoléon, sous le prétexte d'une réciprocité de politesse et de quelque explication oiseuse qui puisse amuser le tapis pendant quelques jours sans mener à rien. De cette manière vous obtiendrez votre but. Sur ce etc.

Memel, 17 février 1807. Frédéric Guillaume.

Am andern Tage, den 20., wollte ich dem Herrn von Zastrow das Weitere überlassen, weil ich meinen Auftrag für beendigt halten konnte, und blieb also von der Konferenz bei dem König zurück; Seine Majestät ließ mich aber holen, und nun wurden die Ausfertigungen nochmals in meiner Gegenwart durchgegangen. Hier fand ich den Herrn Beyme im Vorzimmer; wir sahen uns nach unserm Briefwechsel zum ersten Male und wechselten blos allgemeine Höflichkeits-Bezeigungen gegen einander aus.

Während der Mittagstafel [1], dabei sowohl der General von

[1] Aus dem Journal entnehmen wir die bezeichnende Notiz, daß die Königin bei den Diskussionen Hardenberg in's Ohr raunte: Beharrlichkeit.

Rüchel, als der General von Zastrow und ich blieben, kam ein Bericht vom Obersten von Kleist, der in Königsberg den Rückzug der französischen Armee aus der Gegend von Eylau bis über die Passarge erfahren hatte, und nun anfrug, ob er bei diesen Umständen weiter gehen solle? Dieses veranlaßte eine zweite Konferenz bei dem König, in der diese Frage bejahend entschieden wurde, weil das Gegentheil ein großes, nachtheiliges Aufsehen machen konnte; allein ich benutzte diesen Zufall, um auf die Abänderung des Schreibens an den Kaiser Napoleon zu dringen, welche denn auch vom König unter großem Widerspruch des Ministers von Zastrow befohlen wurde. Dieser machte hierauf die Aenderungen, wodurch der Brief die Gestalt bekam, in der er Napoleon übergeben wurde. Indessen vermehrte dieses das Mißvergnügen des Herrn von Zastrow gegen mich, er war ohnerachtet der Aussöhnung von dem Augenblick an äußerst kalt, und ich fand keinen Bewegungsgrund, zuvorkommende Schritte gegen ihn zu thun.

Am 20. Abends gieng der Hauptmann von Schöler mit dem Briefe des Königs an den Kaiser, mit einem Precis und dem Resumé nach Petersburg ab. Ich gab ihm folgende Antwort auf das letzte Schreiben mit, das ich vom Kaiser erhalten hatte:

Sire. C'est en vain que j'essayerais d'exprimer à Votre Majesté Imperiale le sentiment que j'ai éprouvé en recevant la très gracieuse lettre qu'elle a daigné m'adresser le 6 (18) janvier. Elle a vivement pénétré mon cœur d'admiration, de reconnaissance et du désir le plus ardent de meriter vos bontes, Sire, et de justifier l'opinion que vous voulez bien avoir de moi.

Par la bravoure des troupes de Votre Majesté Impériale le Roi a pu continuer de séjourner jusqu'ici à Memel. Ma situation n'a pas change, mais je suis sûr de votre approbation, Sire, en saisissant jusqu'à la dernière possibilite d'être utile à mon souverain et à la cause que vous protegez avec tant de gloire pour le bonheur de l'humanite. Je crois que jamais le moment n'a éte plus favorable pour sauver l'Europe; mais pour y reussir, il ne faut pas laisser le temps à Napoleon de

trouver les moyens de se refaire dans son génie, dans son extrême activité et dans ses ressources éloignées. Le plus prompt emploi de ceux que vous fournit votre puissance, Sire, le soin important de faire arriver des subsistances aux armées qui en manqueront au premier jour, pour pouvoir pousser leurs succès avec vigueur, et surtout celui d'opérer sans perte de temps des diversions utiles sur les derrières de l'armée française par des forces anglaises et suédoises sur l'Oder et par un débarquement en Hanovre, où, avec des armes et de l'argent, un faible noyau de troupes formerait en très peu de temps une armée considérable des anciens soldats hanovriens et des Hessois, qui viennent de donner des preuves de leur bonne volonté; des efforts pour remuer l'Autriche, qui ne peut s'aveugler longtemps sur ses vrais intérêts; enfin des secours pécuniaires de la part de la Grande-Bretagne, des armes, des munitions et des canons, qu'elle seule peut fournir à la Prusse, et dont celle-ci pourra faire un usage bien utile quand elle augmentera son armée à mesure que nous avancerons. Voilà, Sire, si j'ose exprimer mon sentiment, les conditions principales et irrémissibles sans lesquelles le grand but que Votre Majesté Impériale se propose ne saurait être atteint. Rien n'est fait et tant de sang précieux versé à pure perte, pour peu qu'on relâche, et si l'on ne montre de tous côtés la persévérance la plus active. Mais votre exemple, Sire, portera les souverains qu'un même intérêt unit à vos plans, à l'énergie nécéssaire.

Puisse le ciel bénir les entreprises de Votre Majesté Impériale, et l'Europe lui devra le retour de l'ordre, de l'indépendance et du bonheur des peuples.

Memel, 19 février 1807. Hardenberg.

Der Baron von Schladen, jetziger Königlicher Gesandter in Petersburg, entwarf über unsre damalige politische Lage ein Memoire, welches sehr viel Schönes enthält. Er übergab es dem König und auch eine Abschrift dem General von Zastrow.

Meine Abstimmung schickte ich dem König am 22. mit folchem Billet [1]):

Je prends la liberté de mettre aux pieds de Votre Majesté le Mémoire dont elle a bien voulu écouter le commencement. Quoiqu'elle ait pris ses résolutions sur l'objet qui l'a occasionné, je la supplie de daigner le lire en entier, parce qu'il contient ma conviction sur la situation critique du moment et sur les mesures à prendre. Animé par le zèle le plus pur et le plus constant pour vos intérêts, Sire, j'ai cru de mon devoir de l'exposer en détail, et je compte sur votre indulgence. Si Votre Majesté, dans un moment de loisir, voulait m'accorder le bonheur de l'entretenir seule, je soumettrais à son jugement éclairé quelques observations importantes sur les moyens d'atteindre le but, du prompt emploi desquels tout le succès dépend.

Memel, 22 fevrier 1807. Hardenberg.

Ich hielt es bei dem Vertrauen, das er mir nunmehr wieder bezeigte, für dringende Pflicht, in der äußerst kritischen Lage, in welcher sich der Staat befand, Seiner Majestät mit größter Offenheit über alle Gegenstände, die solche betrafen, meine Ueberzeugung an das Herz zu legen, ich mochte im Dienst bleiben oder nicht.

Der König mochte fürchten, daß eine Unterredung mit mir unter vier Augen zu unangenehmen Erörterungen Anlaß geben könnte, weil er gewiß fühlte, wie unrecht ich war behandelt worden; daher ließ er mir am 25. durch den General von Köckritz mündlich antworten, er würde es gern sehen, wenn ich mich täglich bei ihm zum Kabinets-Vortrage einfände und da meine Meinung freimüthig über alle Gegenstände äußerte.

Dieses allein konnte mir weder genügen, noch den Zweck erfüllen, welches ich dem General von Köckritz auseinandersetzte. Den 28. Februar ließ sich der Geheime Kabinetsrath Beyme bei

1) Die Denkschrift selbst (vom 19. Februar) wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

mir anmelden, ich nahm ihn an; wir sprachen nun auch mündlich über die Gegenstände unsers Briefwechsels, wobei ich ihm mit großer Freimüthigkeit das Wesentliche meiner Bemerkungen zu seinem letzten Briefe vorhielt. Er nahm es gut auf, versicherte, seine Absicht sei keine andere, als sich zurückzuziehen, sobald es nur irgend schicklicher Weise geschehen könne, und beschwor mich nur, mich ohne Weiteres wieder an die Spitze der auswärtigen Geschäfte zu stellen, da ich ja nur meinen Urlaub als beendigt ansehen dürfe. Er führte die allgemeine Unzufriedenheit, auch der Mitglieder des auswärtigen Departements, mit Zastrow an, das Unheil, was durch seine unzweckmäßige Geschäftsbehandlung entstehe, die Pflicht, zur Rettung des Staats alles beizutragen. Ich bewies ihm leicht, daß, so wie die Sache liege, es unmöglich sei, daß ich mich auf diese Weise selbst in Besitz setze; wenn der König die Sache ansehe wie er, so müsse er befehlen; ich würde indessen Seiner Majestät meine Meinung über alles ganz aufrichtig eröffnen. Er meinte, der Minister von Voß werde dem Finanzwesen am besten vorstehen können, diesen müsse der König von Königsberg berufen, welches ich aus Ueberzeugung bestritt. Wir schieden als Freunde auseinander.

Am 1. März brachte mir der General von Köckritz die Nachricht, der König werde mich sprechen, sobald er von einer kleinen Unpäßlichkeit wieder hergestellt sei. Ich wendete die Zeit dazu an, meine Gedanken in einem Aufsatz schriftlich zusammen zu fassen, um ihn dem König vorzulesen und dann mit mündlichen Erläuterungen zu begleiten.

Der Oberst von Kleist brachte vom Kaiser Napoleon ein Schreiben zurück[1]. Man hatte ihn durch einen Umweg über Ortelsburg zurückgeschickt.

Der König ließ mich am 5. März zu dem Vortrage rufen, wo die Resultate der Sendung des Obersten von Kleist in Ueberlegung genommen werden sollten. Es wurde beschlossen, vorerst

1) Vergl. Correspondance de Napoléon Ier, t. XIV, n° 11.[illegible]

alles dem Kaiser Alexander mitzutheilen, dem der König den nachstehenden Brief schrieb:

Monsieur mon Frère. Je profite du passage de M. de Nowosiltzow pour communiquer à Votre Majesté Impériale la lettre ci-jointe en copie, que j'ai reçue ce matin de l'Empereur Napoléon. Son langage porte l'empreinte de la modération, mais je vous laisse à juger, Sire, si nous devons y ajouter foi. Outre le congrès de pacification, il propose aussi un armistice. Il en est question dans un rapport très volumineux que le colonel de Kleist a dressé à Ortelsbourg le 2 mars, et que le général de Zastrow a fait lire en original à M. de Nowosiltzow. J'en fais passer l'extrait au comte de Goltz, qui pourra le participer au ministère de Votre Majesté Impériale. Prenez la chose en considération, et voyons si, en continuant d'agir dans le plus parfait accord, nous ne trouverons pas les moyens de mettre un terme aux malheurs de l'Europe, et à ceux de la monarchie prussienne en particulier. Nulle apparence que l'armée française songe déjà à se retirer au delà de la Vistule. Napoléon se prépare au contraire à reprendre l'offensive, et rien n'annonce qu'il soit entièrement à bout de ses ressources. J'attends avec impatience ou le retour, où les premières dépêches du capitaine de Schöler. Elles me feront connaître vos dispositions, et mes communications d'aujourd'hui pourront vous conduire à de nouvelles réflexions. Vos déterminations ultérieures sauront embrasser, j'en suis sûr, l'intérêt général, sans oublier les miens, qui périclitent plus que tout le reste. Kleist s'est rendu au quartier du général de Bennigsen pour lui proposer, à la réquisition du maréchal Berthier, le cartel d'un échange des prisonniers russes et français. Si, à son retour ici, son rapport verbal m'offre encore quelques particularités qui puissent mériter l'attention de Votre Majesté Impériale, je les lui transmettrai incessamment. Je finis cette lettre en lui réitérant etc.

Memel, 5 mars 1807. Frédéric Guillaume.

Der Kaiser Alexander hatte den Herrn von Nowosiltzow zur Armee geschickt, um die Uneinigkeit zwischen dem General von Bennigsen und den Generalen zu heben, die seine Unthätigkeit und seine Unordnungen anklagten. Es war die Rede von der Ankunft des Kaisers bei der Armee. Herr von Nowosiltzow, der am 7. bei seiner Rückreise mich besuchte, äußerte die Meinung, daß er erst dann erscheinen müsse, wenn die Armee Succeße gehabt haben würde.

Den 5. März kündigte mir der General von Kockritz auch an, daß der König mich Nachmittags allein sehen würde, wie ich es gewünscht habe. Ich war über zwei Stunden bei ihm und las ihm meinen Aufsatz vor[1]. Der König hörte alles mit großer Aufmerksamkeit an. Voll von meinem Gegenstande, drückte ich mich bei den Diskussionen, wozu mein Aufsatz Anlaß gab, mit dem Feuer und der Herzlichkeit aus, die mich ganz beseelten; der König nahm nicht nur alle meine Bemerkungen sehr wohl auf, sondern verstärkte manche, die unsre Mängel betrafen, noch weit mehr, klagte, daß man ihm, wenn er sie verbessern wollte, besonders in Absicht auf das Militär, nichts als Hindernisse und alte Vorurtheile in den Weg lege, und sprach mit einer solchen Offenheit hierüber, daß ich ihn mit der größten Liebe, die ich nur in meinen Ausdruck zu legen vermochte, angelegentlich beschwor, bei dieser besseren Einsicht der Dinge doch Herr und König zu sein. Nur wegen des Geheimen Kabinetsraths Beyme widersprach mir der König, und wollte den Gründen, warum seine Entfernung nöthig sei, kein Gewicht zugestehen. Er behielt meinen Aufsatz, um ihn weiter zu erwägen, und ich verließ Seine Majestät mit dem frohen Bewußtsein, daß noch Niemand ihm die Wahrheit so gesagt hatte als ich, und daß er Wahrheiten noch von Niemand so wohl aufgenommen hatte.

---

1) Dieser Aufsatz wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

Ob der König dem Geheimen Kabinetsrath Beyme meinen Aufsatz zeigte, weiß ich nicht, ich zweifle aber daran. Unterdessen hatte dieser aber veranlaßt, daß der Minister von Voß nach Memel kam und dem König am 10. März ein Memoire wegen eines Conseils übergab. Hierauf beschied der König am 12. März sämmtliche in Memel anwesende Minister, die Herren von Voß, von Schrötter, von Zastrow und mich, zu sich, und übergab uns als seine Willensmeinung das nachstehende, eigenhändig geschriebene Circular mit seiner Nachschrift:

„Daß ich den gewöhnlichen Kabinets-Geschäftsgang unter den jetzigen außerordentlichen Umständen für unzulänglich erachte, dieses habe ich bereits zu Anfang December v. J. durch die damals von mir entworfene Verordnung gezeigt. Warum diese Einrichtung nicht in Ausführung gebracht worden, will ich hier nicht untersuchen. Genug, daß ich damals schon meine Ansicht der Dinge zu erkennen gegeben, von der ich seitdem nicht Ursach gehabt abzuweichen. Da also die eingetretenen Umstände durchaus mehr Einheit und schnellere Ausführung der Geschäfte erfordern, um mit mehrerer Energie wirken zu können, so habe ich beschlossen, im Wesentlichen der jetzigen Geschäftsführung um meine Person nichts vor der Hand abzuändern, solches vielmehr bis zu einer Zeit zu verschieben, wo mehr Ruhe wird eingetreten sein, um diese nach reifer Ueberlegung zu regeln.

Dahingegen will ich von nun an festsetzen, daß die hier anwesenden Staatsminister von Voß, von Hardenberg (deren Wirkungskreis überdem in diesem Augenblick auf so wenig eingeschränkt ist), von Schroetter und von Zastrow, in deren Rechtschaffenheit, erprobte Treue und Einsicht ich ein gerechtes Vertrauen setze, und deren Rath ich zu benutzen wünsche, sich täglich bei mir, zu gleicher Zeit mit den jetzigen Mitgliedern des Kabinets, zur Zeit des Vortrags zu versammeln das Recht haben. Ihnen wird hier-

bei die Einsicht der eingelaufenen Sachen verstattet, sie hören nachgehends den Vortrag hierüber an, der ohne Ausnahme in ihrer Gegenwart geschiehet, wo sie denn berechtigt sind, ohnaufgefordert, ihr Gutachten über eins oder das Andere zu geben, und wenn verschiedene Meinungen über einerlei Gegenstand obwalten sollten, darüber zu discutiren, welches bei wichtigen Gegenständen auch schon eher geschehen kann, bevor die Sache bei mir zum Vortrage kommt, um die Urtheile darüber so viel als thunlich schon früher zu einigen.

Eben so würden die von den versammelten Mitgliedern zu machenden Anträge, Vorschläge und Entwürfe hierbei vorzutragen und gemeinschaftlich zu verabreden sein, wo denn die gefaßten Beschlüsse von demjenigen, zu dessen Ressort sie gehören, auf das Kräftigste und Prompteste auszuführen sind. Da diese Einrichtung gewiß zum Besten des Ganzen wirken muß, so empfehle ich nur hierbei die gewissenhafteste Verschwiegenheit, Gemeingeist, Entfernung von Persönlichkeiten und Lieblingsmeinungen oder Theorien. Denn wenn sich Parteilichkeit, Vorurtheile, oder Animosität in etwas mischen, so kommt nichts zu Stande, und die besten und wohlthätigsten Absichten werden nicht nur allein nicht erreicht, sondern das Ganze geht darüber endlich völlig zu Grunde, was Gott verhüten wolle.

Bei periodischen Reisen, oder wärend meiner Anwesenheit bei der Armee, begleitet mich nur das jetzt bestehende Cabinetspersonal.

Memel, den 11. März 1807. Friedrich Wilhelm".

Nachschrift. Die festgesetzten täglichen Zusammenkünfte halte ich fürs Erste deshalb für gut, damit die Mitglieder zuvörderst die genaue Kenntniß der bisher eingeführten Geschäftsordnung erhalten. Künftig wird dieses überflüssig, und können sodann gewiße Tage in der Woche hierzu bestimt werden, wo dann auch die unbedeutenderen Sachen wegbleiben könnten, und nur solche vorgenommen würden, die sich eigentlich zu einer gemeinsamen Berathung qualificiren.

Memel, den 12. März 1807. Friedrich Wilhelm.

Diese Einrichtung konnte weder die Bedürfnisse des Staats noch meine eigenen Erwartungen befriedigen. Indessen beschloß ich vorerst zu erscheinen, um nicht das Beispiel des Ungehorsams zu geben, äußerte dieses aber gegen mehrere und bereitete mich zu den weiteren Schritten vor, die ich der Sache sowohl, als mir selbst schuldig war.

Man versammelte sich jeden Morgen früh bei dem König, der Oberst von Kleist und der Geheime Kabinetsrath Beyme trugen die Militär- und die inneren Sachen vor, hierauf traten diese ab, und der General von Zastrow legte dem König die wenigen Ausfertigungen des auswärtigen Departements vor, die sich zu seiner Unterschrift eigneten, wobei die wichtigeren abgelesen wurden, eine Uebersicht aber überall nicht stattfand. Nachher überließ uns der König, die eingegangenen Sachen durchzulesen, welche damals hauptsächlich aus Kriegsnachrichten bestanden, er gieng ab und zu, es wurde darüber gesprochen, und dann gieng ein Jeder zu Haus und that in seinem Fache was ihn gut dünkte. Da ich keines hatte, blieb mir nichts zu thun. Der Oberst von Kleist fand sich mit Unrecht beleidigt, daß er bei dem Vortrage der auswärtigen Angelegenheiten abtreten mußte und dem Geheimen Kabinetsrath Beyme gleichgesetzt wurde, stellte sich krank und blieb von den Vorträgen weg. Hierüber wurde viel negotiirt, Beyme bequemte sich allein abzutreten, aber das wollte der König nicht. Endlich erschien Kleist mit großer Unzufriedenheit wieder.

Die andern drei Minister waren unwillig über Beyme's Benehmen bei den Vorträgen, das allerdings nicht sehr bescheiden war.

Unglücklich, aber wahr, führte der Publiciste, eine französische Zeitung, unter dem Datum von Memel an: „Le malheur le plus extrême n'a pu amener encore l'union dans la cour fugitive de Prusse. Malgre les leçons les plus terribles, elle est plus divisée aujourd'hui que dans le temps de la prosperite." Ohne Zweifel waren wir in Memel auch von französischen Spionen umgeben. Hatte ich nicht die größte Ursache, den König zu bitten, er möchte Herr und König sein?

Ich mischte mich in alle diese Dinge nicht und machte mehr den Beobachter. Eine neue Kränkung war es aber für mich, daß der König dem Minister von Voß gleich nach den ersten Vorträgen auf den Vorschlag des Geheimen Kabinetsraths Beyme die Kuratel sämmtlicher Kassen, auch des Schatzes der Bank, der Seehandlung, der Dispositionskasse, mit einem Worte das Finanzministerium übertrug, und gar nicht daran gedacht wurde, mich in Thätigkeit zu setzen.

Diese ganze Einrichtung dauerte nicht viel über vierzehn Tage.

Der einzige Schritt, welcher geschahe und der großen Nutzen hätte hervorbringen können, war, daß der Minister Schrotter endlich in das russische Hauptquartier zu dem General von Bennigsen abgieng und beträchtliche Geschenke für ihn und mehrere russische Generale mitnahm, ein prächtige reiche Dose für ersteren und zehntausend Dukaten zur Vertheilung. Er sollte hauptsächlich wegen der Lebensmittel, des Fuhrwesens, der Disciplin der Armee, wirksam sein. Ich trieb insonderheit hiezu an, und gab dem Minister von Schrötter das nachfolgende Schreiben an den General von Bennigsen mit, der mein alter Jugend-Bekannter war, auf welches ich die ebenfalls folgende Antwort erhielt.

Monsieur le General en Chef. Je ne saurais me refuser plus longtemps la satisfaction de vous temoigner le vif interêt

avec lequel je contemple votre brillante carrière, et la satisfaction avec laquelle je vois l'ancien ami et le compatriote arrêter le premier les succès jusque-là non interrompus du plus grand guerrier du siècle et de l'ennemi dangereux de la cause de nos souverains et de l'indépendance de l'Europe. Achevez la grande œuvre, et votre nom sera cher à vos contemporains et à jamais illustre dans l'histoire. La Prusse reconnaissante et l'Allemagne surtout vous devront leur salut et béniront le grand et magnanime souverain qui met les moyens de sa puissance entre vos mains.

Le Ministre d'État baron de Schrötter aura l'honneur de remettre ces lignes à Votre Excellence. Il va s'entretenir avec elle sur des articles essentiels pour atteindre le but, et particulièrement aussi sur celui des subsistances et de leur transport. Notre chemin est hérissé de difficultés, mais il y aura d'autant plus de gloire à les vaincre, et que ne peut-on pas quand un même esprit, un même enthousiasme nous anime! L'union la plus parfaite de politique et de mesures entre votre auguste Empereur et le Roi nous fera surmonter tous les obstacles, et celui-ci, pénétré de la touchante et loyale amitié de son auguste allié, lui restera immuablement attaché. M. de Schrötter désire que je contribue à lui concilier toute votre confiance, mon cher Général. Veuillez la lui accorder en entier. En convenant avec lui des *principes invariables* et de tout ce qui est nécessaire pour *assurer leur exécution* conséquente, vous viendrez à bout d'écarter bien des difficultés et vous assurerez vos opérations.

Je me permets d'observer que rien ne me paraît plus important dans ce moment que d'empêcher la perte de Danzig, et d'ôter à l'ennemi la possession du pays à ressources qu'il occupe maintenant, de l'éloigner des embouchures de la Vistule et de nos ports de mer. Si Danzig tombait, le but de toute la guerre serait dans le plus grand danger. La Russie et la Prusse me semblent souverainement intéressées à parer

ce coup décisif à tant d'égards. Mais qu'ai-je besoin d'entrer en matière sur les arguments que Votre Excellence envisage sans doute elle-même?

Il ne me reste qu'à manifester le vœu qui me pénètre, de vous revoir ceint de lauriers, mon cher et ancien ami, recueillant tous les fruits d'une gloire bien acquise, de la reconnaissance et de l'admiration. Avec quel sentiment partagerai-je alors le vôtre! Soyez heureux pour le bonheur du monde, conservez-moi votre amitié et vos bontés, et croyez à mon attachement sincère et à ma haute considération.

Memel, 15 mars 1807. Hardenberg.

Antwort des General Bennigsen.

Monsieur le Baron! Si j'ai tardé à vous répondre, mon cher ami, à votre lettre du 15 de ce mois, que M. le ministre de Schrötter m'a remise, je n'ai pas moins été sensible à votre souvenir. Persuadé de la sincérité de vos sentiments pour moi, j'ai reçu avec la plus grande satisfaction le témoignage de la part que vouz prenez aux succès que j'ai eu le bonheur d'avoir. Croyez, je vous prie, que ces sentiments sont bien réciproques de mon côté, et que j'éprouverai toujours un véritable plaisir de vous en donner des preuves.

Malgré tous les titres que M. de Schrötter devait nécessairement avoir à ma confiance, vous avez contribué, mon cher ami, à lui concilier la mienne sans réserve, et j'ose espérer que ce ministre aura été satisfait de ma manière d'être. Comme vous également pénétré de la nécessité indispensable d'un accord parfait entre nos cours respectives, accord que nos augustes souverains ont si heureusement cimenté, je suis convaincu que c'est le seul moyen de rendre à l'Europe opprimée son ancienne indépendance et une paix solide. L'union sincère de nos monarques, guidés par les mêmes principes, les

mêmes vues du bien public, avec une volonté ferme et constante d'y parvenir, doit nécessairement produire un effet salutaire, si même il n'était pas aussi rapproché qu'on pourrait le désirer.

Les observations que vous me faites, mon cher ami, sur les suites fâcheuses que pourrait avoir la reddition de la ville de Danzig et sur l'urgence d'éloigner l'ennemi des embouchures de la Vistule sont vivement appréciées par moi. J'en ai senti d'abord toute l'importance, et comme vous savez, j'ai employé tous les moyens que ma situation actuelle pouvait seulement me fournir pour en prévenir les effets. Il reste à désirer que cette place puisse tenir encore pendant quelque temps, jusqu'à ce que l'arrivée des renforts me mette à même d'agir offensivement et de prendre des mesures pour la délivrer.

Le jour où je vous reverrai me procurera une satisfaction bien douce en me faisant retrouver un ancien ami, que je chéris autant que j'estime, et j'aurai occasion d'oublier mon âge en me rappelant mes jeunes années. Agréez en attendant les assurances de mon attachement sincère et inviolable avec lequel je ne cesserai d'être Monsieur le Baron

de Votre Excellence

le très humble et très obéissant serviteur

Bartenstein, 18/30 mars 1807. Bennigsen.

Die Reise des Ministers von Schrötter bewirkte aber nichts, weil er nur ein paar Tage bei der Armee blieb. In Absicht auf Getreide-Ankäufe und unsre Koncurrenz zu der Approvisionirung der Armee wurden auch keine zweckmäßigen Anstalten gemacht, und die ostpreußische Ritterschaft, die bessere Vorschläge machte und sich über die Maßregeln des Ministers von Schrötter bei dem König beschwerte, sogar fiscalisirt.

Ich hatte schon meine Ansicht über die neuen Kabinets-Berathschlagungen in einem Aufsatze zusammengefaßt, aus dem man meine Gründe gegen diese Einrichtung und meine Entschlüsse am besten ersehen wird, als der Hauptmann von Schö-

ler von Petersburg zurückkam und die auf den 2. April bevorstehende Ankunft des Kaisers Alexander ankündigte. Ich sahe voraus, daß diese vieles ändern würde; überdem war seine Anwesenheit kein schicklicher Zeitpunkt, um dem König dergleichen Vorträge zu machen; ich legte also diesen Aufsatz zurück [1].

Ehe wir zu den Folgen übergehen, welche die Ankunft des Kaisers hervorbrachte, müssen wir noch Einiges über die politische und die militärische Lage vorausschicken.

Der Wiener Hof entschied sich noch immer nicht, seine Neutralität zu verlassen, so eifrig der Graf von Finkenstein auch mit dem nunmehr dort zugelassenen Grafen von Götzen, dem russischen Botschafter Grafen Rasumowsky und dem englischen Gesandten Adair daran arbeitete. Der Minister Graf von Stadion und eine starke Partei im Militär sowohl als im Publikum, besonders auch der Erzherzog Johann, waren sehr für eine Theilnahme am Kriege, ohneachtet wir 1805 Oesterreich im Stich gelassen hatten; allein der Erzherzog Karl, geleitet durch einen seiner Adjutanten, den Grafen von Grünne, und der Herzog von Sachsen-Teschen, bei dem ein den Franzosen ergebener Vertrauter, Landriany, den größten Einfluß hatte, waren dagegen, und der Kaiser Franz zu furchtsam, um zu entscheiden. Die Böhmen sowohl als der Hof gaben uns in Schlesien und unsern Ranzionirten, die sich dahin begaben, allerlei Unterstützungen an Waffen und andern Bedürfnissen, die Stimmung war sehr gut für Preußen. Mehrere österreichische Offiziere giengen in preußische Dienste über. Gegen Rußland war man noch immer in Absicht auf die Pläne desselben gegen die Pforte mißtrauisch, und von uns befürchtete man Separatunterhandlungen mit Frankreich, und, wenn man sich einlasse, die Gefahr alsdann allein auf sich zu ziehen. Die Unthätigkeit der Armee des Generals von Bennigsen nach der Schlacht bei Eylau machte eine üble Wirkung; man

1) Der Aufsatz wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

meinte, sich wenigstens nicht eher erklären zu können, als bis die Franzosen über die Weichsel zurückgeschlagen sein würden.

In Deutschland herrschte Unzufriedenheit, in Hessen Aufruhr, in Westfalen wartete man nur auf Unterstützung, um loszubrechen. Auch in Sachsen war man nicht froh über die neue Verbindung des Landesherrn, über die Rechte, die der katholischen Religion gegeben, den Landständen genommen waren, über den fortwährenden Druck, den der Alliirte fühlen ließ. Es bedurfte nur eines Zünders und das Feuer wurde allgemein im Rücken der französischen Armee.

Oesterreich und England konnten dieses befördern und der Sache einen glücklichen Ausschlag geben, die Unabhängigkeit von Europa retten — und thaten es nicht.

Dieses wird immer unverantwortlich bleiben: denn wenngleich Preußen sich die größten Vorwürfe zu machen hatte, daß es die nöthigen Schritte nicht zeitig und kräftig genug that, besonders in England, so erforderte es doch das allgemeine und das eigene wahre Interesse dieser Höfe, nicht darauf zu warten, sondern selbst thätig zu sein.

Um doch etwas zu thun, bot der Wiener Hof den kriegführenden Mächten seine Vermittelung an und ließ uns merken, wenn diese nichts fruchte, werde er am Kriege theilnehmen. Rußland, England und Preußen nahmen sie nach und nach an, mit der Erklärung, Napoleon müsse sich erst über die Grundlagen bestimmen, Napoleon selbst, ohne über diese Grundlagen etwas zu äußern. Also ein ganz vergeblicher Schritt!

In England war der Streit zwischen der Foxischen und Pittischen Partei der guten Sache sehr hinderlich. Die erstere, oder vielmehr die Coalition zwischen der des Lords Grenville und des verstorbenen Fox hatte die Administration, schwankte aber, und man sahe voraus, daß die des verstorbenen Pitt wieder die Oberhand gewinnen würde. Dem Interesse dieser Angelegenheiten setzt der Engländer leider jedes andere nach. Dem Hinderniß, welches hierin lag, kamen unser mehrmals

gerügtes ganz unzweckmäßiges Betragen und die launige, mißtrauische Stimmung des Lords Hutchinson nebst seiner Indolenz hinzu.

Ich führe hier aus einem doppelten Grunde den nachfolgenden Bericht unsers Gesandten, des Baron von Jacobi, an den König vom 10. Februar an, erstlich, weil er zeigt, wie man in England über uns urtheilte, besonders über die Anstellung des Ministers von Zastrow und über meine Zurückziehung, zweitens, weil, wie ich erst späterhin erfuhr, dieser Minister sich es erlaubte, diesen Bericht dem König zu verhehlen und dem Baron von Jacobi darüber für sich eine Weisung zu geben.

Sire. Le courrier de l'ambassade d'Angleterre à Petersbourg a apporté des depêches qui exposent entre autre le grand besoin de l'Empereur de Rusise de secours pecuniaires. J'avoue que j'ai cru qu'il y aurait moins de difficultes à y reussir, mais il parait que d'abord on doute ici que même en Russie les mesures guerrières soient aussi etendues qu'on s'en est flatte d'après les premières informations de Petersbourg. D'ailleurs la crainte secrète du cabinet de Saint-James que, par la voie de la mission de Votre Majeste, il ne s'agisse à Petersbourg d'un acheminement à des pourparlers pacifiques, parait avoir reçu de nouveaux aliments. Ce que mylord Howick m'a donne à entendre à ce sujet, n'a guere besoin de commentaire. Il m'a appris avec des temoignages d'un regret extrême qu'on lui mandait de Petersbourg que Votre Majeste venait d'y faire des insinuations pour concilier l'assentiment de la Russie au parti que Votre Majeste avait pris d'ecarter de son cabinet des personnes qui deplaisent en France, quoique leur zèle pour l'independance et la gloire de la Prusse leur eût acquis la confiance de la Russie. Il est difficile, a-t-il dit, que les allies de la Prusse se plaisent à un pareil systeme de complaisance pour l'ennemi commun. Ici il a analyse de nouveau les conditions de l'armistice du 16 novembre. Ce fut, je presume, pour amener la reflexion qu'il ajouta, savoir, qu'il

lui paraissait étrange qu'on préférât des personnes qui avaient pu croire admissibles des conditions d'armistice qui auraient livré les faibles restes de la monarchie prussienne à la merci d'un ennemi implacable. J'ai tâché de calmer la profonde sensibilité de mylord par des réflexions tendant à lui faire entendre qu'il y avait certainement du malentendu, et quand même Votre Majesté aurait fait connaître à Pétersbourg son intention sur la composition de son ministère, il ne s'en suivait nullement qu'elle avait pensé à changer le moins du monde sa résolution de regarder ses propres intérêts comme indissolublement liés à ceux de la Russie et de l'Angleterre. Mylord m'a répliqué qu'il ne disait pas appréhender dans ce moment un pareil changement; mais, a-t-il dit, en ménageant l'ennemi dans de semblables occasions, on ne saurait blâmer les alliés d'en concevoir de l'étonnement. Le lord Howick ne m'a pas paru faire les insinuations susmentionnées dans l'intention que j'en fasse un article de mes dépêches, mais elles prouvent trop combien l'esprit de défiance est enraciné ici, pour que je les passe sous silence. Enfin il m'a demandé de quelle date étaient mes dernières lettres de Votre Majesté, et m'a témoigné d'être surpris d'apprendre qu'elles n'étaient que du 8 décembre, tandis qu'on avait ici des lettres de Pologne par la voie de Pétersbourg du 30 du même mois.

Londres, 10 février 1807. Jacobi-Klœst.

Der Gesandte Adair in Wien versagte fernere Geldhülfen, die die Grafen von Finkenstein und von Götzen für Schlesien von ihm begehrten, weil nicht einmal ein Allianz-Traktat zwischen Preußen und seinem Hofe geschlossen sei.

Der Kaiser von Rußland hatte seinen ehemaligen Gesandten in Berlin und meinen Freund, den Herrn von Alopaeus, nach London geschickt.

Nach Schweden war der Major von Hünerbein unsererseits abgegangen, um vom König eine Hülfe an Gewehren und Pulver, vorzüglich aber durch einige schwedische Kreuzer vor den Häfen

von Colberg, Danzig und Pillau zu erbitten und dadurch die Kommunication zu sichern, da versichert wurde, die Franzosen rüsteten Kaper zu Stettin aus. Erst jetzt leitete man ein besseres Einverständniß mit dem König von Schweden und die Wiederabsendung von Gesandten ein, nachdem jener König viel früher die ersten Schritte gethan und auf die zuvorkommendste Weise eine Depesche, welche der Baron Jacobi in London dem schwedischen Gesandten von Rehausen dort anvertraut hatte, mit einem eigenen verbindlichen Schreiben an den König mittelst eines besonderen Kutters nach Pillau geschickt hatte. Wie wichtig wäre uns Einverständniß und Freundschaft mit Schweden bei dem Rückzuge des Fürsten von Hohenlohe und des Generals von Blücher gewesen!

Ich kann nicht besser zeigen, wie stark man sich in Petersburg gegen einen Separatfrieden mit Frankreich ausdrückte, als durch folgende Aktenstücke:

Vertrauliches Schreiben Kaisers Alexanders an König Friedrich Wilhelm.

Votre Majesté m'ayant fait énoncer le désir d'obtenir de moi une réponse ostensible à la lettre que m'a apportée de sa part le capitaine de Scholer, je n'ai pas hésité de m'y conformer, uniquement pour ne pas laisser échapper une occasion de lui prouver combien je suis désireux de lui complaire en tout ce qui peut lui être agréable. Cette réponse se trouve sous ce même pli, et Votre Majesté pourra en faire l'usage qu'elle jugera le plus convenable, quoique je ne me flatte aucunement qu'elle puisse faire de l'effet sur Bonaparte, quelque conséquentes et modérées que soient nos justes prétentions. Je crois avoir épuisé dans cette réponse ostensible tout ce que j'avais à dire à Votre Majesté sur la mission du général Bertrand. Néanmoins je ne saurais me refuser de lui exprimer encore toute ma sensibilité pour cet abandon sans réserve avec lequel vous avez bien voulu me communiquer tous les détails qui y ont trait. Votre Majesté connait trop bien mon coeur

et les sentiments inaltérables que je lui porte, pour ne pas se figurer combien j'ai dû apprécier ce nouveau témoignage si touchant de son amitié. Mais c'est surtout avec un plaisir inexprimable que j'ai observé que Votre Majesté n'a pas méconnu un seul instant le vrai motif de cette démarche de Bonaparte. Dans la position bien critique où il se trouve, il n'est pas étonnant sans doute qu'il ait encore eu recours à sa tactique accoutumée pour nous désunir, ou du moins pour altérer la confiance et l'intimité qui règne entre nous et qu'il redoute, peut-être plus que les plus grands efforts que nous pourrions encore faire. Après tout ce qui s'est passé dans ces derniers temps, ce serait bien le comble de l'aveuglement que de se flatter d'obtenir une paix solide et honorable par un arrangement isolé avec la France. Votre Majesté ne doute assurément pas que je prends la part la plus vive à sa position personnelle, et que surtout je partage bien sincèrement la sollicitude avec laquelle vous désirez soulager le sort de vos États portant à eux seuls tout le poids de la guerre. Mais les pertes ayant été déjà si fortes, elles ne pourront être oubliées par vos sujets, Sire, que quand la Prusse reprendra son ancien rang; alors tous les sacrifices paraîtront moins rudes et Votre Majesté deviendra l'idole de son peuple, tandis qu'une paix séparée entre Votre Majesté et la France, loin de remplir ce but, ne serait tout au plus qu'un palliatif, une ressource précaire et illusoire, et la Prusse se verrait condamnée à rester sous le joug de la France. Quelle compensation pourront donc avoir les sacrifices énormes de vos sujets? Persuadé que Votre Majesté ne saurait être d'un avis différent à cet égard, c'est avec une ardeur proportionnée à mon amitié pour elle, ainsi qu'aux circonstances pressantes énoncées dans le précis relatif aux ouvertures du général Bertrand, que je vais redoubler d'efforts pour pousser avec la plus grande vigueur les succès dont jusqu'ici le ciel a daigné bénir nos armes. Aussitôt que seront arrivées à leurs destinations les troupes

que je fais avancer de différents points de l'intérieur, et auxquelles se joindront toutes mes gardes qui ont déjà quitté Pétersbourg, j'espère que les lacunes qu'ont dû nécessairement produire dans mon armée les batailles sanglantes qu'elle a livrées, ainsi que les fatigues inséparables d'une campagne d'hiver, seront non-seulement parfaitement remplies, mais que même nos forces réunies deviendront alors plus imposantes que jamais. Je mets la même activité à ce qui concerne l'approvisionnement, et j'ai lieu de me flatter que cet objet essentiel ne tardera également pas à être réglé de la manière la plus rassurante, de même que les remises pour les sommes que Votre Majesté a bien voulu avancer au général de Bennigsen. — Il resterait donc à persuader la cour de Vienne à quitter enfin le rôle passif qu'elle a joué jusqu'ici, et à engager celle de Londres à déployer plus d'énergie dans ses opérations contre l'ennemi commun, ainsi qu'à se montrer plus coulante à l'égard des demandes de Votre Majesté relativement aux subsides. Je puis l'assurer que pénétré de la haute importance de ces deux objets, je n'ai jamais rien négligé pour obtenir à cet égard les résultats que nous pouvons désirer. Mais il paraît que l'effet des désastres éprouvés par Votre Majesté, soutenu par l'incertitude sur la tournure que prendraient les événements en Pologne, ont tenu en suspens les déterminations de ces deux cours. Actuellement qu'avec l'aide de Dieu nous sommes parvenus à arrêter le torrent auquel rien ne paraissait devoir résister, j'aime à croire que les démarches réitérées que je vais tenter pour faire sentir au cabinet de Vienne tout l'avantage que lui offre la crise actuelle et pour activer d'un autre côté les mesures offensives de l'Angleterre, produiront leur effet, et que sous ces rapports également, il ne nous restera bientôt rien à désirer.

Votre Majesté verra par ce que je viens de lui exposer que nos ressources, bien loin d'être épuisées, sont encore très considérables et nous donnent le moyen de continuer notre

lutte avec énergie. Je conviens avec vous, Sire, que pour consolider le grand ouvrage d'une paix générale et solide, il faut que non-seulement Votre Majesté soit rétablie dans la pleine possession de ses États, mais que l'Allemagne soit affranchie du joug de Français, et qu'ils soient repoussés au delà du Rhin. Je ne me dissimule aucunement les difficultés que nous aurons encore à combattre pour parvenir à ce résultat, mais je ne doute cependant pas que nous y réussirons si nous restons unis jusqu'à la fin, et que, repoussant sans cesse toute proposition qui pourrait nous être faite séparément, nous agissions invariablement sur les mêmes principes d'unité et d'alliance indissoluble. Intimement convaincu que c'est là le seul moyen de salut qui nous reste, je suis inébranlablement décidé à ne pas m'écarter des devoirs que notre position m'impose, et d'après les sentiments nobles et élevés que Votre Majesté a manifestés dans le cours de la crise actuelle, je ne saurais même m'imaginer qu'elle puisse ne pas être également résolue à ne jamais abandonner la marche qu'elle suit dans ce moment-ci, et qui sans contredit est la seule analogue à sa gloire comme à ses véritables intérêts. Mais je la supplie en même temps de songer à tout ce à quoi les devoirs envers mon propre pays pourraient m'obliger si je devais rester seul. J'écarte cette idée, et mon cœur me dit qu'avec un allié comme vous, Sire, une crainte pareille est impossible.

Saint-Pétersbourg, 20 février (4 mars) 1807.

Alexandre.

Ostensibles Schreiben Kaiser Alexanders an König Friedrich Wilhelm.

Le capitaine de Schöler arrivé ici depuis peu de jours m'a mis en possession de la lettre dont Votre Majesté l'a chargé pour moi, ainsi que de tous les papiers y appartenants. En m'empressant d'exprimer à Votre Majesté ma plus vive reconnaissance pour ce nouveau témoignage de sa confiance et de son amitié, de même que toute ma sensibilité pour toute

la fermeté et la persévérance qu'elle ne cesse de déployer dans cette crise si importante, je me conforme avec plaisir à ses vœux en lui communiquant franchement la manière dont j'envisage la mission que le général Bertrand vient de remplir auprès d'elle.

Quelque étrange qu'aurait pu paraître l'objet de cette mission dans d'autres conjonctures, j'avouerai que je n'en ai nullement été étonné dans la circonstance présente, et ce d'autant moins, que le gouvernement français paraît avoir établi pour principe d'avancer de temps en temps des propositions de paix, non avec une intention sérieuse, mais uniquement pour semer la méfiance et la zizanie entre les puissances dont l'union intime et à toute épreuve ne peut que lui devenir redoutable. L'histoire de nos jours ayant fourni plus d'un exemple de ce genre, je ne me permets pas même de douter que Votre Majesté aura envisagé ce nouvel essai dans son vrai jour. D'après cette considération, je pense qu'il serait aussi inutile que déplacé de vouloir donner suite à une négociation qui n'a été entamée évidemment que pour amuser le tapis, à moins que, pour preuve de sa sincérité, le gouvernement français ne veuille préalablement revenir au principe d'une négociation commune à la Russie, à la Prusse et à l'Angleterre, principe que lui-même a dernièrement mis en avant, et qui est effectivement le seul qui puisse amener une paix générale solide et équitable. Si ensuite le gouvernement français veut adhérer aux deux points énoncés dans la note du 3 janvier remise par mon ministre des affaires étrangères au comte de Goltz et au colonel de Krusemarck, Votre Majesté peut bien compter que je mettrai à entrer en négociation autant d'empressement que j'emploie aujourd'hui de zèle et d'ardeur pour le soutien de notre juste et commune cause. C'est donc très gratuitement que le gouvernement français veut bien accuser la Russie d'apporter des obstacles à la conclusion de la paix, et c'est bien au contraire lui-même qui, en sub-

stituant à tout moment une base de négociation à l'autre, ne prouve que trop qu'il ne croit pas encore de son intérêt de rendre enfin à l'Europe le repos et la tranquillité dont elle est privée depuis si longtemps.

Après avoir ainsi exposé à Votre Majesté le seul point de vue sous lequel je puisse envisager la mission du général Bertrand, je me flatte qu'elle voudra bien n'y voir qu'une nouvelle preuve de l'immuabilité du système que j'ai dû embrasser, et dont l'une des bases est et sera toujours le maintien de l'alliance la plus intime entre la Russie et la Prusse. Persuadé de la réciprocité des dispositions de Votre Majesté à cet égard, j'aime à croire que dans aucun cas elle ne se départira de cette alliance, qui aurait prévenu bien des malheurs si elle avait pu se former à une époque plus reculée, et qui encore dans ce moment-ci est le seul espoir qui reste à l'humanité souffrante.

Saint-Pétersbourg, 20 février (4 mars) 1807.

Alexandre.

Die offiziellen Berichte unsers Gesandten, des Grafen von Goltz, enthielten die stärksten Schilderungen von dem lebhaften Eindruck, den die Idee eines preußischen Separatfriedens in Petersburg erregt hatte, und die bestimmtesten Versicherungen, daß der Petersburger Hof niemals darin willigen werde:

„Une transaction pareille detruirait immancablement et pour toujours la confiance de la nation et du ministère, minerait l'amitié personnelle de l'Empereur pour le Roi, et exposerait, en présence des armées russes en Prusse, à des explications dont tout le danger tournerait exclusivement contre nous. L'Empereur n'y donnera jamais de bon gré son acquiescement, à moins de grands revers, et le baron de Budberg a été frappé de ce qu'on n'a pas decliné entièrement la proposition et de ce que le Roi ait jugé à propos d'en soumettre encore l'objet à la décision de l'Empereur."

Der Graf von der Goltz hatte durch eine Note das ostensible Schreiben des Kaisers Alexander erbeten; der Herr von Zastrow

rechnete darauf, daß es anders gefaßt werden würde. Wegen seiner Person hatte er das nachfolgende Schreiben an den Grafen von Goltz abgelassen. Es war aus der Feder des Geheimen Legationsraths Renfner, des einzigen Raths des Departements, der sich an ihn hielt und überhaupt immer den Mantel nach dem Winde richtete.

Monsieur le Comte. Le mot que je vous adresse ici, Monsieur le Comte, est purement confidentiel. Le Roi vient d'être informé que M. le général de Bennigsen se plaint de prétendus mouvements qu'on doit se donner à Memel pour inspirer à Sa Majesté des dispositions pacifiques sous le prétexte du sursis actuel et momentané des opérations de l'armée russe. On ajoute même que M. de Bennigsen a fait à ce sujet son rapport à Sa Majesté l'Empereur. Le soupçon entre amis et alliés est toujours un mal, et nous en sommes d'autant plus aux regrets, que nous faisons tout ce que nous pouvons pour y obvier en témoignant à la cour de Russie une confiance sans réserve. Dans le cas présent l'énigme n'est cependant pas difficile à expliquer. On a entendu parler au quartier général des dernières propositions de Napoléon, et ne sachant pas au juste ce qui en est avenu, on les a commentées erronément. Je ne suis donc nullement fâché que M. le général commandant ait pris le parti de s'adresser directement à son auguste maître, car je suis persuadé que les ordres qu'il recevra en conséquence de nos dernières communications serviront à rectifier ses idées et à le tranquilliser. Voyez, Monsieur le Comte, si vous y pouvez quelque chose, sans employer pour cet effet des démarches officielles. Le Roi, qui rend la plus parfaite justice à M. de Bennigsen, ne demande pas mieux que de le mettre à son aise et de contribuer à ses satisfactions.

Memel, 19 mars 1807. Zastrow.

Man bemerke übrigens die bedeutende Stelle in dem Schreiben des Kaisers an den König: „Mais je la supplie en même temps de songer à tout ce à quoi les devoirs envers mon propre

pays pourraient m'obliger si je devais rester seul. J'écarte cette idée, et mon cœur me dit qu'avec un allié comme vous, Sire, une crainte pareille est impossible.“

Kurz vor der Ankunft des Kaisers erfolgte noch durch den vorausgegangenen Hauptmann von Schöler die nachstehende Antwort auf die Mittheilungen, welche ihm der König nach der Rückkunft des Obersten von Kleist gemacht hatte.

La lettre que Votre Majesté a bien voulu m'adresser le 6 mars (n. st.) m'est exactement parvenue. Je ne m'arrêterai pas à vous réitérer, Sire, combien je sens de plus en plus tout le prix de cette intimité sans réserve qui nous unit; je me bornerai seulement à vous exposer avec ma franchise accoutumée la manière dont j'envisage les nouvelles propositions de Bonaparte que Votre Majesté a déjà si justement appréciées.

Bonaparte désire, à ce qu'il dit, mettre un terme aux malheurs de votre maison et de vos peuples et réorganiser promptement la monarchie prussienne. Sans relever l'arrogance extrême avec laquelle il s'imagine que le sort de la monarchie prussienne ne dépend que de lui seul, sans compter pour quelque chose ni les ressources que Votre Majesté possède encore, ni les secours puissants de ses fidèles alliés, je m'attacherai uniquement à examiner le degré de confiance qu'une pareille offre peut inspirer. Si Bonaparte avait voulu tout de bon s'arranger avec Votre Majesté, il n'aurait pas manqué de vous faire connaître les bases sur lesquelles cet arrangement aurait pu avoir lieu; il aurait calculé la solidité des liens qui unissent la Prusse à la Russie, et il se serait persuadé qu'après la triste expérience que Votre Majesté a faite de sa duplicité, elle ne consentirait jamais à séparer ses intérêts de ceux de ses alliés; mais il affecte de n'avoir fait aucune de ces réflexions, et l'excès même de son impudence ne me paraît qu'une raison de plus pour placer cette offre insidieuse au nombre de ces subterfuges dont il aime tant à

faire usage, et dont il s'est servi si souvent avec succès pour ralentir les efforts dirigés contre lui et pour semer la méfiance entre ses ennemis. Bonaparte témoigne aussi le désir de faire sa paix avec la Russie et l'Angleterre, mais le même vague qui caractérise les propositions qu'il vous a faites, se retrouve encore ici et ne saurait, par les mêmes raisons, admettre la moindre confiance de notre part. La Russie a suffisamment prouvé qu'elle veut la paix, non à la vérité une paix illusoire dont tous les avantages seraient exclusivement du côté de la France, sans garantir en aucune manière la tranquillité générale; mais elle veut une paix équitable et solide qui puisse parfaitement remplir l'unique but qu'elle s'est proposé. On doit, d'après toutes les données, supposer l'Angleterre dans les mêmes principes. Que Bonaparte s'explique donc clairement et sans détours sur les conditions auxquelles il veut faire sa paix avec la Prusse, la Russie et l'Angleterre, et il verra que loin de se refuser à un juste accommodement, ces puissances seront prêtes à accorder tout ce qui sera compatible avec leurs intérêts et leur dignité. L'armistice me paraît sous tous les rapports inadmissible et ne pouvant servir qu'à l'avantage uniquement de notre ennemi. Quant au choix de Memel pour le lieu du congrès, je laisse à juger à Votre Majesté s'il ne serait pas contraire aux premières règles de la prudence et des principes de la guerre, d'établir ainsi un point de correspondance derrière la ligne qu'occupent nos armées, et si une pareille proposition, abstraction faite de tout le reste, n'est pas une preuve évidente que Bonaparte ne veut que nous abuser, et qu'il est bien loin de désirer sincèrement la paix. D'après toutes ces considérations, je suis fermement résolu et je persisterai toujours à me refuser à toute ouverture de ce genre, tant que Bonaparte n'exprimera clairement son acceptation d'un congrès dans un lieu neutre, car ce n'est qu'alors que nous pourrons nous flatter d'obtenir les résultats qui font l'objet de tous nos efforts.

Je ne saurais terminer cette lettre sans exprimer à Votre Majesté la profonde sensibilité avec laquelle j'ai appris la nouvelle marque si touchante qu'elle vient de me donner de son amitié en se privant de son premier chirurgien en faveur des braves guerriers qui ont eu le malheur d'être blessés. Cette marque de votre généreux intérêt aura été vivement sentie par eux, et je me rends l'organe de leur plus vive gratitude. Veuillez bien, Sire, agréer les assurances réitérées d'un attachement qui ne finira qu'avec ma vie.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) mars 1807. Alexandre.

P. S. Dans quelques jours j'espère être assez heureux pour me présenter en personne à Votre Majesté à Memel et m'en fais une fête d'avance.

Mit zu großem Selbstvertrauen auf eigene Kraft, besonders aber auf die nothwendigste von allen, auf die leitende, verband der russische Hof noch lebhafte Hoffnungen auf die Unterstützung Englands und Oesterreichs, besonders der ersteren Macht. Frankreich hatte es zwar dahin gebracht, daß die Pforte Rußland wegen der Besetzung der Moldau und Walachei den Krieg erklärt hatte, aber er wurde von beiden Seiten kaum geführt. Keiner wollte die Feindseligkeiten anfangen. Rußland hatte England vergeblich aufgefordert, eine Demonstration in Dalmatien und in Italien zu machen, dagegen gieng eine englische Flotte durch die Dardanellen vor Constantinopel, zog jedoch wieder ab, ohne etwas auszurichten.

Die Stellung der Armeen war im Anfang Aprils unverändert dieselbige. Der General Bennigsen hatte von einer Zeit zur andern versichert, er werde angriffsweise verfahren und Danzig retten, verschiedene Male hatte er sogar den Tag bestimmt, einmal sogar den 8. April als den Tag, wo er bei Danzig sein wolle, um es zu entsetzen. Keines dieser Versprechen war erfüllt. Drei Bataillone Russen und zwei Bataillone Preußen wurden dem General von Kalckreuth zur Verstärkung von Pillau aus zu Wasser nach Danzig geschickt, weil die Nehrung nicht mehr frei war; denn den 23. März war die Nachricht eingegangen, daß die Franzosen

von Elbing aus den General Rouquette genöthigt hatten, sie zu verlassen. Hätte man nicht alles anwenden sollen, diese wieder zu nehmen? Der General von Bennigsen machte zur Bedingung, daß nicht kapitulirt werde, ohne die Einwilligung des russischen Generals Fürsten Czerbatoff zu haben, der jene drei Bataillone commandirte. Die Bürgerschaft von Danzig zeigte sich sehr patriotisch. Der General von Kalckreuth bewaffnete einen Theil derselben zur Vertheidigung mit.

Die Schweden hatten in Pommern augenblickliche Vortheile.

Der Kaiser Alexander kam am 2. April gegen Mittag zu Memel an. Er hatte mich durch den Hauptmann von Schöler, den er besonders auszeichnete und seines Vertrauens würdigte, auch sich vom König, der ihn zum Major machte, zu seinem Adjutanten erbat, so lange er im Preußischen sein würde, auffordern lassen, ihm über meine Lage eine Darstellung zu geben. Dieses bewerkstelligte ich durch einen Aufsatz.

Nach der Mittagstafel kam der Kaiser zu mir und blieb über zwei Stunden, unterredete sich sehr umständlich mit mir über die Gegenstände jenes Aufsatzes sowohl, als über die politischen Verhältnisse, und schloß damit, daß er den König bitten werde, mir die Geschäfte wieder zu übertragen, da sonst von der Leitung derselben die Erfüllung des Zwecks gar nicht zu erwarten sein würde. Zu eben derselben Zeit hatte Lord Hutchinson von seinem Hofe den Befehl erhalten, denselbigen Antrag bei dem König zu machen. Er zog vor, dieses dem Kaiser Alexander zu sagen und so den Antrag, ohne das Zartgefühl zu beleidigen, durch den Weg der Freundschaft an den König gelangen zu lassen.

Die beiden Monarchen beschlossen, nach Kydullen in Neu-Ostpreußen, dem russischen Städtchen Georgenburg oder Jurburg gegenüber, zu gehen, um dort die ankommenden russischen Verstärkungen zu sehen, worunter die ganze Garde-Division mit war, und wegen der ferneren Maßregeln Abrede zu nehmen.

Ich erhielt am 3. April durch den General Köckritz münd-

lich den Befehl, mit nach Kydullen zu gehen; die Absicht war, daß Zastrow ebenfalls die Reise mitmachen sollte. Der Kaiser verließ Memel schon am 3. Abends und der König folgte ihm am 4. Morgens. Ersterer hatte dem Herrn von Zastrow kalt begegnet und über Geschäfte nicht mit ihm geredet; der lange kaiserliche Besuch bei mir hatte ihn verdrossen, und er wollte überhaupt die Geschäfte nicht einmal mit mir theilen; daher äußerte er gleich nach des Königs Abreise in unserer Konferenz, er werde eine Krankheit vorschützen und nicht gehen. Die andern Minister und der General von Köckritz stellten ihm alles Mögliche vor, um ihn zu bewegen, von diesem Vorsatz abzugehen, er blieb aber fest dabei, und so reiste ich am 4. Nachmittags allein ab und nahm die Departements-Bedienten mit mir, deren ich bedurfte. Den 6. Abends traf ich zu Kydullen ein. Der König und die Königin waren schon dort. Der Kaiser hatte sich zu Kamelin, einem Edelhofe eine halbe Stunde davon, einquartiert. An dem Tage war die Musterung der schönen russischen Infanterie-Garden gewesen, und den 7. führte der Kaiser und der Großfürst Constantin dem König die prächtigen Kavallerie-Garden und die Garde-Artillerie vor. Alle diese Truppen verfolgten ihren Marsch zur Armee in abscheulichen Wegen, denn eben am 6. brach das Thauwetter ein und das Eis auf dem Memelstrom gieng am 10. Abends fort, als eben ein Jäger-Regiment darüber marschirte, dessen Vortrab aber noch zu rechter Zeit zurücklief und schon am andern Morgen zu Schiffe übergesetzt wurde.

Ich beschäftigte mich gleich am ersten Tage damit, das hier folgende kleine Memoire aufzusetzen, das ich zuerst dem König und dann auch dem Kaiser einreichte:

Voici ce qui dans le moment actuel me parait le plus important:

1° De reunir sans perte de temps tous les efforts et d'employer d'un commun accord tous les moyens pour faire prendre le parti de la guerre à l'Autriche et pour presser

les résolutions et les secours de l'Angleterre et de la Suède.

On n'y parviendra qu'en déracinant toutes les défiances, en tranquillisant la première sur les soupçons que le parti français lui suggère à l'égard des vues qu'on prête à la Russie sur la Porte, en écartant tout ce qui peut faire croire à toute autre volonté qu'à celle du bien général et d'agir pour la cause commune, en donnant la conviction de la persévérance et de la bonne foi, en éloignant tout ce qui pourrait en faire douter!!!!! [1]).

N'y aurait-il rien à espérer du Danemark si la Russie, l'Angleterre et la Prusse se joignaient dans les démarches propres à le faire mouvoir?

2° D'établir un concert militaire qui fixât non-seulement les opérations des forces russes et prussiennes et les moyens d'augmenter ces dernières à mesure qu'on rentrera en possession des provinces occupées par l'ennemi, mais surtout avec l'Angleterre et la Suède à l'égard de leur coopération, et avec l'Autriche si l'on réussit à la faire remuer.

3° Un plan politique pour bien déterminer le but qu'on veut atteindre. Il me semble indispensablement nécessaire, moins pour mieux conduire les opérations de la guerre, que pour établir et connaître les seules bases sur lesquelles on pourrait négocier, pour tenir partout la même conduite et le même langage, pour mieux établir la confiance entre les alliés, — car sans un plan pareil l'un soupçonnera toujours l'autre de ne poursuivre que ses propres intérêts, l'Autriche p. e. à l'égard de la Porte ottomane et des vues de la Prusse en Allemagne — pour mieux assurer le principe qu'aucun des alliés ne séparera sa cause de celle des autres sur la bonne foi et sur la confiance réciproque, enfin pour empêcher qu'aucun des

---

1) Die Ausrufungszeichen hat der russische Kaiser dazu gemacht.
A. d. V.

alliés n'entraîne l'autre à continuer la guerre au delà de ce que l'intérêt général exige.

Autant que celui-ci le permettra, il faut que ce plan politique favorise les intérêts particuliers des puissances alliées, de manière que le bien général en résulte, et qu'il en naisse une force capable de contrebalancer celle de Bonaparte et de maintenir l'indépendance de l'Europe.

La présence de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies facilite l'arrangement d'un plan pareil entre la Russie et la Prusse. Ces deux puissances doivent prendre l'initiative. Nous connaissons assez les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre pour pouvoir les faire entrer dans le plan et pour pouvoir le leur proposer; Lord Hutchinson a sans doute des instructions assez étendues pour donner au moins son avis. Il faudrait le consulter.

Ensuite il faut se presser de faire parvenir à Londres et à Vienne ce qui aura été arrêté, tant sur le concert militaire, que sur le but de la guerre, par des officiers entendus qu'on y enverrait le plus promptement possible.

Il faut que les quatre puissances s'envisagent comme les tuteurs de l'Europe, parce qu'il serait impossible de consulter toutes les parties intéressées ou d'attendre leur consentement sans voir tout échouer. Qu'elles fassent entrer dans leurs vues et dans leur concert tout ce qui peut assurer un état des choses stable et la sûreté future des possessions, le repos tant désiré; que le respect des propriétés, l'indemnisation de ceux qui ont souffert, soient posés en principe, mais qu'on le subordonne à la nécessité d'élever un édifice qui ne puisse être ébranlé et courir risque d'être écroulé par la première guerre d'ambition que Bonaparte voudrait recommencer. De là les indemnisations, qui d'ailleurs seraient justes, ne pourront guère être toutes atteintes. Il faut donc se fixer sur ce que raisonnablement on croira possible d'obtenir, p. e. à l'égard du Roi de Naples et de Sardaigne, des maisons de Bourbon

et d'Orange. De là la Constitution germanique ne peut être rétablie telle qu'elle fut. Ce serait la plus imprudente des mesures et une nouvelle source de malheurs. Il faut une fédération forte et capable de résister en première ligne à la puissance française. Que l'Autriche et la Prusse en soient les chefs; que ces puissances soient intimement alliées entre elles; qu'on écarte tout sujet de jalousie; que la fédération soit mise sous la garantie de la Russie et de l'Angleterre. De l'indépendance de l'Allemagne dépend celle de l'Europe. Mais elle ne peut pas exister avec des intérêts divisés, avec les vues rétrécies d'un grand nombre de petites cours. La souveraineté doit disparaitre pour elles, quant au droit de la guerre et de la paix, et n'appartenir qu'aux chefs et à la confédération entière. Qu'on respecte les propriétés, le rang, l'éclat des princes allemands, qu'on fixe le nombre de leurs troupes et qu'on leur en laisse la disposition pour la police intérieure; mais qu'on les mette à la disposition de l'Autriche et de la Prusse pour la défense commune, et qu'on donne le droit à ces deux puissances de veiller tant à l'existence, qu'à la composition de ces troupes, comme à la perception et à l'emploi des moyens nécessaires pour leur entretien.

Il est impossible que la Prusse résiste au moindre choc de la part de la France si on ne la rend plus forte, pas autant par des augmentations de territoire, que par un meilleur arrondissement et une meilleure frontière. Si l'on pouvait transplanter la nouvelle royauté de la Saxe en Pologne, on atteindrait plusieurs buts extrêmement utiles.

Toutes ces idées ne sont qu'une esquisse très imparfaite, mais je pourrais les exposer plus complétement, si on les jugeait dignes de quelque attention.

Kydullen, 7 avril 1807. Hardenberg.

Lord Hutchinson hatte einen Courier aus England erhalten, der am 7. März dort abgegangen war. Er brachte auch Berichte unsers Gesandten, des Barons von Jacobi, mit, die Ratifikation

des am 21. Januar geschlossenen Friedens war noch nicht einmal erfolgt, denn man hatte dem Baron Jacobi die dazu nöthige Vollmacht nicht geschickt. Die Nachlässigkeit in Absicht auf unsre Verhältnisse mit England gieng so weit, daß für den Baron auch nicht das nöthige neue Creditiv als Gesandter ausgefertigt worden war; er konnte also der Strenge nach nicht einmal unterhandeln. Kann man dieses anders erklären, als daß Herr von Zastrow absichtlich verhindern wollte, daß keine Verbindungen mit England angeknüpft wurden? Es war merkwürdig, wie er und seine wenigen Anhänger sich bemüheten, alles was englisch und russisch war, stets in das allernachtheiligste Licht zu setzen und öffentlich Besorgnisse und Muthlosigkeit zu verbreiten, wie sie sich bestrebten, immer nur die Meinung zu begründen, daß kein Heil anders als in einem Separatfrieden mit Frankreich zu suchen sei. Zastrow und Lucchesini hatten beide beträchtliche Güter in Südpreußen. Der Glaube war allgemein, daß dieser Umstand auf ihr Benehmen bei den Friedens- und Waffenstillstands-Unterhandlungen in Charlottenburg wirkte, daß er fortwährend das System des Herrn von Zastrow bestimmte.

Der englische Courier hatte Instruktionen für den Grafen Douglas, britischen Gesandten in Petersburg, mitgebracht, davon Lord Hutchinson Kenntniß erhielt und die er dem Kaiser durch den Herrn von Nowosiltzow mittheilte. Sie betrafen die Eröffnungen, welche am Ende des Jahres 1806 durch den Oberst von Krusemarck waren nach Petersburg geschickt worden, um den dortigen Hof zu bewegen, einen Abgesandten an Napoleon zu schicken und den Frieden zu unterhandeln. Der Londoner Hof trat den Grundsätzen völlig bei, die in der Note des Barons von Budberg vom 15. Januar enthalten waren (vergl. S. 274), und erklärte sich bereit, hiernach an einer Friedensunterhandlung Theil zu nehmen. Nur schien Lublin dem Londoner Hof zu entfernt für den Congreß, dazu dieser Dresden, Hamburg oder Kopenhagen in Vorschlag brachte. Lord Hutchinson schrieb mir, man solle sich ja nicht daran stoßen, daß dieser Courier, dessen Ankunft so sehr verspätet

worden sei, keine weitern Nachrichten — wegen der von England zu erwartenden Hülfsleistungen — mitbringe, in Absicht auf welche dieser Umstand unsre Hoffnungen also um nichts vermindern müsse.

Wir konnten nun gegen den Kaiser Napoleon auch für England mitsprechen. Es wurde beschlossen, den Lord Hutchinson zu ersuchen, sich sogleich zu den beiden Monarchen zu verfügen. Es war zugleich sehr dringend, alles anzuwenden, um endlich die Meinung des englischen Hofes in Absicht auf die vereinigten Gesinnungen und Maßregeln Rußlands und Preußens fest zu bestimmen, da es schien, als ob man sich in London hauptsächlich an die höchst unsicheren Friedens-Aussichten gehalten und demnach für weniger wichtig gehalten hatte, sich mit den Mitteln zu beschäftigen, den Krieg kräftig fortzusetzen und Preußen und Rußland dabei zu unterstützen.

Ich hatte den 8. eine lange Konferenz zu Kamelin mit dem Kaiser über die zu nehmenden Maßregeln und am 9. mit dem Herrn von Nowosiltzow, dem einzigen Minister, den der Kaiser bei sich hatte; der Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Baron von Budberg, war noch nicht angekommen.

Den 10. verließ uns die Königin, um sich vorerst nach Königsberg zu begeben; der Großfürst Constantin gieng zur Armee. Ich erhielt vom Kaiser das nachstehende Billet:

Je désirerais, Monsieur le Baron, me rendre chez vous dans une heure, avant à vous entretenir sur plusieurs points. J'aime mieux que notre entrevue eût lieu chez vous, et de là nous nous rendrons au dîner chez le Roi. Tout à vous.

Kamelin, 10 avril 1807. Alexandre.

Er theilte mir die von seinem Gesandten von Alopaeus aus London erhaltenen Berichte und die Nachrichten, welche ihm Lord Hutchinson gegeben hatte, desgleichen Berichte aus Wien mit, und ließ sie in meinen Händen, um sie dem König vorzulegen. Nach der Tafel hatten beide Monarchen eine Konferenz, wobei ich gegenwärtig war und deren Resultate aus dem folgenden von mir dabei gemachten Aufsatze erhellen:

Partir des principes suivants:

1° Il faut de toute nécessité un concert et des plans bien combinés entre les alliés,

a) sur les opérations militaires,

b) sur le but qu'on se propose d'atteindre à la paix.

2° Ces plans, faciles entre la Russie et la Prusse par l'intimité et l'unité de système de leurs augustes souverains, doivent être modifiés suivant que

a) l'Autriche se déclare et que nous puissions compter sur la coopération efficace de l'Angleterre et de la Suède,

b) que l'Autriche s'obstine à rester neutre, mais que le secours de l'Angleterre et de la Suède nous restent,

c) que les deux puissances restent seules.

3° Il faut une réponse à Bonaparte. Le Roi pourra parler au nom de la Russie et de l'Angleterre. Il faut demander que Bonaparte s'explique sur les bases, mais se concerter en attendant sur celles qu'on pourrait admettre, p. e.:

a) paix honorable et qui assurât le repos futur de l'Europe sur un état de choses solide qui fût mis sous la garantie de toutes les puissances contractantes. Droit d'intervention pour toutes;

b) indépendance de l'Allemagne comme celle de la Porte ottomane demandée par Napoleon;

c) indemnités pour ceux qui ont fait des pertes, ou en feraient par des échanges nécessaires et des arrangements indispensables pour rendre le nouvel edifice politique durable.

Où établira-t-on le congrès?

L'Angleterre fait des objections contre Lublin et propose Copenhague, Hambourg ou Dresden. Hambourg conviendrait le mieux. Si les communications peuvent être entièrement libres et si la ville est delivree de toute garnison française, de l'influence des postes du prince Murat.

L'armistice est-il admissible?

Après avoir consulté lord Hutchinson, auquel peut être

ses pleins pouvoirs permettront d'accéder aux principes dont on conviendra, il ne faut pas perdre un seul moment pour l'envoi de personnes entendues de la part de Sa Majesté Impériale et du Roi, tant à Vienne qu'à Londres. Elles y agiraient d'un commun accord, réuniraient leurs efforts et communiqueraient franchement les différents plans ad 2 a. b. c., en démontrant que Leurs Majestés, irrévocablement decidées à ne pas se séparer des deux cours et à faire une guerre vigoureuse pour atteindre le but commun le plus complètement possible, ne pourraient toutefois l'atteindre seules; que ces cours mêmes y sont si éminemment intéressées qu'on croyait devoir compter sur leur coopération et leurs secours les plus prompts et les plus efficaces. Ces envoyés feraient tout leur possible pour bien établir ainsi une confiance réciproque, et demanderaient des résolutions catégoriques. Le résultat de ces missions déciderait la question importante: s'il faut se contenter d'une paix qui ne puisse être envisagée que comme une espèce de trêve, ou si l'on peut parvenir à une pacification stable et qui rende au monde le repos tant désiré. Les conditions auxquelles on peut prétendre, doivent naturellement varier selon les différents cas a. b. c.

Kydullen, 10 avril 1807. Hardenberg.

Da es zur Beschleunigung aller zweckmäßigen Maßregeln durchaus nöthig war, daß wir uns bis dahin, daß alles festgesetzt sein würde, bei der Armee befänden, so schlug ich vor, dahin zu gehen, welches auch beschlossen wurde. Der König hatte mir an diesem Tage, Morgens nach dem Vortrage, das auswärtige Departement erst wiederum förmlich übertragen. Er bediente sich dabei des Ausdrucks: „als erster Kabinetsminister“, und fügte hinzu, daß er an Zastrow, dessen Benehmen er sehr auffallend gefunden hatte, selbst geschrieben habe. Ich schloß aus jenem Ausdruck seine Absicht, daß Herr von Zastrow zweiter Kabinetsminister sein solle und äußerte darüber meine Bedenklichkeiten. Der König fand sie nicht ungegründet und zeigte mehr Abneigung

als Vorliebe für den Herrn von Zastrow; aber er beschwerte sich zugleich über das Benehmen des General-Adjutanten Obersten von Kleist, dessen Rechtlichkeit er übrigens alle Gerechtigkeit widerfahren ließ, und glaubte den General von Zastrow in militärischer Hinsicht nöthig zu haben. Auf den Vorschlag, Kleist, seinem eigenen Wunsche gemäß, nach England zu schicken und einen andern tüchtigen Mann an seine Person zu ziehen, wollte er dennoch nicht hören; die Macht der Gewohnheit und der Widerwillen, mit neuen Leuten zu thun zu haben, war zu groß. Ich sagte dem König bei dieser Gelegenheit ganz freimüthig, daß ich mich, ohne irgend eine andere Rücksicht, ihm und seinem Dienste ganz weihen würde, wenn er mir sein *ganzes* Zutrauen gebe, daß dieses aber unumgänglich nöthig sei; ich setzte ihm nun auseinander, warum ich bei der bisherigen Einrichtung mich unmöglich würde haben beruhigen können. Er fragte mich, ob wegen des Wiederantritts meiner Geschäftsführung eine schriftliche Anordnung nöthig sei. Ich bat, die Antwort des Generals von Zastrow abzuwarten.

Am 11. April schrieb mir der Kaiser das nachstehende eigenhändige Billet:

Il m'a semblé, Monsieur le Baron, que vous aviez désiré conférer avec quelqu'un à moi, pour les différents points qui doivent entrer dans les propositions que nous voulons communiquer en commun aux cours de Londres et de Vienne et que c'est à cet effet que vous avez appelé près de vous l'autre jour M. de Nowosiltzow. — Aimant à mettre une franchise sans bornes envers vous, je vous confierai que quoique M. de Nowosiltzow a toute ma confiance, cependant il ne s'est trouvé employé dans la partie politique que momentanément et pour des commissions particulières; je vous avoue donc que je préférerais que ce fût le général Phull qui fût employé par vous à cet effet. A de grandes connaissances militaires, indispensables pour le cas où nous nous trouvons, il joint un attachement réel à la Prusse et ne la sépare jamais de la cause de la Russie, dont il porte maintenant l'uniforme de la permission même du

Roi. Il a acquis une véritable estime de ma part par ses principes, sa loyauté et ses talents, et je crois qu'à tous égards il se trouve qualifié pour contribuer au grand but que nous nous proposons, du moins quant à la partie militaire. Je ne doute pas, Monsieur le Baron, que vous rendrez justice au motif unique qui me guide dans ma franchise, celui de réunir tous les moyens en notre pouvoir pour atteindre les résultats si essentiels auxquels nous visons. Recevez, je vous prie, l'assurance réitérée de la plus haute estime que je vous ai vouée pour toujours.

Kameln, 30 mars (11 avril) 1807. Alexandre.

Was er für Ursachen hatte, den Herrn von Nowosiltzow von der Theilnahme an den Geschäften auszuschließen, kann ich nicht ganz beurtheilen, indessen werden sich weiterhin einige Vermuthungen deshalb finden. Der Kaiser sagte mir nachher noch mündlich, mit der ihm so eigenen Liebenswürdigkeit: ich möchte, bis der Baron von Budberg komme, ihn selbst als den Minister der auswärtigen Angelegenheiten betrachten. Ueberhaupt forderte er mich oft und angelegentlich auf, ihm zu allen Zeiten und über Alles ganz freimüthig meine Meinung zu eröffnen.

Noch an demselbigen Tage traf ich hierauf mit dem General von Phull zusammen, der bei mir einen Aufsatz entwarf[1]. Den Tag darauf las ich diesen Aufsatz zuerst dem König vor, der bei dieser Gelegenheit sich über das Betragen des Generals von Phull gegen ihn mit Recht beklagte, denn es war allerdings tadelnswerth, daß er bei Gelegenheit des ihm im November 1806 gegebenen Auftrags Seiner Majestät Dienst verließ, ohne diesen beendigt zu haben.

Unterdessen war dem Lord Hutchinson der junge Lord Gower schon entgegen gereist, um ihm anzuzeigen, daß wir zur Armee giengen und ihn dort erwarteten.

1) Dieser Aufsatz wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

Den 13. April verließ ich Kydullen, um bei den abscheulich schlechten Wegen einen Vorsprung zu gewinnen; die beiden Monarchen reisten den 14. früh ab, mußten aber diesesmal wider ihre Gewohnheit sehr langsam reisen und blieben wie andere in dem fetten litthauischen Boden oft stecken.

Am 14. Abends kam der englische Courier Basilico bei mir in Gumbinnen an, wo ich übernachtete; er hatte mir den nachstehenden Brief von Lord Hutchinson gebracht:

My dear Sir. I was just going to step into my carriage, when an English vessel arrived in nine days from Leith and brings an account of an entire change of Ministry. I therefore consider all my former instructions as done away for the moment and must wait until I hear farther. Then is a ship of war with dispatches which I expect every hour, as she was seen by one of the vessels just arrived. When I am acquainted with the intentions of His Majesty's present Ministers, I shall not fail to wait upon Their Imperial and Royal Majesties in person, to inform them of any communications which I am directed to make. I beg you will lay me at the feet of Their Majesties, and assure them that I only remain here for the purpose of expediting the public affairs, which, at this moment, might be retarded by my absence. The dispatches brought by the vessel of war may require an immediate answer, and several days might elapse, if I went to Kydullen. I beg farther that you will assure Their Majesties that, in case of the arrival of a vessel, I shall probably immediately dispatch to England to press the present Ministry to agree to the diversion which I have proposed, and to point out to them the absolute necessity of using every effort in their power by means of troops, arms and money, to support Russia and Prussia in the arduous contest in which they are engaged. Have the goodness to mention the place where I am most likely of paying my respects to Their Majesties and communicating to them any intelligence I may receive. Should the vessel arrive

in the course of this day or night. I shall send you off an estafette or will immediately sit off myself if I find there is any hope of still meeting with Their Majesties at Kydullen.

Memel, April 11 th., 1807. Hutchinson.

I doubt very much whether I should have been able to perform the journey as I am by no means well.

Basilico war nach meinem Abgange in Kydullen angekommen; der König hatte den Brief des Lords an mich erbrochen und schickte ihn mir mit dem nachstehenden Schreiben:

Un courrier anglais venant de mylord Hutchinson et chargé d'une lettre pour vous, ne vous ayant pas trouvé, s'est adressé à moi pour demander mes ordres. J'ai ouvert votre lettre, et après l'avoir communiquée à l'Empereur, je réexpédie le même courrier pour aller vous trouver. Le contenu de la lettre est assez important; je crains de nouvelles lenteurs, si préjudiciables dans un moment aussi important. Nous partons demain, l'Empereur et moi, tel que cela avait été décidé. Si vous jugiez nécessaire que cet homme reçoive un cadeau, ce que j'ignore, vous en prendrez soin, j'espère.

Kydullen, 13 avril 1807. Frédéric Guillaume.

Der Courier brachte mir auch folgenden Brief meines Freundes, des russischen Gesandten in London mit, welcher in mehrerem Betracht hier eine Stelle verdient:

Hier, mon excellent et respectable ami, j'ai été mis en possession de votre lettre du — février (probablement du 29), apportée par le courrier de lord Hutchinson. Elle a été précédée de celle du 29 janvier que M. Jackson m'a remise.

Si, de cette dernière, je ne vous ai d'abord témoigné ma reconnaissance aussi vive qu'elle est sentie, c'est que j'étais d'un jour à l'autre à voir au-devant d'une occasion sûre. Elle s'était présentée en perspective. Le colonel Bathurst devait se rendre à Memel, mais sur les probabilités toujours croissantes d'un changement dans le ministère britannique, son départ fut suspendu. Ce changement vient de s'effectuer.

Le duc de Portland a succédé à lord Grenville en sa qualité de 1er lord de la trésorerie et M. Canning a remplacé lord Howick comme secrétaire d'État ayant le département des affaires étrangères. Ne sachant donc quand une occasion extraordinaire se présentera, je fais passer à tout événement celle-ci par la voie de Copenhague. Elle ne saurait par conséquent renfermer rien qui soit de grande importance, mais il m'a paru nécessaire, mon excellent ami, que vous sachiez que j'ai reçu vos lettres et que tout ce que renferme la dernière occupe ma constante et sérieuse attention. Le baron Jacobi, rempli de patriotisme et de zèle, travaille de son côté sans le moindre relâche, mais pour ne toucher qu'un seul des obstacles et des entraves mises à Memel même, j'observe que jusqu'à ce jour il se trouve sans lettres de créance, omission inconcevable. Sous l'ancien ministère il a su se faire entrer malgré cela; reste à voir si le nouveau le traitera aussi favorablement. Nous le verrons demain jour fixé pour la première conférence avec M. Canning, à laquelle tout le Corps diplomatique a été invité par lettres circulaires, à l'exception du baron Jacobi.

Le changement dans le ministère qui vient d'avoir lieu est fâcheux dans la grande crise du moment, parce qu'il retarde les opérations, mais aussi, à ce qu'il semble, sous ce seul rapport; car on dit généralement que les nouveaux ministres iront plus vite en besogne que les anciens, et l'inconvénient précité se trouvera bientôt écarté. Au surplus lord Howick m'a assuré lorsqu'il ne connaissait pas encore son successeur, que qui que cela puisse être, il suivrait relativement à la cause commune les principes adoptés d'agir vivement contre l'ennemi et le perturbateur du repos public. M. Canning a de plus la réputation d'un très galant homme, qui joint à de l'instruction et à des connaissances des principes excellents et du caractère. En terminant cet article, je renouvelle l'assurance que je met-

trai tout le zèle imaginable à faire tout ce qui peut contribuer à avancer les opérations contre l'ennemi commun. Faites seulement que de votre côté les obstacles soient écartés: un des plus essentiels est la conservation de M. Beyme dans son poste. Croyez-moi, tant qu'il y reste, on n'inspirera point de confiance ici, et sans elle, que peut-on faire? L'ancien ministère insista très explicitement et très positivement à ce qu'il fût éloigné: je suis convaincu que le nouveau pense de même. On sait trop bien ici qu'il est ennemi déclaré de l'Angleterre, car il n'a pas pris la peine de cacher ce sentiment, et je sais que c'est à peu près le même qu'il porte à la Russie. — — —

Mille choses de femme et enfant. Adieu, mon excellent ami. Je vous embrasse de tout mon cœur.

Londres, 15 (27) mars 1807. Alopeus.

Der Kaiser und der König waren den 16. Abends schon in Schippenbeil, welches zuerst zu unsrem Aufenthaltsorte bestimmt wurde; sie waren aber den 17. schon nach dem Hauptquartier des Generals von Bennigsen nach Bartenstein gegangen, kamen jedoch am Abend zurück. Ich konnte erst am 17. Mittags Schippenbeil erreichen, indessen hatte ich keine Zeit verloren, denn ich entwarf unterwegs nach den in Kydullen verabredeten Grundlagen eine Konvention, die zwischen Rußland und Preußen unterzeichnet werden und die so eingerichtet sein sollte, daß andre Mächte, insonderheit vorerst Oesterreich und England, derselben beitreten konnten. Der König sowohl als der Kaiser, letzterer nur mit Abänderung einiger unbedeutender Ausdrücke, genehmigten den Entwurf schon am 18. in Schippenbeil, wo ich die Bekanntschaft des Ministers General von Budberg machte und mit ihm abredete, am andern Tage in Bartenstein, dahin wir alle noch an eben dem Tage abgiengen, Hand an unsre Geschäfte zu legen.

Aber auch noch in Schippenbeil wurde der Grund zu einer Konvention zwischen Preußen und Schweden gelegt.

Der Oberst und General-Adjutant des Königs von Schweden, Herr von Engelbrechten, kam dort mit dem folgenden Schreiben seines Herrn an; seine Sendung hatte sich mit der des Majors von Hünerbein gekreuzt:

Monsieur mon Frère et Cousin. Aussitôt après avoir reçu la lettre de Votre Majesté en date du 1er janvier dernier, où elle me parle de l'importance d'une diversion de la Poméranie contre notre ennemi commun, j'ai ordonné à mon ambassadeur à Saint-Pétersbourg de communiquer au ministre de Votre Majesté que cet objet important avait dès longtemps occupé toute ma sollicitude, et que je ne cessais de le représenter sous le même point de vue en Angleterre afin de trouver les moyens nécessaires d'agir avec une plus grande quantité de troupes. Si jamais une pareille mesure parait urgente et utile, c'est certainement dans le moment présent, où Bonaparte compte peut-être de se retrancher derrière l'Oder, position qu'il sera facile de tourner du côté de mes États allemands. Je me suis décidé par conséquent de vous envoyer mon aide de camp général, le colonel d'Engelbrechten, qui aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Majesté, afin de lui proposer de réunir avec mes troupes et sous mes ordres un corps de troupes prussiennes, et effectuer avec elles une opération offensive contre les Français. Le colonel d'Engelbrechten est muni des pleins pouvoirs et instructions nécessaires pour la conclusion d'un arrangement à cet égard, et je prie Votre Majesté de lui accorder sa confiance. Il sera pareillement à même de vous communiquer, Monsieur mon Frère, les propositions qui m'ont été faites tant par la Grande-Bretagne, que par le gouvernement français, ce qui doit prouver à Votre Majesté combien dans la situation critique où se trouvent les affaires générales, je désire d'établir avec elle un concert d'opérations et

de sentiments qui ne pourra que contribuer au succès de la cause commune et à notre avantage mutuel.

Malmö, 28 mars 1807. Gustave Adolphe.

Der erste Gegenstand der Berathschlagungen in Bartenstein war die Kooperation des Königs von Schweden. Der General von Bennigsen und der General von Budberg wurden mit dazu gezogen und hierauf am 20. eine Konvention zwischen Preußen und Schweden vollzogen[1]). Dieser Konvention gemäß wurde das Corps preußischer Truppen sogleich durch den General von Rüchel organisirt, das dem König von Schweden versprochen war. Der General von Blücher, welcher mittlerweile gegen den französischen General Victor ausgewechselt worden war, bekam das Kommando desselben, und schwedische Kriegsschiffe brachten es im Lauf des Monats Mai nach der Insel Rügen, von da es nach Pommern übergieng. Die schwedischen Truppen, die sich nach den im März erhaltenen Vortheilen zu weit ausgedehnt und vorgewagt hatten, wurden an der Peene von den Franzosen zurückgeschlagen und genöthigt, sich nach Stralsund zurückzuziehen. Der König gieng hierauf einen Waffenstillstand auf zehntägige Aufkündigung mit ihnen ein, schlug aber die Ratifikation der Ausdehnung desselben auf 30tägige Aufkündigung, die von dem General-Gouverneur von Essen eingegangen war, ab, und kündigte diesen Waffenstillstand gerade in dem unglücklichen Augenblicke auf, als der General von Bennigsen bei Friedland geschlagen wurde und das russische System sich ganz änderte. Eine große Partei in Schweden und selbst unter den nächsten Umgebungen des Königs war dem Frieden geneigt, insonderheit war man sehr anti-russisch, welches letztere Gefühl der König selbst lebhaft theilte. Hieraus folgte auch, daß, wie wir sehen werden, dieser König sich weigerte, der Konvention beizutreten, die wir zu Bartenstein mit Rußland abschlossen.

Nachdem ich auch des Einverständnisses des Ministers und

1) Die Konvention ist u. a. abgedruckt bei Garden, Histoire générale des traités de paix. X, 413.

Generals von Budberg, dem ich am 20. vom König den schwarzen Adlerorden überbrachte, mit dem entworfenen Vertrage zwischen Preußen und Rußland versichert war, eilte ich, unsern Gesandten in Wien von dem Inhalt desselben durch einen am 20. April abgegangenen Courier im Voraus zu benachrichtigen und ihm auf das Allerdringendste zu empfehlen, auf den Beitritt Oesterreichs zu demselben hinzuarbeiten. Lord Hutchinson wurde mit dem größten Verlangen stündlich erwartet und dann sollten auch ungesäumt ähnliche Aufforderungen nach London abgehen. Aber der Lord täuschte diese Erwartung lange durch seine strafbare Nachlässigkeit und Langsamkeit. Höchst unzufrieden mit der Ministerial-Veränderung, hatte er auch allen Eifer für die Sache verloren; er kam erst am 26.

Ein anderer wichtiger Gegenstand war die Erklärung, die der König noch dem Kaiser Napoleon auf das Schreiben schuldig war, welches der Oberst von Kleist im Anfang März zurückgebracht hatte. Sie wurde am 21. April im Einverständniß mit dem Kaiser Alexander gegeben[1]).

Jedermann wird einsehen, daß die Grundlagen, welche Napoleon dem Frieden unterzulegen sich erbot, so allgemein, so vieler Auslegungen fähig waren, daß von einer darauf zu bauenden Friedens-Unterhandlung und von dem ganzen projektirten Friedens-Kongreß nichts zu hoffen sein konnte. Wäre ihm der allgemeine Frieden wirklich ein Ernst gewesen, so durfte er sich nur bestimmter erklären, er durfte nur darin willigen, mit Rußland, Preußen und England zu unterhandeln, welches auf der Stelle mit Zuziehung Schwedens geschehen konnte. Für seine Alliirten konnte er ja doch Bedingungen machen! Wie wenig wichtig ihm die Zuziehung derselben aber war, hat er bald hernach, bei dem Tilsiter Frieden bewiesen. Also war das Verlangen, daß sie statt

1) Das Schreiben des Königs, wie der sich anschließende Briefwechsel mit Napoleon überhaupt, ist mitgetheilt von Bailleu, I, [illegible] flg.

finden solle, ein bloßer Vorwand. Wir hielten inzwischen doch für räthlich, den Versuch, die Friedens-Unterhandlungen in Gang zu bringen, nicht zu unterlassen; ich hatte zu diesem Ende dem General von Budberg einige Noten für die Höfe von Wien, London und Stockholm mitgetheilt, und sein Einverständniß dazu bewirkt.

Hiermit sollten Couriere nach Wien, London und Stralsund abgehen, als die Sachen jene höchst unglückliche Wendung nahmen, die statt aller bisherigen Maaßregeln lauter entgegengesetzte und den schändlichen Frieden zu Tilsit hervorbrachte.

Ehe wir uns aber mit diesem traurigen Gegenstande beschäftigen, haben wir noch andere vorzutragen, die einen ganz verschiedenen Geist athmen, als der war, welcher die russischen Rathschläge leider auf einmal so unerwartet beherrschte.

Am 26. April wurde die obenerwähnte Konvention zwischen Rußland und Preußen vollzogen und am 28. wurden die Ratifikationen ausgewechselt [1].

Ich eilte, diesen Vertrag dem Lord Hutchinson und dem Obersten von Engelbrechten mitzutheilen. Der König von Schweden wurde zum Beitritt eingeladen, den er aber für unnöthig und seine Verbindung mit Preußen für hinlänglich erklärte, und um die Einladung an England und an Oesterreich gelangen zu lassen, war nur noch nöthig, daß die militärischen Pläne näher bestimmt wurden.

Indessen sorgte ich dafür, daß die Konvention schon am 30. durch den englischen Major Morgan, sowohl von Lord Hutchinson an das englische Ministerium, als von mir an den Baron Jacobi abgeschickt und die Ankunft der beiden Offiziere mit den militärischen Plänen angekündigt, auch dem Baron Jacobi wieder aufgegeben wurde, so schnell als möglich einen Allianz- und Subsidientraktat zwischen Preußen und England dort abzuschließen.

---

1) Die Konvention ist u. a. abgedruckt bei Garden, X. 405.

Es war hohe Zeit, das Versäumte nachzuholen, denn eben der Major Morgan überbrachte erst die Ratifikation des am 21. Januar geschlossenen Friedens mit England, die ich hierauf am 30. mit Lord Hutchinson auswechselte, nebst dem Creditiv für den Baron Jacobi dorthin. Das neue englische Ministerium hatte, auch um Zeit zu gewinnen, die Ratifikation Georgs III. an Lord Hutchinson gesandt. Der jüngere Jackson, ein Bruder des ehemaligen Gesandten in Berlin, brachte sie am 28. April mit den ersten Depeschen des neuen Ministerii für Lord Hutchinson, die gute Zusicherungen für uns enthielten. Die militärischen Pläne sollten durch russische und preußische Offiziere überbracht und näher erläutert werden. Nach England wurde unsrer Seits der Oberst von Krusemarck und russischer Seits der Oberst von Engelmann, nach Wien unsrer Seits der Oberstlieutenant von Knesebeck und von den Russen der Oberst von Thull dazu ausersehen. Aber mit diesen Plänen war schwer zu Stande zu kommen. Zu viele Köpfe beschäftigten sich damit, und nicht einer war da, der mit der gehörigen Einsicht die Macht zu entscheiden verbunden hätte.

Weder der König, noch der Kaiser trauten sich dieses zu. Der letztere hatte die Absicht, die Kriegswissenschaft erst zu erlernen, und das war ein Hauptgrund, warum er den General von Phull in seine Dienste aufgenommen hatte. Der General von Phull selbst hatte einen mathematischen Kopf und vielleicht die Wissenschaft von allen denen, die im Hauptquartier waren, am besten mit inne, wenn ich den Obersten von Scharnhorst etwa ausnehme, aber sonst besaß er keineswegs die Eigenschaften, die erforderlich sind, um die Wissenschaft geltend zu machen. Er verzweifelte viel zu leicht am Erfolg und hielt seinen Rath oft aus falscher Bescheidenheit oder aus Laune zurück. Ob er fähig war, auf dem Fleck richtige und wirksame Entschlüsse schnell zu nehmen, scheint mir auch sehr zweifelhaft. Er war zu Auerstadt um den König und würde, wenn er das Talent eines Feldherrn wirklich gehabt hätte, doch wohl Rettungspläne haben angeben können und müssen. Auch in Bartenstein war er zurückhaltend und

mißmuthig, er tadelte, aber anstatt alles eifrig anzustrengen, um den Kaiser dahin zu bringen, die Mängel zu verbessern, begnügte er sich, seine Meinung über dasjenige zu sagen, warum er gefragt wurde, sonst aber darüber unter Vertrauten bitter zu spotten. Wir hatten nicht selten viel mit ihm zu thun, der Major von Scholer und ich, um ihn nur aufzurichten.

Dem General von Bennigsen gestand Jedermann großen persönlichen Muth und kaltes Blut auf dem Schlachtfelde zu, aber ganz gewiß fehlten ihm die Eigenschaften eines ersten Befehlshabers ganz. Schon seine Kränklichkeit verhinderte ihn, sich anhaltenden Strapazen auszusetzen. Große strategische Konceptionen waren ihm fremd; er ließ sich nie darüber in Erörterungen ein, ohnerachtet ihn der Kaiser verschiedene Male aufforderte, über die Pläne Anderer seine Meinung abzugeben, oder selbst einen zu entwerfen und vorzulegen. Sein Vertrauen hatte in Absicht auf die kriegerischen Operationen insonderheit sein General-Quartiermeister, der General von Steinheil, der sich aber eben so wenig darauf einließ, sich schriftlich oder mündlich zu äußern, und überdies in den Konferenzen nicht erschien, sondern hinter dem Vorhange blieb.

Die Feldzüge von 1806 und 1807 bestätigten jenes Urtheil über den General von Bennigsen völlig, dem späterhin auch russische einsichtsvolle Generale, z. B. der Graf Ostermann-Tolstoy, gegen mich völlig beistimmten. Er wagte nicht eine eigentlich offensive Operation, viel weniger eine kühne, zog sich, wenn angriffsweise gegen ihn operirt wurde, immer zurück und ließ sich den Vortheil durch Manövriren abgewinnen. Hielt er Stand, wie zu Pultusk, Eylau und Heilsberg, und schlug den Feind durch die Standhaftigkeit und Tapferkeit seiner Truppen zurück, so wußte er nie seine Vortheile zu benutzen. Auch dann zog er sich jedesmal vom Schlachtfelde, zum Erstaunen aller Kenner, zurück. Die Schlacht von Friedland war die unverantwortlichste, unnöthigste Niederlage, eine Folge des gänzlichen Mangels an Talent und an Ordnung, vereint mit jenem System, sich immer

zurückzuziehen, das er auch nach der gewonnenen Schlacht bei Heilsberg befolgte, wenn nicht noch abscheulichere Gründe hinzugekommen sind.

Bennigsen und mittelbar durch ersteren Steinheil, Phull entweder durch den Kaiser ebenfalls mittelbar, oder seltener, wenn er aufgefordert wurde, selbst · das waren diejenigen, die russischer Seits bei den militärischen Berathschlagungen erschienen. Es mochte sonst wohl mancher talentvolle Kopf da sein, aber er hatte wenigstens keinen Einfluß.

Von unsrer Seite beschäftigten sich der General-Lieutenant von Rüchel, der Oberst, nachmals General-Major von Scharnhorst, und der Oberst und Quartiermeister-Lieutenant von Knesebeck mit militärischen Plänen, die zur Erwägung kamen und daraus am Ende ein Ganzes gemacht wurde, um es den alliirten Höfen behufs eines allgemeinen Concerts vorzulegen. Der Major von Chazot wurde dazu ausersehen, wegen der militärischen Operationen zu dem König von Schweden geschickt zu werden, von dem wir am 18. Mai die Ratifikation der Konvention und die Nachricht erhielten, daß er den vom General von Essen erweiterten Waffenstillstand nicht ratificirt habe.

Es kostete unsägliche Mühe, wegen der militärischen Operationspläne zu einem Resultat zu kommen. Der Kaiser wollte sie durchgesetzt wissen, es wurde in mehreren Konferenzen darüber berathschlagt; der General von Bennigsen bestritt sie nicht geradezu, am wenigsten setzte er ihnen Gründe entgegen; aber er war entschlossen, sie nicht zu befolgen, und beschwerte sich hinter dem Rücken des Kaisers darüber, daß dieser ihm nicht freie Hände lasse und die Operationen hemme. Endlich giengen der Oberst Lieutenant von Knesebeck und der Oberst von Phull am 18. Mai nach Wien ab; der Oberst von Krusemarck und sein Gefährte konnten erst am 21. Mai nach England abreisen und wurden nachher durch widrige Winde lange aufgehalten. Was ich durch den Herrn von Krusemarck an den Herzog von York und an unsern Gesandten Baron von Jacobi schrieb, zeigen folgende Briefe.

Schreiben Hardenbergs an den Herzog von York.

Monseigneur! Osant me flatter que Votre Altesse Royale me conserve son ancienne bienveillance, malgré l'espace de temps qui nous a séparés, je saisis l'occasion du départ du colonel de Krusemarck pour me rappeler à son gracieux souvenir et pour lui renouveler l'hommage de l'attachement respectueux et inviolable que je lui ai voué pour la vie. Daignez accorder votre protection à M. de Krusemarck, Monseigneur. La cause pour laquelle il est envoyé en Angleterre vous tient sans doute infiniment à cœur, et en secondant par votre puissante protection tout ce qui peut nous faire atteindre le grand but, vous contribuerez à sauver le monde civilisé de l'esclavage et des malheurs incalculables qui le menacent, et qui ne manqueront pas de fondre sur nous tous, si Bonaparte sort victorieux de cette dernière lutte. L'Angleterre même, quelque puissante qu'elle soit, peut-elle se dissimuler qu'il ne lui restera que le bénéfice de la grotte de Polyphème, si son audacieux ennemi dispose à son gré du continent? C'est le dernier acte du grand drame. Que tous ceux qui désirent un dénouement heureux se pressent de prendre des mesures aussi promptes qu'efficaces! Faire disparaître de la politique les défiances avec l'art de tromper, établir une confiance entière et réciproque, hâter un concert parfait entre les puissances qui veulent le bien, mettre à la place des lenteurs, des irrésolutions, de l'incohérence dans l'emploi des moyens, la célérité, l'énergie, la persévérance et des plans sagement combinés — voilà, Monseigneur, ce que Votre Altesse Royale jugera elle-même indispensablement nécessaire, voilà ce à quoi je m'efforcerai de contribuer dans la carrière où je viens de rentrer. Le colonel de Krusemarck me pénétrera de satisfaction s'il me marque que vous avez reçu ces lignes avec bonté, Monseigneur. Je vous prie de croire à mon profond et zélé respect et à mon ancien dévouement.

Kœnigsberg, 24 mai 1807. Hardenberg.

Schreiben Hardenbergs an Jacobi=Kloest.

Monsieur le Baron! M. de Krusemarck aura l'honneur de vous remettre ces lignes. Il vous portera toutes les notions qui peuvent vous intéresser et vous mettre en état de travailler avec succès à fixer notre système politique et à faire prendre promptement et avec énergie les mesures qui doivent en être la suite. Qu'on se dise, qu'on se pénètre de cette grande vérité qui devrait frapper tous les esprits: que nous en sommes au dernier acte du grand drame, qu'il n'y a plus un moment à perdre si l'on veut sauver le monde civilisé de l'esclavage et de tous les malheurs qu'il entraînera. Et comment l'Angleterre même ne verrait-elle pas que Napoléon, sorti victorieux de cette lutte et maître du continent de l'Europe, trouvera enfin aussi les moyens d'abaisser et peut-être d'anéantir la puissance de sa grande rivale? La défiance, les lenteurs, les irrésolutions, l'incohérence, la pusillanimité, voilà ce qui a causé tous nos malheurs. Mettre à la place une confiance entière et réciproque, faire disparaître de la politique l'art de tromper, hâter un concert parfait entre les puissances qui veulent le bien, combiner sagement nos moyens et les employer avec célérité, avec énergie, voilà ce à quoi tous nos efforts doivent tendre. Il nous tarde extrêmement de voir arriver lord Gower et d'avoir de vos nouvelles, aucune dépêche ne nous étant arrivée de votre part depuis celle du 21 avril. Lord Hutchinson en a du 30. Puissiez-vous avoir déjà réussi à conclure le traité d'alliance et de subsides, mon cher Baron! Nous avons un besoin d'autant plus pressant de secours pécuniaires, que nous sommes toujours encore dans le cas de devoir faire des avances à l'armée russe, la partie financière et celle de l'approvisionnement ayant été négligée d'une manière impardonnable. Je m'occupe dans ce moment de notre budget, et il sera bien difficile de combler notre déficit, surtout avant d'avoir obtenir quelques succès capables de relever le crédit et de nous rendre quelques ressources dans nos propres États. Il est souverainement important d'apprendre bientôt la somme

sur laquelle nous pourrons compter, et je me flatte qu'à titre de première mise vous aurez obtenu des secours un peu considérables, si vous aviez rencontré des difficultés à l'égard d'un taux plus favorable que celui de 1805 relativement aux subsides mêmes. Je crois qu'un emprunt hors les subsides serait chose impossible, mais si vous pensiez le contraire, ayez la bonté de m'en avertir sans perte de temps. Lord Hutchinson vient de nous avancer 100 mille L. St., et il en donnera autant, j'espère, à la Russie. Je le crois homme de tête et bon général, mais c'est un désagréable négociateur, soupçonneux, possédant un phlegme incroyable et voyant tout en noir. Un ministre d'Angleterre devrait prêcher le courage et l'énergie. Le lord reprime celle-ci, parce qu'il ne voit et n'annonce que malheurs et difficultés. Cet esprit est fomenté par le secrétaire de légation hanovrien Hugo, qui est avec lui et qui renchérit encore, s'il est possible, sur mylord à l'égard des qualités susmentionnées. Je suis bien éloigné de vouloir nuire à lord Hutchinson, dont je suis personnellement très content d'ailleurs, mais je voudrais qu'il fût remplacé par un homme plus actif, plus pénétré de zèle pour la cause commune et plus versé dans les affaires. Dites-moi si un changement pareil est vraisemblable, mais ne faites d'ailleurs aucun usage de ce que je viens de vous dire pour votre information et afin que vous puissiez surveiller les impressions que les rapports du lord pourraient faire d'une manière très nuisible s'ils portaient l'empreinte de sa façon de voir. L'inactivité de l'armée a sans doute de quoi frapper. C'est dans les désordres de la partie pécuniaire surtout, et dans celle des approvisionnements, qu'il faut en chercher les raisons. Sans doute un argument de plus pour fournir à la Russie l'argent nécessaire. L'armée même est belle et remplie de courage, et de nouveaux renforts sont encore en chemin. L'Empereur s'applique à remédier aux maux que je viens d'indiquer, il les connaît à fond. Du reste ne pouvant se charger lui-même du commandement, il a pris la résolution de quitter l'armée et de donner les pouvoirs les

plus étendus au général Bennigsen. Il est dans ce moment avec le Roi au corps de L'Estocq; mais les deux monarques vont se rendre incessamment à Tilsit, pour y rester ensemble, jusqu'à ce que tout ce qui regarde la politique et les armes soit bien en train. Il faut espérer que l'Autriche enfin se déclarera, elle méconnaîtrait bien ses intérêts si elle en remettait plus longtemps la résolution.

Quant à plusieurs détails, je m'en remets au colonel Krusemarck, et je termine cette lettre en vous réitérant l'assurance de mon attachement sincère et de ma haute estime.

Königsberg, 23 mai 1807. Hardenberg.

Man rechnete in Absicht auf die militärischen Pläne zu den Kriegsoperationen auch auf Lord Hutchinson, dem die Entwürfe mitgetheilt wurden, allein er äußerte sich kaum darüber; nur widersprach er immer dem so nützlichen und ausführbaren Projekt einer Diversion an der Ems, vorzüglich zwischen Elbe und Weser, und gab einer in Schwedisch Pommern den Vorzug, weil man dort die Festung Stralsund zur Stütze habe. Er kannte das Local nicht, kannte nicht die günstigen Umstände, die, wenn nur Waffen und Geld geschafft wurden, aus den Westfälingern, Hannoveranern und Hessen schnell eine furchtbare Armee im Rücken des Feindes geschaffen haben würden, und bestand eigensinnig und absprechend auf seinem Kopf.

Sehr merkwürdig und charakteristisch sind die Aeußerungen des Lords Hutchinson in den Parlamentsdebatten im englischen Oberhause im Februar des Jahres 1808 über den Krieg mit Rußland und Dänemark, in denen der Lord mit einer ganz unschicklichen, ihm von mehreren Lords und dem Publikum auch sogleich laut vorgeworfenen Indiskretion Unterredungen aufdeckte, die er mit dem Kaiser von Rußland gehabt hatte. Er setzte überhaupt, im Widerspruch mit seinem Amte, immer öffentlich alles herab, was die Armee und die Kräfte der Alliirten betraf, und erhob öffentlich, was französisch war, welches er auch in den Berichten an seinen Hof that, dort Mißtrauen erregte und so

viel schadete, weil er viel dazu beitrug, Muthlosigkeit zu verbreiten, statt Muth zu geben, selbst höchst indolent alles gehen ließ, anstatt dahin mitzuwirken, die Fehler, die er sahe, zu verbessern, uns Hülfe zu schaffen, mit einem Worte, den Zweck, warum er da war, zu erreichen. So äußerte er sogar zuletzt die Meinung, Rußland müsse Frieden machen; so war er in Bartenstein immer mit den Männern der Partei, die diese Meinung hegte, und redete der Unthätigkeit Bennigsens das Wort. In Schweden brachte er den König von Schweden bei der Rückreise nach England gewaltig gegen sich auf, weil er ganz gegen das System und den Geist seines Gouvernements sprach. Sein Bruder, der Colonel Hutchinson, Mitglied des Parlaments, war besser gesinnt und feiner in seinen Sitten; der liebenswürdigste und eifrigste für die gute Sache in seinem Gefolge war aber der Colonel Sir Robert Wilson, welcher durch seine Schrift über die Campagne in Egypten bekannt ist. — Bei den Debatten über die Unterlassung einer Diversion zu Gunsten von Preußen und Rußland 2c. sagte Lord Hutchinson: he hoped the House would allow him to state some matters which from the situation he had held, were within his own personal knowledge. The Russian army never had any chance of succeeding in the campaign, or even in the battle of Eylau, where they fought so bravely. The French had certainly the victory (!!!). Wie konnte Lord Hutchinson, der die Umstände so genau kannte, da sein Bruder und Sir Robert Wilson bei der Schlacht gegenwärtig waren, hier so sprechen, als ob er ein Mitglied des französischen Senats gewesen wäre? They remained for ten days in the field of battle and immediately after made themselves masters of the magazines at Elbing and returned to their cantonments, where they effectually covered the blockade of several strong towns, which afterwards surrend to them — (welche? — Danzig, denn Graudenz hielt sich): at that time the king of Prussia retired from Königsberg to Memel, and not thinking himself quite safe there, had even engaged a house at Riga. — Wie falsch dargestellt — alles dieses geschahe

Anfang Januars und nicht nach der Bataille von Eylau. — On the 23th of February he wrote to Ministers, mentioning that a french general had arrived at Memel to propose a separate peace: and if Count Zastrow supported the idea of a separate peace, it was not because he was less attached than any other man to the cause of Prussia and the continent, but because he knew the situation of Russia and Prussia and was convinced that they had no chance by continuing the contest. — Wer hätte je gedacht, daß Hutchinson der Lobredner von Zastrow werden würde, den er in Memel so bitter tadelte!! In the beginning of April he had a long conversation with the Emperor of Russia, who afterwards referred him to one of his Ministers, who told him, that, as soon as the Russian guards came up, they would be superior in number to the French and were determined to attack them. — Dieses war auch während der Belagerung von Danzig allerdings der Fall. — The Russians neither knew the force which opposed them, — woher wußte es denn Lord Hutchinson? — nor how much their own numbers in the field were inferior to their armies upon paper. The noble Lord was then proceeding to state the nature of the different dispatches between him and the present Ministers, when Lord Bathurst rose to order etc. Es entstand hierauf ein lebhafter Streit und Tadel Lord Hutchinsons, daß er seine Depeschen und Unterredungen mit dem Kaiser Alexander bekannt mache ꝛc. Lord Hutchinson again rose, he owned he had entertained hopes from the confident assurances of the Emperor of Russia in the month of February, that the Russian army would completely beat the French across the Vistula, but when he found that promise had completely failed, and that by the month of April a complete change of circumstances had taken place. — welche Veränderung im Monat April? Im Mai zu Bartenstein konnte Lord Hutchinson das allenfalls sagen — all hopes vanished and his doubts were decided and therefore he strongly advised His Majesty's Ministers, not to send a man

to the scene of war, confident that it could have no salutary effect.

Man vergleiche hiemit, was mir der Lord in dem oben eingerückten Briefe in eben diesem Monat April schrieb, und richte über den Widerspruch und das ganze Betragen. Wie widersprechend ist überhaupt alles was er hier sagte. Im Februar hegte er Hoffnung, und doch war im Februar die Schlacht von Eylau, bei der er den Franzosen den Sieg zuschreibt. No man that knew any thing of the principles of war, would advise the throwing a small and comparatively insignificant force in the rear of so great an army, as that which France had on the Vistula. Bonaparte, who understood military movements better than any other man, had thrown an other great force (welche?!) into a situation which must have been in the rear of a British army and thus insure its destruction. Had a force been sent, it would have ensured every chance of ruin, or it might have escaped, but it could not have rendered any effectual service. Stralsund alone offered a safe retreat; hence he advised, that the expedition should be sent there, if any where. Wie oft stellte ich dem Lord vor, daß Hessen, Hannover, Westfalen bereit seien, aufzustehen, daß Ostfriesland und das Bremische Sicherheiten genug wegen eines Rückzuges darbieten? He respected the courage and patience of the Russian army; but it could not contend against the French, who were in every thing their superior, except courage. Lord Granville sagte: The late Governement had been blamed for not providing against the war with Prussia, the conduct of the king of Prussia hat been so fraught with infatuation and folly, as scarcely to be parallelled; it completely justified the late Governement in the conduct they adopted towards that Monarch. Dem sei wie ihm wolle, konnte man diesen Vorwurf nicht großentheils auf die Engländer und deren König anwenden, die ihr eigenes Interesse so sehr verkannten, und das, was dieses Mal noch für die Rettung der Unabhängigkeit von Europa geschehen konnte, mit der unverantwort-

lichsten Lauheit und Langsamkeit betrieben. Leider trugen wieder ein paar hannoverische Diener sehr viel dazu bei, das Mißtrauen zu erhöhen, der von Vorurtheilen erfüllte Minister Graf Münster, der immer nur seinen leidenschaftlichen Haß gegen Preußen hörte, und ein Legationssekretär von Hugo, den Lord Hutchinson in Memel bei sich hatte, durch seine nachtheiligen Berichte. Die kindische Vorliebe für Hannover schadete dem größeren Interesse sehr! Dagegen sagte der Minister Canning in eben der Debatte: „the substance of twenty out of twenty five dispatches from Lord Hutchinson was: unless you send military assistance, Russia will fail you". Wie ist dieses mit den eigenen Behauptungen des Lords zu reimen?

Zu den militärischen Plänen gehörte auch der des Fürsten Radziwill, eine Gegeninsurrektion in dem ehemaligen Polen zu bewirken. Er hatte mehrere Memoires deshalb übergeben und zugleich auf die ganze politische Lage Rücksicht genommen. Der König sollte den Titel eines Königs in Großpolen annehmen, der Kaiser von Rußland den eines Königs von Litthauen, Großherzogs von Podolien und Volhynien. Beide Mächte sollten Legionen der Weichsel errichten und dadurch polnische Nationalarmeen für ihren Dienst bilden, die Polen von den Franzosen abziehen. Zweckmäßige Proklamationen und Amnestien sollten dieses begünstigen, und der Fürst wollte selbst bei der Sache thätig sein und an die Spitze der preußisch polnischen Legionen treten.

Ueber das Verfahren in Absicht auf die ehemaligen polnischen Provinzen, im Fall ihrer Wiedereroberung, waren bei uns schon große Discussionen gewesen und mehrere Stimmen zur Strenge geneigt. Ich war dieser gänzlich entgegen. Wenn man bedachte, wie wir die Polen unterjocht, welchen nicht ungerechten Haß wir dadurch erzeugt hatten, daß keineswegs die rechten Mittel angewendet worden waren, jenen Haß zu entfernen und die preußische Verfassung beliebt zu machen, daß man Anfangs zum Theil den Auswurf der Dienerschaft dahin schickte, daß kein Mann von gehörigem Ansehen und den dazu

erforderlichen Eigenschaften in diese Provinz selbst geschickt wurde, um ihr vorzustehen, um mit allen dazu gehörigen Mitteln die Gemüther zu gewinnen, daß zu diesem Ende gar nichts, vielmehr, ohnerachtet sonst so viele gute Einrichtungen gemacht wurden, doch in diesem Betracht ganz das Gegentheil — Alles, was den Nationalgeist beleidigen mußte, daß selbst vor und bei dem Ausbruche des Kriegs gar kein Mittel angewendet wurde, um die Insurrection zu verhüten — wenn man dieses alles bedachte, so mußte man sie als eine ganz natürliche Folge unsres Verfahrens ansehen. Sie wurde noch weniger strafbar, wenn man noch in Betracht zog, daß sie erst nach dem Einmarsch des Feindes von diesem veranlaßt und großentheils erzwungen wurde, zu einer Zeit, wo man den preußischen Staat für verloren hielt, wenn man bedenkt, daß von den Insurgenten doch noch ganz glimpflich verfahren wurde. Diese Betrachtungen würden auch ohne Zweifel, wenn wir die polnischen Provinzen wieder bekommen hätten, zur Richtschnur bei dem Benehmen gegen sie gedient haben. Der König billigte die Pläne des Fürsten Radziwill; England mußte aber erst Subsidien dazu bewilligen. Der Fürst gieng im Mai durch Galizien nach Wien, um auf dem Wege mit verschiedenen Polen Rücksprache darüber zu nehmen, — früher wäre auch der gutgesinnte Fürst Joseph Poniatowsky beigetreten — um den Wiener Hof für den Plan geneigt zu machen und überhaupt mitzuwirken, ihn zur Theilnahme am Kriege zu bewegen. Alle diese Pläne wurden aber durch den Tilsiter Frieden unterbrochen und vereitelt.

Wir kehren nun zu den Berathschlagungen über die Kriegsoperationen zurück. Der dringendste Gegenstand war, Danzig zu entsetzen, das widrigenfalls nothwendig bald unterliegen mußte. Der General von Bennigsen hatte es so oft versprochen, sogar den Tag bestimmt, wie wir gesehen haben, zuletzt blos auf die Ankunft der Verstärkungen vertröstet. Es bleibt eine ewige Schande, daß die große, schöne russisch-preußische Armee seit der Schlacht bei Eylau fast vier Monat ganz unthätig und unbeweglich dastand und, den Kaiser und den König an ihrer Spitze, zusahe, wie der Feind die wichtige Stadt und Festung

Danzig belagerte und eroberte und Graudenz blokirte. Ganz unverantwortlich war es, daß der General von Bennigsen selbst seinen Kaiser vermocht hatte, zur Armee zu kommen, um ihn dieser Schande bloß zu stellen.

Jetzt behauptete er fortwährend, er könne aus Mangel an Lebensmitteln keine Operationen machen, ein Grund, den er vorher nie angeführt hatte. Mit Mühe wurde es nach einer Konferenz, die den 26. in Gegenwart beider Monarchen gehalten wurde, dahin gebracht, daß man den Versuch machen wolle, Danzig durch eine Operation über die frische Nehrung Luft zu machen, wobei die französische Armee blos in ihrer Front beunruhigt werden solle, um ihre Aufmerksamkeit von jener Operation abzuziehen. Der General Graf Kalckreuth glaubte, es sei zweckmäßiger, ein Corps zu diesem Behuf bei Weichselmünde landen zu lassen, den Holm, eine Insel, die die Russen besetzt gehabt hatten und auf der sie sich von den Franzosen hatten überfallen und sie nehmen lassen, wieder zu erobern und zugleich durch die englischen und schwedischen Schiffe Ammunition in die Festung bringen zu lassen, daran es anfieng zu fehlen. Ein falscher Angriff sollte über die Nehrung durch den preußischen Obersten von Bülow unternommen und die Hauptarmee des Feindes durch einen Angriff der unsrigen auf Guttstadt und längs der ganzen Fronte beschäftigt, Guttstadt und was die Franzosen noch auf diesseits der Passarge hatten, wenigstens genommen werden. Die Ueberlegungen verzögerten diese nothwendige Unternehmung; endlich wurde sie den 3. Mai beschlossen und das Kommando derselben dem russischen General Kamenskoy, einem Sohn des Feldmarschalls, gegeben. Sie betrug etwa 6000 Mann russischer und preußischer Truppen, die großentheils auf schwedischen Schiffen zu Pillau eingeschifft wurden. Nun trat aber widriger Wind ein, Danzig wurde immer mehr bedrängt.

Der General von Bennigsen hatte zu seiner Expedition in Heilsberg auf drei bis vier Tage Fourage und auf sechs bis sieben Tage Brot verlangt. Ich verfügte die größten Anstrengungen, um dieses durch

Landtransporte zu erfüllen, und erhielt den Bericht, daß mehr als dieses bewerkstelligt sei. Am 8. Mai brachte der General aber in einer Konferenz bei dem Kaiser die alte Entschuldigung vor: er habe weder Brot noch Fourage, könne also nicht von der Stelle gehen. Ich zeigte eine Uebersicht, welche augenblicklich bewies, daß mehr als das Geforderte, nämlich auf eine Armee von 70,000 Mann und 25,000 Pferden 4 Tage reichlich Fourage und auf 9 Tage Brot nach Heilsberg abgegangen waren und an eben dem Tage dort eingetroffen sein mußten. Das ganze L'Estocq'sche Corps, Russen und Preußen, war hier nicht einmal gerechnet, weil es aus unsern Magazinen versorgt wurde, und auf das Corps des Generals Tutschkoff, der in Neu-Ostpreußen den General von Essen abgelöst hatte, kam es gar nicht an. Bei diesem war überhaupt Ordnung und Disziplin besser. Ich drang auf eine gemeinschaftliche Untersuchung in Heilsberg selbst durch preußische und russische Offizianten. Den ersteren wurde gewöhnlich die so nothwendige Kenntniß von letzteren verweigert. Es ergab sich, daß alles richtig aus den Magazindepots abgegangen, aber größtentheils unterwegs genommen, zu andern Zwecken verwendet, oder bei den Regimentern nicht in Vorrath gehalten, sondern schon verzehrt war. Weder der General noch der Kaiser erhielten Uebersichten von dem so wichtigen Proviantirungswesen. Was sie wußten, beruhte immer nur auf allgemeinen Angaben. Neue Anstrengungen wurden gemacht, und endlich gieng der General von Bennigsen den 10. Mai nach Heilsberg, der König und der Kaiser folgten den 12. Die ganze Sache lief aber auf eine unnütze und daher höchst nachtheilige Demonstration gegen Guttstadt zu hinaus. Es wurde keine Pistole abgefeuert und am 14. kamen der Kaiser und der König schon nach Bartenstein zurück. Mittags bei der Tafel äußerte der Kaiser, an dessen Seite ich saß, ganz laut und in Gegenwart seiner Generale — Bennigsen war aber noch nicht zurück — seinen Tadel dadurch, daß er mich fragte: Avez-vous entendu parler de la grande bataille de Heilsberg? War das der rechte Weg? Er mußte handeln, befehlen aber das geschahe leider nicht.

Die Unternehmung von Weichselmünde aus lief auch unglücklich ab, weil man zu spät kam, die Franzosen sich auf dem Holm verstärkt und verschanzt hatten, und aus noch unbekannten Ursachen der General von Kalckreuth nicht für gut fand, obgleich er den ganzen Plan selbst angegeben hatte, den versprochenen Ausfall aus der Festung zu bewerkstelligen. Ein englischer Kutter, welcher die Ammunition in die Festung bringen sollte, durchbrach zwar in dem stärksten Feuer die ihm im Strom entgegengesetzten Hindernisse, gerieth aber auf eine Sandbank und mußte sich dem Feinde ergeben.

Wir verloren 1500 Mann an Todten und Verwundeten, und dieser mißlungene Versuch beschleunigte die Uebergabe der in politischer, militärischer und finanzieller Rücksicht für uns so wichtigen Festung Danzig, die am 27. Mai nach einer zwar ehrenvollen, aber unglücklichen Kapitulation erfolgte.

Es bedurfte keines langen Aufenthalts bei der russischen Armee, um sich zu überzeugen, daß die fürchterlichsten Mängel bei derselben stattfanden. Sie grenzten an eine gänzliche Desorganisation, die bis zum Frieden immer mehr zunahm, und so arg wurde, daß es, wie mir der General von Burhöwden, dem der Kaiser dieses Geschäft auftrug, selbst sagte, als ich ihn in December 1807 in Liebau sah, die unsäglichste Mühe und Strenge kostete, sie wieder in Zucht und Ordnung zu bringen. Ein Jäger-Regiment, das damals in Liebau und vormals in Petersburg stand, auch sonst den besten Ruf in Absicht auf Disziplin gehabt hatte, war jetzt so verwildert, daß mehrere Offiziere sowie die Soldaten sich Einbrüche, Raub und Gewaltthätigkeiten in der Garnison erlaubten.

Nicht ein Schatten von Mannszucht war bei der Armee des Generals von Bennigsen zu finden. Die abscheulichsten Plünderungen und Excesse fanden so zu sagen unter den Augen des Kaisers statt, denn auf dem Markte zu Bartenstein sah ich täglich geraubte Sachen feil bieten. Haufenweise schwärmten ganze Abtheilungen weit hinter der Armee herum, verheerten das Land und raubten die Mittel zur Subsistenz, fouragirten ganz willkürlich

und mißhandelten die Königlichen Unterthanen. Der Mangel an Lebensmitteln bei der Armee war allerdings gegründet, aber es fehlte nicht sowohl an den Lebensmitteln selbst, als an dem Transport derselben und an Ordnung und Treue bei ihrer Vertheilung. Die Versorgung der Armee hieng auch von dem Herrn von Bennigsen ab, und dieser verließ sich deshalb hauptsächlich auf eine Gesellschaft von Juden, an deren Spitze zwei Gebrüder Meyerowitz standen. Nebenher wurden Ankäufe gemacht und Mehl kam in Menge aus Rußland. Jene Juden erfüllten den Zweck nicht und behaupteten, sie könnten ihn nicht erfüllen, weil sie zu viel für Bestechungen abgeben müßten. So viel war unbezweifelt gewiß, daß der eine Meyerowitz unter dem Titel einer Unternehmung auch den ganzen Haushalt des kommandirenden Generals besorgte, daß er, als die Frau von Bennigsen im Mai nach Königsberg kam, ihre Wohnung reich meublirte und dieselbe ein schönes neues Silberservice darin finden ließ. Alle diese Dinge veranlaßten den nachtheiligsten Argwohn.

Nach dem Kriege wurde jener Meyerowitz geschlossen durch Riga nach Petersburg gebracht, aber alle wohlunterrichteten Personen bedauerten ihn mehr, als sie ihn anklagten, wenigstens war er nicht reich geworden: das war schon ein wichtiger Rechtfertigungsgrund. Er mußte mit vielen Unterbedienten büßen: die eigentlich Schuldigen ließ man unangetastet.

Bei den meisten Regimentern fehlte es unaufhörlich an Brot und Fourage und dann wurde genommen, wo und was man fand. Das, was den Truppen bestimmt war, wurde oft von den Chefs und Offizieren verkauft, um einen Ersatz für die sehr geringe Bezahlung zu erlangen, die bei der russischen Armee noch eingeführt ist. Oder es wurde auf dem Transport von Truppen-Abtheilungen weggenommen, die es gar nicht haben sollten. Ein Fuhrwesen hatte die Armee nicht, zum Theil fehlten sogar die ordonnanzmäßigen Regimentswagen und das Geld dafür wurde unterschlagen. Die Fuhren wurden vom Lande geleistet, aber auch ohne alle Ordnung, die Knechte wurden mißhandelt, die Pferde geraubt, die

Klagen und, natürlich, das Zurückbleiben der Unterthanen, wenn sie nicht gezwungen wurden, waren allgemein.

Daß es an Lebensmitteln fehlte, war also lediglich die Schuld des kommandirenden Generals. Freilich hätten vorlängst unsere eigenen Behörden, und besonders der Minister von Schroetter als Chef der Provinz und der Armeeverpflegung, ernstlicher dafür sorgen und darauf dringen sollen, daß mehr Ordnung eingeführt würde. Hier zeigte es sich, wie nothwendig es gewesen wäre, daß der Herr von Schroetter sich mehr bei der Armee aufgehalten hätte und wie wenig Nutzen seine letzte kurze Anwesenheit gehabt hatte

Ueberall, in Absicht auf diesen Gegenstand, in Absicht auf die politischen Verbindungen und auf die militärischen Pläne, mußte der Winter benutzt werden. Alles das, was ich jetzt mit unglaublicher Mühe und Anstrengung — leider zu spät — betrieb, mußte längst in Ordnung sein, damit man den Feldzug früh und mit Nachdruck eröffnen konnte.

Ein andrer Artikel, bei dem die größte Unordnung herrschte, war das Geld. Hieran fehlte es beständig. Dem Herrn von Bennigsen war auch dieses Fach übertragen. Er beschwerte sich, daß man ihn aus Petersburg nicht mit dem Nöthigen versähe; der Kaiser und der General von Budberg behaupteten aber, es liege blos daran, daß er nicht die gehörige Ordnung beobachte. Dem sei wie ihm wolle, — es fehlte. Nicht genug, daß der König aus seinem geretteten Vorrath, mitten im Unglück, immer die ansehnlichsten Vorschüsse machen mußte, der General von Bennigsen negociirte auch noch in Königsberg Anleihen in geringen Summen zu den höchsten und drückendsten Bedingungen, die er mehrentheils nicht anders als unter Königlicher Garantie erhielt.

Ich unterließ nicht, sehr oft dem General von Bennigsen, dem Minister General von Budberg und dem Kaiser selbst über alle diese Mängel die dringendsten Vorstellungen zu machen.

Bennigsen war ein Hannoveraner, arm und Page in Hannover, als ich in meiner Kindheit auch dort erzogen wurde, nachher

hatten wir einen Theil unserer Jugendjahre in dieser Stadt mit einander verlebt. Etwas älter wie ich, hatte er die letzten Feldzüge des siebenjährigen Krieges als Offizier in der hannoverischen Garde mit gemacht, heirathete ein Fräulein von Steinberg, verlor sie durch den Tod, entführte eine reiche Erbin, ein Fräulein von Schwichelt und mußte entfliehen, weil die Familie derselben die Sache aufs Aeußerste gegen ihn trieb. Er gieng hierauf nach Rußland, wo er in die Dienste der großen Katharina aufgenommen wurde, sich in den Kriegen gegen die Turken hervorthat — obwohl immer in untergeordneten Rollen — und sich bis zu den höchsten Ehrenstellen emporschwang. Seine von ihm entführte Frau starb auch bald, er heirathete zweimal wieder und erwarb hiemit und auf andere Weise großen Reichthum, war General der Kavallerie und General-Gouverneur von Litthauen. Sein Antheil an der letzten Katastrophe des Kaisers Paul ist bekannt. Uebrigens war er ein schöner, fein gebildeter Mann, dem es nicht an Verstand fehlte, von sanften Sitten, kalt, gewöhnlich verschlossen, zuweilen aber auch ganz im Gegentheil sehr gewagt in seinen Reden, äußerlich phlegmatisch, und von feierlichem Anstande. Von der Seite des Interesses war sein Ruf nicht rein.

Vermöge unserer alten Bekanntschaft konnte ich freier mit ihm sprechen als jeder andere; er gestand die Disziplinfehler ein, schob aber die Schuld auf den Mangel und versprach immer Abhülfe, die nie eintrat. Man sagte, als ein Fremder und gehaßt von den meisten russischen Generalen, habe er durch Nachsicht die Armee für sich gewinnen wollen — das wäre eine sehr falsche Politik gewesen.

Mit dem General von Budberg war ich auf einem sehr freundschaftlichen und vertraulichen Fuß, ich hielt also gegen ihn keine meiner Bemerkungen zurück: er äußerte immer eine große Rechtlichkeit und die besten Absichten, er versicherte, daß er die russische Armee gar nicht mehr kenne und sie nie in einer solchen Unordnung gesehen habe, forderte mich selbst auf, ihm die Beschwerden schriftlich zu geben und dem Kaiser nichts zu verhehlen.

Nach der Erlaubniß, die ich hatte, mich diesem Monarchen

zu nahen, so oft ich wollte, und nach seinem mehrmals wiederholten Verlangen, ihm über alles offen meine Meinung zu sagen, war ich besser im Stande, ihm Wahrheit zu sagen, als seine eigenen Diener.

Schon am 25. April hatte ich über jene Mängel, die schlechterdings abgestellt werden mußten, wenn irgend ein guter Erfolg gehofft werden sollte, eine sehr lange Unterredung mit ihm, und nur zu oft wurde ich genöthigt, diese unangenehmen Saiten wieder mündlich zu berühren, weil gar nichts Wirksames geschahe, um den Uebeln abzuhelfen, und unser Heil davon abhieng. Um alles zu erschöpfen, schrieb ich endlich dem Kaiser am 17. Mai einen Brief, über den wir nachher umständlich mündlich sprachen [1]).

Jedesmal erhielt ich neue Bezeigungen von Dankbarkeit und Vertrauen, aber es fehlte an Nachdruck.

Ich begnügte mich nicht damit, Vorstellungen zu machen; wo ich nur konnte, handelte ich mit Eifer und Anstrengung aller mir zu Gebot stehenden Kräfte, wozu ich mich dadurch im Stande befand, daß der König mir die Leitung aller Geschäfte, die eigentlichen Militärsachen ausgenommen, bald nach seiner Ankunft in Bartenstein übertragen hatte, wie wir weiterhin näher sehen werden.

Eine meiner Hauptsorgen war, Ordnung in das Fuhrwesen zu bringen. Die Landtransporte wurden mit äußerster Strenge betrieben; für russische Rechnung, aber durch Vorschüsse aus den Königlichen Kassen, brachte ich in ganz kurzer Zeit ein reguläres Armeefuhrwesen von mehr als sechshundert Wagen dadurch zusammen, daß jedes Vorwerk der Domänen und adligen Güter von 400 Scheffel Aussaat im Lande einen mit vier Pferden bespannten Wagen gegen Bezahlung von 300 Thalern in sechs Monaten stellen mußte, der Unterhalt wurde aber von ihnen nicht gefordert. Es wurden preußische Offizianten dabei angesetzt, aber

1) Dies Schreiben wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

den Knechten wurden russische Schilder gegeben, um sie gegen den Raub ihrer Pferde durch die russischen Truppen zu sichern, welches dennoch nicht ganz bewirkt wurde. Sechshundert andere Wagen sollten aus Rußland kommen, blieben aber stets aus, ich suchte sie durch Unternehmer zu ersetzen, konnte aber nicht damit zum Schluß kommen.

Der Kaiser, der sich täglich mit eigenen Augen und durch so viele Beweise von den Uebeln überzeugte, die ich nicht aufhörte ihm so lebhaft zu schildern, als es ihre große Wichtigkeit erforderte, hatte beschlossen, dem General von Bennigsen das Proviant- und das Finanzwesen der Armee abzunehmen und solches einem eigenen Chef zu übertragen, dazu er einen gewissen Geheimerath Popow ausersahe, von dessen Rechtlichkeit er überzeugt zu sein versicherte und der diese Gegenstände unter dem verstorbenen Fürsten Potemkin mit Erfolg geleitet haben sollte.

Er kam im Mai zur Armee, in verschiedenen Konferenzen bei dem General von Budberg, der den Dolmetscher zwischen ihm und mir machen mußte, weil er blos russisch sprach, wurden die nöthigen Abreden genommen. Auch er erschrak über die unglaublichen Unordnungen und stimmte mir in allem völlig bei, aber Langsamkeit blieb an der Tagesordnung. Jedoch brachte ich es am Ende des Maimonats zu Stande, daß das Proviant- und Versorgungswesen von einer gemeinschaftlichen russisch-preußischen Kommission dirigirt werden solle, wobei sich die preußische wirkliche Besorgung zwar nur auf den Transport und die Hülfen aus dem Lande beschränken, jedoch wechselweise beide Theile von allem genau unterrichtet sein und nach gemeinschaftlicher Berathung verfahren sollten. Preußischer Seits waren der Baron von Schladen, nachheriger Gesandter in Petersburg, der geschickt war, mit dem russischen kommandirenden und andern Generalen zu unterhandeln, und Geheimerath von Stein die thätigen und geschickten Mitglieder dieser Kommission, russischer Seits ein General Fürst Schalowsky und ein Statsrath von Fuchs. Sie sollten an den Herrn von Popow und an

mich berichten, wir aber uns vereinigen und, wo es nöthig war, die Befehle des Kaisers und des Königs einholen. Bei unserm preußischen Armeeversorgungswesen vereinfachte ich ebenfalls die Sache. Zweierlei Behörden, die Kammer zu Königsberg und die Feldkriegskommissariate hatten es bisher besorgt, sich oft gestritten und Zeit mit unnützen Discussionen verloren. Ich trug die Sache den Feldkriegskommissariaten allein auf und setzte ihnen den Geheimen Finanzrath von Quast als General-Intendanten vor, den General von Chlebowsky, den man als preußischen General und Geschäftsmann im russischen Hauptquartier angestellt hatte und der sich auf keine Weise dazu eignete, ließ ich von allen auf die Verpflegung Bezug habenden Geschäften dispensiren.

In Absicht auf die russischen Geldbedürfnisse stellte ich die dem Kredit so nachtheiligen einzelnen kostbaren Anleihen des Generals von Bennigsen dadurch ab, daß ich die Königliche Einwilligung bewirkte, die Vorschüsse so viel irgend möglich durch unsre Bank leisten zu lassen.

Statt unserer vielen Kassen bildete ich eine Generalkasse und sorgte für allgemeine Uebersichten, die ganz fehlten. Jede Kasse mußte monatlich ihre Bedürfnisse einreichen und ich ordnete monatliche Kassenüberschläge oder sogenannte Etats an; alles, was weiter gieng, war ganz illusorisch.

Man war russischer Seits in der größten Geldnoth und dennoch hatte der General Budberg und mit ihm der Kaiser den Grundsatz, keine Subsidien von England haben zu wollen, sondern in England eine Anleihe machen zu wollen, die die größten Schwierigkeiten hatte und Herr von Alopaeus vergeblich betrieb, während es ihm gewiß leicht gelungen wäre, Subsidien zu erhalten.

Ich that dem General von Budberg annehmliche Vorschläge zu einer Anleihe in Königsberg unter Königlicher Garantie gegen Wechsel auf die Kaiserliche Schatzkammer in Petersburg oder den Finanzminister, allein er wollte sich ohne die Einwilligung dieses Ministers weder für sich darauf einlassen, noch dem Kaiser darüber

Vorschlage machen. Geholfen sollte werden, und da die Königlichen Kassen immer mehr erschöpft wurden, so suchte ich von Lord Hutchinson, der die ausgedehntesten Vollmachten von seinem Hofe hatte, sowohl für uns als für Rußland eine Zahlung auf künftige Subsidien oder Anleihe zu erhalten. Unter dem ersten Titel wurde es mir für uns leicht, Wechsel auf die englische Schatzkammer für hunderttausend Pfund Sterling zu bekommen, für Rußland hielt es aber sehr schwer. Endlich gelang es mir mit vieler Mühe, eine Assignation von dreißigtausend Pfund herauszubringen. Er würde die übrigen siebzig auch noch gezahlt haben, wenn nicht über die Form eine Discussion entstanden wäre. Hutchinson hatte verlangt, daß Budberg ihm zu seiner Legitimation schreibe und den Vorschuß als nothwendig erbitte: jener ließ eine Note an ihn ab, in der er blos fragte: ob der Lord autorisirt sei, ihm jene Summe behufs der gemeinen Sache und als nothwendig zu zahlen. Hierauf behauptete Lord Hutchinson geradezu Nein antworten zu müssen, da er eine solche Autorisation für Rußland nicht habe und blos sub spe rati handeln könne. Der General Budberg fand nicht für gut, seine Note zu ändern, und die 70,000 Pfund Sterling blieben unbezahlt. Aber er beschwor mich mittlerweile, nur noch 200,000 Thaler aus unsern Fonds vorzuschießen, welches dann auch geschahe.

Ich führe diese Umstände nur an, um die Verlegenheit und das unzweckmäßige Benehmen zu zeigen. Eben so übel ausgedacht war es, gerade in diesem Zeitpunkt die Streitigkeiten mit England wegen des Kommerztraktats anzufangen, den man wenigstens noch auf ein Jahr verlängern konnte, gesetzt, man hatte gültige Gründe gehabt, von den bisherigen Grundsätzen abzugehen.

Wie der General von Bennigsen selbst alles hatte anwenden können, daß der Kaiser zur Armee komme, um Zeuge der Unordnungen und Gebrechen und der Unthätigkeit zu sein, die dabei herrichten, ist schwer zu begreifen und doch ist nichts gewisser. Ich habe die Korrespondenz selbst gesehen, die er im Februar

darüber mit dem Kaiser geführt hatte, darin er ihm auch die Nothwendigkeit schilderte, daß ich die auswärtigen Geschäfte anstatt des Herrn von Zastrow führe, wenn von unsrer Seite Eifer bewiesen werden solle. Der Herr von Bennigsen war damals gewiß nicht dafür gestimmt, den Frieden zu suchen, ob er gleich eben so gewiß das System hatte, nichts zu wagen, den Krieg zwischen der Weichsel, der Memel und dem Bug zu führen, und den Glauben hegte, Napoleons Heer werde durch solche Schlachten, als die von Pultusk und Eylau waren, entfernt von seinen Hülfsquellen nach und nach aufgerieben werden, als wenn sein Genie nicht immer neue zu schaffen gewußt hätte, als wenn es nicht hiezu unumgänglich erforderlich gewesen wäre, die Wintercampagne recht thätig zu benutzen!

Ich bin der Meinung, daß die Veränderung in den Gesinnungen des Generals von Bennigsen erst während der Anwesenheit des Kaisers in Bartenstein stattfand, wo verschiedene Kabalen ihn bearbeiteten und zu ihrem Zweck benutzten, wo er über mehrere Dinge höchst unzufrieden wurde.

Daß der Kaiser in Absicht auf die Kriegsoperationen andere zu Rathe zog, andern mehr Vertrauen schenkte als ihm, besonders dem General von Phull, der vor kurzem erst aus preußischem Dienst in den russischen übergegangen war, mißfiel ihm und vorzüglich denen, die ihn leiteten, wenngleich der Kaiser die größte Schonung in die Sache legte; vorzüglich aber wurde er höchst aufgebracht über die nöthige und richtige Maßregel, die der Kaiser ergriff, ihm und dem Mentrowitz die Verpflegung der Armee zu nehmen und dem Geheimen Rath Popow sowohl diese als das Kassenwesen anzuvertrauen, denn hierüber beschwerte er sich bitter gegen mich selbst und versicherte mich, er werde sich als krank anmelden und seine Entlassung fordern. Ich verhehlte ihm nicht, er müsse die Dispositionen über diese Gegenstände behalten, aber die Details andern überlassen. Seitdem äußerte er sich aber, obgleich er jenen Entschluß nicht ausführte, immer bitter über den Krieg, schützte unaufhörlich Mangel an Lebensmitteln vor.

und wollte zuletzt gar Preußen, das alles täglich aufopferte, beschuldigen, es komme ihm nicht genug zu Hülfe. Er gieng so weit, einst zu sagen, wenn der Kaiser Krieg führen wolle, müsse er Geld und Magazine anschaffen, und da das nicht geschehe, wolle er ihn schon dahin bringen, Frieden zu machen. Eine Partei unter den Russen hielt den Krieg nur für einen solchen, den Rußland für Preußen führe, und wollte deshalb den Frieden. Diese wußte den Großfürsten Constantin zu gewinnen und vermuthlich auch den General. Diese war es, die nachher Preußen aufopferte und den Kaiser zwang, gegen die Verträge und so theure Versicherungen seine Bundsgenossen zu verlassen. Der Kaiser, der General Budberg und mehrere Andere, mit einem Worte diejenigen, die das Ruder führten, sahen die Sache aus dem entgegengesetzten Gesichtspunkte an, und es wäre zuverlässig vor der Schlacht von Friedland ganz vergebliche Mühe gewesen, vom Frieden anders zu sprechen, als wie bisher in der Konvention von Bartenstein und in der Correspondenz mit Napoleon geschehen war.

Eine dritte Partei, deren Hauptmänner der Fürst Czartorysski, der Herr von Nowosilzow und der Graf Stroganoff immer zusammen waren, man nannte sie les inséparables, war zwar überzeugt, daß man den Krieg für die Sache von Europa und also auch für das russische eigene Interesse führe, sie wollten nicht, daß Rußland Preußen aufopfere und sich von England trenne, aber sie sahen die Gebrechen bei der Armee, sie kannten genau die Schwäche des Kaisers, sie verzweifelten an der kräftigen Hülfe Oesterreichs und Englands, und wollten daher eine Friedensunterhandlung. Erst zuletzt in Bartenstein, in Königsberg in den ersten Tagen des Junius und in Tilsit äußerten Czartorysski und Nowosilzow diese Meinung freundschaftlich gegen mich. Sie wünschten, daß der General Hitroff, den Napoleon kannte, zu der Unterhandlung gebraucht würde, und beschworen mich, dazu beizutragen. Es war eine mißliche Sache für mich, mit diesen Männern, die ich sonst sehr schätzte, viel über Politik zu sprechen, da der Kaiser mir gleich Anfangs gleichsam verboten hatte. Herrn

von Nowosiltzow nicht darin zu mischen, da er mich fortdauernd blos an den General von Budberg verwies, und dieser mit dem Fürsten Czartoryski gar nicht in gutem Vernehmen stand, beide einander wechselseitig herabsetzten, Budberg mir oft wiederholte, der Kaiser spreche mit jenem und mit dem Herrn von Nowosiltzow kein Wort mehr über Politik, und hinzusetzte, Czartoryski habe immer nur die Wiederherstellung Polens im Kopf. Den Grafen Stroganoff nannte er verächtlich une bête; dagegen sagte Nowosiltzow von Budberg „c'est un imbécile", so groß war die Erbitterung. Wenn mich inzwischen irgend etwas gereuet, so ist es, daß ich mich nicht hierüber früher wegsetzte und mich im Stillen mit jenen einsichtsvollen und, wie ich glaube, wohlmeinenden, rechtschaffenen Männern vertraulich beredete, was zu thun sei, als ich die großen Mängel bei der Armee fand. Ich hatte zwar durch den 14. Artikel der Bartensteiner Konvention, auf den Fall, daß uns Oesterreich oder England fehlte, den Grund zu einer gemeinschaftlichen Friedensunterhandlung mit Rußland und Schweden gelegt, und wenn der König von Schweden sich auf diesen Fall geweigert hätte den Unterhandlungen beizutreten, würde es allerdings sehr zu rechtfertigen gewesen sein, ihn sich selbst zu überlassen, zumal da er der Bartensteiner Konvention nicht beitreten wollen, aber die Hoffnung zur thätigen Mitwirkung jener Mächte war keineswegs verschwunden, so sehr auch beide zögerten; England schickte im Junius wirklich Truppen nach Pommern, schloß einen Allianz- und Subsidientraktat mit Preußen und würde bald noch mehr gethan haben; Oesterreich war doch endlich zur Mitwirkung bereit.

Alles konnte noch sehr gut gehen, wenn der General von Bennigsen sich besser verhielt; ich erwiderte also dem Fürsten Czartoryski und Herrn von Nowosiltzow, ich würde erst die von dem Londoner und besonders vom Wiener Hofe geforderte kategorische Antwort abwarten, sei aber völlig mit ihnen einverstanden und würde alles anwenden, eine wirksame Friedensunterhandlung einzuleiten, sobald jene Antwort unsern Erwartungen nicht ent-

sprach. Wir werden weiter unten auf diesen Punkt zurückkommen. Lord Hutchinson bestärkte durch seine Aeußerungen und sein Betragen, wie schon gesagt ist, die beiden Oppositionsparteien.

Alle Umstände trafen zusammen, um den Kaiser zu einem entschiedenen Entschlusse zu bewegen, diesen mußte er durchaus in Bartenstein fassen und dadurch der Kabale bei Zeiten den Kopf zertreten. Er hatte nur drei Auswege vor sich: entweder den Befehl der Armee selbst zu übernehmen — dazu fühlte er sich nicht kräftig genug; oder, weil er mit dem General von Bennigsen unzufrieden war, einen andern an die Spitze zu stellen, — dazu gehörte ebenfalls Kraft, und er wußte keine Wahl zu treffen, ohnerachtet es unter seinen Generalen gewiß unternehmendere und geschicktere Männer gab; oder die Armee so schnell als möglich zu verlassen und dem General von Bennigsen freie Hände zu lassen: — dieses war es, wozu er sich entschied. Er sprach mehrere Male ganz offenherzig mit mir über diesen Gegenstand und gieng seine Generale mit mir durch. Einen nannte er nie und das war leicht erklärlich — Pahlen, für den sich viele Stimmen vereinigten. Aber fanden bei Bennigsen nicht ähnliche Abneigungsgründe statt? Ich durfte es freilich nicht wagen, in Absicht auf diese Materie eine Meinung zu äußern, denn ich kannte die Männer nicht genug, die gewählt werden konnten. Dochtorof, Ostermann-Tolstoy, Tolstoy, Bagration, Essen I., Buxhöwden, waren alle besser gewesen als Bennigsen. Die beiden ersten hatten einen vorzüglichen Ruf, aber der Kaiser hatte am Ende sein Augenmerk auf Essen geworfen, von dem man auch viel Gutes sagte.

Nie bestätigte sich wohl die Wahrheit mehr, daß des Monarchen Anwesenheit bei dem Heere nachtheilig ist, wenn er es nicht selbst, ausgerüstet mit den nöthigen Eigenschaften, befehligt, als in diesen unglücklichen Feldzügen von 1806 und 1807.

Alle Russen von allen Parteien wünschten die Rückkehr des Kaisers nach Petersburg, und die dazu im Stande waren, arbeiteten daran.

Als die Grundsätze sowohl in politischer als militärischer Rücksicht festgesetzt waren, schlug ich in der Mitte des Maimonats vor, daß der Kaiser und der König nach Tilsit gehen möchten, um dort die Antworten von Wien und von London zu erwarten, und nach der weiteren Entwickelung der Umstände Beschlüsse zu nehmen. Dieses wurde denn auch genehmigt. Der König gieng den 20. Mai von Bartenstein zum Korps des Generals von L'Estocq ab, dahin ihm der Kaiser folgte, um die preußischen Truppen zu sehen und dann sich von da nach Tilsit zu verfügen. Ich verließ Bartenstein den 21. Mai und begab mich nach Königsberg, um dort den König zu erwarten und noch die Anschaffung und den Transport von Lebensmitteln und andere Geschäfte zu betreiben. Der Kaiser empfahl dem General von Bennigsen aufs Nachdrücklichste, kräftig zu handeln und über strengere Mannszucht zu halten, beides vergeblich, so heilig es dieser General versprach.

Der König traf den 24. in Königsberg ein, gieng aber gleich darauf nach Pillau, um einen Theil der Truppen einschiffen zu sehen, die nach Rügen bestimmt waren, und empfieng dort auch die Russen und Preußen, welche von der verunglückten Unternehmung auf Danzig zurückkamen, hielt sich nachher noch in Königsberg auf, um die Garnison von Danzig zu empfangen, die über die frische Nehrung zurückkam, und langte erst den 8. Juni in Tilsit an. Er befahl mir, dahin vorauszugehen, und ich kam dort den 4. an.

In Königsberg hatten wir noch sonderbare Auftritte mit Lord Hutchinson. Er hatte schon zu Bartenstein beschlossen, sich auf kurze Zeit zum König von Schweden zu begeben, um, wie er sagte, die Mitwirkung der Engländer und Schweden zu betreiben. Verschiedene Mal änderte er seinen Vorsatz, schiffte sich nach Pillau ein, kam wieder zurück, segelte noch einmal, aber nur bis Danzig, wo er zu der freilich unvermeidlichen Kapitulation des Forts Weichselmünde schriftlich mit rieth, und kehrte unverrichteter Sache nach Königsberg zurück, von wo er zur Armee des Generals von Bennigsen gieng. Blos der Spleen konnte sein Betragen erklären.

Ein französischer General Jarry hatte dem General Grafen von Kalckreuth auf dem Marsch von Danzig über die Nehrung nach französischer Art viel vom Frieden und von den großmüthigen Gesinnungen seines Kaisers für Preußen und den König vorgeschwatzt, und der Eitelkeit dieses Generals geschmeichelt. Dieses hatte er für baares Geld genommen und glaubte, wenn ihm der König nur den Auftrag gäbe, so würde er für Preußen und für Rußland den vortheilhaftesten Frieden abschließen. Damals wurden diese Anträge des Generals von Kalckreuth nicht beachtet, wie sie es auch keineswegs verdienten, in der Folge leider nur zu sehr!

Wir nähern uns nun der schrecklichen und in dieser Art unerwarteten Entwickelung des großen Trauerspiels. Ehe ich aber von den Umständen Rechenschaft gebe, welche dieselbe begleiteten, muß ich noch nachholen, was seit dem Aufenthalte in Kydullen in Absicht auf die inneren Staatsverhältnisse und auf die meinigen vorfiel.

Der König hatte, als er in den ersten Tagen des Aprils Memel verließ, Niemand zu den Geschäften mitgenommen, als den Obersten und General-Adjutanten von Kleist und mich. Außer den eigentlichen Militärsachen trug ich ihm alle Staatsangelegenheiten ohne Ausnahme allein vor. Der Kabinetsrath Beyme war in Memel zurückgeblieben. Das war das erste Mal, daß die Kabinetsgeschäfte durch einen Minister besorgt wurden. Zugleich war ich bei allen militärischen Vorträgen mit gegenwärtig und nahm auch an den Berathschlagungen über diese Gegenstände Theil. Bald gefiel dieses dem König; ich hatte das Glück, mir sein Vertrauen immer mehr zu erwerben, ich konnte zu allen Zeiten des Tags und so oft ich wollte, zu ihm gehen, meine Freimüthigkeit, die oft sehr groß, aber stets mit dem Anstande und der Ehrerbietung verbunden war, die man seinem Herrn schuldig ist und die das Gepräge der Anhänglichkeit und der reinen Absicht hatte, war ihm nie unangenehm. Schon den 28. April übertrug er mir außer den auswärtigen auch alle in-

neren Geschäfte. Herr von Zastrow hatte es auf den Brief, den der König aus Kydullen an ihn geschrieben hatte, abgelehnt, das auswärtige Departement mit mir zu theilen, und hatte auf eine hämische, seinem Charakter nicht zur Ehre gereichende Weise, im Gegensatz mit mir, ein großes Gewicht auf die Eigenschaft eines gebornen Königlichen Unterthanen gelegt. Der König zeigte mir den Brief und war darüber aufgebracht, dennoch konnte er es noch nicht über sich gewinnen, dem General von Zastrow eine entscheidende Antwort zu geben, wie er sie verdiente. Er hatte mir befohlen, ihm über meine nun bestimmten Verhältnisse die Kabinetsbefehle an den Staatsrath und an die einzelnen Personen, die es angieng, vorzulegen. Ich gab sie ihm, ohne sie ihm, wie sonst gewöhnlich, vorzulesen, und bat ihn, sie bei sich zu behalten und zu überlegen, ob auch alles seinen Absichten gemäß gefaßt sei.

Hier ist der Inhalt dieser Verfügungen[1]):

Seine Königliche Majestät haben Sich während Ihres gegenwärtigen Aufenthaltes bei der Armee immer mehr überzeugt, wie dringend nothwendig es ist, daß alle auf die Politik und auf den Krieg Bezug habende Angelegenheiten mit dem Nachdruck und der Schnelligkeit geführt werden, welche nur durch Einheit und Vermeidung aller weitläufigen Rücksprachen und Verhandlungen unter mehreren Behörden möglich gemacht werden kann.

Allerhöchstdieselben haben dem Staats- und Kabinets-Minister Freiherrn von Hardenberg das auswärtige Departement ganz wieder zu übernehmen befohlen und wollen nunmehr auch, daß derselbe, die eigentlichen Militärsachen ausgenommen, zugleich die Leitung aller übrigen Angelegenheiten besorge, die auf den Kriegszustand Beziehung haben. Diesem nach bestimmen Seine Königliche Majestät folgendes:

1) Höchstdieselben dispensiren aus obigen Gründen den Staatsminister Freiherrn von Schroetter gnädigst von der Näh

[1]) Die folgende Kabinetsordre ist bereits mitgetheilt von Bassewitz I, 391.

rung des General-Verpflegungs-Departements und übertragen solche dem p. Freiherrn von Hardenberg, welcher dieselbe sowohl in Absicht auf die preußischen Truppen als die russischen, insofern die preußischen Behörden dabei eingreifen, sogleich übernehmen soll.

2) Da der Getreide-Einkauf im Auslande, welcher hauptsächlich behufs der Armee-Verpflegung stattfindet, durchaus in einer Hand sein muß, wenn nicht Nachtheil daraus entstehen soll, so kann auch der Ankauf, welcher zur Unterstützung der Unterthanen, oder andern inländischen Behuf, im Auslande stattfinden muß, von jenem nicht getrennt werden. Die Departements-Chefs haben also den Bedarf und den Zeitpunkt, wenn er nöthig sein wird, dem Staatsminister Freiherrn von Hardenberg anzuzeigen.

3) Alle Geldoperationen, welche Behufs des Kriegs erforderlich sind, soll der Staatsminister Freiherr von Hardenberg leiten und Seiner Königlichen Majestät darüber allein verantwortlich sein. Sämmtliche Behörden haben daher seine Requisitionen und Verfügungen, insofern sie hierauf Bezug haben, zu befolgen.

4) Die Oberaufsicht auf das Postwesen, die Administration desselben ausgenommen, und alle Mittel, sich Correspondenzen und Nachrichten zu verschaffen, auch die Zeitungen und die Geheime Polizei, wird gedachtem Staatsminister ebenfalls anvertraut.

5) Ihm soll freistehen, sich diejenigen Königlichen Offizianten zu erwählen, welche er zur Bearbeitung der vorgedachten wichtigen Zwecke am tauglichsten halten wird.

6) Der Staatsminister von Voß bleibt in seinem Verhältniß als Curator des Schatzes und der Dispositionskasse und Chef des Kassen-Departements in dem Maße, wie solches neuerlich bestimmt worden ist. Der Staatsminister Freiherr von Hardenberg erhält aber eine fortgesetzte genaue Uebersicht von allen diesen einzelnen Zweigen und Quellen, um stets beurtheilen zu können, ob und wie lange die vorhandenen Fonds zureichen, und um im Fall, daß dieses nicht wäre, zweckmäßige Maßregeln zur Abhelfung des et-

wanigen Mangels ergreifen oder Seiner Königlichen Majestät in Vorschlag bringen zu können.

7) Dagegen ist es unumgänglich, daß wegen der genauen Verbindung, darin die Bank und die Seehandlung mit den Partien der anzuschaffenden Geld=Mittel und Getreide=Ankäufe, der Beziehung der Subsidien ꝛc. stehen, die Leitung und Oberaufsicht derselben dem Staatsminister Freiherrn von Hardenberg vorerst ganz überlassen werden.

Seine Königliche Majestät vertrauen zu den patriotischen Gesinnungen und der Einsicht Höchstihrer Staatsminister, daß Sie diese Verfügungen aus dem rechten Gesichtspunkte betrachten und dem Freiherrn von Hardenberg auf alle Weise zur Ausführung behülflich sein werden. Höchstdieselben haben letztern hiernach instruirt und überlassen nunmehr dem Staats=Ministerio, demgemäß alles unverzüglich anzuordnen und den treffenden Behörden bekannt zu machen.

Bartenstein, den 26. April 1807.

Diese von mir getroffene Maßregel ist unter den jetzt obwaltenden Umständen wesentlich nothwendig geworden, und hierin keineswegs eine Zurücksetzung zu suchen.

Friedrich Wilhelm.

An das Staats=Ministerium zu Memel.

Mein lieber Staatsminister Freiherr von Hardenberg! Aus der abschriftlich anliegenden an das gesammte Staatsministerium unter heutigem Dato ergehenden Verfügung ersehet Ihr mit Mehrerem Meine Absicht, Euch neben dem auswärtigen Departement auch die Leitung aller auf den Krieg Bezug habenden Geschäfte, die eigentlichen Militärsachen ausgenommen, zu übertragen. Je wichtiger und schwieriger der zu erreichende Zweck ist, und je umfassender die Mittel sind, die Ich in Eure Hände lege, desto eif-

riger werdet Ihr Euch bestreben, Meinem in Euch gesetzten Vertrauen zu entsprechen. Ich verbleibe Euer wohl affectionirter König.

Bartenstein, den 26. April 1807.

Friedrich Wilhelm.

An den Staatsminister Freiherrn von Hardenberg hierselbst.

Mein lieber Staats-Minister und General-Major von Zastrow! Die jetzigen politischen Verhältnisse und die in der unter heutigem Dato an das Staats-Ministerium erlassenen Verfügung enthaltenen Gründe haben mich veranlaßt, den dem Staats-Minister Freiherrn von Hardenberg in seiner Eigenschaft als Chef des auswärtigen Departements vor einiger Zeit ertheilten unbestimmten Urlaub wieder aufzuheben, und ihm zu befehlen, die Geschäfte dieses Departements wieder zu übernehmen. Da Ihr Selbst die getheilte Führung derselben verbeten, und um Bestimmung einer andern Wirksamkeit nachgesucht habt, so will ich diesem Gesuche hierdurch um so mehr willfahren und Euch von dem aufgetragenen Ministerio befreien, als ich hoffe und mir vorbehalte, durch Uebertragung eines andern angemessenen Wirkungskreises Eure Kenntnisse und Erfahrungen zum Besten meines Dienstes ferner zu benützen und Euch durch demnächstige Bestimmung Eures künftigen Dienst-Verhältnisses einen neuen Beweis meines Vertrauens zu geben, als Euer u. s. w.

Bartenstein, den 26. April 1807.

Friedrich Wilhelm.
Hardenberg.

Mein lieber Staats-Minister von Voß! Aus der an das gesammte Staats-Ministerium unter heutigem Dato erlassenen Verfügung ersehet Ihr die Gründe, warum ich beschlossen habe, für jetzt

die Besorgung der auf den Krieg Bezug habenden Geldgeschäfte, und die davon nicht zu trennende obere Leitung der Bank und der Seehandlung dem Staats=Minister Freiherrn von Hardenberg zu übertragen. Ich vertraue zu Eurer Einsicht, und zu Euren patriotischen Gesinnungen, daß Ihr das Gewicht jener Gründe fühlen, und weit entfernt darin eine Zurücksetzung zu finden, die ich nicht beabsichtige, vielmehr Eurer Seits alles beitragen werdet, daß Meine Intention erfüllt werde, auch daß Ihr die vorbenannten Geschäfte mit Eifer fortsetzen werdet, bis der v. von Hardenberg solche übernommen haben wird. Ich verbleibe Euer wohlaffectionirter König [1]).

Bartenstein, den 26. April 1807.

Friedrich Wilhelm.

Der König gab mir diese Verfügung am andern Morgen vollzogen zurück, hatte aber in der Stelle des Befehls an den Staatsrath, wo es heißt: „das auswärtige Departement ganz wieder zu übernehmen befohlen", das Wort ganz ausgestrichen und mit eigener Hand „als ältestem Cabinets-Minister" darüber gesetzt, und außerdem den nach dem Datum befindlichen eigenhändigen Zusatz gemacht, auch die Ordre an den General von Zastrow noch nicht unterschrieben. Gegen jene Aenderung sahe ich mich genöthigt, folgende Vorstellung zu machen:

Ew. Königliche Majestät verzeihen gnädigst, wenn ich es wage, bei der Anlage einige, mir ganz unumgänglich zu meiner Beruhigung nothwendige, Bemerkungen zu machen. Nach meinem Vertrauen zu Höchstdenenselben würde ich solche mündlich darlegen, aber es kostet mich nicht geringe Ueberwindung, Ew. Königliche Majestät mit dem, was mich persönlich betrifft, zu behelligen, und ich ziehe daher, und damit Höchstdieselben meinen unterthänigsten Vortrag desto ruhiger überlegen können, vor, solchen schriftlich zu thun.

1) Eine ganz ähnliche Kabinetsordre wurde auch an den Staatsminister Freiherrn von Schroetter erlassen.

Höchstdieselben haben bei dem Artikel vom auswärtigen Departement den Ausdruck: *ganz* weggestrichen und darüber gesetzt: *als ältestem Cabinets-Minister.*

Es kann nicht fehlen, daß die Minister in Memel, wenn sie die höchste Kabinetsordre mit *dieser Aenderung* erhalten, so wie der General von Zastrow, hieraus schließen, daß es Ew. Königlichen Majestät Willen fortwährend, auch noch nach der ablehnenden Antwort des letztern, sei, daß er die auswärtigen Angelegenheiten gemeinschaftlich mit mir leiten solle. Aber dieses nicht allein — sie müssen, wenn sie das Weggestrichene sehen, noch weiter schließen, daß ich von Ew. Königlichen Majestät *die alleinige Führung erbeten, und daß Höchstdieselben das Gegentheil meiner Bitte wirklich beschlossen haben.*

Wahrlich, es ist nicht Persönlichkeit, sondern Ueberzeugung, daß es *unmöglich* ist, Ew. Königlichen Majestät mit gutem Erfolg zu dienen, es ist *Gewißheit*, daß ich meine Kräfte und Bemühungen, die ich Ihnen und dem Staat so gern und so eifrig widme, ganz vergeblich und zwecklos, mit Verlust alles frohen Muths und meiner Gesundheit, opfern würde, die mir die ehrerbietigste Erklärung abnöthigen:

Daß ich mich völlig unfähig fühle, die auswärtigen Geschäfte gemeinschaftlich mit dem ꝛc. von Zastrow zu führen.

Belehrt durch leidige Erfahrungen, kann ich mich, zumal in diesem kritischen Zeitpunkt, als ehrlicher Mann nicht dazu verstehen, diese Geschäfte mit einem Anderen zu theilen und am wenigsten mit gedachtem General, dessen Unfähigkeit zu solchen und Charakter sich erwiesen haben, und der ja selbst Ew. Königlichen Majestät erklärt, daß er neben mir nicht arbeiten will! Seine kurze Leitung hat den unwiederbringlichsten Nachtheil gehabt, davon die Folgen nicht zu berechnen sind, und ich bin durch täglich sich häufende Data überzeugt, daß es höchst wichtig ist, ihm bei dem angenommenen System eine Anstellung zu geben, die ihn von den größeren Staatsgeschäften um Höchstdero Person entfernt.

Denn er hört nicht auf, jenem System entgegen zu arbeiten, und man wird stets glauben, Ew. Königliche Majestät wollen einen Mann im Hinterhalt behalten, der Napoleon angenehm sei, um mit diesem zu negociiren; man wird nie den Waffenstillstand und die Bemühungen, den Separatfrieden hervorzubringen, vergessen. Geruhen Ew. Königliche Majestät dieses zu prüfen, und ob es nicht weit räthlicher sei, daß Höchstdieselben den General von Zastrow bei der Armee anstellen, ihm etwa seinen Rang und ein paar tausend Rthlr. Zulage lassen, ein Gouvernement geben, oder versprechen 2c. Die Generale von Plötz und von Diercke[1]) sollen, wie man laut sagt, ganz unfähig zum Dienst sein. Ich wage dieses nicht zu beurtheilen, aber fragen Ew. Königliche Majestät ernstlich danach, und man wird Ihnen die Wahrheit nicht verhehlen dürfen. Der General von Zastrow muß es sich aber zur größten Ehre schätzen, Ihnen mit dem Degen zu dienen, oder er wäre nicht Soldat. Einen geschickten und militärischer Conceptionen fähigen Mann um Höchstihre Person finden Höchstdieselben gewiß unter Ihren jüngeren, vorurtheilsfreien kräftigen Offizieren.

Haben Ew. Königliche Majestät Nachsicht mit diesen freimüthigen Anträgen außer meiner Sphäre. Mir ist es nicht um Einmischung, nicht um Autorität zu thun, — lassen Sie mir darin Gerechtigkeit widerfahren! — sondern blos um das, was Höchstdenenselben nützen kann, blos darum, daß endlich die Hindernisse weggeräumt werden, die sich der Erreichung des großen Zwecks entgegensetzen, — und diese sind weit schlimmer, wenn sie in Personen als in Sachen liegen, blos darum, daß ich nicht die edle Zeit, welche ich dazu verwenden muß, Ew. Königlichen Majestät nützlich zu dienen, in steten Discussionen verliere, um gegenseitige Meinungen und absichtliche Schwierigkeiten zu bekämpfen, wobei

1) Der General Diercke war ein achtungswürdiger, rechtschaffener Mann und Offizier, aber durch körperliche Beschaffenheit, wie man versichert, unfähig, seine wichtige Stelle zu versehen.

nicht allein der Dienst leidet, sondern auch aller Muth zur Anstrengung gelähmt wird.

So lange Allerhöchstdieselben dafür halten, daß es Ihrem Interesse gemäß sei, mich an der Spitze der auswärtigen Geschäfte zu haben, muß ich auch Ihr Vertrauen *ganz und ungetheilt* besitzen, und ich werde mich hoffentlich immer mehr so zeigen, daß Ew. Königliche Majestät bei keiner meiner Aeußerungen mich des Ehrgeizes oder des Egoismus, den ich hasse, fähig halten, daß Sie sehen, ich will nur *das* Ihrer höchsten Entschließung vorlegen, was Ihren Ruhm, Ihre Autorität, Ihr Bestes erhöht — nicht glänzen oder auf Macht ausgehen. Diejenigen, welche mir etwa solche Absichten beimessen, verkennen mich ganz.

Sollten aber je die Umstände oder der Zeitpunkt eintreten wo Höchstdieselben glaubten: ein Anderer werde Ihnen und dem Staate mehr nützen als ich, so beschwöre ich Sie, es mir gleich ohne mindesten Rückhalt zu sagen, und versichere heilig, daß ich mich dann unverzüglich und gern zurückziehen werde. Ob ich gleich kein *geborner* Preuße bin, eine Eigenschaft, auf die der General von Zastrow im Gegensatz mit mir einen so großen Werth zu setzen scheint, so bin ich es doch mit *vollem Herzen* und dem *feurigsten* Eifer, und tausche in dieser Rücksicht und in Absicht auf meine Anhänglichkeit an Ew. Majestät mit Niemand. Diesem nach würde ich *auch die* Pflicht erfüllen, mich willig zu entfernen, wenn es das Beste des Staats erforderte.

Aber unter den gegenwärtigen Verhältnissen ist mir Ew. Königlichen Majestät höchstes Wort durchaus nothwendig,

daß Allerhöchstdieselben mir die Leitung des auswärtigen Departements *allein* anvertrauen.

Die andern Geschäftszweige wünsche ich, nur aus Eifer für die Sache, bis dahin zu übernehmen, daß Ew. Königliche Majestät solche unter andern Umständen in geschickte, treue Hände legen.

Ich hoffe huldreiche Entschuldigung, daß ich aus den oben angeführten Gründen eine ungefertigte Kabinetsordre beilege und

ehrerbietigst bitte, den sehr zweckmäßigen eigenhändigen Zusatz wieder hinzuzuschreiben, auch dieses Blatt, welches blos statt eines mündlichen Vortrags den Ausdruck meiner Empfindungen für Ew. Königliche Majestät allein enthält, mir mit Höchstihrer Entscheidung wieder zuzustellen.

Bartenstein, den 27. April 1807.

Hardenberg.

Hierauf bekam ich die folgende Antwort:

Meine Absichten stimmen gänzlich mit den Ihrigen überein: nur deshalb hatte ich in jener Kabinetsordre die Abänderung mit dem Worte ganz getroffen, weil ich noch bis jetzt in Ansehung des Generals von Zastrow keinen Entschluß gefaßt hatte, der ihm doch vorher wird bekannt zu machen sein, ehe diese Verfügung so erlassen werden kann, worüber ich morgen früh mit Ihnen zu reden Willens bin.

Bartenstein, den 27. April 1807.

Friedrich Wilhelm.

Die Königin schrieb mir den 19. Mai von Königsberg:

„Vous devez être persuadé, mon cher Baron, comme je suis heureuse et tranquille de vous savoir à la tête des affaires. Le Roi sûrement n'aurait jamais pu faire un meilleur choix et je regarde votre rentrée au ministère comme une nouvelle époque pour la monarchie."

Ich schmeichle mir, daß es wenigstens möglich gewesen, eine so unglückliche Epoche, als für Preußen entstand, gänzlich zu verhüten, wenn ich früher mit eben dem Vertrauen an die Spitze der Geschäfte wäre gestellt worden.

„La confiance que nous avions perdue dans les cabinets étrangers sera une des suites heureuses qui nous reviendra de cet heureux changement, et je benis Dieu tous les jours d'avoir mené les choses où elles en sont."

Die Königin hatte also, ohne mein Wissen, auf die Entschlüsse des Königs gewirkt

Bei den in Memel zurückgebliebenen Ministern, von Voß, von Schroetter und von Zastrow, brachten, wie zu vermuthen war, diese Entschlüsse eine große Unzufriedenheit hervor. An die ersten beiden schrieb ich kurze freundschaftliche Briefe, um ihnen die Bewegungsgründe darzulegen, die mich zur Annahme des Königlichen Auftrags bewogen hatten, wovon ich keine Abschriften aufbewahrte.

Der Briefwechsel des Königs mit dem General von Zastrow wurde von Seiner Majestät bis auf jenen offiziellen Kabinets-Befehl wegen des auswärtigen Departements, den ich besorgte, selbst geführt, ich sahe nur einen Theil davon, den mir der König mittheilte. Die weiteren Verhandlungen zwischen dem König und den Ministern von Voß und von Schroetter, desgleichen mein Briefwechsel mit beiden, sowie endlich die Aeußerungen des Geheimen Kabinetsraths Beyme gehören zu wesentlich zu der Geschichte meiner politischen Laufbahn, um hier nicht eingerückt zu werden. Den Minister von Schroetter besuchte ich im Julius in Memel vor meinem Abgange in das Russische, um ihm zu zeigen, daß ich persönlich nicht aufgehört hatte, sein Freund zu sein; der Minister von Voß schien seine Heftigkeit zu bereuen und nahm durch das mit angeführte Billet höflich Abschied von mir; der General von Zastrow schickte bei seiner Abreise eine Karte.

Schreiben des Ministers von Voß an den König.

Indem Ew. Königliche Majestät mir Höchstdero Befehle wegen der veränderten obersten Leitung der Geldgeschäfte, der Bank und der Seehandlung, mittelst Höchster Kabinetsordre vom 26. v. M. zu eröffnen geruhen, nehmen Allerhöchstdieselben meine patriotischen Gesinnungen und meine Einsicht für die Zweckmäßigkeit dieser Maßregel in Anspruch.

Von meiner treuen Anhänglichkeit an das Wohl des Staats glaube ich nicht zu verkennende Proben gegeben zu haben. Gleichgültigkeit gebietet aber der Patriotismus nicht gegen kran-

kende Erfahrungen. Ew. Königliche Majestät können daher solche auch bei der gegenwärtigen Veranlassung von mir nicht erwarten.

Ich habe, als ich zuerst im Monat März von Ew. Königlichen Majestät hergerufen ward, die Leitung der Geldgeschäfte planlos und von willkürlichen Anforderungen abhängig gefunden: ob solche seitdem von mir mit Ordnung und Vorsorglichkeit verwaltet worden sind, werden diejenigen bezeugen können, die unter mir dabei gearbeitet haben.

Daß Ew. Königliche Majestät dennoch grade jetzt, wo jeder rechtschaffene Unterthan hofft, wünscht und glaubt, daß Höchstdieselben Ihre treuesten Staatsdiener um Sich versammeln und zu Rathe ziehen, mich von dem einzigen wichtigeren Staatsgeschäfte, was mir oblag, wieder entfernen, nachdem es mir erst vor kurzem und bestimmt bis zur wiederhergestellten Ruhe von Höchstdenenselben anvertraut war, macht unvermeidlich entweder für die Sache oder für mich einen öffentlich bösen Eindruck und kann mir daher von der einen oder der anderen Seite nicht anders als sehr schmerzhaft sein.

Meine Einsicht gewährt mir nicht die Ueberzeugung von der Nothwendigkeit der von Ew. Königlichen Majestät getroffenen Veränderung: Einheit und Promptitüde war unter den Wenigen, die jetzt an der Spitze der Geschäfte standen, nach der ihnen neuerlich von Ew. Königlichen Majestät gegebenen Richtung erreicht, und es hat seitdem daran wahrlich durchaus nicht gefehlt.

Ew. Königlichen Majestät Abwesenheit konnte in den Geldgeschäften keine Störung verursachen; über meine schriftlichen Anträge bei Höchstdenenselben, die ich mit Umsicht und Vorsorge gemacht zu haben glaube, habe ich jederzeit mit den hier anwesenden Staatsministern konferirt. Hätten dieselben mir darüber mündliche Anweisungen zu ertheilen für nöthig gefunden, so würde ich solche überall, wo es Ew. Königliche Majestät für nöthig erachtet hätten, zu empfangen bereit gewesen sein. Bei längerer Entfernung konnen aber die Geldgeschäfte weder ohne

Verwirrung, noch mit der erforderlichen Schnelligkeit geführt werden, die oberste Behörde muß wenigstens gewöhnlich an Ort und Stelle sein.

Als ein redlicher Bekenner der Wahrheit halte ich vielmehr die jetzt von Ew. Königlichen Majestät getroffene Maßregel für sehr bedenklich, und wenn Liberalität oder fernere Vorschüsse davon die Folge sein sollten, für gefährlich, weil Ew. Königlichen Majestät Geldvorräthe dann in wenigen Wochen erschöpft sein werden und dadurch alle Operationen aufgelöst sind.

Die Curatel einiger Kassen, welche Ew. Königliche Majestät mir vorzubehalten geruhen wollen, ist mit der dem Staatsminister Freiherrn von Hardenberg beigelegten Disposition über alle Geldoperationen bei den Kassen behufs des Krieges unverträglich, weil es eigentlich jetzt keine andere Gelddisposition als für den Krieg giebt.

Durch die demselben von allen einzelnen Zweigen und Quellen der Kassen zu gebende Uebersicht, und wenn nur durch ihn an Ew. Königliche Majestät Vorschläge, die die Kassen betreffen, gelangen sollen, trete ich in ein subordinirtes Verhältniß, welches mir nie, am wenigsten gegen einen im Dienst jüngeren Minister, mein Ehrgefühl anzunehmen erlaubt.

Wenn Ew. Königliche Majestät daher nicht geruhen wollen, wie ich aus mehr als einer Rücksicht zu wünschen und zu bitten mich veranlaßt finde,

> mir die fernere Verwaltung der Geldgeschäfte, auch die Leitung der Bank und Seehandlung, wie bisher, und nur mit der Einschränkung zu belassen, daß ich mich wegen der anzuschaffenden außerordentlichen Hülfsquellen mit dem Staatsminister Freiherrn von Hardenberg berathe, und die Vorschläge dazu mit ihm Ew. Königlichen Majestät gemeinschaftlich mache,

so sehe ich mich genöthigt, auf meine gänzliche Entbindung von den Kassenangelegenheiten bei Ew. Königlichen Majestät anzutra-

gen und Höchstdero Befehle zu erwarten, an wen hieselbst in der Abwesenheit des Staatsministers Freiherrn von Hardenberg die Disposition und Aufsicht, sowohl über die hier befindlichen Kassen, als über die mit Staatsgütern befrachteten Schiffe, von mir abgegeben werden soll.

Den sechsmonatlichen Haushaltungsplan werde ich in wenigen Tagen Ew. Königlichen Majestät allerunthänigst einreichen.

Sollten Ew. Königliche Majestät meine Wünsche nicht zu erfüllen geruhen, so bescheide ich mich, so sehr mich auch übrigens meine gegenwärtige Lage bekümmert, daß es hier weder Zeit noch Ort ist, um Empfindlichkeit lauter werden zu lassen; legen aber Ew. Königliche Majestät meinem Dienst noch Werth bei, so darf ich hoffen, Höchstdieselben werden, wenn nach wiederhergestellter Ruhe ein das wahre Wohl des Staats umfassender Geschäftsgang von Ew. Königlichen Majestät eingeführt wird, dann mich in ein Dienstverhältniß setzen, welches ich durch unzweideutige Beweise Höchstdero Vertrauens für mich ehrenvoll finden, und darin den Lohn für meine langen und treuen Dienste wahrnehmen kann.

Memel, den 4. Mai 1807. von Voß.

Schreiben des Königs an den Minister von Voß.

Mein lieber Staatsminister von Voß! Aus Eurer Vorstellung vom 4. d. M. habe ich ersehen, daß Ihr Euch von der Nothwendigkeit und Zweckmäßigkeit der von mir unter dem 26. v. M. wegen der obersten Leitung der Geldgeschäfte behufs des Kriegs, der Bank und der Seehandlung getroffenen Anordnung nicht überzeugen könnt, Euch darüber gekränkt fühlt und um Wiederaufhebung derselben oder um gänzliche Entbindung von den Kassenangelegenheiten bittet, indem Ihr die Euch vorbehaltene Curatel einiger Kassen für unverträglich mit Eurem Ehrgefühl und der dem Staatsminister von Hardenberg beigelegten Disposition über

alle Geldoperationen behufs des Kriegs erklärt. So sehr Ich Euch als einen treuen Staatsdiener schätze und alle Beruhigung zu geben wünsche, so muß es doch bei jener Anordnung sein unabänderliches Verbleiben haben, da Ich von der Nothwendigkeit derselben in den gegenwärtigen Umständen überzeugt bin und täglich mehr die Wichtigkeit einsehe, in den jetzigen Verhältnissen, wo schon allenthalben durch Verspätung und Mangel an Zusammenhang so viel Unglück veranlaßt, und statt des Handelns das Wirken der Behörden fast einzig auf Kommunikationen und Formen beschränkt worden ist, jedes der Einheit, Schnelligkeit und Kraft in der Ausführung nachtheilige Hinderniß möglichst wegzuräumen. Hierzu gehört der Zeitaufwand, den weitläufige Berathungen der Minister unter sich, Verschiedenheit der Ansichten und getheilte Responsabilität erforderten, bei den gegenwärtig so dringenden Operationen vorzüglich mit. Diesem nach nehme ich im Vertrauen auf Eure Einsicht und Eure patriotischen Gesinnungen, die Ich zu schätzen weiß, diese wiederholt in Anspruch und rechne darauf, daß Ihr Mir nicht Anlaß geben werdet, Meine Ueberzeugung in Betreff derselben zu ändern, und daß Ihr Euch bei den genommenen Maßregeln beruhiget. Nur weil Ich glaubte, Ihr würdet einen besonderen Werth darauf legen, die erwähnte Curatel zu behalten, und weil der Nachtheil der Trennung derselben von der Leitung der ganzen Geldpartie nicht so wesentlich war, hatte Ich Euch solche gelassen, ohnerachtet auch dadurch das Geschäft wegen der unvermeidlichen Kommunikationen erschwert wurde. Bei Eurer bestimmten Erklärung fällt nun die Ursache dieses Vorbehalts weg. Ich will also Euer Verlangen erfüllen und befehle Euch, Euch mit dem Staatsminister von Hardenberg wegen der Uebergabe der mehrgedachten Angelegenheiten, die Ich ihm nunmehr mit übertrage, zu einigen. Ich habe Eure Bemühungen, Ordnung in die Geldpartie zu bringen, nicht verkannt; damit Ich aber genau übersehen kann:

1) in welchem Zustande Ihr sie gefunden,

2) was geleistet worden ist, während Ihr die Leitung dieser Partie hattet, und

3) in welchem Zustande solche der rc. von Hardenberg übernimmt,

so habt Ihr Mir eine raisonnirte genaue Uebersicht hiervon mit den erforderlichen Tableaux und Nachweisungen baldmöglichst vorzulegen, nicht nur von den sämmtlichen, Eurer Curatel bisher untergebenen eigentlichen Kassen, sondern auch von der Bank und der Seehandlung. Hiedurch werde ich auch am besten in Stand gesetzt sein, die künftige Führung dieser wichtigen Partien zu beurtheilen. Was endlich Euren Wunsch betrifft, nach wiederhergestellter Ruhe in ein Dienstverhältniß gesetzt zu werden, welches Ihr durch unzweideutige Beweise Meines Vertrauens für Euch ehrenvoll finden könnt, so dürft Ihr auch dieserhalb schon um deswillen nicht besorgt sein, weil Ihr den ehrenvollsten Wirkungskreis in der Euch übertragenen Leitung der größten und beträchtlichsten Provinzen Meines Staats habt, deren Wichtigkeit schon in Friedenszeiten dem dirigirenden Minister ein weites Feld zur nützlichsten Thätigkeit gab, die nach Befreiung derselben vom Feinde noch in viel höherem Maße eintreten muß. Schon jetzt wird es eine rühmliche und der größten Aufmerksamkeit würdige Beschäftigung für Euch sein, Pläne zu den sodann nöthigen Anordnungen vorzubereiten, um die alten Uebel zu verbessern und die neuen Wunden zu heilen, deren zweckmäßige Ausführung sodann nicht geringe Kraft und Thätigkeit erfordern wird. Durch beides werdet Ihr Euch neue Ansprüche auf meine Dankbarkeit erwerben. Uebrigens aber werde ich erst nach hergestelltem Frieden wegen des künftigen Geschäftsganges und Anordnung der erforderlichen, bleibenden Behörden Beschlüsse fassen und auch dabei auf Euch sehr gern Rücksicht nehmen, als Euer wohl affectionirter König.

Königsberg, den 31. Mai 1807. Friedrich Wilhelm.

Schreiben des Ministers von Voß an Hardenberg.

Als bei meiner ersten hiesigen Ankunft Ew. Excellenz verschiedentlich der Unannehmlichkeit Ihrer damaligen Verhältnisse gegen mich vertraulich gedachten, waren Dieselben durchdrungen von dem Gefühl eines Mannes, den der Staat, seines fortdauernden Dienstverhältnisses ohnerachtet, in einen geschäftslosen Zustand versetzt.

Ich konnte wohl damals nicht erwarten, daß wenige Wochen nachher Ew. Excellenz die Rückkehr Ihrer eigenen Activität dazu benutzen würden, um mich gerade in eben die Lage zu versetzen, die Ihnen nur kurz zuvor so peinlich gewesen war! Dieses ist jetzt in der That durch den von dem Könige in der Kabinetsordre vom 2[illegible]. v. M. für Ew. Excellenz so erweiterten Geschäftskreis der Fall geworden, durch den mir die Leitung der Geldpartien, das einzige active Geschäft, worin ich jetzt nützlich sein konnte, genommen wird! Ich sage genommen: denn daß die vorbehaltene Kuratel der Kassen, wenn einem Dritten jede Verfügung über ihre Bestände, mit der Sorge für die Mittel zu ihrer Alimentirung, also Disposition über Einnahme und Ausgabe beigelegt wird, ein leeres Wortspiel sei, leuchtet ein! Empfindlicher muß mir die Zurücksetzung, die ich dadurch erfahre, um so mehr sein, da Jedermann weiß, daß ich nur um durch das mir bezeigte Königliche Vertrauen dem Staat nützlicher zu sein, meinen Aufenthalt von Königsberg vor kurzem nach Memel verlegt habe, und der König mir nun sogleich wieder dieses Vertrauen, welches mir für die Geldpartie ausdrücklich bis zur wiederhergestellten Ruhe versichert worden ist, für die einzigen Gegenstände von Wichtigkeit wieder entzieht, die mir Wirksamkeit gaben!

Die dafür angeführten Gründe, wenn sie auch der Publicität fähig wären, werden die öffentliche Meinung eben so wenig überzeugen, als ich mich von ihrer Erheblichkeit überzeugen kann!

Die Uebersicht des Kassen-Zustandes oft und um so öfter dem Könige und den Herren Staatsministern vorzulegen, je dringender die Lage der Geldpartie ward, war für mich eine Pflicht, deren

Erfüllung, um Verantwortlichkeit zu vermeiden, mir nie theuer genug sein konnte. Dieses beweisen meine Anzeigen, die ich, sobald ich über die sorglose Lage, worin ich die Geldgeschäfte fand, das erforderliche Licht zu verbreiten im Stande gewesen bin, an des Königs Majestät gerichtet habe.

Daß die Bewirkung der auswärtigen Hülfsquellen vorzüglich und zum Theil allein durch Ew. Excellenz von Seiten des auswärtigen Departements vermittelt werden mußte, lag in der Sache! In Rücksicht auf die inneren gehöre aber ich, in und außer dem Dienst, dem Staat ungleich länger und mehr an, und habe darin weit ausgedehntere Verbindungen und Mittel als Ew. Excellenz! Es ist daher nicht erklärlich, wie Ihr Einfluß den meinigen überwiegen sollte!

Ebenso verhält es sich mit der Bank und Seehandlung: ich habe mir die Leitung dieser Partien längst gewünscht, früher und noch mehr jetzt, weil ihr Kredit so sehr von der Opinion und von dem Kredit abhängt, den ihr Chef in dem Lande hat, wo sie einheimisch sind. Die Mittel, welche beide Anstalten zur Unterstützung des Staats gewähren, sind jetzt unbedeutend. Die Beziehung der Subsidien und fremden Gelder ist ein kaufmännisches Wechselgeschäft, welches, wenn jene erst beschafft sind, nicht schwierig sein kann; in keinem Fall leuchtet es ein, warum dabei Ew. Excellenz Leitung vorzüglicher sein sollte als die meinige?

Noch in keinem früheren Kriege, auch nicht unter Friedrich II., ist je die Verbindung der Geldpartie mit der diplomatischen für nöthig gefunden, oder angeordnet worden, ohnerachtet im siebenjährigen Kriege auch englische Subsidien bezogen wurden und überhaupt diese Partie viel verwickelter war als jetzt. Ueberhaupt sehe ich nicht ein, wie Mangel der Einheit und des Nachdrucks schon jetzt wieder besorgt werden kann, nachdem erst so kurz zuvor, gerade um diesem Mangel abzuhelfen, die Berathung des Königs mit allen seinen Ministern von Seiner Majestät angeordnet, und von uns allen so zweckmäßig befunden worden ist!

Wollen Ew. Excellenz jetzt einen Premierminister an die

Stelle sehen, so hätten wir andern wohl billig erwarten dürfen, daß Sie sich darüber gegen uns freundschaftlich gleich geäußert hätten, damit ein jeder hiernach seine Maßregeln nehmen konnte. Diese Prädominanz wird aber schwerlich in unserer Verfassung tiefe Wurzeln schlagen: sie liegt nicht in dem Geist der Preußen, auch nicht ihres Königs, und hat aus der brandenburgischen Geschichte nur unglückliche Beispiele aufzuweisen.

Wenn dagegen derjenige von uns, der in unserem jetzigen Verhältniß das Glück hat, um die Person des Königs zu sein, diese Gelegenheit benutzen will, um sich die Partien seiner Kollegen zuzueignen, so werden daraus sehr ernsthafte Auftritte entstehen, die freilich mit einem Kabinetsrathe nicht eintreten konnten.

Ich bin diese freimüthigen Aeußerungen Ew. Excellenz schuldig gewesen, weil ich mit Ihrem mir sonst bekannten edlen Charakter, mit Ihrem zarten Gefühl von Ehre, und mit den Freundschaftsversicherungen, die Ihr Schreiben vom 26. v. M. enthält, die Behandlung nicht vereinigen kann, die Sie in Rücksicht auf mich entweder veranlaßt, oder wovon Sie doch zu meinem Nachtheil für sich Nutzen gezogen haben!

Wissen Ew. Excellenz Mittel, um diese zu Tage liegenden Widersprüche zu heben, so wünsche ich, daß Sie davon für den Dienst des Staats, für sich und für mich Gebrauch machen. Denn gewiß niemand ist bereitwilliger, Freundschaft zu erwiedern, und Dienst-Einverständniß zu befördern und aufrecht zu halten als ich, wie ich denn auch glaube, nie in den Beweisen gefehlt zu haben, die ich Ew. Excellenz von den Gesinnungen der vollkommensten Hochachtung und Ergebenheit, die ich sonst gegen Sie hege, habe an den Tag legen können.

Memel, den 4. Mai 1807.

Voß.

Schreiben Hardenbergs an den Minister von Voß.

Ew. Excellenz haben mir in Ihrem Schreiben vom 4. d. M. Ihre Ansicht über die von des Königs Majestät erfolgte Bestimmung meiner Dienstverhältnisse freimüthig eröffnet; Sie werden also auch von mir erwarten, daß ich Ihnen meine Meinung ohne Rückhalt mittheile.

Sie machen mich auf meine Gefühle bei meiner früheren geschäftslosen Lage aufmerksam und äußern, daß ich meine Rückkehr zu Geschäften benutzt habe, um Sie gerade in die nämliche Lage zu versetzen.

Sie können sich von der Erheblichkeit der Gründe nicht überzeugen, welche die Königliche Anordnung veranlaßten, halten solche der Publicität nicht fähig, und beschuldigen mich geradezu, mit dem Beifügen: „daß daraus sehr ernsthafte Auftritte entstehen würden, die freilich mit einem Kabinetsrathe nicht eintreten könnten," daß ich Gelegenheiten benutze, die Partien meiner Kollegen mir zuzueignen und zu Ihrem Nachtheil für mich Nutzen ziehen wolle rc.

Sie belehren mich, daß die Prädominanz eines Premierministers schwerlich in unserer Verfassung tiefe Wurzeln schlagen werde, weil sie nicht in dem Geist der Preußen liege, auch nicht ihres Königs, und glauben sogar aus der Geschichte das Bild der Landesverderber hervorrufen zu müssen, denen man jene Benennung beilegen kann.

Es thut mir recht leid, daß ein Mann, den ich ehre, sich durch die erste Empfindlichkeit hiezu verleiten lassen konnte.

Meine frühere Lage und die Ihrige sind bedeutend verschieden. Ew. Excellenz haben und behalten einen überaus wichtigen und ausgedehnten Wirkungskreis, der in den nächsten Augenblicken Ihre vollste und angestrengteste Thätigkeit beschäftigen wird. Sie geben nur einige Ihnen interimistisch übertragene Geschäfte auf, um in dieser gefährlichen Krise die Erreichung der großen Zwecke des Staats zu erleichtern; meine Lage war ganz anders und meine

Gefühle mußten deshalb schmerzlich sein, weil ich, beseelt von dem lebhaftesten Eifer, meine Kräfte in der wichtigsten und folgenreichsten Epoche dem König und dem Staat zu weihen, von allen Geschäften entfernt blieb, insonderheit von denen meiner Stelle, von welcher ich nur beurlaubt war, und in welcher ich die Ueberzeugung hatte zufällig wesentlichere Dienste leisten zu können, als irgend ein Anderer; weil ich den Staat in das größte Verderben gestürzt und alle Mittel zu seiner Rettung vernachlässigt sahe und es nicht ertragen konnte, dabei ein unthätiger Zuschauer zu sein.

Ich würde mich vor mir selbst schämen, wenn ich nöthig fände, mich über die Beschuldigung zu rechtfertigen, daß ich zum Nachtheil Anderer für mich Nutzen ziehen wolle. Das Bewußtsein der Reinigkeit meiner Absichten und meines Verfahrens ist mir genug. Ich habe es bewiesen, daß ich von selbst zurücktreten kann, wenn es die Lage des Staats erfordert; ich habe meine Entlassung ohne irgend einen Vortheil begehrt, als ich den Bezug meiner ansehnlichen Besoldung bei gänzlicher Unthätigkeit eben so wie diese Unthätigkeit selbst dem wahren Ehrgefühl entgegen hielt; ich habe die Möglichkeit, dem König und dem Staat wieder nützlich zu dienen, mit Bereitwilligkeit ergriffen, sobald sie sich zeigte. Jetzt bringe ich Seiner Majestät und meiner Pflicht das größte Opfer meiner Persönlichkeit, indem ich mir eine äußerst schwere Bürde von Geschäften auflade, die mir nur ungerechte Unzufriedenheiten zuzieht. Statt persönlichen Nutzens zum Nachtheile Anderer, ernte ich Unannehmlichkeiten ein; ich sahe es voraus, aber ich durfte es des höheren Zweckes wegen nicht achten. Der gute Erfolg meiner Bemühungen ist bei dem angestrengtesten Eifer ungewiß, weil das Uebel zu groß ist und die Mittel versäumt sind, solchem abzuhelfen; aber ich werde unermüdet und standhaft darnach streben, das Vertrauen des Königs zu rechtfertigen, und mich dabei durch nichts irre machen lassen, am allerwenigsten durch Aeußerungen von ernsthaften Auftritten, die ich erwarten könne, denen ich in jedem Falle und in jeder Art ernst-

haft zu begegnen wissen werde. Unverständlich ist mir, was Ew. Excellenz hiebei in Absicht auf einen Kabinetsrath sagen.

Die Gründe, welche des Königs Majestät zu der getroffenen Anordnung bewogen haben, müßen meines Erachtens allgemein einleuchten und sind der größten Publicität fähig. Ich dächte, hierin läge auch die beste Sicherheit für Ew. Excellenz gegen jeden ungegründeten Verdacht. Nur wenn Sie bei der Verlegung Ihres Aufenthaltes nach Memel persönliche Zwecke gehabt und um dieser Willen die Uebertragung der Geldpartie gewünscht hätten, welches nicht vorauszusetzen steht, könnten nachtheilige Urtheile über Sie gefällt werden.

Daß Ew. Excellenz bemüht waren, durch Mittheilung von Uebersichten rc. über den Zustand der Geldpartien dem König und seinen Ministern die erforderliche Kenntniß von der Lage der Sachen zu geben, um Verantwortlichkeit zu vermeiden, will ich gar nicht bestreiten, aber selbst in diesem Augenblicke fehlt eine vollständige Uebersicht noch ganz und der von Ew. Excellenz eingeschickte Haushaltsplan gewährt sie allein gar nicht, weshalb ich mir noch Auskunft über mehrere Gegenstände erbeten habe. Gesetzt aber, diese Uebersichten könnten stets mit der erforderlichen Schnelligkeit geschafft werden, so würde doch das Uebel dadurch nicht gehoben, welches nothwendig daraus entstehen muß, wenn jetzt, wo keine Zeit zu weitläuftigen Kommunicationen und Discussionen verschiedener, oft entgegengesetzter Meinungen ist, die Sorge für die Anschaffung und die Disposition des Geldes unter so viele vertheilt sich befindet, wovon keiner Verantwortlichkeit für das Ganze oder vollständige Kenntnisse desselben hat. Nur rasches Ineinandergreifen zu einem Zwecke, nur schnelles Handeln nach einem Plan, kann jetzt allein retten. Daß Alles unzusammenhängend und zu spät geschieht, darin liegt eine Hauptursache unsers Unglücks und des schlechten Erfolgs unsrer Unternehmungen. Eine kurze Erfahrung war hinreichend, zu beweisen, daß durch den Vortrag bei des Königs Majestät in Gegenwart aller anwesenden Minister, so wie die Sache eingerichtet war, der

Zweck nicht erreicht wird. Ich frage dreist: was hat diese Einrichtung für Nutzen gehabt? Ich weiß gar keinen und doch bestand sie länger als sechs Wochen. Auf das Wissen einzelner Dinge, ja selbst auf das Wissen des Ganzen kommt es nicht an, sondern auf das Handeln. Ew. Excellenz werden mir nicht irgend etwas Großes, Entscheidendes, Kräftiges nennen können, was durch diese Berathungen bewirkt worden wäre, welche hauptsächlich nur dahin führten, die Kriegsnachrichten zu lesen. Uebrigens wohnten wir ihnen bei, halb oder gar nicht unterrichtet von dem, was das Wohl des Staats für den Augenblick erheischte, und Jeder verließ sie, um ohne Uebersicht und Zusammenhang in seiner Partie zu wirken, wie er es am räthlichsten zu sein glaubte.

Daß eine Einrichtung räthlich sei, wodurch die möglichst vollkommene Leitung des Ganzen zu einem Zweck, durch mehrere, ihren Partien ganz gewachsene Minister bezielt werde, darüber kennen Ew. Excellenz meine Meinung, aber dann muß eine zweckmäßige Organisation dieser leitenden Behörde und der unteren executiven vorhergehen. Täglich erweist es sich mehr, daß nur ruhige Zeiten dieses hervorbringen können und daß es einstweilen von der äußersten Wichtigkeit sei, alle Komplicationen möglichst aufzuheben und zu vermeiden. Verzeihen mir Ew. Excellenz die Anführung eines trivialen, aber hier sehr passenden Sprichworts: viele Köche verderben den Brei.

Was Sie über einen Premierminister sagen, möchte ich am liebsten ganz übergehen. Ich bin weit entfernt davon, diese Benennung und den Glanz, den man damit verbindet, zu wünschen; auch die Macht, die Autorität, haben nicht den mindesten Reiz für mich. Nehmen Sie aber das Wort in dem Sinn, daß es Den bezeichnet, welcher dem Staat die wichtigsten Dienste leistet und dem der König dazu sein Vertrauen schenkt, so bin ich zwar nicht so anmaßend, daß ich mich persönlich dazu am geschicktesten glaube, aber ich habe die Ueberzeugung, daß ich in diesem Augenblick durch die Verhältnisse dazu besser geeignet bin, als Andere, und das Gefühl, daß ich mich äußerst glücklich finden werde, wenn ich

meinem König und seinem Staat jene Dienste zu leisten fähig bin. An Eifer und Thätigkeit soll es nicht fehlen, der König kennt meine Gesinnungen und da noch echt preußischer Geist existirt, so wird man ihnen auch sonst Gerechtigkeit widerfahren lassen, weil sie solchem gemäß sind. Die unglücklichen Beispiele, auf die zu deuten Ew. Excellenz sich veranlaßt gefunden haben, passen nicht. Es wäre mir leicht, dieses auch in Absicht auf dasjenige zu zeigen, was Sie vom siebenjährigen Kriege und Friedrich dem Zweiten anführen, ja das Gegentheil Ihrer Behauptung aus allen diesen Beispielen zu beweisen. Findet der König, daß ein Anderer für den Zweck, den ich erfüllen soll, tauglicher sei, so trete ich mit größter Bereitwilligkeit ab, und wenn die Ruhe wieder hergestellt sein wird, werde ich schon zeigen, wie wenig mich Ehrsucht leitet. Bis dahin aber werde ich meinen Weg mit Festigkeit fortwandeln und das anwenden, was ich in diesen Tagen von ungefähr von dem bekannten Marschall de Catinat gelesen habe, welcher einem seiner Freunde schrieb: „J'ai apprécié la louange et le blâme, et depuis que je vois comme les hommes les dispensent, je me suis fait mon juge. L'honnête homme a un tribunal dans son coeur, il est le plus rigoureux de tous: mais quand il nous absout — Impavidum ferient ruinae".

Was die Hülfsquellen anbetrifft, so kommt es auf Subsidien und die darauf zu machenden Anträge selbst in Absicht auf das Auswärtige keineswegs allein an, sondern in einem Augenblicke, wo unser Heil hauptsächlich von äußern Verhältnissen abhängt, auf Benutzung aller Kräfte der Alliirten zu einem Zweck, zugleich mit denen, die uns noch übrig bleiben.

Dasjenige, was Ew. Excellenz von den inneren Hülfsquellen anführen, verstehe ich nicht. Sie sprechen davon, daß Sie dem Staat in und außer Dienst länger angehören als ich, und setzen darin und in Ihre ausgedehnten Verbindungen und Mittel Ihre vorzügliche Fähigkeit, jene Hülfsquellen zu eröffnen. So viel ich einsehe, können Dienstalter und Geburt in dem preußischen Staate, Verwandtschaft und andere dergleichen zufällige und

unbedeutende Dinge hiebei nicht in Betracht kommen; sonst konnte ich auch anführen, daß ich in einer 37jährigen Dienstzeit länger wie Ew. Excellenz zufällig Gelegenheit hatte, mir Kenntnisse und Erfahrungen zu erwerben, die vielleicht dadurch einen Werth haben, daß sie sich nicht auf einen engen geographischen Zirkel beschränkten; aber darauf kommt ja der wohlthätige Einfluß auf die innern Angelegenheiten gar nicht an, sondern auf die Fähigkeit, sie zweckmäßig zu leiten. Der Geldkredit des Staats kann dieses so wenig überhaupt, als insbesondere bei der Bank und der Seehandlung bewirken, da der gebildetere Theil des Inlandes und der Kaufmann und Kapitalist im Auslande einen ganz andern Maßstab für sein Vertrauen hat, und entweder auf den Mann gar nicht, oder auf seine Fähigkeiten zu solchen Geschäften und seinen sonst durch Kopf und Herz begründeten Ruf Rücksicht nimmt. Für unbedeutend zur Unterstützung des Staats in dem gegenwärtigen Augenblicke kann ich nach meinen Begriffen jene Institute auch nicht halten; eben so glaube ich, daß bei der Beziehung der Subsidien noch ganz andere Rücksichten, als blos die eines kaufmännischen Wechselgeschäfts stattfinden.

Mir bleibt nur noch übrig, eine Stelle in Ew. Excellenz Bericht an den König zu bemerken, die mir nicht anders als auffallend hat sein können. Ew. Excellenz sagen:

„Als ein redlicher Bekenner der Wahrheit halte ich vielmehr die jetzt von Ew. Königlichen Majestät getroffene Maßregel für sehr bedenklich, und wenn Liberalität oder fernere Vorschüsse davon die Folge sein sollten, für gefährlich, weil Ew. Königlichen Majestät Geldvorräthe dann in wenigen Wochen erschöpft sein werden und dadurch alle Operationen aufgelöst sind“.

Sie zeigen hierin wirklich ein sonderbares Mißtrauen in meine Fähigkeit, dem mir übertragenen Geschäft vorzustehen, das ich durch die That zu widerlegen hoffe. Ich weiß gar wohl, daß es bei Manchem Ton ist, mich nicht für einen Finanzier gelten zu lassen, weil ich nicht von Jugend auf in die Formen der alten preußischen Verfassung eingeengt gewesen bin. Ich halte

diese aber keineswegs für das Non plus ultra der Finanzwissenschaft, und wenn erhöhte Kraft einer Provinz, vermehrte Einkünfte, und, was die Hauptsache ist, Liebe und Anhänglichkeit an den König und das Gouvernement, binnen wenig Jahren bewirkt, dem, der solches thut, den Ruhm eines guten Finanziers versichern, so darf ich mir solchen in Absicht auf die geführte Administration in Franken zuschreiben. Ich habe den Schlendrian verlassen und mich, des Erfolgs gewiß, über unverständiges Urtheil weggesetzt; meine Ueberzeugung ist, daß das Beharren auf dem Alten oder vielmehr Veralteten, das Beziehen auf das, was unter ganz veränderten Umständen stattgefunden hat, und das Verschmähen alles dessen, was Wissenschaft und richtige Erfahrung, d. i. Beobachtung des Erfolgs, nicht in einem beschränkten Kreise, sondern bei allen Nationen an die Hand geben, die jetzige unglückliche Lage des Staats hauptsächlich herbeigeführt haben.

Daß mein eigenes zartes Gefühl und hoher Sinn für Freundschaft und offenes Benehmen eine jede durch ähnliches zartes Ehrgefühl veranlaßte freundschaftliche Aeußerung willig aufnehmen und erwiedern, setzen Ew. Excellenz sehr richtig voraus. Ich werde hierunter meinen Charakter nie verleugnen, wenn auch Pflichtgefühl und Ueberzeugung mich zu einem festen Gange nöthigt. Nur von Ihnen wird es also abhängen, mir auf dem Wege, den ich jetzt gehen muß, freundschaftlich und offen entgegen zu kommen und dadurch ein Dienst- und Freundschaftsverhältniß zu erhalten, das ich wissentlich nie gestört habe. Wir werden dann nach einem Ziele streben, und ich werde gewiß keine Gelegenheit unbenutzt lassen, Ew. Excellenz Beweise derjenigen vollkommenen Hochachtung zu geben, die ich stets für Sie gehegt habe.

Königsberg, den 31. Mai 1807. Hardenberg.

Schreiben des Ministers von Voß an Hardenberg.

Ew. Excellenz werden das Konzept meines Schreibens an des Herrn von Zastrow Excellenz, wegen einiger bei dem künftigen

Friedensschluß zu berücksichtigender Gegenstände, welches ich Ihnen vor Ihrer Abreise nach Kydullen zuzustellen die Ehre hatte, jetzt nicht mehr bedürfen, da Dieselben das Mundum in den Departements-Akten besitzen. Ew. Excellenz ersuche ich daher um dessen gefällige Zurücksendung, und empfehle mich bei meiner heutigen Abreise nach Kopenhagen zu geneigtem Andenken.

Memel, den 18. Juni 1807. Voß.

Schreiben des Ministers von Schroetter an den König.

Ew. Königlichen Majestät allerhöchste Kabinets-Ordre, betreffend meine Entlassung vom Verpflegungs-Departement und Einkaufsgeschäfte, habe ich erst heute zu erhalten die Gnade gehabt. Ich befand mich schon auf der Reise nach Königsberg, auf welcher mir die an den Staatsrath in der Sache erlassene Verfügung nachgeschickt wurde, jene mich aber schon in Königsberg gesucht hatte.

Daß diese Entlassung mir eben zu einer Zeit bevorstehen sollte, wo des Kaisers Majestät mir nur einige Tage vorher über die Geschäftsführung in diesem Departement die auszeichnendsten Beweise von Höchstdero Zufriedenheit gegeben, und die Ew. Königliche Majestät durch die an mich unterm 9. v. M. erlassene Kabinets-Ordre auf eine sehr gnädige Art zu bestätigen geruht, konnte mir nicht anders als äußerst unerwartet sein.

Daß ich allen denen mit diesem Departement verknüpften Geschäften nicht blos gewissenhaft, sondern gut und zweckmäßig vorgestanden, beweisen indeß nicht sowohl jene Auszeichnungen, weil nach dem Erfolg zu urtheilen, ich sie ganz unverdient erhalten haben müßte, sondern ich unterstehe mich, meine Beweise dahin zu führen:

daß ich Ew. Königlichen Majestät Truppen von dem Augenblicke an, wo ich von Berlin in Graudenz anlangte, bei der Verwirrung, so in allen Partien herrschte, bei den vielen Ma-

gazinen, so seit dem unglücklichen Rückzuge von der Weichsel verloren gegangen, bei den großen Unterstützungen, so ich aus selbigen der russischen Armee selbst angewiesen, und denen noch weit größern, so sie sich ohne Anweisung in allen Gegenden von Preußen und Litthauen selbst genommen, es Ew. Königlichen Majestät Truppen dennoch bis auf diesen Augenblick an keiner einzigen Art wirklich gefehlt hat;

daß ich dabei ferner alle Festungen mit Proviant versehen habe;

daß ich dies habe leisten können, ohngeachtet ich auf kein Magazin je mit Sicherheit rechnen konnte, der Ankauf des Verpflegungs-Materials im Innern des Landes aber mir neben den willkürlichen Fouragirungen auch durch die Ankäufe der russischen Lieferanten erschwert und verkümmert wurde;

daß ich dies geleistet, ohne daß man mit mir über irgend eine Operation in Bezug auf die Verpflegung vorhero Rücksprache genommen. Die Operation ging voran, und die Verpflegung schien sich von selbst zu verstehen. Ich nehme den einzigen Fall aus, wo der General von Kaminskoi sich erst nach der Verpflegung erkundigte, und dann operiren wollte. Eine von allen großen Generalen anerkannte Methode, und die auch nur **Resultate von Siegen bewirken kann**;

daß ich endlich Ew. Königlichen Majestät alles, was jetzt eintreten mußte, nämlich die fürchterlichste Noth des Landes, die größte Noth bei der Armee, und die hiermit verknüpfte Lähmung aller Kriegs-Operationen, schon vor länger als drei Monat nicht allein bestimmt vorausgesagt, und nach der Zeit vielfach erneuert, sondern auch die Mittel gezeigt habe, diesen Uebeln von russischer Seite abzuhelfen, und von unserer Seite möglichst zu verringern.

Dies alles beweist, daß ich Ew. Königlichen Majestät in dieser Partie sowohl mit der größten Anstrengung als auch mit der Kenntniß gedient habe, so der General-Lieutenant von Rüchel im Herbst 1805 gegen Ew. Königliche Majestät selbst anerkannt

hat, und die ich seit 20 Jahren in dieser Partie bei so vielen schwierigen Fällen mit dem Beifall meiner Monarchen anzuwenden Gelegenheit gehabt.

Von meiner Kenntniß in diesem Fache würde ich Ew. Königliche Majestät noch ferner zu überzeugen die Gelegenheit gehabt haben, wenn Allerhöchstdieselben so gnädig gewesen wären, statt des Präsidenten von Auerswald mich nach Bartenstein von Kydullen aus gnädigst zu berufen, ich würde Ew. Königlichen Majestät alsdann auseinandergesetzt haben:

daß das Verpflegungs- und Einkaufsgeschäfte durch die jetzige Einrichtung nicht vereinfacht, sondern verwickelt gemacht worden; denn der Provinzial-Minister und die Kammern müssen jetzt täglich in unvermeidliche Kollisionen kommen, und welches selbst schon die an mich unter dem 26. v. M. erlassene Kabinets-Ordre

betreffend die Beschaffung des Brod- und Saat-Getreides und Vertheilung desselben aufs Land u. s. w.

hinlänglich zu Tage legt;

daß ferner in allen neuern Kriegen, so irgend systematisch geführt worden, das Verpflegungsgeschäft nie eine Branche des Kabinets-Ministerii gewesen, auch der Natur der Sache nach nicht sein kann, weil in beiden Fächern oft auf dem Fleck gehandelt werden muß, das Verpflegungsgeschäft aber in solchen Augenblicken nie einem andern Geschäfte, so wichtig es sein mag, nachstehen kann;

daß das Verpflegungsgeschäft, mit dem die Magazin-Einkaufs- pp. Sachen, Anlagen von Bäckereien pp. in der genauesten Verbindung stehen, selbst eine gewisse handwerksmäßige Kenntniß des innern Details erfordern, um sich vor Betrügereien aller Art zu sichern, und die der Staats-Minister von Hardenberg unmöglich haben, und wenn er solche auch schleunigst zu erlangen fähig wäre, schon in Bezug auf seine Zeit nicht in Anwendung bringen kann. Er muß sie also seinen Räthen überlassen, die vielleicht im ostpreußischen

und litthauischen Departement — wenn sie aus selbigem aber heraustreten, nie mit der gehörigen Autorität agiren können noch werden;

daß endlich, wenn diese Sache vereinfacht werden sollte, es nur dadurch bewirkt werden konnte, daß Ew. Königliche Majestät mich im Hauptquartier ließen, wo ich meine Erfahrungen im Verpflegungs-Fach den russischen Behörden auf eine gute Art mittheilen, mit ihnen gemeinschaftlich wirken, und da wo es nöthig war, auf den Beistand des Staats-Ministers von Hardenberg recurriren konnte.

Dieses Mittel war, wie ich mich überzeugt zu halten glaube, gewiß das zweckmäßigste, und das die Sache am meisten vereinfacht hätte. Schwierigkeiten konnten ihm so leicht nicht im Wege stehen. Ich bin mit dem General von Bennigsen, ungeachtet aller für mich unangenehmen Korrespondenzen, so die Indisciplin der Truppen verursachte, dennoch jederzeit im freundschaftlichsten Vernehmen gewesen, weil er wußte, daß ich alles anstrengte, um ihn in allem zu unterstützen. Dies beweisen seine Rapporte an Ew. Königliche Majestät, dies beweisen die an seinen Souverän, dies beweisen die Merkmale und Versicherungen von des letztern Gnade und Zufriedenheit. Auf der andern Seite habe ich mit dem Staats-Minister von Hardenberg nie, so lange wir im Dienstverhältniß stehen, irgend eine Differenz gehabt; er kennt das Attachement, so ich bishero für seine Verdienste gehabt, und ich nehme noch in diesem Augenblick nicht blos sein Herz, sondern selbst seinen Kopf in Anspruch:

ob ihm diese Einrichtung nicht lieber gewesen wäre, als daß er jetzt, wahrscheinlich unwillkürlich (denn dies Geständniß glaube ich seiner Rechtlichkeit schuldig zu sein) zu Ausführung eines Plans die Hände geboten, der schon Anfangs Januar wo man mir den von Trenck als General-Intendant zur Seite setzen wollen, ausgeführt werden sollte, und den er selbst damals für das hielt, was er war, nämlich für ein Gewebe von Einverständnissen, um mich auf eine gute Art, und um

andern Platz zu machen, aus Ew. Königlichen Majestät Dienst zu schaffen, glaubte.

Ew. Königliche Majestät geben mir zwar in Höchstdero Kabinets-Ordre vom 26. v. M. die gnädige Versicherung, daß ich diese Entlassung vom Verpflegungs-Departement als keine Zurücksetzung oder Mangel Höchstdero Gnaden ansehen solle. Diese Zusicherung ist mir gewiß ein Beweis von Höchstdero Gerechtigkeits-Liebe. Ew Königliche Majestät sind aber bei aller Macht nicht Herr über die Opinion des Publikums. Eben jene Gerechtigkeits-Liebe, die ich bei Ew. Königlichen Majestät immer kenne, dient jetzt allen denen, so meine Entfernung vom Verpflegungs-Departement schon seit so langer Zeit beabsichtigt und nun ausgeführt haben, zum Beweise, daß ich dies Geschäft schlecht geführt, und durch meine Unfähigkeit Ew. Königliche Majestät zu diesem Schritt veranlaßt habe. Zu jenen, so meine Entfernung dringend wünschen mußten, gehören die Lieferanten, und das Heer der mit ihnen Verbundenen, der Magazin- und andern Offizianten, so eben in Zeiten, wie die jetzigen, auf Raub und Betrug ausgehen, und nicht strenge genug beobachtet werden können. Große Lieferanten im Inlande aber habe ich nie in irgend einem Geschäfte, so von mir abgehangen, geduldet, sondern sie als Blutegel betrachtet, die am Mark des Landes und an Ew. Königlichen Majestät Kassen saugen. Schon bin ich selbst vor dem Throne Ew. Königlichen Majestät mit Frechheit angefallen, wie werden diese Menschen jetzt auf das Publikum, und durch das Heer ihrer Angehörigen selbst unvermerkt auf Ew. Majestät zu wirken suchen, indem ich mir vermöge meiner Anhänglichkeit an die gute Sache in diesem Augenblick keine öffentliche Vertheidigung, deren es doch in meinen Akten so viele giebt, selbst einmal erlauben darf. Für einen Mann von Ehre ist dies eine schreckliche Situation, und das bloße gute Gewissen, welches zwar dem innern Menschen Beruhigung giebt, langt bei äußern Verhältnissen nicht zu, um jene Situation zu erleichtern.

Das Verpflegungs-Geschäft ist für jeden denkenden und rech-

lichen Staatsdiener, der seine Pflicht strenge erfüllen will, schon an sich, besonders in jetziger Zeit, das unglücklichste, so ihm je übertragen werden kann. Wie oft hat mein Herz geblutet, wenn ich in meinem eigenen Departement, dessen Wohl, wie es Ew. Königlichen Majestät Selbst bekannt ist, mir so sehr am Herzen lag, habe Befehle zu Lieferungen und Ueberlieferungen ertheilen, und so von den Zeitumständen gedrungen, den Ruin desselben unter meinem Namen habe befördern müssen. Noch in meinem Memoire vom 10. Februar c., aus Rossitten datirt, habe ich mich selbst als ein Verräther des Landes angeklagt, wenn meine Vorschläge ohne die damit verknüpfte Hauptbedingung,

daß nämlich Fourage und Lebensmittel aus Rußland auf dem Fleck in größter Menge herbeigeschafft würde,

ausgeführt werden sollten. Der Hauptvorschlag, die russische Armee auf Kosten des Landes und unserer Magazine, es koste, was es wolle, zu unterstützen, ist angenommen und ausgeführt, jene Bedingung aber nicht erfüllt worden. Der Mann also, der alle das Unglück, so aus den fehlerhaften Anordnungen für das Land und für die Armee entstehen mußten, bestimmt voraussagte, und dessen seine Seele bei seinen eigenen Verfügungen, die er als zwecklos betrachten mußte, so oft zerrissen worden, wird jetzt — nach 51 Jahren treuer Dienste, zwar unschuldig für Gott und sein Gewissen, aber schuldig in den Augen seines eigenen Vaterlandes, diesem und einer Cohue schlechter Menschen als ein Gegenstand des Hasses und der Freude Preis gegeben.

Gesegnet hätte ich Ew. Königliche Majestät, wenn Allerhöchstdieselben mir dies Departement nur auf irgend eine ehrenvolle Art schon vor einigen Monaten abgenommen und es in bessere Hände als die meinigen gegeben hätten, und beschworen thue ich es Ew. Königlichen Majestät, daß, wenn ich blos das Gefühl meines Herzens, und nicht das meiner Ehre sprechen lasse, ich Ew. Königlichen Majestät für den gegenwärtigen Entschluß auch noch jetzt segnen und ehrfurchtsvoll danken würde.

Dieses Gefühl der Ehre wird mich auch gewiß leiten, um

das Verpflegungs-Departement dem Minister von Hardenberg so zu übergeben, daß an allen Orten es für die erste Zeit, so viel es nämlich von mir abhängt, an nichts fehlen soll. Die Zeit der Uebergabe aber, halten es mir Ew. Königliche Majestät zu Gnaden, kann wohl nicht der Minister von Hardenberg, sondern nur ich bestimmen, sonst könnte die Sache lange verzögert werden; ich bearbeitete sie am Ende nicht sowohl unter dem Minister von Hardenberg, als vielmehr unter seinen Räthen; alle Fehler, so diese etwa machten, würden mir noch zugeschrieben, welches ohnedem schon geschehen wird, und ich hätte nicht einmal die Satisfaktion, das Ende meiner kränkenden Lage abzusehen. Dies würde meine Ehre und guten Namen selbst in den Augen der gutdenkenden Menschen vernichten heißen, und dies kann Ew. Königlichen Majestät Wille nicht sein. Aber es würde hierunter auch selbst Ew. Königlichen Majestät Dienst leiden, sowie die Sache auch schon an sich unausführbar ist, da der Minister von Hardenberg sich schon die Abschließung neuer Kontrakte vorbehalten, den Geheimen Rath Niebuhr, der diese Sachen bisher bearbeitet, schon abberufen hat, und ich ihm auch alle diese Sachen, seinem Verlangen gemäß, schon zuschicke.

Ohne eine Einheit in der Operation müßte aber bald Verwirrung in dem Geschäfte selbst entstehen, so ich nicht vertreten möchte. Indessen geruhen Sich Ew. Königliche Majestät versichert zu halten, daß ich bis zum letzten Augenblick, wo ich die Sache dem Minister von Hardenberg zur alleinigen Bearbeitung übergebe, solche genau so und mit eben der Gewissenhaftigkeit behandeln werde, als ich es in allen meinen Geschäften zu thun gewohnt gewesen.

Ich schmeichle mir, daß Ew. Königliche Majestät diese devote Darstellung meiner jetzigen Lage so aufzunehmen die Gnade haben werden, als es Höchstdero Dienst-Interesse und eben das Gefühl der Ehre und Patriotismus fordern, so Allerhöchstdieselben bei Dero Staatsdienern voraussehen.

Die Vorsehung schenke Ew. Königlichen Majestät noch lange

Lebens- und Regierungs-Jahre und Staatsdiener, die nach diesem Gefühl so thätig, treu und gewissenhaft handeln, als ich es vor Gott und Ew. Königlichen Majestät zu thun bestrebt gewesen.

Memel, den 6. Mai 1807. Schroetter.

Schreiben des Königs an den Minister von Schroetter.

Mein lieber Staatsminister Freiherr von Schroetter! Die Gründe, warum Ich das General-Verpflegungs-Departement und Getreide-Einkaufs-Geschäft Euch abgenommen habe, sind sowohl in Meiner, dieserhalb an das Staatsministerium erlassenen Kabinetsordre, als in derjenigen, die an Euch besonders gerichtet war, so genugthuend für Euch enthalten, daß Ihr darin völlige Beruhigung finden konntet, und Ich erwarte solches bei Meiner gegebenen Versicherung: daß Niemand in der getroffenen Anordnung eine Zurücksetzung suchen möge, von Euch um desto zuversichtlicher, da die Veranlassungen, welche Ihr nach Eurer Vorstellung vom 6. d. M. ahndet, nicht entfernt dabei stattgefunden haben, und den Uebeln am leichtesten abzuhelfen gewesen wäre, darüber Ihr klagt, wenn Ihr früher den Entschluß gefaßt hättet, Euch im russischen Hauptquartier aufzuhalten. Die Nothwendigkeit steter Unterhaltung der Verhältnisse mit den russischen Behörden ist ein Hauptgrund Meines Entschlusses gewesen. Uebrigens mußte es auch Mir bei der allgemeinen Saat- und Brodnoth im Lande befremdend sein, daß nicht zeitig genug Ankäufe zur Abhelfung derselben gemacht worden sind, so daß zur Unterstützung der Unterthanen hierin nichts geschehen kann. Ich bin ꝛc.

Königsberg, den 31. Mai 1807. Friedrich Wilhelm.

Schreiben des Ministers von Schroetter an Hardenberg.

Ew. Excellenz gefälliges Schreiben vom 29. v. M. habe ich erst vorgestern bei meiner Rückkunft von Rossitten zu erhalten die Ehre gehabt. Vermuthlich ist es in der kurzen Zeit meiner Ab-

wesenheit hier eingetroffen und hat mich in Königsberg aufgesucht. Ich verfehle nicht, es sogleich zu beantworten.

Um es ganz der Sache gemäß thun zu können, erlauben Ew. Excellenz, daß ich Dero gegen mich so oft geäußertem Gefühle einer gekränkten Ehre und woran ich jederzeit einen so warmen Antheil nahm, jetzt mir zu gut in Anspruch nehmen und Ew. Excellenz ganz in meine Stelle versetzen darf. Vorher aber wäre wohl die Frage zu erörtern, ob es wirklich nöthig war, daß Ew. Excellenz das Verpflegungs- mit dem auswärtigen Departement zu verbinden suchten. Ich sage aus reiner Ueberzeugung und Ew. Excellenz selbst wegen — nein! — denn schon der Natur der Sache nach sind beide Geschäfte so heterogen, daß sie mit einander auch jetzt nicht die geringste Gemeinschaft haben, noch haben können. Es ist, glaube ich, noch kein Beispiel vorhanden, daß ein Kabinetsminister ein Generalintendant vom Verpflegungswesen gewesen.

Das letztere erfordert allgemeine, besonders aber Detailkenntnisse, die nur durch Erfahrungen erlangt werden und Ew. Excellenz ja nicht besitzen können. Ich habe die Sache jetzt netto 20 Jahre con amore betrieben, und als ich im Oberkriegskollegio stand, war das Militärdepartement ein Gegenstand meiner einstigen Wünsche. Ich habe die Verpflegungsanstalten zur Campagne von 1790 und 91 unter dem Minister von Hoym und Schulenburg, die Verpflegung im polnischen Revolutionskriege von anno 94 und 95 aber schon allein geführt; was ich aber im Herbst von 1805 und jetzt seit dem Oktober v. J. geleistet, dies glaube ich nicht auseinandersetzen zu dürfen. Der General von Bennigsen hat dies so oft, ja selbst der Kaiser anerkannt, und Ew. Excellenz thun es in diesem Augenblick. — Wäre es also nicht für Ew. Excellenz Ruhe und für die allgemeine Sache besser gewesen, wenn Dieselben die Erfahrungen eines rechtschaffenen und thätigen Mannes und der ja aufrichtig Ihr Freund war, benutzt und es veranlaßt hätten, daß dieser statt Herr von Auerswald ins Hauptquartier wäre berufen worden? War es fürs allgemeine Beste nothwendig, so folgte ich mit Freuden der Armee, blieb im Haupt-

quartier und mein Charakter war Ew. Excellenz wohl Bürge, daß ich mit Ihnen Hand in Hand zu Erfüllung des Zwecks gegangen wäre. Was wird aber jetzt die Folge von Allem sein? Ew. Excellenz werden sich durch Uebernahme eines Geschäfts, welches Sie unmöglich selbst zu leiten, noch zu übersehen vermögend sind, viel unangenehme und unruhige Stunden bereiten, es dahero Ihren Räthen überlassen, die Verantwortlichkeit davon aber immer selbst übernehmen müssen.

Ew. Excellenz ist gewiß vorgespiegelt, daß in denen Konferenzen vom 20.—24. v. M. im Verpflegungswesen viel Neues verhandelt worden. Aber ich glaube, daß selbst schon die Ew. Excellenz durch Herrn von Altenstein zugeschickten Akten darthun werden, daß fast alles schon vorgekommen. Selbst das jetzt zu etablirende Fuhrwesen habe ich schon lange in Antrag gebracht, ja, wo ich nicht irre, ist es schon bei meiner letzten Reise zum General Bennigsen zur Sprache gekommen. — Herr von Auerswald schreibt es indeß jetzt sich zu, als eine Sache, wovon er schon seit Monaten gesprochen, worauf aber niemand reflektirt hat.

Jetzt komme ich auf mich selbst und auf die wirklich tiefen Kränkungen zurück, zu denen Ew. Excellenz — ich möchte es beschwören — unwillkürlich die Hand geboten, denn ich kann den Gedanken nicht ertragen, daß Ew. Excellenz die Sache ganz übersehen hätten und hiezu nicht wären inducirt worden. — Ist sie denn etwas anderes als die Erneuerung der Kabale vom Januar, wo man mir den von Trenck zur Seite setzen, mich aus dem Dienst und Herrn von Auerswald an meine Stelle bringen wollte? — Letzterer bot zu der ganzen Geschichte schon damals die Hand und ließ einen Höheren agiren. Ob ich wahr rede, hierüber kann Herr Oberst von Kleist Ew. Excellenz die beste Auskunft geben, und er ist zu gerade, um Dieselben nicht von der ganzen Geschichte hinlänglich au fait zu setzen. Auch rufe ich diese Geschichte blos in Ew. Excellenz Gedächtniß zurück, sie ist Denenselben zu genau und um so mehr bekannt gewesen, als ich das Koncept zu meinem Vorstellen an den König Ew. Excellenz zum freundschaftlichen

Gutachten vorlegte und Dieselben noch die Abänderung von ein paar Stellen für nöthig erachteten. Betrachten Ew. Excellenz jetzt die Sache aus diesem Gesichtspunkte, so wird es Denenselben wohl einleuchten, daß es der Partei, so diese Geschichte tramirte, wohl nicht darauf ankam, der guten Sache und Ew. Excellenz einen Dienst zu leisten — dies war das Mittel; meine Kränkung aber und dadurch wo möglich meine Entfernung aus dem Dienst zu bewirken, um Herrn von Auerswald und Konsorten Platz zu machen — war der Zweck. Zu einem kleinen Beweise mag dienen, daß ich es Ew. Excellenz auf Ehre versichern kann, daß in Königsberg schon bei der Abreise des von Auerswald von dieser Veränderung gesprochen und solche hieher noch mit der Bemerkung geschrieben worden, daß ersterer alle Sachen, so vom Verpflegungs-Departement bei der Kammer eingingen, mit der öffentlichen Aeußerung weglegen ließe: es würde sich alles nächstens ändern. Ich lachte darüber, weil ich in Ew. Excellenz selbst das beste Kontrepoison gegen solche Erbärmlichkeiten zu finden glaubte, und reiste von hier nach Königsberg gewiß nicht in der Vermuthung ab, um auf dem halben Wege umzukehren und mich dem Gespräch des Publikums preis zu geben, zu dem Herr von Auerswald den Kommentar zu machen nicht unterlassen wird.

Dies aufrichtige Bekenntniß sei ein redender Beweis meiner Achtung für Ew. Excellenz Charakter, aber auch die höchste Darstellung, wie tief ich es gefühlt, eben in Ew. Excellenz das Werkzeug der tiefsten Kränkung zu erblicken. Lesen Ew. Excellenz mein Schreiben an den König, stellen dann mich — sich zur Seite, versetzen sich dann in den Zeitpunkt, wo Sie von Königsberg abreisten und das fühlten, was Sie fühlen mußten und woran Ihre Freunde einen so herzlichen Antheil nahmen, und nun ziehen Ew. Excellenz zwischen uns eine Parallele. Der Grund der Kränkungen, so man Denenselben zufügte, lag in den Zeitumständen und in Herrn von Haugwitz, einem Mann, der Ihr Feind und der Gegenstand des Nationalhasses war; dadurch nahm die Nation an Ihrem Schicksal Theil, und

Ew. Excellenz fanden Ihren Trost in und außer sich; und — welches mir so oft zum Bewegungs-Grund diente, Ew. Excellenz Geduld zu unterstützen: — Dieselben hatten die gewisse Aussicht, daß alle Ihre Kränkungen einst gut gemacht werden konnten und mußten. Aber von wessen Hand kommt mir dieser Schlag? Wem zu gut wird er ausgeführt? Wie kann die mir zugefügte Kränkung je gut gemacht werden? und von wem sollte ich das letztere wohl erwarten? — Dies sind Fragen, die sich mir unwillkürlich aufdrängen und mein tief gekränktes Gefühl zu sehr zerreißen, wenn ich sie mir so ganz klar beantworten wollte.

Ich könnte freilich meine Genugthuung auch in der Zukunft, wenigstens in den getäuschten Hoffnungen so vieler Menschen suchen, die in den Vorfällen des Tages und selbst in dieser mehr als traurigen Zeit, mehr an sich als an das Ganze gedacht, ich schaudere aber vor dem Gedanken zurück, daß mir noch ein wirklich heiterer Augenblick anders als durch eine ruhige, feste und gerechte Staatsverwaltung zu Theil werden könnte. — Der Weg aber, den wir jetzt einschlagen, führt wahrscheinlich blos dazu: daß es — weniger als beim Alten bleibt. Erinnern sich Ew. Excellenz einst dieser paar Worte und in Lagen, die von der gegenwärtigen sehr verschieden sein werden. Ich sage dies in keinem prophetischen Geist, sondern mit einer Art von mathemathischer Gewißheit zu Ew. Excellenz, dem ich einst so oft mein Herz habe ausschütten können.

In meinem offiziellen Schreiben, so Ew. Excellenz in einigen wenigen Tagen erhalten werden, hoffe ich Dieselben zu überzeugen, wie sehr es mir aus wahrer alter Anhänglichkeit am Herzen liegt, Dieselben von der ganzen Lage des Verpflegungs-Geschäfts aufs Genaueste an [illegible] zu setzen, auch werde ich bis zu einem gewissen Tage für die Verpflegungsbedürfnisse auf allen Punkten besonders in diesen Gegenden zu sorgen suchen und wo Ew. Excellenz alsdann Zeit gewinnen, das weitere selbst veranlassen zu können. Hiebei setze ich natürlich voraus, daß die Vorräthe nicht von den russischen Truppen gewaltsam weggenommen wer-

den, denn alsdann hört alles auf. — So lasse ich auch alle Akten absondern, und ich werde auch bald im Stande sein, diese Ew. Excellenz, insofern solche zum Geschäft gehören, complet zuzuschicken. Dagegen verspreche ich mir auch von Ew. Excellenz, daß, sowie ich eine Behörde an Dieselben verweise, keine derselben in Verpflegungs-Sachen irgend etwas bei mir nachsuchen darf. Es kann auch nichts Gutes und Kluges herauskommen, wenn Ew. Excellenz und ich gewiß bei dem besten Willen, lange zusammen und zu gleicher Zeit operiren sollten. Einheit ist die Seele in diesem sehr verwickelten Geschäfte. Ueberdem bin ich es auch von Ew. Excellenz Delikatesse überzeugt, daß, nachdem ich in der Ordre an den Staatsrath auf eine wirklich so indelikate Art suspendirt und blos auf den alten, braven Patriotismus — der von den Regierungen aber mit den übrigen alten Heiligen zwar zuweilen noch mit einigen Phrasen verehrt, in der Regel aber gröblich mißhandelt wird, — verwiesen worden, so muß ich wohl wünschen, mich bald von einem Geschäfte, das ich eigentlich nur en subaltern (da die Zeitungen alle diese Veränderung schon ausposaunt haben) bearbeiten könnte, zu entfernen. In welcher Kategorie sollte ich auch noch an die Subalternen was befehlen können, da sie schon öffentlich an Ew. Excellenz verwiesen worden? Verlangen Ew. Excellenz aber in allgemeinen Sachen irgend eine Auskunft direkt von mir und die ich ohne Akten ertheilen kann, so rechnen Dieselben auf meine aufrichtige Bereitwilligkeit, Ihnen gefällig zu sein.

General Arbusof, glauben es mir Ew. Excellenz, ist nicht so strafbar, als man ihn auszugeben glaubt, und ich möchte seine Vertheidigung wohl übernehmen. Ich habe ihn öfters drängen müssen, damit er andere dränge, wie hat der Mann aber wohl bei dem besten Willen operiren können? — Die Lieferanten, so andere angenommen und ihm die Lebensmittel zuführen sollten, nimmt man, wenn sie nicht Wort halten, geradezu in Schutz, als wovon ich eben jetzt ein aktenmäßiges Beispiel habe; zum Ankauf im Lande giebt man ihm kein Geld, denn dies bekommen

nur die Lieferanten und aus dem Russischen soll alles in Menge ankommen und er erhält nichts — wenigstens im Verhältniß dessen, was die Armee täglich braucht. Ew. Excellenz sollen hievon einen redenden Beweis haben. In jedem Fall aber muß ihn doch das Publikum schuldloser als mich halten: er nämlich soll erst cassirt werden (und wird es wahrscheinlich auch nicht) und ich bin schon cassirt. Er hat eine Partei, die ihn vielleicht vertheidigen möchte — ich niemanden, weil ich mich blos auf meine Rechtschaffenheit und mein Verfahren zu stützen glaubte.

Der schleppende Gang unserer Operationen, oder vielmehr die völlige Apathie, so in selbigen herrscht, lag ja in der Natur der Sache, und habe ich solche nicht bestimmt vorausgesagt? An irgend eine Gefahr von Bedeutung diesseits der Weichsel glaube ich nicht, und ohne die Oesterreicher möchten wir schwerlich auf die andere Seite kommen. Wir werden von der Arrieregarde einige Gefangene machen, dagegen aber, wenn Danzig nicht schon entsetzt ist oder durch eine Negotiation gerettet wird, es unausbleiblich verlieren, denn die Briefe daher lauten äußerst kläglich. An Ammunition kann und wird es dem Feinde nicht fehlen. Cüstrin, Glogau und Stettin hat deren genug, und der Bromberger Kanal giebt die Hülfsmittel, sie mit Bequemlichkeit herunter zu schaffen. Gott gebe, daß meine Ansicht falsch sei, — ich kann mir aber bei der jetzigen Lage der Umstände keine andere aufstellen. Der Entsatz über die Nehrung will mir auch nicht recht in den Kopf, ich kenne die Schwierigkeiten des Terrains und kann blos wünschen, daß es gut ablaufen möge.

Verzeihen Ew. Excellenz, daß ich in diesem Schreiben so weitläufig mich ausgelassen. Wem sollte ich aber wohl in dieser für mich so kränkenden Angelegenheit mein Herz ausschütten können? Ew. Excellenz Kopf und Herz werden mich bei Ihnen rechtfertigen, so wie es auch die Zukunft und meine noch etwaigen anderweitigen Dienstverhältnisse thun werden. Ew. Excellenz freundschaftlichem Andenken empfehle ich mich ferner ganz ergebenst.

Memel, den 7. Mai 1807. Schroetter.

Schreiben Hardenbergs an den Minister von Schroetter.

Ew. Excellenz bin ich noch die Antwort auf Ihr geehrtes Schreiben vom 7. d. schuldig. Möchten Sie mir glauben, daß es mir nahe geht, Sie durch die Uebertragung des Verpflegungs-Departements an mich gekränkt zu wissen! Aber nichts desto weniger kann ich die Ueberzeugung nicht verleugnen, daß in der gegenwärtigen Krise, die Ew. Excellenz mit vollem Rechte für so äußerst gefährlich halten, der Staat nur dadurch gerettet werden kann, daß diejenige Einheit, welche Sie selbst als wesentlich nothwendig in der Verpflegungs-Partie einsehen, so weit als nur immer thunlich in allen Zweigen der Verwaltung stattfinde, daß alle weitläuftigen Kommunicationen und Discussionen unter Mehreren, Verschiedenheit der Ansichten, getheilte Verantwortlichkeit, welche in ruhigern Zeiten ihr Gutes haben, jetzt aber, wie die Erfahrung leider gezeigt hat, auf die nachtheiligste Weise wirken, weggeschafft werden. Zu spät und nicht kräftig genug — in diesen wenigen Worten liegt die Geschichte unsers Unglücks, liegen die Haupt-Ursachen desselben in allen Fächern. Nur durch das Gegentheil kann noch geholfen werden, wenn Hülfe überhaupt möglich ist. Ich versichere Ew. Excellenz, daß ich die sehr großen Hindernisse gar nicht verkenne, die allenthalben im Wege stehen. Sie benehmen mir aber den Muth keinesweges. Ich werde streben sie wegzuräumen und selbst dann, wenn es mir nicht ganz, oder nur zum Theil gelingt, reichlich Trost in meinem Bewußtsein finden, nichts versäumt und aus dem reinsten Pflichtgefühl gehandelt zu haben.

Daß ich von ohngefähr der bin, den der König braucht, um jene Einheit zu bewirken, liegt in den Umständen und in Verhältnissen, die Ew. Excellenz ohne weitere Erwähnung kennen. Trafen diese bei einem Anderen besser zusammen, so versichere ich heilig, daß ich gleich und gern zurücktreten würde, ohne mich deshalb gekränkt zu fühlen. So müssen und werden Ew. Excellenz als wahrer Patriot auch denken. Es bedarf wohl gar keiner

Ausführung, daß meine Gefühle im vorigen Winter, an denen Ew. Excellenz zu meiner lebhaften Erkenntlichkeit einen freundschaftlichen Antheil nahmen, auf ganz andern Gründen beruheten. Ehrgeiz ist nie die Triebfeder meiner Handlungen gewesen, ich habe es gezeigt und werde es ferner zeigen.

Daß noch kein Beispiel vorhanden ist, daß die Verpflegungs-Partie mit der auswärtigen verbunden war, beweiset gar nichts; für jetzt, wo sie, so wie die Geld-Partie, in so mancherlei Beziehung mit dem Auslande und den auswärtigen Höfen steht, wo wir nur durch auswärtige Verhältnisse unsere Existenz wieder erlangen können, halte ich die Vereinigung für äußerst zweckmäßig. Ew. Excellenz lassen mir in der That wenig Gerechtigkeit widerfahren, wenn Sie glauben, ich würde die Geschäfts-Leitung meinen Räthen überlassen. Ein anderes ist, die Geschäfte durch sie bearbeiten lassen und ihren Rath hören und gern benutzen, ein anderes, sich der Uebersicht und Direktion des Ganzen entschlagen. Dieses bin ich nie gewohnt gewesen; die Details aber gehören für die Räthe. Unangenehme und unruhige Stunden sehe ich zwar voraus und habe deren schon genug — das ist ganz natürlich, aber sie werden nicht die Veranlassung haben, welche Ew. Excellenz vermuthen.

Nicht auf die entfernteste Weise hat Kabale, wie Sie voraussetzen, unter den Motiven mitgewirkt, die die Königlichen Entschlüsse hervorgebracht haben, sondern die ganz einfache Ansicht, die in den Königlichen Kabinets-Ordres und in diesem Briefe liegt.

Daß Ew. Excellenz das Unglück oft voraussagten, bestreite ich gar nicht, und bin ebenso wenig als Sie über unser künftiges Schicksal beruhigt. Aber gerade hierin liegt ja schon die beste Rechtfertigung kräftiger und außerordentlicher Mittel zum Zweck, damit nicht blos geklagt, sondern rasch gewirkt werde. Das war bei mehreren Köpfen gar nicht möglich, und Ew. Excellenz selbst haben zu spät und nicht kräftig genug gehandelt.

Verzeihen Sie diese aufrichtigen Aeußerungen. Sie bürgen

Ihnen am besten für meinen herzlichen Wunsch, mir Ihre Freundschaft zu erhalten. Verkennen sie mich nicht, gesetzt, Sie könnten meine Meinung und meine Ansichten nicht theilen, welches ich doch hoffe, wenn Sie nur Alles recht unparteiisch beherzigen. Zählen Sie auf alle Fälle mehr auf den offenen, geraden Mann, der Ihnen die Sachen ohne Rückhalt sagt, und Ihnen eben dadurch den größten Beweis seiner Achtung giebt, als auf Wendungen, die ich hätte nehmen können, um sie zu beschönigen, und gönnen Sie mir um desto lieber Ihr Vertrauen und Ihre Freundschaft.

Königsberg, den 31. Mai 1807. Hardenberg.

Schreiben des Ministers von Schroetter an Hardenberg[1]).

Ew. Excellenz gefälliges Schreiben vom 31. v. M. habe ich zu erhalten die Ehre gehabt, und wenn ich es mit einigen Zeilen beantworte, so geschieht es gewiß nicht, um die freundschaftlichen Gesinnungen zu stören, die mir Ew. Excellenz in ersterem zu bemerken belieben, oder um mich auch noch hier gegen die Anschuldigungen weitläuftig zu rechtfertigen, so mir in Dero Schreiben, als auch in der an mich unter dem nämlichen Tage erlassenen Kabinets-Ordre gemacht worden. Das letztere habe ich in meinem Bericht an den König gethan, und wollte der Himmel, daß es die Zeitumstände erlaubten und ich es öffentlich thun dürfte; übrigens lassen sich Ansichten von Dingen, bei denen man selbst interessirt ist, schon im Privat-Leben schwer verrücken, wie viel weniger noch im öffentlichen Leben oder gar in Verhältnissen, wo man mit der Macht in Händen die Urtheils-Sprüche nur fällen, aber nicht motiviren darf.

1) Es ist am besten, diesen Brief vorerst unbeantwortet zu lassen. Wenn ich auch dem Minister von Schroetter die redlichsten Absichten zutraue, so kann ich doch nicht [illegible] und sein unrichtiges Benehmen, die Schwäche und Nachlässigkeit, mit der er von Anfang an handelte, die er durch sein unaufhörliches Wehklagen nährte, nicht billigen. (Eigenhändige Bemerkung Hardenbergs zu obigem Briefe, ebenso wie die folgenden Noten.)

Berücksichtigen Ew. Excellenz indeß gütigst auch einige von meinen Ansichten, und zwar mit dem kalten Blute, womit ich solche niederschreibe.

Daß ich „früher und kräftiger hätte handeln müssen," ist genau die Sprache derer, denen ich im Verpflegungs-Departement und in andern Fächern schon seit dem Monat December im Wege gestanden, und man hat Ew. Excellenz durch einseitige Ansichten hievon zu überzeugen gesucht[1]. Das ist es, was ich unter Kabale verstehe, denn direkt meine Person selbst wird niemand haben antasten wollen. — Aber wie ich hätte früher und kräftiger handeln sollen, sagt Niemand[2]). Hätte ich etwa meine Magazine und das Land noch früher ganz Preis geben und alle Anmaßungen auf Geld und Vorräthe auf dem Fleck befriedigen und gar loben sollen? Von was hätte man denn wohl bis jetzt existiren sollen? Aber hat denn General Bennigsen (dem man doch nicht auch den guten Willen wird absprechen wollen) selbst als kommandirender General kräftig und zeitig genug handeln, hat selbst Er es bewirken können, daß die ihm versprochenen Verstärkungen an Menschen, Geld und Lebensmittel zur rechten Zeit zugeschickt worden[3])? Ist selbst Er im Stande gewesen, bei einer Armee, der es an Allem fehlte und mithin desorganisirt sein mußte, nur eine Art von Disciplin zu erhalten? Können es Ew. Excellenz bei aller Ihnen beigelegten Macht und hohen

---

1) Dieses ist die allgemeine Sprache derer, die die Umstände kennen und wissen, daß nun leider erst geschehen muß, was seit sechs Monaten hätte geschehen sollen.

2) O ja! man sagt es. Früher darauf bestehen und dahin handeln, daß russische Vorräthe gemacht werden mußten, daß Ordnung in [illegible] komme; an Ort und Stelle sein; von Anfang an auf Bennigsen und für das Land wirken, früher kaufen und mehr kaufen.

3) Diese Argumente sind blos von den Fehlern und den Schwächen Anderer hergenommen, denen man abzuhelfen streben mußte. Das Uebel war dadurch, daß man dieses nicht zu rechter Zeit that, so groß geworden.

Unterstützung? Kann es selbst der treffliche Alexander bei seinen herrlichen Absichten und hohen Eigenschaften? — — So lange Hunger und Kummer an der Tagesordnung sind und man die Mittel versäumt, ihnen in Zeiten zu begegnen, schweigen alle und selbst die Militär-Gesetze.

Hat man es mir aber zu einem Verbrechen ausgelegt, daß ich wenigstens geseufzt habe[1], wenn ich selbst habe ein Werkzeug sein müssen, um mein Departement, das einst der Hauptgegenstand meines Strebens und Lebens war, unglücklich zu machen und in eine Art von Wüste verwandeln zu helfen und dies ohne Noth und zum Theil ohne Zweck; ist es ein Verbrechen, wenn ich im Stillen noch seufze und voraussehe, daß man dies Land in kurzem in eine Art von Einöde verwandeln und uns dafür nicht einmal Dank wissen wird, nun so schäme ich mich dieser Sünde nicht, sie wird mir leider einst selbst von denen vergeben werden, die mich jetzt verkennen[2].

Ich sage, man wird uns einst nicht einmal Dank wissen[3]. Sollten nicht auch Ew. Excellenz die landkundigen Urtheile und Gespräche des Hauptquartiers zu Ohren gekommen sein: daß man zur Unterstützung der Armee und allgemeinen Sache auch noch bis jetzt nichts Wesentliches thue ꝛc.? Und wir bringen der letzteren doch unser Vermögen, uns selbst und unsere Kinder zum Opfer. Giebt es noch etwas Mehreres und Größeres?

Wahrscheinlich nimmt man auch aus meiner Entfernung vom Verpflegungs-Departement die Veranlassung, um alle jene Gespräche und selbst die Gründe der bisherigen Unthätigkeit zu motiviren. Es ist, glaube ich, genug geschehen, um das russische Hauptquartier auf diesen Umstand aufmerksam zu machen[4]. Ob

1) Allerdings! Was sollte dieses Seufzen nutzen? Es schadete vielmehr.

2) Das Wehklagen kann den Feind nicht bezwingen. Die Folgen des Krieges sind traurig, aber man konnte sie doch nur durch kräftiges Handeln vermindern.

3) Das kann sein, darf aber unsere Handlungsweise nicht ändern.

4) Geschrieen ist genug, aber nicht gewirkt.

es gut gewesen, letzterem solche Waffen in die Hand zu geben, mag ich hier nicht auseinandersetzen. Kann das Opfer aber, so man durch mich der guten Sache hat bringen wollen, uns mit ihr für die andern Sünden versöhnen, so wohl mir, und ich werde gewiß mit vieler Ruhe leiden, und ehrlich und redlich, so viel als man es mir gestattet, zum allgemeinen Besten mitwirken; läßt man mir aber auch diese nicht und daß ich neuen Anklagen ausgesetzt werde, so werde ich mich auch als ein Mann von Ehre und gutem Gewissen kräftig genug zu vertheidigen suchen.

Deshalb habe ich mich auch beim Könige gegen den Vorwurf vertheidigen müssen:

wie ich Schuld daran wäre, daß man dem Lande jetzt nicht Roggen zu Brod geben könne[1].

Dieser Vorwurf müßte mich bei meiner sonstigen Sorgfalt für das Land ganz besonders kränken, wenn die Sache nicht zu klar am Tage läge. Wäre etwa bis zum Mai noch nicht genug Roggen und Mehl in Riga gekauft gewesen, so ist ja das schon gekaufte, (welches doch immer an 200,000 Scheffel ausmachen möchte) auch noch bis jetzt nicht alles in Königsberg angekommen; wäre das Quantum aber, worauf bisher Kontrakte abgeschlossen worden, etwa zu unbedeutend, so kontrahire man doch noch auf so viel man will, denn man ist ja jetzt in Riga Alleinkäufer. Aber nicht blos ich, sondern die Häuser Zuckerbecker und Klein und Schröder, besonders aber der Geheimrath Niebuhr, haben es für gut gehalten, mit Abschließung großer Kontrakte nicht zu rasch vorzugehen[2], um uns nicht selbst die Preise zu verderben, sondern abzuwarten: und haben diese Männer gefehlt, nun so fehle ich jachtchen mit.

---

1) Dieser Vorwurf ist sehr begründet und das Geständniß des Herrn von Schroetter liegt selbst hier vor.

2) Allerdings sollte man nicht an einem Orte zu schnell kaufen, aber man mußte früher anfangen und England, Dänemark, Rußland zu Lande zu benutzen.

Allein nach dem verworfenen Haushaltungs-Plan soll ich für die Armee und das Land ein viel zu großes Getreide-Quantum angenommen haben. Ich glaube, ich hätte es ziemlich zusammengebracht; glaubt man jetzt aber mit einem weit geringern auszukommen, so kann es ja dem Lande auch um so weniger an Getreide zu Brod fehlen!!

Verzeihen Ew. Excellenz: dies, glaube ich, sind Ansichten, so wie sie ein rechtlicher Mann einem rechtlichen Mann mit kaltem Blute und warmem Herzen vorlegen darf. Können mir diese eine aufrichtig gute und freundschaftliche Gesinnung von Ew. Excellenz verdienen, so bin ich ihrer gewiß eben so werth, als es sonst je stattgefunden.

Memel, 8. Juni 1807. Schroetter.

Schreiben Beyme's an Hardenberg.

Ew. Hochfreiherrliche Excellenz ebenso gnädige als vertrauliche Mittheilung vom 30. v. M. verpflichtet mich zum höchsten Dank und zur gewissenhaftesten Diskretion. Wie reich an den wichtigsten Folgen ist der Aufenthalt des Königs bei der Armee gewesen! Ich vertraue, daß er ebenso heilbringend für die große Sache unsres Staats ja der Menschheit sein werde. Ganz ohne allen Rückhalt bekenne ich, daß meiner innigsten Ueberzeugung nach die Vereinigung aller Regierungsgewalt in Beziehung auf Politik und den Kriegszustand in der Person Eines Staatsministers jetzt das Beste war, was der König beschließen konnte. Dies war das Eine, was uns Noth that, um das Chaos, worin alle Geschäfte versunken waren, zu debrouilliren. Möge man es Premier-Ministerschaft, oder wie man sonst will, nennen, auf den Namen kommt nichts an, der große Zweck, der ohnedem gar nicht zu erreichen war, entscheidet für die Sache. Diese meine Meinung ist nicht neu, aber ich verzweifelte so an der Möglich-

keit der Ausführung, daß ich es kaum wagte, sie auszusprechen. Desto mehr erfreue ich mich des über alle meine Erwartung glücklichen Erfolgs, zumal da die vom Könige in der Person Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz getroffene Wahl, alles gegen einander abgewogen, von meinem Verstande gebilligt wird. Für meine Person aber macht es mich doppelt glücklich, daß nun auch mein Herz dazu Amen sagen kann. Auf das, was ich dazu beitragen kann, daß dieser Beschluß des Königs den großen Zweck vollkommen erreiche, so wenig es auch sein mag, darauf darf der König, darauf dürfen Ew. Excellenz sicher rechnen. Meine Denk- und Handelsweise, die der König wie Gott durchschauen kann, ist Bürge dafür. Ich dachte mit Horaz:

Est quodam prodire tenus, si non datur ultra.

In Verzweiflung, daß es auch damit nicht gelingen wollte, fürchtete ich schon das Todesurtheil.

. . . . quae res
Nec modum habet neque consilium, ratione modoque
Tractari non vult . . . .

Nun aber rufe ich Ihnen zu mit Virgil:

Tu ne cede malis, sed contra audentior ito,

und vertraue auf einen gleich glücklichen Ausgang.

Erhalten Ew. Hochfreiherrliche Excellenz mir Ihr gnädiges Wohlwollen.

Memel, den 2. Mai 1807. Beyme.

Schreiben Beyme's an Hardenberg.

In der Eile habe ich gestern Ew. Hochfreiherrliche Excellenz Anfrage wegen des Präsidenten von Massow übersehen. Mir ist noch keine Antwort des Herrn Grafen von Götzen, an den deswegen ein Königlicher Befehl ergangen, zu Gesicht gekommen, dagegen aber hat mir Herr Graf von Carmer den Antritt seines interimistischen Direktorii gemeldet.

Auch muß ich noch meine Meinung über das Niederschlagungs-Gesuch des Herrn von Bodelschwing 2c. dahin äußern, daß

ich sowohl um der Sache willen, als aus persönlicher Rücksicht auf den Herrn Minister Freiherrn von Schroetter, der unverantwortlich angegriffen ist, nicht für die Bewilligung des Gesuchs sentiren kann. Ew. Excellenz selbst würden in der Meinung Gefahr laufen, wenn diese Niederschlagung von Ihnen bewirket werden sollte. Nach beendigter Untersuchung aber würde die Niederschlagung der Strafe, worauf der Herr Freiherr von Schroetter Excellenz gewiß selbst antragen werden, alle Zwecke, nämlich Aufrechthaltung und Genugthuung des Ansehens des Ministers und Milde gegen Bedrängte, in sich vereinigen.

Endlich muß Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz Sentiment über die anderweite Anstellung des Herrn von Zastrow Excellenz ich nicht nur vollkommen beipflichten, sondern es Hochdenenselben sogar als die wichtigste Pflicht darstellen, zu verhindern, daß er nicht Kriegsminister werde. Die durch die neuern Vorgänge in ihm erzeugte Leidenschaft hat einen solchen Grad erreicht, daß er dieselbe nimmermehr beherrschen kann. Sie würde alle Einigkeit und Uebereinstimmung der militärischen Maßregeln mit den politischen verhindern, und all das Gute vernichten, was von den genommenen Beschlüssen Seiner Majestät zu erwarten ist. Seit gestern bin ich schon so glücklich gewesen, bei drei in der öffentlichen Meinung sehr wichtigen Personen den ungünstigen Eindruck, den die erste Nachricht, aus leidenschaftlicher Quelle, verursacht, zu zerstören und in vollkommenen Beifall zu verwandeln. Ich hoffe, daß der ausgestreute gute Samen um so mehr reichliche Frucht tragen werde, als ich sogar den Kanzler Herrn von Schroetter von der Nothwendigkeit dieser Maßregeln zu seinem vollkommenen Beifall überzeugt habe.

Ihre Excellenz die Frau Gräfin von Voß hat mir aufgetragen, Hochdenenselben ihre Freude und Empfehlung zu melden.

Memel, den 3. Mai 1807. Beyme.

Schreiben Beyme's an Hardenberg.

1) Von des Herrn Staatsminister Grafen von Hoym Excellenz habe ich die beikommenden zwei Briefe zugleich nebst Anlagen erhalten, die Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz ich unterthänigst mit der Bitte überreiche, solche Seiner Majestät dem Könige vorzulegen. Da Seiner Excellenz ich auch für meine Person zu antworten für Pflicht halte, so wünsche ich die Briefe zu dem Behuf zurück-, und von dem, was darauf veranlaßt werden möge, einige Nachrichten zu erhalten. Zur Vergleichung lege ich auch die ohnlängst vom Herrn Bankdirektor Reichardt mir mitgetheilten Nachrichten aus Breslau unterthänigst bei.

2) Bei dieser Gelegenheit glaube ich auch das entworfene Edikt über den General-Indult nicht länger zurückhalten zu dürfen. Ich überreiche solches daher ebenfalls unterthänigst und lege die dazu von den schlesischen Ständen gegebene Veranlassung bei. Des Herrn Kanzler Excellenz haben über diesen Entwurf mit den Herren von Schlabberndorff, von Koven, Stägemann und mir wiederholentlich schriftlich votirt und der Entwurf ist das einstimmige Resultat unseres sorgfältigsten Nachdenkens. Sollte Ew. Excellenz über den einen oder andern Punkt ein Zweifel entstehen, so wird Herr Stägemann ihn zur Stelle lösen können. Wenn aber doch irgend ein Bedenken übrig bleiben sollte, so bitte ich unterthänigst, mir solches vorher gnädigst zu eröffnen, damit wir hier wieder darüber zusammentreten können. Jeder einzelne Satz greift so in das Ganze ein, daß eine jede Veränderung die Revision des erstern nothwendig macht.

3) Endlich überreiche ich auch noch den anliegenden Bericht des Herrn Kanzlers Excellenz über die Warschauer Justiz-Offizianten. Ich glaube, sie müssen, wie die Kameral-Offizianten, zur Geduld verwiesen werden.

Ich fahre übrigens fort, nach allem Vermögen dahin zu wirken, für die Erweiterung Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz Wirkungskreises die allgemeine Meinung zu gewinnen, und selbst bei solchen Anlässen zum Tadel, wie die Verfügung wegen provisorischer Be-

schlagnahme der Depositengelder, die gute und unschädliche Absicht gegen die Bemühungen Ihrer Gegner ins Licht zu setzen. Geben Ew. Excellenz nur um Gottes willen nicht zu, daß auch nur ein einziges Pünktchen von den großen Beschlüssen Seiner Majestät zurückgenommen werde. Die Nachgiebigkeit in einem noch so geringfügigen Punkte könnte leicht zum Umsturz des ganzen Gebäudes führen und damit die Hoffnungen aller Patrioten vernichten.

Memel, den 15. Mai 1807. Beyme.

Schreiben Beyme's an Hardenberg.

Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz danke ich auf das Allerverbindlichste für den neuen Beweis Ihres befestigten Vertrauens durch die verehrte Zuschrift vom 8. d. M. Die mir mitgetheilte Korrespondenz 2c. mit den Herren Ministern von Voß und von Schroetter, welche ich wieder zu überreichen die Ehre habe, enthält neue Beweise von der Nothwendigkeit der neuen Einrichtung und rechtfertigt zugleich die in Ew. Excellenz Person getroffene Wahl. Keiner der unzufriedenen Herren Minister würde an Ihrer Stelle sich so leidenschaftslos und würdevoll benommen haben. Herr Minister von Voß hat sich am jugendlichsten benommen, ist aber doch noch der offenste, und gewiß nur von Herrn von Zastrow, dem er sich ganz in die Arme geworfen hatte, aufgeredet. Ich fürchte und bedaure seinen Verlust. Herr von Schroetter wird bald wieder einlenken. Er hat immer den Mantel nach dem Winde getragen. Seitdem er, als im Winter die Feindesgefahr gegen Königsberg anrückte, den König bitten konnte, ihn als Privatmann in seinem Departement mit seinem Gehalt, ohne einen Nachfolger zu ernennen, zurückzulassen, ist er in meinen Augen gerichtet. Haß und Verachtung in der ganzen Provinz und in allen Ständen sind unglaublich gegen ihn verbreitet. Herr von Zastrow aber ist der gefährlichste Mann im Staate, den ich kenne. Er erlaubt sich jedes Mittel zu seinen leidenschaftlichen Zwecken. Ehe also die gegen diesen nur in petto genommenen Beschlüsse nicht vollzogen

sind, kann Ew. Hochfreiherrlichen Excellenz ich noch nicht ganz zu dem über Ihre Gegner erhaltenen Siege, welches zugleich der Sieg der guten Sache ist, Glück wünschen. Bleibt die Entscheidung über Herrn von Zastrow noch länger ausgesetzt und spricht der König noch zuvor den Herrn von Köckritz, so fürchte ich eine sehr schädliche Unentschlossenheit, die zugleich das Ansehen des Königs von Tage zu Tage mehr kompromittirt, weil Herr von Zastrow von seinen Insolenzen hier gar kein Geheimniß machen und überhaupt einen Ton angenommen haben soll, der, wenn nicht Festigkeit gegen ihn bewiesen wird, unendlich mehr noch als alles Vorhergehende schaden könnte. Ew. Hochfreiherrliche Excellenz können daher gar kein angelegentlicheres Geschäft als dieses haben, die Entscheidung zu beschleunigen. Alle von Ihnen seit der neuen Einrichtung bewirkten Maßregeln, so pertinent und konsequent sie auch sind, werden nur dann erst von der großen Mehrheit als solche erkannt werden. In dieser Ueberzeugung hat mir nichts eine so große Freude machen können, als die Versicherung, daß sowohl Sie selbst den Muth nicht verlieren werden, gegen alle drohenden Widerwärtigkeiten zu kämpfen, als der König bei vollkommner Einsicht in die ganze Gefahr seiner Lage dennoch fest in dem jetzt ergriffenen Systeme beharrt. Es ist eine Wahrheit, die nicht oft und laut genug gesagt werden kann, daß nur ein an der Seite der übrigen Mächte geschlossener Friede, wie er auch ausfallen möge, Preußen als eine Macht erhalten, jeder noch so vortheilhafte Separat Frieden aber dasselbe nur in französische Dependenz bringen, also nur vernichten kann. Wenn Herr von Zastrow hier laut das Gegentheil sagt und über Danzigs Fall als einen Beweis, daß man den berüchtigten Waffenstillstand[1] hätte ratificiren müssen, gloriirt; so habe ich eben so laut allen ins Gedächtniß gerufen, daß Napoleon damals ja mit Preußen nicht

---

1) Auch der General Adjutant von Kleist sagte mir nach der Eroberung von Danzig, es wäre nun doch wohl besser gewesen, den Zastrow'schen Waffenstillstand anzunehmen. So sehr war Schwäche fast allenthalben eingerissen.
A. d. V.

als mit einer Macht traktiren wollte und Herr von Zastrow die Furcht vor einem Dekrete Napoleons, daß der König von Preußen aufgehört habe, zu regieren, als Hauptmotiv den Waffenstillstand zu zeichnen angab, diese Furcht aber jetzt Gott Lob verschwunden ist und wir solches nur dem entgegengesetzten Systeme, von dessen Verfolgung mit konsequenter Ausdauer jetzt die Rede ist, zu verdanken haben. Wie viel mehr auch die Russen uns zu wünschen übrig lassen, so ist dieses Verdienst, das unsere immerwährende Dankbarkeit erfordert, ihnen nicht abzusprechen. Gott erhalte Ew. Excellenz bei physischer Kraft, Ihre Pläne auszuführen, so hoffe ich, mein Vaterland dadurch wiedergeboren und Ihr Verdienst gekrönt zu sehen.

Befohlenermaßen überreiche ich die Abschriften der Königlichen Ordres, welche das interimistische Ressort des Herrn Kanzler von Schroetter bestimmen.

Den Bericht des Herrn Minister von Schroetter in der Untersuchungssache gegen von Perbandt u. s. w. kann ich aber nicht überreichen, weil er Behufs der Untersuchung dem Herrn Kanzler zugefertigt worden und sich also in den Akten befinden muß.

Die Resolution in der Gräflich Brandenburg'schen Vormundschafts-Sache habe ich heute mit einer sichern Gelegenheit nach Berlin befördert.

Vom Herrn Präsidenten von Massow habe ich ehegestern wieder einen Brief erhalten, den ich mir vorbehalte, Ihnen bei dem Besuche in Memel, wozu Sie mir Hoffnung machen, vorzulegen.

Ich bitte Ew. Hochfreiherrliche Excellenz auf meine uneingeschränkte Ergebenheit fest zu bauen und mir Ihr Vertrauen und Ihr Wohlwollen zu erhalten.

Memel, den 6. Juni 1807. Beyme.

Bei den Ausfertigungen, die der König vollzog, beobachtete ich es wieder genau, sie ihm zu eigener Ueberlegung zu geben, daher die Antworten auf die Vorstellungen der Minister von Voß und von Schroetter durch die Reisen Seiner Majestät zu dem Corps des Generals von L'Estocq und nach Pillau verspätet wurden. Ueberall suchte ich Festigkeit mit Mäßigung und Milderung im Ausdruck zu verbinden.

Der General von Zastrow fuhr fort, sich unwürdig und strafbar zu benehmen. Den 5. Mai erfüllte der König das ihm gegebene Versprechen, ihm einen andern ehrenvollen Wirkungskreis zu geben, dadurch, daß er ihn ganz außer der Reihe zum General-Lieutenant machte, ihm 2000 Thlr. Zulage gab, und bei dem L'Estocq'schen Korps als den zweiten nach dem Befehlshaber anstellte. Zastrow schlug dieses aus, forderte seinen Abschied und die Erlaubniß, an den Minister Talleyrand schreiben zu dürfen, um Pässe zu erhalten, nach Posen und Berlin zu gehen.

Für das Erste, welches ihm als Militärperson zur Schande gereichte, hätte ihn Friedrich der Große cassirt, für das Zweite, welches in der That äußerst strafbar und in hohem Grade insolent war, auf die Festung geschickt.

Der König schrieb ihm noch einen Brief, in dem er blos darauf bestand, er solle sich zur Armee verfügen; ich war zu sehr bei der Sache betheiligt, um den Rath zu geben, den ich gegeben hätte, wenn das nicht gewesen wäre. Als der General Zastrow dennoch fest dabei blieb, seinen Abschied auf eine unschicktliche Art zu verlangen, schrieb der König über die Sache an die Königin, die ihm zu strengen Maßregeln rieth, welche der Herr von Zastrow allerdings verdiente. Den 2. Juni, vor meiner Abreise nach Tilsit, sagte mir der König endlich, er werde ihm nun den Abschied geben, und ihm befehlen, nicht nach Berlin oder Posen zu gehen, aber einen Ort zum Aufenthalt zu wählen, wo der König nicht sei. Er hätte ihn sollen in einen bestimmten russischen Ort verweisen, um ihn dafür zu strafen, daß er nach einem vom Feinde besetzten zu gehen auf eine so insidiöse Weise verlangt hatte.

Nach der Schlacht von Friedland, als alles sich in Memel zur Flucht bereitete, suchte er durch den General von Köckritz um die Erlaubniß nach, über Kopenhagen nach Berlin zu gehen. Der gute, schwache Köckritz hatte ihn schon vorher unterstützt, und erhielt jetzt auch diese Erlaubniß für ihn, bat mich, ihm kein Hinderniß in den Weg zu legen. So reiste der General von Zastrow mit dem Minister von Voß zugleich zur See ab. Nachher hielt er sich in Berlin auf und suchte später durch den Geheimen Kabinetsrath Beyme sich wieder in den Posten eines Kriegsministers zu bringen, wozu dieser aber die Hände so wenig bot, als der König geneigt war, den Antrag anzunehmen.

Mit dem Obersten von Kleist war ich in recht gutem Vernehmen. Er war ein rechtlicher, braver Mann, dem es nicht an Kenntnissen fehlte, und dessen Thätigkeit und übriges Betragen alles Lob verdienten; aber der Stelle, die er ausfüllen sollte, war er besonders in Kriegszeiten gar nicht gewachsen. Große militärische Talente und den umfassenden Geist, den unternehmenden Charakter eines Feldherrn besaß er nicht, dagegen war er erfüllt von Vorurtheilen, hielt alles unübertrefflich, was im preußischen Dienst einmal eingeführt war, und hatte, in der Schule des Möllendorfischen Hauptquartiers von 1794 verdorben, auch die Meinung angenommen, daß der Soldat auch politisiren müsse, worüber ich einst einen lebhaften Streit mit ihm hatte, als ich behauptete, ein Festungs-Kommandant müsse keine politischen Raisonnements zur Richtschnur seiner Handlungen nehmen, sondern sich blos an seine Pflicht halten, die Festung, die ihm anvertraut sei, bis aufs Aeußerste zu vertheidigen. Der König war oft sehr ungeduldig über Kleist und Kleist wieder über den König, sie paßten nicht recht für einander.

Ueberhaupt ist es ein wahres Unglück, daß der König nicht von Anfang an Männer um sich hatte, die, indem sie sich in seinen Charakter schickten, gute, reine Absichten mit eigener Kraft und hinreichenden Kenntnissen vereinigten und beides Seiner Majestät auf eine gute Art mittheilten. Ich war Zeuge, wie wenig sich auch

der General von Rüchel bei seinem feurigen patriotischen Eifer hiezu schickte, und mußte verschiedene Male den Mittelsmann machen.

Aus meiner Dienstführung dieses Zeitraums erwähne ich noch, daß bei Gelegenheit der Konvention von Bartenstein wieder die gewöhnlichen großen Geschenke gegeben wurden. Ich erhielt eine mit Brillanten besetzte reiche Dose und 4000 Dukaten, der Geheime Kriegsrath Lecoq, der als Sekretär gebraucht worden war, 1000 Dukaten und einen Ring, die Kanzlei 1000 Dukaten. Der König bewilligte mir die geforderte Erlaubniß, jene 4000 Dukaten auf den Altar des Vaterlandes legen zu dürfen, und so wurden sie dazu angewendet, dem General von Budberg das ihm gebührende Geschenk zu geben. Vom König von Schweden erhielt ich eine gewöhnliche Dose mit seinem Bildnisse. Der General von Zastrow bekam die Dose für den Friedenstraktat mit England.

Als ich den 3. Junius zu dem Kaiser von Rußland nach Tilsit vorausgieng, gab mir die Königin ein Schreiben an denselben mit, in welchem sie mit Recht über das Benehmen des Generals von Bennigsen klagte, in Absicht auf welchen sich alle Stimmen immer lauter erklärten. Sie fragte mich aber vorher um meine Meinung über dessen Inhalt durch das folgende Billet:

En relisant ma lettre à l'Empereur, je me suis effrayée de voir que mon zèle pour la bonne cause et mon ressentiment pour le général Bennigsen se sont trop clairement et durement prononcés, je vous envoie la lettre pour la relire, en désirant connaître votre sentiment à ce sujet. En vérité, je crois qu'elle ne va pas. Si cependant vous croyez qu'elle ne fâche pas l'Empereur et qu'elle ne fasse plus de mal que de bien, comme elle est un peu crue, et qu'elle me retire l'amitié de l'Empereur en ce qu'il trouve que je devrais me mêler de mes affaires, alors voici mes armes pour la fermer, si non, brûlez-la ou renvoyez-la-moi.

Votre amie

Louise.

Dites-moi votre sentiment sans retenue.

Ich antwortete ihr hierauf folgendes:

Madame. Votre Majesté me permettant de lui dire mon sentiment sur la lettre ci-jointe, je prends la liberté d'observer que la seule phrase:

„Pourquoi ne vous mettriez-vous pas à la tête d'une armée couverte de gloire et qui, bien menée, cueillerait tout partout de nouveaux lauriers“?

me paraît susceptible d'un changement. Si Votre Majesté daignait dire:

„Votre armée couverte de gloire cueillerait tout partout de nouveaux lauriers, si elle était bien menée“ etc.

Elle éviterait de toucher une corde qui me paraît infiniment délicate à plusieurs égards. L'Empereur sans doute ne demanderait pas mieux que de commander lui-même son armée, mais il est toujours très essentiel qu'il en sente la vocation lui-même, d'autant plus que dans son Empire cette mesure ne serait pas généralement populaire. Je crois cependant qu'il finira par là.

Je vous demande mille pardons, Madame, de vous donner la peine de transcrire encore une fois votre lettre au cas que vous approuviez mon raisonnement.

Hardenberg.

Der Brief wurde umgeschrieben, und in der That, die Aufforderung war in manchem Betracht zu gewagt. Bei den Russen war nur eine einzige Stimme, daß der Kaiser sich nicht an die Spitze seines Heers setzen müsse.

Bei meiner Ankunft in Tilsit am 4. Juni fand ich daselbst den Herrn Senfft von Pilsach, unsern nach Constantinopel bestimmten Gesandten; er war durch französische Intriguen des Generals Sebastiani dort weggewiesen worden und durch die Moldau und Walachei zurückgekommen. Er beschuldigte unsern bisherigen Chargé d'affaires, Herrn von Bielefeld, sich ganz zur französischen Partei gestellt und gegen ihn gehandelt zu haben.

Ich sprach noch an eben dem Tage den Kaiser. Er wiederholte in Absicht auf den General von Bennigsen dasjenige, was er mir schon in Bartenstein mehrmals über die Schwierigkeit, ihn zu ersetzen, gesagt hatte. Am 2. Junius hatte sich der General wirklich mit der Armee in Bewegung gesetzt. Der Kaiser wollte nun erwarten, was er thun würde; wenn er aber fortführe, in Unthätigkeit zu bleiben, oder ihm Ursache zur Unzufriedenheit zu geben, so wollte er sogleich den General von Essen I. an seine Stelle setzen.

Der General von Budberg hatte seine politischen Gesinnungen nicht verändert, aber er sprach immer von der Nothwendigkeit, daß der Kaiser in seine Staaten zurückgehe. Er war kränklich, sehnte sich selbst nach Haus und hatte auch nicht Kraft genug für seine Stelle.

Der Fürst Czartoryski und Herr von Nowosiltzow erneuerten dringend ihre Aufforderungen, dahin zu wirken, daß der Kaiser und der König eine Friedensunterhandlung eröffneten. Ich erwiderte, daß wir täglich die Erklärungen der Höfe zu London und Wien erwarten und dann ganz konsequent und dem Bartensteiner Vertrage gemäß an dem Frieden arbeiten könnten, wenn uns nach solchen die Hoffnung entgienge, den Krieg mit Nachdruck zu führen. Der 14. Artikel sagte bestimmt: „Si contre toute attente l'Autriche et l'Angleterre, ou l'une de ces deux puissances, refusaient de concourir à ce but et de joindre leurs moyens à ceux de S. M. le Roi de Prusse, de S. M. J. de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Suède, les hautes parties contractantes ne pouvant alors à leur grand regret se flatter de l'atteindre en entier, se reservent de se concerter ulterieurement entre elles et avec S. M. Suédoise sur les mesures qui leur resteraient à prendre pour leur propre sûreté“. Ich hoffte immer, daß Oesterreich sich bald erklären würde, und der Erfolg zeigte, — nur leider zu spät — daß meine Erwartungen mich nicht betrogen haben würden. Vertrauter mit dem russischen Unwesen, war mein entfernterer Plan immer ein deutscher Bund, dessen

jetzt vereinte Häupter mit völlig gleichem Interesse Oesterreich und Preußen geworden wären, gleich stark, gegen Rußland und Frankreich seine Unabhängigkeit und seine Rechte zu vertheidigen. Es würde ihm an Bundesgenossen nicht gefehlt haben, aber er mußte sich erst stark zeigen und man konnte leider mit dem Plan nicht auf einmal herausgehen. Indessen nahm ich doch den Entschluß, mit dem Kaiser über die Sache zu sprechen. Es geschah am 6.; ich erwähnte, ohne Jemand zu nennen, daß mehrere von seinem Gefolge und in seiner Armee den Wunsch hegten, daß Friedensunterhandlungen angefangen würden. Der Kaiser wurde sehr lebhaft und bat mich, auf alle dies Gerede nicht zu hören, er wisse, was er zu thun habe, und werde fest bleiben; er erinnerte mich an Aesops Fabel von dem Mann mit dem Knaben und dem Esel, und sagte, gerade so gehe es ihm wie diesem Manne, man könne es nicht allen recht machen, aber man müsse die Leute schwatzen lassen und seinen Weg gehen.

An diesem Tage wurden unsre Hoffnungen belebt, wir erhielten die Nachricht, daß am 5. Guttstadt den Franzosen genommen war und daß sie großen Verlust dabei erlitten hatten. Ich wünschte dem Kaiser Glück hiezu und theilte ihm die Nachricht von der am 8. bevorstehenden Ankunft des Königs mit. Hier ist, was er mir antwortete:

Je suis bien reconnaissant, Monsieur le Baron, pour votre billet et pour les félicitations que vous voulez bien m'adresser au sujet de l'avantage remporté par mes troupes. J'espère comme vous que M. le général en chef ne se bornera pas à la triste acquisition de Gouttstadt, et qu'il continuera avec vigueur ses opérations. J'attends l'arrivée de Sa Majesté le Roi avec une vive impatience et vous remercie mille fois de m'en avoir désigné l'époque. Recevez, Monsieur le Baron, l'assurance de ma bien sincère estime.

6 juin 1807. Alexandre.

Diese Hoffnungen stiegen am folgenden Tage noch höher, als dem Kaiser gemeldet wurde, daß das Corps des Marschalls Ney

am 6. gänzlich zurückgeschlagen war, daß man 1800 Gefangene gemacht, darunter einen General, zwei Offiziere vom Generalstabe, zwei Obersten und 52 Subalternoffiziere. Wenn der General von Sacken seine Schuldigkeit gethan hätte, fügte der General von Bennigsen hinzu, so würde dem Feinde der Rückzug über die Passarge abgeschnitten worden sein, und man hätte die ganze Division mit ihrer Artillerie ꝛc. zu Gefangenen gemacht.

Nun galt es aber, die Hauptarmee des Kaisers Napoleon anzugreifen. Anstatt den durch guten Erfolg gestärkten Muth der Truppen hiezu zu benutzen, machte der General von Bennigsen wieder zu aller Menschen Verwunderung eine Bewegung rückwärts und nahm eine verschanzte Stellung bei Heilsberg ein. Ein Suworoff hätte die Russen und Preußen statt jenes Unheil bringenden Mannes befehligen müssen. Gewiß hätten die Sachen eine glückliche Wendung genommen.

Den 10. Junius griff Napoleon die Armee bei Heilsberg an, der Sieg war lange zweifelhaft, endlich erklärte er sich aber wieder für die außerordentliche Tapferkeit unsrer vereinigten Armee. Die preußische Reiterei hatte abermals sehr großen Antheil an der Ehre des Tages, insonderheit die Dragoner-Regimenter von Zieten und von Baczko und das schwarze Husaren-Regiment, welches sich während des ganzen Krieges außerordentlich auszeichnete und dieserhalb auch nach demselben vom König zum Leib-Husaren-Regiment ernannt wurde. Ich verlor in dieser Schlacht einen jungen hoffnungsvollen Verwandten, den ältesten Sohn des hannöverschen Schloßhauptmanns, Grafen von Hardenberg. Von seltener feiner Bildung durch Talente, Geschicklichkeit und Reisen und von liebenswürdigem Charakter, würde er der Welt etwas Großes geworden sein, wenn er gelebt hätte. Aus Enthusiasmus für nützliche, ehrenvolle Thätigkeit war er mit Ueberwindung großer Schwierigkeiten im Februar 1807 nach Memel gekommen, um entweder in dem preußischen, oder wenn dieses fehlschlüge, im russischen Heere Dienste zu nehmen. Der König stellte ihn als Lieutenant im schwarzen Husaren-Regimente an. Bei dem Ein-

hauen in ein französisches Bataillonsquarré erhielt er verschiedene Wunden, an denen er bald nachher in Saalfeld in dem Hause des Predigers starb. Einen langen Brief, den er mir auf dem Todbette schrieb und den er der Sorgfalt eines französischen Generals anvertraute, bekam ich nie, ohnerachtet der heiligen Versprechungen desselben, vermuthlich durch Zufall — denn wer ehrt die letzte Bitte eines Sterbenden nicht? So blieben vielleicht die Wünsche desselben seinen trauernden Eltern und Geschwistern so wie mir unbekannt. Allenthalben, wo der zu früh Verstorbene sich aufgehalten hatte, hatte er sich Liebe und Achtung erworben.

Der General von Bennigsen behauptete das Schlachtfeld; aber anstatt den Feind am 11. wieder anzugreifen, ließ er ihn ruhig auf seinem rechten Flügel die Straße nach Königsberg ziehen und zog sich selbst längs der Alle zurück.

Wie der General von Bennigsen selbst diese Vorfälle bis zum Rückzuge dem König darstellte, erhellt aus dem nachfolgenden Bericht desselben:

Ew. Königlichen Majestät ermangele ich nicht, allerunterthänigst anzuzeigen, daß verschiedene Ursachen mich bewogen haben, meine Armee wieder in die Position von Heilsberg einrücken zu lassen, und daß sie solche gestern Abend bezogen hat.

Bonaparte ist selber mit dem Corps von Ney, Davout, Soult, Murat und einem großen Theile von Bernadotte die Passarge zwischen mir und dem Corps des Generals von L'Estocq passirt, und bedrohte so, dasselbe von meiner Armee zu trennen und meine rechte Flanke zu umgehen. Ich concentrirte daher meine Armee vor Guttstadt, fand aber, daß das Terrain daselbst zu ungünstig für mich war, um dort ein entscheidendes Treffen annehmen zu können. Ebenso nachtheilig wäre es für mich gewesen, den Feind bis nach Osterode zurückzudrängen und denselben in seinen dortigen Verschanzungen anzugreifen, indem ich meinen Plan nicht weiter verfolgen und den Marschall Davout angreifen konnte, da derselbe gleich Allenstein und die Alle verließ.

um sich mit dem Marschall Ney hinter der Passarge zu vereinigen. Ich rechne auch auf den hitzigen Charakter von Bonaparte, daß derselbe sich nochmals verleiten lassen wird, mir zu folgen, und meine Armee hier in ihrer vortheilhaften Position anzugreifen. Geschieht dieses, so hoffe ich desto eher Ew. Königlichen Majestät einen glücklichen Erfolg zusichern zu können. Versucht der Feind hingegen, den General von L'Estocq von meiner Armee zu trennen, so habe ich denselben ersucht, nur auf die Deckung von Königsberg Rücksicht zu nehmen und sich in die dortige Position zurückzuziehen. Ich werde dagegen sogleich dem Feind folgen und ihn in den Rücken nehmen: bei dem gestrigen Rückzuge über die Alle bei Guttstadt hat ein Theil meiner Kavallerie die französische dreimal attaquirt und geworfen; vorzüglich haben sich die Kosaken dabei ausgezeichnet.

Hauptquartier Heilsberg, den 10. Juni 1807.

Nachschrift. In dem Augenblick, da dieser Bericht abgehen sollte, wird mir gemeldet, daß der Feind seine Attaque eröffne. Er hat meine Position am linken Ufer der Alle von Lannau und Bewernick aus zweimal heftig angegriffen, ist aber jedesmal mit Verlust zurückgeworfen worden. Da der Graf Kaminskoi auch zu mir stieß, so haben auch einige Kavallerie-Regimenter von Ew. Königlichen Majestät diesen Sieg getheilt, und hat sich vorzüglich das Dragoner-Regiment Zieten hervorgethan. Die genauern Details des Verlusts sowohl von meiner als von feindlicher Seite kann ich Ew. Königlichen Majestät noch nicht melden.

Die Affaire fing um 12 Uhr Mittags an und endigte um 11 Uhr in der Nacht. Ich habe den Feind bis auf eine halbe Meile verfolgt und nur die Finsterniß hat mich gehindert, meine Vortheile weiter fortzusetzen. Morgen früh wird es sich ausweisen, ob Bonaparte seine Retraite fortgesetzt hat, oder das Gefecht erneuern will.

Auf dem Schlachtfelde vor Heilsberg, Nachts 12 Uhr, den 10. Juni 1807.

Bennigsen.

So sehr die Nachricht von dem Gewinn der Schlacht von Heilsberg die Hoffnungen erhöhte und die Erwartungen spannte, so allgemein war die Bestürzung und die Niedergeschlagenheit, als wir vierundzwanzig Stunden nachher erfuhren, daß der General von Bennigsen sich auf Bartenstein und Schippenbeil eiligst zurück ziehe, Napoleon aber auf dem kürzeren Wege neben ihm auf Königsberg gehe. Alle Anzeigen und Nachrichten bestätigten es, daß es Plan sei, die Armee hinter den Memelstrom zurückzuziehen und dadurch den Kaiser dahin zu bringen, den Frieden zu schließen. Er hatte beschlossen, nach Olitta, einem Grenzorte zwischen Neu-Ostpreußen und Russisch-Litthauen, einem Reserve-Corps von vierzigtausend Mann entgegen zu gehen, welches der Fürst Lobanoff herbeiführte. Der König wollte sich nach Memel verfügen und in sieben Tagen wollten beide Monarchen in Tilsit wieder zusammentreffen. Alle Russen wollten den Kaiser wenigstens nach Wilna haben, ihre Bemühungen waren aber fruchtlos, er gieng den 14. Abends allein nach Olitta und ließ sie sämmtlich in Tilsit zurück.

Als den 13. die Nachricht von des Generals von Bennigsen abermaligem Rückzuge, begleitet mit den oben erwähnten Anzeigen, kam, eilte ich zum Kaiser; ich wagte es diesesmal, ganz unumwunden mit ihm über die Kabalen und die Stimmung bei seiner Armee zu sprechen, ich nannte ihm seinen Bruder, den Großfürsten, als den, den man an die Spitze derselben gesetzt hatte. Mit großer Lebhaftigkeit widersprach mir der Kaiser, er erklärte, was ich ihm von seinem Bruder sagte, für unmöglich, und wiederholte, daß alle diese Bemühungen, ihn von seinem Zweck abzubringen, das Gegentheil bewirken würden.

Den Geheimen Rath Popow werde er sogleich mit der Vollmacht zur Armee schicken, dem General von Bennigsen das Kommando derselben zu nehmen und es dem General von Essen zu übertragen, wenn jener nicht sogleich wieder anfange, mit Kraft zu handeln.

Der Großfürst hatte schon in Bartenstein gegen den König

selbst Reden geführt, die es deutlich bewiesen, daß man ihn für die Meinung gewonnen hatte, nur auf die Sicherheit Rußlands Bedacht zu nehmen. Sein Charakter war höchst unzuverlässig und schwankend: heute war er leidenschaftlich gegen eine Sache oder eine Person eingenommen, für die er gestern die stärkste Anhänglichkeit zeigte. So war er erzösterreichisch und sehr gegen alles, was preußisch war, nachher äußerst wider Oesterreich und enthusiastisch preußisch gesinnt, endlich ein Verehrer der Franzosen. Was er war, war er mit Heftigkeit nur für den Augenblick, gut oder böse. Begabt mit viel natürlichem Verstande, konnte er sehr liebenswürdig sein, aber auch oft bis zur Wildheit und Grausamkeit rauh und sittenlos. Er machte den spartanischen Krieger, aber die ihn genau kannten, sprachen ihm sogar den Muth eines Kriegers ab.

Noch ehe der Tag vergieng, bestätigte sich alles, was ich dem Kaiser gesagt hatte. Der Großfürst kam unerwartet bei ihm in Tilsit an und suchte ihn zu bewegen, sein System zu ändern. Der Kaiser bat mich um Verzeihung, mir nicht geglaubt zu haben, sagte mir selbst, was sein Bruder von ihm verlangt habe, und setzte hinzu: er habe ihm den Befehl gegeben, sogleich zur Armee zurückzukehren, fest werde er bei seinen Gesinnungen bleiben.

Mit dieser Aeußerung gieng er den 14. Abends spät nach Olitta ab, der König den 15. früh nach Memel. Ich blieb noch bis zum Abend in Tilsit zurück. Kaum war der König fort, als die Schreckenspost von der am 14. erfolgten Niederlage bei Friedland erfolgte.

Der General von Bennigsen hatte sich immer an beiden Seiten der Alle hinunter zurückgezogen; in Friedland fand er am 13. schon französische Kavallerie, die er herauswerfen ließ. Anstatt den Rückzug fortzusetzen und hinter dem Pregel die sich dort darbietende vorerst sichere Stellung zu nehmen, wartete er in Friedland einen Angriff ab. Napoleon hatte die Sehne des Bogens genommen und das Corps des Generals von L'Estocq, welches sich auf Königsberg zog, von der Hauptarmee getrennt, mit der er sich

nun allein schlug. Am Morgen wurden die Angriffe russischer Seits zurückgeschlagen; der General glaubte schon wieder nach seiner Art einen Sieg davongetragen zu haben und lag auf seinem Bette, als ihm zeitig genug die Nachricht gegeben wurde, daß neue, weit stärkere feindliche Kolonnen im Anmarsch wären. Ich weiß diesen Umstand von dem englischen Obersten Hutchinson, der ihn selbst von dem Thurme in Friedland bemerkt hatte, und zum General eilte, um ihn auf diesen wichtigen Umstand aufmerksam zu machen. Er fand aber keinen Glauben. Der Angriff, der erst am Abend statthatte, wurde daher ein Ueberfall, die Unordnung und die Flucht allgemein. Die russischen Garden stürzten sich, wie der Kaiser mir nachher selbst erzählte, in die Alle, um auf das andre Ufer zu kommen. Hier kamen viele um und hier wurde viel Artillerie verloren. Der General von Bennigsen endigte mit den augenscheinlichsten Beweisen seiner Unfähigkeit zum Feldherrn.

In Tilsit verbreitete sich am 15. die größte Bestürzung. Alles eilte davon. Der General von Budberg gieng nach Tauroggen und versprach mir von da weitere Nachricht zu geben.

Ich kam den 16. früh in Memel an.

Hier erhielt der König folgendes Schreiben vom Kaiser:

C'est le cœur navré, Sire, que je remplis mon devoir en vous communiquant les fatales nouvelles que je viens de recevoir du général Bennigsen. Il m'est cruel de perdre jusqu'à l'espoir de vous être utile autant que mon cœur l'avait désiré, et que les moyens que j'avais mis en jeu semblaient devoir nous le promettre. Je joins pareillement, Sire, la copie de ma réponse au général, mais je l'envoie à M. de Popow, en l'autorisant de ne la remettre au général que si toutefois il est vrai que les circonstances sont telles que le général nous l'annonce. Moi-même arrivé de ce matin ici, je vais me remettre cette nuit en route pour venir à Tauroggen; peut-être Votre Majesté jugera-t-elle à propos de s'y rendre de même; il serait indispensable que nous soyons réunis et que nous prenions une détermination commune. Je me serais empressé de me rendre

à Memel, mais je crains que trop de temps ne soit perdu par là; et si Votre Majesté faisait le chemin jusqu'à Taurogguen, nous ne nous en rencontrerions que plus tôt. Recevez, Sire, l'assurance réitérée d'un attachement inviolable qui ne finira qu'avec ma vie.

Olitta, 4 (16) juin 1807. Alexandre.

Je crois bien faire aussi, Sire, de joindre ici une copie du rapport qu'un employé du Département des affaires étrangères attaché au général adresse à M. de Budberg.

Daß auf die Entschlossenheit des Kaisers nicht mehr zu rechnen war, lag schon vor Augen. Es war das größte Unglück, daß die beiden Monarchen gerade in diesem allerentscheidendsten Augenblicke getrennt sein mußten.

Die Franzosen rückten mit ihrem Kaiser am 16. in Königsberg ein, wo man vergebliche Vertheidigungs-Anstalten gemacht hatte und ohne Noth eine Anzahl kostbarer Schneidemühlen in Brand steckte. Das L'Estocq'sche Corps, bei dem auch noch immer der russische General Graf Kaminskoi stand, zog sich durch die Stadt und auf Labiau, von da in die Niederungen zwischen der Gilge und Ruß. Am 19. war Napoleon in Tilsit.

Die Russen wurden nur schwach verfolgt, und schon ehe des Kaisers Alexander Genehmigung wegen des Waffenstillstandes angekommen war, hatte der General von Bennigsen darüber Unterredungen anknüpfen lassen. Die Armee stand nun hinter der Memel von Weize bis nach Schreitlaugken, Ragnit gegenüber, und war nach authenthischen Nachrichten noch 30,000 Mann Infanterie, 12,000 Mann Kavallerie stark, mit 100 Kanonen. Das Hauptquartier nahm der General von Bennigsen in Mithe then, eine halbe Meile von Tilsit.

Mit welchem bitteren Spott Napoleon diese Kriegsvorfälle darstellen ließ, zeigt die Bekanntmachung, voll von Uebertreibungen und Unwahrheiten, die in Königsberg gedruckt wurde[1].

[1] „Umständliche Nachricht von dem Siege des Kaisers Napoleon bei [illegible]

In Memel wurden alle Anstalten getroffen, die Königlichen Kassen und Effekten, theils zu Schiffe, theils nach Riga zu Lande in Sicherheit zu bringen, wie auch auf den Nothfall die Reise der Königlichen Familie vorzubereiten.

Der König berief das im März angeordnete Conseil nicht weiter zusammen. Ich allein besorgte die Geschäfte wie bisher.

Vom russischen Kaiser kam am 18. der Graf Nesselrode mit der Einladung, nun nicht nach Tauroggen, sondern nach Szawl, 17 Meilen weiter zurück, einem ehemaligen Jagdschlosse der Könige von Polen mit einer Stadt und jetzt dem Fürsten Platon Suboff gehörig, zu kommen. In der Nacht vom 19. zum 20. Junius gieng ich dahin voraus; der König folgte den 20. früh.

Mittlerweile hatte sich der Feldmarschall Graf von Kalckreuth (der König hatte ihm diese höchste militärische Würde wegen der Vertheidigung von Danzig gegeben, welches auch angemessener gewesen wäre, wenn er es gerettet hätte), wieder durch den General von Köckritz und den Obersten von Kleist erboten, den Friedens-Unterhändler zu machen. Die Großprahlerei, mit der er davon allenthalben sprach, als ob er den Staat so leicht retten könnte und nur von andern daran behindert werde, war höchst auffallend.

Schon den 15. schrieb mir der bei der Armee wegen der Verpflegung anwesende Geheime Rath von Stein aus Insterburg:

„Der eben als Courier hier durchgehende Kapitän von Zevelin versichert, in Tilsit gehört zu haben, daß der Herr Feldmarschall von Kalckreuth sich bei seinem Kopf und Ehre engagirt habe, wenn ihm das Friedens-Geschäft übertragen würde, einen äußerst honorablen Frieden zu Stande zu bringen. Höchstens solle Münster und Paderborn abgegeben werden."

Das war die Art, wie sich der Graf Kalckreuth gegen Jedermann ausdrückte, mit Verachtung von allen diplomatischen Formen

---

Friedland am 14. Juni 1807 nebst der Wegnahme von Königsberg und den vorhergegangenen Gefechten."

redete und sagte, er wolle mit Napoleon vom General zum General handeln, wenn der König ihm die Sache anvertraue. Nach den Aeußerungen des Generals Jarry wolle Napoleon keineswegs Preußens Demüthigung und Verkleinerung: qu'on lui ôterait tout au plus quelques églises catholiques.

Dem König, der den Grafen Kalckreuth keineswegs liebte, imponirte der boshafte Witz, womit er seinen besten Freund nicht schonte, und die Bitterkeit, womit er Alles tadelte, was ihm mißfallen hatte, so daß er einen großen Begriff von dem Verstande desselben hatte, ohnerachtet ihm eine richtige Beurtheilung durchaus abgieng. Kalckreuth hatte sehr viel gelesen und sich in seiner Jugend als Adjutant des Prinzen Heinrich von Preußen ausgezeichnet, nachher den Ruf eines der besten preußischen Generale gehabt, obgleich keine großen Handlungen als Feldherr ihn auszeichneten. Ich will nicht entscheiden, ob dieses nicht der Fall gewesen sein würde, wenn er allein mit unumschränkter Vollmacht an der Spitze eines Heers gestanden hätte, aber dieses war nie der Fall, und unter und neben andern wurde stets seine Eifersucht rege. 1787 machte er unter dem Herzog von Braunschweig den Feldzug nach Holland und blieb nach dessen Abgange in Amsterdam, wo er sich viel mit den Patrioten abgab und mehr den Politiker als den General spielte. In dem Feldzuge von 1793 befehligte er die Belagerung von Mainz unter dem König Friedrich Wilhelm dem Zweiten. Diese Festung wurde zuletzt erobert — man sagt, daß Bestechung zu Hülfe kam. Kalckreuth focht zu Lautern unter dem Herzog von Braunschweig und wurde schwer verwundet. In dem Feldzuge 1794 war er derjenige, der ohne Befehl und Vorwissen seines Königs die Hauptveranlassung zu unerlaubten Friedens-Unterhandlungen und eine der ersten Triebfedern der Kabale wurde, wodurch man Friedrich Wilhelm den Zweiten wider seinen Willen zwang, bundbrüchig zu werden und dadurch zu der gefährlichen Größe Frankreichs den Grund zu legen. Bei Auerstädt hatte er die Reserve unter seinem Befehle, focht nicht und rettete nicht, wozu er vorzüglich den Beruf

gehabt hatte, da er nächst dem alten [illegible]jährigen Möllendorf der älteste General war. Er wußte sich eine gewisse Popularität zu erwerben, aber seinem Charakter traute man nicht, und seine eitle Ruhmredigkeit stach überall hervor. Kalckreuth war übrigens mein naher Verwandter, seine Mutter war meines Großvaters Schwester mütterlicher Seits gewesen.

Der König ließ ihm schreiben, nicht nach seinen Gütern in dem oesterreichischen Polen abzugehen und zuvor seine Befehle abzuwarten.

Hierauf antwortete er charakteristisch genug wie folgt:

„Auf Ew. Königlichen Majestät Allerhöchsten Befehl setze ich sehr gern die Reise nach Lazna aus, die gewiß keine Eile hat, wenn ich Allerhöchstdenenselben Beweise meiner treuen Dienste devotest geben kann. Hierzu war ich gleich bei meiner Zurückkunft aus Danzig submissest bereit, und glaube mir nicht ungegründet zu schmeicheln, daß, wenn meine seit 55 Jahren bewiesene Anhänglichkeit an die Krone Eingang gefunden, die französische Armee jetzt schon im Begriff ihres Rückmarsches stehen würde. Jetzt, da der höchste Grad der Unglücksfälle abgewartet worden, die sehr leicht voraus zu sehen waren, wird freilich die Sache schwieriger; indessen halte ich doch noch nicht Alles verloren, wenn nur fortmehro kein Augenblick versäumt wird. Diejenigen, die Schwierigkeiten finden, wo keine sind, solche aber durch excentrische Idee aufhäufen, schrieen über einen Privat-Frieden Preußens mit Frankreich, an den kein Mann von Ehre denken kann: sie sagen sogar von mir: „der alte Mann wird sich von Napoleon betrügen lassen", was wahrlich die Kapitulation von Danzig nicht beweist. Es kann auch von keinem Betrug die Rede sein, sondern nur davon, den Kaiser anzuhören, wo er hinaus will, und wenn er über die Schranken tritt, ihn mit Mäßigung zurechte zu weisen. Der Friede, den ich mit den französischen Offiziers discutirt, die unfehlbar Aufträge vom Kaiser hatten, war gewiß ehrenvoll für Preußen, gut für Rußland, und ich hätte ihn auch leidlich für die Engländer einleiten können,

denen als Egoisten das Unglück Preußens gleich ist, wenn sie nur die Franzosen von Boulogne entfernt beschäftigen. Giengen Ew. Königliche Majestät aber unglücklicherweise außer Landes, so stehe ich für nichts, nur wenig Truppen würden Allerhöchstdenenselben folgen und folgen können; ich selbst könnte es nicht, ohne die Kapitulation zu verletzen. Da ich nun den Franzosen auf ihr freundschaftliches Befragen, wo ich bleiben würde, geantwortet: „entweder in Königsberg oder auf meinem Gut in Galizien", weil ich damals glaubte, daß Ew. Königliche Majestät Königsberg mit neutralen Truppen besetzen, und die Mobilen zur Armee schicken würden, so ist jetzt mein allerunterthänigster Vorschlag: „daß ich bei meiner gestern dem Obersten von Kleist angetragenen Reise nach Königsberg beharre, mich unverzüglich bei dem General der französischen Vorposten um einen Paß bewerbe, als ein Privatmann dahin reise, den Offizier bitte, mir alsdann bei den Vorposten zu sagen, wo ich den Kaiser finde, um demselben bei der Gelegenheit, wenn er es erlaubt, meine Aufwartung zu machen."

Bin ich erst da, so wird man ja sehen, was sich thun läßt, und mit einer Vollmacht von Ew. Königlichen Majestät und Seiner Majestät dem Kaiser von Rußland rückte ich nicht eher heraus, bis ich den Nutzen davon einsähe. Wollen Ew. Königliche Majestät mich mit einer Instruktion versehen, so würde ich es mit dem allerunterthänigsten Dank vernehmen, und da ich meine ganze Hoffnung darauf setze, daß ich mit dem Kaiser Napoleon privatim militärisch fertig werde, so würde ich so viel möglich darauf dringen, daß die Präliminarien gleich in seinem Zimmer von ihm unterschrieben würden. Schlüge dieser Weg fehl, so ist nichts verloren, denn ich reise als unter dem Schutz der Kapitulation stehender Privatmann, bemerke aber noch einmal submissest, daß jede Stunde Verzögerung Ew. Königlichen Majestät Haus sehr gefährlich wird. Wenn ich inquirirt werde woraus ich die Achtung des Kaisers gegen mich vermuthe, so will ich alle Beweise, die vielleicht einem Andern schmeicheln

wurden, beseitigen, und nur anführen, daß sie jeder Dienste einem Manne schuldig ist, auf dem kein Tadel sitzt, der es in seiner 55jährigen Dienstzeit bewiesen hat.

Tilsit, den 18. Juni 1807. Kalckreuth.

Als wir nach Szawl berufen wurden, wurde der Feldmarschall Kalckreuth auch dahin beschieden; ich konnte es nicht verhindern, es war die Weidenruthe, an der sich der mit den Wellen Kämpfende hielt.

In Szawl, wo wir in der Nacht vom 20. auf den 21. eintrafen, fanden wir den Kaiser mit seinem Gefolge und auch den General von Budberg. Das ganze System war auf einmal, wie durch einen Zauberschlag, verändert und in das völlige Gegentheil desjenigen verwandelt, was es bis dahin gewesen war. Der Großfürst Constantin hatte soeben Szawl verlassen — er soll dem Kaiser stark zugesetzt und den Geist seiner Armee als höchst nachtheilig geschildert, ja sogar seinem Schreckbilde das Schicksal des Kaisers Paul hinzuzufügen gewagt haben. Vorhin war er gegen den Befehl seines Kaiserlichen Bruders in Tilsit geblieben. Seit dem Treffen bei Heilsberg hatte er an keinem Gefechte mehr Theil genommen.

Die Waffenstillstands-Unterhandlungen durch den Fürsten Labanoff waren nicht allein in vollem Gange, sondern auf dem Punkte, abgeschlossen zu werden, ohne Preußen mit einzubegreifen. Napoleon hatte vom Kaiser Alexander die Uebergabe der drei Festungen Colberg, Graudenz und Pillau als einen Präliminarpunkt verlangt; man hatte es abgelehnt, weil keine russischen Truppen in solchen wären und sie Rußland nichts angiengen. Man verhehlte es uns entweder, daß der Waffenstillstand ohne Inbegriff von Preußen geschlossen werden solle, oder, was ich lieber glauben will, der Kaiser so wenig als der General von Budberg wußten es, daß der General Bennigsen und Fürst Labanoff eine der Konvention von Bartenstein ganz zuwiderlaufende Bundbrüchigkeit begehen und Preußen seinem Schicksale überlassen würden. Aber auch in diesem letzten Falle war es die auffallendste, tadelhafteste Nachlässigkeit, daß diesen Negociateurs

nicht bestimmt befohlen war, für des Kaisers treuen Alliirten mit zu unterhandeln; auf jeden Fall war es vertragswidrig, sie überhaupt zu einem Abschlusse zu autorisiren, bevor mit dem König eine Uebereinkunft getroffen war.

Unterdessen nahmen der Kaiser und sein Minister die Sache noch so, als ob ohne eine solche Uebereinkunft gar nichts geschehen werde.

Der Herr von Budberg zog in den stärksten Ausdrücken auf Oesterreich und auf England los, daß sie uns im Stich gelassen und dadurch den übeln Zustand der Dinge herbeigeführt hätten. Alle Verpflichtung höre gegen letzteres ganz auf, meinte er. Der Kaiser habe bisher mit der größten Uneigennützigkeit für die Unabhängigkeit und Sicherheit von Europa gefochten; auf dem Wege sei diese und der endlich so nöthige allgemeine Frieden nicht mehr zu bewirken, daran wären blos Oesterreich und England schuld; einen Mittelweg gebe es nicht, es bleibe nichts anders übrig, als das ganz entgegengesetzte System zu ergreifen, nicht nur Frieden mit Frankreich zu machen, sondern sich mit diesem Staat enge zu verbinden, hiebei aber Bedingungen zu machen, die für das Ganze und die einzelnen europäischen Staaten wohlthätig wären.

Die Vorwürfe gegen England und Oesterreich waren nicht ganz ungegründet, obgleich es zu weit getrieben war, ihnen die Schuld allein beizumessen und darin eine Rechtfertigung für diesen gänzlichen Wechsel der Gesinnung und die Verletzung aller Bündnisse zu sehen.

Lord Granville Lewison Gower war, nachdem seine Ankunft uns mehr als einen Monat zuvor als im Augenblick bevorstehend angekündigt worden war, erst am 13. Junius in Tilsit eingetroffen, und seine Eröffnungen waren noch nicht befriedigend. Englands Zögerungen werden immer nicht entschuldigt werden können, so wenig als die Unzulänglichkeit der Mittel, die es anwenden wollte. Indessen waren es die ersten Aeußerungen des neuen Ministeriums, und wir werden sehen, daß mehr zu hoffen war. Der Graf von Pembroke war mit Lord Gower gekommen, um nach

Wien zu gehen und auf den Beitritt des österreichischen Hofes zu bringen, welcher auch erfolgt sein würde, ohnerachtet nach den letzten Berichten die Hoffnung, daß dieser Staat sein eigenes wahres Interesse und das von Europa beherzigen würde, sich eher vermindert als vermehrt hatten.

Die Abneigung gegen England und überdem der persönliche Widerwille des Herrn von Budberg gegen Lord Gower waren auf einmal so groß geworden, daß ich diesem nach seinem Wunsch einen Courier entgegen schickte, um ihn zu ersuchen, die Reise nach Tezawl, dahin er dem Kaiser folgte, nicht fortzusetzen, weil der Aufenthalt dort nicht von Dauer sein würde.

Für Preußen war keine Wahl, es mußte dem Strome folgen und in seiner Lage unaufhaltsam in die Pläne mit fortgerissen werden, über die Rußland und Frankreich sich vereinigen würden. Hier trat offenbar der Grundsatz ein, daß Rettung und Wohl des Staats die Betrachtungen waren, denen unsre besseren Wünsche und Neigungen untergeordnet werden mußten. Hier kam es offenbar darauf an, nach den Umständen die Existenz der Monarchie, ihre Macht und Selbständigkeit möglichst zu erhalten, womöglich zu verstärken.

Den 21. und 22. Junius wurden mehrere Konferenzen theils zwischen dem Herrn von Budberg allein, theils im Beisein der beiden Monarchen gehalten, davon ich das Resultat, wie hier in zwei Stücken folgt, zusammenfaßte. Es wurde vorgelesen, nochmals erwogen und dann als die anzunehmende Grundlage der anzugebenden Unterhandlungen festgesetzt:

Faut-il faire un armistice, ou se presser de faire la paix? Il vaut mille fois mieux conclure promptement celle-ci, que de souscrire à un armistice qui obligerait à la cession des trois forteresses de Graudenz, Colberg et Pillau, condition qui ne peut qu'inspirer de la méfiance dans les intentions de Napoléon.

La paix ne sera pas difficile, s'il la veut sincèrement. La Prusse n'est liée par aucun traité avec l'Angleterre, elle n'a

aucune obligation envers l'Autriche. La Russie se trouve dans le même cas à l'égard de cette dernière; elle peut se regarder comme déliée de ses engagements avec la cour de Londres, parce que celle-ci n'a rien fait depuis le commencement de la guerre pour remplir les siens. L'Autriche et l'Angleterre, en nous laissant seuls dans la lutte, sont causes que le but qu'on s'était proposé ne peut être atteint. Il n'y a guères d'apparence, d'après les dernières données, que des secours suffisants et assez prompts nous arrivent de la part de ces deux puissances. Lord Gower n'a annoncé qu'un secours pécuniaire de 2.800.000 £ Sterl. et 15.000 hommes de troupes. Cette somme, absolument insuffisante, doit être partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. On n'est pas même d'accord encore sur le lieu du débarquement des troupes. L'Autriche tarde toujours à se déclarer, et il est à craindre que ses lenteurs et ses tergiversations continueront. La Russie se trouve pour le moment hors d'état de continuer seule la guerre avec ce qui reste de forces à la Prusse. Ce n'est donc qu'avec la Suède qu'existe un engagement de la part des deux cours alliées de ne poser les armes que conjointement, mais la Suède a fait un armistice, le Roi de Suède croit superflu d'accéder à la Convention de Bartenstein: il faudra agir autant que possible de concert avec lui, mais la nécessité fait la loi.

L'armistice ne semble admissible que sans la cession exigée; elle serait si nuisible à la Suède même, que celle-ci, qui ne peut pas continuer plus que nous la guerre sans des secours efficaces de l'Angleterre et de l'Autriche, doit trouver une négociation de paix justifiée. Il faudrait accepter l'armistice s'il peut être obtenu sans la cession des forteresses, parce qu'il nous donnerait le temps de nous concerter avec la Suède et d'attendre les nouvelles de Vienne, qui ne peuvent qu'être décisives. Voilà donc à quoi nos soins doivent tendre; mais si nous ne pouvons l'obtenir, il ne reste qu'à aborder incessamment la question de la paix même, car la cession des forteresses

rendrait la continuation de la guerre à peu près impossible, et nous priverait à coup sûr de l'assistance de l'Autriche et de l'Angleterre, dussent-elles même être déterminées à nous la donner d'une manière efficace.

Il paraît qu'en négociant la paix dans de pareilles circonstances, ce n'est que par un nouveau système politique qu'on pourra parvenir à un état des choses favorable à la Russie et à la Prusse, et à terminer enfin les guerres qui désolent l'Europe. Nous nous trouvons dans le cas prévu dans l'article 14 de la Convention de Bartenstein, de nous concerter sur les mesures à prendre pour notre propre sûreté. Il faut convenir d'un arrangement qui à la fois soit agréable à Napoléon, et établisse un état de possession fort et solide, garanti par une alliance entre la Russie, la Prusse et la France. C'est le système que Napoléon a ardemment désiré autrefois. Fondé sur des bases également profitables aux trois puissances, il en imposera à tout le reste de l'Europe et forcera même l'Angleterre à une paix équitable et à établir des principes moins onéreux à l'égard de la liberté des mers. Ce système adopté, Napoléon ne peut vouloir affaiblir la Prusse, il doit au contraire tâcher de la rendre forte. La mission de M. le maréchal de Kalckreuth aurait pour but :

1° de négocier, conjointement avec le prince Labanoff, l'armistice sans la cession des forteresses ;

2° de faire entrevoir les idées que les deux souverains alliés ont sur la paix, et d'entendre celles de Napoléon ;

3° de préparer la voie à une prompte négociation de paix, surtout si Napoléon insiste sur la cession susmentionnée.

Je partagerais les pleins pouvoirs avec lui, et me rendrais à portée d'entamer incessamment la négociation conjointement. Le maréchal M. de Kalckreuth lâcherait par manière de conversation, qu'un partage de la Turquie européenne serait le moyen d'accommoder toutes les parties intéressées, et de donner à la France l'empire de la Méditerranée ; que de nouveaux

rapports à établir entre la Russie, la Prusse et la France pourraient faire obtenir à Napoléon ce qui a toujours fait l'objet de ses vœux : la liberté des mers. Si Napoléon entrait dans cette idée, il ajouterait que je serais le porteur d'un plan relatif à cet objet.

Le Roi munirait M. de Kalckreuth d'une lettre à Napoléon.

Sczawel, 22 juin 1807. Hardenberg.

Partage de la Turquie européenne entre

la Russie: la Moldavie et la Valachie sur la rive gauche de l'Aluta, la Bessarabie, la Romanie avec les forts sur la côte d'Asie, la Bulgarie;

l'Autriche: la Dalmatie, la Bosnie, la Servie, une partie de la Valachie;

le Roi Ferdinand: l'Albanie et les sept îles;

le Roi de Sardaigne: la Macédoïne;

la France: la Thessalie, la Livadie, Négrepont, la Morée, Candie et toutes les îles européennes de l'Archipel;

la Sicile et la Sardaigne cédées au Roi Joseph et à la France.

Rétablissement d'un Royaume de Pologne, moyennant la rétrocession des provinces ôtées à la Pologne par le dernier partage, excepté le Département de Posen et Danzig et Thorn, qui resteraient à la Prusse; — et pour la Russie, ce qu'il lui faut pour les communications nécessaires.

Translation du Roi de Saxe en Pologne.

Séparation entière des États prussiens de l'Allemagne; la Prusse cède à la France toutes ses provinces de Westphalie, ainsi que le bas pays de Baireuth, pour donner celui-ci à la Bavière; la Prusse acquiert: la Saxe électorale et la Lusace,

la partie des pays de Bamberg et de Würzburg sur la rive septentrionale du Mein, suivant le cours de cette rivière depuis sa sortie du pays de Baireuth jusqu'à Schweinfurt et tirant de là une ligne droite jusqu'au pays de Fulda; la Prusse conserve toutes ses provinces allemandes, excepté les susdites cédées à la France.

La France disposera de la ville de Brême, et procurera au grand-duc de Würzburg une indemnité pour ce qu'il cède à la Prusse.

La Prusse devant obtenir la souveraineté de l'Elbe, aura Lubeck et Hambourg. Elle acquiert de plus une souveraineté limitée sur les Etats suivants, qui, également séparés de l'Allemagne, formeront un système fédératif sous sa direction, savoir les ducs de Mecklembourg, les princes d'Anhalt, Schwartzbourg, Reuss, Stolberg, et les Maisons ducales de Saxe.

L'électeur de Hesse-Cassel et le prince de Fulda sont rétablis dans leurs Etats tels qu'ils les possédaient avant la présente guerre, et entrent également dans ce système.

Alliance entre la Russie, la Prusse et la France.

Offre à l'Angleterre de lui abandonner la conquête de l'Egypte, de lui restituer le pays de Hanovre, de lui laisser Malte, à condition qu'elle adoptera des principes libéraux pour le droit maritime. Temps donné pour la reconnaissance de la liberté des mers: le printemps prochain, en cas de refus, fermeture de la Baltique.

Man hatte beschlossen, den General Grafen von Kalckreuth als Unterhändler des Waffenstillstandes für Preußen vorerst allein an den Kaiser Napoleon zu schicken, nachher sollte er aber bei der Friedens-Unterhandlung nur neben mir und dem russischen Bevollmächtigten wirken, und das Hauptgeschäft abseiten beider Monarchen vereint mir aufgetragen werden. Wäre dieses wirklich geschehen, so würde nicht anders als gemeinschaftlich und dem Vertrage so wie den so oft gemachten theuern Versicherungen des Kaisers gemäß traktirt worden sein.

Folgende Stücke, eine Instruktion für den General Grafen von Kalckreuth und ein Brief des Königs an den Kaiser Napoleon, wurden zu dem Ende auch noch entworfen und gemeinschaftlich genehmigt.

Instruktion für Kalckreuth.

Le Roi, ainsi que son allié l'Empereur de toutes les Russies, voulant sincèrement la paix, ont regardé la conclusion d'un armistice comme un préalable naturel. La Russie vient de le conclure à des conditions honorables, et le Roi se flatte qu'il sera signé avec lui sur le même pied. Si l'armistice devait n'être qu'une simple suspension d'armes sans être suivi de la paix, la demande des trois forteresses faite par Napoléon serait à comprendre, mais la Prusse et la Russie veulent la paix et sont prêtes à la conclure incessamment. Dans les deux cas la demande de la France est donc inadmissible: dans le premier, il serait impolitique de l'accorder; y insister alors qu'on veut négocier serait marquer une injuste défiance. C'est le statu quo de position des armées respectives que l'on propose pour bases de l'armistice.

Le Roi rendant une entière justice aux talents du maréchal comte de Kalckreuth, et voulant lui donner une preuve de sa confiance, a fait choix de lui pour proposer à Napoléon un tel armistice, le conclure et le signer au nom de Sa Majesté avec le plénipotentiaire français. Leurs Majestés pensent qu'en faisant entrevoir leurs idées sur la paix et en entendant celles de Napoléon, le maréchal parviendra aisément à préparer les voies à une négociation dont il resterait chargé de concert avec le baron de Hardenberg.

Le partage de la Turquie européenne serait le moyen d'accommoder toutes les parties intéressées et de donner à la France la prépondérance qu'elle désire dans la Méditerranée. De nouveaux rapports à établir entre la Russie, la Prusse et la France, pourraient faire obtenir à Napoléon ce qui a toujours fait l'objet de ses vœux, la liberté des mers. Le Roi s'en rapporte à l'habileté du maréchal du soin de faire naître à

Napoléon ces idées, en sorte qu'il soit le premier à en proposer l'exécution.

Le ministre baron de Hardenberg devant être chargé conjointement avec le maréchal de la négociation qui suivrait la conclusion de l'armistice, se rendrait alors sans délai au quartier général de Napoléon, afin qu'elle soit entamée nécessairement de concert avec le plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. Le baron de Hardenberg emportera le plein pouvoir commun aux deux négociateurs.

Le maréchal reçoit avec cette courte instruction le plein pouvoir nécessaire pour la négociation de l'armistice et une lettre du Roi à l'Empereur des Français destinée à prouver à Napoléon le désir de Sa Majesté de terminer la présente guerre d'une manière qui puisse le satisfaire [1].

Tauroggen, 23 juin 1807. Hardenberg.

Schreiben des Königs Friedrich Wilhelm an Napoleon.

Monsieur mon Frère. Je suis persuadé que Votre Majesté Impériale désire sincèrement de mettre un terme à la guerre, je ne souhaite pas moins vivement de voir finir ses maux, et je vous garantis, Sire, que mon allié l'Empereur de toutes les Russies partage mes sentiments à cet égard. Il sera donc aisé de nous entendre. Le préliminaire le plus naturel de notre paix serait un armistice honorable. Je charge mon maréchal le comte de Kalckreuth de le proposer à Votre Majesté Impériale; qu'elle l'agrée sur le pied du statu quo actuel, et le jour où j'en recevrai la nouvelle, je lui enverrai une personne ayant à la fois ma confiance entière et celle de l'Empereur Alexandre et munie des pleins pouvoirs les plus étendus de notre part, qui, de concert avec le maréchal comte de Kalck-

1) Wir haben hier gleich die Fassung mitgetheilt, wie sie der Instruction nach der Nachricht vom Abschluß des russischen Waffenstillstands gegeben wurde.

reuth et avec le négociateur russe, pourrait conclure et signer en notre nom la paix avec le plénipotentiaire désigné par Votre Majesté Impériale. C'est mon ministre le baron de Hardenberg dont nous avons fait choix pour être l'organe principal de nos propositions. Nous sommes persuadés que lorsqu'il aura eu le bonheur de se faire connaître de Votre Majesté Impériale, elle ne pourra pas lui refuser sa bienveillance, et nous pensons que ce que nous le chargerons de vous proposer, Sire, et la manière dont il s'acquittera de nos ordres, en vous prouvant notre sincérité, lui acquerra en même temps votre confiance. Il dépendra de Votre Majesté de terminer en peu de jours nos fatales querelles, et alors on pourrait s'occuper en commun des grands objets que Votre Majesté Impériale a toujours eus en vue.

J'ai voulu que mon maréchal le comte de Kalckreuth eût l'honneur de vous remettre cette lettre, Sire, et de vous demander l'armistice que je propose à Votre Majesté Impériale, parce que j'ai cru que ce militaire qu'elle a bien voulu distinguer lui serait agréable.

Tauroggen, 23 juin 1807. Frédéric Guillaume.

Eine große Schwierigkeit aber war zu heben: die Abneigung des Kaisers Napoleon gegen mich seit den Begebenheiten von 1805. Man glaubte, sie werde überwunden werden können, wenn ich an den General Duroc auf eine angemessene Art schriebe. Dieses mußte so geschehen, daß einestheils der Zweck womöglich nicht verfehlt würde, anderntheils, daß ich meinen Charakter nicht verleugnete. Der König hatte Niemand als mich, meine Pflicht gegen ihn und den Staat entschied, und verscheuchte bei mir jeden Widerwillen, der sonst bei mir aufstieg. Ich schrieb Folgendes an den General Duroc, und glaube dem Charakter des rechtlichen, geraden Mannes nichts dadurch vergeben zu haben. Der Wahrheit war der Inhalt strenge gemäß.

Les grands hommes reviennent le plus facilement des préventions qu'on peut leur avoir données. Votre auguste

souverain, Monsieur le grand-maréchal, en a eu contre moi; je ne les ai pas méritées, et j'espère qu'il me sera aisé de les détruire. Il n'a pas tenu à moi que dans l'époque où j'eus l'honneur de négocier avec Votre Excellence, la Prusse ne soit devenue l'alliée de la France sur un plan libéral et grand, conforme aux véritables intérêts des deux États. J'aurais voulu que la politique de la Prusse eût eu du caractère, qu'elle eût été digne d'une grande puissance. Mais croiriez-vous, Monsieur le grand-maréchal, que j'ai rencontré des entraves de la part des mêmes hommes auxquels l'Empereur a accordé depuis une confiance peu justifiée par leur conduite. Je n'ai eu aucune part à la guerre désastreuse qui nous désole, jamais ma politique n'a consisté dans l'art de tromper. On m'a accusé tantôt d'être Anglais, tantôt d'être Russe. Je ne suis ni l'un ni l'autre, mais je suis bon et zélé Prussien. Si Sa Majesté Impériale veut bien m'accorder la confiance dont je me sens être digne, je me flatte, jouissant maintenant entièrement de toute celle de mon souverain, de faire preuve de la loyauté de mes principes. Je vous en réponds, Monsieur le grand-maréchal, que les stipulations dont je serai l'organe seront religieusement observées et que le système d'amitié entre la France et la Prusse que nous avons sincèrement en vue, sera établi sur des bases solides et durables.

Veuillez mettre ces lignes sous les yeux de l'Empereur, Monsieur le grand-maréchal. Je désire que Sa Majesté Impériale me connaisse, et dès lors je ne suis pas embarrassé de me concilier son estime.

Tauroggen, 23 juin 1807. Hardenberg

Der Major von Schöler wurde an den Kaiser Napoleon abgeschickt, um den General von Kalckreuth anzumelden, und da dieser mittlerweile auch in Sczawl angekommen war, wurde er mit seinen Aufträgen bekannt gemacht, wobei es sogleich auffiel, daß es seinen Stolz beleidigte, das Hauptgeschäft mit ihm (mir?) theilen zu müssen

Der russische Kaiser hätte sollen in Sezawl bleiben, dahin ein Theil der Armee verlegt wurde, bis die Unterhandlung weiter gediehen und die ersten Grundlagen gelegt gewesen wären, wenigstens hätte er nicht sollen seine Grenze überschreiten. Tauroggen war dazu ein schicklicher Ort, nur vier Meilen von Tilsit entlegen. Anstatt diese seiner Würde und den Umständen angemessene Maßregel zu nehmen, konnte er nicht genug eilen, sich Napoleon zu nähern. Der General von Budberg mißbilligte diese Hast sehr. Das Steuer-Ruder war dem Kaiser entrissen, er glaubte es dadurch wieder zu gewinnen, daß er es ergriffe und das Schiff nun in der Richtung leitete, welche diejenigen diesem gegeben hatten, die das Steuer ihm nahmen. Er beschloß noch am 22. Abends abzugehen, ohne weitere Nachrichten zu erwarten.

Wie ein Donnerschlag für uns, kam noch in dem Augenblicke vor der Abreise des Kaisers ein Courier mit dem einseitig abgeschlossenen russischen Waffenstillstande an [1].

Der dritte Artikel bestimmte blos einen Termin von vier bis fünf Tagen, binnen welchem ein besonderer Waffenstillstand auch zwischen Frankreich und Preußen geschlossen werden sollte, aber ohne irgend eine Bedingung. Es hieng von Napoleon ab, solche nach seinem Gefallen zu machen, die Einräumung der Festungen, wie er nachher that, nun von Preußen zu verlangen, und nach dem Ablauf jenes kurzen Termins die Feindseligkeiten gegen dasselbe wieder anzufangen und es ganz zu erdrücken. Die Verwendung des Kaisers Alexander war nun die einzige Zuflucht, die dem König übrig blieb, wenn man harte, unbillige Gesetze vorschreiben wollte.

Den 23. eilte Seine Majestät nach Tauroggen dem Kaiser nach, und ich folgte mit dem Feldmarschall Grafen von Kalckreuth, den ich ersuchte, die Reise mit mir zu machen, um ihn von den ihm unbekannten bisherigen Verhandlungen mit Napoleon zu unter-

1) Die Bedingungen des Waffenstillstands finden sich bei [illegible] II, 205.

richten und Ordnung und Konsequenz in seinen Ideengang zu bringen. Wenn irgend einer dazu im Stande gewesen wäre, so war ich es, da ich in gutem Vernehmen mit ihm war und die Verwandtschaft mir zu Statten kam.

Ich gab ihm noch den nachfolgenden Aufsatz und den geschickten Legationsrath Roux zum Gehülfen mit, welcher auch der Ueberbringer meines Schreibens an Duroc war.

1) Es wäre sehr zu wünschen, daß die russische Armee in ihre Grenze zurückgienge, die französische auch etwas zurück, etwa hinter den Pregel und die Inster.

2) Die preußischen Truppen könnten auf der Nehrung in ihrer Position hinter der Gilge und Memel bleiben, das dazwischen liegende Terrain bliebe unbesetzt. Die Franzosen verließen die Nehrung.

3) Kommt der Frieden zu Stande, so müssen Epochen festgesetzt werden zu Räumung des Landes. Die erste müßte die Franzosen bis hinter die Weichsel schicken.

4) Auf alle Fälle ist es durchaus erforderlich, wegen der Verpflegung die Gilge, Ruß und Memel unserer Armee sogleich ganz zur freien Schifffahrt zu sichern, desgleichen das Haff.

5) Wird der Waffenstillstand für uns auch auf vier Wochen geschlossen, welches, so viel ich weiß, der russische Termin ist, dem wir uns gleichstellen müssen, so muß solches sogleich nach Schlesien, Colberg, Stralsund, Graudenz gemeldet werden. Die noch in unserem Besitz seienden Festungen müßten den nothwendigen Proviant etwa von acht zu acht Tagen erhalten.

6) Wo möglich wäre der Wunsch des von Below zu berücksichtigen [1].

21. Juni 1807. Hardenberg.

---

1) Betraf Rettung des Gestüts zu Trakehnen, insofern es nicht über die Grenze in Sicherheit gebracht worden war.

In Tauroggen, hatte es geheißen, würden beide Monarchen ihren Aufenthalt nehmen; von da wurden die Ausfertigungen für den Feldmarschall datirt, von da eilte er am 24. früh weiter nach Tilsit.

Kaum war er fort, als unvermuthet auch der Kaiser mit dem König ihre Reise fortsetzten und ich Befehl erhielt, zu folgen.

Das Quartier wurde bei der Armee, in einem Dorfe $^{3}/_{4}$ Meile von Tilsit, Namens Picktupoehnen, genommen, und bei der Ankunft erfuhr ich vom König, daß schon am folgenden Morgen eine Zusammenkunft zwischen dem Kaiser Alexander und dem Kaiser Napoleon auf dem Memelstrome sein solle.

In Picktupoehnen giengen erst einige Berichte des Herrn von Schladen ein, die ein helles Licht über die Intriguen verbreiten, welche den schnellen, unglücklichen Wechsel der Dinge hervorgebracht hatten. Derjenige, welcher von seiner Unterredung mit dem General von Bennigsen Rechenschaft giebt, ist sehr merkwürdig und wird es dadurch noch mehr, daß wenige Tage nachher dieser General eben dieselbe Sprache nicht nur gegen mich, sondern sogar gegen den König führte.

Précis d'une Conversation que j'ai eue le 23 juin avec le général en chef en présence de M. le major de Schœler. et de M. le conseiller prive de Stein.

M. de Bennigsen nous déclara que sa position actuelle n'était rien moins qu'embarrassante; que deja renforce par un nombre considérable de troupes nouvelles qui lui arrivaient journellement de Russie, il se trouvait à l'heure qu'il est plus fort qu'il ne l'avait éte avant la bataille de Friedland: qu'il n'existait réellement d'autre danger que celui de se laisser décourager. que Napoléon jouait de son reste; que les derniers combats lui avaient coûté prodigieusement de monde; qu'a mesure qu'il avançait. ses embarras augmentaient, tandis que l'armée russe devenait plus formidable; qu'il ne fallait donc pas perdre la tête. et que d'aucune manière on devait con-

sentir à l'évacuation des forteresses; que cette concession humiliante et dangereuse ne pouvait être excusée par rien et que l'Empereur et le Roi devaient la refuser; qu'il valait mieux rompre sur-le-champ l'armistice, que lui, Bennigsen, avec les moyens qu'il avait actuellement à sa disposition, ne craignait point que les hostilités recommencent; qu'il était sûr de défendre les frontières de la Russie, et qu'il se flattait même d'écraser Napoléon de tout son poids et de l'achever s'il ne voulait entendre raison; que bientôt l'armée sous ses ordres serait de 120 mille hommes sans compter le corps de Tolstoy fort de 40 à 50 mille hommes; que pour ce qui concernait l'approvisionnement, si les transports arrivés à Memel étaient régulièrement charriés à l'armée, si de nouvelles cargaisons de vivres les suivaient bientôt de la même manière, et si l'Empereur voulait faire saisir en Lithuanie chez les propriétaires tous les grains contre quittances, en ne leur permettant de garder que ce dont ils avaient besoin pour eux et leur ménage, il n'y aurait aucune difficulté à pourvoir l'armée abondamment; que dans cet état des choses il souhaitait donc que le comte Kalckreuth soit chargé de refuser net la cession des forteresses; que M. de Schöler devait rendre compte à l'Empereur de son opinion et de tout ce qu'il venait de nous dire; qu'il voyait avec peine que ce souverain était abattu et découragé; qu'il n'y avait pas de quoi; que ce n'était pas le moment de dire *qu'on avait les mains libres puisqu'on avait tout tenté inutilement*; que si l'Empereur voulait se rendre à l'armée, il verrait par ses propres yeux le contraire de ce qu'on lui avait fait craindre; et que si, par des négociations avec Napoléon, sans lui rien accorder, on pouvait encore gagner quelque peu de temps, on serait à même de l'employer pour ramasser ses ressources et pour recevoir une réponse catégorique et définitive de l'Autriche et de l'Angleterre.

Comme, dans la suite de la conversation, le général Ben-

nigsen appuya beaucoup sur la nécessité de se roidir dans la négociation qu'allait essayer le comte Kalckreuth, si même il en résultait la rupture de l'armistice, je crus devoir lui observer que le parti pacifique qui se trouvait à l'armée en nombre très considérable, imputerait alors avec une apparence de raison à la Prusse d'être la cause de l'effusion de sang qui s'en suivrait, et qu'ainsi enclins à se croire combattant pour nous seuls, ils nous accuseraient de sacrifier les intérêts de la Russie à notre avantage particulier; que, selon moi, il aurait mieux valu ne rien conclure à cet égard que conjointement, puisque d'ailleurs il était à prévoir que Napoléon, une fois d'accord avec l'armée russe sur tout ce qui la concerne, ne montrerait pas beaucoup de facilité à se prêter aux justes réclamations du Roi.

Sans entrer en matière à ce sujet, il battit la campagne, voulut se donner l'air de croire que le parti pacifique predominant était pres de l'Empereur, nous assura assez indiscrétement qu'il existait deux partis à cette cour, que lui même était de tous les deux; le premier, composé du prince Czartoryski, de M. de Nowosiltzow et du comte Stroganoff, dont il était le quatrième, voulait la paix à toutes conditions; que l'autre, tout à fait guerrier, était formé par M. de Budberg et de Lieven, qu'à celui-ci, comme à l'autre, il parlait le langage qui lui convenait le plus, et qu'avec l'Empereur, qui ne trahissait jamais les secrets, il pouvait dire ce qu'exigeaient les circonstances. A l'egard du grand-duc, il s'expliqua très audacieusement, declarant qu'il avait la peur du canon, et que, pour cette raison, il voulait la paix, qu'il desirait passer pour un héros, et que pour lui faire plaisir, le general Bennigsen avait ecrit à l'Imperatrice mere en vantant ses exploits, qu'à la vérité, il ne s'exposait guères, et que même durant les actions les plus vives, il avait sollicite de lui la permission de se rendre à Tilsit près l'Empereur; qu'au reste l'opinion de ce prince ne décidait rien et n'avait aucune influence sur l'Em-

pereur. Pour le mettre dans l'embarras, j'observai au général en chef que, selon moi, s'il existait à l'armée russe des généraux qui souhaitaient la paix, avec la bravoure reconnue qui distinguait le corps d'officiers et dont il avait donné tant de preuves, cela ne pouvait provenir que d'un faux jugement; que la meilleure manière de rectifier leur opinion serait, il me semble, si lui, le général en chef, voulait les mettre au fait du véritable état des choses, et leur donner, avec sa connaissance intime des moyens qui se trouvent à sa disposition, les mêmes éclaircissements satisfaisants qu'il avait eu la complaisance de nous donner; qu'alors chacun se rangerait de son côté et l'aiderait avec plaisir à cueillir de nouveaux lauriers.

Sans répliquer un mot à cette observation, le général se retourna constamment dans le même cercle d'idées dont je viens de dresser un précis, et je laisse à juger à Votre Excellence quelles peuvent avoir été les intentions du général Bennigsen en nous tenant un langage qui semble aussi différent de celui qu'il a tenu dans ses rapports à l'Empereur, et qui offre le plus frappant contraste avec tout ce qui se débite publiquement et, pour ainsi dire, en sa présence, sans qu'une seule fois il eût essayé de le contredire.

Au reste le général Bennigsen fit quelques sorties très vives contre le général de Budberg, le qualifiant d'imbécile, et disant que même Napoléon avait paru avoir de la répugnance pour lui, ayant dit au prince Labanof: celui-là n'est pas *de nos amis*. Il lui échappa également des propos qui prouvent que les Français, fidèles à leur ancien système de perfidie, ont lâché quelques insinuations, comme quoi la frontière naturelle de la Russie était la Vistule, et qu'ils pourraient bien se résoudre à consentir à un agrandissement à nos dépens. Il se donna la peine de nous assurer que l'Empereur Alexandre n'écouterait pas ces propositions, mais je pris la parole pour lui dire, que c'était une injure même de se permettre à ce sujet le moindre doute; que les sentiments nobles

et généreux de ce monarque étaient trop connus, et qu'il n'était plus temps actuellement de séparer les intérêts de la Russie et de la Prusse; que les sentiments personnels des deux souverains, aussi bien que les principes d'une bonne et sage politique, les rendaient inséparables; que tout ce qui attaquait donc les intérêts de l'une de ces puissances, ne pouvait être que défavorable à l'autre.

In der That war gar keine wahre Nothwendigkeit vorhanden Friedens-Unterhandlungen anzugeben, am wenigsten sie so zu übereilen und die heiligsten Verbindlichkeiten, die theuersten Freundschafts-Versicherungen so ganz aus den Augen zu setzen.

Mit der ganz frischen Reserve-Armee und den preußischen Truppen hatte man dem Feinde gewiß wenigstens hunderttausend Mann entgegen zu setzen; man hatte hinter dem Niemelstrom eine starke Stellung; man war an der Grenze Rußlands allen Hülfsquellen, den Seehäfen, der Ernte nahe. Höchstens war ein Waffenstillstand zu entschuldigen, um die Truppen ausruhen zu lassen, Ordnung herzustellen und Hülfen aller Art heran zu ziehen, um mittlerweile mit verdoppeltem Eifer daran zu arbeiten, Oesterreich und England in Bewegung zu setzen. Aber die Aufkündigungszeit mußte nicht auf einen Monat, sondern kürzer bestimmt werden. Dann hatte der General von Bennigsen seinen Mangel an Feldherrn-Talent viel zu sehr bewiesen, um ihm weiter die Leitung des Feldzuges anzuvertrauen. Warum handelte er denn nicht vorher klüger und kräftiger? Seine Prahlereien waren jetzt nur hingeworfen, um in den Augen des Königs und den unsrigen die Schuld von sich abzuwälzen. Uebrigens mußten die Unordnungen, Plünderungen und Grausamkeiten bei der Armee den höchsten Unwillen erregen. Ein aufgebrachter Feind konnte nicht ärger wirthschaften, als die russische alliirte Armee. Und das geschahe unter den Augen des Kaisers und des Königs. Von den Soldaten gemißhandelte und verwundete Männer, Weiber und sogar Kinder kamen um

zu klagen, und in dem Dorfe Pictupoehnen selbst erlaubte sich der rohe Krieger Gewaltthätigkeiten.

Den 25. früh, noch vor dem Abgange Alexanders, kam der erste Bericht des Feldmarschalls Grafen von Kalckreuth. Der wesentliche Inhalt war folgender:

„Der Kaiser Napoleon habe ihn mit vieler Auszeichnung empfangen, und mit Vertraulichkeit", — so meinte er, aber was sie war, werden wir bald sehen — „mit ihm gesprochen. Er habe ihm gerathen, in Tilsit zu bleiben und dem König schriftlich Bericht abzustatten; der Fürst von Neuchatel, Berthier, sei ernannt, um den Waffenstillstand mit ihm zu unterhandeln, aber unter der unerläßlichen Bedingung der Einräumung von Colberg, Graudenz und Pillau; davon werde der Kaiser nicht abgehen. Was den Frieden betreffe, so glaube jener, daß er schnell werde zu Stande kommen können; indessen erfordere es doch die nöthige Zeit, ihn zu unterhandeln, und obgleich er in einem gewissen Sinne dem Feldmarschall nicht unmöglich scheine, so habe er doch sehr große zufällige Hindernisse, die so wesentlich wären, daß er sich vorbehalten müsse, den König mündlich davon zu unterrichten."

Der Kaiser übernahm den Versuch, bei der Zusammenkunft die Entsagung Napoleons auf die Uebergabe der drei genannten Festungen zu bewirken, und dieses glückte ihm; es wurde bei dieser Gelegenheit auch ausgemacht, daß am nachfolgenden Tage eine zweite Zusammenkunft auf dem zu dem Ende eingerichteten Schiffe stattfinden solle, zu der auch der König zugezogen würde.

Höchst unvorsichtig und voreilig war jene erste Unterredung, höchst unrecht war es, daß Alexander sich überhaupt ohne seinen Freund Friedrich Wilhelm darauf einließ.

Noch an dem Tage der ersten Unterredung, den 25., kamen zwei Berichte des Grafen von Kalckreuth. In dem ersten meldete er: „Kurz nach der Zusammenkunft der beiden Kaiser habe ihn der Fürst von Neuchatel ersuchen lassen, zu ihm zu kommen, habe ihn mit der Nachlassung der Bedingung wegen der Festungen

bekannt gemacht, und den Aufsatz wegen des Waffenstillstandes ganz fertig vorgelegt, den er kein Bedenken getragen habe zu unterschreiben, weil er den Befehlen des Königs gemäß und blos der Artikel wegen Stralsund hinzugesetzt sei, der ihm nicht bedenklich geschienen"[1]. Es war ein saubres Stück!

Wie sehr war dieser Waffenstillstand von dem russischen und von den Instruktionen des Feldmarschalls unterschieden, die ihm aufgaben, dieselbigen Bedingungen zu bewirken. Ohne die geringste Bemühung und Sorgfalt hatte der Feldmarschall auf eine unverantwortliche Weise das Projekt so angenommen, wie es ihm der Marschall Fürst Berthier mit Verachtung aller Verhältnisse hingeworfen hatte. Die Dauer des Waffenstillstandes war so wenig bestimmt, als eine Aufkündigungszeit. Napoleon konnte ihn also brechen, wenn er wollte. Es war keine Demarkationslinie festgesetzt und doch war schon eine Discussion entstanden, ob man die preußischen Truppen, die die Niederung zwischen der Gilge und Ruß einnahmen, darin stehen lassen wolle, und welcher von beiden Armen des Memel-Stroms für denselben anzunehmen sei. Die Schiffahrt geht auf der Gilge, also war es eigentlich keinem Zweifel unterworfen. Von einem zu schließenden Frieden, als dem Zweck des Waffenstillstandes, war, wie in dem russischen mit so vieler Emphase geschehen war, nicht ein Wort gesagt. Die Garnisonen und Einwohner der Festungen waren in den Fall gesetzt, wenn der Waffenstillstand von Dauer war, zu verhungern, oder sich dennoch während desselben dem Feinde zu übergeben. Der Artikel von auszuwechselnden Gefangenen war ganz ausgelassen. Der wegen unsrer mit dem König von Schweden vereinigten Truppen war allerdings wohl unvermeidlich, mußte aber durchaus bedingt gefaßt und wenigstens eine Frist stipulirt werden

1) Die Bedingungen des Waffenstillstandes finden sich bei De Clercq, II. 206.

während welcher ihnen Zeit gelassen wurde, sich zurückzuziehen, während welcher man die Schweden nicht angriff und ihrem König Zeit ließ, den Waffenstillstand, der dort noch bestand, zu verlängern und allenfalls selbst Friedens-Unterhandlungen anzugeben.

Der zweite Bericht des Feldmarschalls von diesem Tage wurde durch seinen Adjutanten, den Major von Buthenow, überbracht und war auch von diesem aufgesetzt. Dieser betraf zuerst die großen zufälligen Hindernisse des Friedens, deren der Graf von Kalckreuth in seinem ersten Berichte erwähnt hatte, und diese Hindernisse lagen in meiner Person.

„So lange Baron Hardenberg — der den Kaiser selbst und die französische Nation in ihrem Gesandten Laforest beschimpft habe — im Ministerium wäre, habe der Kaiser gesagt, könne eine ernstliche Neigung zum Frieden nicht da sein, er kein Vertrauen haben und nicht unterhandeln.

Als ob es bei dem König, bei dem einerseits überwundenen, unter dem Schwerdt des Siegers danieder liegenden, andrerseits schändlich verlassenen, bedauernswürdigen König auf Neigung zum Frieden überhaupt hätte ankommen können, die er jedoch so oft und unveränderlich bewiesen hatte! Als ob Napoleon nach meiner Entfernung das geringste Vertrauen, den geringsten Zug von Großmuth gezeigt hätte, die seiner Seele ganz fremd ist!

„Der gleiche Fall“ — fuhr der Feldmarschall in seinem Berichte fort — „ist mit dem General von Rüchel, doch äußerte sich der Kaiser über ihn nicht so heftig. Er klagte, daß der General von Zastrow abgegangen wäre, ob ich zwar bemerkte, daß es desselben freier Wille gewesen. Ich gieng weiter, ob zwar unautorisirt, daß der Minister von Hardenberg nur der zweite in der Negociation wäre, ich sie auch allenfalls allein übernehmen könne, das war aber, so sehr mir der Kaiser persönlich artige Sachen sagte, nicht hinreichend, sondern er behauptete wiederholentlich, daß, so lange ein Ausländer, der bei dem Prinzen von Wales erzogen“, — eine ganz falsche Voraussetzung — „ganz eng

lisch gesinnt wäre, das Portefeuille hätte, er kein Vertrauen haben könnte. Ich erwiderte darauf, der Minister von Hardenberg wäre mein naher Verwandter, mein Freund, ein ehrlicher Mann und jetzt ganz anders gesinnt, so daß ich für ihn haften könnte. So sanft und liebreich der Kaiser sonst sprach, so veränderte sich Auge und Gesichtsfarbe in Heftigkeit, wenn er den Namen Hardenberg, den er nur zu oft hervorbrachte, nannte. Der Schluß blieb, daß er mit keinem Ministerium in Unterhandlung treten könne, worin der Minister Hardenberg und der General Rüchel säßen, und lieber, als mit solchen zu unterhandeln, ziehe er noch vierzig Jahr Krieg vor, das der Kaiser mit vieler Heftigkeit sagte. Was die Friedens-Negociation selbst anbetrifft, so ist des Kaisers Grundsatz folgender: der künftige König von Preußen würde entweder sein Freund oder sein Feind sein. Im ersten Falle könnte er denselben nicht groß genug machen", — daß dieses eitle, leere Worte waren, hat er nachher wohl hinreichend bewiesen — „im zweiten nicht klein genug. Vor der Hand verlange derselbe keinen Alliirten, er wäre selbst kräftig genug, wünsche nur für sich Frieden und endlich Ruhe, und wenn ich erwiderte, daß er doch schon mit Rußland von einer Allianz gesprochen hätte, so antwortete er: das wäre was anderes, Rußland habe Einfluß auf England. Er verlange nichts wie Vertrauen, alsdann werde man sehen; er sage aber vorher, daß das, was er thun würde, seiner eigenen Satisfaktion wegen geschähe, weil er das Verdienst davon haben wolle; übrigens wenn ich weiter in die Basis der Zurückgabe eingehen wollte, antwortete der Kaiser wiederholentlich liebreich: nous negocierons cela! da er sonst das Wort negocier oft beseitigte."

Der Legationsrath Roux, den der Graf von Kalckreuth weder brauchte noch zu Rath zog, schrieb mir zugleich:

„Je suis tombe de mon haut, quand ce matin M. le marechal m'a dit, que Napoleon pretendait absolument exclure Votre Excellence de la negociation future et même du ministère. Le Roi, en se soumettant à de pareilles conditions ferait bien augurer a Napoleon de la facilite qu'il aurait à le faire

[illegible] à toutes sortes d'horreurs. Et si Votre Excellence sans se laisser arrêter par aucune considération personnelle arrivait ici? Pardon, Monsieur le Baron, ce n'est pas un conseil que j'ose donner, c'est une idée qu'elle appréciera ce qu'elle vaut“.

Vom General Duroc bekam ich an eben dem Tage die nachstehende Antwort:

Monsieur. J'ai reçu, en me rendant près de Sa Majesté l'Empereur Alexandre, la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, et à mon retour près de l'Empereur, mon maitre, je me suis empressé de la mettre sous ses yeux. Sa Majesté n'a jamais eu aucune prévention contre Votre Excellence relativement à ses opinions, quelles qu'elles ont pu avoir été, elles vous appartiennent; mais elle n'a pu se défendre de quelque ressentiment en apprenant que dans des circonstances difficiles, lorsque ses ennemis voulaient brouiller la France et la Prusse, et qu'il était possible que la guerre se déclarât entre les deux puissances, Votre Excellence n'avait pas voulu entendre les explications qui eussent pu aplanir les difficultés survenues, et avait refusé l'accès de son cabinet à son ministre. Sa Majesté a cru voir sa personne et son peuple offensés. Certainement alors il eût été conforme aux véritables intérêts des deux États que la France et la Prusse fussent alliées; mais il ne m'appartient pas de revenir sur le passé.

J'aurai moi-même beaucoup de plaisir à renouveler la connaissance de Votre Excellence; je lui réitère en attendant l'assurance des sentiments de ma haute considération.

Tilsit, 25 juin 1807. Duroc.

Ich sagte dem König: ich müsse ihn verlassen; ich habe mich der Geschäfte wieder angenommen, um ihm nützlich zu werden, jetzt würde ich ihm schaden, wenn ich bliebe, er sei einmal in der Gewalt Napoleons. Er sowohl, als der Kaiser Alexander, waren der Meinung, Napoleon werde den Widerspruch noch fallen lassen, höchstens werde es nöthig sein, zu der Unterhandlung des Friedens

einen andern als mich zu wählen. Der König war in Verlegenheit, wen er an meine Stelle setzen solle; er beschloß endlich, am folgenden Tage bei der Zusammenkunft selbst mit Napoleon über meine Person zu sprechen. Ich legte ihm dazu folgende Gedanken vor:

Voici ce que je prends la liberté de proposer:

Le Roi dirait vers la fin de la conférence, que Sa Majesté avait encore un objet sur le cœur dont elle désirait entretenir l'Empereur Napoléon avec autant de franchise que de confiance: que c'est la prévention que celui-ci a contre le ministre Hardenberg, que Napoléon jugerait bien différemment s'il le connaissait: que le Roi se rend garant de la loyauté et de l'impartialité du baron de Hardenberg et de toute la confiance qu'il mérite; qu'il est absolument faux que le baron ait les moindres liaisons avec l'Angleterre ou une partialité pour cette puissance; qu'il y a 25 ans qu'il quitta le service de Hanovre et se brouilla avec le prince de Galles d'une manière qui lui fit honneur: qu'il y en a 17 qu'il est au service de Prusse, où il a transféré tout ce qu'il possédait, en vendant ses terres dans le pays de Hanovre: qu'il faut que sa conduite envers M. de Laforest ait été présentée sous un jour bien défavorable à l'Empereur: que toujours il serait de sa magnanimité de ne plus ressentir ce qui eut lieu dans un moment de mésentendu entre les deux Etats: que le Roi n'a que peu de serviteurs à portée auxquels il pourrait confier les affaires, surtout aucun autre à qui il pourrait donner le portefeuille des affaires étrangères: que M. de Zastrow lui a manqué à plusieurs égards: que si Napoléon insiste sur un autre négociateur, il en nommera un autre: mais que le Roi en appelle au sentiment de l'Empereur pour apprécier celui que doit faire naître une condition préalable qui prescrirait pour ainsi dire au Roi, d'écarter des affaires un ministre qu'il croit digne de sa confiance et de celle de l'Empereur même: que c'est sur une confiance réciproque que les liens futurs entre les deux Etats doivent être formés, et

que, pour l'établir, le Roi croit le baron de Hardenberg plus propre que personne; que, pour toutes ces raisons, il regardera comme une première preuve de l'amitié et de la confiance de l'Empereur Napoléon s'il retire ses objections contre le baron de Hardenberg.

26 juin 1807. Hardenberg.

Wegen des Waffenstillstandes erhielt der Feldmarschall den Befehl, es dahin einzuleiten, daß die vernachlässigten Bedingungen noch nachgeholt würden.

Die Zusammenkunft wurde am 26. Junius ebenfalls in der Mitte des Memel Stromes gehalten. Es waren zwei platte, bedeckte Flösse dazu zubereitet, der eine für die Monarchen, der andre für ihr Gefolge. Die Hütten auf solchen waren von innen und außen schön verziert. Die Namen Alexander und Napoleon glänzten daran. Friedrich Wilhelm war weggelassen, er wurde überhaupt mit Geringschätzung behandelt. Der stolze Ueberwinder ließ ihn hart fühlen, daß er ihn weder fürchte noch brauche, da er den Kaiser Alexander, dem er eben so sehr schmeichelte, in sein Netz gezogen hatte. Von dem Friedens-Geschäft war kaum die Rede und nur in den allerallgemeinsten Ausdrücken. Napoleon unterhielt den König mit dem, was er in seiner Staats-Verwaltung und bei seinem Militär zu tadeln gefunden hatte. Was er ihm über meine Person sagte, war fruchtlos, er bestand auf seinem Widerspruch und erwiderte:

„J'avoue que je suis vindicatif; le baron de Hardenberg peut être un homme respectable, mais il m'a offensé, moi et la nation française, par sa conduite envers mes ministres, et c'est comme s'il m'avait donné un soufflet à moi".

Als der König ihm bemerklich machte, daß er Niemand habe, dem er seine Geschäfte mit eben dem Vertrauen übergeben könne, als mich, nannte er ihm Schulenburg, Zastrow, Stein. Bei dem Abschiede bat er den Kaiser Alexander zu seiner erst um acht Uhr Abends angesetzten Mittagstafel, den König aber nicht, und stellte diesem nicht einmal seine Generale vor; doch hatte er den Stern

des schwarzen Adlerordens angemacht, so wie der König sich, mit dem größten Widerwillen, mit dem Orden der Ehrenlegion behangen hatte.

Der Kaiser Alexander kam am 26. noch einmal mit nach Picktupoehnen zurück und wir speisten mit dem König bei ihm, — bisher hatten die beiden Monarchen, sowohl in Bartenstein als in Tilsit, immer wechselsweise einer bei dem andern gegessen — aber noch an demselbigen Nachmittage zog er ganz nach Tilsit. Hier war ein kleiner Theil der Stadt zu seinem Quartier eingeräumt, und es wurde ein Bataillon der russischen Garde in solchen verlegt.

Am 28. Juni wurde auch ein Bataillon Preußen vom Regiment Prinz Heinrich nebst einer Abtheilung Garde du Corps in der Vorstadt Tilsiter Freiheit einquartiert, und der König nahm nun dort auch eine Wohnung in einer Mühle, er wollte aber nie darin willigen, den ganzen Tag in Tilsit zuzubringen. Der Kaiser Alexander speiste alle Tage bei Napoleon um acht Uhr Abends zu Mittag; der König wurde am 28. auch zum ersten Male dazu eingeladen, verfügte sich aber allemal erst um 2 Uhr Nachmittags von Picktupoehnen zur Stadt. Dann führte Napoleon täglich die beiden Monarchen zu Pferde vor die Stadt und ließ seine Truppen, durch die sie waren besiegt worden, vor ihnen manövriren, oder zeigte ihnen das Lager, welches mit den Materialien der abgebrochenen Scheunen oder Häuser der benachbarten Dörfer und mit Bäumen aus den nächsten Gehölzen schön verziert war. Der König war durch seine Lage wohl gezwungen, zu folgen, aber der Kaiser spielte eine seiner höchst unwürdige und unweise Rolle. Abends spät ritt der König immer nach Picktupoehnen zurück.

Vom Feldmarschall Grafen von Kalckreuth erfolgte den 27. früh ein Bericht vom 26., in welchem er meldete, der Fürst Berthier versichere, der Termin des Waffenstillstandes, welcher vergessen worden, solle dem russischen gleich sein, ebenso die Friedensunterhandlungen die Folge desselben; die Festungen dürften

aber allerdings nicht verproviantirt werden. Trete der Fall ein, daß sie darbten, so werde man sie nicht Hunger leiden lassen; der Fluß sei zwar der eigentliche Memelstrom, aber man wolle darüber weggehen.

Alles dieses waren blos mündliche Aeußerungen; der Graf von Kalckreuth setzte hinzu: „Vertrauen, nur Vertrauen solle der König haben, damit werde er gewiß am weitesten kommen“.

Mit tiefer Bekümmerniß sahe ich die Unterhandlung und das Schicksal des Königs und des Staats ganz in den Händen eines so ungeschickten Bevollmächtigten, der seine ganze Kunst nur in eitle Prahlereien und in Schmeicheleien gegen die französischen Generale setzte; sie wurde dadurch nicht wenig vermehrt, daß ich den König nicht von der hohen Meinung zurückbringen konnte, die er von dem Talent und dem Einfluß eines solchen Mannes hegte. Indessen sah er doch ein, daß ihm die Unterhandlung nicht allein anvertraut werden konnte. Der Graf von Goltz, welcher bisher Gesandter in Petersburg gewesen war, sollte ihm beigesellt werden. Der König hatte den Feldmarschall am 27. früh zu sich nach Picktupoehnen beschieden, wo ich in Gegenwart des Königs eine lebhafte Discussion mit ihm über seinen Waffenstillstand und insonderheit über die Frage hatte, ob er, wie er anmaßend verlangte, die Unterhandlung allein fortsetzen könnte. Er verwarf alles, was ich sagte, als diplomatische Spitzfindigkeiten, mußte sich aber am Ende doch die Beigebung des Grafen von Goltz gefallen lassen und versprechen, dem Fürsten Berthier eine schriftliche Versicherung abzufordern und ihm eine Note zu übergeben, die ihm vorgeschrieben wurde und die die ausgelassenen Punkte bestimmt angab.

Am 28. schickte er folgenden Article additionnel mit dem Zusatz ein: der Fürst Berthier habe ihm zu Gefallen dieses ganz unnöthige Stück, auf welches die Herren Diplomaten bestanden, ausfertigen lassen. Man sieht leicht, wie unvollständig es war, die Ratifikation des Kaisers Napoleon kam nie hinzu, und ob der

Herr Feldmarschall von der oben erwähnten Note Gebrauch machte, weiß ich nicht.

Er schrieb mir den ebenfalls hier folgenden sonderbaren Brief darüber.

Article additionnel à l'armistice conclu le 25 juin 1807 entre le Maréchal Comte de Kalckreuth et le Prince de Neuchâtel, Major Général.

L'article deux et l'article quatre de l'armistice conclu à Tilsit le 21 juin 1807 entre le Lieutenant Général Prince Labanoff de Rostow, muni de pleins pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur de Russie, et le Prince de Neuchâtel, Major Général muni de pleins pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur des Français, sont communs à l'armistice conclu le 25 juin 1807 entre le Maréchal Comte de Kalckreuth et le Prince de Neuchâtel, Major Général.

Fait à Tilsit le 27 juin 1807.

(Signé) le Maréchal Kalckreuth;
le Prince de Neuchâtel,
Maréchal Alexandre Berthier.

Approuvé en notre quartier général à Picktupœhnen le 28 juin 1807.

(signé) Frédéric Guillaume.

Schreiben des Feldmarschall Kalckreuth an Hardenberg.

Monsieur le Baron. Je ne manquerai pas, d'après le désir de Votre Excellence, d'échanger avec le prince de Neuchâtel la note additionnelle, et de remettre celle que Votre Excellence m'a fait passer pour lui, quoique les articles contenus dans cette dernière soient deja tous verbalement consentis, et que, comme je puis le dire de tous les Français, nommément de M. le prince de Neuchâtel, on me marque la plus grande confiance, l'harmonie la plus complete. Je voudrais éviter de manifester la moindre défiance.

Comme Votre Excellence le désire, j'insère ici tous mes titres, elle en rayera ce qui sera superflu: le Comte Frédéric Adolphe de Kalckreuth, Feld-Maréchal des armées de Sa Majesté le Roi de Prusse, Commandeur en chef du régiment de la Reine-dragons, Inspecteur général de la cavalerie dans les provinces de Prusse, Gouverneur de Danzig et de Thorn, Chevalier des grands ordres du Roi et des ordres de St. André et d'Alexandre Newsky.

Tilsit, 29 juin 1807. Kalckreuth.

Der Kaiser von Rußland hatte mich noch bei seinem Abgange am 26. angelegen, meine Stelle nicht zu verlassen; er allein hätte mich, wenn er mehr Festigkeit gehabt hätte, darin erhalten können, aber er zeigte die äußerste Schwäche in größeren Dingen, also auch in diesem.

Ich schickte ihm den 28. Junius den nachstehenden Aufsatz durch den Major von Schöler.

C'est la confiance de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, ce sont ses bontés dont jusqu'au dernier moment de ma vie je conserverai le souvenir dans mon cœur, qui m'ont replacé dans une carrière qu'à bien des égards j'avais quitté sans regret. J'espérai de servir en même temps et les vues magnanimes d'un prince pour lequel je me sens pénétré de l'admiration la plus sincère et du plus zélé attachement, et mon souverain, et la cause de l'humanité. Hélas! tout a changé!! J'envisage la situation des choses avec une douleur profonde, et je gémis de ma position personnelle qui, fussé-je muni de la confiance de toutes les parties, ne laisserait pas toutefois de me causer mille peines, parce que je prévois qu'il s'agira de faire violence à mes principes. Plus que jamais, je sens le désir ardent de passer le reste de mes jours dans le repos et la retraite, et de quitter avec honneur le théâtre des affaires publiques. Loin de moi l'idée de céder à ce vœu si je puis avoir la perspective d'être véritablement utile. Mais

il s'agit de bien examiner si je ne dois pas me presser de me retirer pour ne pas devenir nuisible.

Tout le système politique va être changé, et des liaisons vont être formées avec la France. Ne serait-il pas plus conforme aux vrais intérêts du Roi que je m'éloignasse le plus tôt possible de ses conseils et de son service, si Napoléon persiste à manifester contre moi une haine implacable? D'après la manière peu équivoque dont il s'est exprimé à différentes reprises sur mon compte, je lui serais toujours suspect, dans quelque place que ce fût, s'il ne retire pas ses objections contre ma personne, et je nuirais à l'établissement solide du nouveau système qui, une fois adopté, doit être suivi avec conséquence et avec énergie, car Dieu nous préserve tous des palliatifs et des demi-mesures!

Ce ne serait donc que dans le cas que Napoléon pût être désabusé et se contenter de m'avoir écarté de la négociation sans insister sur mon éloignement du ministère, que je regarderais mon existence au service du Roi et autour de sa personne comme compatible avec le bien de son service; mais ce cas n'est pas vraisemblable, quoiqu'il n'y aurait rien de plus facile que de faire disparaître toutes les imputations qu'on se permet contre moi aux yeux d'un homme impartial.

Il est absolument faux que j'aie les moindres liaisons avec l'Angleterre, ou de la partialité pour cette puissance. Il l'est encore que j'aie été élevé avec le Prince de Galles. Il y a vingt-cinq ans que j'ai quitté le service de Hanovre, parce que je me brouillai avec ce Prince d'une manière très prononcée et nullement à mon deshonneur, pour une affaire qui détruisit mon bonheur domestique. Il y en a dix-sept que je suis au service de Prusse, où j'ai transféré tout ce que je possédai, en vendant mes terres dans le pays de Hanovre. Voilà bien tout le contraire des liaisons supposées. Et quant à la prétendue offense de M. Laforest, dût-elle avoir existé, ne serait-il pas de la magnanimité d'un grand homme d'oublier le passé? Mais,

dans le fait, cette offense n'exista jamais, et il faut que la chose ait été présentée dans un jour bien défavorable pour avoir fait une impression aussi forte. Jamais situation ne fut sans doute plus épineuse que celle où se trouva alors la Prusse. De malheureux mésentendus l'avaient mise dans le cas de rassembler ses armées pour empêcher que les armées russes n'entrassent de force sur son territoire; les circonstances auraient même pu rendre alors une alliance avec la France indispensable. Celle-ci l'avait proposée; on négocia et se borna à vouloir conclure un traité de neutralité. La France même en fournit le projet, et quoique la guerre contre l'Autriche fût décidée, on ne fit entrer aucune exception dans ce projet à l'égard de la stricte neutralité des Margraviats en Franconie; jamais il ne fut question, dans les différentes conférences qui eurent lieu à Berlin entre les plénipotentiaires français et moi, de réserver le passage aux troupes françaises par ces provinces. A la paix de Bâle, en 1796 et en 1800, on était convenu, soit par des conventions expresses, soit par la correspondance ministérielle, d'admettre ce passage, mais rien de pareil n'avait été proposé en 1805, et comment le Roi aurait-il pu l'admettre, tandis qu'il le refusait à la Russie, sans se déclarer contre cette puissance? La violation du territoire de Sa Majesté en Franconie eut lieu. M. de Laforest et M. le général Duroc, que le Roi voulut d'abord renvoyer, me demandèrent un entretien le 7 octobre. Ils ne l'obtinrent que plusieurs jours après, mais quoique je ne les visse pas sur le même pied qu'auparavant dans ma maison, je n'ai jamais rien fait qui se soit écarté de la politesse et des égards dus à leurs personnes et à leur caractère public. La correspondance ci-jointe et mon billet du 12 octobre, que par hasard j'ai avec moi, le prouvent. Et je le demande, qu'aurait fait le ministre de l'Empereur Napoléon si des troupes prussiennes avaient forcé, en repoussant un détachement de troupes françaises, le passage par le territoire de la France? Si Sa

Majesté l'Empereur de toutes les Russies veut bien jeter les yeux sur la copie d'une dépêche de M. de Talleyrand du 5 octobre et sur les marginales, elle jugera de la valeur des arguments que le cabinet des Tuileries a cru pouvoir employer pour justifier la violation susmentionnée.

M. le maréchal de Kalckreuth a cru hier que, pour ne pas nuire essentiellement à l'objet principal, je ne devais pas même contresigner la ratification de l'armistice. Je m'en suis abstenu. Il faut incessamment des pleins pouvoirs pour les négociateurs: éviterai-je aussi de les contresigner? Il n'y a personne autour du Roi qui soit en mesure de le faire à ma place. A tous égards il est impossible que mon influence ne paraisse. Le maréchal est même de l'opinion que je ne puis pas me montrer à Tilsit. Cela me tiendra dans un éloignement des affaires absolument incompatible avec leur gestion, et dans ce cas, il est absolument nécessaire que le Roi nomme un autre à ma place. Mais il n'a personne, et n'est-il pas cruel à Napoléon d'ajouter aux malheurs de Sa Majesté en lui ôtant même la possibilité de s'entourer de ceux dans lesquels elle place sa confiance et en lui prescrivant l'éloignement de son ministre d'une manière humiliante? L'expérience lui prouverait bientôt qu'il vaut mieux pour la confiance réciproque qu'il veut établir, d'avoir à faire à un honnête homme qui ne sut jamais tromper, qu'à ces fourbes sur lesquels il a compté pour fonder son système d'union entre la France et la Prusse, et qui ont fini par le tromper de la manière la plus insigne et par l'offenser beaucoup plus que moi dans le manifeste qui précéda la guerre.

Il est impossible de remettre longtemps le parti à prendre, mais c'est au monarque éclairé qui m'a rouvert ma présente activité à décider ce que j'aurai à faire. C'est de lui que j'attends les directions de ma conduite. Je ne ferai aucune démarche près du Roi avant de les avoir reçues. Je supplie Sa Majesté Impériale de ne faire entrer dans sa décision

aucune considération qui me soit personnelle, et de ne peser que celles qui appartiennent au bien général et à celui du Roi et de la Prusse.

Picktupœhnen, 28 juin 1807. Hardenberg.

Der Minister von Budberg theilte inzwischen auch mein Schicksal, obwohl mit größerer Schonung für den Kaiser und für ihn. Napoleon hatte diesen gleich Anfangs gefragt, wie er zu dem Mann komme, er sei ja kein Russe und sein Freund nicht. Als ihm der Kaiser Alexander antwortete, er sei ein Russe, wie jeder Elsasser ein Franzose, schien sich Napoleon dabei beruhigt zu haben, aber man weiß nicht, was weiter zwischen den beiden Kaisern dieserhalb vorfiel, genug Herr von Budberg erschien unter dem Vorwande einer Krankheit in Tilsit nicht und nahm auch an der ganzen Unterhandlung keinen Theil, sowie denn auch der Friedens-Traktat nicht von ihm, sondern von dem eben in Tilsit anwesenden und nach Wien bestimmten Fürsten Kuratin und von dem Fürsten Labanoff vollzogen wurde und der Minister Budberg sich bald nach geschlossenem Frieden ganz von den Geschäften zurückzog. Kann man sich wundern, daß Alexander mich fallen ließ, da er es mit seinem Minister und mit seinem Freunde nicht besser machte?

So lange ich noch um den König war, wollte ich wenigstens Alles thun, was in meinen Kräften stand, um zur Rettung beizutragen.

Ich ließ an den in Tilsit anwesenden Minister von Budberg die nachfolgende Note durch den Baron von Schladen übergeben, auf die ich keine schriftliche, wohl aber die mündliche Antwort erhielt, daß noch keine Bevollmächtigten ernannt wären und der General Budberg selbst in der Ungewißheit wegen der Unterhandlungen sei, weil die beiden Kaiser alles unmittelbar verhandelten.

Le soussigné ministre d'Etat et de cabinet de Sa Majesté le Roi de Prusse a l'honneur de faire part en copie à son

Excellence M. le général baron de Budberg de l'armistice entre les troupes prussiennes et françaises et d'un article additionnel, tels qu'ils ont été signés pas M. le maréchal comte de Kalckreuth et ratifié par le Roi. Il y ajoute en même temps la copie d'une note que Sa Majesté a ordonné audit maréchal de remettre au prince de Neuchâtel, afin de suppléer à quelques omissions essentielles, et ne manque pas de prévenir son Excellence M. le général de Budberg que le Roi a résolu de donner ses pleins pouvoir pour les négociations de paix qui vont s'ouvrir, conjointement avec M. le maréchal comte de Kalckreuth, à M. le comte de Goltz, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. Intimement persuadé de l'amitié et des sentiments généreux de Sa Majesté Impériale dont le Roi a tant de preuves touchantes, il fonde tout son espoir sur la certitude que son auguste allié ne séparera pas sa cause de la sienne, et qu'il sera insisté que les négociations pour la paix soient conduites conjointement et d'un commun accord. Le soussigné prie son Excellence M. le général baron de Budberg de vouloir bien l'informer si le terme où les négociations devront commencer est déjà fixé, à qui Sa Majesté Impériale a daigné donner ses pleins pouvoirs, et de quelle manière son Excellence pense que le concours des plénipotentiaires du Roi devra avoir lieu. Ceci regarde la forme, mais le soussigné se flatte que son Excellence voudra bien entrer aussi en conférence avec lui sur le fond même de la négociation et sur les conditions qu'on compte de proposer, dès que Sa Majesté Impériale aura pris des déterminations à cet égard. Il réitère en même temps avec un très grand plaisir à son Excellence l'assurance de sa plus haute considération.

Picktupoehnen, 28 juin 1807. Hardenberg.

Wirklich hatte Napoleon fein genug die Eitelkeit des Kaisers Alexander gefangen zu nehmen und ihm einzureden gewußt, daß sie beide das ganze große Geschäft ohne Minister unmittelbar zu

Stande bringen müßten. Aber Napoleon hatte seine weit überlegene Erfahrung, Falschheit und Kraft voraus und überdem den listigen Talleyrand hinter dem Vorhange. „Je serai votre secrétaire, Sire, et vous serez le mien“, sagte er dem Kaiser Alexander. Und gegen solche ungleichen Waffen getraute dieser sich zu fechten!

Ich sahe ihn bis zum 5. Julius nicht wieder, konnte also nur sehr mittelbar und unkräftig auf ihn wirken. Der König sahe ihn und Napoleon täglich und wirkte nichts mehr. Dazu fehlte ihm die Gabe. Wenn er dreist und fest für sich und seinen Staat zu sprechen gewußt hätte, so würden die Sachen vermuthlich eine günstigere Wendung genommen haben, er ärgerte sich blos innerlich, verstand die Kunst nicht, sich zu verstellen, und mißfiel immer mehr dem Kaiser Napoleon, der sich nicht um ihn bekümmerte. Dagegen ließ dieser Alexandern nicht aus den Händen. Sie waren täglich bis spät in die Nacht beisammen.

Durch den Grafen von Kalckreuth war gar nichts zu machen. Er richtete ohnerachtet seiner Großsprechereien nicht das Allermindeste aus. Graf Goltz konnte nicht zu Worte kommen und hatte gar kein Gewicht. Es währte lange, ehe er es dahin bringen konnte, dem Minister Talleyrand vorgestellt zu werden, es geschahe erst am 2. Julius, noch länger, ehe dieses bei dem Kaiser Napoleon geschahe. Durch Graf Goltz wurde der Feldmarschall Kalckreuth erst bei Talleyrand eingeführt, er, der seine erste Sorge hätte sein lassen sollen, sich mit ihm in genaue Verbindung zu setzen. Graf Goltz klagte bitter über sein Betragen, er klagte auch gegen den König, so wie ich. Es gehörte zu dem Unglück, das von allen Seiten über Preußen zusammenschlug, daß man diese Wahl traf und der König solche beharrlich rechtfertigte.

Mir ist nachher oft eingefallen, ob ich nicht den Versuch noch hätte wagen sollen, eine Unterredung mit Talleyrand zu verlangen. Ich glaubte ihn damals unnütz und nach den bestimmten Aeußerungen Napoleons vergeblich, sonst würde mich Liebe für den König und den Staat bewogen haben, diesen

Schritt, so sehr er gegen meine Meinung war, dennoch zu thun. Aber wahrscheinlich wäre er auch wirklich vergeblich gewesen, denn Napoleon wollte mit Niemand unterhandeln, er wollte Gesetze vorschreiben, Preußen ganz demüthigen und niederstürzen, den Kaiser Alexander unter dem Scheine der Freundschaft herabwürdigen und die Achtung der Welt rauben; darum entfernte er alles, was ihm auf diesem Wege hinderlich sein konnte.

Der König hätte einen großen heroischen Entschluß nehmen können, als er sich vom Kaiser Alexander verlassen sahe. Ihm blieben noch Truppen an der Memel, in Schwedisch-Pommern, in den drei Festungen Pillau, Colberg und Graudenz, in Cosel und in Glatz, obgleich diese beiden letzten Plätze auf dem Punkt zu fallen waren und Colberg sich auch nicht sehr lange mehr hätte halten können. Aber durch Muth und Anstrengung wäre, sobald sein Entschluß nur bekannt geworden wäre, vieles möglich geworden. Der Hafen zu Memel lag voll von Schiffen, Geld war uns auch noch übrig. Wenn der König einschiffte, was möglich war, wenn er sich nach der Insel Rügen verfügte, unterwegs Colberg Hülfe zuführte, von England Geld und Waffen und Munition forderte, was auf den Fall gleich zu haben war, da die englischen Minister Vollmacht hatten und Schiffe mit Artillerie und Kriegs-Vorräthen schon in der Ostsee unterwegs waren, die die Engländer nachher zurückschickten; wenn er in einer Aufforderung an seine Unterthanen und an Deutschland seine Lage schilderte und ein allgemeines Aufgebot ergehen ließ, welches gewiß unglaublich wirkte, da der Zunder der Insurrektion an vielen Orten verbreitet war, da durch den Fürsten von Wittgenstein, durch den in Münster gestandenen Kammer-Präsidenten von Vincke und den Obersten d'Ivernois von unsrer leichten Infanterie, einen Bruder des Schriftstellers, in Westfalen, in Hessen, in Niedersachsen schon alles wirklich vorbereitet war und nur auf die nun beschlossene Landung von 17,000 Engländern und Hannoveranern mit Waffen und Munition wartete; wenn sich der König selbst an die Spitze seiner Truppen stellte und kühn in dem Rücken der

französischen Armee in das Herz seiner Staaten vordrang, wenn man sich einiger schwach besetzten festen Punkte, als Stettin, Magdeburg, Spandau, Hameln, zu bemeistern suchte, — so konnte er vielleicht mit Ruhm und Ehre bedeckt unterliegen, aber er konnte auch, ehe Napoleon sein Heer von der Weichsel zurückführte, eine furchtbare und gefährliche Macht zwischen ihn und Frankreich aufstellen, ganz Deutschland in Bewegung bringen, durch ein solches Beispiel Oesterreich bewegen loszuschlagen, und der Befreier seines Staates und der Welt werden.

Ein solcher Entschluß und die Kraft ihn durchzusetzen lagen aber nicht in dem Charakter des Königs, und nach seinem Charakter konnte ihn auch ein Anderer für ihn nicht ausführen. Wer konnte ihn also vorschlagen? Das sagte ich der Königin, als ich sie nachher sprach. Wäre der König empfänglich für solche Thaten gewesen, so würde Napoleon gewiß nicht bis an die Memel gekommen sein, der preußische Staat hätte dann sein Unglück überhaupt nicht erlebt.

Es blieb diesem nach nichts übrig als sich in das neue russisch französische System einzupassen, wenn man den Staat dadurch retten konnte. Die Theilung der europäischen Türkei, ein wiederherzustellendes Polen, ein Königreich für Hieronymus, Napoleons Bruder, — das waren, wie man vernahm, die Hauptgegenstände, die man im Auge hatte. Alexander wollte nur, daß der Antrag wegen der Türkei von Napoleon komme, und dieser blieb nicht lange aus. Eine Revolution hatte den Sultan Selim in Constantinopel vom Throne gestürzt. Das diente Napoleon zum Vorwande; er meinte, nun habe er gegen seinen Nachfolger keine Verbindlichkeiten mehr. Der Kaiser Alexander theilte diese Aeußerung selbst dem König durch ein Billet mit.

Für Hieronymus schien er Schlesien haben zu wollen.

Auf diese Data bauete ich für Preußen folgende Hypothese, die ich dem König übergab und in der ich das Gewitter von jener schönen und wichtigen Provinz Preußens abzuleiten und jenes

System so unschädlich für dasselbe als immer möglich zu machen suchte.

Schreiben Hardenbergs an König Friedrich Wilhelm.

Voici le Mémoire que Votre Majesté se proposait de remettre à l'Empereur Alexandre. Il pourrait être ostensible pour Napoléon, et au cas que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies hésitât de parler en son nom de ce qui regarde la Turquie, malgré ce que Napoléon a déjà dit à ce sujet, il me semble qu'elle ne compromettrait rien en communiquant le Memoire comme mon idée, ce qui aurait peut-être en même temps l'effet de détruire les préventions de ce souverain contre moi.

Picktupœhnen, 29 juin 1807. Hardenberg.

Ce n'est que par un nouveau système politique qui unisse la Russie, la France et la Prusse, et par un etat de possession également-convenable à ces trois puissances, qu'on pourra parvenir à terminer enfin les guerres qui désolent l'Europe. Fonde sur des bases grandes et libérales, il en imposera au monde entier et forcera l'Angleterre à une paix équitable, et à céder sur cet objet si intéressant pour toutes les nations, la liberte des mers. Loin de nous les palliatifs, les demi-mesures, les arrière-pensées! Ce système une fois adopté, il faut le poursuivre avec énergie et avec conséquence. Dès lors aussi l'Empereur Napoleon ne peut vouloir affaiblir la Prusse; il doit au contraire la rendre plus forte. Et ce sera le moyen le plus sûr de se l'attacher et d'etablir une confiance reciproque.

Le genie du grand homme auquel nous avons à faire, et les vues généreuses et magnanimes de l'ami et de l'allié le plus intime du Roi, aviseront sans doute aux moyens d'arriver a ce but. Mais si l'on pouvait se resoudre à mettre fin à l'Empire ottoman en Europe, je croirais qu'il serait tout trouvé, et peut-être la dernière revolution à Constantinople en aurait-elle preparé la voie. La France y trouverait de quoi s'assurer

l'empire de la Méditerranée; la Russie un accroissement de puissance reconnu depuis longtemps infiniment utile à ses intérêts; on pourrait accorder des avantages à l'Autriche; peut-être quelques indemnités au Roi Ferdinand et à Sa Majesté Sarde. Enfin, on y rencontrerait la possibilité de rétablir une Pologne indépendante sans blesser les intérêts des trois puissances qui ont participé à son partage. Ce rétablissement serait effectué par la rétrocession des provinces ôtées à la Pologne par le dernier partage de 1795, excepté le Département de Posen qui resterait à la Prusse, et le district qu'il faudrait à la Russie pour conserver les communications nécessaires. Le Roi de Saxe serait transféré en Pologne et y obtiendrait une monarchie beaucoup plus considérable que les États qu'il possède jusqu'ici. La Russie et l'Autriche auraient leurs compensations dans la Turquie européenne. La Prusse, par la cession de la Saxe électorale et des Lusaces. La Prusse céderait à la France toutes ses provinces au delà du Weser et le bas pays de Baireuth, dont Sa Majesté l'Empereur Napoléon disposerait peut-être en faveur de la Bavière. Elle obtiendrait en échange la lisière du pays de Bamberg sur la rive droite du Mein. La Prusse conserverait toutes ses autres provinces allemandes, excepté les susdites qu'elle céderait à la France. Elle obtiendrait la souveraineté de l'Elbe et aurait Hambourg avec son territoire et Lübeck avec le sien. La France disposerait de la ville de Brême et de son territoire. La Prusse serait entièrement séparée de l'Allemagne à l'égard de toutes ses possessions. L'électeur de Hesse-Cassel, le prince de Nassau-Fulda, et le duc de Brunswick-Wolfenbüttel seraient rétablis dans leurs anciennes possessions en Allemagne. La Suisse ne pourrait-elle pas être érigée en royaume pour le prince Jérôme Napoléon?

Hardenberg.

Vom Kaiser Alexander erhielt der König sowohl, wie nachher der Graf von Goltz, hierauf die Eröffnung, der Plan wegen

Griechenland — der europäischen Türkei, er gab ihm wahrscheinlich jene Benennung, weil Napoleon Griechenland haben sollte, und Alexander sich bei dieser Sache nicht gern nennen mochte, — werde bis zu einer zweiten Zusammenkunft ausgesetzt werden, die er in der Folge wieder mit Napoleon haben werde, dann werde er das Interesse des Königs nicht dabei vergessen: zugleich aber gab er dem König die Nachricht, daß Napoleon ihm auf dem linken Elbufer eine Bevölkerung von sechsmalhunderttausend Seelen zurückgeben wolle. Dadurch würden wir nach folgender Berechnung die Altmark und alle unsere niedersächsischen Provinzen mit Eichsfeld und vielleicht Erfurt gerettet haben.

Altmark.	95,000	S.
Magdeburg auf dem linken Elbufer	120,000	=
Halberstadt, Hohenstein, Quedlinburg, Wernigerode	145,000	=
Hildesheim, Goslar.	112,000	=
Eichsfeld, Trefurt rc.	113,099	=
Erfurt, Blankenhain rc.	47,421	=
Sa.	632,520	S.

Von Schlesien war nicht die Rede, wir glaubten also nicht, daß es Preußen entzogen werden solle. Aber die polnischen Provinzen sollte es verlieren. Hierunter verstanden wir blos Südpreußen und Neuostpreußen. Ich versuchte hiernach folgenden Plan, den ich, nachdem ihn der König genehmigt hatte, dem am 29. nach Tilsit abgegangenen Grafen von Goltz zustellte, welcher seine Instruktionen mündlich von Pictupoehnen holte:

Observer que Mansfeld et le Saal-Kreis appartiennent au Magdebourg, que l'administration a toujours été réunie etc.

Trois alternatives relativement à la Pologne:

1° Royaume de Pologne ou Etat separé sous telle autre dénomination laissé au Roi;

2° Réserve du Département de Posen à la Prusse;

3° Le Département de Posen au prince d'Orange contre Fulda, en reservant la souveraineté à la Prusse.

Alternatives sur des échanges avec la Saxe:

1° A la Prusse:

Barby, Gommern, Ihlenbourg, les petites Enclaves dans le Magdebourg . . .	8.000	âmes.
Le Mansfeld saxon	23.400	-
La Basse-Lusace	117.615	-
La Haute-Lusace	345.185	-
Un District sur les rives gauches de l'Elbe et de l'Elster avec Wittenberg et un rayon: au plus	60.000	-
	554.200	âmes.

2° A la Saxe:

Erfurt avec annexes		47.421	âmes.
Eichsfeld avec annexes		113.099	-
Hohenstein		27.000	-
Baireuth:			
partie supérieure . . .	165.449		
- inférieure	110.097		
		275.546	-
		463.066	âmes.
manquent		91.134	âmes;

qu'on pourrait compenser, soit par une partie de la Haute-Lusace, soit en donnant Fulda à la Saxe et en assignant au prince d'Orange une indemnité sur une partie de la Prusse méridionale.

Restitution de l'électeur de Hesse et du prince d'Orange, ou indemnités pour celui-ci.

Picktupoehnen, 30 juin 1807. Hardenberg.

Dem Grafen von Goltz war überdies empfohlen, bei den Unterhandlungen danach zu streben, daß Termine für die gänzliche Räumung des Landes von französischen Truppen festgesetzt würden, daß von dem Tage der Unterzeichnung des Friedens an

keine neuen Kontributionen stattfänden und daß die Rückstände der bis dahin ausgeschriebenen niedergeschlagen würden: er sollte dafür sorgen, daß die Forderungen der Bank, der Seehandlung, der Wittwenkasse, der Invalidenkasse und anderer Institute, so wie die der Privatpersonen in den abzutretenden Provinzen, insonderheit in Südpreußen, wo z. B. sehr beträchtliche Summen der Bank angelegt waren, völlig gesichert, daß die Kriegsgefangenen wechselseitig in Masse freigelassen, die Festungen, womöglich mit Waffen und Artillerie, zurückgegeben würden; daß man die freie Religionsübung in den abzutretenden Provinzen vorbehalte, der Dienerschaft und den Pensionärs ein gutes Schicksal ausbedinge, kleine eingeschlossene Gebiete wechselseitig abtrete und vollkommene Reciprocität beobachte. Im Fall wir die Niederlausitz nicht bekämen, sollte er darauf dringen daß man uns wenigstens den der Oderschifffahrt hinderlichen Fürstenberger Zoll abtrete.

Von allem diesem konnte er wenig bewerkstelligen, weil der Frieden weit schlimmer als eine Kapitulation war. Nicht einmal die Redaktion der Artikel wurde ihm gestattet, als es dazu kam, endlich den preußischen Frieden zu diktiren, welches erst geschahe, nachdem der russische fertig war.

An den König von Schweden dachte man russischer Seits nicht. Ich veranlaßte den König, den schwedischen Gesandten von Brinkmann, welcher sich in Memel befand, nach Picktupoehnen kommen zu lassen, und dort machte ich ihn mit den traurigen Umständen bekannt, die er selbst sahe, warum der König gezwungen war, die in Bartenstein am 20. April geschlossene Konvention aufzuheben und seine Truppen von denen Seiner Königlich schwedischen Majestät abzuberufen. Der König schrieb einen Brief an den König von Schweden, mit welchem der Major von Klür nach Stralsund abgeschickt wurde, und der Herr von Brinkmann berichtete seinem Herrn die unglückliche Lage der Sachen.

Der König hatte Napoleon am 30. besucht und ihm seine Angelegenheiten empfohlen, aber eine kurze, allgemeine, sehr kalte Antwort erhalten. Die größte Abneigung des französischen Kai

ſers gegen ihn war klar, und er vermochte es nicht, ſie durch ſein Betragen zu vermindern. Man glaubte, die in Potsdam und Charlottenburg gefundenen Papiere trügen viel zu jener Abneigung bei.

Der Feldmarſchall Kalckreuth hatte ſchon ſeit einigen Tagen daran gearbeitet, daß die Königin von Memel kommen ſolle. Mehrere angeſehene Franzoſen hätten es ihm — ſagte er — verſichert, daß dieſes das gewiſſe Mittel ſein würde, Napoleon geneigter für Preußen zu machen und gute Bedingungen zu bewirken. Dieſe fruchtloſe Demüthigung fehlte noch, und der Erfolg bewies, daß es nur hierauf abgeſehen war.

Der König beſchloß am 2. Julius ſeine Gemahlin nach Picktupoehnen zu berufen. Mittlerweile ließ Napoleon am 3. dem König durch ſeinen Flügeladjutanten, den Grafen von Dönhof, der ihm, wie täglich, die Aufwartung machte, um ſich nach ſeinem Befinden zu erkundigen, erklären: er werde an keine Friedensunterhandlung mit Preußen denken, viel weniger ſeine Truppen zurückziehen, ſo lange der General von Rüchel und ich noch in Seiner Majeſtät Dienſten wären; hierauf erwarte er am andern Morgen eine Erklärung. Ich beſchloß meine Entfernung zu beſchleunigen, und der König ließ Napoleon antworten, ich ſei im Begriff abzureiſen. An eben dem Tage zog dieſer ſein Erbieten zurück, dem Könige 600,000 Seelen auf dem linken Elbufer zurück zu geben, unter dem Vorwande, er habe dagegen Schleſien zurückbehalten und an ſeinen Bruder Hieronymus geben wollen. Die Vorſtellung des Kaiſers Alexander, daß er ſich nie ſo ausgedrückt habe, war vergeblich.

Während der König am 4. Julius wie gewöhnlich nach Tilſit gieng, traf gegen Abend die Königin in Picktupoehnen ein. Der König hatte mir befohlen, ſie von allem zu unterrichten und mit ihr über die Art Abrede zu nehmen, wie ſie mit Napoleon über den ſchrecklichen Gegenſtand des Tages ſprechen könne. Nichts war rührender für mich, als die Zuſammenkunft mit dieſer vortrefflichen Frau in dieſen Umſtänden. Ich gab ihr den folgenden kleinen Entwurf:

La Reine n'a pas la prétention de se mêler de ce qui regarde les affaires politiques, auxquelles elle n'a jamais pris aucune part, mais elle veut parler au cœur de Napoléon en qualité de mère et d'épouse. Le sort de la Prusse et de sa famille est entre ses mains, mais il a témoigné précédemment de l'intérêt à la conservation de la Prusse et de sa maison. Sa Majesté doit présumer que les malheurs qui l'ont accablée depuis, loin de changer ces sentiments, l'ont touché au contraire et augmenté cet intérêt. Elle se flatte donc de le trouver aujourd'hui encore plus favorablement disposé, car elle le croit supérieur à sa fortune et ne craint pas qu'il cherchera sa grandeur dans l'humiliation de la Prusse. Elle se persuade au contraire que la paix qu'il va lui donner sera le plus bel exemple de magnanimité et de modération et digne d'un grand homme. Napoléon a fait entendre souvent au Roi qu'il ne demandait que de la confiance, il l'a répété au comte Kalckreuth, et promis que l'on n'aurait qu'à s'en féliciter. La Reine en appelle à cette promesse. Il a ajouté que si le Roi était son ami, il ne pouvait assez agrandir sa puissance, que dans le cas contraire, il ne pouvait assez l'abaisser. Il ne tient qu'à lui de se concilier une véritable amitié de la part du Roi, fondée sur la reconnaissance, et de s'attacher solidement la Prusse. Sa Majesté espère que l'Empereur agira dans ce sens, et préférera la garantie que lui donneront ces sentiments à celle qu'il pourrait vouloir chercher dans l'affaiblissement de la Prusse, qui naturellement ne pourrait que les exclure et nuire à la confiance qu'il voulait établir. Sa Majesté pense qu'en oubliant tout à fait le passé, il faudrait ne s'occuper que d'un avenir dont ces sentiments feraient la base et dont elle lui répondrait.

Picktupoehnen, 4 juillet 1807. Hardenberg.

Am andern Morgen, den 5. Julius, kam der Kaiser Alexander nach Picktupoehnen und aß oder frühstückte mit dem König, der Königin und ihrem kleinen Gefolge. Hier sah ich diesen Monarchen

das letzte Mal; er bedauerte die Lage der Sache, sagte mir persönlich viel Schmeichelhaftes, meinte, ich gienge sehr ehrenvoll aus der Sache, die Geschichte werde meiner rühmlich erwähnen, und bezeigte sein Bedauern, nicht mehr für Preußen thun zu können. Ich fühlte es tief, daß er seinen eigenen Namen in der Geschichte so herabsetzte, und bot noch alle Gründe auf, welche die Sache an die Hand gab, um ihn zu bewegen, seinen Freund nicht zu verlassen. Er gab dem König die nachstehenden abscheulichen Noten des Kaisers Napoleon, welche dieser mir hierauf zustellte[1]:

Note ecrite sous la dictée de Napoleon. Il est dans la politique de tous les Etats de travailler à acquerir des limites naturelles. Des territoires mal clos et mal determinés donnent lieu à une foule de discussions qui souvent degenerent en guerre ouverte. Il est donc à desirer que le traité qui rend la paix au continent, et qui n'est que le prelude d'une alliance entre les deux Empires de France et de Russie, assigne à ce dernier des limites naturelles. Au nord des États prussiens le cours du Niémen semble tracer la limite de la Russie. La perte que la Prusse eprouverait par la cession de ce qu'elle possède au nord du Niémen serait peu considerable, et l'Empereur Napoleon consentirait à laisser à la disposition de l'Empereur Alexandre l'equivalent sur la rive gauche de l'Elbe du sacrifice que la Prusse ferait sur la droite du Niemen. Après la bataille d'Jena le Roi de Prusse avait fait l'abandon de toutes ses possessions à la rive gauche de l'Elbe. C'est ainsi que l'Empereur l'a toujours entendu, et en proposant de garder la Silesie pour lui ou pour un prince de sa maison, il dit alors qu'il ne croyait point d'inconvenient à se departir de la base dejà adoptée de la cession des pays à la gauche de l'Elbe.

1) Mit einem Schreiben vom 4. Juli übersandte Napoleon dem russischen Kaiser drei Noten, von denen die eine, enthaltend die Grundlage für die Territorialveränderungen zwischen Niemen und Elbe, in der Correspondance t. XV, nº 12849 abgedruckt ist; die zweite Note geben wir im Text; die dritte, Danzig betreffend, wird in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

En consentant à donner aujourd'hui au Roi de Prusse, sur la gauche de l'Elbe, une compensation entière des pays qu'il perdrait à la droite du Niémen, l'Empereur Napoléon désire que la Russie reçoive pour limite le thalweg du Niémen, pensant qu'il est d'une politique éclairée dans les circonstances actuelles de fixer les limites de la Russie d'une manière définie et précise.

Napoleon schickte seinen Oberstallmeister Caulaincourt, um die Königin zu komplimentiren und um sie auf den andern Tag einzuladen. Sie blieb in Picktupoehnen, der König machte aber den gewöhnlichen Ritt nach Tilsit.

Den 6. schickte ich mich zur Abreise an. Ich hatte dem König vorgeschlagen, den Grafen von Goltz zum Staatsminister zu ernennen und ihm die auswärtigen Angelegenheiten provisorisch zu übertragen. Dieses geschahe, und der Graf fand sich in Picktupoehnen ein, wo ich ihn mit zu meinem letzten Vortrag zum König führte und ihn von allem möglichst unterrichtete. Nachher wagte ich es in der letzten Unterredung, die ich mit dem König allein hatte, ihn zu bitten, den Minister von Stein wieder in seine Dienste zu nehmen, was zwischen ihm und ihn (Stein) vorgefallen war, zu vergessen und ihm dieselbige Stelle, welche ich bisher bei seiner Person gehabt hatte, mit Vertrauen zu übergeben; ich stellte ihm eindringend und in der Sprache des Herzens vor, daß dieses der einzige Mann sei, von dem er jetzt Hülfe erwarten könne. Es glückte mir nach einigen Einwendungen, die Genehmigung Seiner Majestät und den Auftrag zu erhalten, die Sache einzuleiten; einstweilen, sagte der König, wolle er bis zu Steins Ankunft den Geheimen Kabinetsrath Beyme wieder zu sich nehmen, mit dem ich in Memel Abrede zu nehmen und auch ihn von der Lage der inneren Angelegenheiten zu unterrichten versprach. Uebrigens forderte er mich auf, ihm meine Meinung über die Wiedereinrichtung des Staats mitzutheilen, welches ich ihm ebenfalls zusagte.

Ich wurde zur Tafel gerufen, ließ mich aber entschuldigen, weil es mir zu schwer geworden sein würde, meine Gefühle zu

bemeistern. Es war mir desto beruhigender, nicht dabei gegenwärtig gewesen zu sein, als ich erfuhr, daß der Großfürst Constantin gegenwärtig gewesen war.

Dem Kaiser Alexander schrieb ich den nachstehenden Abschiedsbrief:

Le Roi a bien voulu me faire part des notes ci-jointes que l'Empereur Napoléon a adressées à Votre Majesté Impériale, et je n'ai pu les lire sans la plus vive émotion. Sans m'arrêter, ni à la singulière lettre qui les accompagne, ni aux objets qui ne regardent que les intérêts de la Russie, comme à la tournure insidieuse de la pièce qui concerne Corfou et aux erreurs dangereuses qu'elle contient, je me bornerai simplement à examiner ce qui concerne la Prusse, à laquelle on prépare le sort le plus cruel.

L'histoire de nos jours a bien prouvé que les limites naturelles ne garantissent pas les États, et qu'au contraire elles n'ont servi qu'à acheminer sans cesse de nouveaux envahissements; mais s'il est de la bonne politique de leur en assigner, pourquoi ne pas en donner aussi à la Prusse? pourquoi ne pas faire dans ce cas de tout le cours de l'Elbe, en remontant ce fleuve jusqu'à la Bohême, la frontière qui la sépare des pays occidentaux que la France veut soumettre à son empire sous le nom d'une confédération? Du côté de la Russie on peut déjà regarder le Niémen comme une limite pareille, car cette lisière que la Prusse possède sur la rive droite de cette rivière est sans défense, et dans le malheureux cas d'une guerre entre la Prusse et la Russie, celle-ci s'en emparerait toujours sans le moindre obstacle. C'est en vérité offenser le prince magnanime qui a donné tant de preuves de la noblesse de son âme et de son amitié pour le Roi, que de lui faire des propositions tendant à dépouiller son ami et son allié; elles ne peuvent partir que du dessein d'avilir aux yeux de l'Europe ce qu'elle respectait jusqu'ici de plus pur et de plus loyal. Que la Prusse forme un État intermédiaire entre la Russie et

la France, il en résultera des avantages pour l'une et pour l'autre de ces puissances, et sa position sera toujours infiniment délicate et embarrassante. Mais souffririez-vous, Sire, que la Prusse fût réduite au sort désastreux de perdre toute sa consistance, et au triste rôle de recevoir ces coups d'épingle auxquels la politique de Napoléon veut la condamner? Loin de moi l'idée que l'âme d'Alexandre puisse oublier que ce fut lui qui, dans les termes les plus forts, excita le Roi à cette persévérance qui l'empêcha de s'arranger séparément avec la France et qui l'honorera à jamais, que ce fut lui qui promit de la manière la plus touchante de ne pas l'abandonner, même dans le cas des plus grands revers. Cette belle âme, Sire, est sans doute un gage beaucoup plus sûr que les stipulations de la convention de Bartenstein, par lesquelles Votre Majesté Impériale s'est engagée à ne pas séparer sa cause de celle du Roi, à ne poser les armes que d'un commun accord, et à faire tous ses efforts pour rétablir Sa Majesté dans tous ses États, même en leur procurant des avantages et de nouvelles sûretés. Non, Sire, vos généreux efforts ne seront pas en vain; vous ne les discontinuerez pas. Votre puissance n'est-elle pas intacte? Vous aurez encore la satisfaction de voir ces efforts couronnés de succès, avec cette persévérance dont vous avez si justement fait votre devise.

C'est par des raisons d'une saine politique auxquelles il n'est pas possible de refuser son suffrage, que Napoléon rejette tout établissement du prince Jérôme, ou d'un autre prince de sa maison, en Pologne. Mais quel est donc son motif d'agrandir la Saxe aux dépens d'une maison attachée à la Saxe par les liens d'alliances anciennes et de pactes de succession et de fraternité? Qu'il se rappelle ses promesses et ses principes si souvent énoncés; qu'il justifie cette confiance qu'il vient encore de demander récemment au Roi par le maréchal de Kalckreuth; qu'il soit supérieur à sa fortune, et qu'il préfère la garantie que lui donnera la reconnaissance à celle qu'il

paraît ne vouloir chercher que dans l'avilissement et l'abaissement d'une puissance à laquelle il adjuge des indemnités illusoires sur ses propres possessions. Qu'il se rappelle que, dans une de ses dernières lettres au Roi, il l'a assuré être dans les dispositions les plus favorables pour le rétablissement des anciens rapports entre la Prusse et la France, et que, d'après ce qu'il a énoncé lui-même dans une autre lettre à Sa Majesté, il jugea la puissance intermédiaire de la monarchie prussienne nécessaire à la tranquillité de toute l'Europe, qu'il pensa qu'il fallait établir pour toutes les puissances intéressées des rapports solides, reposant sur l'harmonie, et qui, en assurant leur existence et leur indépendance, offriraient à la paix un appui plus qu'extérieur et fragile.

Que les provinces ci-devant polonaises restent à la Prusse, et que celle-ci les possède comme un État séparé avec une constitution adaptée aux mœurs et au caractère de la nation. La Russie et l'Autriche me paraissent intéressées à cet objet.

Que les anciennes provinces prussiennes sur l'Elbe, au moins la vieille Marche, Magdebourg avec les cercles de la Saale et du pays de Mansfeld et Halberstadt, demeurent sous la domination de leur souverain, auquel elles sont attachées par tant de liens!

La Prusse ne payerait-elle pas les malheurs de la guerre assez cher par tant de pertes, par celle de tant d'autres possessions et fidèles sujets en Allemagne? Si l'on veut des arrondissements, des purifications de territoire, de la contiguïté, s'il s'agit d'éviter des collisions avec les princes attachés à la ligue du Rhin, s'il s'agit enfin de donner des avantages à un futur Roi de Westphalie, au Roi de Saxe, qu'on assigne au possesseur du pays de Hanovre celui de Hildesheim contre les parties des duchés de Lauenbourg et de Lunebourg sur la rive droite de l'Elbe; qu'on fasse céder à la Saxe l'Eichsfeld, Erfurt, Hohenstein, Baireuth, tous à sa convenance et contenant une population de 463,066 âmes pour le moins; mais qu'on donne

aussi au moins à la Prusse quelqu'équivalent par la Basse-Lucace en rétrocédant Cottbus, par le Mansfeld saxon, qui rendrait les provinces prussiennes contiguës, par les petites enclaves saxonnes dans le pays de Magdebourg [1], et par un district convenable sur la rive droite de l'Elbe que la Saxe lui abandonnerait [2].

Voici le tableau de ces changements:

Hildesheim et Goslar	112,074	âmes
Lauenbourg et la petite partie cis-albine de Lünebourg	33,000	„
Perte pour la Prusse	79,074	„
Hohenstein	27,000	„
Eichsfeld	113,099	„
Erfurt	47,421	„
Baireuth	275,546	„
	463,066	„
Basse Lusace	117,615	„
Mansfeld saxon	23,400	„
Enclaves du pays de Magdebourg	8,000	„
Sur la rive droite de l'Elbe	114,051	„
	263,066	„
Agrandissement de la Saxe	200,000	„

Le Netze-district et Danzig sont d'une si haute importance pour la Prusse, pour son commerce et les communications intérieures, que dans tous les cas leur perte serait le plus grand désastre.

Votre Majesté Impériale est trop éclairée pour ne pas entrevoir qu'en affaiblissant la Prusse comme Napoleon en a

1) Barby, Gommern et Ihlebourg.

2) Sur la rive droite de l'Elbe et d'Elster, jusqu'à la frontière près de Dobrilugk avec Wittenberg et un rayon.

le projet, il compromet les intérêts de l'Europe et de la Russie en particulier. Maître de l'Elbe au-dessus et au-dessous des États prussiens, dominant de la même manière la Vistule, Danzig et Thorn, visant sans contredit à faire accéder tôt ou tard le Mecklenbourg et la Pomeranie Suedoise, que probablement il ôtera au Roi de Suède, à la ligue du Rhin, ayant établi un satrape dans la personne du Roi de Saxe jusqu'aux bords du Niemen, quel sera le rôle qu'il jouera envers la Russie?

Le prestige de cette grande et belle alliance avec la France, de cette protection que Napoléon veut bien lui décerner jusqu'aux bords de l'Elbe, ne sera que trop tôt détruit. Les affaires du Levant feront bientôt naître des querelles qui ne seront pas des coups d'épingle, et celui qui disposera des ressources de presque toute l'Europe, qui aura en son pouvoir presque tous les débouchés de son commerce, ne renverra-t-il pas la Russie en Asie? Je frémis des suites des erreurs du moment présent, Sire! Votre Majesté a si généreusement plaidé et epousé la cause de l'Europe. Maintenant tout concourt à la soumettre au despotisme que Napoleon lui prepare. Vous avez dit au Roi, Sire, que l'offre faite de la part de la Prusse, de s'allier à Napoléon, contenue dans la lettre dont le général de Kalckreuth a été porteur, avait fait un mauvais effet. Que Votre Majesté Impériale me permette d'observer qu'il n'y a pas eu un mot d'une alliance dans cette lettre. Voici le passage en question: „Nous pensons que ce que nous le „chargerons de vous proposer, Sire, et la manière dont il „s'acquittera de nos ordres, en vous prouvant notre sincérité, „lui acquerra ennême temps votre confiance. Il dependra de „Votre Majeste de terminer en peu de jours nos fatales que„relles, et alors on pourrait s'occuper en commun des grands „objets que Votre Majesté Impériale a toujours eus en vue.“

Je n'ai pas besoin de m'étendre davantage sur tous les motifs que sans doute votre cœur et votre sagesse vous dic-

teront, Sire, pour opposer tous les moyens possibles aux sinistres plans de l'Empereur Napoléon. S'il faut absolument qu'il étende son influence jusqu'aux bords de l'Elbe, que là soient les colonnes d'Hercule pour lui, qu'il n'ait aucune influence au delà. Que la Prusse soit une véritable puissance intermédiaire entre l'Elbe et le Niémen! Je vais passer mes jours dans la retraite et dans l'éloignement des affaires, ma voix est d'autant plus impartiale. Si Votre Majesté Impériale ne met pas la plus grande fermeté à obtenir ce point, si elle ne l'envisage pas comme important, comme essentiellement nécessaire au bien général et à la sûreté et au bonheur de la Russie en particulier, je déplorerai bientôt dans mon isolement les malheurs et les suites incalculables qui en résulteront. Que la Providence les détourne de Votre Majesté Impériale et la comble de toutes les félicités, auxquelles sa haute vocation et ses grandes et belles qualités lui donnent des titres!

Qu'elle me permette seulement d'ajouter encore à cette longue lettre qu'en quittant une sphère dans laquelle je n'étais rentré que parce que je me flattais de l'espoir d'être à la fois utile à la cause que vous défendiez si noblement, Sire, et à celle de mon souverain, je conserverai toujours le précieux souvenir de vos bontés, dont j'ose vous demander la continuation.

Picktupœhnen, 6 juillet 1807. Hardenberg.

Folgendes war mein Abschiedsschreiben an den General von Budberg:

Monsieur le Baron. Nos liaisons diplomatiques n'ont été qu'éphémères, un ouragan les a détruites, j'ose me flatter qu'il n'en est pas de même de celles que l'amitié, l'estime et une confiance réciproque ont formées entre nous. J'étais rentré dans une carrière que j'avais quittée sans regret, parce que je me flattai de l'espoir de contribuer aux vues bienfaisantes de votre auguste

Empereur, et de servir à la fois sa cause et celle de mon souverain et celle de l'humanité. Le charme est détruit, et je me retire volontiers d'un théâtre d'iniquités, où je ne puis plus être utile au but que je viens d'énoncer. Je suis vivement peiné de ne plus revoir Votre Excellence. Qu'elle veuille agréer mes remerciements bien sincères des sentiments qu'elle a bien voulu m'accorder, et dont je lui demande instamment la continuation. Mon dessein est de me rendre d'abord à Libau pour y attendre les événements, et puis chez mon fils en Danemark. Ayez la bonté de m'envoyer des passeports pour moi, mes équipages et ma suite, mon très cher général, et veuillez les remettre à M. le conseiller privé d'ambassade Nagler, qui aura l'honneur de vous remettre ces lignes, et que j'ose vous recommander comme un digne et galant homme et serviteur zélé du Roi et de la bonne cause. Il prendra la liberté de vous parler sur quelques petits objets.

Recevez mes vœux ardents et sincères pour votre prospérité et l'assurance de mon attachement.

Picktupoehnen, 6 juillet 1807. Hardenberg.

Ich setze die Antwort des Barons von Budberg, die ich bald darauf in Memel erhielt, hier gleich her. Vom Kaiser aber wurde ich ohne Antwort gelassen.

Monsieur le Baron. Si j'éprouve à mon tour des regrets de voir cesser entre nous des relations qu'une confiance réciproque et une conformité entière dans notre façon de penser rendaient doublement chères, j'ai été charmé, Monsieur le Baron, de retrouver dans votre lettre du 6 juillet les sentiments d'amitié dont Votre Excellence m'a donné tant de preuves, et à la conservation desquels j'attache le plus grand prix. Les assurances que vous voulez bien me donner à cet égard, Monsieur le Baron, me rassurent sans doute beaucoup, mais je n'en suis pas moins peiné de nous voir séparés, et le souvenir du passé me laissera à jamais un vide difficile à remplir.

En vous envoyant ci-joint les passeports que vous m'avez demandés, je fais les vœux les plus ardents pour que Votre Excellence trouve en Danemark tout le bonheur qu'elle mérite, et que personne ne lui souhaite de meilleur cœur que moi.

Tilsit, 26 juin (8 juillet) 1807. Budberg.

Nach der Tafel fuhr die Königin bald nach dem König nach Tilsit. Ich sahe beide nicht mehr. Von meinen Departementsräthen und Freunden waren der Geheime Legationsrath Nagler, der Geheime Finanzrath Freiherr von Altenstein, der Legationsrath Roux, der schwedische Gesandte von Brinkmann, der Baron von Schladen, der Geheime Finanzrath Klewitz, der Geheime Rath von Stein und der Major von Schöler noch bis zum Abend bei mir, wo ich mit unnennbaren Gefühlen, die aufs Lebhafteste von diesen Männern getheilt wurden, deren beide erste vom Anfang ihrer Dienst-Laufbahn an, in Franken und in Berlin, mehr durch Freundschaft und Vertrauen, als durch ihr dem meinigen untergeordnetes Dienstverhältniß aufs Engste mit mir verbunden gewesen waren, von Picktupoehnen nach Memel abfuhr und an den König das folgende Schreiben zurückließ:

Je demande très humblement pardon à Votre Majesté de ce que je ne me suis plus présenté chez elle. Il m'a été absolument impossible de gagner sur moi de prendre congé d'elle. Je n'aurais pu maîtriser la force du sentiment avec lequel je vous quitte, Sire, dans ces moments terribles, où c'est la plus cruelle de mes peines de ne pouvoir vous prouver mon dévouement qu'en renonçant à vous rendre service. Puisse la Providence vous sauver des malheurs qui vous accablent, vous replacer à la tête d'une monarchie heureuse et florissante, et vous combler, vous et votre auguste maison, de nouvelles bénédictions! Puisse-t-elle enfin faire triompher la vertu du vice et de la scélératesse! Votre Majesté conservera jusqu'au bout ce courage qui jusqu'ici l'a soutenue, et elle en trouvera sans faute la récompense. Qu'elle daigne me conserver ses bonnes

grâces, et compter partout et dans toutes les occasions sur le devouement zélé et le plus profond respect dont mon cœur est vivement pénétré pour sa personne.

Picktupoehnen, 6 juillet 1807. Hardenberg.

Den Geheimen Finanzrath von Altenstein nahm ich vorerst mit mir.

Den 7. Julius Morgens kam ich in Memel an und verfügte mich zuerst zu dem Bruder des Königs, dem Prinzen Wilhelm, um ihm den Befehl Seiner Majestät zu hinterbringen, sich auch sogleich nach Tilsit zu verfügen. Ich machte hierauf dem General von Rüchel die Lage der Sache bekannt, worauf dieser beschloß, seinen Abschied gleichfalls zu erbitten; sprach mit dem Geheimen Kabinetsrath Beyme, der, so wie viele andere, gehofft hatte, ich würde mich bei der Abgabe des auswärtigen Departements beschränken und die anderen beibehalten können. Vielleicht wäre das möglich gewesen; ich hielt es aber dem König und dem Staat für zuträglicher, daß ich ganz ausscheide, um Napoleon jeden Vorwand zu nehmen, und beruhigte mich mit der Hoffnung, daß der Minister Freiherr von Stein zurückkommen und das Ruder ergreifen würde.

Dem Geheimen Kabinetsrath Beyme schien die Zurückberufung Steins zwar nicht ganz angenehm, indessen billigte er sie doch nachher, so wie meinen dem Könige gemachten Antrag, den Räthen, die ich zunächst in dem Departement der inneren Angelegenheiten gebraucht hatte, von Altenstein, von Schön, Staegemann und Niebuhr, die Geschäfte unter der Benennung einer Immediat-Kommission bis zur Ankunft des Ministers von Stein zu lassen. Einige Einwendungen von dem Dienstalter einiger anderer Räthe ließ er bald fallen, und nur der Geheime Finanzrath von Klewitz wurde auf meinen eigenen Antrag der Kommission noch als Vorsitzender hinzugefügt.

Ich beschäftigte mich nun noch mit hiernach erforderlichen Vorschlägen an den König und andern dazu gehörigen Verfügungen, so wie mit einer kurzen Rechenschaft von dem Zustande,

in dem ich die Kassen und die Magazine hinterließ. Beide waren so beschaffen, daß keine Verlegenheit so wenig bei der Fortsetzung des Kriegs hätte entstehen können, als jetzt vorerst entstehen konnte. Im ersten Falle kamen durch den in London schon unterzeichneten Traktat Subsidien hinzu, so wie weitere Hülfen an Getreide, Kanonen, Waffen und Ammunition.

Ich führe hier nur an, daß wir noch über 5,266,666 Rthlr. disponiren konnten und die Feldkriegskasse des Blücher'schen Corps außerdem vor Kurzem 500,000 Rthlr. erhalten hatte.

An Mehl und Getreide waren

9358	Lasten	Mehl
1241	„	Weizen
5855	„	Roggen
2092 1/6	„	Gerste
3481	„	Hafer

22,027 1/6 Lasten vorräthig, und wenn davon der Armee-Bedarf an Fourage bis Ende Septembers und an Brod bis Ende Januar 1808 abgerechnet wurden, so blieben, auf Roggen berechnet, 7616 Lasten zur Hülfe für das Land vorräthig, und in den Handelsstädten der Ostsee erkauft. Ich hatte die Ankäufe lebhaft betrieben und die Bezahlung von 1875 Lasten Mehl aus Archangel konnte auf Forderungen an Rußland angewiesen werden.

In Tilsit hatte man am 6., nach meinem Abgange, aus der Unterredung, welche die Königin mit Napoleon hatte, die lebhaftesten Hoffnungen geschöpft, und wirklich hatte er ihr viel schöne Worte gesagt: am folgenden Morgen benahmen aber nicht blos der Minister Talleyrand, sondern Napoleon selbst dem Grafen von Goltz, und zwar letzterer diesem bei der ersten Vorstellung, deren er nun gewürdigt wurde, jene Hoffnungen bald wieder. Der Kaiser empfing den Grafen zwar ganz artig, aber in Absicht auf Preußen, auf den König, äußerte er sich mit höchster Kälte und mit verächtlichem Tadel. Als er auf die der Königin gemachten Versprechungen aufmerksam gemacht wurde, antwortete

er: er bedauere, wenn die Königin bloße phrases de politesse, welche man den Damen sage, für Versicherungen gehalten habe. So war denn auch diese Verheißung des Grafen von Kalckreuth zu Wasser geworden.

Man hätte gern die Königin vermocht, die Nacht in Tilsit zuzubringen, man bot ihr eine besondere Wohnung an. Vielleicht wollte man den französischen Blättern aufs Neue Gelegenheit geben, die Tugend selbst mit ihrem Gift zu begeifern, denn offenbar war es Plan, auch diese in den Augen der Welt herabzuwürdigen, wie man die Freundschafts- und Ritterpflicht Alexanders herabwürdigte, indem man ihm erst von seines Freundes Raub Süd- und Neu-Ostpreußen, dann den Distrikt am rechten Ufer der Memel oder des Niemens anbot, und endlich sie doch durch die Ueberlassung eines beträchtlichen Theils von Neu-Ostpreußen auf ewig zu beflecken wußte.

Die Königin schlug die Wohnung in Tilsit aus und gieng mit ihrem Gemahl nach dem Dorfe Picktupöhnen zurück.

Der Graf von Goltz wendete sich wegen der Friedensbedingungen an den Kaiser Alexander, der aber versicherte, nichts mehr thun zu können.

Am 8. Julius wurde der französisch-russische Frieden unterzeichnet, am 9. der französisch-preußische. Die Artikel wurden dem Grafen von der Goltz ohne Ordnung und Folge vorgelesen, man erlaubte ihm keine Aenderungen und ließ ihm blos die Freiheit, zu unterzeichnen.

Den 10. gieng der Kaiser Alexander nach Rußland ab, Napoleon nach Königsberg, und der unglückliche König mit seiner Gemahlin wieder nach Memel. Mir war es zu schmerzlich, beide in dem Augenblick der Trennung noch wieder zu sehen, ich fuhr deshalb, da meine Reise ohnehin angesetzt war, vor ihrer Ankunft noch von Memel bis nach Nimmersatt, dem letzten preußischen Posthause an der russischen Grenze, ließ aber noch die beiden folgenden Schreiben zurück:

Schreiben Hardenbergs an König Friedrich Wilhelm.

Als ich erfuhr, daß Ew. Königliche Majestät heute zurückkommen würden, habe ich lange mit mir gekämpft, ob ich Allerhöchstdieselben hier noch erwarten solle? Wenn ich auf der einen Seite wünschte, Höchstdieselben nochmals zu sehen und Ihnen persönlich die Empfindungen meiner treuesten Anhänglichkeit und Verehrung, meines lebhaftesten, mein ganzes Herz erfüllenden Antheils persönlich darzulegen, so hielt mich auf der andern die Stärke dieser Empfindungen, die Wehmuth, von der ich bei ihrem Ausdrucke hingerissen sein würde, und endlich die Betrachtung zurück, daß meine verlängerte Gegenwart Ew. Königlichen Majestät wohl gar noch schädlich sein könne. Erlauben Sie demnach, gnädigster König, daß ich Ihnen wiederholt schriftlich für Ihre Gnade und Ihr Zutrauen mit gerührtestem Herzen danke. Tief empfinde ich den Schmerz, daß der traurige Zusammenfluß von Umständen mich hinderte, Ihnen so nützlich zu werden, als es mein eifrigstes Bestreben war. Neuer Segen der Vorsehung ersetze Ew. Königlichen Majestät und Ihrem höchsten Hause reichlich die gegenwärtigen Trübsale! Erhalten Sie mir Ihre höchste Gnade und zuweilen ein huldvolles Andenken.

Memel, den 10. Juli 1807. Hardenberg.

Schreiben Hardenbergs an Königin Louise.

Des raisons bien valables m'ont decide a ne pas attendre votre retour, Madame. Mon cœur, déchiré de douleur, et la force du sentiment dont je suis penetré, ne m'auraient pas permis de prendre conge en personne de Votre Majesté et du Roi, et le tyran cruel qui nous accable, n'aurait-il pas tire des consequences nuisibles de la prolongation de mon sejour, n'aurait-elle pas servi peut-etre a aggraver les maux dont il nous abreuve? Puisse-je exprimer toute l'etendue de ma reconnaissance pour les bontes dont Votre Majeste a bien voulu m'honorer. Daignez me les conserver, Madame. De ma paisible

retraite — s'il peut en exister de paisible dans notre siècle malheureux — je ne cesserai de former les vœux les plus ardents et les plus sincères pour Votre Majesté, pour le Roi et pour son auguste maison. Je serai toute ma vie avec le plus zèle dévouement et le plus profond respect

Memel, 10 juillet 1807. Hardenberg.

Tief gerührt über die Beweise von Achtung und Liebe, die ich von so vielen angesehenen und verehrungswürdigen Personen, von den beiden anwesenden liebenswürdigen und verständigen Prinzessinnen Louise von Preußen, vermählten Radziwill, und der Gemahlin des Prinzen Wilhelm, von dem Fürsten von Oranien, vom General von Rüchel und den anwesenden Königlichen Dienern verschiedener Departements erhielt, trat ich aus meiner Geschäftslaufbahn ab und verließ vorerst den preußischen Staat. Das frohe innere Bewußtsein, bis auf den letzten Augenblick meine Pflichten treu erfüllt und alles erschöpft zu haben, was mir möglich war, um dem König und dem Staat zu dienen, dieses gab mir, ohnerachtet jener tiefen Wehmuth, womit ich mich von ihnen trennte, ein hohes Gefühl, in dem ich Muth, Trost und Beruhigung fand. Vor meiner Abreise schrieb ich noch an den Minister von Stein und an unsern Gesandten in London, den Baron von Jacobi[1].

Ich schrieb auch an den König von Schweden, dem ich für sein Geschenk noch danken mußte[2].

Als ich im Begriff war, am 11. meine Reise weiter fortzusetzen, berief mich ein Feldjäger nach Memel zurück. Der General von Köckritz schrieb mir, der König wünsche mich noch zu sprechen, ich möchte also incognito zurückkommen. Dieses war nicht möglich; ich antwortete das, verfügte mich aber nach Tauerlauken,

[1] Diese Schreiben, von denen das an Stein gerichtete zum Theil bei Pertz I, 452 in deutscher Uebersetzung abgedruckt ist, werden in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt werden.

[2] Das Schreiben Hardenbergs und die Antwort des Königs werden in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt.

eine Stunde von Memel, und schlug vor, ob der König mich dort seine Befehle wolle wissen lassen, oder ob er vielleicht vorzöge, unter dem Vorwande eines Spaziergangs selbst dahin zu kommen. Bald erschienen der General von Rüchel und der Geheime Kabinetsrath Beyme; der König hatte geglaubt, ich würde meine Meinung über die künftige Einrichtung des preußischen Staats in kurzer Zeit, allenfalls in ein paar Tagen, abgeben und mich darüber mit dem General von Rüchel besprechen können. Zu dem Ende sollte ich in Tauerlauken bleiben. Außerdem hatte der König von Schweden den Obersten von Engelbrechten geschickt. 16,000 Engländer waren wirklich auf Rügen gelandet. Er hatte sich nun mit diesen, mit dem Corps des Generals von Blücher und mit seinen eigenen Truppen stark genug geglaubt, die Franzosen angreifen zu können, und hatte den Waffenstillstand aufgekündigt. Der König wollte wenigstens seinerseits alles anwenden, um den König von Schweden am Frieden Theil nehmen zu lassen, wenn er selbst wollte. Ich mußte ihm ein Schreiben an Napoleon und ein anderes an den Kaiser Alexander angeben, um zu bewirken, daß ersterer nun dem König von Schweden Zeit lasse und nicht mit seiner ganzen Macht über ihn herfalle. Jedermann weiß, daß Gustav vom Frieden selbst nichts hören wollte, daß die Engländer nach Seeland giengen und er, nachdem er Stralsund eine Zeit lang gehalten, sein Schwedisch-Pommern verließ und sich nach Schweden zurückzog. Eine so wichtige Arbeit, als ein Gutachten über die Reorganisation des preußischen Staats war, in kurzer Zeit in Tauerlauken zu Stande zu bringen, in einem Augenblicke, wo uns sogar noch die genaue Kenntniß des Friedenstraktats fehlte, war ganz unmöglich; der General von Rüchel sowohl, als der Geheime Kabinetsrath Beyme, sahen dieses ein; ich bat sie, es dem König vorzustellen, ihm bemerklich zu machen, daß meine Anwesenheit, so sehr in seiner Nähe, Napoleon einen neuen Vorwand geben könne, und ihm mein Versprechen darzubringen, die geforderte Arbeit in Riga mit gehöriger Aufmerksamkeit vorzunehmen. Wir redeten ab, wenn der König diese

Ansicht genehmige, sollten mir am andern Morgen früh Postpferde geschickt werden. Sie kamen und ich setzte mit dem Geheimen Finanzrath von Altenstein meine Reise nach Riga fort, wo ich den 16. Julius ankam und ein angenehmes Landhaus sechs Werste von der Stadt bezog, welches mir die freundschaftliche Fürsorge des reichen Banquiers Klein verschafft hatte.

Hier beschäftigte ich mich in ländlicher Stille mit jenen wichtigen Gegenständen.

Noch unterweges erhielt ich in Mitau am 15. das folgende offizielle Kabinets-Schreiben des Königs durch einen Courier nachgeschickt:

„Mein lieber Staats-Minister Freiherr von Hardenberg. Ihr wisset, was es mich gekostet hat, in Eure Dimission aus meinem Dienst zu willigen. Ich darf mich also, indem ich Euch dieses Dokument darüber ertheile, auf die Euch bekannten Gefühle meines Herzens beziehen. Uebrigens behalte ich mir vor, Euch künftig die sprechendsten Beweise Meiner Fürsorge für Euch zu geben, indem ich vorjetzt Mich darauf beschränken muß, Euch einen ganzjährigen Betrag Eures Ministerial-Gehalts, den Ihr auf einmal beziehen könnt, anzuweisen. Sehr gern erlaube Ich, daß der Geheime Ober-Finanz-Rath von Altenstein Euch begleite, um verschiedene Dienstpapiere von Euch in Empfang zu nehmen und in Ordnung zu bringen. Ebenfalls erlaube Ich, daß der Geheime expedirende Sekretär Zyka beim auswärtigen Departement, dem ich den Kriegs-Raths-Titel, Chargen und Stempel-Gebühren frei, bewilligt habe, vors Erste Euch begleite und bei Euch bleiben kann, ohne daß es ihm in seinen Dienstverhältnissen nachtheilig werde, so wie Ich auch ihm erlaube, einen ganzjährigen Betrag seines Gehalts auf einmal zu beziehen. Demgemäß ist das Erforderliche an die Behörden erlassen, und Ich verbleibe Euer wohlaffektionirter König.

Memel, den 14. July 1807. Friedrich Wilhelm."

Hier meine Antwort:

„Mit höchst gerührtem Dank habe ich die schriftliche Entlassung erhalten, welche Ew. Königliche Majestät mir unter dem 14. d. M. zu ertheilen und mit den huldreichsten Beweisen Ihrer Gnade und Zufriedenheit zu verbinden geruheten. Empfangen Sie dagegen, Allergnädigster König, den wiederholten Ausdruck meiner lebhaftesten Erkenntlichkeit und der Wünsche und Empfindungen, wovon ich für Sie und Ihr höchstes Haus durchdrungen bin. Er kann das immer nur schwach darstellen, was meine Seele erfüllt!"

Riga, den 20. Julius 1807. Hardenberg.

Meine Vorschläge wegen der bis zur Ankunft des Ministers Freiherrn von Stein einzurichtenden Immediat-Kommission waren völlig genehmigt. Die nach Riga geflüchteten Königlichen Kassen erhielten nun auch den Befehl, nach Memel zurückzukehren.

Die zu Tilsit geschlossenen Friedensverträge wurden nun nach und nach bekannt. Sie gehören zwar nicht zu meiner Geschäftsführung, indessen stehen sie doch damit in so genauer Verbindung, daß ich ihrer hier besonders erwähnen und darüber noch einige Bemerkungen machen zu müssen glaube.

Die geheimen Artikel des russisch-französischen Friedens vom 8. Julius 1807 sind mir nicht bekannt geworden; sie betreffen aber höchst wahrscheinlich den Krieg gegen England, die Schließung der russischen Häfen gegen diese Macht und die Maßregeln in Absicht auf die Angelegenheiten des türkischen Reichs[1].

Ueber den traurigen Inhalt des Frideens-Instruments zwischen Frankreich und Preußen verbreite ich mich hier nicht. Welche Härte! Wirklich, das großmüthige Gefühl des edlen Siegers vermißt man bei Napoleon ganz. Und was hatten ihm Braunschweig, Hessen Cassel, Fulda, gethan? Sie stellten nicht einmal Truppen zur preußischen Armee; aber er wollte ihre Besitzungen

1) Die Verträge von Tilsit, soweit sie authentisch bekannt sind, findet man am besten bei De Clercq. II, 207.

einmal rauben und durch sie Preußens Schmach vermehren, weil sie sich an diesen unglücklichen Staat gehalten hatten. Höchst wesentliche Punkte waren künftigen Konventionen vorbehalten. So war im 28. Artikel gesagt:

Il sera fait immédiatement une convention ayant pour objet de régler tout ce qui est relatif au mode et à l'époque de la remise des places qui doivent être restituées à Sa Majesté le Roi de Prusse, ainsi que les détails qui regardent l'administration civile et militaire des pays qui doivent être aussi restitués.

Dieser höchst unbestimmte Artikel, welcher der Willkür den freiesten Spielraum ließ, war ohne Zweifel absichtlich so gefaßt, des wichtigen Gegenstandes der Kontributionen war gar nicht gedacht. Man hätte alles Ersinnliche anwenden müssen, um diese Dinge in dem Friedens-Instrumente deutlich festsetzen zu lassen. Wie konnte es der Herr von Talleyrand verweigern, sich über die ersten Bedingungen und Folgen des Friedens zu erklären?

Sie sollten nun in Königsberg bestimmt werden und hier handelte der Feldmarschall Graf von Kalckreuth noch am allerunverantwortlichsten. Aus Eitelkeit verhinderte er es geflissentlich, daß der Graf von Goltz zu dieser Unterhandlung zugezogen wurde, und schloß die Konvention vom 12. Julius mit dem Marschall Fürsten von Neuchatel ab, wodurch der Frieden zum Theil zu nichte gemacht und alles das große Unglück begründet wurde, das nach dem Zeitpunkte seines Abschlusses den preußischen Staat so lange drückte, und Napoleon seinen in Tilsit nur versteckten Zweck erreichte, ihn größtentheils noch lange mit seinem Heer besetzt zu halten, um desto sicherer seine Pläne in Spanien auszuführen, seine Truppen auf fremde Kosten zu unterhalten und ungeheure Geldsummen mitten im Frieden zu erpressen.

Zuerst faßte man den eitlen Mann bei seiner schwachen Seite; der Fürst Berthier schrieb ihm folgende Note, die bis auf die Räumung von Tilsit und Königsberg lauter Dinge enthielt, die nicht gehalten wurden:

J'ai soumis à l'Empereur, Monsieur le Maréchal, les vives instances que vous m'avez faites sur les époques de l'évacuation du territoire prussien.

1° Vous avez demandé : que la ville de Tilsit fût évacuée le 20 juillet au lieu du 1er août ; 2° que Königsberg fût évacuée le 25 juillet au lieu du 5 août ; 3° que le pays jusqu'à la Passarge fût évacué le 1er août au lieu du 10 ; 4° que la vieille Prusse jusqu'à la Vistule fût évacuée le 20 août au lieu du 1er septembre ; 5° que le reste de la vieille Prusse jusqu'à l'Oder fût évacué le 5 septembre au lieu du 15 ; 6° que le reste de la Prusse jusqu'à l'Elbe, la Silésie et toutes les places, excepté Stettin, fussent évacués le 1er octobre au lieu du 15, ce qui fait quinze jours de différence.

J'ai également mis sous les yeux de l'Empereur, Monsieur le Maréchal, les vives observations que vous m'avez faites sur Stettin et sur la partie de pays à occuper jusqu'au 1er novembre, pour les provinces de Prenzlau et Pasewalk. J'ai également parlé à l'Empereur des différentes observations que vous m'avez faites pour les contributions. Sa Majesté s'est d'abord refusée à aucune modification, mais en se rappelant que je traitais avec Votre Excellence, elle m'a dit qu'elle voulait lui donner un témoignage de son estime particulière et de sa haute considération, et qu'elle m'autorisait pour ce motif seul à changer la date des époques des différentes évacuations, ce qui rend le pays et les places quinze jours plus tôt. Vous sentirez assez, Monsieur le Maréchal, cet avantage pour le Roi. A ces modifications près, je puis donc signer avec vous, Monsieur le Maréchal, la Convention, et comme c'est avec Votre Excellence que l'Empereur m'a autorisé à traiter et que la discussion était ouverte, M. le comte de Goltz, qui m'a écrit ce soir, ne peut être considéré que comme plénipotentiaire pour la suite de l'exécution des dispositions du traité, et pour cela, il aura à traiter avec S. E. M. le maréchal

Soult plénipotentiaire de l'Empereur. Je vous attends donc, Monsieur le Maréchal, pour signer la Convention.

Königsberg, 12 juillet 1807.

Le Prince de Neuchâtel.

Nun fieng man auf einmal an, noch 100 Millionen Francs Kontribution zu fordern, und bestimmte nicht einmal diese Summe schriftlich, sondern überließ diesen Gegenstand abermals im vierten Artikel der Willkür und den äußerst nachtheiligen, ganz ungerechten Auslegungen des Intendanten Daru. Daß der Graf Kalckreuth die Benennungen Province de Prenzlau et de Pasewalk stehen ließ, die nichts bestimmt anzeigen, als allenfalls diese Städte, weil dergleichen Provinzen nicht existiren, war eine erbärmliche Schmeichelei, aber für Stettin war gar kein Termin bestimmt, und was soll man von dem Artikel sagen, in dem er festsetzen ließ, daß die Artillerie, die Munition und überhaupt alles, in den so tapfer vertheidigten und gar nicht in den Besitz der Franzosen gerathenen Festungen Colberg und Graudenz und der von ihnen ebensowenig eroberten Festung Pillau in dem Zustande bleiben sollten, in welchem sie sich befanden? was dazu, daß nun die Grenzpfähle von Danzig auch „aux armes de France“ sein sollten, da im Friedens-Instrumente doch keineswegs von einem Protektorat des Kaisers Napoleon, sondern blos der Könige von Preußen und Sachsen die Rede war?

Ein kluger und rechtlicher Mann unsers auswärtigen Departements schrieb mir über diese Kalckreuth'sche Konvention folgenden starken, aber wahren Brief:

Monsieur le Baron, J'ai une peine infinie à vous écrire, car je tremble de vous affliger, et cependant, lorsque nous allons tout perdre, même l'honneur, comment éviter de vous causer la plus profonde douleur en vous parlant de ce que j'ai vu et de ce que je prévois? Votre Excellence a prédit la désastreuse issue de nos négociations de paix. Mais qu'est-ce que la perte de tant de provinces en comparaison des maux incalculables que va faire peser sur nous la convention signée

depuis par le comte de Kalckreuth. Il n'y a pas de milieu, c'est l'extrême folie ou une scélératesse insigne qui a guidé le maréchal, et il ne peut avoir le choix que des petites maisons ou du gibet. Mais je ne désespère pas de lui voir décerner la couronne civique.

M. Daru demande cent millions; pourquoi Napoléon ne les a-t-il pas exigés par un article du traité de paix? Une pareille demande mérite bien qu'on la fasse soi-même et qu'on la signe; pourquoi en croire MM. Berthier et Daru sur leur parole? Je vois que l'on délibère déjà sur les moyens de payer, et l'on s'estimera heureux de les trouver. Se flatterait-on d'être ainsi quitte des Français aux termes de la convention? Mais cette convention ne stipule rien sur l'évacuation des provinces de Prenzlau et de Pasewalk, et Stettin peut rester occupée jusqu'à la fin des siècles. Aussi nous n'avons que faire de nous en embarrasser. Stettin sera le Boulogne du Danemark et de la Suède, et le marquis de Brandebourg, confédéré avec le grand-duc de Berg et le comte de Schwarzburg, sera trop heureux d'aider Napoléon à achever la ruine du reste des anciennes dynasties de l'Europe. Non, Monsieur le Baron, si le désespoir ne nous donne pas le courage et la force de tout refuser, de périr plutôt que de subir tant d'infamie, il faut quitter la partie, se cacher, et je ne pense pas que Votre Excellence voulût me conseiller de rester plus longtemps à un poste qu'il ne serait pas permis de tenir avec honneur. Et qu'avons-nous à attendre de l'avenir? on a pu nous appliquer ces mots: „video meliora proboque, deteriora sequor"; ne sera-ce pas toujours la même chanson? Il faut aller planter des choux, et je bénirai celui qui voudra de moi pour garçon jardinier.

Je viens de relire ce que j'ai écrit; cette lettre est bizarre, elle restera néanmoins telle qu'elle est, car j'aime à croire qu'à travers cette bizarrerie, Votre Excellence lira ce qui se passe au fond de mon cœur, et qu'elle y découvrira les plus purs sen-

timents d'amour pour mon pays, pour mon Roi, et que surtout elle y verra la sincère passion qui m'anime pour elle. Daignez vous tenir assuré, Monsieur le Baron, qu'elle n'a d'égal que mon profond respect.

Königsberg, 14 juillet 1807. Roux.

Der neue Minister der auswärtigen Angelegenheiten Graf von der Goltz drückte sich aber über die ganzen Friedensunterhandlungen folgendergestalt gegen mich aus:

Monsieur le Baron. La disposition d'esprit dans laquelle je me suis trouvé depuis notre séparation et la multiplicité de mes occupations ne m'ont laissé ni le courage ni le temps d'écrire plus tôt à Votre Excellence. Le malheureux traité de paix que j'ai dû sanctionner par ma signature, et la convention qui l'a suivi et qui a été arrêtée entre le comte de Kalckreuth et le prince de Neuchâtel, seront une tache éternelle dans notre histoire, et une source intarissable de mon chagrin et de mon affliction. J'ai remué ciel et terre pour en modifier les stipulations, mais la volonté du plus fort, la loi de la nécessité, la fierté très pardonnable du Roi, la crédulité du comte de Kalckreuth, l'esprit de vengeance qui anime l'Empereur Napoléon, la faiblesse de l'Empereur Alexandre, la duplicité de ses entours, et le manque absolu de toutes sortes de ressources, nous ont plongés dans un abîme dont rien ne pourra jamais nous faire sortir. Je suis la victime de mon patriotisme et de ma bonne volonté. Instrument innocent et accidentel de la confection de la paix, j'avais cru qu'à force de travail, il serait peut-être encore possible de remédier au mal, mais en vain! tout me prouve que nous sommes à jamais perdus, tout concourt pour m'en donner la certitude. Tout retourne chez nous à l'ancien ordre de choses. Certaines personnes qui avaient affiché l'intention de leur retraite des affaires reprennent une influence prépondérante. Rien ne saurait s'opposer à l'ascendant qu'elles ont conservé sur l'esprit du Roi; rien ne saurait contrebalancer la force de leur pouvoir.

La circonstance de me trouver seul dans ce moment-ci ministre en activité, et de me voir neuf en tout ce qui regarde les affaires de l'intérieur, seconde leurs efforts. Le Roi n'est pas encore en état de juger de mes capacités, je ne peux pas encore exiger qu'il m'honore d'une confiance exclusive, je suis encore dans le cas de le devoir céder à ceux qui sont de plus longtemps dans les affaires; l'intrigue et la cabale reprennent leur empire, les anciennes habitudes reviennent, les anciens abus renaissent, tout veut régner, chacun s'en flatte, chacun y vise, la faiblesse et l'irrésolution caractérisent notre gouvernement. Les braves gens n'auront jamais le dessus, les charlatans seuls feront fortune. Le cœur me saigne en traçant ces mots, j'aime mon Roi, j'aime ma patrie; je pleure de l'avenir. Déjà les Français nous font sentir tout le poids de leur amitié. Nous ne luttons que contre des chicanes, la voix publique vous en aura donné connaissance. Il nous faut un point central que nous n'avons pas et que nous n'aurons peut-être jamais, à moins que tôt ou tard les circonstances ne permettent à Votre Excellence de vivre parmi nous, et ne fût-ce que comme simple particulier, après que les Français nous auront quittés. Pensez-y, chère Excellence! Vous ne pouvez pas être compromis en vivant à votre terre, et vos lumières peuvent encore guider ceux que le hasard a placés au gouvernail des affaires. Le baron de Stein ne s'est pas encore declaré, s'il ne se prononce pas à notre faveur, nous ne saurons pas comment le remplacer; s'il nous revient, il ne restera **pas quinze jours**. Voilà le véritable état des choses. Plaignez-nous, et donnez-nous conseil. Le moment le plus malheureux de ma vie est celui où j'ai dû me charger du portefeuille. Je ne me crois pas fait pour supporter longtemps le fardeau des désagréments que j'en prévois. Que vos conseils, que votre amitié, que vos bontés restent éternellement ma plus douce consolation. Je ne me sens pas à ma place, je suis trop bon patriote; je ne manquerai jamais du côté de la volonté, mais peut-être bien

de celui des facultés requises. Rendez-moi la justice que ma position est infiniment difficile, et qu'il faudrait être un ange ou au moins avoir le bonheur de Napoléon pour s'en tirer avec honneur. Conservez-moi quelques droits à votre confiance, Monsieur le Baron! je vous en conjure pour le soutien de mon courage. Je peux presque me flatter d'avoir encore su jusqu'ici comment faire pour ne pas entièrement perdre la tête. Quel malheur! A présent qu'il n'en est plus temps, toutes les bonnes nouvelles nous arrivent comme si elles pleuvaient du ciel. Vous saurez que le traité de subsides tout réglé nous a été dernièrement envoyé de Londres. Pauvre Jacobi! comme il sera chagrin quand il apprendra tout ce que j'ai dû lui mander. Adieu, Monsieur le Baron! J'espère que dès aujourd'hui je gagnerai le temps nécessaire pour entretenir une correspondance réglée avec Votre Excellence. Je n'ai voulu aujourd'hui que vous en demander la permission.

Memel, 17 juillet 1807. Goltz.

Wie unerhört man Preußen drückte, wie man die Friedensbedingungen ganz willkürlich ausdehnte und auslegte, wie wenig Preußen die Früchte des ihm blos dem Namen nach gegebenen Friedens genoß, dieses ausführlich darzustellen überlasse ich demjenigen, der völlig von allen Unterhandlungen unterrichtet ist. Ich begnüge mich nur, hier das mir mitgetheilte Memoire zu erwähnen, welches im Oktober 1807 dem nach Paris gehenden russischen Botschafter Grafen von Tolstoy bei seiner Durchreise vorgelegt wurde, um seine Verwendung zu begründen, so wie die drei Konventionen, welche wegen der Stadt Danzig, wegen der Militär-Straße aus Sachsen nach dem neuen Herzogthum Warschau und ganz über den Inhalt des Friedens zu Tilsit hinaus wegen des Handels nach diesem Staat erzwungen wurden [1].

[1] Die Denkschrift und der Vertrag wegen Danzig werden in der Sammlung der Aktenstücke mitgetheilt. Der Vertrag mit Sachsen wegen der Militär- und Handels-Straßen (13. Oktober 1807) steht bei De Clercq, II, 229; der Vertrag wegen der Grenzregulirung zwischen Preußen und Sachsen (10. November 1807) bei Martens, C. III 378.

Alexanders Verwendung auf dem Wege der Unterhandlung war nicht kräftiger, als die seiner Waffen. Er hatte diese nicht nur für seinen Freund ergriffen: man erinnere sich, mit welchem Feuer er seit langer Zeit die Sache von Europa verfocht und an allen Höfen die hohe Nothwendigkeit predigte, sich dem Ehrsüchtigen entgegen zu stellen, der es mit der Universal-Herrschaft bedrohe: man rufe sich seine Briefe an den König in das Gedächtniß zurück, wie er ihn zur Ausdauer vermahnte, wie heilig, wie oft er ihm versicherte, er würde nicht ruhen, bis er ihm alle seine Staaten wieder verschafft hätte, und nun — welch ein Kontrast! — gab er nach dem ersten Unglücksfalle nicht nur die Sache von Europa auf, sondern verband sich sogar mit eben dem, den er allen vorhin unablässig als den gefährlichsten Unterdrücker darstellte; er verließ nicht nur seinen Freund und wurde bundbrüchig, sondern wurde verleitet, sogar seinen Raub zu theilen und bei dem Frieden mit ihrem gemeinschaftlichen Gegner eine beträchtliche Provinz seines bisherigen Alliirten anzunehmen.

Ewig wird dieser Schandfleck auf ihm haften bleiben.

In einer meiner letzten Unterredungen mit dem König sagte ich ihm daher mit Recht, daß ich ihn ohnerachtet seiner Unfälle doch viel glücklicher fände, als Alexander, denn diesem habe Napoleon die Ehre zu entreißen gewußt.

Jammer Schade, daß Alexander, mit so vielen schönen und liebenswürdigen Eigenschaften, so wenig Kraft und Charakter besaß.

Er war schön, gefällig im Aeußeren, höchst angenehm im Umgange mit Jedermann, feurig, vertraulich, zuvorkommend. Friedrich Wilhelm hatte keine üble äußere Bildung, aber im ersten Anblick nichts Anziehendes und Freundliches, eher eine ernste, zurückstoßende Kälte. Alexander war sehr unterrichtet, die Folge der sorgfältigen Erziehung der großen Katharina, er drückte sich in mehreren Sprachen leicht und fließend, sowohl mündlich als schriftlich aus, besonders im Französischen und Englischen; Friedrich Wilhelm fehlte es nicht an Kenntnissen, auch er

schrieb und sprach richtig und verständig, aber er sprach und schrieb wenig, und es schien ihm schwerer zu werden, er war scheu und zurückhaltend — die Folge der Vernachlässigung seiner Erziehung durch den großen Friedrich. Der Kaiser war leichtsinnig und unternehmend, aber weder kräftig noch anhaltend. So floh er in seiner Post-Chaise nach der Schlacht bei Austerlitz, so verzweifelte er nach der bei Friedland; der König war zu bedachtsam und unentschlossen, aber doch fester, und im Unglück zeigte er, seitdem er den Waffenstillstand vom 16. November 1806 verworfen hatte, eine Ausdauer und Standhaftigkeit, die ihm die Theilnahme und Achtung der Welt erwarb. Beide trauten sich selbst große Thaten nicht zu und waren auch dazu nicht geschaffen, aber Alexander hätte danach streben mögen, der Ruhm hatte Reiz für ihn, Friedrich Wilhelm war gleichgültig dagegen und anspruchslos. In Absicht auf das Militär hatten beide sich leider gewöhnt, zu viel Werth auf das Kleine zu setzen, die große Kriegswissenschaft und das Talent des Kriegers besaßen sie nicht. Beider Schwäche ließ sie oft gegen bessere Ueberzeugung handeln, Alexander ließ sich verführen, Bialystock, das Eigenthum seines Bundsgenossen, von dessen Feinde anzunehmen, und Friedrich Wilhelm nahm Hannover unter ähnlichen, obwohl nicht ganz so grellen Umständen. Aber in Friedrich Wilhelms Charakter lag doch größere Rechtlichkeit, als in dem Alexanders. Warum muß sich bei Regenten so selten Güte und Menschenfreundlichkeit mit Kraft und Größe des Geistes vereinigen?!

War denn eine dringende Nothwendigkeit vorhanden, daß Kaiser Alexander Frieden machte? Keineswegs. — Ihm blieb zur Stelle eine Armee von mehr als hundert tausend Mann und sein großes unberührtes, ungekränktes Reich mit allen seinen nahen Hülfsquellen und seiner Bevölkerung. Bei einem zweckmäßigen Benehmen würde England dem Geldmangel abgeholfen haben; aber man mußte nicht stolz Subsidien verwerfen, deren man so sehr bedurfte. Eine englische Armee von 16,000 Mann war wirklich in Schwedisch-Pommern gelandet; eine andere war endlich

im Begriff, die Diversion in Niedersachsen und Westfalen zu machen, von der wir oben geredet haben und die, verbunden mit den vorbereiteten Insurrektionen, gewiß die größte Wirkung gemacht haben würde. Der Allianz- und Subsidien-Traktat zwischen England und Preußen war am 27. Junius in London unterzeichnet [1]).

Was aber am wichtigsten war, war die Ankunft des österreichischen Generals Grafen von Stutterheim in dem Augenblicke, wo kaum der Tilsiter Frieden unterzeichnet war. Er hatte den Auftrag, dem Kaiser Alexander und dem König die Nachricht zu bringen, daß sein Herr entschlossen sei, dem Kriege gegen Frankreich beizutreten. Sobald der Wiener Hof von den Unfällen bei Friedland und von den ersten Schritten des Generals von Bennigsen zum Frieden unterrichtet worden war, war nur eine Stimme für den Krieg gewesen. Der Erzherzog Karl, der solchem bisher so sehr entgegengestrebt, war nun an der Spitze derer, die die Absendung des Generals von Stutterheim und alle Vorbereitungen zum Losschlagen aufs Aeußerste betrieben. Unser Gesandter in London, der Freiherr von Jacobi berichtete, der englische Minister Canning habe ihm eröffnet, durch den österreichischen Minister Grafen von Stadion sei die Abreise des Generals von Stutterheim in das Hauptquartier des russischen Kaisers und des Königs dem englischen Gesandten in Wien, Herrn Adair, mit dem Beifügen offiziell angezeigt worden, es seinem Hofe zu melden: daß der Kaiser Franz entschlossen sei, Frankreich den Krieg zu machen.

Was für ein Glücksstern begleitet allenthalben Napoleon und rettet ihn immer in den gefährlichsten Augenblicken?

Nun reiften alle Pläne, die früher zu Stande gebracht worden wären, wenn Herr von Zastrow nicht alles aufs Unverantwortlichste vernachlässigt gehabt hätte, und nun war alles vergeblich!

---

1) Der Vertrag ist abgedruckt bei Garden. X, 119.

So unglücklich waren die Folgen jenes heillosen und strafbaren Verfahrens, so schädlich nachher das elende russische Benehmen.

Napoleon, obgleich Sieger zwischen der Weichsel und dem Niemen, wäre in die gefährlichste Lage gekommen, wenn Alexander mit den Ueberbleibseln der Macht Friedrich Wilhelms nach dem Unglück bei Friedland nur vertheidigungsweise handelte. Der unbedeutende Rest des preußischen Staates konnte auch noch ein Raub des Feindes werden. Napoleon konnte noch über den Niemen in Litthauen und in Kurland eindringen: bei jedem Schritt vorwärts wurde seine Lage mißlicher, wenn Oesterreich losschlug, wenn Gustav Adolph mit seinen Schweden, den Engländern und den Preußen unter Blücher vorrückte und ein gelandetes Korps Hannoveraner und Engländer den Zunder in Feuer setzte, der in einem großen Theile von Deutschland, besonders dem nördlichen verbreitet war. Die Revolution konnte leicht allgemein werden. Der brave Ansbacher und Bayreuther hätte deutsche Brüder gefunden, die mit ihm für Preußen und besonders für Deutschlands Ehre und Unabhängigkeit gefochten hätten. Napoleon konnte, indem er gegen Osten vordrang, eine Mauer aufgeführt finden, die ihm den Rückweg schrecklich versperrte.

Aber was hätte nicht alles geschehen können, was konnte nicht täglich noch geschehen, wenn nicht der Geist des Großen und Edlen so ganz von uns gewichen wäre! Möchte er, wo er noch schlummert, doch endlich geweckt werden!

Mit tief bekümmertem Herzen rufe ich mit dem römischen Dichter aus:

Signa ego Punicis
Affixa delubris et arma
Militibus sine caede —
Derepta vidi, vidi ego civium
Retorta tergo brachia libero,
Portasque non clausas, et arva
Marte coli populata nostro.

Möchte ich nicht auch mit ihm sagen müssen:

> Neque amissos colores
> Lana refert medicata fuco,
> Nec vera virtus, quum semel excidit,
> Curat reponi deterioribus.

Wenn man hinterher die Gemüther durch die von einigen oft schon bitter wiederholte Bemerkung irre und unzufrieden macht: der König hätte früher mit Napoleon Frieden schließen sollen, so handelt man, wo nicht sehr boshaft, doch sehr ungerecht.

Daß man diesen Krieg ganz zur unrechten Zeit, ganz ohne alle kluge Vorbereitung anfieng, haben wir oben gewiß nicht ohne Grund getadelt; aber wir wollen untersuchen, wann es möglich war, einen wohlthätigen Separat-Frieden mit Frankreich zu schließen?

Etwa gleich nach den Schlachten von Auerstädt und Jena? Das versuchte man vom Schlachtfelde ab, und wegen Rußland wäre er wahrscheinlich möglich gewesen, denn die russischen Truppen hatten kaum die Grenze berührt. Aber unstreitig war das der schlechteste, ungünstigste Zeitpunkt, wie der Erfolg es bewies: denn Napoleon, nachdem er Bedingungen gemacht hatte, die für die damaligen Verhältnisse höchst lästig und schimpflich waren, brach selbst ab und wollte nicht Frieden machen, so dringend man ihn suchte.

Friedrich der Große bat nicht um Frieden nach den Niederlagen von Hochkirchen und Kunersdorf, obgleich er bei weitem in einer gefährlicheren Lage war und nicht auf so mächtige Hülfe von Außen rechnen konnte. Aber er fand sie in seinem Genie, in dem Genie, das sich das Glück unterwürfig zu machen weiß, und stand bald wieder mächtig da.

Der in Charlottenburg unterzeichnete schändliche Waffenstillstand würde nicht zum Frieden geführt haben. Napoleon ließ ja durch seinen Minister offiziell erklären, daß er im Besitz der preußischen Länder bleiben werde, bis Rußland und England den Frieden mit ihm machen würden, den er wollte.

Also der einzige Zeitpunkt, wo es möglich gewesen zu sein

scheint, einen Separat-Frieden zu erlangen war der nach der Schlacht bei Eylau, als der General Bertrand mit dem Antrage dazu in Memel anlangte. Würde Preußen aber dadurch den Frieden wirklich erhalten haben?

Was Napoleon bewilligt haben würde, ist nicht klar; auf die mündlichen Aeußerungen des Generals Bertrand und des Kaisers selbst war nicht zu bauen. Das lehren häufige Beispiele von der ersten Unterhandlung mit ihm bis zur letzten. Seine Briefe gaben einen etwas sicherern Grund, aber auch in diesen war alles unbestimmt, und seine eigentlichen Absichten würden sich erst gezeigt haben, wenn es darauf angekommen wäre, den Traktat zu fassen, dann hatte er seinen Hauptzweck erreicht: Zeit zu gewinnen und Preußen von Rußland zu trennen; daß sein Plan nicht dahin gieng, uns auf dem linken Elbufer Provinzen zurückzugeben, erhellt aus seiner Unterredung mit dem Obersten von Kleist. Es läßt sich kaum bezweifeln, daß er auch Kontributionen, vermuthlich die einmal geforderten 100 Millionen Francs verlangt haben würde, und die Räumung des Landes würde ohnerachtet seiner Versicherung schwerlich erfolgt sein, sie wäre gewiß an den Rückzug der Russen geknüpft worden, den Preußen hätte bewirken sollen. Rußland wollte aber in den Separat-Frieden nicht willigen, der Kaiser und sein Ministerium erklärten es deutlich und würden wenigstens Preußen bis an die Weichsel besetzt behalten und vielleicht bei dem Frieden, so wie nachher, Bialystock dem russischen Reiche einverleibt haben. Die Russen waren Herren in dem preußischen Staate, so weit ihn die Franzosen nicht beherrschten; die von Napoleon nun angebotene Neutralität war da nicht möglich; beide kriegführende Theile benutzten unsre Kräfte ganz, nachdem sich das Glück für oder wider sie erklärte, die preußischen Länder waren das Kriegs-Theater, und wenn sie, des Streits müde, sich vertrugen, war Preußen das Opfer, von beiden gleich gehaßt und verachtet, von Niemand bedauert, vielleicht das Mittel zum Vertrag. Eben die Politik würde Napoleon in Absicht auf Rußland geleitet haben, die er bei dem Frieden von Tilsit befolgte.

Unter der Fahne des Einen oder des Andern mußte man streiten. Zu der Napoleons sich zu schlagen, konnte ohne Verrätherei so wenig als ohne Gefahr geschehen. Und würde eine Verbindung, unter solchen Umständen eingegangen, weniger gewesen sein als völlige Abhängigkeit? Uebrigens lese man, was in den offiziellen Anmerkungen des Moniteurs zu der Deklaration des Königs von England gegen Rußland steht: „Allerdings hat Frankreich zweimal dem König von Preußen einen Separat-Frieden angeboten" — das eine Mal muß wohl den Waffenstillstand beziehen — „aber es war wohlverstanden, daß damals Preußen nicht ohne die großmüthige Dazwischenkunft von Rußland wäre geräumt worden, bis England selbst würde Frieden gemacht haben."

Ein Separat-Frieden mit Frankreich hätte Preußens Unglück nicht vermindert, und wohlverdiente Schande und Verachtung hinzugefügt. Das Unglück ist Preußens Loos gewesen, es hat es durch seine eigenen Fehler verschuldet, aber durch sein letztes Benehmen diese vergessen machen und die Möglichkeit künftiger Unabhängigkeit, Vertrauen und Theilnahme bewahrt; Friedrich Wilhelm hat seine Rechtlichkeit bewährt.

Was unsrerseits geschehen konnte, den Frieden zu bewirken, geschahe unablässig. Napoleon war er kein Ernst, denn es hieng ja im April und Mai von ihm ab, sich auf die ergangenen Aufforderungen deutlicher zu erklären, und die Friedens-Unterhandlungen selbst nahmen ihren Anfang.

Der Geheime Finanzrath Freiherr von Altenstein und der Geheime Rath Niebuhr waren mit mir in Riga. Letzterem, einem der gelehrtesten Männer, die ich gekannt habe, einem Sohn des berühmten orientalischen Reisebeschreibers, besonders mit kaufmännischen und mit Finanz-Gegenständen vertraut, legte ich verschiedene, zu meiner Arbeit gehörende wichtige Fragen vor, über die er mir schriftlich seine Meinung gab.

Mit dem Herrn von Altenstein hatte ich mehrere Jahre hindurch in den Dingen gearbeitet, über die ich jetzt mein Gutachten abzugeben hatte. Wir hatten größtentheils einerlei Ansichten, wir besprachen uns täglich; er verband mit den gründlichsten Kenntnissen und der größten Thätigkeit die reinsten Absichten und den feurigsten Eifer für das Gute, Edle und Kräftige. Ich trug ihm auf, das Ganze zusammenhängend und systematisch zu bearbeiten, und ebenso beschäftigte ich mich damit. So entstand das Werk des Herrn von Altenstein, das Gutachten des Herrn Niebuhr über einzelne Punkte und endlich das meinige.

Schon am 22. August schickte ich dem König den Abschnitt dieses letzten über die auswärtigen Verhältnisse mit dem folgenden Schreiben zu:

Votre Majesté a daigné me donner une nouvelle preuve de sa confiance en m'ordonnant de lui dire mon avis sur l'administration future de la Prusse. Plus ce sentiment est précieux pour moi et l'objet important et difficile et la part que je ne cesserai de prendre à tout ce qui vous appartient, Sire, vive et sincère, plus je désire de me bien acquitter de la tâche que Votre Majesté m'a imposée. Je n'ai pas eu la présomption d'y travailler seul, et voilà ce qui cause le retard que je mets à la remplir. En lui présentant le résultat de mes réflexions, je l'accompagnerai des idées de deux de vos serviteurs les plus zélés et les plus entendus, Sire, du baron d'Altenstein et du conseiller privé Niebuhr. C'est par le premier que je me flatte de faire parvenir sous très peu de temps notre travail à Votre Majesté. Il n'a pu être pressé davantage sans risquer de le voir devenir incomplet et insuffisant. En attendant vous pourriez peut-être vouloir jeter les yeux plus tôt sur mon avis relativement aux relations extérieures, Sire, et une occasion sûre se présentant par le vice-consul Ellinger, qui va à Königsberg, je prends la liberté de vous adresser la section de mon ouvrage qui les concerne. Daignez la recevoir avec indulgence.

Riga, 22 août 1807. Hardenberg.

Den 16. September war alles beendigt; der Herr von Altenstein reiste selbst damit nach Memel ab, wo sich der König noch aufhielt, und ich begleitete unsre Arbeiten mit einem Briefe[1]). Hierauf gieng ich nach Libau, wo ich bis zum 15. Februar 1808 vergeblich die Räumung unsres armen Landes erwartete.

Der König schrieb mir dahin den folgenden eigenhändigen Brief:

Empfangen Sie meinen verbindlichsten Dank für die mir übermachten und von Ihnen bearbeiteten Ideen zu unserer künftigen Staatsreform. Man erkennt in diesen den vorurtheilsfreien, mit dem Geiste der Zeit bekannten Verfasser. Allerdings sind grelle Kontraste mit unseren zeitherigen Grundsätzen darin enthalten, und es gehört eine geschickte Leitung, um jene glücklich durchzuführen. Es schmerzt mich in der That recht sehr, mich nicht selbst mit Ihnen über mehrere dieser Gegenstände ausführlich unterhalten zu können. Dieses Opfer, welches ich der Politik bringen muß, entspricht jedoch keinesweges dem dabei gehofften und verheißenen Zweck. Der Minister von Stein ist so eben hier eingetroffen; ich hoffe und wünsche, daß Ihre Ideen mit den seinigen, wenigstens was die Hauptpunkte betrifft, übereinstimmen mögen, und daß seine kraftvolle Geschäftsführung das Chaotische unseres jetzigen Zustandes baldigst zu ordnen im Stande sein möge, wenn anders die äußeren Konjunkturen keine Hindernisse herbeiführen.

Rechnen Sie stets auf meine besondere Hochachtung, die Sie in den letzteren Zeiten sich noch vollkommener zu erwerben gewußt haben, so wie auf die Fortdauer meiner Ihnen bekannten persönlichen Gesinnungen.

Memel, den 2. Oktober 1807. Friedrich Wilhelm.

Was ich hierauf erwiderte, folgt hier:

Allerdurchlauchtigster, Allergnädigster König. Mit letzter Post wurde ich durch das huldreiche Handschreiben erfreut, wel-

1) Dies Schreiben ist im vierten Bande dieses Werks mitgetheilt.

ches Ew. Königliche Majestät an mich abzulassen geruhet haben. Nichts kann mich mehr beglücken, als Beweise Höchstdero gnädigen Andenkens. Möchte ich nur bald die freudige Beruhigung haben, Ew. Königliche Majestät wieder im Genuß der Ruhe und Zufriedenheit zu sehen, welche Höchstdieselben noch immer ohnerachtet der schwersten Aufopferungen entbehren. Dann wird auch Ew. Königlichen Majestät väterliche Bemühungen guter Erfolg krönen, die tiefen Wunden des Staats zu heilen und neue Grundlagen zu dessen Flor aufzuführen. Freilich gehört eine vorsichtige kraftvolle und geschickte Leitung dazu, um dieses zu bewerkstelligen. Ew. Königliche Majestät richtige Einsicht und muthige, konsequente Wegräumung der Hindernisse, ohne Schwanken von einem System zum andern, werden aber große Wirkungen hervorbringen. Schon haben Ew. Königliche Majestät einen wesentlich wichtigen Anfang gemacht, und ich habe die Zuversicht, daß der Minister von Stein Ihnen eifrig und weise zu Hülfe kommen und Höchstihr Vertrauen sich erwerben wird. Gott gebe Ew. Königlichen Majestät, der Königin Majestät, der ich mich zu Füßen lege, und Ihrem höchsten Hause, bald neues, dauerhaftes Heil. Dieses ist in jedem Augenblick mein feurigster Wunsch. Ich beharre in tiefster Verehrung und unverbrüchlicher Treue

Ew. Königlichen Majestät

Libau, den —. November 1807[1]. Hardenberg.

Dem Herrn von Altenstein bezeigte der König ebenfalls seine große Zufriedenheit über seine Arbeit, und mich fuhr er fort über die Pläne zu einer künftigen Einrichtung zu Rathe zu ziehen, wie der folgende Briefwechsel beweiset.

Schreiben des Königs Friedrich Wilhelm an Hardenberg.

Der Minister von Stein hat mir seine Organisationsvorschläge für die Regeneration unseres Staats eingereicht. Ich überschicke sie Ihnen hierbei mit der Bitte, mir hierüber Ihr Gutachten

1) Der Tag ist in dem vorliegenden Concept nicht angegeben.

mitzutheilen, um demnächst einen festen, bestimmten Entschluß fassen zu können. Es thut mir leid, daß die unglücklichen Verhältnisse mir nicht gestatten, persönlich und mündlich diese Gegenstände mit Ihnen durchgehen zu können. Leider hat weder dieses zuerst gebrachte Opfer noch so viele darauf folgende den mindesten Einfluß auf die beispielloseste Willkür gehabt.

Memel, den 7. December 1807. Friedrich Wilhelm.

Schreiben Hardenbergs an König Friedrich Wilhelm.

Ew. Königlichen Majestät danke ich unterthänigst für den neuen meinem Herzen so theuren Beweis des höchsten Vertrauens, dessen Allerhöchstdieselben mich durch die Mittheilung der Vorschläge des Ministers von Stein wegen der Organisation der obersten Staatsbehörden und durch den Befehl, mein Gutachten darüber abzugeben, gewürdigt haben. Völlig in der Hauptsache mit ihm einverstanden, unterwerfe ich Ew. Königlichen Majestät nur die hiebei folgenden Bemerkungen zu jenen Vorschlägen und den Erinnerungen des Präsidenten Beyme ehrerbietigst, mit dem innigen und herzlichen Wunsche, daß Allerhöchstdieselben endlich in Stand gesetzt werden mögen, Ihre landesväterliche Wirksamkeit wieder ganz eintreten zu lassen und in der treuesten und tiefsten Verehrung rc.

Libau, den 13. December 1807. Hardenberg.

Schreiben des Königs Friedrich Wilhelm an Hardenberg.

Indem ich Ihnen für die mir mitgetheilten Bemerkungen meinen Dank sage, überschicke ich Ihnen die Fortsetzung des Organisationsplanes mit gleicher Bitte. In wenig Tagen ist dieses Unglücksjahr vorüber! Ob das neue Kalenderjahr segensreicher für uns sein wird, weiß Gott allein. Empfangen Sie hiezu meine Glückwünsche.

Memel, den 29. December 1807. Friedrich Wilhelm.

Schreiben Hardenbergs an König Friedrich Wilhelm.

Bei der mir durch Ew. Königlichen Majestät beglückendes Vertrauen zugeschickten und hiebei mit wenigen Bemerkungen zurückgehenden Fortsetzung des Allerhöchstdenselben von dem Staats-Minister Freiherrn von Stein vorgelegten Organisationsplans finde ich nichts Wesentliches zu erinnern. Sie stimmt ganz mit den Ideen überein, die in den in Riga von dem Geheimen Finanzrath von Altenstein und mir ausgearbeiteten Aufsätzen enthalten sind.

Mein feurigster Wunsch ist, daß das so eben angetretene Jahr Ew. Königlichen Majestät, Ihrem höchsten Hause und Ihren Staaten neues Heil und desto reicheren Segen bringen möge, je mehr sich die beiden verflossenen durch Unglück auszeichneten. Und ich habe das feste Vertrauen zu der Alles leitenden Vorsehung, daß es so sein werde. Die Reinheit Ew. Königlichen Majestät Absichten, Ihre Standhaftigkeit bei so großen Unfällen, und die weise Verfolgung konsequenter auf Wahrheit, Rechtschaffenheit und Wohlwollen gebauter Maximen, können nicht unbelohnt bleiben. Ich bitte unterthänigst um die Fortdauer Höchstihrer huldreichen Gesinnungen, die ich stets durch das Bestreben, Allerhöchstdenselben, wo ich kann, Beweise meiner innigen treuen Anhänglichkeit und tiefsten Verehrung zu geben, zu verdienen trachten werde.

Libau, den 2. Januar 1808. Hardenberg.

Alle Briefe des Königs waren eigenhändig.

Aber der fortdauernde, immer feindselige Druck, unter dem Preußen seufzte, gestattete dem König noch nicht, an die Ausführung zu denken; doch hatte ich die stille Freude, mehrere meiner Ideen ausgeführt zu sehen, und war es gern zufrieden, daß Andere allein die Lobpreisungen darüber einernteten.

Im Februar 1808 gieng ich nach Tilsit, wo ich bis zum 7. November in stiller Abgeschiedenheit lebte und glücklich in meinem häuslichen Zirkel einer wohlthätigen Ruhe nach dem Sturme genoß, mit den Wissenschaften und meinen Erinnerungen mich be-

schäftigte, auch diese Zusammenstellung meiner Geschäfts-Laufbahn von 1803 an niederschrieb.

Beweise von Theilnahme und Achtung erfreuten und stärkten mich überall. Zu meiner Freude wurde ich in Geschäfte gar nicht weiter gemischt, am wenigsten in politische, aber der König und die Königin ließen keine Gelegenheit vorbei, mir die Fortdauer ihrer guten Gesinnungen für mich zu beweisen. Ich erfuhr dieses insbesondere bei dem Verlust meiner mir ewig unvergeßlichen Schwester und Freundin der Jugend und des reiferen Alters, der am 25. Juli 1808 verstorbenen Oberhofmeisterin von Münchhausen, der ehemaligen Erzieherin und nun der verehrten Freundin der Fürstin von Oranien-Fulda, Schwester des Königs.

Ueber die Königin schrieb mir der Baron von Schladen folgendes:

Monsieur le Baron. L'éloignement dans lequel je me suis trouvé jusqu'à présent du point central des affaires me servira d'excuse pour le silence que j'ai gardé vis-à-vis de Votre Excellence. Elle connaît trop mon invariable et respectueux attachement. Elle doit savoir, du moins j'ose m'en flatter, que je la révère comme un père et bienfaiteur chéri, que rien ne saurait donc être plus opposé à mes sentiments que le plus léger oubli de tout ce que je lui dois.

Depuis quatre jours enfin j'ai quitté le général Bennigsen, et considérant ma mission au quartier général comme terminée, je me suis rendu ici pour attendre les ordres de Sa Majesté sur ma destination future. M. Nagler aura rendu compte, je pense, de tout ce qui s'est passé ici à Votre Excellence; il lui aura dit que le ministère ne songe pas à renvoyer sur-le-champs un ministre à Pétersbourg, que par conséquent le comte de Goltz, incertain de son avenir, souhaite conserver provisoirement le traitement et la perspective de ce poste, et que le chargé d'affaires actuel est censé suffire aux communications que pourraient exiger les événements. Déjà le lendemain du départ de Votre Excellence, j'ai pu m'apercevoir que tel était

le projet de notre chef actuel. Pour ne pas avoir l'air de désirer quelque chose qui pouvait m'être désavantageuse, il me déclara qu'ayant besoin d'envoyer incessamment quelqu'un à Dresden pour y préparer les arrangements à conclure avec cette cour, son intention était celle de me proposer à cette mission extraordinaire, qu'il me priait donc d'attendre tranquillement la résolution du Roi à ce sujet. Comme Votre Excellence sait que mon ambition ne s'est jamais portée vers le poste de Petersbourg, je crus ne pouvoir mieux faire que de me conformer à ses avis. Maintenant arrivé ici, j'ai appris que le général de Knobelsdorff a été chargé d'un envoi pour Napoleon, qu'il doit suivre à Paris au cas qu'il ne le trouve plus à Dresden, et que la mission qu'on se propose d'envoyer au Roi de Saxe est destinée au colonel de Kleist comme celle de Paris a déjà été donnée à M. de Brockhausen. Dans cet état des choses, n'ayant plus rien à faire ici et fortement sollicité par ma famille à venir régler avec elle la succession de mon père, j'ai consulté le comte Goltz sur le parti qui me restait à prendre, et, sur son avis, j'ai demandé au Roi un congé de trois mois, qui m'a été accordé sans la moindre difficulté, mais sous condition que je tienne le ministère au fait du lieu de ma demeure, afin qu'on sache me trouver si ma présence était jugée nécessaire. Voilà tout ce qui s'est fait. Rien n'est décidé sur l'avenir, et je compte partir sous peu de jours pour Berlin, Halberstadt et Töplitz. Les affaires vont leur train, c'est-à-dire, assez mal. Les anciens vices reparaissent successivement dans l'administration, et les personnages écartés par la supériorité du génie reprennent le dessus sur la bonne et faible médiocrité. Il est temps qu'un homme à caractère s'empare des rênes flottant entre les mains des différents conducteurs, et tous les honnêtes gens forment des vœux pour que l'individu proposé par Votre Excellence accepte et arrive. Je viens d'apprendre qu'on est parvenu à lui donner sur mon compte des préventions, qu'il imagine que je suis protégé de Beyme.

et surtout que c'est moi qui, par une sotte vanité et ridicule prétention, était une des causes de son éloignement des affaires. Votre Excellence connait mes principes, ma façon d'agir et mon caractère; si l'occasion s'en présente, je la supplie de me justifier auprès de lui. L'estime d'un homme comme M. de Stein m'est trop précieuse, pour ne pas l'ambitionner.

Si Votre Excellence veut m'honorer de temps en temps d'une ligne de sa main, qu'elle veuille bien l'adresser à M. Nagler, il saura me la faire tenir. Quant à moi, je me ferai un devoir de profiter de toutes les occasions sûres pour la tenir au courant des affaires, en autant que je le serai moi-même. Qu'elle daigne me conserver sa bienveillance, et qu'à tous événements elle compte sur un dévouement à toute épreuve de ma part.

Memel, 25 juillet 1807. Schladen.

P. S. La Reine, que je vois souvent et qui chaque fois parle de Votre Excellence avec le plus vif attachement et les larmes aux yeux, me charge de lui dire bien des choses de sa part. Elle proteste qu'aucun genre de sacrifice ne lui coûterait pour lui prouver sa reconnaissance, et que jamais de sa vie elle n'oublierait les preuves touchantes d'intérêt et d'amitié qu'elle et le Roi avaient reçues de Votre Excellence. C'étaient là ses propres paroles. Une conscience comme celle de Votre Excellence, la certitude du respect de tous les gens de bien, et les grandes ressources que lui offrent son esprit et son cœur, ce sont là des biens qu'aucun arrêt de l'iniquité, du despotisme et de la fourberie ne peut ravir!!

So innig aber meine Gefühle für den preußischen Staat und seine Herrscher waren, so konnte ich mich doch nicht enthalten, wenn ich an viele der Geschäftsmänner zurückdachte, mit denen ich in so schweren und verdrießlichen Verhältnissen gewesen war, wenn ich mich an die Kabalen und Schwierigkeiten erinnerte, mit denen ich mich so oft umgeben und dadurch meine besten Absichten vereitelt gesehen hatte, wenn ich endlich die schiefen

Urtheile, zum Theil die offenbaren Lügen las, womit man in dem Heere von öffentlichen Flugschriften meine Geschäftsführung darstellte, ohne daß es mir gestattet war, mich dagegen zu rechtfertigen, — mit Thuanus auszurufen:

Aula vale — aulæque ministri
Quos coluisse pudet, quos memorare piget.
— Suffragia libera deme
Posteritas, præsens nam velut aura feret.

Pierer'sche Hofbuchdruckerei. Stephan Geibel & Co. in Altenburg.





